



ATLAS

*Jean Sellier
et André Sellier*

DES PEUPLES D'ORIENT

MOYEN-ORIENT
CAUCASE
ASIE CENTRALE

La Découverte

ATLAS
DES
PEUPLES
D'ORIENT

MOYEN-ORIENT
C A U C A S E
ASIE CENTRALE

ATLAS

Jean Sellier
et André Sellier DES

PEUPLES D'ORIENT

MOYEN-ORIENT
C A U C A S E
ASIE CENTRALE

Cartographie Anne Le Fur

La Découverte

Cartographie : ANNE LE FUR / AFDEC avec la collaboration
de CATHERINE ZACHAROPOULOU pour la réalisation en PAO.

Conception graphique, maquette, couverture

SOPHIE ZAGRADSKY

Composition : Charente-Photogravure à Angoulême

Photogravure des cartes : GEGM à Paris

Impression : MAME à Tours.

Photographie de couverture : Lauros-Giraudon.

Fête donnée à la Sultane Validée dans le sérail.

Miniature ottomane,

Paris, Bibliothèque nationale.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de
reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou
tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation
de l'éditeur ou du Centre français du copyright
(3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© Éditions La Découverte, Paris, 1993

ISBN 2-7071-2222-X

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	7
--------------------	---

Le Moyen-Orient, carrefour ethnique	11
Délimitation. Sédentaires et nomades. Les langues. Les religions.	

LA CHARNIÈRE DE L'ANCIEN MONDE	20
Le Moyen-Orient à la veille de l'islam. L'apogée du califat. Le monde musulman divisé. L'irruption des Turcs. L'hégémonie mongole. Tamerlan et son temps. Ottomans et Séfévides.	

IMPÉRIALISMES, NATIONALISMES	34
Menaces européennes. Entre les Russes et les Britanniques. Impérialismes et chemins de fer. Le découpage du monde arabe. Le pétrole. Nouveaux États, nouveaux conflits.	

Les peuples arabes	46
---------------------------------	----

LE PROCHE-ORIENT, DES SUMÉRIENS AUX OTTOMANS	48
Le Proche-Orient avant l'islam. L'expansion arabe. Les califats omeyyade et abbasside. Des Abbassides aux Ottomans. Les provinces arabes de l'Empire ottoman.	

LE PROCHE-ORIENT ARABE DE 1914 À 1948	57
La Première Guerre mondiale. Le partage du Croissant fertile. Syrie et Liban sous mandat français. La Palestine et la Transjordanie. L'Irak hachémite. Le royaume d'Égypte.	

LE PROCHE-ORIENT DEPUIS 1948	62
Les conflits. Les Palestiniens. La Jordanie. Le Liban. La Syrie. L'Irak. L'Égypte.	

LA PÉNINSULE ARABIQUE	76
L'Arabie marginalisée. Ibn Saoud et l'Arabie saoudite. Les pays du Golfe. Le Yémen.	

Les Juifs et Israël	85
----------------------------------	----

Les peuples caucasiens et les Arméniens	88
Les langues du Caucase. Les Russes et le Caucase. Les « peuples punis ».	

LES PEUPLES MONTAGNARDS	93
Les peuples du Caucase occidental. Les Ossètes. Les peuples du Caucase oriental.	

LES GÉORGIENS	99
Les origines. La Géorgie dans l'Empire russe. L'intermède 1917-1921. La Géorgie soviétique. La Géorgie indépendante.	

LES ARMÉNIENS	104
Les origines. Invasions, migrations. La renaissance arménienne. L'essor du nationalisme. Les années tragiques. L'Arménie soviétique. L'Arménie contemporaine.	

Les peuples iraniens	113
-----------------------------------	-----

LES PERSANS ET L'IRAN	114
La Perse avant l'islam. L'Iran face aux invasions. L'Empire perse séfé-	

vide. Les crises du XVIII^e siècle. La Perse des Kadjars. L'Iran des Pah-lavi. La République islamique.

LES KURDES 126
Les Kurdes et leurs voisins jusqu'en 1918. La question kurde de 1919 à 1975. La question kurde depuis 1975.

LES PACHTOUN ET L'AFGHANISTAN 132
Aux portes de l'Inde. L'expansion des Pachtoun. Entre les Britanniques et les Russes. L'Afghanistan indépendant. Le régime communiste et l'invasion soviétique.

LES BALOUTCHES 141

LES TADJIKS 143

Les peuples turcs 146

LES PEUPLES TURCS D'ASIE CENTRALE 148
Des origines aux invasions mongoles. Les Mongols et Tamerlan. Les

khanats ouzbeks. Le Turkestan oriental. Les Russes à la conquête de l'Asie centrale. Du Turkestan russe à l'Asie centrale soviétique. Les Kazakhs. Les Kirghizes. Les Ouzbeks. Les Turkmènes. Les Ouïghours.

LES AZÉRIS 167
La genèse des Azéris. L'Azerbaïdjan partagé. L'Azerbaïdjan contemporain.

LES TURCS DE TURQUIE 171
L'entrée des Turcs en Anatolie. La première expansion ottomane. La restauration de l'empire et son apogée. De l'apogée au déclin. Le recul face aux Autrichiens et aux Russes. L'Empire ottoman au XIX^e siècle. La fin de l'Empire ottoman. La République turque.

LES PEUPLES TURCS DE RUSSIE 187
Les steppes d'Europe avant les Mongols. Le khanat de la Horde d'Or. L'expansion russe. Les Tatars. Les Bachkirs. Les Tchouvaches. Les Kalmouks.

BIBLIOGRAPHIE 194

INDEX 195

AVANT-PROPOS

Qu'est-ce que l'«Orient»? En réunissant le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale sous cet intitulé, nous avons souhaité attirer l'attention sur un ensemble que l'éclatement de l'URSS permet à nouveau de considérer dans son entier. L'Orient ainsi délimité se distingue des mondes voisins : européen, africain, asiatique (voir la carte page 10). Mais le titre du présent ouvrage appelle aussi une seconde question, autrement plus délicate : qu'entend-on par «peuple»? Si, en Europe, la réponse peut paraître assez simple, ce n'est pas le cas en Orient.

Critères

A notre époque, pour différencier les peuples, le critère de la langue vient d'abord à l'esprit. Mais

en Orient il interfère avec d'autres critères qui, selon les époques ou les circonstances, ont pu devenir dominants. C'est ainsi qu'au Liban la guerre civile (1975-1991) a mis aux prises des populations appartenant à diverses confessions (chrétiennes ou musulmanes), toutes de langue arabe. Certaines populations, par ailleurs, prennent comme critère le lignage, tels les Arabes qui affirment descendre des tribus conquérantes du VII^e siècle et se distinguent de la sorte des populations autochtones «arabisées» (ayant adopté la langue arabe plus tard). Les Juifs se différencient des non-Juifs selon des critères d'ascendance et de religion et non des critères linguistiques (l'hébreu moderne en usage en Israël est une création récente).

Questions d'échelle

En Orient, les solidarités locales ont longtemps prédominé. A cette échelle, les différences de

langue, de pratique religieuse, d'affiliation tribale ou de mode de vie étaient entre voisins très nettement perçues. A une échelle plus large, en revanche, le sentiment d'appartenir à un ensemble devenait plus abstrait. Les musulmans se référaient volontiers à l'*umma*, communauté idéale les regroupant tous. Musulmans et non-musulmans savaient par ailleurs que (sauf exceptions) ils relevaient d'un « empire », auquel ils prêtaient allégeance de plus ou moins bon gré. Mais rares étaient ceux qui, avant le XX^e siècle, se percevaient comme appartenant à un « peuple » susceptible de former une « nation » et, encore moins, un État.

Les empires

Si le concept d'État-nation n'avait guère de sens en Orient, c'est qu'un autre système politique prévalait : celui d'*empire*. Le XX^e siècle a connu trois d'entre eux : l'Empire ottoman, l'Empire perse (ou Iran) et l'Empire russe, devenu Union soviétique. Les empires englobaient des populations très diverses et mettaient en œuvre des dispositions propres à en tenir compte. L'Empire ottoman reconnaissait ainsi à chaque communauté non musulmane (Grecs orthodoxes, Arméniens, Juifs, etc.) une certaine autonomie. Mais ces communautés organisées, ou *millet*, n'avaient pas d'assise territoriale.

Dans un contexte idéologique tout différent, l'Union soviétique distinguait la *citoyenneté* (soviétique), commune à tous les ressortissants de l'Union, et la *nationalité*, propre à chaque ethnie. A la nationalité s'attachaient des droits linguistiques et culturels. Le système soviétique reconnaissait toutefois en outre à chaque ethnie un territoire privilégié (république, région autonome...).

Les États-successeurs des empires

Certains d'entre eux se veulent des États-nations sur le modèle européen (Turquie, républiques du Caucase ou d'Asie centrale) mais n'ont pas pour autant résolu le problème des minorités ethniques allogènes. Dans le monde arabe, la « nation » (arabe) dépasse de beaucoup le cadre des États institués au XX^e siècle, de telle sorte que le concept d'État-nation n'y a guère de sens (si ce n'est, jusqu'à un certain point, en Égypte ou au Yémen, en raison de particularismes marqués et anciens). La république islamique d'Iran apporte à la question de la pluralité ethnique une autre réponse. Dans cet ex-empire — où les Persans ne forment guère plus de 45 % de la population — l'islam est devenu le fondement des institutions de l'État. Sa légitimité surpasse les différences ethniques, considérées comme secondaires. L'Afghanistan paraît aujourd'hui s'engager dans une voie similaire.

Les peuples d'Orient

En dépit de ces réserves, nous avons choisi comme premier mode d'approche le critère linguistique parce que de nos jours, en Orient, les communautés fondées sur la langue semblent en définitive plus pérennes que d'autres. Mais il ne s'agit là que d'une tendance. En aucun cas il ne faudrait en déduire une équation « langue = peuple = nation = État » et imaginer qu'une telle équation peut résoudre les problèmes qui affectent aujourd'hui cette région du monde. Notre propos est au contraire de *souligner la complexité de situations* qui, à l'évidence, appellent d'autres réponses que celle du pur et simple État-nation, concept élaboré dans un contexte géographique (l'Europe) et historique (le XIX^e siècle) particulier.

LES NOMS PROPRES. Pour la graphie des noms propres, nous avons renoncé aux transcriptions

savantes, qui nécessitent de nombreux signes diacritiques et conduisent souvent à des formes peu reconnaissables, au profit de transcriptions usuelles, d'aspect plus familier. Les spécialistes nous pardonneront les approximations qu'un tel choix entraîne.

LA PLACE ACCORDÉE AUX DIFFÉRENTS PEUPLES. L'« Orient » tel qu'il est ici défini forme un tout. Il nous est cependant apparu qu'au sein de cet ensemble certains peuples étaient mieux connus que d'autres, ou du moins déjà décrits dans de très nombreux ouvrages, les Arabes et les Juifs en particulier. Aussi avons-nous choisi de les traiter assez brièvement et d'accorder au contraire plus de place aux familles iraniennes, turques et caucasiennes. Ce parti reflète la réalité des tendances actuelles : sous nos yeux, le centre de gravité de l'Orient se déplace du monde arabe vers le monde turco-iranien.

LIRE LES CARTES

Les couleurs. Autant que possible, les couleurs correspondent à des peuples ou à des familles de peuples : Arabes en vert, Iraniens en violet et mauve, Turcs en orangé et brun, etc. La signification de ces couleurs diffère toutefois selon les types de cartes.

Dans celles qui composent une *fresque historique* (pages 20 à 46), les couleurs sont affectées aux entités politiques dominées par telle ou telle ethnie : califat en vert parce que dominé par des Arabes (page 23), Empire ottoman en orangé parce que dominé par des Turcs (pages 33, 35 et 37), etc. Cela ne signifie pas que l'ensemble de la population de la zone ainsi colorée soit arabe ou turque.

Dans la suite de l'ouvrage figurent des cartes physiques et des cartes historiques, dotées de leurs propres légendes, ainsi que des *cartes ethniques*. Sur ces dernières, les couleurs montrent la répartition géographique des diverses ethnies, caractérisées par leur langue et, le cas échéant, leur religion. Cette répartition — fautive, le plus souvent, d'informations sûres et non controversées — est nécessairement schématique.

Conventions graphiques. Sauf autre indication en légende, les *bandes colorées verticales* désignent des zones d'influence, protectorats, etc. ; les *bandes colorées horizontales*, des zones contestées. Avant le XIX^e siècle, les frontières étaient en Orient très floues. C'est pourquoi elles ne sont pas tracées sur les cartes pages 21 à 35. Aujourd'hui, la plupart des frontières sont bien établies (en traits noirs sur les cartes), mais certaines demeurent contestées (en tirets noirs). Les tirets gris figurent des limites à l'intérieur de certains États : républiques au sein de la Russie, etc. Enfin les pointillés figurent des frontières passées (par rapport à la date de référence de la carte).



Le Moyen-Orient, carrefour ethnique

Délimitation

Vu de l'extérieur, le Moyen-Orient est une charnière entre la Méditerranée et l'océan Indien, entre l'Europe et les grands pays d'Asie (Inde, Chine...), entre la Russie et les « mers chaudes ». Les Britanniques inventèrent l'expression « Moyen-Orient » au début du XX^e siècle pour désigner les territoires qui s'étendaient de l'Empire ottoman (« Proche-Orient ») à

l'empire des Indes. Ces territoires séparaient alors les Britanniques, soucieux de préserver leur hégémonie dans l'océan Indien, des Russes, devenus maîtres de l'Asie centrale au XIX^e siècle. Aujourd'hui, on considère comme un tout l'espace situé à l'est de la Méditerranée. Aussi le « Moyen-Orient » — non sans abus de langage — inclut-il le « Proche-Orient ».

Aux enjeux stratégiques classiques est venu s'ajouter, au XX^e siècle, celui du pétrole, désormais primordial. Le sous-sol des pays riverains du golfe Arabo-Persique abrite en effet les deux tiers des réserves mondiales. Cela explique, au premier chef, l'engagement des États-Unis dans la région, qu'il se soit agi, à l'époque de la guerre froide, d'« endiguer » l'URSS (avec comme alliés la Turquie, l'Iran et le Pakistan) ou, plus récemment, de conduire la guerre du Golfe contre l'Irak. Mais si l'accès aux ressources pétrolières du Moyen-Orient demeure un enjeu capital, la dislocation de l'URSS, à la fin de 1991, a bouleversé les données stratégiques traditionnelles. Naguère clos au nord par la frontière soviétique, l'espace moyen-oriental s'ouvre maintenant sur le Caucase et l'Asie centrale, de telle sorte que son centre de gravité tend à se déplacer du monde arabe vers le monde turco-iranien. Le nom d'« Orient », retenu dans le titre du présent ouvrage, vise à rendre compte de ce phénomène.

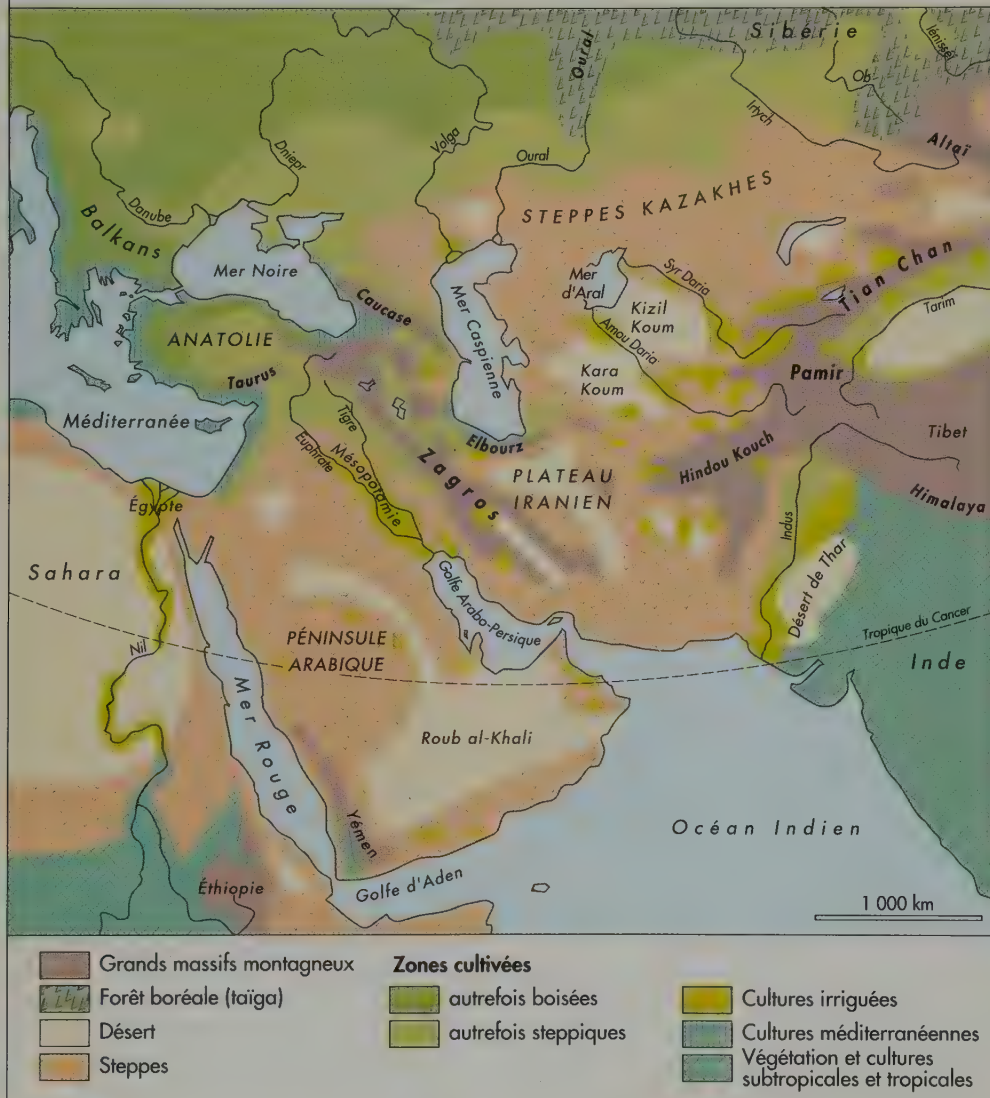
LE CŒUR DE L'ISLAM. Vu de l'intérieur (et vu par tous les musulmans), le Moyen-Orient est d'abord le cœur de l'islam. Toutefois, si l'islam est d'origine arabe, il est aussi devenu, par étapes du VII^e au XIV^e siècle, la religion des peuples iraniens et des peuples turcs. Or

les uns et les autres, autant que les Arabes, ont contribué à son épanouissement et à son rayonnement. Le Moyen-Orient se définit ainsi en termes non plus géostratégiques mais religieux et ethniques. En font partie les peuples iraniens (dont l'aire déborde sur le Pakistan) et la plupart des peuples turcs, ce qui incite à rattacher l'Asie centrale au Moyen-Orient, comme le veut toute l'histoire antérieure au XIX^e siècle et comme le permet aujourd'hui la disparition de l'URSS. En font partie aussi les peuples arabes, sauf ceux du Maghreb, à l'évidence situés hors de l'espace moyen-oriental. Enfin, pour des raisons géographiques et historiques, se trouvent incluses dans l'ensemble des populations non musulmanes : les Géorgiens, les Arméniens, les minorités arabes demeurées chrétiennes, les Juifs d'Israël.

Sédentaires et nomades

Le Moyen-Orient et l'Asie centrale appartiennent à la vaste zone climatique aride qui s'étend du Sahara occidental aux confins sino-mongols. Une grande partie du territoire consiste en déserts et en steppes dont il existe, à vrai dire, toutes les variétés, de la maigre steppe semi-désertique d'Arabie aux étendues herbeuses du nord du Kazakhstan, aptes à nourrir d'immenses troupeaux. Dans un tel contexte, les massifs montagneux jouent un rôle déterminant car ils provoquent des précipitations et approvisionnent régulièrement en eau leurs environs. Cela a permis l'épanouissement des oasis de piémont typiques de l'Asie centrale et du plateau iranien. Quand l'eau issue des montagnes parvient à nourrir

LE MILIEU PHYSIQUE



de véritables fleuves, l'irrigation (ou l'utilisation des crues) devient possible très en aval. Le Nil en Égypte (dont les eaux proviennent en partie de la zone tropicale), le Tigre et l'Euphrate en Mésopotamie, l'Amou Daria et le Syr Daria en Asie centrale, l'Indus dans l'actuel Pakistan sont ainsi à l'origine de vastes et fort anciennes mises en valeur agricoles.

LES MODES DE VIE TRADITIONNELS. Jusque dans le courant du XX^e siècle, deux modes de vie ont coexisté dans l'ensemble de la région : celui des éleveurs nomades et celui des sédentaires (agriculteurs et citadins). L'agriculture est apparue au Proche-Orient, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, entre 8000 et 6000 av. J.-C. Quant aux premières villes (seconde moitié du IV^e millénaire av. J.-C.), elles furent bâties en basse Mésopotamie par les Sumériens, qui inventèrent simultanément l'écriture. Ces innovations gagnèrent peu après l'Égypte. Le mode de vie d'éleveur nomade qui s'est transmis jusqu'à notre époque n'a pas d'origines plus anciennes : la domestication du cheval (dans les steppes au nord de la mer Noire), du dromadaire (au Proche-Orient), du chameau à deux bosses dit bactrien (en Asie centrale) remonte tout au plus au III^e millénaire av. J.-C. Cette simultanéité donne à penser que, d'emblée, les deux modes de vie — nomade et sédentaire — furent économiquement complémentaires plutôt qu'opposés. L'équilibre n'en était pas moins précaire : soumis aux aléas de la sécheresse, les nomades se faisaient volontiers pillards. En outre, si un chef déterminé parvenait à en fédérer un nombre suffisamment grand, il se trouvait aussitôt à la tête d'une force militaire redoutable.

LES PEUPLES MONTAGNARDS

De nombreux massifs montagneux abritent depuis longtemps des peuples qui, selon les circonstances, interfèrent dans la vie de leurs voisins d'en contrebas ou, au contraire, tirent parti du relief pour résister aux invasions. Le plus souvent, la géographie même de leur habitat (vallées isolées les unes des autres) morcelle ces peuples en clans rivaux, hostiles à toute autorité politique unique. De tels traits caractérisent les peuples du nord du Caucase (Tchétchènes, Avars, etc.), les Kurdes, les Pachtoun. Dans d'autres cas, la montagne a servi de refuge à des populations attachées à une pratique religieuse particulière : chrétiens maronites dans le Mont-Liban, alaouites dans le Djebel alaouite, druzes dans le Djebel druze, ismaéliens dans le Haut-Badakhchan (Tadjikistan)...

Les relations entre nomades des steppes et sédentaires des zones irriguées ont rythmé l'histoire du Moyen-Orient et de l'Asie centrale jusqu'à l'époque moderne. Le XX^e siècle y a mis un point final : contraire aux exigences des États contemporains, le mode de vie nomade est en voie de disparition.

Les langues

Les langues parlées au Moyen-Orient et en Asie centrale appartiennent à quatre grandes familles : sémitique, caucasique, indo-européenne, altaïque. Leur répartition géographique résulte d'une histoire que l'on peut suivre sans trop d'incertitudes à partir de 1500 av. J.-C. environ. Deux types de faits interviennent : les déplacements de populations, sous la forme d'infiltrations progressives ou

d'invasions brutales (ou de combinaisons des deux) ; l'adoption de la langue des autochtones par les nouveaux arrivants ou, inversement, de la langue des nouveaux arrivants par les autochtones... à moins que ne s'instaure une situation de bilinguisme. La complexité de ces interactions explique qu'on se garde à présent de confondre langue et race comme on le faisait volontiers au début de ce siècle. Des types raciaux demeurent certes identifiables au Moyen-Orient et en Asie centrale, mais ils ne correspondent guère aux catégories linguistiques.

LES LANGUES SÉMITIQUES. Elles ont pour berceau la péninsule Arabique et les abords du Croissant fertile. La plus anciennement attestée est l'akkadien, utilisé par les populations de Mésopotamie qui prirent la relève des Sumériens (dont la langue n'était pas sémitique) entre 2500 et 2000 av. J.-C. À partir de 1500 av. J.-C., diverses langues sémitiques s'individualisent : l'araméen (en haute Mésopotamie), l'hébreu (dans l'actuelle Jordanie), le phénicien (dans l'actuel Liban)... L'araméen devient ensuite la langue dominante de tout le Croissant fertile. Le Christ, comme d'autres Juifs de son temps, s'exprimait en araméen (et non en hébreu, déjà langue liturgique plutôt qu'usuelle).

La langue arabe, dont on sait indirectement qu'elle était parlée dans le nord de l'Arabie plusieurs siècles avant notre ère, n'est attestée par écrit qu'à partir de l'an 328. Les Arabes, pour partie nomades, pour partie caravaniers sédentarisés aux marges du Croissant fertile, utilisaient auparavant comme leurs voisins — quand il fallait s'exprimer par écrit — la langue araméenne. L'expansion de

l'arabe résulte d'un enchaînement de faits aux VII^e et VIII^e siècles : déclin des royaumes arabes du nord, émergence de La Mecque comme principal pôle d'Arabie, révélation à Mahomet du Coran en langue arabe — dès lors réputée choisie par Dieu —, unification des populations arabes sous la bannière de l'islam, conquête de la Syrie, de l'Irak, de l'Égypte, de l'Iran... Dans le Croissant fertile, l'arabe ravit bientôt la première place à l'araméen : une langue sémitique en remplace une autre. En Iran, au contraire, face à des langues indo-européennes, l'arabe ne l'emportera pas, en dépit du succès de l'islam. La langue égyptienne (ou « copte »), non pas sémitique mais chamitique, ne régressera pour sa part que lentement au profit de l'arabe (et restera la langue liturgique des chrétiens d'Égypte).

L'hébreu moderne de l'État d'Israël fut, quant à lui, créé à la fin du XIX^e siècle à partir de l'hébreu ancien.

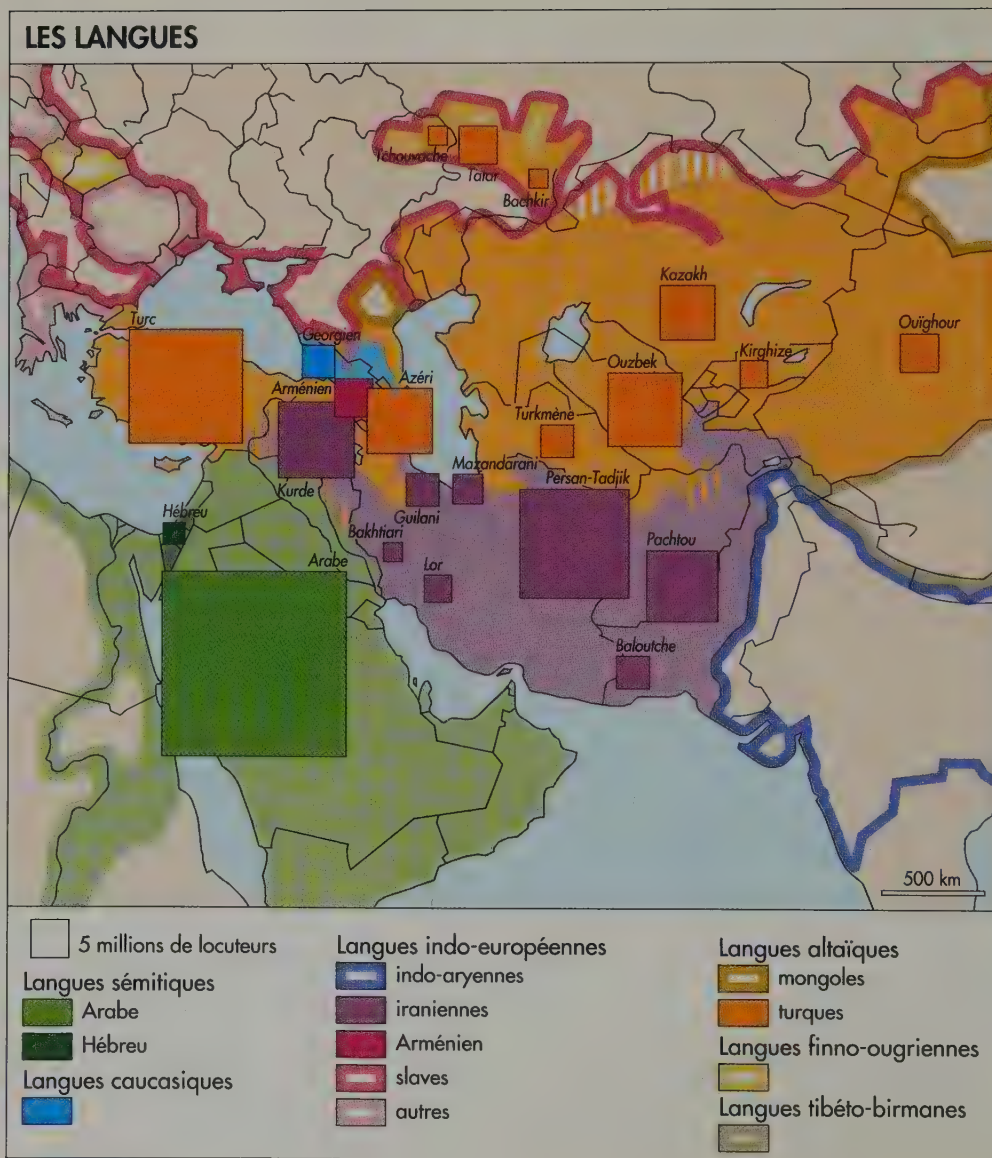
ALPHABET ARABE, LANGUES NON SÉMITIQUES

Les langues sémitiques peuvent être transcrites au moyen d'alphabets ne comportant que des consonnes, tel l'alphabet arabe. En revanche, les langues indo-européennes et les langues altaïques ont besoin de voyelles. L'alphabet arabe — quelque peu aménagé — s'est néanmoins imposé à nombre d'entre elles parce qu'il est celui du Coran. La plupart des langues turques ont, entre les deux guerres mondiales, abandonné l'alphabet arabe au profit d'alphabets conçus à l'origine pour des langues indo-européennes (alphabet latin ou alphabet cyrillique). Les principales langues iraniennes (persan, kurde, pachtou...) ont au contraire conservé l'alphabet arabe.

LES LANGUES CAUCASIQUES. Elles ne sont apparentées à aucune autre, si ce n'est peut-être au basque (les avis sont partagés). Vers 1500 av. J.-C., elles étaient parlées dans le Caucase et plus au sud, dans l'actuel Kurdistan et ses environs. Elles ont depuis lors reculé face aux langues indo-européennes puis turques, tout en demeurant extrêmement vivantes et diversifiées. Le géorgien est la principale langue caucasique.

LES LANGUES INDO-EUROPÉENNES. Les premiers « Indo-Européens » étaient-ils des cavaliers évoluant dans les steppes au nord de la Caspienne ? Certains auteurs en doutent aujourd'hui et recherchent leurs origines parmi les agriculteurs d'Anatolie orientale. Quoi qu'il en soit, au II^e millénaire av. J.-C., des peuples parlant des langues indo-européennes occupent, d'un côté, la plus grande partie de l'Europe et l'Anatolie, de l'autre, l'Asie centrale et le cœur du plateau iranien. Dans ces régions, ils sont surtout éleveurs nomades. Vers 1500 av. J.-C., certains d'entre eux — les Indo-Aryens — envahissent l'Inde et y introduisent leur langue (dont dérivent le sanskrit et les langues modernes du nord de l'Inde). Les autres — les Iraniens — se scindent ensuite en plusieurs peuples tels que les Sogdiens, dominants en Asie centrale avant l'arrivée des Turcs, et les Perses, dont la langue engendrera le persan moderne.

A l'ouest du domaine iranien, dans les régions limitrophes du Caucase et de l'Anatolie, les origines de la langue arménienne et de la langue kurde demeurent obscures. En Anatolie, divers peuples indo-européens se sont succédé et côtoyés à partir de 2000 av. J.-C., si ce n'est plus tôt. Intégrés dans



l'Empire romain (puis byzantin), leurs descendants ont pour la plupart adopté la langue grecque et l'ont conservée jusqu'à l'irruption des Turcs.

LES LANGUES ALTAÏQUES. Elles se divisent en trois branches : toungouse (à laquelle appartiennent le mandchou et certaines langues parlées en Sibérie), mongole et turque. La genèse des langues altaïques n'est guère connue. Les premiers écrits des Turcs datent du VI^e siècle, époque à laquelle — éleveurs nomades originaires de Mongolie occidentale — ils pénètrent en Asie centrale. La turquisation de cette région s'opère de façon progressive, au rythme de l'arrivée de nouveaux contingents de Turcs et de l'adoption de leur langue par une partie des autochtones, tandis que d'autres — dits aujourd'hui Tadjiks — demeurent iranophones. Au-delà de l'Asie centrale, de très nombreux Turcs s'introduisent à partir du XI^e siècle en Azerbaïdjan puis en Anatolie où leur langue devient peu à peu dominante. Au XIII^e siècle, les invasions mongoles entraînent un nouvel afflux de Turcs, qui forment le gros des armées gengiskhanides. De cette époque date l'implantation de turcophones (les Tatars) dans la région de la Volga. La dispersion géographique des populations turques s'est bien sûr accompagnée, au fil des siècles, d'une ramification de l'idiome turc originel en langues aujourd'hui distinctes.

Les religions

Les neuf dixièmes de la population du Moyent-Orient (Asie centrale comprise) sont

musulmans ou se réclament de l'islam. Le christianisme s'y maintient sous trois formes principales : en tant que religion « nationale » des Arméniens et des Géorgiens ; dans la minorité de la population de langue arabe qui ne s'est jamais convertie à l'islam ; enfin, chez les Russes et autres Européens immigrés en Asie centrale, pour autant qu'ils ne soient pas déchristianisés. Le cas du judaïsme est différent. Il existait, jusqu'au XX^e siècle et depuis très longtemps, des communautés israélites (de langue arabe, persane, turque, etc., selon les cas) dans tous les pays du Moyen-Orient. Elles ont pour la plupart gagné l'État d'Israël, de telle sorte qu'aujourd'hui, dans le contexte moyen-oriental, le judaïsme et la nation israélienne tendent à s'identifier (voir « Les Juifs et Israël », page 85).

LE JUDAÏSME

Des trois religions révélées (judaïsme, christianisme, islam) — dites aussi « religions du Livre » —, le judaïsme est la plus ancienne. Selon la Genèse, il a pour point de départ la vie d'Abraham, avec qui Dieu conclut une Alliance : Abraham sera le père « d'une multitude de nations » ; elles devront servir Dieu. En outre, Dieu promet à Abraham la terre de Canaan (c'est la Palestine, « Terre promise ») pour sa descendance et à perpétuité. Abraham, originaire de basse Mésopotamie, s'y installe avec les siens au cours de la première moitié du II^e millénaire av. J.-C. Vers la fin de sa vie, il a deux fils : l'un, Ismaël, de son esclave Agar (d'origine égyptienne) ; l'autre, Isaac, de sa femme Sara. Ismaël a pour descendance les tribus bédouines du désert, autrement dit les Arabes. Isaac et son

fil Jacob ont pour descendance les douze tribus d'Israël, autrement dit les Hébreux.

L'ÉPOQUE « BIBLIQUE ». Les Hébreux s'installent en Égypte, y sont réduits en esclavage et finissent, sous la conduite de Moïse, par reprendre le chemin de la Palestine. Au cours de cet Exode, dans le Sinaï, Dieu communique à Moïse sa Loi. La *Tora* (« enseignement », « loi ») est au cœur de la religion judaïque. Ayant enfin conquis la Palestine au XIII^e siècle av. J.-C., les Hébreux vivent l'histoire d'un peuple parmi d'autres. En 997 av. J.-C., le roi David fait de Jérusalem sa capitale. Son fils Salomon y édifie le Temple. Après lui, les Hébreux se divisent en deux royaumes : Israël au nord, Juda (avec Jérusalem) au sud. C'est l'époque des prophètes — Élie, Isaïe, Jérémie... — dont on n'écoute pas les mises en garde. La première catastrophe survient en 722 quand les Assyriens anéantissent le royaume d'Israël et déportent sa population ; la seconde en 586 quand les Babyloniens prennent Jérusalem, détruisent le Temple et emmènent en captivité toute l'élite des Hébreux de Juda.

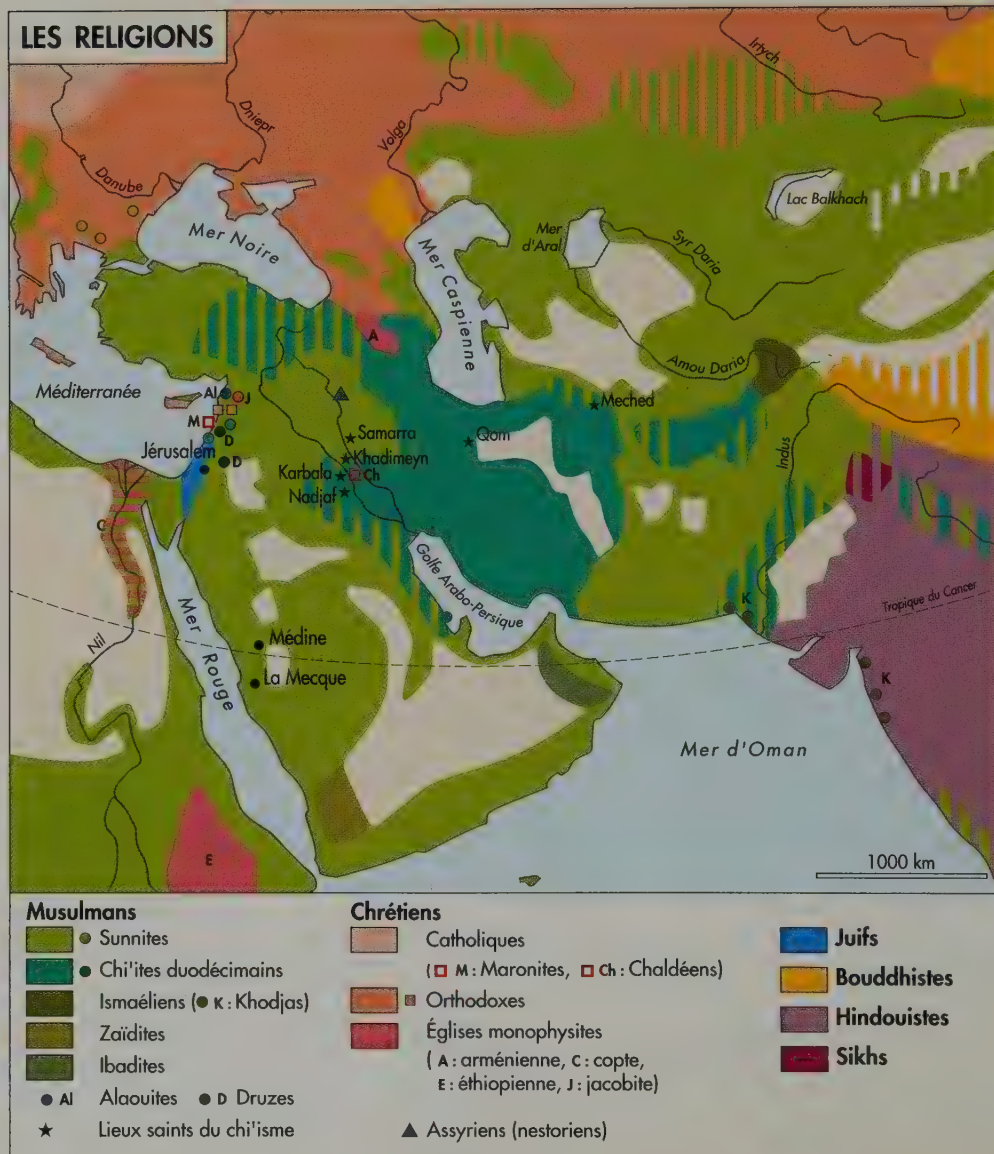
L'ÉPOQUE « JUDAÏQUE ». L'exil en Mésopotamie marque le point de départ de la dispersion des Hébreux. Ils vont désormais, sans renier leurs origines, devoir se fondre tant bien que mal dans les autres nations. L'usage veut que, dès lors, on ne parle plus des Hébreux (caractérisés par une religion, une langue et un territoire), mais des Juifs (caractérisés par leur seule religion, l'hébreu lui-même cessant peu à peu d'être leur langue quotidienne). L'histoire des Juifs du Moyen-Orient, ainsi entendus, est évoquée page 87.

La religion judaïque reste néanmoins très vivante, au-delà de l'avènement du christianisme qui en procède et s'en sépare à la fois. Du II^e siècle av. J.-C. aux environs de l'an 100, les rabbins élaborent des commentaires de la *Tora*, dits Loi orale (*Mishna*). La *Mishna* est ensuite consignée par écrit en hébreu. L'œuvre collective se poursuit du III^e siècle à la conquête arabe avec la rédaction — en araméen cette fois — de la *Gemara*. L'ensemble de la *Mishna* et de la *Gemara* constitue le *Talmud-Tora* (« étude de la Loi »). Le *Talmud* babylonien, rédigé en Mésopotamie, joue dans la tradition juive un rôle essentiel. Le *Talmud* palestinien n'a pas la même importance.

L'ISLAM

Mahomet fut à la fois prophète et chef politique. Or les musulmans considèrent que le second rôle découle directement du premier et qu'il fait corps avec lui. Il en résulte que l'islam incorpore des règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de la société dans son ensemble, à l'opposé du christianisme qui, dès le départ, contenait en germe la séparation du pouvoir religieux et du pouvoir politique (« Il faut rendre à César ce qui est à César »). Cette caractéristique éclaire toute l'histoire du monde musulman.

LA RELIGION ISLAMIQUE. A partir des années 610, Mahomet reçoit de Dieu (*Allâh*), en langue arabe, les Révélations, que l'archange Gabriel lui ordonne de « réciter ». Ces Révélations constituent le Coran (de l'arabe *qur'ân*, « récitation »), dont les éléments épars, notés



ou retenus par les compagnons du Prophète, furent compilés au milieu du VII^e siècle. Le message du Coran contient quatre grandes affirmations :

— il n'y a qu'un seul Dieu et Mahomet est son prophète ;

— Dieu, tout-puissant, existe de toute éternité ;

— il faut se soumettre à Dieu et lui obéir (d'où les termes de « musulman », « celui qui se soumet », et d'« islam », « soumission ») ;

— le Jugement dernier récompensera les bons et punira les méchants.

Si l'islam reconnaît d'autres prophètes — en particulier Abraham, Moïse, Jésus — et se rattache ainsi à la famille des religions monothéistes du Proche-Orient, il affirme qu'avec Mahomet Dieu a clos le cycle des Révélations et que le Coran surpasse les Écritures antérieures.

Le Coran fait aux musulmans cinq obligations de caractère religieux, dites « piliers de l'islam » :

— la profession de foi, prononcée en arabe, « Il n'y a de Dieu qu'Allâh et Mahomet est l'envoyé d'Allâh » ; elle est aussi, par excellence, l'acte de conversion à l'islam ;

— la prière, dite cinq fois dans la journée selon un rite précis et, en commun, le vendredi à la mosquée ;

— le jeûne, de l'aube au coucher du soleil, pendant tout le mois de ramadan ;

— le pèlerinage à La Mecque (*haj*) une fois au moins dans la vie, pourvu qu'on en ait la force et les moyens ;

— l'aumône, due aux pauvres, à titre privé ou sous la forme d'un impôt religieux redistribué.

L'islam ne se réduit pas pour autant à un

appareil normatif. C'est en même temps, et peut-être avant tout, une religion du « possible » qui sait laisser à la conscience de chacun la responsabilité de la non-observation des règles ci-dessus énoncées. Aussi ne faut-il pas s'étonner que des « non-pratiquants » se réclament néanmoins avec force de l'islam, perçu comme une communauté humaine autant que comme une religion.

MAHOMET, FONDATEUR DE LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE. En butte à l'hostilité des Mecquois, Mahomet décide en 622 de s'installer à Médine. Cet exil — l'Hégire — sera plus tard choisi comme point de départ de l'ère islamique. A Médine, Mahomet fonde l'*umma* : elle associe les Mecquois qui l'ont suivi aux Médinois ralliés et constitue l'embryon de toute la communauté musulmane à venir. Chef religieux et politique, Mahomet guerroya contre La Mecque, la soumet puis étend l'hégémonie musulmane à l'ensemble de la péninsule Arabique.

De cette époque datent les règles régissant les relations entre musulmans et non musulmans. Au sein du *dâr al-islâm*, « maison de l'islam » — autrement dit territoire sous juridiction islamique —, les « gens du Livre » (chrétiens et Juifs) bénéficient d'un statut inférieur mais protégé. Les païens, en revanche, n'ont en principe le choix qu'entre la conversion et l'anéantissement. Le *jihâd* (littéralement « effort » et non « guerre sainte ») tend à agrandir le *dâr al-islâm*. Il canalise la propension des nomades arabes à la razzia.

TRADITION ET DISSENSIONS. La mort de Mahomet, en 632, met un terme à la « création » de l'islam. La communauté musulmane

dispose dès lors, pour éclairer son chemin, du Coran mais aussi de la *Sunna*, ensemble des paroles et actes du Prophète qui, collecté aux VII^e et VIII^e siècles par des oulémas (exégètes, juristes, théologiens), forme la tradition (*hadith*). A la même époque, d'autres oulémas élaborent la *char'ia*, législation islamique dérivée du Coran. La question clé, toutefois, porte d'emblée sur la direction de l'*umma*. Qui va l'exercer ? Et surtout, dans quel esprit et selon quelle légitimité ?

A la mort du Prophète, les musulmans désignent à leur tête son beau-père Abou Bakr, avec le titre de « calife », c'est-à-dire « successeur » (de Mahomet à la tête de l'*umma*). Le califat est ensuite exercé par Omar (634-644), puis par Othman. La crise éclate en 656 avec le meurtre de ce dernier, perpétré par des musulmans. Un conflit oppose alors Ali, gendre du Prophète et quatrième calife, à Mu'awiyya, gouverneur de Syrie, membre de la même famille qu'Othman. Ali ayant été assassiné à son tour en 661, Mu'awiyya devient le cinquième calife. Éminemment politique, cette opposition n'en marque pas moins le point de départ des divergences religieuses qui, aujourd'hui encore, partagent les musulmans.

LES KHARIJITES. Ce sont, littéralement, les « sortants », ainsi désignés parce qu'ils quittent le camp d'Ali en 658. Le calife, de leur point de vue, ne saurait tirer sa légitimité que de sa foi : il doit être choisi parce qu'il est le meilleur croyant, « fût-il un esclave noir ». Puritains et violents, les kharijites seront combattus sans relâche par la plupart des autorités musulmanes, à commencer par Ali lui-même qui, pour cette raison, tombera sous les coups de l'un d'entre eux. Des commu-

nautés kharijites — très assagies — subsistent de nos jours en Oman (les ibadites), à Djerba (Tunisie), dans le Mزاب (Algérie).

LES CHI'ITES. Leur doctrine s'est élaborée après la mort d'Ali. Ils affirment que la volonté divine a attribué le rôle de « guide » (*imâm*) de la communauté musulmane à Ali et à sa descendance. Plus précisément, chaque imam choisit lui-même, par une sorte de testament, son successeur parmi les descendants d'Ali. Cette procédure explique qu'au sein même du chi'isme des divergences soient tôt apparues. Dans tous les cas, cependant, la série des imams légitimes s'est depuis longtemps interrompue. Les chi'ites duodécimains (ou imamites) reconnaissent douze imams. Le dernier d'entre eux a disparu en 878 alors qu'il était encore enfant. Il n'est toutefois pas mort mais « occulté » et toujours mystérieusement présent ; « imam caché », il reviendra en tant que *Mahdî* (« celui qui est guidé par

Dieu ») pour instaurer le règne de la justice et du pur islam. Les chi'ites septimanien (ou ismaéliens) ne reconnaissent que sept imams « visibles ». Ils se séparent des duodécimains à propos de la personnalité du septième imam, qui est pour eux Ismaïl (et non Moussa). Les chi'ites zaïdites, enfin, reconnaissent Zaïd comme cinquième imam, à la différence des autres chi'ites, et s'en tiennent là. De plus, ils ne professent pas le dogme de l'« imam caché ».

Le chi'isme duodécimain domine dans certaines régions du Liban et dans le sud de l'Irak, qui sont ses berceaux historiques. Il a en outre acquis, au début du XVI^e siècle, un statut officiel en Perse. L'ismaélisme a joué, du VIII^e au XIII^e siècle, un rôle très important (Qarmates d'Arabie, Fatimides d'Égypte, secte des « Assassins »...). Il se perpétue aujourd'hui chez les khodjas (influents en Inde et au Pakistan et que dirige l'Agha Khan) et parmi les Tadjiks du Pamir. Les zaïdites demeurent majoritaires dans le nord du Yémen.

LE SUNNISME, dont se réclament près des neuf dixièmes des musulmans, a d'abord le souci de préserver l'unité de l'*umma*, en s'inspirant du réalisme dont Mahomet lui-même fit preuve en son temps (d'où la référence à la *Sunna*). Il ne met donc pas en cause la succession des califes (de 632 à 1924...) et se défie des thèses des kharijites et des chi'ites, qu'il perçoit comme dissidentes. Les grands principes du sunnisme furent codifiés à Bagdad au début du XI^e siècle, sous l'autorité du calife abbasside al-Qadir. Ils accordent une même considération aux enseignements des quatre grandes « écoles » juridiques sunnites, dont chacune propose aux musulmans un

corps de doctrine interprétatif de la Tradition. Ces quatre écoles, du nom de leurs fondateurs, sont dites hanafite, malékite, chaféite et hanbalite. De la dernière, la plus rigoriste, sont issus le wahhabisme, toujours influent en Arabie saoudite, et le mouvement des Frères musulmans. L'une des caractéristiques du sunnisme — à la différence du chi'isme — réside par ailleurs dans l'absence de toute organisation « ecclésiastique » en son sein. Les oulémas, « docteurs de la loi », « savants en sciences religieuses », jouissent d'un grand prestige mais ne constituent pas un clergé.

SOUFISME ET CONFRÉRIES. En marge de l'islam officiel — sunnite ou chi'ite — est apparu très tôt un islam mystique, ou « soufisme », populaire et non savant. Dans cette mouvance se sont développées, à partir du XI^e siècle, des confréries qui ont joué — et jouent encore souvent — un rôle politique important en Égypte, dans le Caucase, en Asie centrale (voir page 156).

LES LIEUX SAINTS DU CHI'ISME

Quatre d'entre eux sont en Irak : Nadjaf, lieu de sépulture d'Ali ; Karbala, où Hussein, fils d'Ali et deuxième imam, trouva la mort en 680 ; Kadhimeyn, près de Bagdad, où reposent les septième et neuvième imams ; Samarra, où reposent les dixième et onzième imams et où le douzième (l'« imam caché ») a disparu en 878. En Iran, Meched abrite le tombeau du huitième imam, Ali al-Rida, mort empoisonné en 818, et Qom celui de sa sœur Fatima.

Les sanctuaires attirent d'importants pèlerinages. Ils sont aussi les centres de la vie religieuse chi'ite. Les moudjtahids et, parmi eux, les ayatollahs (voir page 124) y dispensent leur enseignement.

LES ÉGLISES CHRÉTIENNES D'ORIENT

Les Églises chrétiennes dites d'« Orient » sont toutes nées sur place, recrutant leur fidèles dans la population locale. Certaines sont aujourd'hui indépendantes, d'autres orthodoxes, d'autres encore rattachées à l'Église catholique. Cette diversité résulte d'une histoire dont le concile de Chalcédoine (451) constitue le premier tournant. L'organisation initiale de l'Église chrétienne attribuait la primauté à la « symphonie » des cinq patriarches de Rome, Alexandrie, Antioche, Constantinople et Jérusalem. Était en outre reconnu le

droit, pour des communautés chrétiennes situées à l'extérieur de l'Empire romain, de se constituer en Églises autonomes. Les Églises arménienne et géorgienne ont très tôt bénéficié de cette disposition.

CHALCÉDONIENS, MONOPHYSITES ET NESTORIENS. Au cours de la première moitié du V^e siècle, des controverses se développent à propos de la relation du divin et de l'humain dans la personne du Christ, controverses d'autant plus vives qu'elles se doublent de rivalités entre les patriarcats d'Alexandrie, d'Antioche et de Constantinople. Il est notamment reproché à ce dernier, lié à l'empereur, d'entretenir des ambitions hégémoniques. Le point de vue de saint Cyrille d'Alexandrie, dont procédera indirectement le « monophysisme » (du grec *monos*, unique, et *phusis*, nature), l'emporte d'abord. Mais le concile de Chalcédoine, en 451, adopte la position que le Christ, à la fois vrai Dieu et homme véritable, est néanmoins *une seule personne en deux natures*. A la même époque, pour de tout autres raisons, un second clivage se dessine. Afin de ne plus être suspectées de connivences avec l'Empire romain, les Églises chrétiennes de l'Empire perse sassanide se proclament indépendantes en 424.

La position prise par le concile de Chalcédoine, d'emblée acceptée par Rome et Constantinople (et par l'Église géorgienne), est en revanche rejetée par plusieurs communautés chrétiennes, à la fois pour des raisons théologiques et par opposition au pouvoir impérial. En Égypte, les Grecs d'Alexandrie se rallient tandis que les autochtones restent fidèles au monophysisme. C'est l'origine de l'Église copte (littéralement : « égyptienne »).

Vers la fin du V^e siècle, les Arméniens adoptent à leur tour le monophysisme. En Syrie, les thèses monophysites conservent de nombreux adeptes. Ils s'organisent en une Église distincte au milieu du siècle suivant, sous l'impulsion de Jacob Bar Addaï (ou Baradée), et prennent comme langue liturgique le syriaque, un dialecte de l'araméen. Cette Église, souvent dite « jacobite », est connue sous le nom d'Église syrienne *occidentale*, par opposition à l'*orientale* qu'elle s'efforce alors de concurrencer.

Dans l'Empire perse sassanide, en effet, les chrétiens n'acceptent ni les positions du concile de Chalcédoine ni le monophysisme. En 484, ils adoptent des thèses élaborées à Antioche sous l'influence de Nestorius, que le concile d'Éphèse avait condamné en 431. Tel est le point de départ de l'Église syrienne orientale, elle aussi de langue syriaque. On l'appelle souvent Église « nestorienne ». Le nestorianisme connaîtra son apogée au XIII^e siècle : il comptera alors de très nombreux fidèles en Inde, au Tibet, en Chine, en Mongolie...

En Égypte et en Syrie, provinces de l'Empire romain (qui prend le nom de byzantin au début du VI^e siècle), les chrétiens se divisent en deux camps. Les « chalcédoniens » recrutent surtout parmi les citadins hellénisés. Les monophysites les nomment « melkites », autrement dit royalistes (du syriaque *malka*, roi), car ils les perçoivent comme partisans de l'empereur. Les melkites adoptent le rite byzantin (grec) et resteront toujours fidèles à Constantinople. Les monophysites, en revanche, sont persécutés par les autorités impériales. Aussi vont-ils accueillir la conquête arabe avec soulagement.

Le statut — inférieur mais protégé — que l'islam accorde aux chrétiens leur permet ensuite de jouer un rôle notable dans la société. Les syriaques traduisent en arabe les écrits scientifiques et philosophiques grecs. Mais, au fil des siècles, les conversions, toujours à sens unique, vont peu à peu confiner les Églises chrétiennes dans des situations minoritaires.

LES ÉGLISES ORIENTALES CATHOLIQUES. Après la rupture entre Rome et Constantinople, consommée en 1054, l'Église catholique va tenter de réunifier la chrétienté en proposant aux autres Églises, en échange de la reconnaissance de l'autorité du pape, le respect de leur autonomie canonique et liturgique (dispositif élaboré par le concile de Florence, 1439-1445). Au Moyen-Orient, les maronites sont « entrés en communion avec Rome » dès le XII^e siècle, à l'occasion des croisades. Après le concile de Florence, l'Église catholique parvient en 1551 à rallier à elle une partie des nestoriens de Mésopotamie, dits « chaldéens » (les réfractaires seront dès lors connus sous le nom d'« assyriens »). A partir du XVII^e siècle, l'activité d'ordres religieux implantés dans l'Empire ottoman, soutenus par les maronites, débouche sur des scissions pro-catholiques au sein des syriens occidentaux, des melkites d'Antioche et des Arméniens de Cilicie (installés dans cette région depuis le XI^e siècle).

Les querelles entre chalcédoniens et monophysites apparaissent aujourd'hui bien lointaines. La question clé, pour nombre d'Églises chrétiennes d'Orient, n'est plus théologique. Elle est celle de leur avenir dans un univers musulman souvent méfiant et parfois ouvertement hostile.

LA CHARNIÈRE DE L'ANCIEN MONDE

Le Moyen-Orient à la veille de l'islam (vers l'an 600)

20

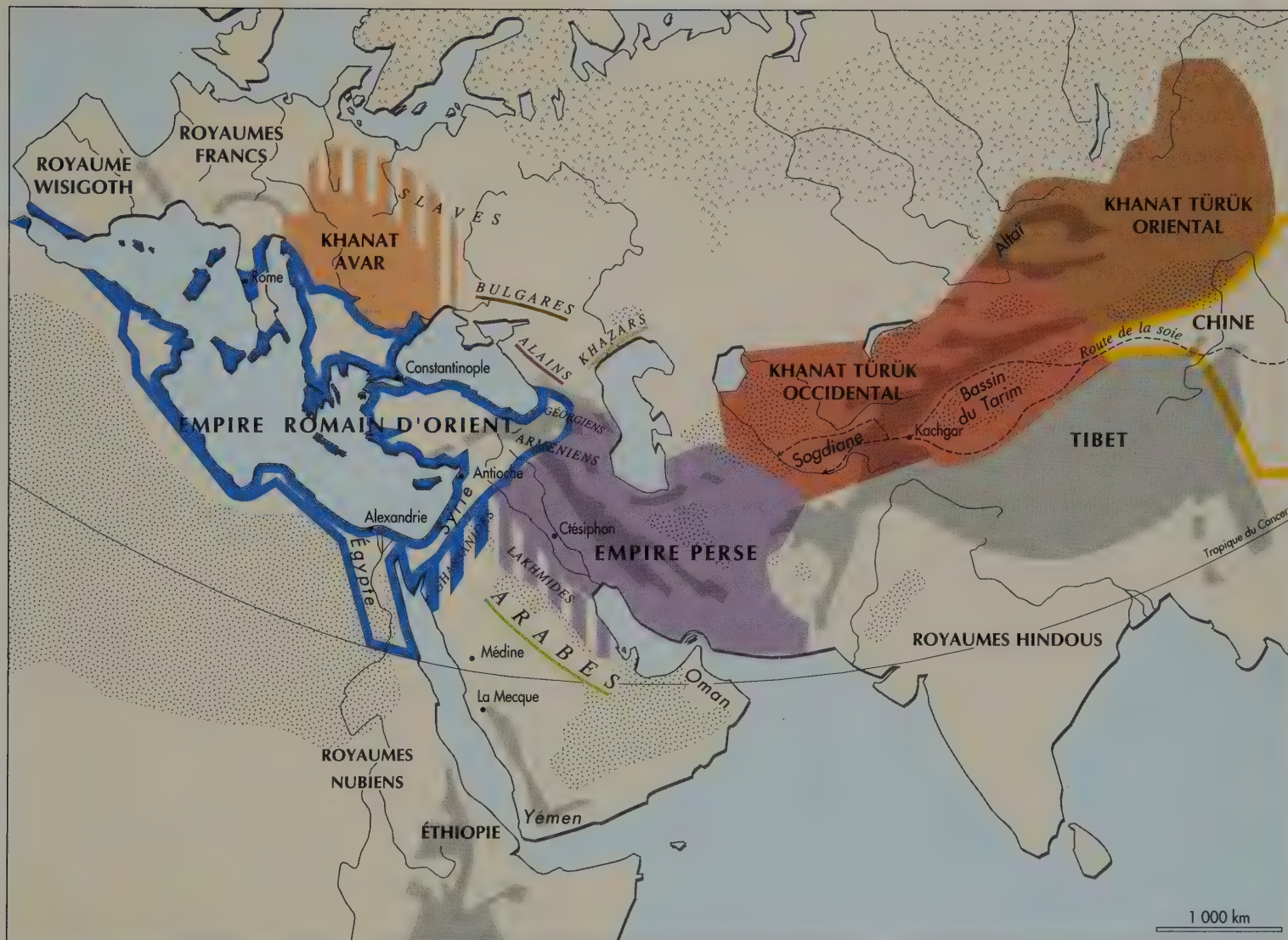
L'EMPIRE ROMAIN D'ORIENT. Sous le règne de Constantin (306-337), le christianisme est devenu la religion officielle de l'Empire romain, tandis qu'une « seconde Rome » était fondée à Constantinople, ville auparavant connue sous le nom de Byzance. L'Empire romain d'Occident, qui avait Rome pour capitale, s'est effondré au V^e siècle. Seul subsiste l'Empire romain d'Orient, dit byzantin à partir du début du VII^e siècle. A cette époque, en Syrie et en Égypte, les classes dirigeantes sont de langue grecque et de religion orthodoxe. Les populations autochtones, de langue araméenne ou arabe (en Syrie) ou copte (en Égypte), ont en majorité adopté le christianisme monophysite et font l'objet de persécutions. Les Arméniens et les Géorgiens, convertis au christianisme au IV^e siècle, sont partagés entre l'Empire byzantin et l'Empire sassanide.

L'EMPIRE PERSE SASSANIDE. La dynastie sassanide, au pouvoir depuis la première moitié du III^e siècle, connaît son apogée sous le règne de Khosrô I^{er} (531-579). Vers 560, il établit ses frontières avec les Turcs à proximité de l'Amou Daria. L'empire abrite une population composite dont la classe dirigeante est perse. En Mésopotamie vivent des sédentaires de langue araméenne. Le zoroastrisme, religion d'État, subit la concurrence du christianisme et en particulier du nestorianisme.

LA POUSSÉE VERS L'OUEST DES PEUPLES ALTAÏQUES. La première vague, celle des Huns, atteint l'Europe centrale en 370-375. Leur puissance s'écroule au milieu du V^e siècle. Parmi les peuples qui étaient liés aux Huns, les Bulgares, installés au nord de la mer Noire, préservent leur autonomie. Une centaine d'années plus tard, l'expansion des Tūrūk (d'où vient le nom de « Turcs ») provoque la seconde vague. Chassés vers l'ouest, d'autres peuples altaïques, collectivement connus sous le nom d'Avares, pénètrent à leur tour en Europe centrale. Les Khazars (qui appartiennent à la famille turque) s'installent peu après au nord de la Caspienne. Les Tūrūk, originaires du massif de l'Altaï, s'assurent la suprématie sur toutes les tribus turques demeurrées en Asie centrale et s'emparent de la Sogdiane au milieu du VI^e siècle. Dès 582, cependant, les Chinois (toujours hostiles aux nomades trop puissants) provoquent une rupture entre les Tūrūk orientaux et les Tūrūk occidentaux. Au cours de leur expansion, les Tūrūk ont soumis les populations indo-européennes autochtones : Agno-Koutchéens dans le bassin du Tarim, Iraniens en Sogdiane.

LES ARABES. Ils occupent toute la péninsule Arabique et la région comprise entre la Syrie et l'Euphrate, où ils entretiennent des relations étroites avec les empires voisins : Arabes ghasanides avec l'Empire byzantin, Arabes lakhmides avec l'Empire perse. Au Yémen subsistent des populations de langue « sudarabique », en voie d'arabisation. Les Arabes parlent une même langue (avec de nombreux dialectes) mais n'ont pas d'organisation politique centrale. La plupart sont nomades (bédouins) ; d'autres sont agriculteurs sédentaires (au Yémen, en Oman, dans les oasis...) ; d'autres encore vivent du commerce caravanier : c'est le cas de la famille de Mahomet. Aux abords du Croissant fertile, les Arabes sont en majorité chrétiens ; dans la Péninsule domine le paganisme, avec des îlots de religion chrétienne ou israélite.

LES GUERRES DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU VII^e SIÈCLE. En 602, une longue guerre éclate entre les Byzantins et les Sassanides, qui occupent la Syrie et l'Égypte. Héraclius (empereur byzantin à partir de 610) prend ensuite les Perses à revers *via* la mer Noire et pénètre en Mésopotamie en 628. Le *statu quo ante* est rétabli, mais les deux empires sont épuisés et la Syrie dévastée. En 628, Mahomet ne contrôle encore que Médine. Après le ralliement des Mecquois en 630, l'influence de l'islam s'étend rapidement à toute la péninsule Arabique. Le calife Abou Bakr (632-634), successeur de Mahomet, consolide ces acquis. Aussitôt après, le calife Omar (634-644) lance les Arabes à la conquête de la Syrie, déjà très arabisée. En une quinzaine d'années, la Syrie, l'Égypte, la Mésopotamie, la Perse... vont tomber aux mains des musulmans.



Vers 600 - Le Moyen-Orient à la veille de l'islam

L'apogée du califat

(vers 765)

L'EXPANSION DU DOMAINE DE L'ISLAM. Elle date, pour l'essentiel, du VII^e siècle. Les Byzantins, battus à plusieurs reprises de 634 à 638, ont abandonné la Syrie. L'Égypte a été conquise dans les années suivantes et la ville de Fustat fondée en 643. Les Arabes tenaient la Tripolitaine dès 644. En Irak, les Sassanides ont été vaincus à Qadisiyya en 636 ; la fondation de Koufa et de Bassora, villes de garnison comme Fustat, date de 638. La conquête de l'Iran a commencé en 642. Elle s'est heurtée à une forte résistance persane dans le Fars mais les Arabes n'en ont pas moins atteint l'Amou Daria dans les années 650.

Après la conquête du Maghreb (694-705) puis de l'Espagne (711-716), la victoire de Charles Martel à Poitiers en 732 a mis fin aux ambitions des Arabes au nord des Pyrénées. Contre les Byzantins, ils ont lancé de nombreuses expéditions, terrestres ou maritimes, jusque dans les années 710. La frontière s'est ensuite stabilisée, en Anatolie orientale, sur la chaîne du Taurus et de nombreux musulmans sont venus coloniser les « marches » attenantes à l'Empire byzantin. Dans les régions au sud du Caucase, la progression des Arabes s'est heurtée à la résistance des Byzantins, des populations chrétiennes autochtones (Arméniens et Géorgiens) et des Khazars.

Pour faire face aux Turcs d'Asie centrale (et ouvrir une « nouvelle frontière »), 50 000 Arabes, partis d'Irak, ont gagné le Khorassan en 671 et se sont installés dans la région de Merv. De là, ils ont lancé en 705-715 des expéditions en Transoxiane et obtenu des

princes locaux (iraniens et turcs) le paiement de tributs. Ils ont ensuite repoussé les Türgeç (des Turcs) puis battu les Chinois à Talas en 751.

Dans les régions montagneuses de l'actuel Afghanistan, au VIII^e siècle, les Arabes opérèrent des raids mais ne contrôlèrent pas durablement le terrain. Ils parviennent cependant à s'implanter dans le Sind (basse vallée de l'Indus).

DES OMEYYADES AUX ABBASSIDES. Alors que les trois premiers califes avaient dirigé la communauté islamique depuis Médine, comme Mahomet avant eux, le quatrième calife, Ali (656-661), s'installe à Koufa tandis que de graves dissensions divisent les musulmans. Ali a pour rival Mu'awiyya, tout-puissant en Syrie. Après l'assassinat d'Ali, Mu'awiyya se fait proclamer calife et Damas devient capitale. C'est le point de départ de la dynastie omeyyade. Elle devra affronter une fronde irakienne quasi permanente jusqu'à la « révolution » qui éclate simultanément, en 748, en Irak et au Khorassan et conduit à l'instauration d'une nouvelle dynastie de califes, les Abbassides. Les Omeyyades, pourchassés, disparaissent de la scène, à l'exception de l'un d'entre eux qui fonde un émirat en Espagne en 756. Le deuxième calife abbasside, al-Mansour, entreprend en 762 la construction d'une nouvelle capitale, Bagdad.

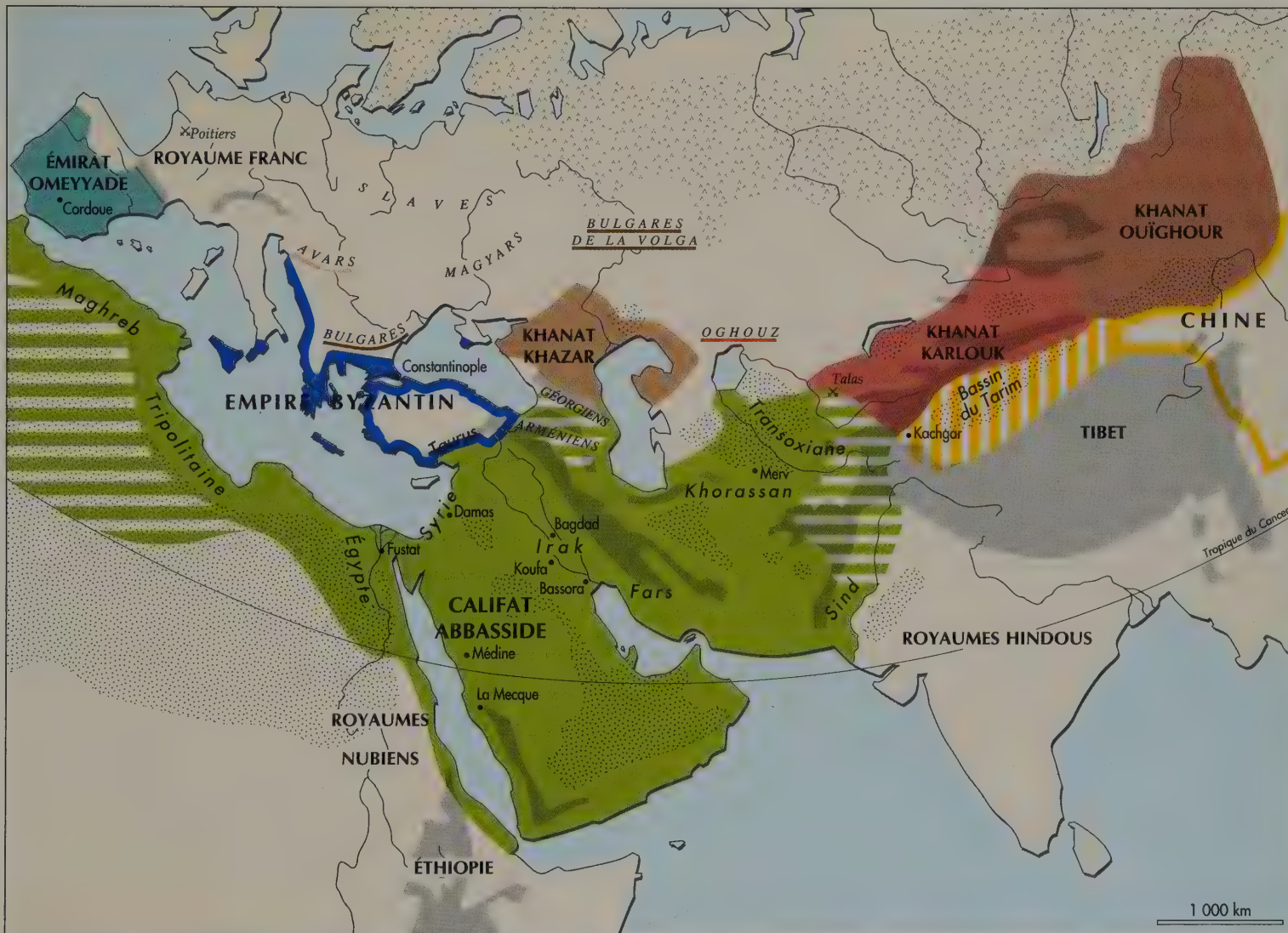
LES PEUPLES TURCS. Dans le courant du VII^e siècle, les Khazars ont vaincu les Alains (des Iraniens) et les Bulgares et fondé un État puissant, allié de Byzance contre les Arabes. Battus par les Khazars, les Bulgares se sont divisés en trois branches : l'une s'est fondue

dans l'État khazar ; une autre s'est établie sur le bas Danube ; la troisième a migré vers la moyenne Volga.

En Asie centrale, les Türük, affranchis de la tutelle chinoise en 681, ont reconstitué leur empire puis se sont heurtés aux Arabes en Transoxiane dans les années 705-715. Ce fut le signal de leur déclin. Les Chinois en ont profité pour progresser vers l'ouest mais ont été battus, en 751, par une coalition des Arabes et des Karlouks (d'autres Turcs). Les Karlouks ont alors hérité du domaine des Türük occidentaux, tandis que les Türük orientaux devaient, en 744, céder le pouvoir à d'autres Turcs, les Ouïghours. Bientôt éliminés d'Asie centrale, les Chinois n'y reviendront qu'à la fin du XVII^e siècle.

Les Oghouzes, qui évoluent aux alentours de la mer d'Aral, sont appelés à de grandes destinées : ils ont pour (lointains) descendants les Turcs de Turquie et les Azéris d'aujourd'hui.

LES AUTRES VOISINS DES ARABES. Dans l'océan Indien, le commerce arabe connaît au VIII^e siècle un grand essor : des courants d'échange se nouent avec l'Inde, l'Indonésie, la Chine, l'Afrique orientale. Les Éthiopiens (chrétiens monophysites liés aux coptes) sont désormais coupés de la mer Rouge par les Arabes installés sur le littoral érythréen. Avec les Nubiens, chrétiens eux aussi, le califat a signé des traités en 651-652.



Vers 765 - L'apogée du califat

Le monde musulman divisé (vers 975)

Le calife al-Mansour, fondateur de Bagdad, exerçait son autorité de l'Atlantique à l'Indus. Deux siècles plus tard, le monde musulman s'est mué en une juxtaposition d'États indépendants. Trois califes revendiquent l'autorité religieuse suprême : l'abbasside de Bagdad, l'omeyyade de Cordoue, le fatimide du Caire. L'Irak n'est plus qu'une province appauvrie gouvernée par des Iraniens, les Bouyides.

LE DÉCLIN DES ABBASSIDES. Après le califat de Haroun al-Rachid (786-809), une guerre civile a éclaté entre deux clans : l'un en Irak, l'autre au Khorassan. Le second clan l'a emporté, sous la conduite de Tahir, un chef d'origine arabe. En récompense, les Abbassides ont confié l'Irak oriental à la famille tahiride. L'effondrement de l'armée d'Irak a par ailleurs incité le calife al-Mu'tasim (833-842) à constituer une nouvelle force militaire, composée principalement d'esclaves turcs à sa dévotion. Ils les a installés dans une nouvelle capitale, Samarra (qui sera abandonnée à la fin du IX^e siècle). Mais les militaires turcs sont devenus séditeux, au point d'assassiner le calife en 861. Le califat s'est ensuite peu à peu affaibli jusqu'à l'arrivée des Bouyides.

L'ASCENSION DES IRANIENS. Les Saffarides, authentiques iraniens, se sont emparés en 873 de Nichapour, la capitale des Tahirides, et les ont supplantés. Ils ont à leur tour été évincés, à la fin du IX^e siècle, par les Samanides. Ces derniers, qui ont pour capitale Boukhara, vont dès lors dominer l'Irak oriental pendant un siècle. Indépendants du califat, ils encouragent

l'éclosion d'une littérature en « nouveau persan ».

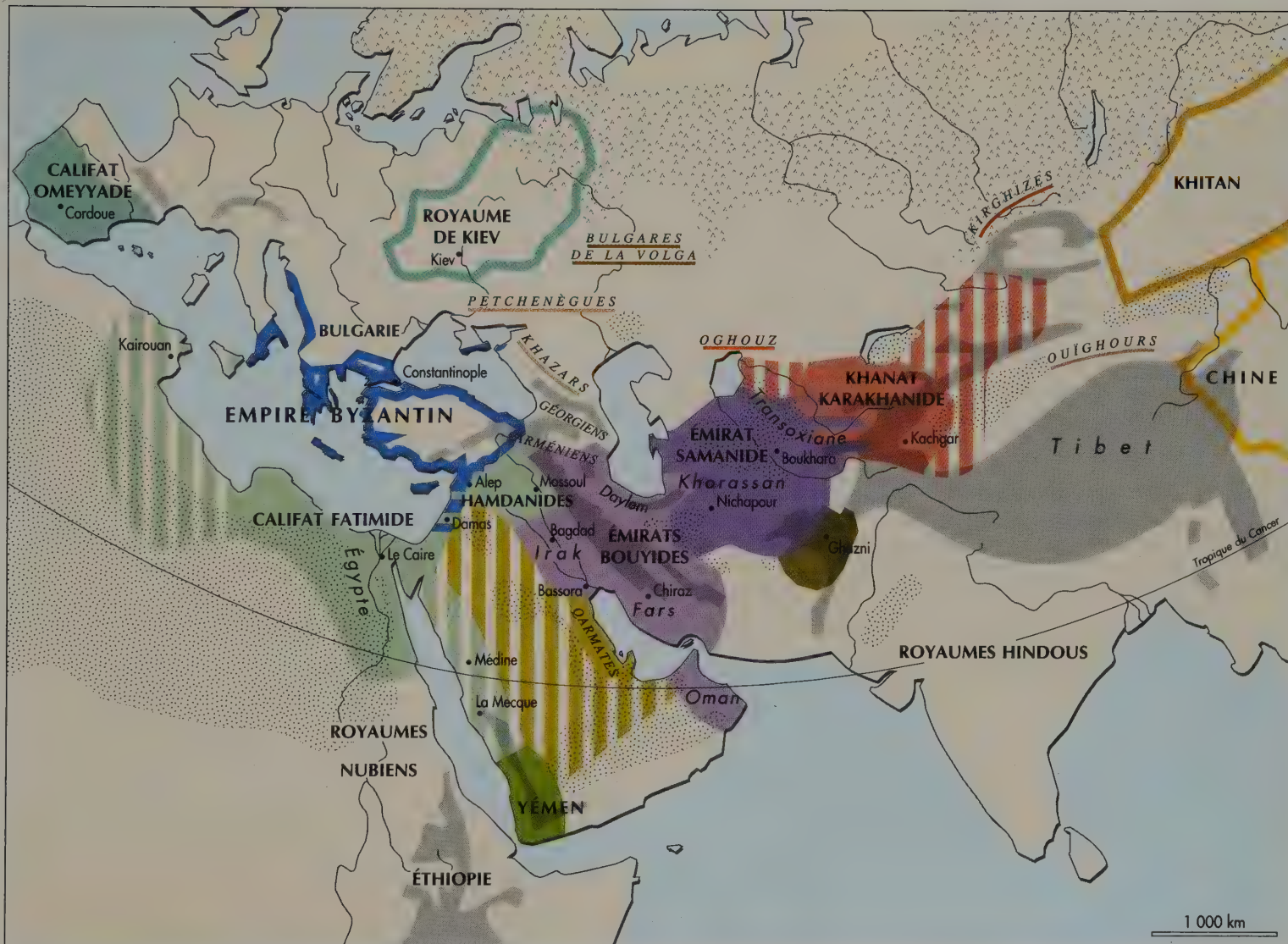
Iraniens eux aussi, les Bouyides sont originaires du Daylem, région montagneuse que les Arabes n'ont jamais vraiment soumise. Convertis à l'islam à la fin du IX^e siècle par des missionnaires chi'ites, ils profitent de la déliquescence du califat pour envahir l'Irak central. Un Bouyide s'installe à Chiraz, capitale du Fars, en 934, un autre à Bagdad en 946. Le califat abbasside, bien que maintenu, perd toute autorité. L'émirat bouyide le plus prospère et le plus puissant est celui du Fars, qui contrôle Oman à partir de 965.

FATIMIDES ET QARMATES. En 909, un ismaélien venu de Syrie, Obaïd Allah, s'empare du pouvoir à Kairouan et se fait proclamer calife. C'est le point de départ de la dynastie fatimide, qui se donne comme premier objectif la conquête de l'Égypte, menée à bien en 969. Une nouvelle capitale, Le Caire, est aussitôt fondée à côté de Fustat. Les Fatimides prennent Damas, mais se heurtent en Palestine aux Qarmates, branche des ismaéliens en désaccord avec eux. Implantés chez les bédouins du désert de Syrie et en Arabie orientale, les Qarmates ont multiplié les *razzias*, mis Bassora à sac en 923, attaqué les caravanes de pèlerins, volé en 930 la Pierre noire de la Kaaba, élément central du sanctuaire de La Mecque... L'État qarmate a fini par s'assagir, mais de graves conflits éclatent encore avec les Fatimides dans les années 970. En 975, les autorités de La Mecque reconnaissent le calife fatimide. Elles seront imitées en 992 par la dynastie zaïdite qui gouverne le Yémen depuis 898. Les Qarmates eux-mêmes se rallieront un peu plus tard.

LA FRONTIÈRE AVEC L'EMPIRE BYZANTIN. Les difficultés du monde musulman profitent aux Byzantins qui, au milieu du X^e siècle, entreprennent la reconquête des « marches » d'Anatolie orientale perdues trois siècles plus tôt. Alep est saccagée en 962, puis vassalisée, puis disputée aux Fatimides. Les musulmans sont expulsés des régions reconquises et remplacés par des colons chrétiens, en particulier arméniens.

LES PEUPLES TURCS. En 840, les Kirghizes, venus du haut Iénisséi, ont mis à bas la puissance des Ouïghours, qui se sont réfugiés plus au sud. Ils ont à leur tour été renversés en 924 par les Khitan (des proto-Mongols) et sont retournés dans leur pays d'origine. Les Turcs karakhanides, successeurs des Karlouks, ont fondé aux alentours de 960 un État qui a pour capitale Kachgar. La région commence à s'islamiser. Les montagnes d'Afghanistan échappent, comme souvent, à l'autorité des puissances voisines. Toutefois, l'émirat qui se met en place à Ghazni, et qui est dirigé par d'anciens mercenaires turcs des Samanides, va bientôt jouer un rôle de premier plan.

Au nord du Caucase, les Khazars ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Les Slaves de Kiev, sous la conduite du grand prince Sviatoslav, ont ravagé leur État en 964-967. Sviatoslav a été tué en 972 par les Petchenègues, Turcs oghouz qui nomadisent au nord de la mer Noire depuis le début du siècle. Les Bulgares de la Volga se sont convertis à l'islam dans les années 910.



1 000 km

Vers 975 - Le monde musulman divisé

L'irruption des Turcs (vers 1100)

L'irruption des Turcs en Iran et en Anatolie domine le XI^e siècle. Il ne s'agit plus, comme auparavant, de militaires professionnels achetés par les souverains mais de nomades, désignés sous le nom de Turcomans, qui immigrent en masse. Les sultanats seldjoukides procèdent de cette grande migration.

LA FIN DES DYNASTIES IRANIENNES. A la veille de l'an mille, les Samanides se sont effondrés face aux Karakhanides et aux Turcs iranisés de Ghazni (ou Ghaznévides), devenus maîtres du Khorassan. Le Ghaznévide Mahmoud a ensuite lancé des expéditions dans le nord de l'Inde et en Iran et s'est posé en champion du sunnisme contre les Bouyides, eux-mêmes en proie à des querelles intestines depuis les années 980. Des dynasties kurdes se sont affirmées dans le Zagros, en Azerbaïdjan, en Anatolie orientale, tandis que des chefs bédouins fondaient de petits États indépendants en haute Mésopotamie. Bref, vers le milieu du XI^e siècle, il n'existait plus, au cœur du Moyen-Orient, de véritable puissance.

L'EXPANSION DES SELDJOUKIDES. Les Seldjoukides sont le clan dirigeant (musulman) de tribus turcomanes qui, après la chute des Samanides, interviennent en Transoxiane et au Khorassan. En 1027, Mahmoud de Ghazni est parvenu à en chasser un fort contingent vers l'Azerbaïdjan. (On retrouvera cette première vague en Anatolie cinquante ans plus tard.) Mais en 1040 d'autres Seldjoukides ont

mis en déroute son successeur et les Ghaznévides se sont repliés au-delà de l'Hindou Kouch.

La seconde vague de Seldjoukides a pour chef Tughril Beg qui, parti à la conquête de l'Iran, s'installe à Ispahan vers 1050. Désireux de fonder un État solide, il oriente les Turcomans les plus turbulents vers les frontières de l'Empire byzantin puis, ayant réduit les Bouyides à l'impuissance, entre à Bagdad en 1055 et se fait nommer sultan par le calife abbasside (c'est l'origine de la dynastie des Grands Seldjoukides). Les ravages perpétrés par les Turcomans en Anatolie orientale suscitent une réaction militaire des Byzantins. Alp Arslan, successeur de Tughril Beg, les écrase à Mentzikert en 1071. Rien, dès lors, ne s'oppose à l'afflux des Turcs en Anatolie. Les Grands Seldjoukides annexent ensuite la Transoxiane, étendent leur protectorat sur les Karakhanides, soumettent les Qarmates et obtiennent la garde des villes saintes.

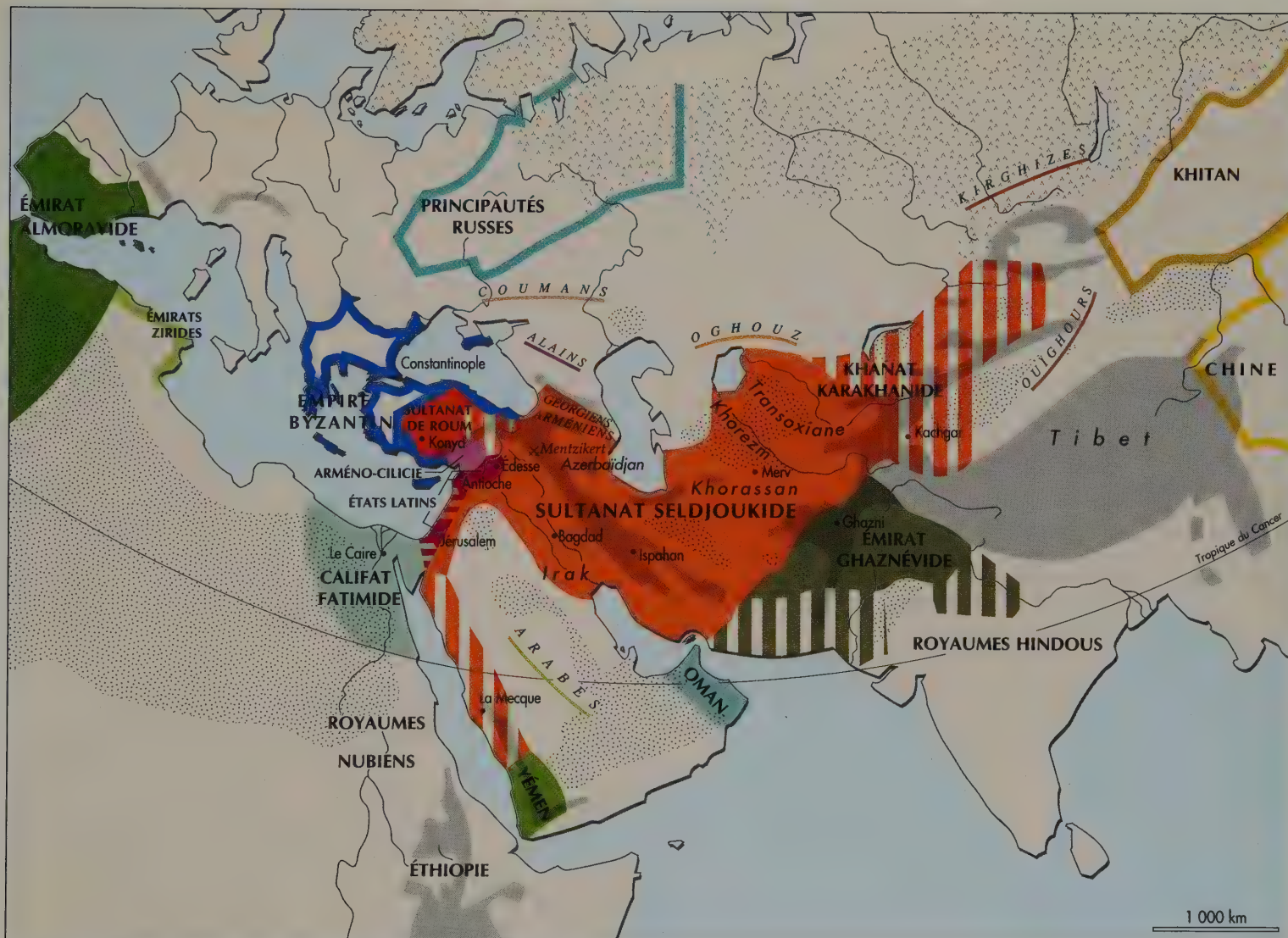
LES SELDJOUKIDES DE ROUM. Faute de pouvoir s'opposer aux Turcomans, les Byzantins trouvent un terrain d'entente avec le Seldjoukide Soleïman, issu de la première vague. Soleïman réunit sous son autorité une grande partie de l'Asie Mineure. Ainsi naît le sultanat seldjoukide de Roum (de l'arabe *bilad al-Rum*, « pays des Romains », qui désignait l'Anatolie). Il a pour capitale Iconium (en turc Konya).

LES DIFFICULTÉS DES FATIMIDES. Aux alentours de l'an mille, l'Égypte fatimide était de loin l'État musulman le plus prospère. Par elle transitait le commerce entre l'océan Indien et la Méditerranée. Mais les Fatimides ont dû

affronter une forte poussée byzantine en Syrie, puis des attaques répétées de bédouins. À partir de 1060, le pays sombre dans le chaos. Pour rétablir l'ordre, le calife fatimide fait appel à un chef mercenaire arménien, qui instaure une dictature militaire en 1074.

LA PREMIÈRE CROISADE. Après s'être rejoints à Constantinople, les croisés battent les Turcomans en 1097 puis traversent l'Anatolie. Certains d'entre eux se détournent de la route de Jérusalem pour fonder un comté à Édesse, que dominaient des Arméniens. D'autres croisés se taillent une principauté à Antioche en 1098. L'année suivante, les Égyptiens sont battus et Jérusalem prise. Un royaume y est créé en 1100. Le comté de Tripoli sera constitué en 1109 et, quelques années plus tard, les quatre États « latins » formeront une bande continue tout le long de la côte du Levant. La principauté d'Arméno-Cilicie, fondée par des Arméniens fuyant les Turcomans, s'est rendue indépendante en 1080.

LES PEUPLES DES STEPES. Les Coumans (dits aussi Polovtses ou Kiptchak), qui sont des Turcs, chassent les Petchenègues vers l'ouest et s'installent au nord de la mer Noire au milieu du XI^e siècle. Ils razzient les principautés russes voisines et se livrent à un fructueux commerce d'esclaves, turcs en particulier. Au nord du Caucase, les Khazars ont disparu de l'histoire vers 1030. Les Alains, peuple iranien, sont les ancêtres des actuels Ossètes.



Vers 1100 - L'irruption des Turcs

L'hégémonie mongole (vers 1265)

Le XI^e siècle a vu l'irruption des Turcs en Iran et en Anatolie. Le XIII^e siècle est celui des invasions conduites par les Mongols dont les troupes, à dire vrai, se composent d'une majorité de Turcs. Ce nouveau déferlement s'accompagne de ravages que le XI^e siècle n'avait pas connus. Sous l'autorité de Mongols, l'Iran va retrouver, pour un temps, une unité. Mais la création la plus originale des descendants de Gengis Khan se situe sur les bords de la Volga : c'est le khanat de la Horde d'Or.

LE DÉCLIN DES SELDJOUKIDES. Au XII^e siècle, l'empire des Grands Seldjoukides s'est peu à peu désagrégé. Les Kara Khitaï se sont emparés de la Transoxiane vers 1140. Dix ans plus tard, les Ghourides — des Iraniens d'Afghanistan — ont détruit la puissance ghaznévide et fondé un empire qui a encore réduit le domaine des Seldjoukides. A l'ouest, le calife abbasside les a expulsés de Bagdad en 1152. Les Seldjoukides de Roum, en revanche, ont battu les Byzantins en 1176. Ces derniers ne peuvent plus s'opposer à la turquisation de l'Anatolie. (Le sultanat de Roum, néanmoins, tombe en 1243 sous la tutelle des Mongols.)

LES KARA KHITAÏ ET LES CHAHS DU KHOREZM. Vers 1130, les Kara Khitaï, proto-Mongols bouddhistes expulsés des confins septentrionaux de la Chine, se sont substitués aux Karakhanides puis ont soumis la Transoxiane. Dès la fin du XII^e siècle, toutefois,

ils ont dû faire face aux ambitions des « chahs » du Khorezm, des Turcs iranisés. A partir de 1200, le chah du Khorezm a conquis l'Iran oriental et central, la Transoxiane, l'Afghanistan... Les Ghourides, chassés vers l'Inde, se sont effondrés.

LES GRANDES EXPÉDITIONS MONGOLES. Fédérés par Gengis Khan, les Mongols pénètrent en 1218 dans l'empire des Kara Khitaï et se rendent maîtres de l'Asie centrale, Transoxiane comprise. Un différend les ayant opposés au chah du Khorezm, les Mongols déclenchent en 1219 une riposte terrifiante : le Khorezm et le Khorassan sont dévastés, les villes de Balkh, Hérat, Nichapour rasées, les Khorezmiens poursuivis jusqu'à l'Indus d'un côté, jusqu'en Azerbaïdjan de l'autre.

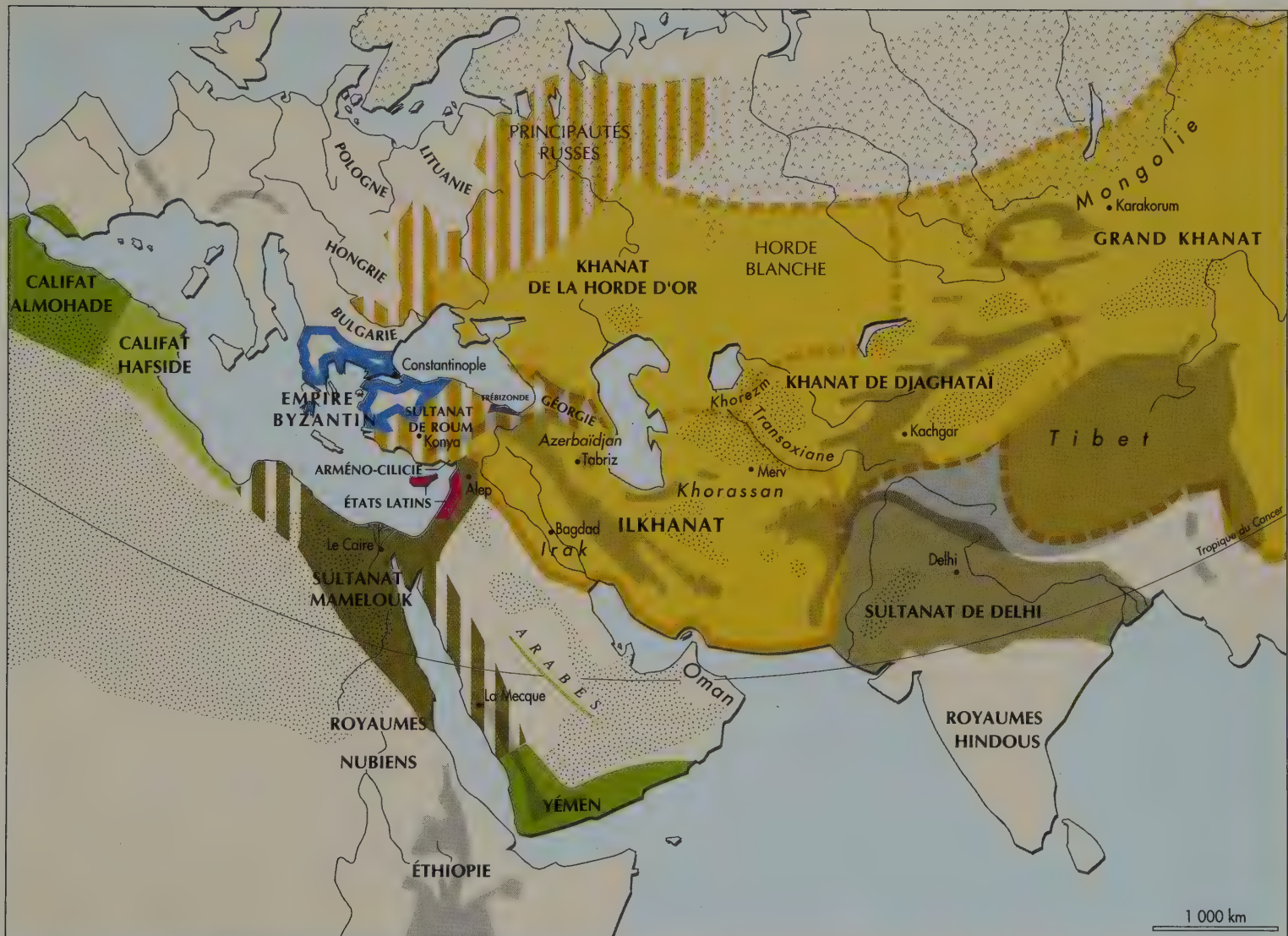
Gengis Khan meurt en 1227. Il a partagé sa succession entre ses fils : Ögödei devient grand khan, Tului reçoit la Mongolie, Djaghataï l'Asie centrale, tandis que Batu (fils de Djötschi, l'aîné de Gengis, mort avant son père) se voit attribuer toutes les steppes à l'ouest de l'Irtych, conquises ou à conquérir. C'est l'objet de la grande expédition lancée en 1236. Les Mongols soumettent les Bulgares de la Volga et les Coumans, puis vainquent et vassalisent les principautés russes, bientôt astreintes au paiement d'un tribut. Ainsi se constitue le khanat dit de la Horde d'Or, qui va durer deux siècles. (La Horde Blanche, à l'est de l'Oural, mène une existence autonome.)

LA FONDATION DE L'ILKHANAT (OU KHANAT D'IRAN). En 1251, Hülegü, un petit-fils de Gengis Khan, est envoyé en Iran avec la double mission de venir à bout des Assassins (voir

page 52) et de soumettre le calife abbasside. Hülegü s'acquitte de la première tâche puis, en 1258, s'empare de Bagdad. Le calife abbasside est exécuté et le califat supprimé. Peu après, Hülegü prend le titre d'*ilkhān* et constitue à son profit un khanat mongol supplémentaire, dont le cœur se situe en Azerbaïdjan.

L'AVÈNEMENT DES MAMELOUKS D'ÉGYPTE. Dans les années 1170, l'Égypte est passée sous le contrôle d'un Kurde nommé Salah al-Din ben Ayyoub, que nous appelons Saladin. Devenu maître de la Syrie, Saladin s'est attaqué aux Latins et leur a repris Jérusalem en 1187. Ses descendants, les Ayyoubides, ont régné sur l'Égypte et la Syrie jusqu'au milieu du XIII^e siècle. C'est alors que, face à la cinquième croisade, conduite par Saint Louis, l'inefficacité des Ayyoubides a suscité une réaction des mercenaires turcs, les Mamelouks. Après avoir repoussé les croisés, ils ont écrasé en 1260 une armée mongole que Hülegü avait laissée en Syrie. L'année suivante, le chef mamelouk Baïbars a pris le titre de sultan.

LE SULTANAT DE DELHI. A partir de 1175, les Ghourides ont conquis le bassin de l'Indus et définitivement éliminé les Ghaznévides. Au début du XIII^e siècle, ils sont tombés à leur tour sous les coups du chah du Khorezm. Le chef mercenaire turc qui les représentait à Delhi s'est alors proclamé (en 1206) « sultan des Turcs et des Persans ». Telle est l'origine du sultanat de Delhi qui, avec des fortunes diverses, se maintiendra jusqu'au XVI^e siècle.



Vers 1265 - L'hégémonie mongole

Tamerlan et son temps (vers 1400)

En une trentaine d'années de campagnes dévastatrices, Tamerlan a voulu, à sa manière, réorganiser le monde. Chef militaire partout victorieux, il n'a cependant rien construit de durable et n'a brisé ni la puissance des Ottomans, ni celle des Mamelouks, ni la vitalité des Turcomans.

LA DÉSAGRÉGATION DE L'ILKHANAT. A partir de 1335, des querelles de succession font éclater l'Ilkhanat. Le démembrement profite à des Mongols, les Djalaïrides, qui tiennent l'Irak et l'Iran occidental, et à divers Iraniens : les Muzaffarides à Chiraz, les Kert à Hérat, les Sarbadars (révolutionnaires chi'ites) dans le Khorassan... Aucun ne va résister aux assauts de Tamerlan.

LE KHANAT DE DJAGHATAÏ. Des apanages gengiskhanides, ce fut, dès le départ, le moins consistant. Les successeurs de Djaghataï se sont épuisés, de 1297 à 1327, en vaines tentatives de conquérir l'Inde. Le khanat s'est ensuite scindé en deux parties : Mogholistan au nord-est, Transoxiane au sud-ouest. Vers le milieu du XIV^e siècle, un khan, converti à l'islam, a tenté une réunification. Mais les musulmans de Transoxiane sont demeurés très hostiles aux « infidèles » du Mogholistan.

LES CONQUÊTES DE TAMERLAN. Timur Lang (francisé en Tamerlan) naît en 1336 près de Samarcande dans une famille turcophone et musulmane. Devenu chef de son clan, il en fédère d'autres et finit par se rendre maître,

vers 1370, de la Transoxiane et de sa capitale, Samarcande. Il engage alors d'incessantes opérations militaires jusqu'à sa mort en 1405. Tamerlan, plus encore que les Mongols, use systématiquement de la terreur : ou les villes se rendent sans résistance, ou leur population est massacrée. Hérat, Chiraz, Ispahan, Saraï, Delhi, Bagdad... connaîtront un tel sort. Au nombre des pays conquis se rangent le Khorézm et le Khorassan, puis tout l'Iran et l'Irak, enfin le Pendjab. Mais il faut y ajouter les innombrables expéditions punitives que Tamerlan lance tant dans son propre « grand émirat » qu'à l'extérieur. Elles visent le Mogholistan, le khanat de la Horde d'Or, le sultanat de Delhi, la Syrie des Mamelouks, les Ottomans... A la veille de sa mort, Tamerlan songeait à la Chine.

LE KHANAT DE LA HORDE D'OR. Au cours de son premier siècle d'existence, le khanat s'est islamisé. Des villes s'y sont développées : Saraï (la capitale), Kazan, Astrakhan. Mais ici aussi, de graves querelles de succession surgissent au milieu du XIV^e siècle. Les Lituanais en profitent pour annexer Kiev et les Russes pour refuser de payer le tribut. En 1381, Toktamich, khan de la Horde Blanche, franchit l'Oural, prend la tête de la Horde d'Or et rétablit l'autorité de celle-ci sur les Russes. Toktamich, cependant, a le tort d'inquiéter Tamerlan, qui lance contre lui une première expédition en 1391, puis une autre, beaucoup plus sévère, en 1395 : Saraï est détruite et le déclin de la Horde d'Or amorcé.

L'ÉMERGENCE DES OTTOMANS. A la fin du XIII^e siècle, l'emprise mongole sur l'Anatolie

s'est affaiblie. Ainsi ont pu se constituer, notamment au contact de l'Empire byzantin, de petits émirats turcs dont celui fondé par Osman. Les Osmanlis — ou Ottomans — franchissent les Dardanelles puis, dans les années 1360, établissent leur capitale à Andrinople (Edirne en turc). Ils s'attaquent ensuite au cœur des Balkans, soumettent les Bulgares, vainquent les Serbes et, simultanément, procèdent à l'annexion des émirats turcs d'Anatolie. Ils entreprennent enfin d'assiéger Constantinople. Mais alors survient Tamerlan, qui met en déroute l'armée ottomane près d'Ankara en 1402. Les Ottomans se replient sur leurs positions européennes.

LA PUISSANCE MAMELOUKE. Le sultan Baïbars a réorganisé l'État égypto-syrien et fondé une puissance qui va durer jusqu'au début du XVI^e siècle. Dès 1269, il a établi sa suzeraineté sur Médine et La Mecque. Ses successeurs ont définitivement chassé les Latins de Palestine en 1291. La Syrie sert de bouclier à l'Égypte (en 1400, Tamerlan a attaqué la Syrie mais, plutôt que de s'aventurer en Égypte, a décidé de se tourner contre les Ottomans). Ainsi protégé, le sultanat mamelouk connaît une grande prospérité.

L'EFFONDREMENT DES MONGOLS. Devenus empereurs de Chine sous le nom dynastique de Yuan, les descendants de Gengis Khan en ont été chassés en 1368 par des Chinois, qui ont fondé la dynastie des Ming. La Mongolie a ensuite sombré dans une profonde anarchie.



Vers 1400 - Tamerlan et son temps

Ottomans et Séfévides (vers 1600)

Au début du XVII^e siècle, trois puissances dominent le Moyen-Orient : l'Empire ottoman, la Perse séfévide, l'empire du Moghol. La Horde d'Or s'est écroulée face aux Russes, qui pénètrent en Sibérie. Les cavaliers des steppes d'Asie centrale, jadis conquérants, sont désormais sur la défensive. Dans l'océan Indien règne une puissance maritime européenne, celle des Portugais.

LE XV^e SIÈCLE. Les Timourides, descendants de Tamerlan, ont conservé pendant près d'un siècle la Transoxiane et le Khorassan. Pris entre les Ouzbeks et les Turcomans, ils se sont éteints peu après l'an 1500. Insaisissables, les Turcomans implantés de l'Iran à l'Anatolie n'ont guère souffert de Tamerlan. Après sa mort, ceux dits Kara Koyunlu (Mouton Noir) ont pris le contrôle de l'Azerbaïdjan et de l'Irak, puis ont conquis l'Iran occidental et central. Mais en 1467 les Ak Koyunlu (Mouton Blanc), venus d'Anatolie orientale, les ont battus et supplantés.

La décadence de la Horde d'Or s'est traduite par des sécessions, à commencer, vers 1430, par celle des Tatars de Crimée, qui se sont placés en 1475 sous la suzeraineté ottomane. En 1445, un khanat indépendant s'est constitué à Kazan ; en 1466, un autre à Astrakhan. Les Tatars de Crimée ont détruit ce qui subsistait de la Horde en 1502.

Après la mort de Tamerlan, les Ottomans ont reconquis l'Anatolie. Constantinople, prise en 1453, est aussitôt devenue leur capitale.

L'EMPIRE PERSE SÉFÉVIDE. Au XV^e siècle Djoneyd, chef de l'ordre religieux (musulman) des Séfévides, rallié à lui de nombreux Turcomans, bientôt connus sous le sobriquet de Kizil Bach (« Têtes Rouges »). Avec leur soutien, le petit-fils de Djoneyd, Ismaïl, s'empare de Tabriz en 1501, évince les Ak Koyunlu et fonde la dynastie des Séfévides, qui régnera sur la Perse jusque dans le courant du XVIII^e siècle. Chah Ismaïl doit toutefois affronter les Ouzbeks — qu'il bat en 1510 — puis les Ottomans. Ces derniers, vainqueurs à Tchaldiran en 1514, conserveront définitivement l'Anatolie orientale. Le centre de gravité de l'Empire séfévide se déplace ainsi vers l'est : de turcoman, il devient iranien. Ses ennemis ne désarment pas pour autant : quand Abbas est proclamé chah en 1587, les Ottomans sont en Azerbaïdjan et les Ouzbeks dans le Khorassan. Il en viendra à bout dans les premières années du XVII^e siècle. Le règne de Chah Abbas, qui fait d'Ispahan sa capitale, marque l'apogée de la dynastie séfévide.

LES OUZBEKS. Il s'agit de tribus turques des steppes, rassemblées au XIV^e siècle sous l'autorité d'un Chaybanide (descendant de Chayban, l'un des petits-fils de Gengis Khan). Les Ouzbeks ont progressé jusqu'aux alentours de la mer d'Aral, tandis que d'autres tribus turques (les Kazakhs) se regroupaient plus à l'est. A la fin du XV^e siècle, les Ouzbeks ont conquis la Transoxiane, le Khorezm, le Khorassan... puis ont été refoulés par Chah Ismaïl.

L'EXPANSION DE L'EMPIRE OTTOMAN. Les Ottomans ont mis fin au sultanat mamelouk

en s'emparant de la Syrie (en 1516) et de l'Égypte (en 1517). Le *cherif* (« descendant du Prophète ») de La Mecque leur a aussitôt confié la protection des villes saintes. Sous le règne de Soliman le Magnifique, ils ont ensuite progressé en Europe (Hongrie, liaison terrestre avec les Tatars de Crimée), puis à nouveau à l'est (conquête de l'Irak en 1534). L'Algérie, la Tripolitaine et la Tunisie sont par ailleurs passées sous leur suzeraineté.

LES PORTUGAIS DANS L'OCÉAN INDIEN. Vasco de Gama, après avoir contourné le cap de Bonne-Espérance, a atteint l'Inde en 1498. Les Portugais ont aussitôt cherché à s'assurer un monopole commercial dans l'océan Indien. Les Mamelouks, puis les Ottomans, sont parvenus à les exclure de la mer Rouge. A l'entrée du golfe Arabo-Persique, les Portugais ont fait de l'île d'Ormuz un très important centre commercial.

LA PROGRESSION DES RUSSES VERS L'EST. Le tsar Ivan le Terrible a conquis Kazan en 1552, Astrakhan en 1555. A partir des années 1580, les cosaques progressent rapidement dans la taïga : le khanat de Sibir ayant été soumis au tournant du siècle, Tomsk, à 1800 kilomètres à l'est de l'Oural, sera fondée en 1604.

L'EMPIRE DU MOGHOL. Originaire du Fergana, le Turc Babour est devenu roi de Kaboul en 1504. En 1526, il s'est emparé de Delhi. Son petit-fils Akbar (1557-1605) est le véritable architecte de l'empire dit du Moghol (ou du Grand Moghol), État musulman de culture persane dont la reine Victoria recueillera le lointain héritage en 1876.



Vers 1600 - Ottomans et Séfévides

IMPÉRIALISMES, NATIONALISMES

Menaces européennes (vers 1800)

34

Les empires ottoman et perse dominent toujours la scène, bien qu'ils aient reculé. Les phénomènes les plus marquants, toutefois, se situent à la périphérie du Moyen-Orient : expansion de l'Empire russe en Sibérie et au nord de la mer Noire, mainmise des Chinois sur la Haute-Asie, rapide progression britannique en Inde.

LA PERSE, DES SÉFÉVIDES AUX KADJARS. Chah Abbas a réorganisé l'Empire séfévide et l'a doté d'une armée professionnelle. Les Ottomans ont fini par signer le traité de Zuhab (1639) qui esquisse la frontière séparant, aujourd'hui encore, l'Iran de l'Irak. En l'absence de menace extérieure, les successeurs de Chah Abbas ont toutefois le tort de laisser l'armée séfévide devenir peu à peu inefficace.

Au début du XVIII^e siècle, les Afghans se révoltent. En 1721, l'un de leurs chefs, Mir Mahmoud, marche sur Ispahan, bat l'armée séfévide, s'empare de la ville... et se fait proclamer chah. Il sera assassiné en 1725, mais entre-temps les Ottomans ont envahi l'ouest

du pays. Nadir, chef militaire turcoman, maître du Khorassan, s'empare en 1729 du pouvoir. Il refoile les Ottomans, soumet l'Afghanistan, attaque les Moghols et met Delhi à sac en 1739, vainc les Ouzbeks... puis meurt assassiné à son tour en 1747. Karim Khan Zand, membre d'une tribu iranienne du Zagros, domine la période suivante. Il transfère la capitale à Chiraz et parvient à assurer à la Perse vingt-cinq années de calme relatif, jusqu'à sa mort en 1779. Le pays retombe ensuite dans la guerre civile et c'est à nouveau un Turcoman, Agha Muhammad, membre de la tribu des Kadjars, qui finit par l'emporter. Proclamé chah en 1796 à Téhéran, il meurt assassiné un an plus tard. Agha Muhammad n'en a pas moins fondé la dynastie des Kadjars, qui régnera sur la Perse jusqu'en 1925.

L'AFGHANISTAN ET LE BALOUTCHISTAN. A la fin du XVII^e siècle, l'est du futur Afghanistan (dont Kaboul) appartient aux Grands Moghols ; le sud et l'ouest (dont Kandahar et Hérat) à la Perse ; le nord, au khanat de Boukhara. Les Pachtoun (ou Afghans), groupe ethnique dominant, sont divisés en deux camps : les Ghilzai (dont fait partie Mahmoud) et les Abdali. Nadir s'appuie sur les Abdali, à la demande desquels il anéantit la puissance des Ghilzai. Après la mort de Nadir, son lieutenant Ahmad Khan (un Abdali) s'impose aux Pachtoun, prend le titre de chah et, en une série de campagnes efficaces, fonde l'Afghanistan. Unifié par Nasir, autre compagnon d'armes de Nadir Chah, le Baloutchistan devient indépendant en 1747. Il se désagrègera peu à peu après la mort de Nasir en 1795.

LES KHANATS OUZBEKS. Mis à mal par Chah Abbas, les Ouzbeks, depuis la fin du XVI^e siècle, vivent sur la défensive. Ils sont répartis en trois khanats : celui de Boukhara (auquel les Afghans vont disputer la rive sud de l'Amou Daria) ; celui de Khiva, dont le territoire correspond à l'ancien Khorezm ; celui de Kokand, fondé au début du XVIII^e siècle et centré sur le Fergana. Les trois khanats sont souvent en lutte les uns contre les autres ou contre les tribus turkmènes qui nomadisent à l'est de la Caspienne.

RIVALITÉS DANS L'Océan Indien. Au début du XVII^e siècle, les Portugais ont perdu leur prééminence au profit des Hollandais, auxquels sont venus s'ajouter les Anglais et les Français. Mais les Européens ne sont pas seuls : les Arabes d'Oman, qui ont chassé les Portugais de Mascate en 1650, se sont installés à Zanzibar en 1698. Leur puissance maritime et commerciale ne s'est réduite par les Britanniques que dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

En Inde, la rivalité entre Français et Anglais s'est soldée par la victoire de ces derniers. Les Anglais atteignent Delhi au tout début du XIX^e siècle. Le Grand Moghol, dont les assauts de Nadir et des Afghans ont ruiné ce qui restait de puissance, n'est plus qu'un monarque fantoche.

LES CHINOIS EN HAUTE-ASIE. Au XVII^e siècle, les Mongols occidentaux (ou Dzoungares) se sont heurtés à la dynastie mandchoue des Qing, maîtresse de la Chine à partir de 1644. Battus en 1696, les Dzoungares se sont tournés vers l'ouest, aux dépens des Kazakhs qui ont fini par appeler les Russes à leur



Vers 1800 - Menaces européennes

secours. Au milieu du siècle suivant, les Chinois ont massacré les Dzoungares et annexé la Dzoungarie. Ils ont peu après conquis le bassin du Tarim et maté deux révoltes des Turcs musulmans autochtones. Si l'on y ajoute le Tibet, progressivement mis sous tutelle, et la Mongolie proprement dite, vassalisée en 1691, les Chinois dominent, à la fin du XVIII^e siècle, toute la Haute-Asie.

L'EXPANSION DE LA RUSSIE. Les Russes, en Sibérie, n'ont eu affaire qu'à des populations clairsemées. Aussi ont-ils atteint le Pacifique dès 1639. Ils ont en revanche attendu le début du XVIII^e siècle pour s'aventurer dans les steppes de l'Asie centrale. L'ouest et le nord du futur Kazakhstan sont passés sous le protectorat de la Russie peu après 1730. Dans le Caucase, la Russie a signé en 1783 avec la Géorgie un traité aux termes duquel des troupes russes sont désormais stationnées dans le pays pour le protéger. À partir de 1801, la protection va se muer en annexion. En Europe, les Ottomans, battus par les Russes, ont dû en 1774 leur céder des ports sur la mer Noire et reconnaître l'indépendance du khanat de Crimée, que la Russie a annexé en 1783. La mer Noire cesse ainsi d'être un « lac ottoman ».

LES PROVINCES ARABES DE L'EMPIRE OTTOMAN. À la fin du XVIII^e siècle, la péninsule Arabique échappe, pour l'essentiel, au contrôle des Ottomans. Au Yémen règnent, depuis les années 1630, des imams zâïdites. Le *cherif* de La Mecque, tout en reconnaissant la suzeraineté ottomane, jouit d'une totale autonomie. En Arabie centrale et orientale, depuis le milieu du XVIII^e siècle, Muhammad ibn

Saoud et ses successeurs, adeptes du wahhabisme (forme rigoriste du sunnisme), se montrent très hostiles aux Ottomans. L'Égypte, en partie occupée par les Français de 1798 à 1802, puis par les Britanniques en 1803, va bientôt s'émanciper.

Entre les Russes et les Britanniques (1914)

Au XIX^e siècle, la Russie a conquis le Caucase et l'Asie centrale, tandis que les Britanniques parachevaient l'édification de l'empire des Indes et s'assuraient des positions stratégiques en Méditerranée et dans l'océan Indien. L'Empire ottoman, réputé « homme malade » en dépit de réels efforts de modernisation, a encore perdu du terrain. Leur rôle d'États tampons entre les Russes et les Britanniques assure à l'Afghanistan et à la Perse une (très relative) indépendance.

L'EMPIRE OTTOMAN. L'Égypte s'est émancipée la première, à partir de 1805, sous la conduite d'un chef militaire d'origine albanaise, Mehemet Ali. Depuis 1882, elle est sous tutelle britannique. L'Algérie, conquise, a été annexée par la France en 1848. La Tunisie est sous protectorat français depuis 1883. L'Italie a contraint l'Empire ottoman à lui céder la Libye en 1911-1912.

Les peuples de la péninsule Balkanique, que les Ottomans dominaient depuis les XIV^e et XV^e siècles, ont tous accédé à l'indépendance. Les Grecs ont inauguré dans les années 1820 un processus qui s'est achevé avec les

guerres balkaniques (1912-1913), à la suite desquelles la Turquie d'Europe s'est réduite à la Thrace orientale. Au sud-ouest du Caucase, les Ottomans ont dû céder des territoires à la Russie en 1878. La même année, Chypre est passée sous administration britannique.

Dans la péninsule Arabique, les Ottomans ont repris le contrôle du littoral oriental de la mer Rouge. Le haut Yémen jouit d'un statut autonome depuis 1911. Les Ottomans ont en revanche de nouveau été évincés d'Arabie orientale par Abd al-Aziz ibn Saoud, maître du Nedjd depuis 1902 et du Hasa depuis 1913.

L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE. La conquête des Indes s'est achevée, pour l'essentiel, au milieu du XIX^e siècle. La reine Victoria en a été proclamée impératrice en 1876. Avant que le Français Ferdinand de Lesseps ne prenne l'initiative du percement du canal de Suez (ouvert en 1869), la politique britannique visait à maintenir le *statu quo* au Moyen-Orient et à empêcher, autant que possible, d'autres puissances d'y intervenir. La présence britannique se limitait alors au port d'Aden, escale acquise en 1839, et à des interventions navales dans le golfe Arabo-Persique pour mettre fin à la piraterie.

La phase impérialiste proprement dite commence en 1882, avec l'occupation militaire de l'Égypte par les Britanniques qui, dès lors, contrôlent son gouvernement. Dans les années 1880, ils imposent leur protectorat à l'arrière-pays d'Aden et au nord de la Somalie (à la même époque, les Français s'installent à Djibouti, les Italiens en Érythrée et en Somalie orientale). Le Soudan, nominale-ment anglo-égyptien, passe sous administra-



1914 - Entre les Russes et les Britanniques

tion britannique exclusive en 1898. Dans les pays du Golfe, l'influence britannique se renforce au début du XX^e siècle.

L'EXPANSION RUSSE. Peu après avoir annexé la Géorgie orientale, les Russes ont envahi le nord de l'Azerbaïdjan, puis l'Arménie orientale, régions auparavant sous suzeraineté persane. En 1828, un traité a fixé la frontière russo-persane sur l'Araxe. La « pacification » de ces territoires (et du versant nord du Caucase) n'a toutefois été achevée que dans les années 1860.

La conquête de l'Asie centrale s'est déroulée en trois temps. De 1839 au début des années 1860, les Russes se sont assuré le contrôle de l'actuel Kazakhstan. La prise de Tachkent, en 1865, a inauguré la phase de soumission des khanats ouzbeks. Celui de Kokand a été annexé, mais ceux de Boukhara et de Khiva ont conservé une certaine autonomie. En 1878, les Britanniques et les Russes sont convenus que les premiers avaient les mains libres en Afghanistan, les seconds au Turkménistan. Partis de la rive orientale de la Caspienne, les Russes ont soumis les Turkmènes et atteint Merv en 1884.

L'AFGHANISTAN. Deux séries d'interventions militaires britanniques ont marqué le XIX^e siècle : la première en 1839-1842, à la suite du siège de Hérat par les Persans, que soutenaient les Russes ; la seconde en 1878-1881, alors que l'Empire russe était devenu frontalier de l'Afghanistan. A partir de ce moment, la Grande-Bretagne a pris en charge la politique extérieure du pays. Les frontières de l'Afghanistan avec l'Empire russe et avec la Perse ont été arrêtées en

1888-1889. Fixée unilatéralement par les Britanniques en 1893, la frontière avec les Indes n'a en revanche jamais été reconnue par les Afghans.

LA PERSE. A défaut de reprendre Hérat, la dynastie des Kadjars a reconquis au milieu du XIX^e siècle l'ouest du Baloutchistan, tandis que les Britanniques en incorporaient le reste à l'empire des Indes. La rivalité entre la Grande-Bretagne et la Russie a ensuite joué un rôle croissant. En 1907, les deux puissances sont parvenues à un accord et se sont taillé en Perse deux zones d'influence (russe au nord, britannique au sud-est) dans lesquelles elles interviennent militairement.

Impérialismes et chemins de fer

Dans la période d'expansion des impérialismes européens qui s'étend des années 1860 à la Première Guerre mondiale, les chemins de fer jouent un rôle considérable. Ils permettent, selon les circonstances, d'acheminer des marchandises (exploitation des ressources locales, ouverture de nouveaux marchés) ou d'acheminer des troupes. Le plus souvent, ce sont des capitaux européens qui financent la construction des chemins de fer. Mais cela n'empêche pas les pays ainsi équipés d'en tirer parti. Le réseau ferré de l'Égypte stimule son remarquable essor économique. Le gouvernement ottoman voit dans les chemins de fer un moyen de renforcer son pouvoir d'intervention, politique et militaire, dans les provinces. A l'opposé, les deux pays demeurent à l'écart du mouvement — la Perse et

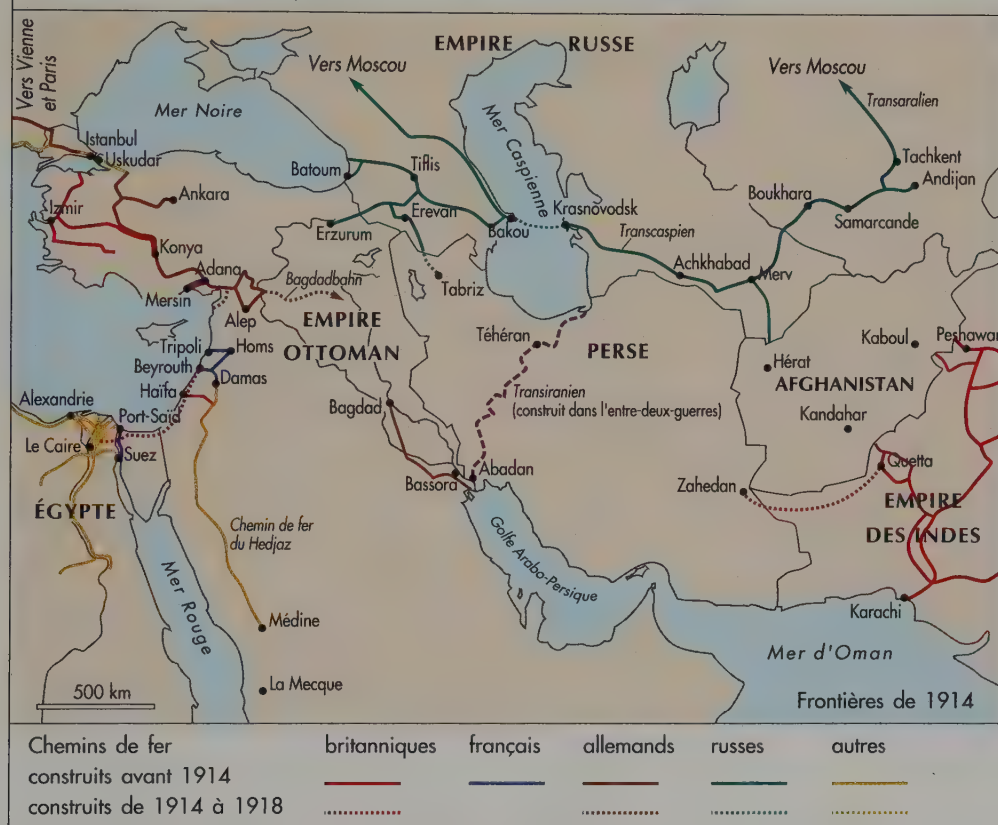
l'Afghanistan — accumulent un retard flagrant.

L'EMPIRE OTTOMAN. Les premières lignes, construites par des Britanniques dans les années 1860, ont pour but d'amener à Smyrne les productions de l'Anatolie occidentale. L'attention se porte ensuite sur les liaisons entre le Bosphore et l'Anatolie centrale. Les lignes jusqu'à Ankara et Konya, dont la réalisation a été confiée à des Allemands, sont mises en service dans les années 1890. A la même époque, des Français amorcent la construction d'un réseau en Syrie et au Liban.

La grande ambition des Ottomans, dès lors, consiste à relier l'Anatolie aux provinces arabes, Syrie et Mésopotamie. En 1899, ils donnent leur accord à un consortium allemand en vue de la construction du fameux *Bagdadbahn* (la concession définitive date de 1903). Ce chemin de fer doit relier Konya à Bagdad et se prolonger jusqu'à Bassora. Il comporte aussi un embranchement en direction de la Syrie. Les Français souscrivent 30 % du capital de la société concessionnaire. En revanche, les Britanniques se montrent hostiles : ils empêchent l'émir de Koweït de céder des territoires qui pourraient servir de terminus maritime.

Le chemin de fer du Hedjaz, construit entre 1901 et 1909 au départ de Damas, résulte d'une initiative purement ottomane. Officiellement destiné à faciliter les pèlerinages à La Mecque, il a été financé en grande partie par souscription. Mais il permettait aussi à l'armée ottomane de mieux contrôler la région. Hussein, *cherif* de La Mecque, l'a bien compris et s'est opposé à ce que la ligne dépasse Médine.

LES CHEMINS DE FER, fin du XIX^e - début du XX^e siècle



L'EMPIRE RUSSE. Les chemins de fer construits par les Russes ont d'abord un intérêt stratégique. Bakou ayant été relié à la Russie dans les années 1870, une ligne à travers la Transcaucasie, de Bakou à Batoum, est inaugurée en 1883. La construction du chemin de fer dit « transcasprien » (car il prolonge une liaison maritime Bakou-Krasnovodsk) débute

en 1881. Elle accompagne la conquête de la Turkménie par les Russes. Le *Transcaspien* atteint Samarcande en 1888, Tachkent dix ans plus tard. En sens inverse, dès que la « pacification » est achevée, les chemins de fer permettent d'acheminer vers la Russie le coton, dont la culture connaît un essor considérable. Le *Transaralien*, d'Orenbourg à Tachkent,

achevé en 1906, renforce les liens économiques entre l'Asie centrale et la Russie proprement dite. En 1932 sera inaugurée une ligne dite *Turksib* reliant Tachkent à Semipalatinsk (dans l'est du Kazakhstan), ville elle-même reliée au *Transsibérien*.

L'AFGHANISTAN ET LA PERSE. Les Britanniques construisent aux Indes un réseau ferré plus dense que ceux de l'Empire ottoman ou de l'Empire russe. A la fin du XIX^e siècle, deux lignes s'approchent de l'Afghanistan. L'une, au départ de Peshawar, pointe en direction de Kaboul ; l'autre, au départ de Quetta, en direction de Kandahar. Elles ne franchiront pas la frontière, de même que l'embranchement construit par les Russes au départ de Merv n'atteindra pas Hérat. Les deux impérialismes, en effet, se neutralisent, toute initiative de l'un risquant d'entraîner une initiative de l'autre. En outre, les autorités afghanes, peu soucieuses de faciliter la pénétration étrangère, jouent de leur rivalité pour faire échouer tous les projets. Il en va de même en Perse, où les Russes et les Britanniques devront attendre la Première Guerre mondiale pour entreprendre des travaux. Encore ne s'agit-il que d'antennes, respectivement jusqu'à Tabriz et jusqu'à Zahedan.

Dans l'entre-deux-guerres, le chah de Perse décidera de doter son pays d'un réseau ferré. Toutefois, il choisira délibérément de commencer par une liaison nord-sud (de la Caspienne au Golfe), indépendante des autres réseaux. En Afghanistan, il faudra attendre 1975 pour que l'étude d'un ambitieux projet de réseau ferré soit lancée (et confiée à une société française). L'étude restera sans suite.

Le découpage du monde arabe (1925)

La Première Guerre mondiale a pour conséquence principale la disparition de l'Empire ottoman, vaincu en même temps que l'Allemagne. Lui succèdent d'une part la république de Turquie, d'autre part les puissances victorieuses — Grande-Bretagne et France — qui réorganisent, non sans confusion et contradictions, le Moyen-Orient arabe. En revanche, la transformation de l'Empire russe en URSS n'entraîne guère de remise en cause des frontières internationales.

LES PROJETS DES ALLIÉS PENDANT LA GUERRE. Le démembrement de l'Empire ottoman ayant été retenu comme objectif, il restait à en définir les modalités. Une première approche, classique à l'époque, consistait à délimiter des « zones d'influence ». Ce fut l'objet des accords Sykes-Picot de 1916 qui attribuaient à la France le Liban, la Syrie, la haute Mésopotamie et le sud de l'Anatolie ; à la Grande-Bretagne la basse Mésopotamie et les territoires à l'est du Jourdain (un statut international était envisagé pour la Palestine). Une zone d'influence était par ailleurs promise à l'Italie dans le sud-ouest de l'Anatolie. Une seconde approche visait à ériger les provinces arabes de l'Empire ottoman en une entité politique autonome qui deviendrait le cœur du monde islamique après la chute du sultan-calife ottoman. C'est ce qu'on nomme le projet de « royaume arabe », plus ou moins promis par les Britanniques à la famille du *cherif* de La Mecque (dynastie hachémite).

LE RÉVEIL TURC. Conduits par Mustafa Kemal, les nationalistes turcs refusent le traité de Sèvres imposé aux autorités ottomanes en 1920. Deux ans plus tard, ils chassent les armées grecques d'Anatolie occidentale. Le traité de Lausanne (1923) entérine les frontières qui, pour l'essentiel, sont aujourd'hui encore celles de la Turquie. La République turque est proclamée peu après.

LE PARTAGE DU CROISSANT FERTILE. La détermination de la France à exercer un pouvoir sans partage dans sa zone d'influence sonne le glas du « royaume arabe », du moins dans sa conception initiale. En 1920, la France se voit attribuer un mandat sur la Syrie et le Liban ; la Grande-Bretagne sur l'Irak et la Palestine. L'année suivante, Faysal, l'un des fils du *cherif* de La Mecque, est couronné roi d'Irak tandis qu'un autre fils, Abdallah, devient émir de Transjordanie. Les deux pays n'accèdent pas pour autant à l'indépendance. En Palestine même, le « foyer national pour le peuple juif » prévu par la « déclaration Balfour » de 1917 n'abrite encore, en 1925, que quelques dizaines de milliers d'immigrés.

LA PÉNINSULE ARABIQUE. Après avoir tenté d'obtenir du *cherif* de La Mecque et d'Ibn Saoud qu'ils se partagent l'Arabie à l'amiable, les Britanniques les abandonnent en 1922 à leur sort. Cela profite à Ibn Saoud, qui s'empare du Hedjaz en 1925. Le Yémen parvient à sauvegarder son indépendance. Les Britanniques conservent par ailleurs la haute main sur les émirats du Golfe.

L'ÉGYPTE. Dès 1914, les Britanniques ont fait de l'Égypte un protectorat. En 1919, Londres

ayant refusé de recevoir une délégation d'hommes politiques égyptiens, une grave révolte éclate. Trois ans plus tard, le gouvernement britannique déclare renoncer au protectorat, tout en réservant certains points qui devront être réglés par un traité anglo-égyptien à négocier : contrôle de la politique étrangère et de défense, sécurité du canal de Suez, administration du Soudan. Le traité sera finalement signé en 1936.

LA PERSE. Elle n'a pas été épargnée par la guerre : étant donné la présence de troupes russes et britanniques, les Ottomans ont refusé de reconnaître la neutralité du pays et sont intervenus à diverses reprises. En 1921, un coup d'État, dans lequel le colonel Reza Khan joue un rôle clé, met fin aux incertitudes politiques. La même année, les dernières troupes étrangères quittent la Perse. Reza se fera couronner chah en 1926.

L'URSS. L'effondrement de l'Empire russe en 1917 et la défaite de l'Empire ottoman ont permis à la Géorgie, à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan de se proclamer indépendants en 1918. Mais les bolcheviks se sont emparés de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie orientale en 1920 (l'Arménie occidentale tombait alors aux mains des Turcs kémalistes), puis de la Géorgie en 1921. Les trois pays ont été érigés en républiques socialistes soviétiques (RSS). En Asie centrale, la révolte des Basmatchis (guérilla musulmane) a éclaté en 1919 et se poursuivra plusieurs années. Les autorités soviétiques ont néanmoins entrepris une réorganisation : les khans de Boukhara et de Khiva ont été déposés en 1920, les deux RSS du Turkménistan et d'Ouzbékistan consti-



1925 - Le découpage du monde arabe

tuées en 1924. L'URSS profite par ailleurs des difficultés de la Chine pour étendre son influence au Xinjiang (Sinkiang) et en Mongolie.

Le pétrole

LES DÉBUTS. L'exploitation industrielle du pétrole commence dans les années 1870 à Bakou, qui restera jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale un symbole en ce domaine. L'attention se porte ensuite sur l'Iran. En 1908, une compagnie britannique fait jaillir le pétrole au pied du Zagros. Elle deviendra en 1914 l'Anglo-Persian Oil Company (future British Petroleum). Simultanément, le potentiel pétrolier de la haute Mésopotamie suscite la création, en 1912, de la Turkish Petroleum Company, qui associe des intérêts britanniques et des intérêts allemands. Ces derniers sont attribués à la France au lendemain de la Première Guerre mondiale. En 1927, le gisement de Kirkouk se révèle d'une considérable richesse. Les États-Unis ne veulent pas demeurer exclus et c'est ainsi qu'à la TPC succède en 1929 l'Iraq Petroleum Company, au sein de laquelle se côtoient l'APOC, la compagnie anglo-hollandaise Shell, la Compagnie française des pétroles et un consortium américain. L'IPC obtient une concession sur la quasi-totalité du territoire irakien. Si certaines compagnies américaines ont pris pied en Irak, d'autres sont actives dans le Golfe. En 1931, la Standard Oil of California découvre du pétrole à Bahreïn et, surtout, obtient deux ans plus tard une concession couvrant l'ensemble de l'Arabie saoudite. C'est un coup de maître, dont on mesurera l'ampleur après 1945.

PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT EN MILLIONS DE TONNES

	1978	1989	1991
Arabie saoudite . . .	414..	255..	410
Iran	262..	145..	166
Irak	126..	138..	15**
Koweït	107..	91..	10**
Émirats arabes unis..	89..	91..	118
Égypte	25..	45..	45
Oman	16..	29..	35
Kazakhstan	19*	25..	27
Qatar	24..	20..	19
Syrie	10..	16..	25
Azerbaïdjan	? env.	13..	?
Yémen	0..	11..	10
Ouzbékistan	1*	3..	3
Turquie	0..	3..	5
Turkménistan	8*	6..	5
Bahreïn	3..	2..	2

* 1980

** Production réduite en raison de la guerre du Golfe

MULTIPLICATION PAR VINGT. Au cours des trente années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, la production pétrolière du Moyen-Orient change radicalement d'échelle. En 1946, Caucase compris, elle s'élevait à 55 millions de tonnes ; en 1978, elle atteint près de 1 100 millions de tonnes. La répartition entre régions productrices n'est plus du tout la même. En 1946, Bakou fournissait 36 % du total (soit les trois quarts de la production soviétique), l'Iran 35 %, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe 18 %, l'Irak 8 %. En 1978, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe fournissent 60 % du total, l'Iran 24 %, l'Irak 12 %, Bakou 1,5 % (2,5 % de la production soviétique, désormais centrée sur la région de la Volga — « Second Bakou » — et la Sibérie occidentale).

L'essor de la production résulte à la fois de l'accroissement de la demande et de la mise en exploitation de nouvelles ressources. Outre l'Arabie saoudite — où les deux gisements pétroliers les plus riches du monde ont été reconnus au début des années 1950 —, le Koweït (à la fin des années 1940) puis les futurs Émirats arabes unis (dans les années 1960) sont devenus de gros producteurs.

LA POLITIQUE DES ÉTATS PRODUCTEURS. Les États concernés cherchent bien sûr à s'assurer un meilleur contrôle de leurs ressources. En 1951 Muhammad Mossadegh, Premier ministre iranien, tente de nationaliser le pétrole mais perd la partie deux ans plus tard. La République islamique procédera à la nationalisation en 1979. En Irak, c'est en 1972 que la nationalisation met fin aux tractations engagées avec l'IPC au lendemain de la révolution de 1958.

L'action collective des États producteurs est d'une autre portée. En 1960 à Bagdad, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela fondent l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Le Qatar s'y joint l'année suivante. L'OPEP instaure entre ses membres une discipline collective et se

L'OPEP

Outre six pays du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar), font partie de l'OPEP l'Algérie, l'Équateur, le Gabon, l'Indonésie, la Libye, le Nigeria et le Venezuela. En 1991, la production de pétrole des pays de l'OPEP atteignait près de 1 400 millions de tonnes, soit 44 % de la production mondiale. Les deux tiers environ de la production des pays de l'OPEP proviennent du Moyen-Orient.

LE PÉTROLE, situation à la fin de 1992



donne pour objectif de stabiliser les prix (que la concurrence entre compagnies pétrolières avait fait chuter), quitte à restreindre la production à cet effet. Inévitablement, les relations entre l'OPEP et les pays occidentaux se tendent. En octobre 1973, à l'occasion de la guerre de Kippour, les pays arabes membres de l'OPEP prennent le contrôle du niveau de leur production pétrolière et des prix correspondants, révisés à la hausse. C'est le « premier choc pétrolier », qui sera suivi d'un second en 1979-1980. Mais au cours des années 1980, des divergences de plus en plus graves séparent, d'un côté, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe, de l'autre, l'Irak et l'Iran. Les premiers, soucieux de préserver à long terme leurs débouchés dans les pays industrialisés, souhaitent maintenir des prix modérés (l'Arabie saoudite, dans ce but, module sa production d'une année sur l'autre). Les seconds, au contraire, ont des besoins immédiats et sont partisans de prix élevés. En fin de compte, la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988) puis la guerre du Golfe (1990-1991) mettent fin à la concertation.

CONTRAINTES GÉOGRAPHIQUES. Pour acheminer le pétrole vers les pays clients, il existe un choix d'itinéraires. La plupart des gisements étant proches du Golfe, la voie maritime directe est la plus commode. Les navires pétroliers transitaient traditionnellement par le canal de Suez mais, celui-ci ayant été bloqué en 1956 et à nouveau en 1967, des super-pétroliers contournant le cap de Bonne-Espérance ont été mis en service. Une autre possibilité consiste à acheminer le pétrole par pipeline jusqu'à la Méditerranée. Dès les années 1930, l'IPC a ainsi relié Kirkouk

aux ports de Tripoli et de Haïfa. Un autre pipeline (dit *Tapline*), entre les gisements d'Arabie saoudite et Saïda, a été inauguré en 1950. Ce mode de transport dépend toutefois de la situation politique des pays traversés. La branche de Haïfa du pipeline de Kirkouk a cessé de fonctionner en 1948, lors de la première guerre israélo-arabe. En 1982, les Syriens, par hostilité à l'Irak, ont condamné celle de Tripoli. La *Tapline* ne fonctionne plus au-delà de la Jordanie depuis qu'Israël a conquis le Golan en 1967.

La guerre entre l'Irak et l'Iran a montré que le Golfe lui-même pouvait devenir difficilement praticable. C'est pourquoi l'Arabie saoudite a construit un pipeline (*Petroline*) en direction de la mer Rouge : ses exportations peuvent ainsi accéder au grand large en toutes circonstances. L'Irak, à l'opposé, se trouve dans la situation la plus difficile. Son accès au Golfe, coïncé entre le Koweït et l'Iran, est extrêmement étroit. Son accès à la Méditerranée dépend du bon vouloir des voisins : Syrie hier, Turquie et Jordanie aujourd'hui. Quant au branchement sur la *Petroline*, il a bien sûr été fermé dès l'invasion du Koweït.

LES PRODUCTEURS PÉRIPHÉRIQUES. En dehors des membres de l'OPEP, divers pays du Moyen-Orient sont devenus des producteurs de pétrole non négligeables : l'Égypte, Oman, la Syrie et, plus récemment, le Yémen. Dans l'ex-URSS, les ressources de l'Azerbaïdjan s'épuisent inexorablement mais, de l'autre côté de la Caspienne, la production se développe au Kazakhstan et au Turkménistan. Ce dernier et l'Ouzbékistan sont par ailleurs d'importants producteurs de gaz naturel. Acheminé jusqu'à présent vers

la Russie, le gaz pourrait l'être demain vers l'ouest, *via* l'Iran ou par conduite sous-marine à travers la Caspienne.

Nouveaux États, nouveaux conflits (1993)

LA MULTIPLICATION DES ÉTATS INDÉPENDANTS. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale comptent aujourd'hui vingt-quatre États indépendants. Les seuls peuples qui n'ont pas bénéficié du mouvement d'émancipation sont ceux du nord du Caucase (toujours en Russie), les Ouïghours du Xinjiang (toujours en Chine), les Palestiniens, les Kurdes, les Baloutches. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les États indépendants étaient au nombre de sept : la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Yémen (du Nord), l'Irak (depuis 1932) et l'Égypte (depuis 1936). Une seconde génération date de l'immédiat après-guerre : la Syrie, le Liban et la Transjordanie (Jordanie à partir de 1950) ont accédé à l'indépendance en 1946 ; la création d'Israël date de 1948. La phase suivante a touché les États arabes naguère sous influence britannique : Koweït (1961), Yémen du Sud (1967), Oman (1970), Bahreïn, Qatar et Émirats arabes unis (1971). Les deux Yémens ont fusionné en 1990. Enfin la dislocation de l'URSS, à la fin de 1991, s'est traduite par l'apparition de huit États nouveaux, dont trois dans le Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) et cinq en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan).

LE JEU DES GRANDES PUISSANCES. Si la France a dû renoncer à la Syrie et au Liban dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne a maintenu son emprise dans le Golfe et à Aden jusqu'en les années 1960. Pour l'une et l'autre, l'échec de l'expédition de Suez (1956) a sonné le glas des possibilités d'intervention autonome. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS a exercé sur l'Iran et la Turquie des pressions que les États-Unis ont contrecarrées. Les deux « Grands » se sont ensuite engagés, auprès des pays arabes, dans une complexe lutte d'influence. L'URSS a entretenu des relations privilégiées, plus ou moins durables, avec l'Égypte, la Syrie et l'Irak, mais elle n'a exercé de véritable emprise que sur le Yémen du Sud, de 1967 à la fin des années 1980. Seul l'Afghanistan, auquel les États-Unis n'accordaient guère d'importance stratégique, a fait l'objet d'une intervention soviétique massive et dévastatrice, de 1979 à 1988.

Trois préoccupations ont modelé la politique américaine : contenir l'expansionnisme soviétique, défendre l'État d'Israël, sauvegarder l'approvisionnement de l'Occident en pétrole du Golfe. Le premier souci a conduit les États-Unis à s'assurer, dans les années 1950, l'alliance militaire de la Turquie, puis de l'Iran (alliance dénoncée, dans ce second cas, en 1979). Israël a constamment reçu une aide économique et militaire américaine. En ce qui concerne le pétrole, les États-Unis ont principalement misé sur l'Arabie saoudite. L'effondrement de la puissance soviétique fait qu'aujourd'hui seuls les États-Unis peuvent intervenir massivement dans la région, comme l'a montré leur riposte à l'invasion du Koweït par l'Irak (guerre du Golfe, 1990-1991).



1993 - Nouveaux États, nouveaux conflits

L'ÉMERGENCE DE PUISSANCES RÉGIONALES. Plusieurs États du Moyen-Orient ont pesé, ou pèsent encore, avec des succès divers, sur les destinées de leurs voisins. L'Égypte, dans le cadre de la République arabe unie, a eu la Syrie sous sa dépendance de 1958 à 1961. Elle a apporté un soutien militaire aux républi-

LA FIN DE L'UNION SOVIÉTIQUE

L'URSS se composait de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) et de quatorze républiques socialistes soviétiques (RSS). En septembre 1991, l'URSS a reconnu l'indépendance des trois républiques baltes. Le 8 décembre, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie ont fondé la Communauté des États indépendants (CEI) qui, comme son nom l'indique, n'est pas un État mais une instance internationale, destinée à gérer l'héritage soviétique. Toutefois, c'est la dissolution de l'URSS, le 26 décembre 1991, qui a juridiquement permis aux douze républiques qui la constituaient encore de devenir indépendantes. Parmi elles, seule la Géorgie a ensuite refusé d'adhérer à la CEI. Celle-ci comprend donc (situation à la fin de 1992) l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine.

Le siège que l'URSS détenait à l'ONU (et, à titre permanent, au Conseil de sécurité) a été attribué à la Russie. Outre l'Ukraine et la Biélorussie, qui en faisaient partie depuis 1945, toutes les ex-RSS sont devenues membres de l'ONU.

La Russie elle-même a conservé son caractère fédéral et porte le nom de Fédération de Russie. Elle inclut en effet une vingtaine de républiques (ex-républiques socialistes soviétiques autonomes ou régions autonomes), dans lesquelles prédominent des populations non pas russes mais caucasiennes, turques, finno-ougriennes, etc.

cains yéménites de 1962 à 1967. Israël a pris le contrôle de l'ensemble de la Palestine en 1967, puis est intervenu, à partir de 1978, au Liban. L'Arabie saoudite a subventionné plusieurs gouvernements arabes (Égypte, Jordanie, Syrie...) et fondé, en 1981, le Conseil de coopération du Golfe, qui place dans son orbite le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman. L'armée syrienne est présente au Liban depuis 1976. L'Irak s'est engagé dans une guerre, plus longue que prévu, contre l'Iran (1980-1988) puis a envahi le Koweït en 1990. Une lutte d'influence s'est esquissée par la suite entre la Turquie et l'Iran auprès des républiques nouvellement indépendantes du Caucase et d'Asie centrale.

LES TENSIONS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES.

Les conflits, ou risques de conflits, ne résultent toutefois pas uniquement des interventions des puissances extérieures et des ambitions des puissances régionales. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale recèlent une multiplicité de contentieux de caractère ethnique ou religieux. Ils peuvent conduire à des conflits entre États (Arménie et Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh, par exemple) ou à des rébellions récurrentes (Kurdes en Irak, en Turquie et en Iran, chi'ites en Irak, etc.). Quand des interventions étrangères se superposent à des situations intérieures fragiles à cet égard, leurs effets sont dévastateurs : en témoignent les tragédies de l'Afghanistan et du Liban. La très difficile adéquation entre une mosaïque ethno-religieuse complexe et un découpage en États résultant, pour l'essentiel, des contingences de l'histoire moderne risque malheureusement d'entraîner de nouveaux conflits.

Les peuples arabes

Sont « arabes » — au sens large — les personnes qui ont pour langue maternelle l'arabe. La distinction entre Arabes au sens strict (descendants des tribus de l'époque de Mahomet) et « arabisés » (descendants des populations ayant adopté la langue arabe après la conquête) s'est estompée au fil des siècles. Plusieurs pays arabes — où l'arabe est langue officielle — abritent des populations non arabisées (berbérophones au Maroc et en Algérie, Kurdes en Irak, etc.).

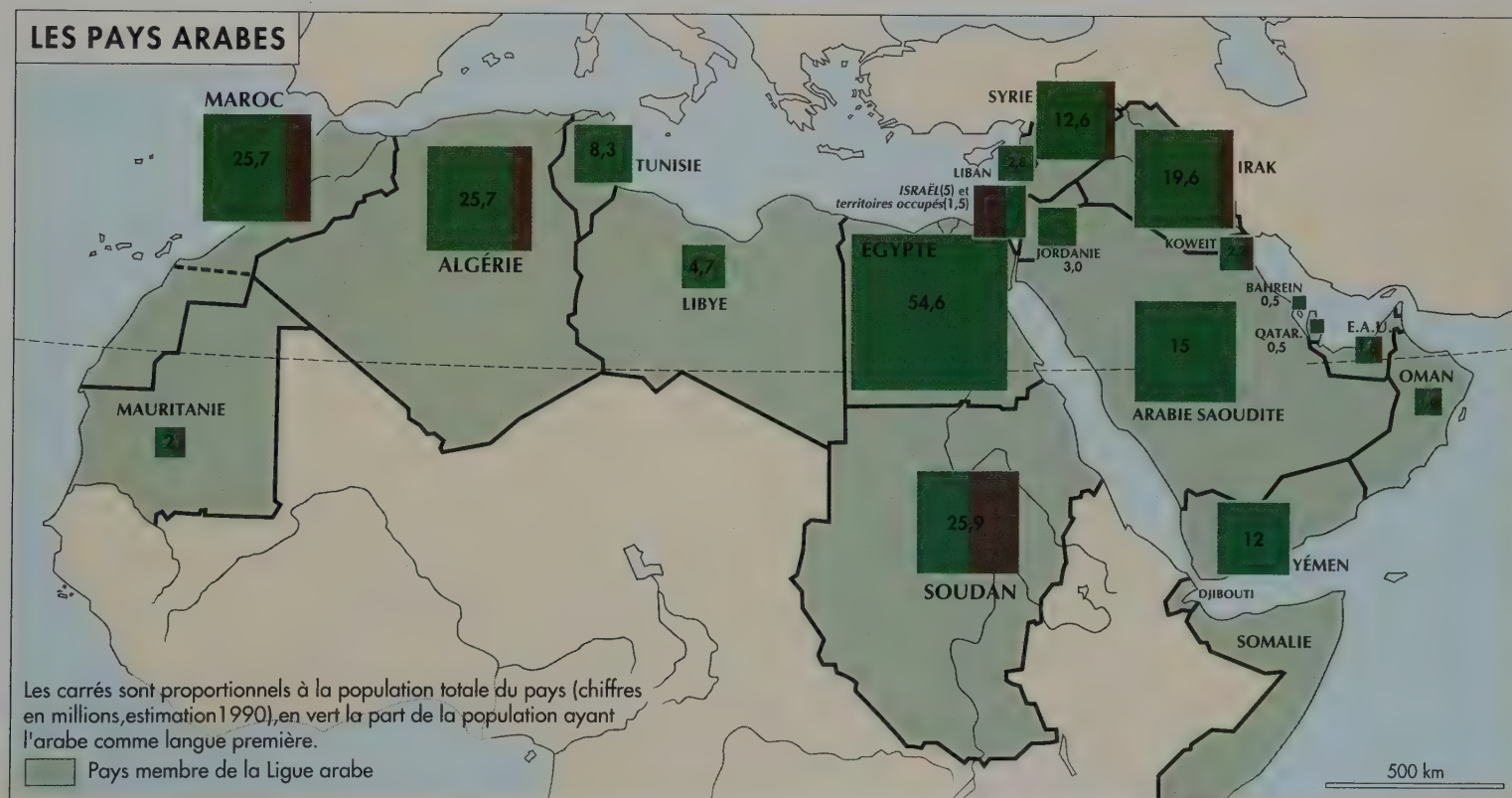
Dans la langue arabe d'aujourd'hui, on distingue divers niveaux d'expression et de nombreux dialectes. Le niveau de référence — l'arabe classique — est la langue du Coran. À partir du XIX^e siècle, l'arabe classique a

simplifié sa syntaxe et élargi son vocabulaire pour exprimer les réalités du monde moderne. L'arabe classique, toutefois, n'est plus une langue parlée. Il s'est différencié en dialectes que l'on regroupe en deux grandes familles : orientale (péninsule Arabique, Croissant fertile, vallée du Nil) et occidentale (Maghreb). Les classes populaires parlent le dialecte local. Les classes cultivées introduisent des éléments d'arabe classique dans leur usage oral du dialecte. Les textes officiels, savants, techniques, etc., sont rédigés en arabe classique. La presse

et la littérature l'utilisent aussi, mais y introduisent des éléments dialectaux.

UN OU DES PEUPLE(S) ARABE(S)? La notion de « peuple arabe » — au singulier — est à la fois moderne et ancienne. Au temps du Prophète, les Arabes se reconnaissaient comme formant un seul peuple, fût-il divisé en tribus. Au XX^e siècle, l'idée d'une « nation arabe » — impliquant celle d'un peuple arabe unique — est apparue en réaction contre la politique de division menée par les puissances coloniales,

la Grande-Bretagne et la France en particulier. Mais entre-temps la langue arabe s'était imposée à des populations très diverses, réparties dans une aire géographique immense. Inévitablement, de forts particularismes se sont maintenus : au Yémen, en Oman, au Maroc... C'est dans le cœur historique du monde arabe — le Croissant fertile et ses abords — que le découpage moderne en États s'enracine le moins dans l'histoire. Aussi, sans nier la diversité des peuples arabes, convient-il de traiter ce cœur comme un tout.



LE PROCHE-ORIENT, DES SUMÉRIENS AUX OTTOMANS

C'est en basse Mésopotamie qu'apparurent, entre 3500 et 3000 av. J.-C., les premières villes de l'histoire de l'humanité et que les Sumériens inventèrent l'écriture et (sans doute) l'irrigation. L'autre foyer de civilisation, éclos peu de temps après, se situe en Égypte. Ni les Sumériens ni les Égyptiens ne parlaient des langues sémitiques, mais entre eux vivaient des peuples sémitiques — Akkadiens, Amorrites, Araméens — qui adoptèrent la culture sumérienne. Au début du II^e millénaire, Babylone affirme sa puissance, en particulier sous le règne de l'Amorrite Hammourabi. Des Araméens envahissent ensuite la basse Mésopotamie, où ils prennent le nom de Chaldéens. Du IX^e siècle à la fin du VII^e siècle, des Akkadiens de haute Mésopotamie — les Assyriens — dominent toute la région.

Dans la branche occidentale du Croissant fertile, elle aussi peuplée de Sémites (Phéni-

ciens, Hébreux...), les premiers alphabets s'élaborent au cours du II^e millénaire av. J.-C. L'alphabet phénicien se diffusera sur le pourtour de la Méditerranée (et donnera naissance à l'alphabet grec), tandis que la langue araméenne, dotée d'un alphabet similaire, s'étendra bientôt à tout le Croissant fertile.

LE TEMPS DES IRANIENS, DES GRECS ET DES ROMAINS. La puissance assyrienne s'écroule sous les coups des Chaldéens et des Mèdes. Les premiers fondent l'Empire néobabylonien, dont Nabuchodonosor fut le plus grand souverain. Les seconds sont des Iraniens, comme les Perses qui vont les supplanter. Au VI^e siècle, Cyrus, fondateur de l'Empire perse achéménide, conquiert tout le Croissant fertile. Son fils Cambyse y ajoute l'Égypte. Les Achéménides choisissent l'araméen comme langue officielle de leur administration.

A partir de 334, Alexandre le Grand se rend maître de l'Empire perse. Le nouvel empire a pour langue officielle le grec. Il en va de même des États successeurs fondés par les généraux d'Alexandre : celui des Ptolémée en Égypte et celui des Séleucides, qui inclut la Syrie et la Mésopotamie. L'hellénisme triomphe à Alexandrie et à Antioche. La Mésopotamie ne s'hellénise guère et tombe de nouveau aux mains d'Iraniens, les Parthes, au II^e siècle av. J.-C. Au siècle suivant, les Romains conquièrent la Syrie et l'Égypte. Dès lors et jusqu'à la conquête arabe, le Croissant fertile est partagé entre le monde romain (où l'hellénisme n'est pas remis en cause) et le monde iranien qui, en 226 après J.-C., prend la forme de l'Empire perse sassanide.

Aux premiers siècles de notre ère, les peuples du Croissant fertile demeurent en majorité de langue araméenne. En Égypte, l'hellénophone Alexandrie se distingue du reste du pays, toujours attaché à la langue égyptienne, celle des pharaons, autrement dit le copte. Le christianisme, né en Palestine, se propage en Syrie, en Égypte, en Mésopotamie. Au V^e siècle, les chrétiens se scindent en « chalcédoniens » (populations de langue grecque surtout), « monophysites » (populations araméennes de Syrie et populations coptes) et « nestoriens » (populations araméennes de Mésopotamie) (voir pages 18 et 65). Au début du VII^e siècle, la guerre éclate entre l'Empire byzantin (ex-romain d'Orient) et l'Empire sassanide. Elle va durer jusqu'en 628 et ravager la Syrie.

LES ARABES. L'existence de populations de langue arabe est attestée pour la première fois au IX^e siècle av. J.-C. Elles occupent alors une grande partie de la péninsule Arabique et le désert de Syrie. Il s'agit surtout de nomades, éleveurs de dromadaires, dits bédouins (de l'arabe *bedoui*, « habitant du désert »). Organisés en clans plus ou moins regroupés en tribus, ils pratiquent la *razzia*, correctif inévitable d'un mode de vie très précaire. Dans les oasis vivent des Arabes sédentaires.

A la périphérie du désert, les Arabes côtoient d'autres populations. Ils s'infiltrèrent dans les royaumes sudarabiques (l'actuel Yémen) et y imposent peu à peu leur langue. Enrichis par le commerce caravanier, ils organisent exceptionnellement des États, tels ceux de Pétra (annexé par les Romains en 106) ou de Palmyre (conquis par ces derniers en 273). Au VI^e siècle, le royaume des Lakhmides,

vassaux de l'Empire sassanide, s'étend à proximité de l'Euphrate. L'Empire byzantin s'appuie sur les Arabes ghassanides, installés à l'est de la Syrie et de la Palestine. De nombreux Arabes vivent en Syrie même, en particulier à Damas.

A cette époque, les bédouins sont polythéistes. Le christianisme est en revanche influent chez les Ghassanides et les Lakhmides. Dans l'ouest de la Péninsule, les religions monothéistes progressent. C'est ainsi qu'une partie de la population (arabe) de Yathrib (la

future Médine) s'est convertie au judaïsme. A défaut d'unité religieuse, les Arabes ont en commun une langue littéraire orale, qui s'exprime dans des poèmes épiques.

LA MECQUE. Depuis le 1^{er} millénaire av. J.-C., un itinéraire commercial relie l'actuel Yémen à la Méditerranée. Encore faut-il assurer la sécurité des caravanes, autrement dit neutraliser les tribus bédouines qui nomadisent sur l'itinéraire. C'est la clé du succès des Mecquois. A l'origine, La Mecque est un sanctuaire où les membres des diverses tribus se rencontrent en terrain neutre. Le gardien du sanctuaire arbitre les conflits, ce qui lui permet de jouer un rôle politique. En outre, le terrain neutre se prête à l'implantation d'un marché. La fortune de La Mecque s'identifie à celle des Qoraïchites, tribu gardienne du sanctuaire. Au début du VII^e siècle, ils sont parvenus à tisser un réseau d'accords qui leur permet de contrôler le commerce entre le sud et le nord de la Péninsule. La Mecque est devenue une ville.



GÉOGRAPHIE DE LA PÉNINSULE ARABIQUE

Pour l'essentiel, la Péninsule est un désert, absolu dans le Roub al-Khali (« Quart vide »), plus ou moins ponctué d'oasis, voire steppique, ailleurs. Les exceptions au désert sont à sa périphérie. Le long de la mer Rouge, le relief s'élève et culmine à 3760 mètres au Yémen, de telle sorte que l'angle sud-ouest de la Péninsule, bien arrosé, peut se livrer à l'agriculture. C'est

l'« Arabie Heureuse » des Anciens. A une moindre échelle, les montagnes d'Oman ont un effet similaire. Quand on longe la mer Rouge vers le nord, du Yémen à l'Asir puis au Hedjaz, le climat devient de plus en plus sec. Taëf et Médine sont des oasis. La Mecque, faute d'eau, n'a jamais eu d'activité agricole. Dans le centre et l'est de la Péninsule, les oasis (Hail, Bouraïdah, Riyad, Bahreïn...) naissent d'eaux souterraines.

GÉOGRAPHIE DU CROISSANT FERTILE

Le Croissant fertile désigne les territoires limités à l'ouest par la Méditerranée, au nord et à l'est par les chaînes montagneuses d'Anatolie et d'Iran, au sud par le désert. Il se divise en trois sous-ensembles : la basse Mésopotamie, la haute Mésopotamie, la façade méditerranéenne. En basse Mésopotamie, les eaux du Tigre et de l'Euphrate ont, dès le IV^e millénaire av. J.-C., alimenté un système d'irrigation très perfectionné. Dénommée par les Arabes *al 'Iraq*, la basse Mésopotamie formait le cœur du califat abbasside. A partir du X^e siècle, tour à tour ravagée et négligée, elle s'est appauvrie. La réorganisation de l'irrigation selon des normes modernes date du XX^e siècle. Les Arabes nomment la haute Mésopotamie Djézireh (« l'île »). C'est une zone steppique de transition entre le désert de Syrie et les régions agricoles formant un arc de cercle de Mossoul à Alep. Selon les époques, sédentaires ou nomades l'ont dominée. Depuis le début des années 1920, elle est partagée entre trois États : la Syrie, la Turquie et l'Irak. Deux séries parallèles de reliefs longent la façade méditerranéenne. Du nord au sud, près de

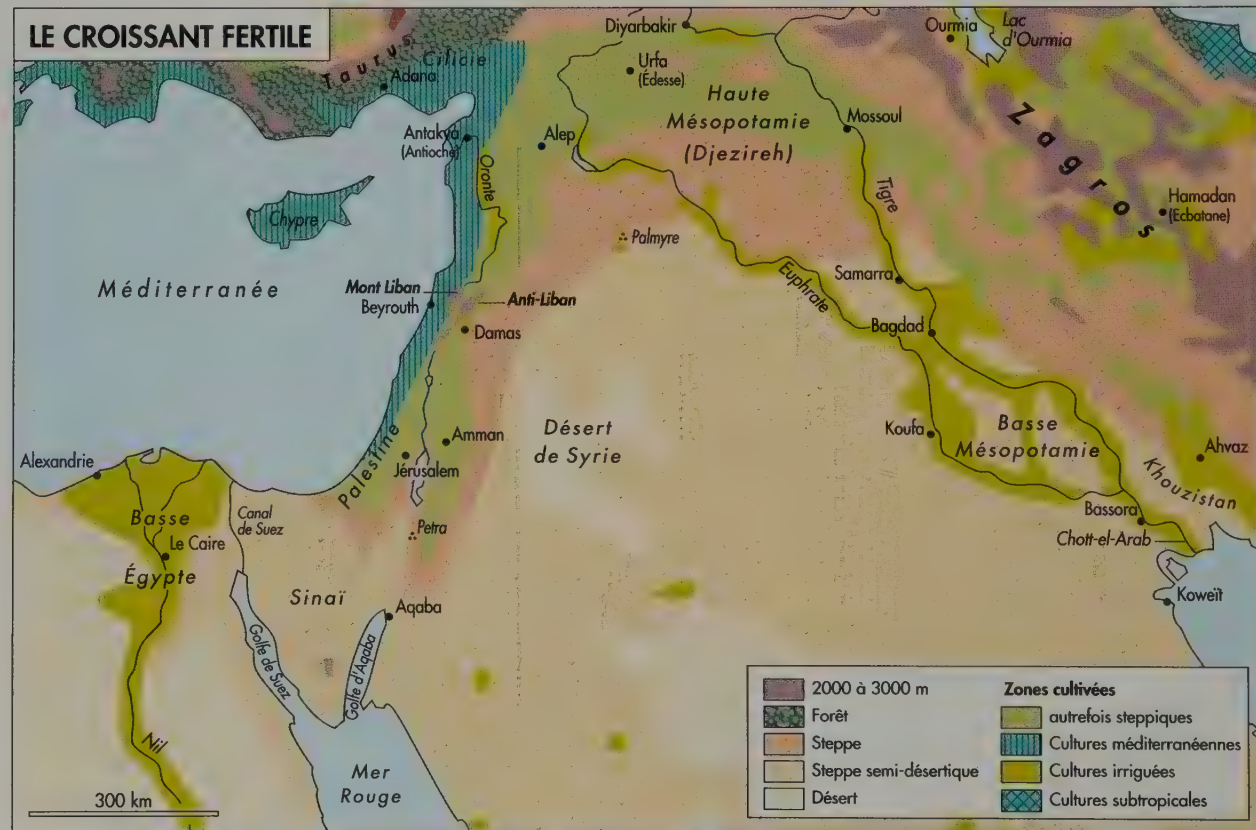
la côte, se succèdent le Djebel alawite, la montagne du Liban (culminant à 3027 mètres) et les hauteurs de Palestine ; plus à l'intérieur, l'Anti-Liban et les hauteurs de Jordanie. Entre les deux s'insèrent des dépressions : Békaa et vallée du Litani, fossé du Jourdain et de la

mer Morte. Ces reliefs, proches de la mer, provoquent des précipitations favorables à l'agriculture. Ils fragmentent aussi en petites régions la branche occidentale du Croissant fertile qui, de ce fait, n'a pas d'appellation unique bien établie. Les Arabes nommaient

Châm tout le pays — non délimité — ayant Damas pour centre. Les Européens, qui abordaient le pays par la mer, utilisaient le terme de Levant. Le nom de Syrie, hérité de l'Antiquité, fut ressuscité au XIX^e siècle et attribué à la province ottomane de Damas, qui ne comprenait

ni Alep ni le littoral. Les Arabes firent ensuite de Syrie (*Suriyya*) un synonyme de *Châm* et l'appliquèrent à l'État, s'étendant du Taurus au Sinaï, qu'ils tentèrent de mettre en place en 1919-1920. On parle souvent dans ce cas de « Grande Syrie » pour éviter la

confusion avec la Syrie actuelle. Les noms de Liban et de Palestine n'avaient, avant le XX^e siècle, d'autre signification que géographique. Avec l'Égypte et la péninsule Arabique, le Croissant fertile forme le *Machreq* (« Orient »), pendant du *Maghreb* (« Occident »).



L'expansion arabe

Né vers 570, Mahomet est un Qoraïchite. Orphelin et pauvre, il épouse une riche veuve de commerçant, Khadija. Les premières révélations à Mahomet datent de 610 environ. Dès lors, il prêche une nouvelle religion. Mais, rejeté par les Mecquois, il décide en 622 d'émigrer à Yathrib avec quelques dizaines de fidèles (cette migration s'appelle l'Hégire). Yathrib prendra bientôt le nom de Médine (*Madīnat an-Nabi*, « la ville du Prophète »).

Depuis Médine, Mahomet harcèle les Mecquois avec des succès divers. A Médine même, il réprime très durement l'opposition des Arabes convertis au judaïsme et met en place un État théocratique. En 630, enfin, Mahomet entre à La Mecque avec ses troupes et y détruit les idoles. Dans les deux années qui suivent, Mahomet et les Qoraïchites — qui ont accepté l'islam — obtiennent le ralliement d'une grande partie des tribus d'Arabie.

Mahomet étant mort à Médine en 632, les musulmans désignent à leur tête son beau-père Abou Bakr, avec le titre de calife (« successeur »). Aussitôt, nombre de tribus d'Arabie mettent fin à leurs engagements. Abou Bakr riposte par la guerre. A sa mort (634), les musulmans contrôlent de nouveau toute la Péninsule.

LA CONQUÊTE DU CROISSANT FERTILE ET DE L'ÉGYPTE. L'expansion hors de la Péninsule date du califat d'Omar (634-644). Les Qoraïchites s'intéressent en priorité à la Syrie, déjà très arabisée. La conquête en est menée à bien de 634 à 638. Celle de l'ancienne Babylonie (que les Arabes appellent l'Irak) est

l'œuvre de groupes arabes non mecquois, qui battent l'armée sassanide à Qadisiyya en 636. La conquête de l'Égypte date du début des années 640. Les Égyptiens, ainsi dégagés des persécutions religieuses byzantines, n'offrent pas de résistance. Des villes (Koufa et Bassora en Irak, Fustat en Égypte), d'abord vastes campements, sont créées pour regrouper les combattants arabes, auxquels le califat verse une rémunération. Les propriétaires autochtones (pourvu qu'ils acquittent leurs impôts) restent en place, tandis que les terres abandonnées par les vaincus (aristocratie persane, autorités byzantines...) deviennent propriété collective de la communauté musulmane.

Sous le califat d'Othman (644-656), les conquêtes se poursuivent (Iran, Maghreb...) mais de graves tensions se font jour : entre les Arabes installés dans les pays conquis et les autorités de Médine, siège du califat, à propos de la répartition des recettes fiscales ; entre les premiers arrivés et ceux qui, venus de la Péninsule, continuent d'affluer dans le Croissant fertile et en Égypte. En 656, Othman est tué par des mécontents.

L'ÉCHEC D'ALI. Cousin et gendre de Mahomet, Ali succède à Othman, mais il n'a pas l'appui des Qoraïchites. Aussi transfère-t-il le califat à Koufa, où il espère trouver un soutien. A cet effet, il prône l'égalité de tous les musulmans et l'idée que le calife doit être avant tout un chef spirituel (imam). Les thèses développées par Ali auront des répercussions considérables. Dans l'immédiat, elles critiquent le régime mis en place par Othman et la transformation du calife en un souverain temporel préoccupé de collecter l'impôt. Ali

a pour adversaire Mu'awiyya, gouverneur de Damas, qui appartient au même clan mecquois qu'Othman (les Omeyyades) et demande le châtimement des meurtriers. De son côté, Ali exige de Mu'awiyya un serment d'allégeance.

En 657, les troupes irakiennes de l'un et les troupes syriennes de l'autre se font face dans la Djézireh. Ali accepte que la résolution du conflit soit confiée à deux arbitres. Dès lors, sa position ne cesse de s'affaiblir. Quand la sentence est rendue, Mu'awiyya demande le califat pour lui-même. Ali ayant été assassiné à Koufa en 661, son fils aîné Hassan renonce à lui succéder. Mu'awiyya devient aussitôt calife.

Les califats omeyyade et abbasside

Mu'awiyya et ses successeurs, avec pour capitale Damas, font du califat un régime monarchique au sein duquel l'élite arabe remplace les élites byzantines et sassanides. Ils ne cherchent pas à convertir les populations conquises (chez lesquelles, néanmoins, l'usage de la langue arabe progresse rapidement). Les Omeyyades doivent faire face à plusieurs révoltes en Irak. Hussein, second fils d'Ali, déclenche la première après la mort de Mu'awiyya en 680. Parti de Médine, il tente de rejoindre ses partisans à Koufa. Mais les troupes du nouveau calife omeyyade, Yazid, massacrent Hussein et ses proches à Karbala. (Le martyr de Hussein, symbole de la souffrance des faibles, jouera un rôle majeur dans le chi'isme.) A la fin du VII^e siècle, les Omeyyades placent l'Irak sous administration

directe. La province n'est pas acquise pour autant à leur cause.

LE CALIFAT ABBASSIDE. Dans les années 740, les Abbassides — une branche de la famille du Prophète distincte de celle des Omeyyades — reprennent à leur compte l'idée, héritée d'Ali, qu'il faut « refonder » le califat sur de nouveaux principes. Ils disposent d'appuis à Koufa et surtout dans le Khorassan. Or les Khorassanais, Arabes émigrés d'Irak et Iraniens convertis, aguerris par leurs luttes contre les Turcs, constituent une force militaire redoutable. En 749, ils sont maîtres de l'Irak. Un calife abbasside, al-Saffah, est aussitôt proclamé à Koufa. Le dernier calife omeyyade, Marwan II, meurt au combat l'année suivante.

Al-Mansour, successeur d'al-Saffah, entreprend en 762 la construction d'une nouvelle capitale, Bagdad. Sa population cosmopolite fera d'elle le creuset de la civilisation islamique et le lieu d'un bouillonnement politico-religieux auparavant typique de Koufa. Le califat abbasside prend l'allure d'un véritable empire : il met en place une bureaucratie centralisée, souvent dirigée par des Persans, et exerce un contrôle direct sur tout le Croissant fertile, l'Égypte et l'Iran occidental. Jusqu'à la fin du règne de Haroun al-Rachid (809), le califat connaît une ère d'exceptionnelle félicité.

Une guerre civile ayant déchiré le califat de 809 à 819, al-Mutasim, calife à partir de 833, décide d'asseoir son pouvoir sur une armée d'esclaves («mamelouks») turcs. Pour la loger, il fait construire une nouvelle capitale, Samarra. Les chefs militaires turcs y accèdent bientôt aux plus hauts postes, tout en restant,

à maints égards, coupés du reste de la société. Le système fonctionne tant que les Turcs ont la faveur du calife. Mais quand le calife al-Mutawakkil menace leurs moyens d'existence, le pire finit par arriver : les Turcs l'assassinent en 861. Dix années d'anarchie s'ensuivent.

A partir de 869, la révolte des Zandj, esclaves noirs originaires d'Afrique orientale travaillant sur des plantations de canne à sucre, ravage la région de Bassora. En Égypte, le gouverneur d'origine turque Ibn Tulun se rend quasi indépendant en 868. A l'ordre établi s'opposent en outre les chi'ites ismaéliens. A la fin du IX^e siècle, ils se scindent en deux camps : celui d'Obaïd Allah et celui des Qarmates. Obaïd Allah quitte la Syrie pour le Maghreb et y fonde la dynastie des califes fatimides, qui régnera sur l'Égypte à partir de 969. Les Qarmates font des prosélytes parmi les bédouins et, surtout, dans le Hasa (appelé Bahreïn à cette époque), d'où ils lancent des raids en direction de l'Égypte et de l'Irak. En 935, le calife ne contrôle plus que Bagdad (redevvenue capitale à la fin du IX^e siècle) et ses environs. Les luttes de clans, la ruine de l'économie irakienne, la débâcle financière et, pour finir, la guerre civile ont raison du régime. En 946, un chef militaire iranien, le Bouyide Ahmad ibn Bumayh, entre à Bagdad et se fait remettre par le calife les pleins pouvoirs.

Des Abbassides aux Ottomans

A l'époque où la puissance abbasside s'écroule, la majorité de la population du

LES ASSASSINS

En 1094, Nizar, fils d'un calife fatimide, est écarté de la succession au profit de son frère cadet. Ses partisans, les nizarites, se placent sous l'autorité d'un Persan, Hasan-i Sabbah, installé depuis 1090 à Alamout, forteresse à peu près inexpugnable dans l'ouest de l'Elbourz. Sous l'empire du haschich, les nizarites (dits *hachi-chiyyin*, d'où « Assassins ») pratiquent l'assassinat politique à grande échelle. Ils ont pour principales cibles les tenants du sunnisme, à commencer par les dignitaires des régimes seldjoukides. Les Assassins d'Iran finiront par se rendre au Mongol Hülegü en 1256. Ceux de Syrie se soumettront aux sultans mamelouks.

Les nizarites d'Iran ont essaimé en Inde. Nombreux dans la région de Bombay, ils sont aujourd'hui connus sous le nom de khodjas et ont à leur tête l'Agha Khan.

Croissant fertile et d'Égypte a adopté la langue arabe. En dehors de la péninsule Arabique, l'islam demeure en revanche minoritaire, sauf sans doute en Irak (où subsiste une forte proportion de nestoriens). En haute Mésopotamie et en Syrie, la population restera en grande partie chrétienne jusqu'au XIII^e siècle. En Égypte, l'islam ne deviendra majoritaire qu'au XI^e siècle. Pas plus que les Omeyyades, les Abbassides n'ont mené une politique de conversions.

Si le calife demeure le « commandeur des croyants », le pouvoir temporel appartient désormais à diverses dynasties dont les ambitions sont, pour l'essentiel, terre à terre. Elles s'appuient sur des corps de mercenaires, en général turcs, et/ou sur des forces recrutées parmi les populations périphériques : Berbères (les Fatimides), Iraniens du Daylem (les Bouyides), Kurdes, bédouins... A Bagdad,

des querelles opposent les Turcs, demeurés puissants, aux Daylemiens. Les premiers soutiennent les musulmans orthodoxes, dits sunnites, les seconds les chi'ites. La ville s'enfonce dans la pauvreté, tout en demeurant le centre d'une vie intellectuelle et religieuse intense. C'est là que prend corps, aux alentours de l'an mille, la doctrine du chi'isme duodécimain. C'est là aussi que le calife abbasside al-Qadir (991-1030) met à profit l'impuissance des Bouyides pour prendre la défense du sunnisme. Il condamne par décret le chi'isme et confirme que les premiers califes doivent être vénérés par les musulmans. La doctrine sunnite est codifiée en 1029.

LE CALIFAT FATIMIDE D'ÉGYPTE. L'ismaélien Obaïd Allah, avec le soutien de Berbères, s'empare en 909 de Kairouan et se fait proclamer calife. C'est l'origine de la dynastie fatimide, qui conquiert l'Égypte en 969 et y fonde une nouvelle capitale, Le Caire. Les Fatimides repoussent les attaques des Qarmates et s'emparent de Damas. L'émir de La Mecque reconnaît leur autorité. En revanche, dès la fin du X^e siècle, ils perdent le contrôle de leurs possessions du Maghreb. Les Fatimides ne cherchent guère à imposer l'ismaélisme : en Égypte, la population demeure pour partie sunnite, pour partie chrétienne.

C'est avant tout sa puissance économique qui distingue alors l'État fatimide des autres pays arabes. Les grands courants commerciaux ont abandonné le golfe Persique et l'Irak au profit de la mer Rouge et de l'Égypte. Le Caire tent à devenir la métropole du monde arabe. Comme le régime abbasside, toutefois, le régime fatimide souffre des luttes entre factions militaires : Ber-

bères, mamelouks, mercenaires noirs de Nubie. Au milieu du XI^e siècle, elles tournent à la guerre civile. Un mamelouk arménien, Badr al-Jamali, rétablit l'ordre et assume, à partir de 1074, la réalité du pouvoir. Le régime militaire durera jusqu'au siècle suivant.



TURCS SELDJOUKIDES, FRANCS ET MONGOLS. Les victoires que remporte contre les Bouyides Tughril Beg — Turc seldjoukide champion du sunnisme — incitent le calife al-Qaim (fils d'al-Qadir) à faire appel à lui. Entré dans Bagdad en 1055, Tughril Beg se voit conférer le titre de sultan. L'Irak appartient au sultanat des Grands Seldjoukides jusqu'au XII^e siècle puis, les derniers Seldjoukides ayant été expulsés de Bagdad en 1152, redevient une puissance notable sous le califat d'al-Nasir (1180-1225).

La première croisade atteint la Syrie en 1097. Les croisés (ou Francs) se taillent le long de la côte quatre États, dits « États latins ». La première réaction musulmane vient de Zangi, gouverneur turc de Mossoul et d'Alep. En 1044, il prend Édesse aux Francs, ce qui provoque la deuxième croisade. Son fils Nur al-Din et les Francs s'immiscent ensuite dans les affaires d'Égypte, dont le régime politique est en pleine décadence. Le Kurde Salah al-Din (ou Saladin), envoyé de Nur al-Din, s'y empare du pouvoir en 1169. Il s'approprie en outre la Syrie après la mort de Nur al-Din en 1174. Saladin peut ainsi reconquérir Jérusalem en 1187 et la conserver face à la troisième croisade, parvenue en Palestine en 1191. Les Ayyoubides, successeurs de Saladin, règnent sur l'Égypte jusqu'en 1250, sur la Syrie jusqu'en 1260.

Parmi les missions confiées à Hülegü, petit-fils de Gengis Khan, figure la destruction des Abbassides. En 1258, Hülegü met le siège devant Bagdad, qui refuse de se rendre. La ville est prise et une grande partie de sa population massacrée. Les Mongols font exécuter le calife et mettent fin au califat. Négligé par les Seldjoukides, l'Irak l'est encore plus

dans le cadre de l'Ilkhanat fondé par Hülegü. A partir de 1335, l'Irak passe aux mains du clan mongol des Djalaïrides, établis en Azerbaïdjan. Ils commettent l'erreur de défier Tamerlan : en 1401, Bagdad est à nouveau ravagée.

MAMELOUKS ET TURCOMANS. Au XIII^e siècle, les mamelouks turcs éliminent les Ayyoubides et prennent le pouvoir en Égypte puis en Syrie, dont ils refoulent les Mongols en 1260. Le fondateur de l'État mamelouk, Baïbars (1260-1277), installe au Caire un survivant de la famille abbasside, le fait proclamer calife et obtient de lui le titre de sultan. Les Mamelouks chassent les Francs de Palestine et de Syrie en 1291. L'Égypte est alors de nouveau

LA CASTE DES MAMELOUKS

L'idée de constituer des troupes d'élite avec des esclaves vient sans doute d'Asie centrale. Mais le terme d'esclave est pour partie trompeur car, s'il dit bien la condition, il ne dénote pas le statut social : l'esclave d'un souverain pouvait être général ou ministre. Les califes abbassides, à partir du IX^e siècle, et la plupart des souverains du Moyen-Orient après eux ont recouru à ce système. Dans l'Empire ottoman, le recrutement des Janissaires en est une variante.

L'originalité du sultanat mamelouk d'Égypte tient à ce qu'il a érigé le système en source de la légitimité du pouvoir. En principe, l'élite et le sultan lui-même devaient y être des esclaves ou d'anciens esclaves, d'origine étrangère ; étaient exclus du pouvoir tant les autochtones, égyptiens ou syriens, que les enfants des Mamelouks. Le recrutement s'est d'abord opéré dans les steppes contrôlées par la Horde d'Or (Turcs dits Kiptchak ou Coumans), puis chez les peuples du Caucase occidental, Circassiens et autres.

la puissance majeure du Proche-Orient. Mais le déclin du sultanat, amorcé au XIV^e siècle, s'accélère au milieu du siècle suivant. Or les Ottomans, qui progressent en Anatolie, menacent la Syrie. En 1516, la guerre éclate. Une partie des Mamelouks de Syrie passe à l'adversaire et convainc le sultan ottoman Selim 1^{er} de marcher sur l'Égypte. Le Caire tombe en 1517.

L'Irak, au XV^e siècle, passe aux mains des Turcomans Kara Koyunlu, puis des Ak Koyunlu. Les querelles entre Turcomans ajoutent aux dégâts causés par les Mongols et Tamerlan. En 1501, le Séfévide Chah Ismaïl supprime les Ak Koyunlu et décrète le chi'isme duodécimain religion officielle et obligatoire dans tout son empire (qui inclut l'Irak). Cela aggrave l'hostilité des Ottomans sunnites, principaux adversaires des Séfévides. Le premier affrontement, que ponctue la défaite de Chah Ismaïl à Tchaldiran en 1514, permet aux Ottomans d'annexer la Djézireh et Mossoul. Bagdad tombe en 1534 au cours d'une autre campagne, puis Bassora en 1546. En 1555, le traité d'Amasya entérine les conquêtes ottomanes.

Les provinces arabes de l'Empire ottoman

Les Ottomans découpent le Proche-Orient arabe en provinces administrées chacune par un gouverneur portant le titre de pacha. Le découpage reste pour l'essentiel le même jusqu'au XIX^e siècle : Hasa (littoral de l'Arabie orientale), Bassora, Bagdad, Mossoul, Alep, Damas, Tripoli, Saïda, Égypte. Dans la péninsule Arabique, la souveraineté otto-

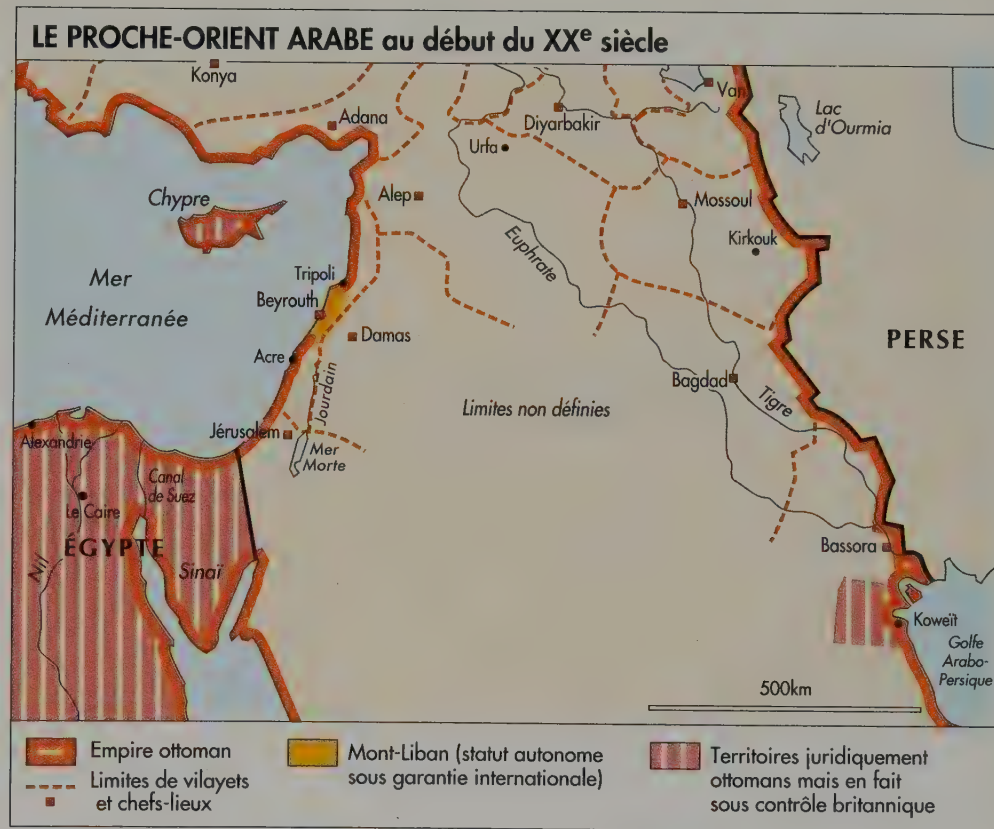
mane ne s'exerce que de façon nominale ou intermittente. Solide au lendemain des conquêtes, le pouvoir ottoman tend aux XVII^e et XVIII^e siècles à s'effriter au profit de celui d'autorités locales diverses qui, sans remettre en cause la suprématie du sultan, acquièrent une grande autonomie. Au XIX^e siècle, l'Égypte deviendra quasi indépendante. Dans le Croissant fertile, en revanche, les Ottomans reprendront efficacement la situation en main.

LES PACHAS DE BAGDAD. En cas de conflit, c'est en Irak que l'Empire perse exerce une pression sur les Ottomans : Bagdad est occupée de 1623 à 1638, assiégée en 1733 ; Bassora occupée de 1775 à 1779. Au XVIII^e siècle, les gouverneurs de Bagdad en tirent parti pour acquérir une grande autonomie. Ils recrutent des mamelouks, originaires de Géorgie, qui finissent par les évincer. A partir de 1750, des gouverneurs mamelouks géorgiens se succèdent à Bagdad à peu près sans interruption. Le dernier d'entre eux, Daoud (1817-1831), engage l'Irak dans une politique d'indépendance inspirée de celle que Mehemet Ali mène en Égypte. Mais en 1831 une intervention militaire rétablit l'autorité ottomane dans la région.

Au XIX^e siècle, la société irakienne, éloignée des influences extérieures, n'évolue guère. Les élites turques et caucasiennes en place demeurent privilégiées. La seule communauté non musulmane influente est celle des Juifs qui, actifs dans le commerce et la finance, se tiennent à l'écart des questions politiques. Les autorités chi'ites se cantonnent dans une opposition strictement religieuse au sunnisme des Ottomans.

L'ÉGYPTE DE MEHEMET ALI. En 1798, Bonaparte débarque en Égypte, y défait les Mamelouks (demeurés puissants sous le régime ottoman) et regagne la France l'année suivante. En 1802, les Français restés sur place sont battus par un corps expéditionnaire britannique (qui quittera le pays dès 1803) et une armée ottomane composée surtout d'Albanais, avec à leur tête Mehemet Ali (lui-même albanais). S'étant fait reconnaître pacha par la Porte en 1807, Mehemet Ali brise en 1809-1812 la puissance des Mamelouks et devient le maître de l'Égypte. Il entreprend aussitôt de réorganiser le pays, en s'appuyant sur des militaires recrutés dans l'Empire ottoman et le Caucase (les « Turco-Circassiens »).

Les campagnes militaires conduites par Mehemet Ali et son fils Ibrahim ont d'abord lieu en accord avec la Porte. Il en est ainsi dans le Hedjaz (1811-1813) puis dans le Nedjd (défaite des Wahhabites en 1818). Si la conquête du Soudan (1820-1826) relève d'une initiative égyptienne, c'est aux côtés des Ottomans que, dans les années 1820, Ibrahim intervient en Crète puis en Grèce. La destruction de la flotte turco-égyptienne à Navarin en 1827 contraint toutefois Ibrahim à quitter la Grèce. Or le sultan, qui avait promis à Mehemet Ali le gouvernorat de Damas, change d'avis. Ibrahim envahit la Syrie et bat les Ottomans à Konya en 1832. La Russie s'étant portée au secours du sultan, Mehemet Ali se satisfait de conserver la Syrie et la Crète, tout en restant, nominalement, dans le système ottoman. Les hostilités éclatent de nouveau en 1839, à l'initiative des Ottomans. Victorieux, les Égyptiens doivent néanmoins s'incliner devant la volonté des puissances européennes, qui refusent un démembrement



brement de l'Empire ottoman. Mehemet Ali abandonne la Syrie et la Crète et devient pacha héréditaire de la seule Égypte.

L'ÉGYPTE SOUS TUTELLE BRITANNIQUE. Après Mehemet Ali, mort en 1849, la modernisation se poursuit. Le canal de Suez est inauguré en 1869. Il est propriété de la Compagnie universelle du canal de Suez, fondée par le Français Ferdinand de Lesseps. Le

petit-fils de Mehemet Ali, Ismaïl, cherche à se détacher de l'Empire ottoman. Moyennant le paiement d'un tribut doublé, il obtient le titre de khédivé et divers attributs de souveraineté qui font de l'Égypte un pays quasi indépendant. Ces dépenses, jointes à d'autres, conduisent cependant l'Égypte à s'endetter lourdement. En 1874, Ismaïl vend les parts égyptiennes du canal au gouvernement britannique (qui en devient ainsi le principal

actionnaire), mais le déficit subsiste. Deux ans plus tard, la « Caisse de la dette » (essentiellement franco-britannique) prend en charge les finances de l'Égypte.

La situation semblait s'améliorer quand éclate en 1881, sous la conduite d'Ahmad Orabi, une mutinerie d'officiers menacés par le programme d'austérité. Il s'agit d'officiers égyptiens arabes (et non turco-circassiens). Le mouvement se montre hostile à la fois au khédive, aux privilèges des Turco-Circassiens et à l'emprise économique des étrangers (Européens mais aussi Syriens chrétiens et Grecs). En 1882, à Alexandrie, il tourne à l'émeute contre les infidèles. Les Français s'étant désistés, les Britanniques procèdent seuls à une intervention militaire.

Bien que tel ne fût pas l'objectif, la présence britannique se transforme en occupation permanente. Émerge alors peu à peu un nationalisme égyptien que favorisent l'essor de la presse en langue arabe et le brassage d'idées qui en résulte. Mais des contradictions subsistent. L'instauration d'une monarchie constitutionnelle, avec l'appui des Britanniques, ne séduit qu'une partie de l'élite. Les Turco-Circassiens jouent la carte ottomane. Les coptes défendent un patriotisme strictement égyptien qui les mettrait à l'abri de l'islamisme. Quant à la grande majorité de la population, elle souhaite avant tout que l'Égypte demeure un État musulman.

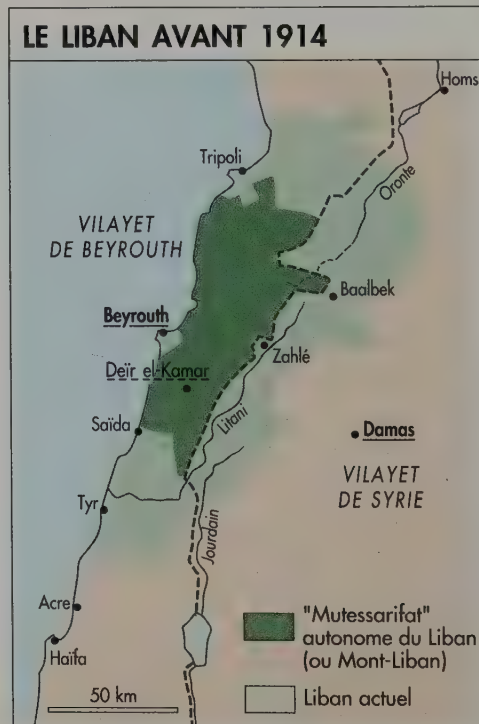
LA SYRIE. La domination des Égyptiens suscite des tensions entre communautés, certaines prenant leur parti, d'autres — les sunnites en particulier — celui des Ottomans. Les consuls européens engagent ensuite des luttes d'influence. Les Français défendent les

chrétiens liés à Rome, maronites et autres ; les Russes s'intéressent aux orthodoxes ; les Britanniques aux druzes.

Les conflits les plus graves opposent, au début des années 1840, les druzes aux maronites. Les autorités ottomanes instituent en 1846, dans le cadre de la province de Saïda, deux postes de vice-gouverneur : l'un chargé des maronites, l'autre des druzes. Sur le terrain, toutefois, le partage n'est guère possible. De graves troubles ayant éclaté, les chefs druzes mettent les maronites en déroute en 1860. Les Ottomans rétablissent l'ordre peu avant que ne débarque un corps expéditionnaire français. En 1861, un nouveau système est mis en place. La région du Mont-Liban (dont Beyrouth est exclue) bénéficie d'un statut autonome sous garantie internationale. Elle est placée sous l'autorité d'un gouverneur chrétien (sujet ottoman non libanais) assisté d'un conseil élu.

LES PRÉMICES DU NATIONALISME ARABE. On les discerne en Syrie à la fin du XIX^e siècle. Les revendications portent sur le service militaire — que l'on voudrait affecter au seul maintien de l'ordre en Syrie même — et sur l'usage officiel de la langue arabe, plutôt que du turc. Musulmans et chrétiens s'accordent sur ces points, qui visent à aménager l'Empire ottoman, non à le quitter. Toutefois, dans certaines communautés chrétiennes, l'arabisme prend un tour particulier. Chez les orthodoxes, il accompagne une remise en cause du haut clergé, jusqu'alors de langue grecque. Chez les maronites, l'idée fait son chemin d'un Liban potentiellement indépendant que seule une identité arabe — à défaut d'unité confessionnelle — pourrait souder. D'une

façon générale, un nombre croissant de chrétiens voit dans l'arabisme un moyen de dépasser les clivages religieux. Mais d'autres craignent qu'il ne reste inextricablement lié à l'islam et préfèrent miser sur la sécularisation d'un Empire ottoman au sein duquel chaque communauté, dotée d'institutions représentatives, jouirait librement de ses droits. Les musulmans de Syrie, comme ceux d'Égypte, font en dernier ressort passer la défense de l'islam avant le reste. C'est de la Première Guerre mondiale que naîtra, en définitive, le nationalisme arabe.



LE PROCHE-ORIENT ARABE DE 1914 À 1948

La Première Guerre mondiale

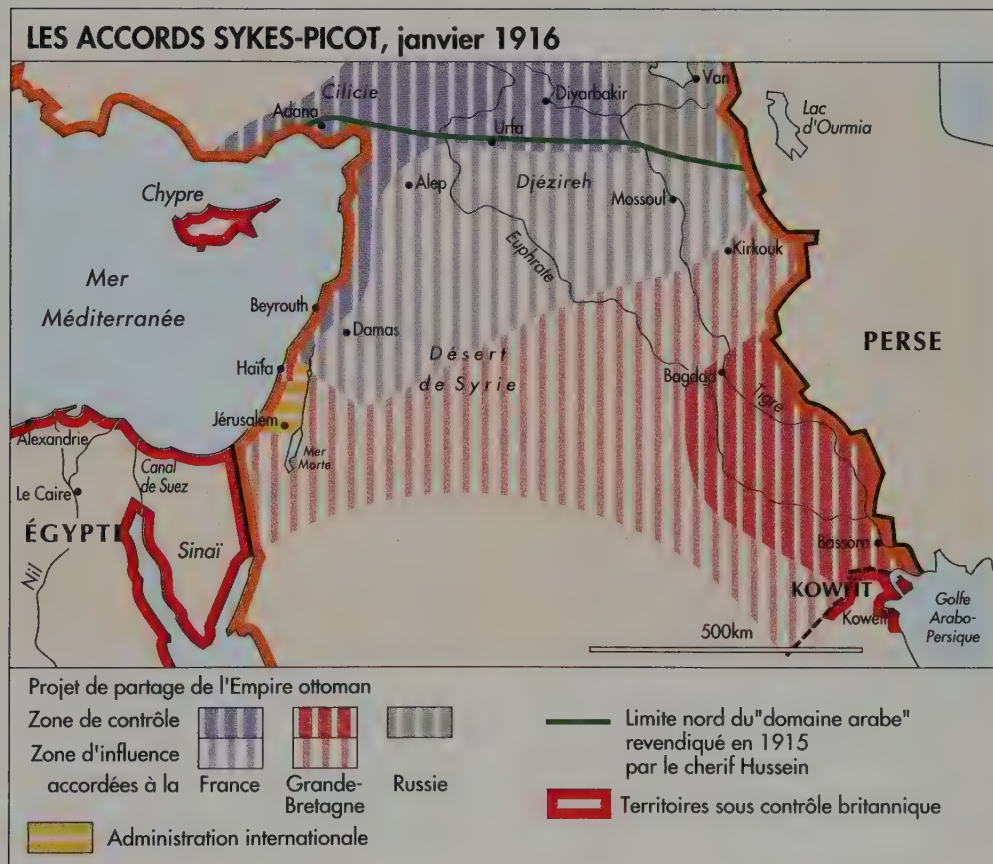
L'Empire ottoman entre en guerre contre la Russie et ses alliées, la Grande-Bretagne et la France, au début de novembre 1914. Le khédivé ayant appelé au soulèvement contre les autorités britanniques, celles-ci ripostent en instaurant, le 18 décembre, un protectorat sur l'Égypte. En novembre 1914, les Britanniques ont pris Bassora, opération décidée avant l'entrée en guerre des Ottomans. Ils vont ensuite se rapprocher de Bagdad. La basse Mésopotamie mise à part, le Croissant fertile reste cependant à l'écart des opérations jusqu'en 1917.

VERS UN DÉPEÇAGE DE L'EMPIRE OTTOMAN.
La Grande-Bretagne ayant offert aux Russes

le contrôle des Détroits, l'idée d'un partage de l'Empire ottoman fait son chemin. En 1915, la France revendique officiellement la Syrie, Cilicie et Palestine comprises. La Grande-Bretagne veut annexer la région de Bassora, à laquelle tient l'empire des Indes. Elle souhaite aussi instituer un califat arabe à la place de celui exercé par le sultan otto-

man. Cela s'accompagnerait de l'instauration, dans la péninsule Arabique et le Croissant fertile, d'États arabes « clients » de la Grande-Bretagne.

Les autorités britanniques du Caire défendent le projet de califat arabe. Un échange de correspondance s'établit entre sir Henry Mac Mahon, haut-commissaire en



Égypte, et le *cherif* de La Mecque, Hussein. Influencé par ses fils, celui-ci demande en 1915 le califat et l'indépendance de tous les pays arabes. Tout en émettant des réserves, au demeurant ambiguës, Mac Mahon ne dit pas non. Mais il faut s'entendre avec la France. Signés le 3 janvier 1916, les accords dits Sykes-Picot (les deux principaux négociateurs) prévoient dans le Croissant fertile deux types de zones : de contrôle direct et d'influence. La zone de contrôle française couvrirait le littoral de la Syrie et du Liban ; la zone de contrôle britannique la basse Mésopotamie. La Palestine serait « neutralisée sous le contrôle d'une administration internationale ». La question clé est celle des zones d'influence (française au nord, britannique au sud), car leur statut ne préjuge pas l'organisation politique des territoires arabes qui seraient soumis auxdites influences. En bref, les Britanniques peuvent considérer que les accords Sykes-Picot laissent la porte ouverte à leur projet de royaume(s) arabe(s).

LES ANNÉES 1917-1918. Les Britanniques prennent Bagdad en mars 1917 mais sont repoussés à Gaza. Durant l'été, des forces arabes commandées par un fils de Hussein, Faysal, opèrent dans le sud de l'actuelle Jordanie contre les Ottomans. En décembre, les Britanniques sont à Jérusalem. Entre-temps, le ministre britannique des Affaires étrangères, Arthur Balfour, s'est déclaré favorable à la création en Palestine d'un « foyer national » (*national home*) pour les Juifs, sous réserve que cela ne contrevienne en rien aux droits des populations autochtones. C'est la « déclaration Balfour » (2 novembre 1917). Les opérations décisives, en Syrie, débutent en septembre

1918. Le 1^{er} octobre, les forces britanniques permettent à Faysal d'entrer dans Damas à la tête de troupes arabes. Un mois plus tard, l'ensemble de la Syrie est sous contrôle britannique. Après l'armistice signé avec les Ottomans (30 octobre 1918), les Britanniques continuent d'avancer : ils prennent à l'ouest Alexandrette et Adana, à l'est Mossoul.

Le partage du Croissant fertile

L'ÉCHEC DU PROJET DE GRANDE SYRIE. A la fin de 1918, les Britanniques ne concèdent à la France que l'administration du littoral syro-libanais. La Syrie intérieure est confiée à Faysal, installé à Damas. En Irak et en Palestine, les Britanniques sont seuls maîtres du terrain.

A la conférence de la Paix, réunie à Paris en 1919, les maronites demandent un Liban indépendant, le cas échéant sous protection de la France. En revanche, les musulmans syriens, voire les chrétiens non catholiques,

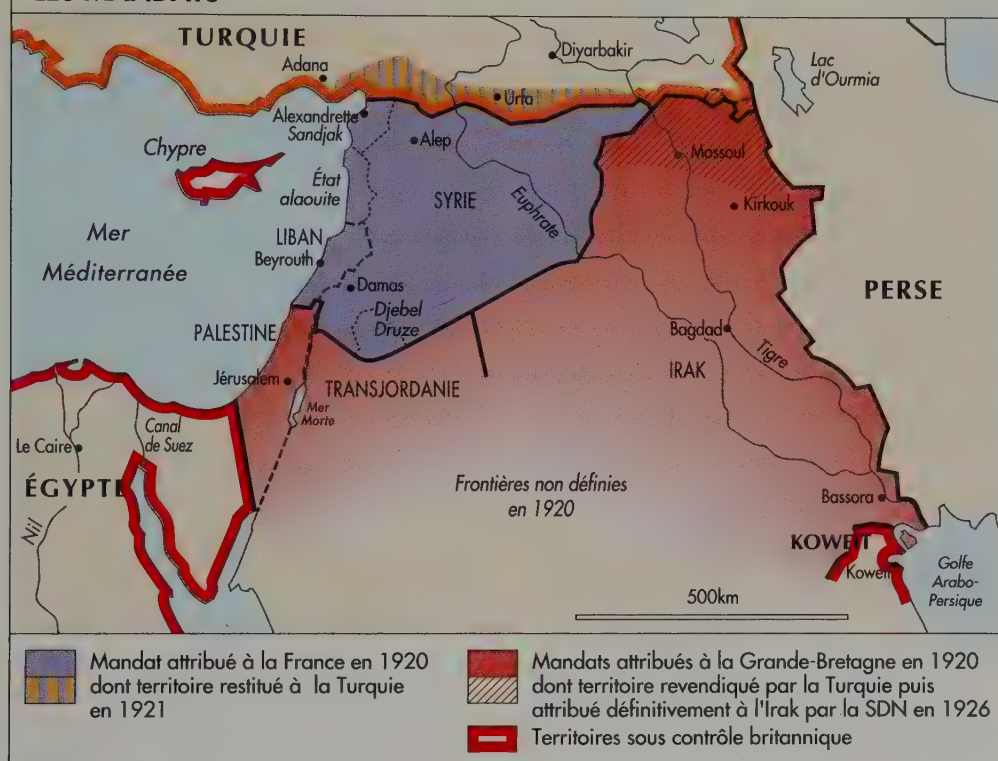
LE SYSTÈME DES MANDATS

Il a été imaginé à la fin de la Première Guerre mondiale pour éviter que les vainqueurs ne donnent l'impression d'étendre leurs empires coloniaux. Le partage des ex-colonies allemandes et des provinces arabes de l'ex-Empire ottoman ayant été opéré, la SDN (Société des nations) attribue à chaque puissance mandataire, pour chaque territoire, un « mandat » qui définit la politique à mener. La SDN reçoit chaque année un rapport. Les pays arabes font l'objet de « mandats A », ce qui signifie que la puissance mandataire a pour mission de les conduire à l'indépendance. Aucun délai n'est toutefois fixé.

s'opposent à la France dont ils craignent qu'elle favorise les seuls maronites. Par la voix de Faysal, ils demandent un État arabe indépendant du Taurus au Sinaï. Un Congrès général syrien, qui comprend aussi des représentants du Liban et de Palestine, se réunit en juin à Damas. Les Britanniques finissent toutefois par s'accorder avec les Français : en novembre 1919, leurs troupes évacuent les zones syro-libanaises que les accords Sykes-Picot avaient attribuées à la France. Faysal accepte de traiter avec cette dernière, mais le Congrès général syrien, en mars 1920, proclame un royaume uni de Syrie et lui en offre la couronne. Or le mois suivant, la France et la Grande-Bretagne décident de la répartition des mandats : Syrie et Liban pour l'une, Palestine et Irak pour l'autre. C'est la fin du projet de Grande Syrie. En juillet, les forces françaises défont les Syriens. Faysal se réfugie en Palestine.

LES MANDATS BRITANNIQUES. En Palestine, les éléments pro-sionistes de l'administration britannique poussent leurs pions avec succès. et mettent eux-mêmes au point les termes du mandat en 1920. Ils obtiennent que la France cède la Galilée et le haut bassin du Jourdain, comme le souhaitent les sionistes. La Transjordanie, cependant, leur échappe. Administrée par Faysal jusqu'à la mi-1920, elle devient ensuite *res nullius*. Or Abdallah, frère de Faysal, s'y installe en novembre 1920 avec l'intention d'intervenir en Syrie. Contre l'avis des sionistes, qui voulaient incorporer la rive gauche du Jourdain dans la Palestine, les Britanniques saisissent l'occasion et, en mars 1921, nomment Abdallah gouverneur de Transjordanie.

LES MANDATS



Les Britanniques, au départ, n'avaient pas de visées précises sur la haute Mésopotamie, comme en témoigne l'attribution de Mossoul à la France par les accords Sykes-Picot. L'idée d'un Irak s'étendant au nord de Bagdad (et que le pétrole de Mossoul rendrait économiquement viable) s'est forgée au cours de la guerre. Mais se pose alors la question des Kurdes, majoritaires dans le nord et opposés à une incorporation dans un État arabe

(voir page 127). Les Turcs, pour leur part, revendiquent Mossoul jusqu'à ce qu'en 1924 la SDN l'attribue définitivement à l'Irak.

En juillet 1920 éclate en Irak une révolte qui, en premier lieu tribale, prend une dimension nationaliste (chez certains sunnites) et religieuse (chez les chi'ites). Aussi les Britanniques décident-ils de substituer à l'administration directe, d'abord envisagée, un régime arabe. Faysal, choisi comme roi d'Irak en

mars 1921, monte sur le trône en août. Les Britanniques, cependant, refusent l'abrogation du mandat.

Syrie et Liban sous mandat français

En 1920-1921, la France a institué une confédération de cinq États : Damas, Alep (y compris Alexandrette), État alaouite, Djebel druze, Liban. Ce dernier n'est pas un « Petit Liban », équivalent au Mont-Liban d'avant la guerre, mais un « Grand Liban » incluant Tripoli, la Békaa et le sud jusqu'à la Palestine, comme le réclamaient certains maronites. En 1921, la France cède à la Turquie des territoires initialement incorporés dans le mandat et s'engage à donner au sandjak d'Alexandrette un statut autonome. Les termes du mandat, approuvés par la SDN en 1922, font référence à la Syrie et au Liban, qui sera bientôt détaché de l'ensemble.

LA SYRIE. S'il donne satisfaction à certaines minorités, le morcellement du pays mécontente les musulmans sunnites majoritaires. Aussi est-il décidé, en 1924, de fusionner les États de Damas et d'Alep. L'année suivante éclate la révolte druze, mouvement local qui, en gagnant Damas, prend un tour nationaliste. Les autorités françaises font bombarder la ville puis ramènent le calme en 1926-1927. Une assemblée constituante est élue en 1928 mais le projet de Constitution, élaboré par les nationalistes sunnites, proclame « une et indivisible » la Syrie (y compris le Liban, la Palestine et la Transjordanie) et ôte tout pouvoir à la France. En conséquence, le gouverne-

ment français promulgue lui-même une Constitution en 1930, en dépit de l'opposition des nationalistes.

Deux événements dominent l'année 1936 : une grève générale en Syrie, qui prend de court les nationalistes eux-mêmes ; l'avènement du Front populaire en France. Les temps sont mûrs pour signer un traité, en vertu duquel la France reconnaît le principe de l'indépendance de la Syrie. En contrepartie, les Syriens renoncent au Liban, acceptent que les alaouites, les druzes et Alexandrette conservent un statut d'autonomie et accordent à la France, pour une durée de vingt-cinq ans, des privilèges militaires et économiques. Le traité de 1936 ne sera toutefois pas ratifié. En outre, parce qu'elle recherche l'alliance de la Turquie, la France cède en 1939 à celle-ci le sandjak d'Alexandrette, au grand dam des nationalistes syriens.

LE LIBAN. La nouvelle configuration territoriale fait chuter la prépondérance des chré-

LE SANDJAK D'ALEXANDRETTE

En vertu de l'accord franco-turc de 1921, le sandjak d'Alexandrette bénéficiait d'un statut autonome. Sa population était hétérogène : 40 % de Turcs, 30 % d'Arabes alaouites, 20 % de chrétiens (Arméniens pour moitié), 10 % d'Arabes sunnites. Le traité franco-syrien de 1936 ayant ouvert la perspective d'une Syrie indépendante, les Turcs ont demandé le rattachement du sandjak à la Turquie. En 1938, la France a accepté un condominium franco-turc sur le sandjak et a fini par le céder l'année suivante. Cinquante mille Arméniens, alaouites et Arabes sunnites se sont alors réfugiés en Syrie.

La République syrienne n'a pas reconnu la cession et revendique toujours le sandjak.

tiens : très majoritaires dans le Mont-Liban d'avant 1914, ils ne sont plus, dans le Grand Liban, que 55 % en 1921 et 51 % en 1932, date du dernier recensement. Les maronites forment alors le tiers de la population totale. La Constitution de 1926 officialise un système en vertu duquel chaque communauté confessionnelle doit être représentée équitablement à la Chambre des députés. En pratique, les maronites dominent la vie politique et les Beyrouthins (de toutes confessions) la vie économique. A l'intérieur du pays, le régime suscite la réticence des orthodoxes, des druzes et des chi'ites tandis que les sunnites réclament le rattachement à la Syrie. Le traité franco-libanais signé en 1936, similaire au traité franco-syrien, ne sera pas ratifié non plus.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET L'INDÉPENDANCE. En 1940, la Syrie et le Liban passent sous l'autorité de Vichy. L'année suivante, des troupes britanniques et un contingent de Forces françaises libres prennent le contrôle des deux pays. Les nouvelles autorités françaises promettent l'indépendance à terme tandis que les dirigeants syriens et libanais la veulent immédiatement. La crise éclate après la victoire des nationalistes aux élections de 1943. Le Parlement libanais ayant éliminé de la Constitution les articles garantissant les intérêts de la France, le délégué général français fait arrêter plusieurs membres du gouvernement. La pression britannique oblige néanmoins la France à céder, comme elle l'obligera à nouveau en 1945, après de graves incidents au Liban et en Syrie. En 1946, les troupes françaises et britanniques s'en vont et les deux pays accèdent à l'indépendance.

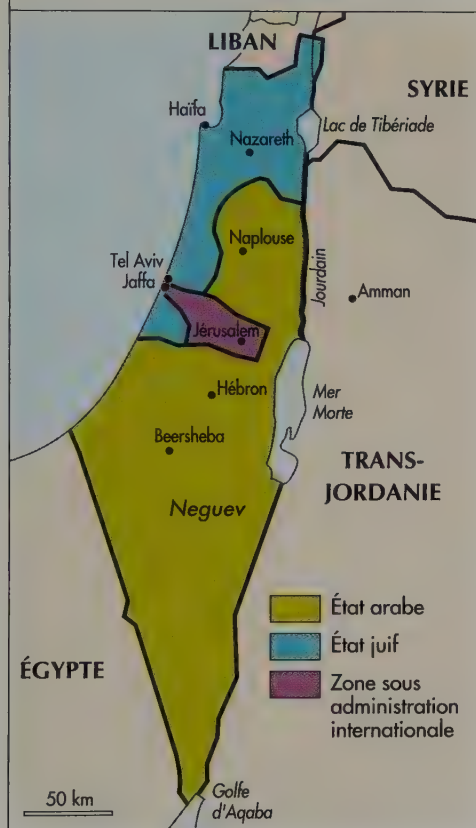
La Palestine et la Transjordanie

JUIFS ET ARABES EN PALESTINE. En 1919, sur un total de 750 000 habitants en Palestine, on recense moins de 70 000 Juifs ; en 1936, ils sont 400 000 ; en 1947, 600 000 sur un total de près de 2 000 000. Cet accroissement résulte de l'immigration (voir page 85). Protégée par les dispositions du mandat, la communauté juive s'administre elle-même. Elle a son système d'enseignement, sa structure économique, sa milice, la *Hagana*, qui deviendra une véritable armée. Les Juifs, dans leur majorité, s'installent dans les villes. Mais les autorités juives ont aussi comme politique d'acquérir des terres. Après 1936, quand la partition se profile à l'horizon, ces acquisitions prennent un caractère stratégique : il s'agit de répartir les implantations juives en Palestine de telle sorte qu'elles préfigurent le territoire à conserver.

Les Arabes de Palestine se répartissent en musulmans, surtout sunnites, et chrétiens (12 %) relevant de diverses Églises. Dans l'entre-deux-guerres, plus des deux tiers d'entre eux sont des paysans. Deux clans de notables dominent la vie politique. Les Husseïnis détiennent le poste de mufti de Jérusalem, dont les Britanniques ont renforcé les pouvoirs vis-à-vis de la communauté musulmane, et jouent volontiers la carte du panarabisme. Leurs rivaux les Nashashibis finiront par traiter avec Abdallah, émir de Transjordanie. Tous s'opposent au sionisme et réclament l'indépendance.

LA POLITIQUE BRITANNIQUE. Elle est d'abord conforme aux termes du mandat,

LE PLAN DE PARTAGE DE 1937



autrement dit favorable au programme sioniste. En dépit d'affrontements entre Juifs et Arabes, les Britanniques refusent de limiter l'immigration ou les achats de terres. En 1936, une grève générale dans la population arabe, suivie d'émeutes, pousse la Grande-Bretagne à reconsidérer sa position. L'année suivante, la commission Peel conclut qu'il faut parta-

ger la Palestine en trois : État arabe, État juif, zone internationale. Le gouvernement britannique accepte ces conclusions, les sionistes aussi (avec des réserves quant aux dimensions de l'État juif) ; les Arabes les rejettent. Aussitôt, les émeutes reprennent et tournent à la révolte générale. Les Britanniques ne parviennent à rétablir le calme qu'en 1939. Pour ne pas s'aliéner les pays arabes à l'orée de la Seconde Guerre mondiale, ils élaborent alors un nouveau dispositif : indépendance de la Palestine (non partagée) au bout de dix ans ; instauration immédiate du *self-government* ; limitation de l'immigration juive pendant cinq ans puis veto arabe à cet égard ensuite. Les sionistes s'y opposent et, ce qui est plus surprenant, les Arabes aussi.

L'extermination des Juifs par les nazis bouleverse l'opinion publique en Europe et aux États-Unis et place la Grande-Bretagne en porte à faux. En Palestine, les Juifs attaquent, à partir de 1945, les forces britanniques. Le président Truman, en 1946, opte pour la partition. L'année suivante, la Grande-Bretagne porte la question devant l'ONU et celle-ci, à son tour, adopte un plan de partition, le mandat britannique devant prendre fin en mai 1948. Les pays arabes rejettent le plan. Dès novembre 1947, le conflit éclate entre les Juifs et les Arabes de Palestine.

LA TRANSJORDANIE. Abdallah, devenu émir de Transjordanie, doit en 1924 accepter un contrôle britannique sur les affaires financières et militaires de son pays. L'appui de la Grande-Bretagne lui permet, après la conquête du Hedjaz par Ibn Saoud en 1926, de conserver Maan et Aqaba que ce dernier revendiquait. Les Britanniques mettent sur

pied l'*Arab Legion*, force d'abord modeste qui, en 1948, saura se montrer redoutable. Dès les années 1930, Abdallah tourne ses regards vers la Palestine, quitte à négocier avec les sionistes et à favoriser une partition. Un traité avec la Grande-Bretagne reconnaît en 1946 l'indépendance de la Transjordanie, tout en maintenant une présence militaire britannique (atténuée en 1948). Abdallah prend le titre de roi.

L'Irak hachémite

En vertu du traité anglo-irakien de 1922, la Grande-Bretagne contrôle la politique extérieure et militaire de l'Irak et ses finances. Mais elle cherche bientôt à se désengager : un nouveau traité, en 1930, lui assure deux bases militaires et l'Irak accède à l'indépendance en 1932.

Dès les années 1920, le pouvoir est en Irak concentré aux mains du souverain hachémite et d'une petite classe dirigeante faite d'officiers de l'ex-armée ottomane (tel Nouri al-Saïd), de grands propriétaires terriens et de chefs tribaux. Tous sont sunnites. Les chi'ites, peu représentés dans l'appareil d'État, ne constituent pas une véritable force d'opposition. Moins dociles sont les nomades arabes — maîtrisés dans les années 1930 — et les Kurdes, qui continueront à défier l'État irakien (voir page 129).

Les opérations de maintien de l'ordre renforcent l'armée irakienne. Elle a pu se développer assez tôt, les Britanniques ayant décidé de ne laisser en Irak, comme force militaire, que la Royal Air Force. L'armée intervient dans la vie politique à partir de 1936. Un groupe de quatre colonels (le « Carré d'or »)

joue bientôt un rôle éminent. En avril 1941, il participe au coup d'État qui permet à Rachid Ali d'engager des négociations avec l'Allemagne. Dès le mois suivant, les Britanniques reprennent le contrôle du pays.

Le royaume d'Égypte

En novembre 1918, Londres refuse de recevoir une délégation (*wafd*) d'hommes politiques égyptiens. Deux mois d'émeutes s'ensuivent. Les autorités britanniques, ayant rétabli l'ordre, concluent qu'il faut mettre un terme au protectorat. Toutefois, les tractations avec les Égyptiens n'aboutissent pas et, en 1922, la Grande-Bretagne prend une décision unilatérale. Elle admet l'indépendance de l'Égypte, tout en réservant quatre points (sécurité du canal de Suez, politique extérieure et de défense, protection des droits des étrangers, statut du Soudan) qui devront être réglés par un traité à négocier.

La Constitution de 1923 fait de l'Égypte un royaume doté d'un régime parlementaire. En pratique, l'histoire politique du pays, jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se résume en une lutte d'influence entre le roi (Fouad jusqu'en 1936, Farouk ensuite), la bourgeoisie nationaliste, que représente notamment le parti du Wafd, et les autorités britanniques, toujours puissantes.

Le traité avec la Grande-Bretagne est signé en 1936, ce qui permet à l'Égypte d'accéder à l'indépendance. Il contient deux dispositions valables pour vingt ans : une alliance entre les deux pays ; l'occupation de la zone du canal par des forces britanniques. La question du Soudan demeure en suspens.

LE

PROCHE-ORIENT

DEPUIS 1948

Plusieurs conflits marquent l'histoire du Proche-Orient depuis 1948. Le plus fondamental oppose les pays arabes à Israël, mais il n'est pas le seul et ne saurait tout expliquer. Le jeu des grandes puissances ne fournit pas non plus toutes les clés : bien que leurs interventions aient pu modifier les rapports de forces, elles ont souvent fait suite à des initiatives prises par les États du Proche-Orient eux-mêmes, et en particulier les cinq puissances régionales : Égypte, Syrie, Irak, Arabie saoudite, Israël.

L'aspiration à l'unité du monde arabe, si elle répond à un profond sentiment populaire, n'en reste pas moins un phénomène complexe. Par la force des choses, elle s'associe à l'idée plus large d'unité de l'islam. Mais ce faisant, elle entre en conflit avec la thèse d'un panarabisme apte à surmonter les clivages confessionnels. Les États — structures en place en 1945 — ont arbitré ces tensions chacun à sa façon. Seul l'État libanais s'est effondré. Les autres n'ont cessé de renforcer leur appareil. La « nation arabe » reste le cadre de référence, mais la réalité du pouvoir appartient aux États.

Les conflits

LA PREMIÈRE GUERRE ISRAËLO-ARABE.

Ayant refusé le plan de partage adopté par l'ONU en 1947, l'Égypte, la Transjordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban se préparent à la guerre. L'attitude de la Transjordanie — qui veut, contre l'avis des autres, annexer la rive droite du Jourdain — nuit cependant à la coordination des efforts. La guerre commence aussitôt après la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai 1948 et se termine en janvier 1949. Les Israéliens prennent la ville neuve de Jérusalem, l'ouest de la Galilée (attribué par l'ONU à l'État arabe) et le Néguev, dont ils refoulent les Égyptiens. Ces derniers conservent le contrôle de Gaza. Les Transjordaniens tiennent une grande partie de la Palestine centrale (Cisjordanie) et la vieille ville de Jérusalem. Les armistices de 1949 établissent au pourtour d'Israël des lignes de cessez-le-feu, qui ne sont pas juridiquement des frontières.

LA LIGUE ARABE

Fondée en 1945 par l'Égypte, l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie, le Liban, la Transjordanie et le Yémen, la Ligue arabe est une organisation internationale qui comprend aujourd'hui vingt États membres. L'OLP y siège avec un statut particulier. Tous les États qui ont l'arabe comme langue principale en font partie (voir la carte page 47). Ont également adhéré deux États musulmans non arabes : Djibouti et la Somalie.

L'Égypte, après avoir signé un traité de paix avec Israël, a été exclue de la Ligue en 1979. Elle en est redevenue membre en 1989.

Au cours de la guerre, 750 000 Arabes ont quitté les territoires contrôlés par Israël : c'est l'origine des réfugiés palestiniens. En 1950, Abdallah obtient la fusion de la Transjordanie et de la Cisjordanie, qui deviennent la Jordanie. Il meurt assassiné l'année suivante.

LA CRISE DE SUEZ. En 1952, un coup d'État militaire en Égypte débouche sur la proclamation de la république. Gamal Abdel Nasser, devenu président en 1954, parvient à un accord avec la Grande-Bretagne quant à l'évacuation de la zone du canal. Simultanément, l'Égypte exerce une pression militaire sur Israël, en particulier dans le détroit de Tiran, dont le blocus deviendra total en 1955. A l'instigation des Britanniques, l'Irak et la Turquie signent en février 1955 le pacte de Bagdad, auquel adhéreront bientôt la Grande-Bretagne elle-même, le Pakistan et l'Iran (et, indirectement, les États-Unis). Nasser y voit une entreprise de division du monde arabe et se fait le champion du neutralisme. En août, Israël, qui a reçu des armes de la France, frappe à son tour à Gaza. Le mois suivant, l'Égypte obtient de l'URSS la fourniture d'armes tchécoslovaques. Les États-Unis annoncent néanmoins qu'ils financeront la construction du barrage d'Assouan, mais les relations de Nasser avec l'Occident ne cessent de s'envenimer. En mars 1956, il obtient que la Jordanie s'aligne sur sa position et non sur celle de l'Irak et, simultanément, il refuse de cesser de soutenir la rébellion en Algérie.

Les États-Unis ayant finalement renoncé à financer le barrage d'Assouan, Nasser décide, le 26 juillet 1956, de nationaliser la Compagnie du canal de Suez, dont les revenus financeront le barrage. Les États-Unis

LE PLAN DE PARTAGE DE L'ONU, 1947



penchent pour la négociation, mais la France et la Grande-Bretagne, en accord avec Israël, préparent une expédition. Le scénario en est le suivant : Israël attaquera l'Égypte ; la Grande-Bretagne et la France demanderont l'arrêt des combats ; Israël acceptera, l'Égypte refusera ; la Grande-Bretagne et la France s'interposeront et occuperont la zone du canal. L'opération se déroule comme prévu à partir du 31 octobre, sauf qu'une très forte pression américaine et soviétique contraint les forces franco-britanniques à accepter un cessez-le-feu le 6 novembre, puis à évacuer les lieux le mois suivant. L'Égypte conserve le contrôle du canal. Israël n'est pas non plus perdant : une force des Nations unies assure désormais le calme le long de sa frontière avec l'Égypte et garantit le libre passage dans le détroit de Tiran.

LE PROCHE-ORIENT ARABE DE 1956 À 1967. Après 1956, parmi les puissances extérieures, seuls comptent l'URSS et les États-Unis. La première s'est engagée dans le monde arabe en 1955 pour contrer le pacte de Bagdad. Les seconds s'y engagent pour contrer les initiatives soviétiques. En 1957, la « doctrine Eisenhower » promet une assistance économique et militaire aux pays « menacés par le communisme international ». Israël obtient dès lors un appui croissant des États-Unis.

Le jeu devient ensuite complexe. Le roi Hussein de Jordanie dénonce en 1957 le traité de 1946 avec la Grande-Bretagne mais obtient le soutien des États-Unis. En février 1958, la Syrie (qui bénéficie de la fourniture d'armes soviétiques) fusionne avec l'Égypte pour former la République arabe unie (RAU). Aussitôt se forme une union entre les deux

ISRAËL ET SES VOISINS de 1948 à 1967



royaumes hachémites d'Irak et de Jordanie. En juillet, toutefois, une révolution renverse la monarchie en Irak, qui dénonce le pacte de Bagdad. Au même moment, les Américains interviennent au Liban. La Syrie quitte la RAU en 1961 mais conserve ses liens avec l'URSS. L'année suivante, l'Égypte s'engage dans la guerre civile qui vient d'éclater au Yémen entre républicains et royalistes, ces derniers soutenus par l'Arabie saoudite.

LA GUERRE DES SIX JOURS. La tension entre les États arabes et Israël monte dans les années 1960. Sont en première ligne l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en 1964, et la Syrie, qui tente d'empêcher Israël d'utiliser les eaux du haut Jourdain pour irriguer le Néguev. En mai 1967, Nasser décide d'agir : il décrète la mobilisation générale ; la force des Nations unies se retire ; le détroit de Tiran est à nouveau bloqué. La Jordanie s'allie à l'Égypte. Le 5 juin, Israël détruit au sol les forces aériennes de ses trois voisins. Dans les cinq jours suivants, ses armées conquièrent le Golan, la Cisjordanie et tout le Sinaï jusqu'au canal de Suez, bloqué à son tour.

En novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 qui pose les principes d'un règlement en vue d'une paix durable : évacuation par Israël des territoires occupés ; respect de la souveraineté de tous les États de la région, à l'intérieur de frontières reconnues ; juste solution du problème des réfugiés. Israël, l'Égypte, la Jordanie et le Liban acceptent la résolution (quitte à interpréter différemment les dispositions relatives aux frontières et aux réfugiés). La Syrie et l'OLP la rejettent.

A la suite de la victoire d'Israël, l'Égypte doit se retirer du Yémen. Son budget et celui de la Syrie deviennent tributaires de subsides versés par l'Arabie saoudite, qui joue ainsi un rôle croissant. L'URSS, cependant, n'a d'autre choix que de réarmer l'Égypte et la Syrie et la course aux armements reprend.

LES INITIATIVES ÉGYPTIENNES. Anouar al-Sadate, qui a succédé à Nasser (mort en 1970), souhaite traiter avec Israël mais veut d'abord un succès militaire arabe, fût-il limité. C'est le but de l'opération lancée conjointement par l'Égypte et la Syrie le 6 octobre 1973, dite guerre d'Octobre ou guerre de Kippour. Au bout de quelques jours, les Israéliens reprennent le dessus sur les deux fronts — Golan et canal de Suez — mais leur réputation d'invincibilité n'en est pas moins entamée.

Sous l'égide des États-Unis, un accord partiel est conclu entre l'Égypte et Israël qui, en 1975, évacue la rive orientale du canal. Une conférence internationale s'ouvre à Genève en octobre 1977. L'initiative décisive revient toutefois à Sadate : le mois suivant, il se rend à Jérusalem et entame avec Israël des négociations. Elles aboutiront aux accords de Camp David en 1978 puis à un traité de paix entre l'Égypte et Israël signé le 26 mars 1979. Aussitôt exclue de la Ligue arabe, l'Égypte se trouve très isolée mais elle reprend possession du Sinaï.

LA GUERRE AU LIBAN. Après la guerre des Six Jours, l'OLP intensifie ses raids contre Israël, notamment au départ du territoire jordanien. La Jordanie ayant expulsé les forces armées palestiniennes en 1970-1971, l'OLP se regroupe au Liban. L'État libanais lui-même est en

ISRAËL ET SES VOISINS après la guerre des Six Jours



Territoires occupés par Israël
à partir de 1967

Jérusalem-Est, annexée
par Israël en 1967 *

Golan, annexé en 1981 *

Cisjordanie et Gaza

Sinaï, évacué par étapes
de 1974 à 1979

"Zone de sécurité"
établie par Israël
au Liban à partir
de 1978

Avance extrême de
l'armée israélienne
au Liban en 1982

* annexions non reconnues par la communauté internationale

crise au point qu'en 1975 y éclate une guerre civile, à laquelle les Palestiniens participent. A partir de l'année suivante, l'armée syrienne intervient, avec l'assentiment d'autres États arabes. L'OLP lance néanmoins des raids en territoire israélien. Dégagé de ses soucis du côté de l'Égypte, Israël intervient à son tour en 1978 dans le sud du Liban, puis engage en 1982 une opération plus ambitieuse visant à détruire les forces militaires de l'OLP et à installer à Beyrouth un gouvernement bien disposé. Ni l'un ni l'autre de ces objectifs n'est vraiment atteint, encore que les forces palestiniennes soient très affaiblies. L'armée israélienne quitte par étapes le Liban mais conserve, après 1985, le contrôle de la zone sud délimitée en 1978. La guerre civile au Liban ne prendra fin qu'en 1990-1991.

LES GUERRES DÉCLENCHÉES PAR L'IRAK.

Saddam Hussein engage en 1980 une guerre contre la République islamique d'Iran, guerre qu'il imaginait courte mais qui durera jusqu'en 1988 et se soldera par un retour au *statu quo ante*. Dans le conflit, l'Irak bénéficie du soutien financier de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe et du soutien politique de la plupart des pays arabes, dont l'Égypte. Seules la Syrie et la Libye prennent parti pour l'Iran. Quant aux puissances extérieures (la France, puis l'URSS et enfin les États-Unis), elles optent aussi pour Bagdad.

En août 1990, Saddam Hussein décide d'envahir et d'annexer un pays membre de la Ligue arabe, le Koweït. Dans l'ensemble, les réactions des pays arabes sont hostiles. Seule l'OLP apporte son soutien à l'Irak, tandis que le régime jordanien louvoie. Dans la coalition qui se forme contre l'agresseur,

LES CHRÉTIENS

DANS LE PROCHE-ORIENT ARABE

Il s'agit, pour l'essentiel, de communautés dont les ancêtres étaient chrétiens avant l'invasion arabe, ne se sont pas convertis à l'islam mais ont néanmoins adopté la langue du Prophète (et se considèrent donc comme arabes). Certaines de ces communautés sont indépendantes ; d'autres se rattachent à l'Église orthodoxe ; d'autres encore à l'Église catholique, sans avoir pour autant abandonné leurs rites traditionnels.

La plus importante communauté indépendante est en Égypte celle des coptes (voir page 74). L'Église jacobite, de rite syrien occidental (ou syriaque) et qui se nomme elle-même « syrienne orthodoxe », compte environ 150 000 fidèles, en majorité en Syrie. L'Église assyrienne, de rite syrien oriental et demeurée nestorienne, en compte quelque 50 000, répartis entre l'Irak et la Syrie (voir page 72).

Les orthodoxes, de rite byzantin, sont souvent dits « grecs » orthodoxes, alors qu'ils sont de langue arabe. On les connaît aussi sous le nom de melkites. Leur nombre s'élève, au début des années 1990, à 800 000 environ, dont plus de 300 000 au Liban, autant en Syrie, des groupes moins importants existant en Jordanie, en Israël, en Égypte. L'Église melkite orthodoxe est organisée en trois patriarchats : Antioche, Jérusalem et Alexandrie. Comme les musulmans, les melkites orthodoxes, volontiers nationalistes arabes, ont soutenu le projet de « Grande Syrie » et combattu la scission entre la Syrie et le Liban.

Les maronites sont liés à l'Église catholique depuis l'époque des croisades (voir page 69). Les autres Églises autochtones se sont, au fil des siècles, scindées en deux branches dont l'une reconnaît l'autorité du pape. Les melkites catholiques (400 000 environ) se répartissent entre le Liban, la Syrie, Israël et la Jordanie. Les chaldéens (à l'origine nestoriens) sont concentrés en Irak (voir page 72). Il existe aussi une Église syriaque catholique (de rite syrien occidental) et une Église copte catholique. Elles ont l'une et l'autre environ 100 000 fidèles.

dirigée par les États-Unis sous l'égide de l'ONU, ne figurent cependant — outre l'Arabie saoudite et ses alliés du Conseil de coopération du Golfe — que trois États arabes : l'Égypte, la Syrie et le Maroc. La guerre du Golfe se solde, en février 1991, par la déroute de l'armée irakienne, mais Saddam Hussein reste au pouvoir.

Les Palestiniens

On estime à 4,5 millions (en 1990) le nombre total de Palestiniens, entendus au sens large (Arabes vivant en Palestine en 1947 et leurs descendants). Plus de deux millions d'entre eux ont le statut de réfugiés et bénéficient à ce titre de l'aide de l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency*), créée en 1950. Les réfugiés se répartissent entre les Territoires occupés (37 %), la Jordanie (38 %), la Syrie (12 %) et le Liban (13 %) (situation en 1987). Les non-réfugiés sont, en majorité, des Palestiniens restés sur place, soit en Israël même (où ils ont la nationalité israélienne), soit dans les Territoires occupés (Cisjordanie et Gaza). Ils sont recensés par les autorités israéliennes. Le nombre des autres Palestiniens non

LES ARABES D'ISRAËL

Les Palestiniens qui n'ont pas fui Israël en 1948 étaient en 1991 (avec leurs descendants) au nombre de 750 000 environ. Ils ont la nationalité israélienne, le droit de vote et un système d'enseignement en arabe (langue officielle en Israël, à côté de l'hébreu). Ils forment néanmoins une population à part, qui n'est pas enrôlée dans l'armée et se trouve, économiquement et socialement, marginalisée.

réfugiés est en revanche mal connu. Certains sont fondus dans la population locale, en Jordanie notamment. D'autres forment une diaspora. Au total (réfugiés et non-réfugiés), la moitié des Palestiniens de souche vit encore dans ce qui était, jusqu'en 1948, la Palestine sous mandat britannique.

LA QUESTION PALESTINIENNE DE 1948 À 1967.

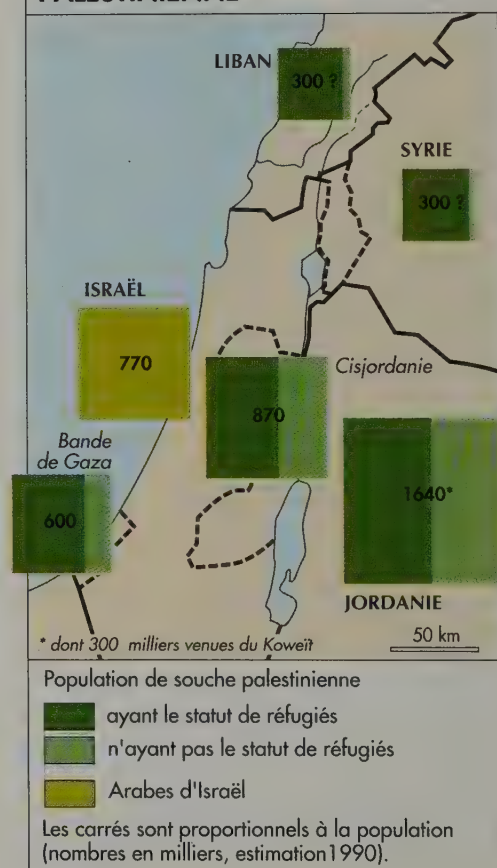
Les pays arabes voisins adoptent, vis-à-vis des Palestiniens, des politiques diverses. L'Égypte cantonne les réfugiés dans le district de Gaza (placé sous son administration) afin d'y maintenir un embryon d'État palestinien. Il en résulte aujourd'hui une surpopulation du district : 1 650 habitants au kilomètre carré. La Jordanie considère d'emblée tous les Palestiniens comme jordaniens, ce qui entraîne une fusion partielle des populations transjordanienne et palestinienne, sans pour autant mettre fin au statut de réfugiés de nombreux Palestiniens installés en Jordanie. La Syrie et le Liban acceptent la présence de camps de réfugiés sur leur territoire mais ne procèdent pour ainsi dire pas à des naturalisations.

Avant 1967, l'idée prévaut dans les pays arabes d'une défaite militaire d'Israël, d'un retour des Palestiniens dans leur pays d'origine et d'une expulsion des Juifs. C'est ce qu'exprime la charte de l'Organisation de libération de la Palestine, fondée en 1964 à l'initiative de l'Égypte : l'État palestinien doit correspondre à la Palestine du mandat dans son entier et seuls les Juifs installés en Palestine avant « l'invasion sioniste » sont reconnus comme palestiniens. L'OLP, à l'époque, n'est guère active. En revanche, le Fath, fondé au Koweït en 1950 et que dirige Yasser Arafat, entreprend à partir de 1965 des opérations de

guérilla contre Israël, avec le soutien de la Syrie. Cela va contribuer au déclenchement de la guerre des Six Jours.

L'OLP DEPUIS 1967. Après la guerre des Six Jours, le Fath se replie sur la Jordanie et

LA POPULATION DE SOUCHE PALESTINIENNE



prend le pouvoir au sein de l'OLP, dont Yasser Arafat devient président en 1969. Le Fath prône à la fois la lutte armée contre Israël et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes d'accueil. C'est une position difficile à tenir car les attaques contre Israël entraînent des représailles. En outre, d'autres groupes palestiniens, tel le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), dirigé par Georges Habache, adoptent des thèses révolutionnaires, allant jusqu'à appeler au renversement du roi Hussein. Le « Septembre noir » des Palestiniens survient quand, en 1970, l'armée jordanienne se retourne contre eux. Dans les mois suivants, tous les combattants palestiniens survivants sont expulsés du pays.

L'OLP installe son quartier général au Liban. Après la guerre de Kippour (1973), l'idée d'un État palestinien limité à la Cisjordanie et à Gaza fait son chemin au sein du Fath. Cela permet à l'OLP d'être reconnue, par les pays arabes et par l'ONU, comme seule représentante légitime du peuple palestinien. Certains groupes palestiniens, toutefois, s'opposent à une telle révision des objectifs et forment le « Front du refus ». En interférant dans la vie politique libanaise, les Palestiniens contribuent au déclenchement de la guerre civile en 1975. Refoulés par les Syriens en 1976, ils s'implantent solidement dans le sud du Liban. Mais en 1982, l'armée israélienne oblige une partie des forces palestiniennes à quitter le pays. L'OLP s'installe à Tunis. Les Palestiniens restés sur place se divisent en deux camps, l'un favorable à la Syrie; l'autre à Yasser Arafat. Ils ne jouent plus dès lors, dans la guerre civile libanaise, qu'un rôle secondaire, d'autant qu'à partir de 1987 l'armée syrienne revient en force au Liban.

LA QUESTION PALESTINIENNE AUJOURD'HUI. En 1988, l'OLP déclare rejeter le terrorisme international, accepte la résolution 242 (adoptée par le Conseil de sécurité en 1967) — ce qui revient à reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël — et proclame un État palestinien « en exil ». Le phénomène le plus décisif a toutefois pour théâtre les Territoires occupés eux-mêmes : c'est l'*intifada*, déclenchée à la fin de 1987. Les Palestiniens de l'intérieur affrontent les forces de sécurité israélienne et se livrent à diverses formes de désobéissance civile systématique. La politique répressive mise en œuvre par Israël parvient à contenir le mouvement, sans en venir à bout. Il apparaît ainsi clairement qu'un sentiment national palestinien puissant existe en Palestine même.

Sous l'égide des États-Unis (et, initialement, de l'Union soviétique), une conférence de paix au Proche-Orient a tenu sa séance inaugurale à Madrid le 30 octobre 1991. Les négociations se déroulent depuis lors à Washington entre, d'une part, Israël, d'autre part, trois délégations arabes qui négocient séparément : libanaise, syrienne et jordano-palestinienne. Officiellement, l'OLP ne participe pas aux négociations, mais chacun sait que les délégués palestiniens lui sont affiliés.

La Jordanie

Talal, fils d'Abdallah, ayant été écarté du trône pour raisons de santé, le petit-fils, Hussein, devient roi de Jordanie en 1953. Le royaume se trouve alors dans la situation paradoxale de ne pas reconnaître d'identité palestinienne (les Palestiniens résidant en Jor-

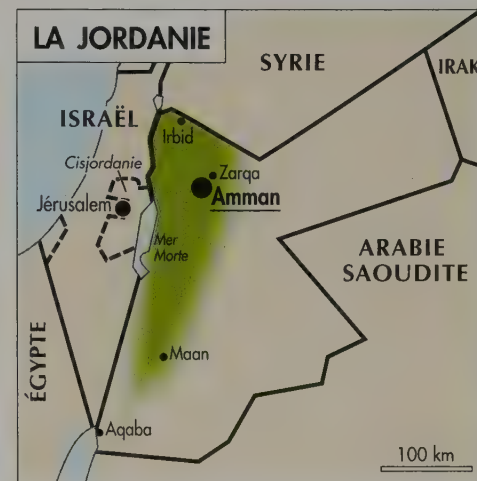
danie sont considérés comme sujets jordaniens) tout en abritant quelque 400 000 personnes qui, originaires des territoires conquis par Israël, ont le statut de réfugiés.

JORDANIE
Royaume hachémite
de Jordanie



Population (estimation 1991) 3 500 000
Superficie 89 200 km²
Capitale Amman

La population est en quasi-totalité de langue arabe et, pour moitié environ, de souche palestinienne. Les musulmans sunnites sont les plus nombreux (plus de 80 % de la population totale). Une partie (10 % à 15 %) de la population d'origine palestinienne appartient aux diverses Églises chrétiennes d'Orient.



En 1955, la Grande-Bretagne souhaite que la Jordanie adhère au pacte de Bagdad. Cela suscite une vive opposition intérieure, soutenue par l'Égypte, à laquelle Hussein commence par céder. En 1956, il renvoie Glubb Pacha (officier britannique qui était toujours à la tête de la Légion arabe) et passe un accord militaire avec l'Égypte. Après la crise de Suez, il dénonce le traité anglo-jordanien. C'est par un coup d'État, en avril 1957, que Hussein reprend tous les pouvoirs. Il bénéficie désormais de l'appui des États-Unis. La création de la République arabe unie incite la Jordanie à se fédérer avec l'Irak, mais la révolution qui éclate dans ce pays en juillet 1958 met fin au projet. Isolée, la monarchie jordanienne se montre alors plus conciliante envers sa population de souche palestinienne et voit sa légitimité s'affirmer en Cisjordanie.

REPLI SUR LA TRANSJORDANIE. La guerre des Six Jours bouleverse la situation. Privée de la Cisjordanie, la Jordanie se retrouve dans ses limites d'avant 1948, tout en devant accueillir 350 000 réfugiés supplémentaires. Les relations entre Hussein et l'OLP — véritable État dans l'État — se détériorent jusqu'à ce qu'en 1970-1971 l'armée jordanienne expulse les forces militaires palestiniennes.

Les liens avec la population de Cisjordanie se distendent peu à peu. En 1974, les pays arabes reconnaissent l'OLP comme seule instance représentative du peuple palestinien. L'*intifada* montre ensuite que la population des Territoires occupés par Israël forme un corps politique autonome. En juillet 1988, Hussein annonce officiellement qu'il rompt les « liens administratifs et juridiques unissant la Jordanie et la Cisjordanie ».

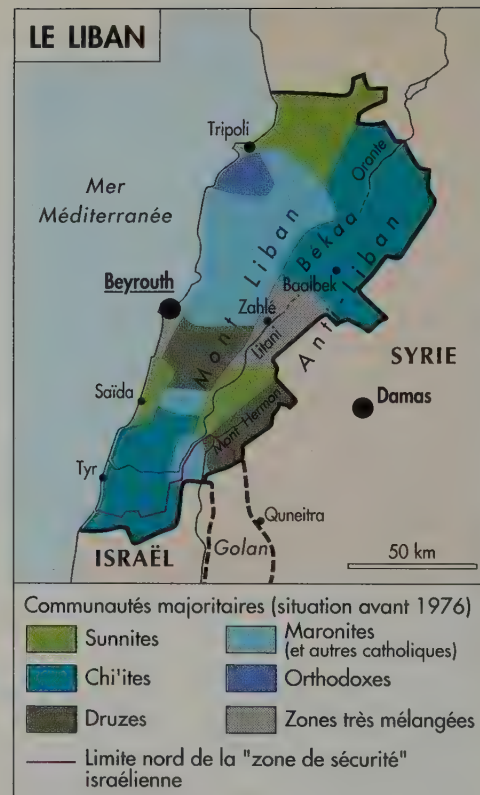
La guerre du Golfe (1991) est une catastrophe économique pour la Jordanie, dont l'Irak était le principal client et le principal fournisseur. Elle doit en outre accueillir les plus de 300 000 Palestiniens qui ont fui le Koweït envahi.

Le Liban

LE LIBAN DU « PACTE NATIONAL ». Pour former un front uni face à la France, les dirigeants libanais — chrétiens et musulmans — ont passé en 1943 un accord politique (non écrit) dit « Pacte national ». En vertu de celui-ci, les sièges à la Chambre des députés et les postes de l'État doivent être répartis entre chrétiens et musulmans dans un rapport de six à cinq. Le président de la République doit être maronite, le Premier ministre sunnite, le président de la Chambre chi'ite, etc.

Le système fonctionne bien jusqu'en 1958, dans la mesure où l'appareil d'État demeure modeste, sans grands enjeux de pouvoirs. Le Liban est en effet, à l'époque, le paradis de l'initiative privée dans tous les domaines. Mais un double danger le guette. Le recul de l'agriculture pousse vers Beyrouth une masse de ruraux pauvres (chi'ites notamment) dont l'État se désintéresse. La forte natalité chez les chi'ites modifie en faveur des musulmans la répartition démographique sur laquelle s'appuie le Pacte national (répartition du reste officiellement inconnue depuis 1932, date du dernier recensement).

La crise de 1958 oppose au président Camille Chamoun, favorable à la « doctrine Eisenhower » (voir page 63), divers dirigeants



musulmans qui s'appuient sur le prolétariat urbain et se réclament du panarabisme. Des émeutes suscitent en juillet un débarquement américain, après quoi un compromis entre les Libanais eux-mêmes ramène le calme.

Le président Fouad Chehab (1958-1964) parvient à maintenir les équilibres mais, après lui, deux hommes prennent un grand ascendant : Kamal Joublatt, le chef des druzes, et le maronite Pierre Gemayel, chef des Phalanges libanaises, mouvement populiste fondé

en 1936. Après la guerre des Six Jours, Joumblatt fonde le Mouvement national libanais (MNL), qualifié de progressiste. La situation s'aggrave quand, en 1970-1971, les forces palestiniennes expulsées de Jordanie s'installent dans le sud du Liban. L'armée libanaise ne peut intervenir car les dirigeants musulmans s'y opposent.

LA GUERRE CIVILE. Elle éclate en avril 1975 entre les Phalanges et les Palestiniens, rejoints par le MNL, et devient à l'automne extrêmement violente. Au début de 1976, le président syrien Hafez al-Assad propose de modifier le Pacte national de telle sorte que musulmans et chrétiens soient à égalité. Joumblatt refuse en exigeant la fin de tout confessionnalisme.

LIBAN

République libanaise



Population (estimation 1991) 2 760 000
Superficie 10 450 km²
Capitale Beyrouth

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (estimation)

Arabes 95 %
Arméniens 3 %

RELIGIONS

La répartition était en 1975 approximativement la suivante :

Musulmans chi'ites 30 %
Musulmans sunnites 20 %
Druzes moins de 10 %
Maronites 25 %
Autres chrétiens 15 %

En mai, l'armée syrienne entre au Liban. En octobre, la Syrie obtient des Palestiniens et du MNL un cessez-le-feu. Elle obtient aussi l'assentiment des autres États arabes quant à son intervention militaire.

L'État libanais conserve un président (élu en 1976) et un Parlement (élu en 1972) mais, pour le reste, n'existe plus. L'armée s'est volatilisée. Les maronites, regroupés dans les Forces libanaises, tiennent Beyrouth-Est et le nord du Mont-Liban. Le sud du Mont-Liban est aux mains des druzes. Des musulmans (divisés après l'assassinat de Joumblatt en 1977) dominent à Beyrouth-Ouest. Les Palestiniens se répartissent plus au sud. Les Syriens contrôlent la plaine de la Békaa. En 1978 s'y ajoutent les Israéliens, qui atteignent le Litani. Une force de l'ONU prend position dans le sud du pays, mais les Israéliens interposent entre elle et eux une « zone de sécurité », confiée à la milice du Libanais (melkite catholique) Saad Haddad.

L'INVASION ISRAËLIENNE. Dans le camp chrétien, Béchir Gemayel, fils de Pierre, impose son autorité. S'étant heurté en 1981 aux Syriens, il recherche l'appui d'Israël. L'année suivante, les Israéliens lancent une grande offensive. Les forces syriennes se replient, tandis qu'à Beyrouth-Ouest les musulmans et les Palestiniens résistent durement. En août, une force multinationale (sur-tout américaine et française) prend pied dans la capitale. Mais Béchir Gemayel, qui vient d'être élu président, tombe victime d'un attentat en septembre. C'est alors qu'avec l'assentiment au moins tacite des Israéliens, les milices chrétiennes massacrent plus de trois mille civils palestiniens dans les camps de

LES MARONITES

Les origines de l'Église maronite remontent à l'anachorète saint Maron, mort au début du V^e siècle aux environs d'Antioche. La communauté maronite se constitue dans l'opposition aux jacobites puis dans la résistance aux envahisseurs perses sassanides et arabes. Au début du VIII^e siècle, elle élit un patriarche et gagne la région du Mont-Liban. À l'époque des croisades, les maronites (à la différence des melkites et des jacobites) reconnaissent l'autorité du pape. Les liens entre l'Église maronite et l'Église catholique ne cessent de se renforcer à partir du XVI^e siècle.

Les maronites, simultanément, bénéficient de la protection de la France et tissent avec elle des liens économiques. Une bourgeoisie d'affaires maronite s'installe à Beyrouth et à Tripoli, aux côtés des bourgeoisies sunnite et orthodoxe déjà en place. Soutenue par les Français, la communauté maronite tend à devenir la plus puissante de la région, ce qui explique la réaction violente des druzes — jadis dominants — en 1860. L'autonomie du Mont-Liban donne ensuite satisfaction aux maronites. En revanche, l'institution du « Grand Liban », au début des années 1920, a toujours été considérée par une partie des maronites comme un cadeau empoisonné.

L'émigration des maronites, en France et ailleurs, a commencé dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Elle s'est accélérée au cours de la guerre civile.

Sabra et Chatila, à Beyrouth-Ouest. Le nouveau président, Amin Gemayel, frère de Béchir, signe en 1983 un traité de paix avec Israël, dont les forces se replient à la hauteur de Saïda. Il ne peut toutefois affirmer son autorité dans le pays. La force multinationale s'étant retirée, il doit se rapprocher des Syriens et abroger le traité en 1984. L'année suivante, les forces israéliennes évacuent le

Liban, tout en maintenant dans la « zone de sécurité » une milice libanaise agissant pour leur compte, l'Armée du Liban-Sud (ALS).

LA SECONDE PHASE DE LA GUERRE CIVILE. Les chi'ites libanais jouent un rôle croissant. Leur principale organisation, Amal, bien implantée dans le sud du pays, se renforce dans la lutte contre l'occupation israélienne de 1982 à 1985. Amal demande une réforme profonde des institutions libanaises et le maintien de liens étroits avec la Syrie. Mais dès 1982 apparaît une organisation chi'ite rivale, le Hezbollah, financée par l'Iran et qui réclame l'instauration d'une république islamique.

Dans les années qui suivent, plusieurs projets de réforme du système politique libanais échouent. Simultanément, les milices s'affrontent tour à tour (Amal contre druzes, Amal contre Hezbollah...) ou sont la proie de luttes intestines (maronites en particulier). En 1988, le Parlement ne parvient pas à élire un successeur à Amin Gemayel, dont le mandat arrive à expiration. Ce dernier nomme alors Premier ministre un chrétien, le général Michel Aoun, mais le Premier ministre en exercice, sunnite comme il est de règle, refuse de se retirer. Il a le soutien de la Syrie (dont l'armée est revenue en force au Liban en 1987), tandis que M. Aoun obtient l'appui de l'Irak, qui lui fournit des armes. Une guerre violente oppose les uns aux autres à Beyrouth en 1988-1989. En octobre 1989, cependant, les pays arabes parviennent à réunir à Taëf, en Arabie saoudite, les membres survivants du Parlement libanais élu en 1972. Une révision du Pacte national est décidée, à savoir la parité entre chrétiens et musulmans.

M. Aoun s'y oppose mais, après août 1990, l'Irak, qui a envahi le Koweït, n'est plus en mesure de le soutenir. En octobre, M. Aoun se réfugie à l'ambassade de France.

Avec l'approbation des États-Unis, les Syriens favorisent aussitôt, en application de l'accord de Taëf, la remise sur pied d'un État libanais et d'une armée libanaise qui, en septembre 1991, parvient à désarmer la plupart des milices. La loi électorale adoptée en juillet 1992 sous la pression de la Syrie suscite une vive opposition. Les élections qui ont néanmoins lieu le mois suivant sont boycottées par une grande partie des chrétiens.

La Syrie

Les notables sunnites de Damas et d'Alep qui ont conduit la Syrie à l'indépendance en 1946 ne parviennent pas à instaurer un gouvernement efficace. Aussi l'armée va-t-elle jouer un

SYRIE
République arabe
syrienne



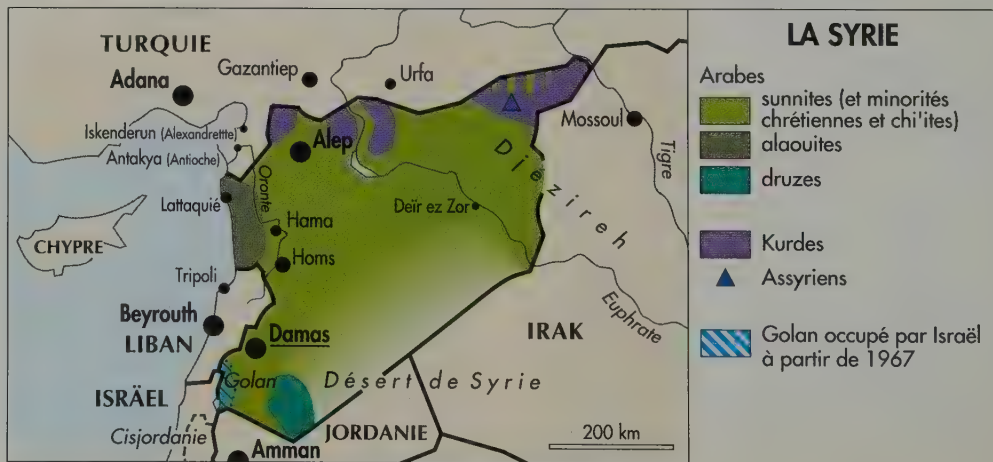
Population (estimation 1991) 12 560 000
Superficie 185 200 km²
Capitale Damas

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (estimations)

Arabes 11 200 000
Kurdes 780 000
Arméniens 110 000

RELIGIONS (estimation)

Musulmans sunnites 72 %
Musulmans chi'ites 2 %
Alaouites 12 %
Druzes 3 %
Chrétiens 10 %
dont orthodoxes 4 %



rôle politique. Elle a pour origine les « Troupes spéciales », instituées par la France aux côtés de l'Armée (française) du Levant. Les Troupes spéciales étaient en grande partie recrutées parmi les minorités : druzes, ismaéliens et surtout alaouites. A la fin des années 1940, l'armée syrienne conserve cette particularité. Trois coups d'État militaires, en 1949, finissent par porter au pouvoir le colonel Chi-

LES DRUZES

Tous de langue arabe, ils sont aujourd'hui répartis entre la Syrie (350 000 environ), le Liban (moins de 300 000), Israël (35 000) et la Jordanie (10 000). La secte, que les musulmans considèrent comme hérétique, a pour origine une scission de l'ismaélisme survenue au XI^e siècle et liée au calife fatimide al-Hakim (et au prédicateur al-Darazi, d'où « druze »).

Les relations avec les maronites se sont détériorées au XIX^e siècle et ont abouti à des massacres en 1859-1860. Les maronites ayant eu, pour l'essentiel, gain de cause, de nombreux druzes ont rejoint ceux de leur coreligionnaires qui se trouvaient déjà au sud-est de Damas, dans le « Djebel druze ». En 1921, les autorités françaises ont érigé celui-ci en émirat autonome mais, faute d'avoir su y gérer les luttes de clans, elles ont dû affronter la révolte druze de 1925-1927. Dans la Syrie indépendante, les druzes se sont alliés aux alaouites puis, après l'échec d'un coup d'État fomenté par des officiers baasistes druzes en 1966, ont été écartés du pouvoir. Dans la guerre civile libanaise, les druzes ont pris parti contre les maronites puis se sont tournés contre les chi'ites. En Israël, à la différence des autres Arabes, ils fournissent un contingent à l'armée.

Dispersés, les druzes n'ont pas de revendication « nationaliste ». Ils cherchent simplement, dans chaque État, à défendre au mieux leur position et à préserver leur spécificité.

chakli. Sous sa direction, les derniers vestiges du « confessionnalisme » (statut politique et juridique propre à chaque communauté) disparaissent. Chichakli ayant été renversé en 1954 par un coup d'État, les notables reviennent au pouvoir. En même temps, des partis politiques se développent, dont le Baas, qui devient dominant chez les alaouites.

A la fin de 1957, le Baas et certains notables demandent l'union avec l'Égypte. Nasser accepte, sous condition d'exercer réellement le pouvoir. Dans le cadre de la République arabe unie, de 1958 à 1961, la Syrie est gouvernée par des Égyptiens. Le coup d'État syrien qui, en 1961, met fin à l'union résulte de mécontentements multiples. Il s'ensuit une période d'incertitude à laquelle met fin un autre coup d'État, accompli par le Baas en mars 1963.

LA SYRIE BAASISTE. Peu après son accession au pouvoir, le Baas — qui s'impose au pays par la force — se scinde lui-même en deux principaux clans. L'un, autour de Amin al-Hafiz (homme fort du régime au début) et des fondateurs du Baas (Salah al-Bitar et Michel Aflak), s'appuie sur la population urbaine. L'autre, dit « Néo-Baas », a des racines provinciales. Il est conduit par deux officiers alaouites, Salah Jadid et Hafez al-Assad. Ces derniers écartent leurs rivaux en 1966. Quatre ans plus tard, Assad l'emporte sur Jadid et va désormais exercer sur la Syrie un pouvoir sans partage. Le Baas devient une vaste organisation d'encadrement de la population. L'armée connaît un développement considérable, de même que les forces de sécurité intérieure. Le trait le plus original du régime, toutefois, réside dans le rôle éminent qu'y

LES ALAOUITES

La secte des alaouites, que les musulmans, tant sunnites que chi'ites, tiennent pour hérétique, a ses origines dans l'Irak du IX^e siècle. Elle fait des adeptes en Syrie au siècle suivant, donc bien avant l'arrivée des croisés, contrairement à une légende encore tenace dans les années 1920 qui attribuait aux alaouites une ascendance européenne (Maurice Barrès voyait en eux des « petits paysans de France » !).

L'histoire des alaouites est celle de montagnards attachés à leur foi. Au début du mandat, ils formaient encore, pour l'essentiel, une population pauvre, indisciplinée et méprisée. Ils n'ont pas mieux accueilli les Français qu'ils n'avaient accueilli les Ottomans, mais il est clair que l'instauration d'un État alaouite (au sein duquel ils étaient dès le départ majoritaires) a beaucoup renforcé leur position et que les Troupes spéciales leur ont ouvert des horizons.

La fin du confessionnalisme en Syrie a privé les alaouites de leur statut d'autonomie. En contrepartie, la sécularisation de la société — dont ils sont devenus d'ardents défenseurs — les a tirés de leur situation marginale. Pour autant, la solidarité alaouite n'a pas disparu, bien au contraire.

jouent les alaouites, détenteurs de très nombreux postes clés. L'idéologie laïque du Baas suscite l'opposition des Frères musulmans. Une première répression les frappe en 1964. Le mouvement reprend vigueur à la fin des années 1970 et atteint son paroxysme en 1982 : l'écrasement d'une révolte à Hama se traduit alors par la quasi-destruction de la ville.

Au milieu des années 1980, la Syrie, qui a pris parti pour l'Iran contre l'Irak, apparaît bien isolée. Hafez al-Assad reprend pourtant l'initiative : l'armée syrienne revient en force au Liban en 1987. Deux ans plus tard,

Parti socialiste de la renaissance arabe, le Baas est fondé en 1943 à Damas par deux Syriens, l'un orthodoxe, Michel Aflak, l'autre sunnite, Salah al-Bitar. Il a pour objectif l'unité de la « grande nation arabe » et, tout en reconnaissant l'islam comme une partie essentielle de l'héritage de celle-ci, prône la laïcité. Le Baas est organisé en un « commandement national » (à l'échelle de la nation arabe dans son ensemble) et en commandements régionaux (par pays). Il a pris le pouvoir en Syrie en 1963 et en Irak en 1968. En pratique, depuis la fin des années 1960, une constante hostilité règne entre les deux branches, syrienne et irakienne. Le Baas — à l'origine collégial — est devenu l'instrument de deux pouvoirs personnels : celui de Hafez al-Assad et celui de Saddam Hussein. Dans l'un et l'autre pays, cependant, son orientation laïque demeure très nette.

la Syrie organise, en accord avec l'Arabie saoudite, la conférence de Taëf qui révisé le « Pacte national » libanais. En adhérant ensuite à la coalition contre l'Irak, la Syrie obtient des crédits des États arabes pétroliers (précieux relais des crédits soviétiques défaillants) et l'assentiment des États-Unis à une *pax syriana* au Liban. En juillet 1991, la Syrie se déclare prête à participer à une conférence destinée à régler le conflit israélo-arabe.

L'Irak

Le régime hachémite, que domine la personnalité pro-britannique de Nouri al-Saïd, affronte des émeutes en 1948, 1952, 1954. Elles expriment le mécontentement d'une popula-

tion urbaine en croissance, sensible aux arguments du Parti communiste. Le renversement de la monarchie, en juillet 1958, prend l'allure d'une révolution. Il est l'œuvre d'officiers, dont le général Abdel Karim Kassem qui s'arroge bientôt tout le pouvoir. Soutenu par les communistes, Kassem inaugure une politique sociale, lance une réforme agraire, réduit la puissance de l'Irak Petroleum Company (IPC). Il tente de s'entendre avec les Kurdes, puis rompt avec eux en 1961 (voir page 130).

Dans le coup d'État qui renverse Kassem en 1963 et s'accompagne d'une violente répression anticomuniste, le Baas figure au premier plan. Il est néanmoins évincé par le maréchal Abdel Rahman Aref, seul à la tête du pays jusqu'à sa mort en 1966. Il faut un nouveau coup d'État, en 1968, pour que le Baas se saisisse du pouvoir. Le régime baasiste — dominé comme les précédents par des sunnites — sécularise la société, développe l'enseignement et, surtout, renforce l'appareil d'État. Après la nationalisation de l'IPC en 1972, la hausse des prix du pétrole procure des ressources considérables qui permettent d'investir dans l'armement. L'idée, née dans les années 1930, que l'Irak doit être « la Prusse du Proche-Orient arabe » reprend alors corps.

SADDAM HUSSEIN. Originaire de Takrit (sur le Tigre) et membre du Baas depuis 1955, il accède au pouvoir en 1979. Le Baas devient un instrument au service d'un pouvoir personnel très autoritaire, habile à mettre en œuvre les technologies les plus modernes pour se rendre inexpugnable. Le régime s'appuie sur la Garde républicaine, corps équipé d'armes perfectionnées dont les officiers sont recrutés parmi les Takritis.

Saddam Hussein engage l'Irak dans deux guerres successives. La première, contre la République islamique d'Iran (1980-1988), n'aboutit ni à son renversement ni à un avantage territorial, qui étaient ses objectifs proclamés. En revanche, en 1988, l'Irak a accumulé une dette énorme, pour les trois quarts envers l'Arabie saoudite et le Koweït.

ASSYRIENS, NESTORIENS, CHALDÉENS

En mêlant le linguistique et le religieux, la terminologie peut être trompeuse. À l'époque de la conquête islamique vivent dans l'ex-Empire perse des chrétiens nestoriens (voir page 19) de langue araméenne orientale (ou assyrienne). Du ^{xvi}^e au ^{xix}^e siècle, l'Église catholique parvient à rallier à elle une partie de ces nestoriens, en particulier ceux de Mésopotamie proprement dite, pour la plupart en voie d'arabisation. Ils adopteront le nom de chaldéens. Les nestoriens de la région de Hakkari (extrême sud-est de l'actuelle Turquie) restent en revanche attachés au pur nestorianisme et à la langue assyrienne. Ce sont les assyriens au sens moderne du terme.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les assyriens de Hakkari tiennent tête à leurs voisins kurdes sans difficulté majeure. Mais en 1915 ils prennent le parti des Russes et les Ottomans les contraignent à se réfugier en Perse. Après la guerre, les Britanniques, faute de pouvoir leur attribuer un « foyer national », les disséminent dans le nord de l'Irak et les enrôlent dans les troupes suppléives utilisées pour mater, dans ce même pays, la révolte arabe de 1920. En 1933, l'armée irakienne prend sa revanche et brise la résistance des assyriens, dont un tiers se réfugie en Syrie.

Les chaldéens, au contraire, se sont fondus dans la société irakienne. Leur patriarche réside à Bagdad. Tarek Aziz, ministre des Affaires étrangères puis vice-Premier ministre de Saddam Hussein, est un chaldéen.

Ces deux pays ont, en pratique, financé l'effort de guerre, de telle sorte que le potentiel militaire irakien reste considérable.

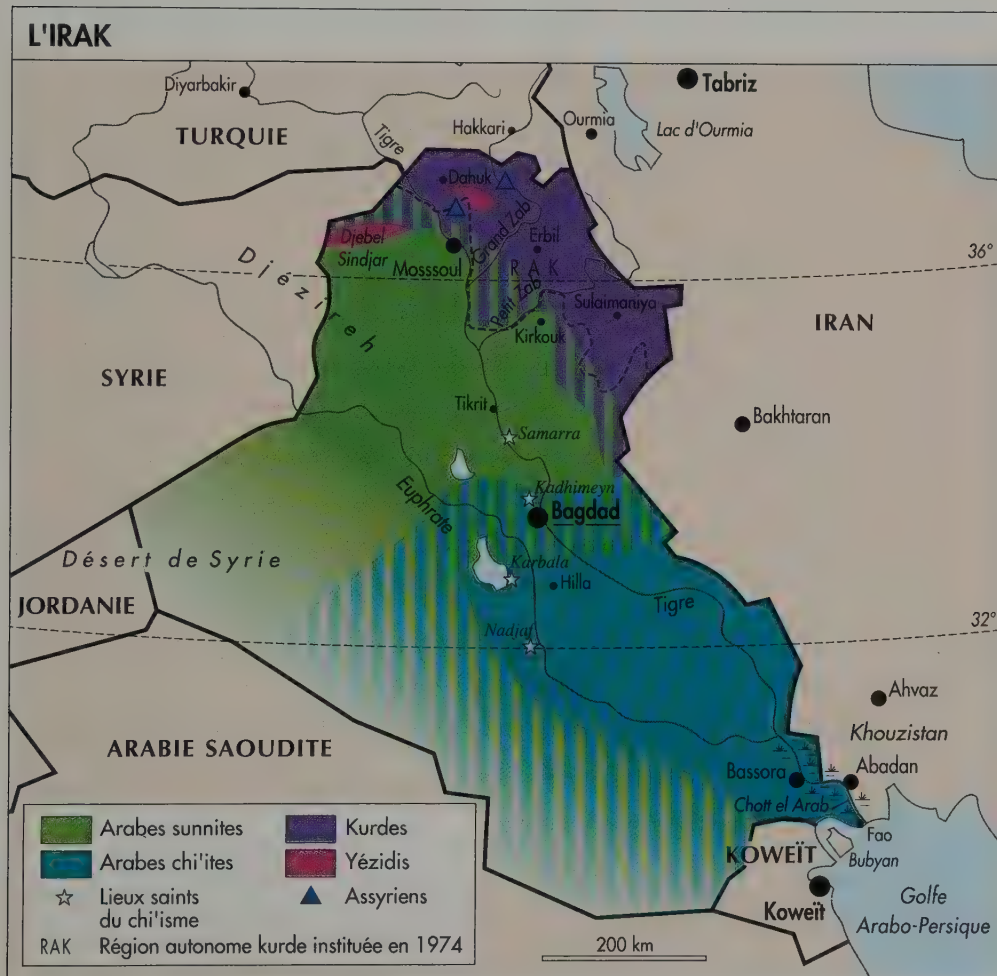
L'invasion du Koweït, en août 1990, vise à élargir l'accès au Golfe, à mettre la main

sur des richesses pétrolières et à faire de l'Irak la puissance dominante du monde arabe. L'opération repose sur le pari que les États-Unis n'interviendront pas et que l'annexion d'une « pétromonarchie » par un

pays champion du nationalisme arabe suscitera un mouvement d'opinion favorable dans les autres États arabes. C'est mésestimer à la fois l'engagement des États-Unis aux côtés de l'Arabie saoudite, directement menacée, et la capacité des États arabes à contenir les opinions publiques. Il faut le bombardement massif de l'Irak en janvier 1991 puis la déroute de l'armée irakienne en février pour mettre fin à l'aventure.

L'IRAK APRÈS LA GUERRE DU GOLFE. Dès mars 1991, des insurrections éclatent dans les régions kurdes (voir page 131) et dans la population chi'ite. La Garde nationale riposte avec une brutalité extrême. Au printemps, l'intervention (tardive) des Américains et de leurs alliés permet aux Kurdes d'acquérir une autonomie de fait. Mais la répression se poursuit contre les chi'ites et il faut attendre août 1992

73



IRAK
République d'Irak



Population (estimation 1991) 19 560 000
Superficie 435 000 km²
Capitale Bagdad

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(estimation 1990)

Arabes 15 100 000
Kurdes 3 700 000
Turkmènes 300 000

RELIGIONS (estimations)

Musulmans chi'ites 52 %
Musulmans sunnites 43 %
Chrétiens (chaldéens et assyriens) 3 %

LES CHI'ITES D'IRAK

Ils forment la moitié de la population totale et 70 % de la population arabe. Bien que l'Irak soit le berceau du chi'isme, celui-ci n'y est devenu un phénomène massif qu'à l'époque moderne, en particulier dans l'entre-deux-guerres. Les bédouins qui, au cours des siècles, étaient devenus nombreux en basse Mésopotamie y ont alors été sédentarisés dans des conditions misérables. Le chi'isme a vite eu prise sur eux. Après la Seconde Guerre mondiale, l'exode rural a poussé une forte proportion de chi'ites vers les villes.

La hiérarchie religieuse chi'ite a une autre histoire. Concentrée depuis longtemps dans les villes abritant des lieux saints, elle est en partie d'origine étrangère, iranienne notamment. Les autorités ottomanes puis hachémites avaient pour principe de ne pas s'immiscer dans son fonctionnement. La hiérarchie chi'ite s'est opposée, dès les années 1960, à la sécularisation mise en œuvre par le Baas, lequel a riposté par des arrestations et exécutions. La tension a redoublé après 1979, certains membres de la hiérarchie ayant pris parti pour la révolution islamique. A la fin de 1992 encore, la succession de l'ayatollah de Nadjaf suscite une épreuve de force entre la hiérarchie et le gouvernement : l'une, pour des raisons de caractère religieux, soutient des candidats d'origine iranienne ; l'autre pousse un candidat arabe irakien.

La population chi'ite d'Irak n'en est pas moins arabe avant tout. Elle a bénéficié des progrès de l'éducation et servi dans l'armée irakienne sans trahir. Sa révolte n'est pas séparatiste ou pro-iranienne. Elle vise plutôt à mettre fin à l'accaparement du pouvoir par les sunnites qui marque le régime baasiste comme il avait marqué les régimes ottoman et hachémite.

pour que les Américains et leurs alliés interviennent aussi de ce côté, en interdisant aux forces armées irakiennes le survol des territoires au sud du 32^e parallèle.

S'ils paraissent déterminés à brider la puissance militaire de l'Irak, les États-Unis ont montré qu'ils ne voulaient pas un éclatement du pays. Ils sont attentifs en cela à la position de la Turquie — hostile à toute réelle autonomie kurde — et à celle de l'Arabie saoudite, obsédée par le danger d'une collusion entre chi'ites d'Iran et chi'ites d'Irak.

L'Égypte

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la monarchie et les hommes politiques du Wafd, perçus comme pro-britanniques et attachés à défendre les intérêts d'une classe privilégiée, sont largement déconsidérés. Le désastre militaire, face à Israël en 1948, aggrave le mécontentement.

En juillet 1952, le groupe des « Officiers libres » réussit un coup d'État, interdit les partis politiques et lance une réforme agraire destinée à briser la puissance des grands propriétaires. Le colonel Gamal Abdel Nasser domine bientôt le nouveau régime. Son succès dans la crise de Suez en 1956 (voir page 63) lui donne un prestige considérable dans le monde arabe. En 1958, un pas décisif semble accompli dans la voie de l'unité avec la fusion, dans la République arabe unie, de l'Égypte et de la Syrie, mais cette dernière s'en retire dès 1961. En Égypte même, Nasser concentre le pouvoir entre ses mains et s'appuie sur un parti unique, l'Union socialiste arabe. Les dirigeants des Frères musul-

mans — qui avaient pourtant soutenu le coup d'État de 1952 — sont emprisonnés. La politique économique se traduit par des nationalisations, tout en demeurant louvoyante. Un point ne fait pas de doute : la bureaucratie

LES COPTES

Les autorités égyptiennes évaluent leur nombre à quatre millions, les coptes eux-mêmes au double. Les origines de l'Église copte remontent aux premiers siècles de l'ère chrétienne (voir page 19). Elle a à sa tête un patriarche, dit d'Alexandrie mais qui siège au Caire. Après la conquête arabe, il faut attendre 1879 pour que soit officiellement proclamée l'égalité de tous les Égyptiens, musulmans et chrétiens, ce que confirmera la Constitution de 1922. Les coptes sont actifs dans les mouvements nationalistes qui s'opposent aux Britanniques avant 1914, puis dans le Wafd.

Le régime instauré en 1952 met l'accent sur le panarabisme et prive les coptes de leur influence. La présidence d'Anouar al-Sadate remet certes le nationalisme à l'honneur, mais elle tend simultanément à favoriser l'islam. L'un des contentieux les plus aigus entre le régime et l'Église copte remonte à la suppression, en 1955, des tribunaux confessionnels qui auparavant traitaient du droit des personnes. Les coptes reprochent en effet aux tribunaux civils, devenus seuls compétents, d'appliquer un droit inspiré de la loi musulmane. La tension s'est aggravée à la fin des années 1970, quand des islamistes ont commis des attentats sanglants contre des coptes en Haute Égypte et à Alexandrie.

Depuis lors, des troubles éclatent périodiquement, en particulier dans la région d'Assiout. Les islamistes extrémistes, influents auprès des paysans musulmans misérables, commettent des attentats contre les coptes — en général plus aisés — et contre leurs églises.

égyptienne, traditionnellement pléthorique, s'en trouve renforcée.

D'ANOUAR EL-SADATE À HOSNI MOUBARAK.

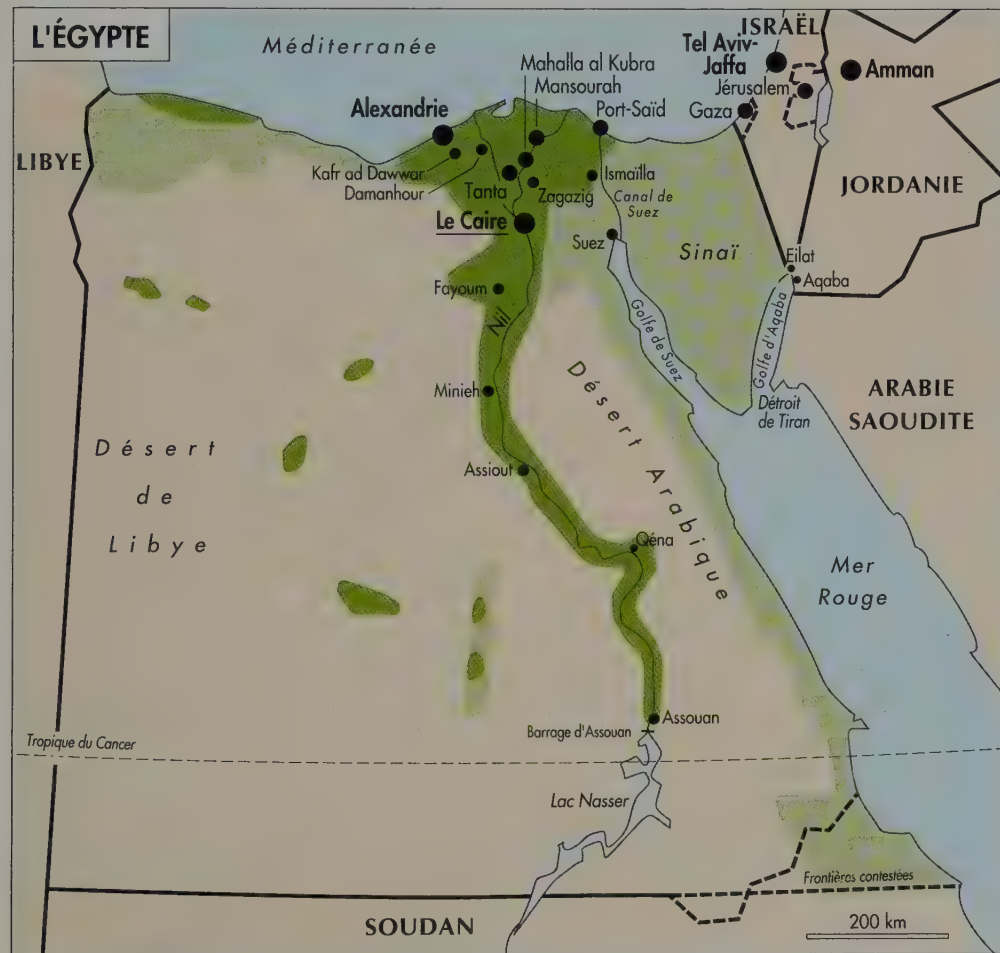
La guerre des Six Jours (1967) prive l'Égypte du Sinaï et ruine les espoirs de Nasser. A sa

mort, en 1970, un autre ancien «officier libre», Anouar al-Sadate, lui succède. Pour s'imposer, il se tourne contre la gauche de l'Union socialiste arabe, libère les Frères musulmans et expulse en 1972 les 15 000 conseillers militaires soviétiques appe-

lés en renfort après 1967, ce qui donne satisfaction à l'armée égyptienne. En 1973, Sadate déclenche contre Israël la guerre de Kippour, dont le succès très limité compense néanmoins l'échec de 1967. Il peut ainsi se livrer à un coup d'éclat en se rendant en 1977 à Jérusalem, puis engager un processus qui conduira à la signature d'un traité de paix avec Israël en 1979. L'Égypte reprend possession du Sinaï.

Dans ce renversement de politique, les intérêts nationaux de l'Égypte ont pris le pas sur la solidarité arabe, avec l'assentiment de l'opinion publique égyptienne. Les extrémistes musulmans qui, en octobre 1981, assassinent Anouar al-Sadate expriment le point de vue d'une petite minorité. Le successeur de Sadate, Hosni Moubarak, instaure (et maintient) l'état d'urgence, tout en autorisant une libéralisation politique. Mais le régime continue de se percevoir, face à la montée de l'islamisme, comme le seul garant de la paix civile et ne semble guère disposé à relâcher sa mainmise sur l'appareil d'État.

75



ÉGYPTE

République arabe d'Égypte



Population (estimation 1991) 54 610 000
Superficie 1 001 000 km²
Capitale Le Caire

La population égyptienne est en quasi-totalité de langue arabe.

Les Égyptiens, autres que les chrétiens de l'Église copte, sont musulmans sunnites. La proportion de coptes se situe, selon les estimations, entre 7 % et 14 %.

LA PÉNINSULE ARABIQUE

L'Arabie marginalisée

Sous le califat d'Ali (656-661), le cœur politique du monde arabo-musulman a quitté la péninsule Arabique et n'y reviendra pas. Dès lors, seul le Hedjaz conserve de l'importance, parce qu'il abrite les Lieux saints (La Mecque et Médine). En Oman et au Yémen, les populations locales s'émancipent. En Arabie centrale, les bédouins, après l'épopée des Qarmates, reprennent leur vie d'antan.

Au milieu du X^e siècle, un descendant des Qoraïchites se voit confier la fonction héréditaire de *cherif* de La Mecque. En 975, le *cherif* reconnaît la suzeraineté du calife fatimide du Caire. Ses successeurs passeront sous l'autorité — nominale — des sultans seldjoukides (de 1070 au milieu du XII^e siècle), puis à nouveau de dynasties égyptiennes (Ayyoubides jusqu'en 1250, Mamelouks ensuite), enfin du sultan ottoman à partir de 1517.

WAHHABITES ET SAOUDITES. En 1745, Muhammad Ibn Abd al-Wahhab, prédicateur musulman réformiste, convertit à sa cause Muhammad Ibn Saoud, chef tribal installé dans le Nedjd. Le « wahhabisme » prône le retour à la pureté de la foi en rejetant les

ajouts postérieurs au Coran et à Mahomet et en condamnant le culte des saints et d'autres aspects du soufisme. Il s'oppose ainsi à l'islam établi et à l'islam populaire et s'acquiert une réputation de fanatisme.

Ibn Saoud et ses successeurs entreprennent de convertir par la force les tribus bédouines et de les unifier. Ils annexent Riyad en 1773, le Hasa en 1793. Le Qatar s'est soumis l'année précédente. En 1802, les Saoudites attaquent Karbala et y détruisent les lieux saints chi'ites. En 1803, ils prennent La Mecque et refoulent les pèlerins venus du nord, accusés de pratiques non islamiques. Le sultan ottoman charge Mehemet Ali, pacha d'Égypte, d'intervenir. Les Égyptiens occupent le Nedjd de 1818 à 1824 et 1837 à 1840. L'État saoudite, réduit à Riyad et ses environs, tombe dans les années 1880 sous la domination des Chammar de Hail, alliés aux Ottomans.

Ibn Saoud et l'Arabie saoudite

En 1902, le Saoudite Abd al-Aziz (connu en Occident sous le nom d'Ibn Saoud), qui était exilé au Koweït, s'empare de Riyad. Il défait les Chammar, se rend maître du Nedjd, expulse les Ottomans du Hasa en 1913. Simultanément, il met en place des colonies d'*ikhwan* (« frères »), bédouins sédentarisés devenus les combattants du wahhabisme. Pour asseoir son autorité, Ibn Saoud sollicite la reconnaissance des Britanniques, mais ces derniers préférèrent s'entendre avec les Ottomans. En juillet 1913, une ligne délimite les sphères d'influence en Arabie orientale : le Nedjd et le Hasa sont

dans la sphère ottomane, le Qatar dans la sphère britannique. En mai 1914, les Ottomans reconnaissent Ibn Saoud comme gouverneur héréditaire du Nedjd.

En Arabie occidentale, les Ottomans contrôlent mieux la situation. Hussein, *cherif* de La Mecque, reconnaît leur suzeraineté. Il en va de même de Muhammad al-Idrisi, originaire de Libye, qui s'est taillé un émirat dans l'Asir, et de l'imam Yahya au Yémen.

En guerre contre les Ottomans à partir de 1914, les Britanniques ont pour souci de protéger le canal de Suez et leurs intérêts dans le Golfe. Ils envisagent en outre l'institution d'un califat arabe (voir page 57). C'est ainsi qu'en 1915 la Grande-Bretagne se trouve en pourparlers avec divers chefs arabes. Elle fournit une aide militaire à al-Idrisi pour qu'il lutte contre les Ottomans, signe en décembre 1915 un traité avec Ibn Saoud (ainsi dégagé de la suzeraineté ottomane), obtient de Hussein, *cherif* de La Mecque, qu'il déclenche en juin 1916 une « révolte arabe » (d'ampleur limitée car les Ottomans, expulsés de La Mecque et de Djeddah, conservent Médine). Hussein se proclame roi du Hedjaz.

L'EXPANSION SAOUDITE. A l'issue de la guerre, deux dynasties s'opposent : celle d'Ibn Saoud et celle de Hussein, autrement dit des Hachémites, avec lesquels les Britanniques font cause commune au Proche-Orient. Ibn Saoud s'appuie sur le militantisme des *ikhwan* : quand une colonie se forme, il la revendique et gagne du terrain, aux dépens du Hedjaz dès 1919. En 1920, il conquiert plus de la moitié du territoire qui avait été attribué à l'émir de Koweït en 1913. L'année suivante, il annexe l'émirat des

L'EXPANSION DU DOMAINE SAOUDITE



Chammar et tout le nord de l'Arabie. En 1922, il faut l'intervention de la Royal Air Force pour refouler les *ikhwan* d'Irak et de Transjordanie. Les Britanniques obtiennent alors qu'Ibn Saoud accepte le principe de frontières avec l'Irak et le Koweït (comportant deux « zones neutres »). Un an plus tard, une conférence destinée à résoudre le contentieux entre Hachémites et Saoudites échoue car Hussein refuse d'y participer.

Les autorités turques ayant aboli le califat (ottoman) le 4 mars 1924, Hussein se proclame calife le lendemain. Mais les Britanniques lui ont retiré leur soutien. D'août 1924 (prise de Taëf) à décembre 1925 (prise de Médine), Ibn Saoud conquiert le Hedjaz. En janvier 1926, il est proclamé « roi du Hedjaz et sultan du Nedjd ». L'appellation « royaume d'Arabie saoudite » date de 1932.

Si l'on met à part la région d'Aqaba (que les Britanniques ont attribuée à la Transjordanie, bien qu'elle fût auparavant incluse dans le Hedjaz), deux possibilités d'expansion subsistent : l'Asir et l'arrière-pays des émirats du Golfe. Ibn Saoud impose son protectorat à al-Idrisi en 1926, puis annexe l'Asir en 1930. En 1933, al-Idrisi se réfugie au Yémen. Les Yéménites envahissent l'Asir mais sont battus l'année suivante par Ibn Saoud qui, au traité de Taëf (renouvelable tous les vingt ans), se fait reconnaître la possession de l'Asir et des villes de Djizan et Nadjran.

Du côté des émirats du Golfe, il n'existe pas de frontière, les Britanniques ayant eu pour politique de surveiller le littoral sans se mêler des affaires des bédouins. Ibn Saoud pousse donc ses pions, au nom de la « loi du désert », jusqu'à Bouraïmi dès 1925. Comme les Britanniques, il se satisfait néanmoins

d'une situation floue, jusqu'à ce que l'octroi de concessions pétrolières modifie les données du problème. En 1933, Ibn Saoud attribue une concession générale à une société américaine. Aussitôt se pose la question : où s'arrête le Royaume saoudite ? Où commencent le Qatar, Abou Dhabi... ? Britanniques et Saoudites vont dès lors tracer des lignes sur des cartes, sans parvenir à un accord en bonne et due forme.

Entre-temps, Ibn Saoud s'est converti à l'idée qu'il fallait à son royaume des contours stables. Aussi a-t-il, en 1929-1930, mis très brutalement fin à l'activité expansionniste des *ikhwan*.

LA MANNE PÉTROLIÈRE. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'Arabie reste un pays pauvre dont les principales ressources dérivent des pèlerinages à La Mecque. La production pétrolière ne fournit de gros revenus qu'à partir de la fin des années 1940. L'Aramco (Arabian

American Company), fondée en 1944, en assure l'exploitation. En 1951, les États-Unis passent avec l'Arabie saoudite un accord de défense. Les liens entre les deux pays ne cesseront ensuite de se renforcer.

Abd al-Aziz Ibn Saoud meurt en 1953. La façon d'utiliser les revenus pétroliers divise alors les Saoudites : les uns, dont le nouveau roi Saoud, n'y voient qu'une source d'enrichissement ; les autres, dont son frère Faysal,

veulent au contraire moderniser l'économie du pays. En 1964, Faysal remplace Saoud et bâtit un État centralisé et autoritaire, géré comme une grande entreprise dont seuls les membres de la famille saoudite seraient actionnaires. Les oulémas wahhabites, alliés traditionnels des Saoudites, conservent la haute main sur la justice — qui ne connaît que la *char'ia* — et veillent à un strict conservatisme social.

ARABIE SAOUDITE

Royaume
d'Arabie saoudite



Population (estimation 1991) 15 000 000
Superficie 2 150 000 km²
Capitale Riyad

Les données démographiques sont, en Arabie saoudite, tenues secrètes ou du moins difficiles à interpréter. Les étrangers, surtout ressortissants d'autres pays arabes (le Yémen premier lieu), forment peut-être le quart de la population totale. Les chi'ites (moins de 10 % de la population autochtone) sont concentrés dans le Hasa.



Premier producteur pétrolier du Moyen-Orient dès la fin des années 1960 et détentrice du quart des réserves mondiales, l'Arabie saoudite use de ses ressources pour jouer un rôle politique croissant dans le monde arabe et financer des mouvements islamistes dans de nombreux pays. Le temps des soucis commence en 1979 : le régime doit faire face à une révolte de fondamentalistes à La Mecque, puis à une révolte chi'ite dans le Hasa. Plus grave, la révolution islamique en Iran menace la prééminence religieuse de l'Arabie saoudite, gardienne des Lieux saints, tandis que le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980) met en péril les exportations de pétrole. Le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, au sein duquel l'Arabie saoudite joue un rôle dominant, est institué en 1981.

La guerre du Golfe (1991) a montré combien l'Arabie saoudite restait militairement vulnérable et l'a contrainte à accepter la présence de troupes étrangères et non musulmanes sur son territoire. C'est en effet (entre autres motifs) au nom de la défense de l'Arabie saoudite que les États-Unis ont réuni autour d'eux et sous l'égide de l'ONU l'énorme coalition militaire qui a écrasé l'armée irakienne.

Les pays du Golfe

Les pays du Golfe (Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman) ont des points communs : traditions maritimes, tutelle britannique jusqu'à une époque récente, manne pétrolière, régimes politiques semblables... Le Conseil de coopération des États arabes du



Golfe (CGC), formé en 1981 avec l'Arabie saoudite, reflète ces similitudes.

PIRATES ET PÊCHEURS DE PERLES. Au XIX^e siècle, les Britanniques acquièrent dans le Golfe — stratégiquement lié aux Indes — un rôle prépondérant. Pour lutter contre la piraterie, ils imposent aux cheikhs riverains du Golfe des trêves, permanentes à partir du milieu du XIX^e siècle. Ils s'efforcent ensuite d'éliminer la traite d'esclaves. Dans le même temps, ils signent avec les cheikhs des traités qui font de la Grande-Bretagne leur partenaire exclusif. A la veille de la Première Guerre mondiale, les pays du Golfe sont tous devenus des quasi-protectorats britanniques.

La *pax britannica* confère aux cheikhs un statut qui les protège des luttes d'influence en Arabie (entre Ottomans et Saoudites au début du XX^e siècle) et permettra à leurs dynasties de se perpétuer. Elle favorise en outre l'essor de la pêche des perles, activité très lucrative dont bénéficient surtout le Koweït et Bahreïn. Dans les années 1930, la concurrence des perles de culture japonaises ruine cette activité, mais c'est alors que surviennent les premières découvertes de pétrole (à Bahreïn en 1932).

LE PARTAGE DU GOLFE

Une grande partie des réserves pétrolières se trouve sous les eaux du Golfe, qu'il fallait donc partager. Des accords à cet effet ont été signés dans les années 1960 et 1970 mais il subsiste des litiges. L'un d'entre eux oppose Bahreïn, qui détient l'île de Hawar, à Qatar, qui la revendique. Un autre concerne l'île d'Abou Moussa, disputée entre l'Irak et l'émirat de Charjah.

LE PÉTROLE ET L'INDÉPENDANCE. La production pétrolière à grande échelle date de la fin des années 1940 (Koweït, Qatar) ou des années 1960 (futurs Émirats arabes unis, Oman). L'énormité des revenus renforce le pouvoir des familles régnantes et leur permet de mettre en place, au profit des populations autochtones, de très généreux « États-providences ». Elle provoque un afflux de travailleurs étrangers (originaires d'autres pays arabes, du subcontinent indien, d'Asie du Sud-Est...). Elle se traduit enfin par une urbanisation massive qui touche aujourd'hui, sauf en Oman, près des neuf dixièmes de la population.

Ayant accordé l'indépendance au Koweït en 1961, les Britanniques annoncent, en 1968, leur décision de se retirer du Golfe. Ils envisagent alors de constituer une fédération regroupant les émirats de la Côte de la Trêve, le Qatar et Bahreïn. Ces deux derniers finissent par refuser, de sorte qu'en 1971 trois États accèdent à l'indépendance : Bahreïn, le Qatar et les Émirats arabes unis.

A partir de 1980, la guerre entre l'Irak et l'Iran met en évidence la vulnérabilité des petits pays pétroliers. L'année suivante, dans le cadre du Conseil de coopération du Golfe, ils se placent sous la protection de l'Arabie saoudite, elle-même liée aux États-Unis. L'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990, pose en revanche un problème d'une telle envergure que les mécanismes régionaux sont incapables d'y répondre.

LE KOWEÏT

La famille Sabah, originaire d'Arabie centrale, prend au XVIII^e siècle le contrôle de

KOWEÏT État de Koweït



Population (estimation 1990) 2 200 000
Superficie 17 820 km²
Capitale Koweït

Avant la guerre du Golfe, les Koweïtiens formaient environ 40 % de la population. Ils se répartissaient en trois quarts de sunnites, un quart de chi'ites. Parmi les étrangers, les Palestiniens venaient en tête (trois à quatre cent mille personnes), suivis des Indiens et d'autres populations d'origine asiatique.

Koweït. La ville s'enrichit de commerce maritime et attire bientôt l'attention des Britanniques, qui signent avec Koweït un traité secret en 1899. En 1913, un accord entre la Grande-Bretagne et les Ottomans délimite les frontières du Koweït. Elles sont remises en cause en 1920 par Ibn Saoud, qui aurait conquis tout le pays sans l'intervention britannique. De nouvelles frontières, plus étroites, sont arrêtées en 1922 et une « zone neutre » instituée au sud.

La production de pétrole démarre en 1946. Les réserves prouvées du Koweït viennent au deuxième rang dans le monde après celles d'Arabie saoudite. Dès que le Koweït accède à l'indépendance en 1961, l'Irak en revendique le territoire, en arguant que sous l'Empire ottoman il dépendait de Bassora. Le Koweït étant soutenu politiquement par la plupart des pays arabes et militairement par la Grande-Bretagne, l'Irak reconnaît le nouvel État en 1973. Mais un problème de fron-

tière, mal délimitée, subsiste et l'Irak, qui n'a qu'un très étroit accès au Golfe, réclame en location les îles de Warba et de Bubyân.

Bien que le Koweït l'ait soutenu contre l'Iran, l'Irak — reprenant les revendications de 1961 — envahit le pays en août 1990 et l'annexe aussitôt. L'occupation irakienne s'accompagne de destructions considérables et d'un exode massif de la population étrangère. Après la guerre du Golfe (janvier-février 1991), l'émir Jaber al-Sabah, réfugié en Arabie saoudite, retrouve son trône. En octobre 1992, un nouveau Parlement est élu, avec lequel le gouvernement koweïtien doit dorénavant composer (le précédent avait été dissous en 1986).

BAHREÏN

Bahreïn est à la fois une île (assortie de quelques autres de moindre importance) et une oasis. Les Portugais l'occupent au XVI^e siècle, puis les Persans. Le fondateur de l'actuelle dynastie s'en empare en 1783. Au

BAHREÏN
État de Bahreïn



Population (estimation 1991) 530 000
Superficie 678 km²
Capitale Manama

Les Bahreïnis forment près des deux tiers de la population. Ils sont en majorité chi'ites (60 % environ) mais la classe dirigeante est sunnite. Les trois quarts des étrangers sont d'origine asiatique.

XIX^e siècle, les émirs de Bahreïn traitent avec les Britanniques, qui font de l'île leur principal point d'appui dans le Golfe. Dans les années 1920, ils prennent en main l'administration du pays.

Dès que la Grande-Bretagne annonce en 1968 son retrait du Golfe, l'Iran revendique Bahreïn — comme déjà dans l'entre-deux-guerres — puis s'incline en 1970 devant les conclusions de l'ONU, qui prônent l'indépendance. Elle sera proclamée l'année suivante. Dans les années 1980, toutefois, des mouvements favorables à la République islamique d'Iran — vite réprimés — parcourent la majorité chi'ite de la population.

Les réserves de pétrole sont aujourd'hui en voie d'épuisement. Aussi Bahreïn a-t-il reconverti son économie, dans l'activité bancaire notamment.

LE QATAR

Presqu'île désertique, le Qatar était « la terre oubliée de Dieu ». Les traités imposés par les Britanniques à partir de 1820 ont consolidé l'autorité de la famille régnante, installée au Qatar à la fin du XVIII^e siècle et, en principe du moins, vassale de l'Empire ottoman. En 1916, un nouveau traité a fait du Qatar un quasi-protectorat britannique.

Grâce au pétrole (exploité à partir de 1949), les Qataris sont passés, dans les années 1960, à un mode de vie citadin ultra-moderne. L'indépendance date de 1971. Plus que les autres pays du Golfe, le Qatar a misé sur l'industrialisation. Les réserves de pétrole ne sont pas considérables mais le gisement de gaz naturel au large de la presqu'île est l'un des plus importants du monde.

QATAR
État du Qatar



Population (estimation 1991) 510 000
Superficie 11 440 km²
Capitale Doha

Les Qataris, musulmans wahhabites comme les Saoudiens, constituent 20 % à 25 % de la population. Les deux tiers des étrangers sont d'origine asiatique (Pakistanaï et Indiens en particulier); un tiers d'origine arabe.

LES ÉMIRATS ARABES UNIS

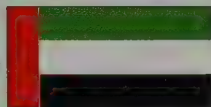
Dans la région connue sous le nom de Côte des Pirates, les Britanniques imposent en 1853 aux émirs et cheikhs locaux une trêve perpétuelle (après plusieurs autres). La région devient la Côte de la Trêve (en anglais, *Trucial Oman*). De nouveaux traités renforceront ensuite l'emprise britannique.

Les émirats sont à présent au nombre de sept, de taille et de richesse très inégales. Le plus vaste, Abou Dhabi, était naguère le plus pauvre mais il possède l'essentiel des ressources pétrolières (exploitées depuis 1962). Le revenu par habitant y est devenu, en quelques années, le plus élevé du monde. Si la ville d'Abou Dhabi a été créée de toutes pièces, Doubaï est au contraire depuis longtemps un port actif, jadis spécialisé dans le commerce de l'or. Outre Abou Dhabi, seuls les émirats de Doubaï et de Charjah disposent de ressources pétrolières.

En 1971, la fédération des Émirats arabes

unis a vu le jour pour deux raisons : l'émir d'Abou Dhabi s'est engagé à subventionner les autres émirats ; il a conclu avec l'émir de Doubaï un accord de partage du pouvoir. Le premier préside la fédération ; le second dirige le gouvernement fédéral, installé à Abou Dhabi.

ÉMIRATS ARABES UNIS *Fédération de sept émirats*



Population (1985) 1 622 000
Superficie 83 650 km²
Capitale Abou Dhabi

Les autochtones, pour la plupart musulmans sunnites, forment environ le quart de la population. Les étrangers, surtout présents à Abou Dhabi, Doubaï et Charjah, se répartissent en Asiatiques (les trois quarts) et Arabes (un cinquième).

OMAN

Oman a longtemps mené une existence à part et ne s'est joint aux États du Golfe que récemment. En outre, s'y sont longtemps opposées la population côtière, tournée vers le large, et la population des oasis de l'intérieur, repliée sur elle-même.

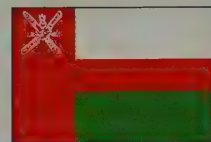
Au VIII^e siècle, les Omanais des oasis (islamisés peu après la mort de Mahomet) adoptent l'ibadisme, forme atténuée du kharidjisme. (La doctrine ibadite implique l'élection d'un imam, à laquelle il est procédé pour la première fois à Nizoua en 791.) Le

commerce maritime omanais connaît une grande prospérité aux XIV^e et XV^e siècles. Mais au début du siècle suivant, les Portugais prennent Mascate et n'en seront chassés qu'en 1650. En 1744, Ahmad ibn Saïd, après avoir repoussé une invasion persane, est élu imam. Il devient le premier souverain de la dynastie des Ben Saïd, sultans de Mascate et d'Oman, qui règne encore aujourd'hui.

Zanzibar, possession des Omanais, prend au XIX^e siècle une grande importance. Ils s'y livrent à un fructueux commerce, d'esclaves en particulier, et y développent la culture du clou de girofle, source de revenus considérables. De 1840 à 1856, Zanzibar est promue capitale du sultanat. Après 1870, la navigation à vapeur et l'interdiction de la traite ruinent le commerce omanais. Zanzibar devient un protectorat britannique en 1890. L'année suivante, le sultan de Mascate signe un traité avec la Grande-Bretagne. Il a cédé à celle-ci, en 1854, les îles Kouria Mouria (qui seront restituées en 1967). En contrepartie, la Grande-Bretagne l'a laissé s'emparer, en 1879, du Dhofar, dont il a fait une « colonie privée ».

Les ibadites, cependant, contestent l'autorité du sultan. En 1913, ils élisent un imam. L'assistance militaire britannique permet au sultan de préserver son autorité sur le littoral. La question rebondit avec l'élection d'un nouvel imam en 1954. L'année suivante éclate la crise de Bouraïmi, oasis que revendiquent simultanément Oman, Abou Dhabi et l'Arabie saoudite. Cette dernière soutient les ibadites mais les Britanniques soutiennent le sultan, qui l'importe en 1959. Quatre ans plus tard, les tribus du Dhofar se révoltent à leur tour et bénéficient, à partir

OMAN *Sultanat d'Oman*



Population (estimation 1991) 1 560 000
Superficie 300 000 km²
Capitale Mascate

Les Omanais forment environ les trois quarts de la population. Ils se répartissent en ibadites (les trois quarts) et sunnites. Parmi les étrangers, les Indiens et les Pakistanais prédominent.

de 1967, du soutien du Yémen du Sud. C'est une intervention militaire iranienne (1971-1975), appuyée par les Britanniques, qui permet de venir à bout de la rébellion.

A ce moment, le sultanat dispose (depuis 1967) de revenus pétroliers. De plus, en 1970, une révolution de palais a substitué le jeune sultan Qabous à son père, qui avait volontairement coupé Oman du monde extérieur. Le pays entreprend dès lors de se moderniser.

Le Yémen

Les Anciens connaissaient le Yémen sous le nom d'Arabie Heureuse (*Arabia felix*). Ses habitants parlaient une langue sémitique dite « sudarabique », distincte de l'arabe. Le plus puissant des royaumes sudarabiques fut celui de Saba dont une reine, selon l'Ancien Testament, rendit visite au roi Salomon.

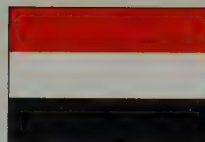
La majorité de la population (alors en grande partie arabisée) se convertit à l'islam du vivant du Prophète. Après l'expansion

arabe, le Yémen devient une contrée marginale où le chi'isme, dans sa version zâïdite, s'implante vers la fin du IX^e siècle. Les tribus du nord désignent un imam, fondateur de la dynastie zâïdite qui régnera (avec des interruptions) de 893 à 1962. Du XIII^e au XV^e siècle, la dynastie rasoulide règne dans le sud du pays et y impose le sunnisme. Le clivage religieux entre le nord et le sud se perpétue aujourd'hui.

Les Ottomans occupent le sud du Yémen des années 1530 aux années 1630, puis doivent céder le terrain aux zâïdites, dont le pouvoir décline à son tour au XVIII^e siècle. Le pays s'émiette alors en une multiplicité de petits émirats.

BRITANNIQUES ET OTTOMANS. Les Britanniques s'emparent d'Aden en 1839. Dix ans plus

YÉMEN
République du Yémen



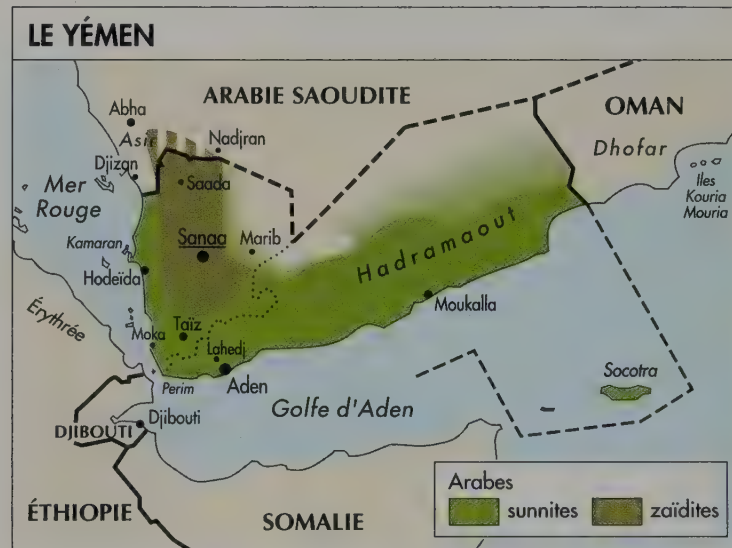
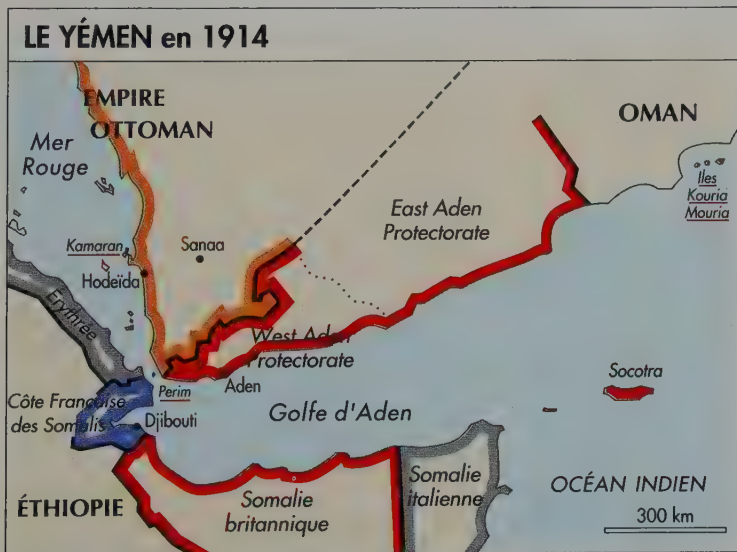
Population (estimation 1991) 11 680 000
Superficie 531 000 km²
Capitale Sanaa

La population se répartit en musulmans chi'ites zâïdites (un peu plus de la moitié du total), surtout nombreux dans les montagnes du nord, et musulmans sunnites.

tard, les Ottomans reprennent pied à Hodeïda. L'ouverture du canal de Suez (en 1869) leur permettant d'acheminer des troupes, ils entreprennent la conquête du Yémen intérieur. En 1873, les Britanniques passent

avec les cheikhs des environs d'Aden des traités excluant les influences étrangères. Dans les années 1880 et 1890, leur emprise s'étend à l'île de Socotra et à l'Hadramaout. Outre la colonie d'Aden, qui dépend de Bombay, les Britanniques mettent en place deux protectorats, l'un centré sur le sultanat de Lahedj (*West Aden Protectorate*), l'autre sur le sultanat de Moukalla (*East Aden Protectorate*). La frontière au nord-ouest d'Aden est établie en accord avec les Ottomans en 1902-1904. En 1911, ces derniers reconnaissent, dans la montagne, l'autonomie de fait de l'imam zâïdite Yahya (au pouvoir depuis 1904).

DE L'IMAM YAHYA À LA GUERRE CIVILE. Après la défaite des Ottomans en 1918, l'imam Yahya cherche à étendre son domaine. Au nord, il se heurte à Ibn Saoud,



VILLES D'HADRAMAOUT

Pendant des siècles, les Yéménites d'Hadramaout ont migré vers les pays riverains de l'océan Indien, jusqu'en Malaisie. De retour chez eux, ceux qui avaient fait fortune bâtissaient des palais, aujourd'hui caractéristiques des villes d'Hadramaout comme le sont les habitations traditionnelles yéménites, hautes parfois d'une vingtaine d'étages.

qui s'approprie l'Asir en deux temps (1920 et 1926). Au sud, il refuse l'accord que les Britanniques lui proposaient en 1919 et continue de guerroyer jusqu'en 1928. La défaite décisive de l'imam Yahya face aux Saoudites date de 1934. Il doit aussitôt signer avec l'Arabie saoudite le traité de Taëf (renouvelable tous les vingt ans) qui reconnaît à celle-ci la possession de l'Asir. Simultanément, il abandonne ses revendications sur les protectorats d'Aden. Tout en maintenant le pays à l'abri des influences extérieures, l'imam Yahya renforce ensuite son propre pouvoir, ce qui suscite l'hostilité des tribus et des notables. Par ailleurs, un début d'opposition moderniste voit le jour au Caire parmi les émigrés yéménites.

L'imam Yahya ayant été assassiné en 1948, son fils Ahmad parvient à s'imposer. De 1958 à 1961, il accepte un lien fédéral avec l'Égypte, dans le cadre de la République arabe unie. Mais les tensions s'aggravent : une semaine après sa mort, en septembre 1962, un coup d'État militaire proclame la république. Une guerre civile éclate aussitôt entre deux camps. Du côté des républicains se trouvent les officiers (formés en Égypte), les citadins, la majorité des sunnites ; du côté des « royalistes », l'imam Badr, fils d'Aхмаd,

la plupart des notables traditionnels et les tribus zaïdites. Les premiers sont soutenus par l'armée égyptienne ; les seconds sont financés par l'Arabie saoudite. Comme les Ottomans avant eux, les Égyptiens ne parviennent à contrôler que le littoral et la région de Taïz.

En 1967, après la guerre des Six Jours, l'Égypte se retire. Les combats continuent jusqu'à ce que des zaïdites modérés l'emportent de part et d'autre. Le compromis qu'ils élaborent en 1970 maintient la république, mais il s'agit d'un régime faible dans lequel les tribus font la loi.

LE DÉPART DES BRITANNIQUES. Dans les années 1950, les Britanniques entreprennent de transformer les deux protectorats d'Aden en une fédération ; plusieurs sultanats refusent d'y adhérer. Une rébellion tribale ayant éclaté en 1963, les Britanniques la combattent durement mais elle fournit au Front de libération nationale (FLN), fondé la même année, l'occasion de faire ses preuves dans la guérilla. En 1966, la Grande-Bretagne annonce qu'elle quittera Aden deux ans plus tard et tente de consolider

LE YÉMEN ET SES ÎLES

Les Britanniques avaient rattaché à la colonie d'Aden l'île de Perim, acquise en 1851, les îles Kouria Mouria, cédées par le sultan d'Oman en 1854, et l'île de Kamaran, prise aux Ottomans en 1915. Par ailleurs, Socotra, protectorat britannique depuis 1886, était incluse dans l'*East Aden Protectorate*. En 1967, la Grande-Bretagne a restitué les Kouria Mouria à l'Oman, en dépit des protestations du Yémen du Sud, qui a tout de même hérité des autres îles. Dès 1972, il est vrai, le Yémen du Nord s'est emparé de Kamaran.

MARIB

C'était sans doute la capitale du royaume de Saba. Un immense barrage permettait l'irrigation de la région. Le Coran évoque sa destruction, probablement due à un tremblement de terre. En 1986, grâce à l'aide financière des Émirats arabes unis, un nouveau barrage a été construit en aval du site initial. Mais Marib, aujourd'hui, est avant tout synonyme de pétrole : la production a atteint dix millions de tonnes en 1991. D'autres gisements ont été découverts au sud-est de Marib, dans l'ex-Yémen du Sud. La présence de pétrole dans ces régions relance les querelles territoriales entre le Yémen et l'Arabie saoudite.

la Fédération, qui a fini par voir le jour. Mais le FLN mène sa propre politique : en moins de deux années de violents combats, il prend le contrôle de la plupart des sultanats et émirats, contraint le gouvernement de la Fédération à la démission et s'impose à Aden. Les Britanniques cèdent le pouvoir au FLN le 29 novembre 1967. La République populaire du Yémen du Sud est proclamée le lendemain.

DES DEUX YÉMENS À LA RÉUNIFICATION. Dans le Yémen du Nord (République arabe du Yémen), le régime — que domine l'armée — affirme son autorité après l'accession à la présidence, en 1978, du colonel Ali Abdallah Saleh. Dans le Yémen du Sud (devenu République démocratique et populaire du Yémen en 1970), le régime se radicalise : instauration d'un parti unique se réclamant du marxisme-léninisme, réforme agraire, laïcisation de la société, etc. La RDPY soutient la rébellion du Dhofar contre le sultan d'Oman. En 1979, elle signe avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération.

Tout en se donnant l'un et l'autre comme objectif la réunification, les deux Yémens s'affrontent. Un conflit armé éclate dès 1972. La conférence du Caire y met aussitôt fin et pose les premiers jalons d'un processus d'union, mais le contentieux subsiste. En définitive, c'est le régime du Yémen du Sud qui se révèle le plus fragile. La crise de janvier 1986 y tourne à la guerre civile et fait plus de dix mille morts et des dégâts considérables à Aden. Les Soviétiques ne tardent pas à se désengager.

Repris après 1986, les pourparlers aboutissent à la fusion des deux États le 22 mai 1990. Bien que le nouveau régime soit pluraliste, les deux formations politiques dominantes — le Congrès général populaire du président Saleh et le Parti socialiste yéménite, ex-parti unique du Yémen du Sud — se partagent en pratique le pouvoir. La découverte de pétrole, à partir de 1984, incite les dirigeants à l'optimisme. Mais l'invasion du Koweït par l'Irak assombrit l'horizon. Dans la guerre du Golfe, le Yémen refuse de s'engager aux côtés de l'Arabie saoudite. En représailles, celle-ci rend la vie très difficile aux quelque 1,5 million de travailleurs yéménites qu'elle hébergeait. Les deux tiers d'entre eux doivent bientôt regagner leur pays.

Les litiges territoriaux avec les Saoudites reprennent ensuite toute leur acuité. Ils portent sur l'Asir, Nadjran et Djizan, cédés en 1934 au traité de Taëf, lui-même reconduit en 1954 et 1974. Or le Yémen unifié a déclaré n'avoir pas l'intention de renouveler ce traité en 1994. En outre, le pétrole suscite désormais de graves contentieux dans la zone désertique, où les frontières n'ont jamais été fixées d'un commun accord.

Les Juifs et Israël

DES ORIGINES DU SIONISME À LA CRÉATION D'ISRAËL. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'idée prend corps, dans divers milieux juifs d'Europe, que partout où les Juifs iront ils se heurteront un jour ou l'autre à l'antisémitisme et qu'il faut donc un territoire leur appartenant en propre. Theodor Herzl, journaliste juif hongrois de langue alle-

mande, développe en 1896 cette idée dans son ouvrage *Der Judenstaat* (« L'État des Juifs » plutôt que « L'État juif ») et s'en fait le défenseur jusqu'à sa mort en 1904. C'est le point de départ du sionisme (de Sion, ancienne citadelle de Jérusalem conquise par David). L'Organisation sioniste mondiale (OSM) est fondée à Bâle en 1897. Selon ses propres termes, « le sionisme aspire à la création en Palestine, pour le peuple juif, d'un Foyer garanti par le droit public ».

La Palestine appartient alors à l'Empire ottoman. (On y recensait en 1880 quelque 25 000 Juifs, pour une part descendants de Juifs d'Espagne — ou séfarades — installés en Galilée au XVI^e siècle.) Les autorités ottomanes craignent que l'immigration juive ne renforce encore l'influence européenne mais n'ont guère les moyens de s'y opposer. La première vague d'immigrés (1882-1903) vient surtout de Russie. La deuxième (1904-1914) vient de Russie et de Pologne et comprend de nombreux socialistes, dont David Ben Gourion, figure dominante de la vie politique israélienne jusqu'en 1963. Quand éclate la Première Guerre mondiale, les Juifs sont, en Palestine, aux alentours de 80 000.

Le rôle décisif revient ensuite au Juif de Grande-Bretagne Chaim Weizmann (qui sera le premier président de l'État d'Israël, de 1949 à 1952). Son action conduit Arthur Balfour, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté, à signer en 1917 une « déclaration » favorable à l'établissement d'un Foyer national juif en Palestine. Dans le cadre du mandat britannique sur la Palestine, l'accueil des immigrants est confié à l'Agence juive, branche locale de l'OSM. La troisième vague, au début des années 1920, vient de Russie,

chassée par la Révolution. En 1924, Washington restreint l'immigration aux États-Unis, au moment où le gouvernement polonais prend des mesures économiques antijuives. Cela provoque une quatrième vague, plus importante que les précédentes. Mais ensuite le flux se réduit au point qu'en 1927-1929 plus de Juifs quittent la Palestine qu'il n'en arrive.

La reprise de l'immigration date de 1933, année de l'accession de Hitler au pouvoir. Outre des Juifs de Pologne et d'autres pays d'Europe centrale, toujours majoritaires, la cinquième vague comprend de nombreux Juifs d'Allemagne. En 1936, on recense 400 000 Juifs en Palestine, en très grande majorité ashkénazes (Juifs de tradition culturelle germanique et, pour beaucoup, de langue yiddish). A partir de 1939, les autorités britanniques imposent de sévères limites à l'immigration.

La Seconde Guerre mondiale bouleverse toutes les données. L'extermination de six millions de Juifs par les nazis provoque un sursaut de l'opinion internationale, en Occident notamment. La politique restrictive des Britanniques devient intenable. L'ONU ayant adopté un plan de partage (voir page 63), les Juifs de Palestine proclament en 1948 l'État d'Israël et imposent son existence par les armes.

LES JUIFS DANS L'ÉTAT D'ISRAËL. A la veille de la naissance d'Israël, la population juive de Palestine était de 630 000 personnes. A la fin de 1991, elle atteignait 4 100 000, dont 2 160 000 immigrants depuis 1948 (l'accroissement naturel contribue aussi, bien sûr, à l'augmentation générale). Le premier flux migratoire majeur (700 000 personnes) date des années 1948 à 1951. Il se compose pour partie

JÉRUSALEM

Jérusalem est une ville sacrée pour les Juifs et les chrétiens, mais aussi pour les musulmans. Elle comprend la vieille ville — ville sacrée proprement dite — ou Jérusalem-Est et la nouvelle ville, en très grande partie postérieure à 1920, ou Jérusalem-Ouest.

Le plan de partage adopté par l'ONU en 1947 donne à Jérusalem et ses environs le statut de zone internationale. De 1948 à 1967, Jérusalem-Ouest fait partie d'Israël, dont elle devient la capitale en 1950, tandis que Jérusalem-Est, demeurée sous contrôle arabe, est intégrée en 1950 à la Jordanie. Le 27 juin 1967, Israël annexe Jérusalem-Est et met aussitôt en place une municipalité unique. (L'annexion de Jérusalem-Est par Israël n'est pas reconnue par la communauté internationale.)

La ville dans son ensemble abritait en 1991 360 000 Juifs et 140 000 Arabes.

ISRAËL
État d'Israël



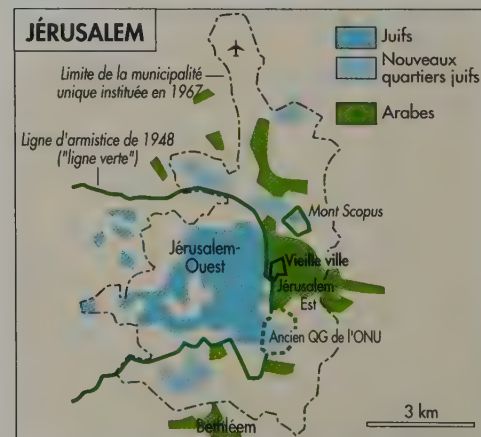
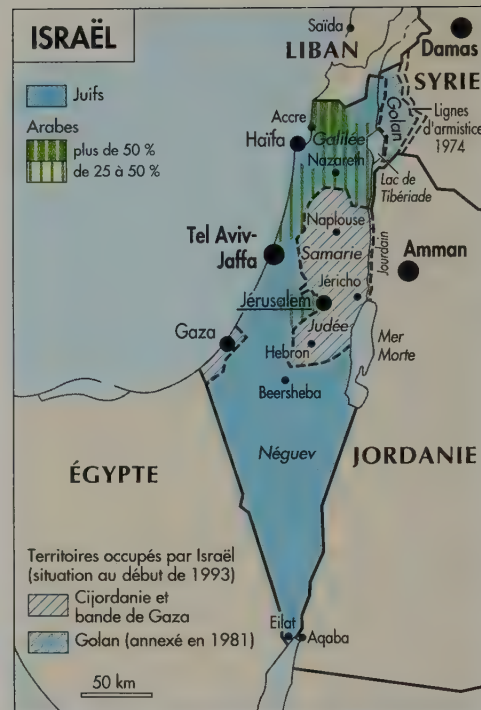
Population (estimation 1991) 5 000 000
Superficie 20 770 km²
Capitale Jérusalem

RÉPARTITION ETHNO-LINGUISTIQUE DE LA POPULATION (estimation 1991)

Juifs 4 100 000
Arabes 900 000

RELIGIONS

Juifs 82 %
Musulmans (en grande majorité sunnites) 14 %
Chrétiens 2,5 %
Druzes 1,5 %



LES JUIFS DU MOYEN-ORIENT

de Juifs d'Europe centrale et orientale et, pour moitié — c'est un phénomène nouveau — de Juifs du Moyen-Orient (Irak, Yémen, Égypte, Iran, Turquie...). Dans les années 1950 s'y ajoutent des Juifs du Maroc (260 000 au total) et de Tunisie. Les Juifs d'Algérie (tous citoyens français depuis le décret Crémieux de 1870) ont en revanche, dans leur très grande majorité, gagné la France. La dernière grande vague d'immigration vient d'URSS. Amorcée à la fin des années 1960, elle prend toute son ampleur au début des années 1990 (près de 600 000 personnes au total de 1968 à la mi-1992).

Trois strates successives composent ainsi la population israélienne : les ashkénazes, dominants jusqu'en 1948 ; les séfarades, devenus dès 1965 aussi nombreux que les ashkénazes en raison de leur taux de natalité plus élevé ; enfin les Juifs d'origine soviétique. L'intégration des séfarades, culturellement différents des ashkénazes et en général plus pauvres, a soulevé des difficultés qui se sont aplanies au stade de la deuxième génération, éduquée sur place en hébreu. Les immigrants de l'ex-URSS posent des problèmes similaires.

DILEMMES. L'État d'Israël, proclamé en 1948 « en vertu du droit naturel et historique du peuple juif et conformément à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU », demeure confronté à divers dilemmes. Il reconnaît les principes de liberté et d'égalité pour tous les habitants du pays, sans distinction de race, de langue ou de religion (ce qui permet aux quelque 900 000 Arabes vivant en Israël même d'avoir la nationalité israélienne), mais en même temps s'affirme comme État juif, ayant vocation à accueillir les Juifs du monde entier.

Avec pour rois successifs Saül, David et Salomon, le premier royaume hébreu dure de 1020 à 930 av. J.-C. Il se scinde ensuite en deux États : Israël au nord, Juda au sud. En 722, les Assyriens dévastent Israël et déportent sa population en Mésopotamie. En 586, les Babyloniens détruisent le Temple de Jérusalem et déportent à leur tour les Juifs de Juda sur les bords de l'Euphrate, tandis que d'autres se réfugient en Égypte. Les Perses achéménides, à partir de 538, autorisent en Palestine le retour des Juifs, qui y reconstruisent le Temple. Alexandre ayant conquis l'Empire achéménide, les Juifs tendent à s'helléniser puis, au II^e siècle av. J.-C., se révoltent et retrouvent leur indépendance. Pour peu de temps car, en 63 av. J.-C., Pompée prend Jérusalem et fait de la Palestine une province romaine (laquelle peut néanmoins avoir le cas échéant un « roi », tel Hérode). Les Juifs s'étant révoltés, le Temple est rasé en 70 après J.-C. Une nouvelle révolte conduit à la destruction de Jérusalem en 135.

La Diaspora, dès lors, joue un rôle prépondérant. Ses origines sont anciennes : de nombreux Juifs ont fait souche en Égypte et surtout en Mésopotamie. À partir du V^e siècle, celle-ci devient le principal foyer du judaïsme, jusqu'à ce que son appauvrissement, concomitant du déclin du califat (voir page 52), pousse les Juifs vers l'ouest (Afrique du Nord, Espagne). L'expulsion, en 1492, des Juifs d'Espagne (dits séfarades) déclenche un mouvement en sens inverse : ils migrent vers l'Empire ottoman et s'installent dans les villes (Salonique en premier lieu mais aussi Constantinople, Corfou, etc.). D'autres s'implantent en Galilée. Les autorités ottomanes accueillent d'autant mieux les Juifs qu'ils contrebalancent l'influence économique des Grecs et des Arméniens.

Pour autant, au début du XX^e siècle, les Juifs sont au Proche-Orient relativement peu nombreux : une centaine de mille en Irak (surtout à Bagdad) ; à peine ce nombre en Égypte ;

50 000 environ au Yémen (où, en raison de leur présence immémoriale, ils sont perçus comme arabes) ; quelques dizaines de milliers en Palestine... Des communautés existent aussi en Iran, dans le Caucase, en Asie centrale.

La guerre israélo-arabe de 1948 met fin à plusieurs siècles de cohabitation, au total pacifique. Dans les quelques années suivantes, la très grande majorité des Juifs qui résidaient dans des pays arabes gagne Israël.

LES JUIFS DE L'EX-URSS

Le système soviétique distinguait de la notion juridique de « citoyenneté » (soviétique) celle, ethnique, de « nationalité ». Sans avoir de langue en propre (l'usage du yiddish s'étant pour ainsi dire perdu), les Juifs formaient une nationalité.

Selon le recensement de 1989, l'URSS comptait 1 450 000 Juifs, dont 85 % en Russie et dans les républiques européennes (Ukraine, Biélorussie, etc.).

Dans le Caucase, on distinguait :

- les Juifs « tout court » (russophones), au nombre de 45 000, répartis entre l'Azerbaïdjan (25 000, en majorité à Bakou), la Géorgie (10 000, en majorité à Tiflis) et le Daghestan (10 000) ;
- les Juifs « des montagnes » (19 000), répartis entre l'Azerbaïdjan et le Daghestan ;
- les Juifs géorgiens (16 000).

En Asie centrale :

- les Juifs « tout court », au nombre de 100 000 répartis entre l'Ouzbékistan (65 000, dont les deux tiers à Tachkent), le Kazakhstan (19 000), le Tadjikistan (10 000) ;
- les Juifs dits « d'Asie centrale » (36 000), les plus nombreux en Ouzbékistan (28 000).

Les Juifs « tout court » se sont installés dans le Caucase et en Asie centrale en même temps que les Russes, dont ils ne se distinguent guère. Les autres sont au contraire autochtones et forment des communautés vieilles de plusieurs siècles.

C'est la « loi du Retour », votée en 1950 et qui définit un Juif comme étant né de mère juive ou s'étant converti. Le caractère laïque ou religieux de l'État n'est pas non plus tranché et fait l'objet de vives controverses entre les Israéliens eux-mêmes.

Le dilemme le plus grave, toutefois, résulte de l'absence d'une définition territoriale d'Israël. Les sionistes des années 1920 y incluaient volontiers la rive orientale du Jourdain. Les lignes d'armistice arrêtées en 1948-1949 (que les Israéliens nomment « ligne verte ») ont jusqu'en 1967 été considérées comme provisoires, tant par les Arabes que — du moins peut-on le supposer — par les autorités israéliennes elles-mêmes. Les seules frontières aujourd'hui reconnues sont celles avec le Liban (la « zone de sécurité » israélienne dans le sud du pays n'implique pas de revendication territoriale) et avec l'Égypte (depuis le traité de paix de 1979). Ailleurs, les limites d'*Eretz Israel*, la « Terre d'Israël », demeurent floues. En annexant la vieille ville de Jérusalem en 1967 et en proclamant cette annexion sans retour et sacrée, Israël a indirectement laissé entendre que le statut de la Cisjordanie (dite Judée-Samarie par les Israéliens) et de Gaza, voire celui du Golan (annexé en 1981) étaient, jusqu'à un certain point, négociables. Dans le même temps, à l'initiative du gouvernement israélien ou d'associations privées (surtout religieuses), des colonies juives se sont implantées en Judée-Samarie (100 000 colons environ) et dans le Golan (10 000).

En 1991, sous l'égide des États-Unis, des négociations se sont engagées entre Israël, le Liban, la Syrie et une délégation jordano-palestinienne.

Les peuples caucasiques et les Arméniens

La population du Caucase au sens large (les républiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan et les six républiques de Ciscaucasie incluses en Russie) s'élève à 21 millions de personnes. Un tiers d'entre elles parle des langues caucasiques (propres à la région), un tiers des langues indo-européennes, un tiers des langues turques. Parmi les langues indo-européennes figurent des langues autochtones — l'arménien et l'ossète — et des langues allogènes, en premier lieu le russe. Les langues turques

ont deux origines. L'azéri procède des invasions de Turcomans, venus d'Asie centrale par le sud de la Caspienne à partir du XI^e siècle ; les langues turques de Ciscaucasie sont celles de peuples issus des steppes par le nord. (Les peuples turcs de Ciscaucasie, de même que les Ossètes, sont traités ci-dessous avec les autres peuples du Caucase ; les Azéris figurent dans le chapitre consacré aux peuples turcs, page 167).

LES LANGUES CAUCASIQUES. Elles sont les plus anciennement parlées dans la région. Leur aire était à l'origine plus vaste mais, dans la première moitié du 1^{er} millénaire av. J.-C., des peuples indo-européens (Arméniens, Iraniens) ont refoulé les peuples caucasiques vers le nord. D'autres Iraniens, après avoir contourné la Caspienne par l'est et le nord, ont envahi la Ciscaucasie (ils ont pour descendants les Ossètes). Ainsi soumis aux pressions de leurs voisins, les peuples caucasiques ont trouvé refuge dans les régions montagneuses, en particulier dans la chaîne du Caucase. Il en est allé de même lors des invasions turques.

Les linguistes répartissent les langues caucasiques en quatre groupes dits caucasique du Sud (CS), caucasique du Nord-Ouest (CNO), caucasique du Nord-Centre (CNC) et caucasique du Nord-Est (CNE). Le groupe caucasique du Sud ne comprend guère aujourd'hui que le géorgien (3 800 000 locuteurs). Il a progressé aux dépens des langues qui lui étaient apparentées (svane, mingrélien, laze...). Au groupe du Nord-Ouest (650 000 locuteurs) appartiennent notamment l'abkhaze et l'adyghé (ou tcherkesse ou circassien ou encore kabarde). Le tchetchène et l'ingouche forment le groupe du Nord-Centre (un mil-

lion de locuteurs). Enfin le groupe du Nord-Est (un million et demi de locuteurs) réunit les langues caucasiennes du Daghestan. Elles

sont au nombre de près d'une trentaine, dont huit écrites. Les plus importantes se nomment avar, lesghien, dargwa.

Certaines langues caucasiennes présentent d'étonnantes particularités phonétiques. En géorgien, 740 groupes différents de consonnes peuvent figurer en début de mot. L'oubykh — langue du groupe du Nord-Ouest étudiée par Georges Dumézil et dont les locuteurs se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main — n'a que deux voyelles pour quatre-vingts consonnes.

Les Russes et le Caucase

La première phase de la conquête du Caucase par les Russes date du règne de Catherine II (1762-1796). Elle consiste à faire établir par les cosaques une ligne de défense en contrebas du Caucase, le long des fleuves Kouban et Terek. Les Russes progressent ensuite sur deux itinéraires : au centre, en direction du col de la Croix ; à l'est, en longeant la Caspienne. En 1784, ils fondent Vladikavkaz. La deuxième phase s'ouvre en 1801 avec l'annexion du royaume de Géorgie, lié par traité à la Russie depuis 1783. Ayant ainsi pris pied au sud, les Russes s'assurent en moins d'une trentaine d'années le contrôle de l'ensemble de la Transcaucasie. La troisième phase concerne les peuples montagnards eux-mêmes (peuples du Daghestan et Tchetchènes d'un côté, Circassiens de l'autre), soumis dans les années 1850-1860.

LA TRANSCAUCASIE. Les Russes administrent la Transcaucasie comme un tout, qui a Tiflis pour capitale. Cela ne conduit pas à une fusion des peuples de la région mais facilite les migrations. De nombreux Arméniens s'installent en Géorgie et à Bakou, où le boom



pétrolier, à partir des années 1870, attire toutes sortes de gens (qui en font un foyer cosmopolite révolutionnaire). Lorsque les bolcheviks prennent le pouvoir en Russie en novembre 1917, les autorités de Transcaucasie refusent de se rallier. Ainsi va naître, en avril 1918, l'éphémère République démocratique fédérative de Transcaucasie. Mais un mois plus tard, la Géorgie s'en sépare, aussitôt suivie de l'Azerbaïdjan... et de l'Arménie, qui n'a plus d'autre choix.

Les bolcheviks prennent le contrôle de l'Azerbaïdjan puis de l'Arménie en 1920, de la Géorgie au début de 1921. L'année suivante, ils instituent la République socialiste fédérative de Transcaucasie (RSFT) qui a pour fonction d'unifier un ensemble rétif. Devenue inutile, elle sera supprimée en 1936 et les trois

GÉOGRAPHIE DU CAUCASE.

La chaîne montagneuse qui s'étend de la presqu'île de Taman à la presqu'île d'Apchérone se nomme Caucase ou « Grand Caucase ». Dans une acception plus large, le Caucase englobe tout l'isthme qui sépare la mer Noire de la mer Caspienne. Les termes de Ciscaucasie et de Transcaucasie sont d'origine russe. La Ciscaucasie désigne les territoires qui, vus de Russie, sont en deçà du Grand Caucase; la Transcaucasie, ceux situés au-delà, autrement dit les actuelles républiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan. La Ciscaucasie, jusqu'à

la ligne de piémont, appartient au monde des steppes. Le Grand Caucase culmine à 5642 mètres (mont Elbrouz). C'est à la fois une formidable barrière et une forteresse où des peuples très divers ont longtemps pu se tenir à l'abri des invasions. Au sud du Grand Caucase s'ouvrent deux dépressions. La plus petite, en bordure de la mer Noire, jouit d'un climat d'une légendaire douceur (c'est la Géorgie occidentale). La plus vaste, à l'est, nettement plus sèche, était jadis steppique. Elle est aujourd'hui en grande partie irriguée avec les eaux de la Koura. Entre les deux s'intercale un seuil, au climat tempéré (c'est la Géorgie orientale).

républiques du Caucase adhéreront directement à l'URSS.

LE NORD DU CAUCASE. Les peuples du nord du Caucase ont des traits communs, en particulier leur attachement à l'islam (les Ossètes mis à part). De leur mode de vie résulte une organisation sociale particulière dans laquelle les clans jouent le rôle principal. Avec les gens d'« en bas », les relations n'ont guère été faciles. Les cosaques, en particulier, ont souvent chassé les montagnards de leurs terres.

En corollaire, une solidarité entre peuples montagnards se manifeste le cas échéant. C'est ainsi qu'après la chute du régime tsariste siège à Vladikavkaz une Assemblée des peuples du nord du Caucase où se côtoient des Daghestanais, des Tchétchènes, des Ossètes, des Kabardes... En mars 1918, le bolchevik géorgien Grigori Ordjonikidze fonde à Vladikavkaz une République populaire socialiste des soviets du Terek. Chassé de la ville en août par les cosaques, il y revient avec l'appui des Tchétchènes puis en est chassé à nouveau en janvier 1919



par l'armée des Volontaires (anti-bolcheviks) que commande Anton Denikine. Mais ce dernier, trop lié aux cosaques, s'aliène les populations montagnardes. Battu par ailleurs en Ukraine, il doit, au début de 1920, abandonner le Caucase à l'Armée rouge. En janvier 1921, les autorités soviétiques instituent, dans le cadre de la République fédérative de Russie, une république autonome des Montagnards, résurgence de l'Assemblée des peuples du nord du Caucase de 1917. Elle réu-

nit les Kabardes, les Balkars, les Ossètes, les Ingouches et les Tchetchènes. Dès 1922, cependant, elle se trouve réduite aux seuls Ossètes et Ingouches et disparaîtra en 1936.

La solidarité se manifesterait à nouveau avec la création, en 1990, de la « Confédération des peuples montagnards du Caucase ». Présidée par un Kabarde, armée par les Tchetchènes, jugée illégale par Moscou, elle enverra néanmoins des volontaires combattre en Abkhazie en 1992 (voir page 104).

LES COSAQUES

Les noms de « cosaque » et de « Khazak » viennent du même mot turc signifiant « homme libre ». Mais les cosaques — tous cavaliers — étaient de religion orthodoxe et de langue russe (à l'exception des Cosaques zaporogues, de langue ukrainienne et qui jouèrent un rôle éminent dans l'histoire de l'Ukraine). Faite de marginaux (serfs fugitifs et aventuriers de toutes sortes), la population cosaque évoluait en lisière de la Russie proprement dite, au contact des nomades turcophones. Elle jouissait d'une grande liberté et élisait ses chefs (*hetman*).

Les tsars ont recouru aux cosaques pour assurer l'expansion de l'Empire russe : conquête de la Sibérie occidentale au XVI^e siècle (voir page 190) puis avancée jusqu'au Pacifique au siècle suivant ; encerclement des Kazakhs dans les années 1850 (voir page 153). C'est toutefois en Ciscaucasie que les cosaques ont été les plus actifs et demeuraient, au début du XX^e siècle, les plus nombreux : on dénombrait alors 3 300 000 cosaques du Don, du Kouban, du Terek et d'Astrakhan sur un total de 4 600 000 cosaques dans l'Empire.

La dislocation de l'URSS montre aujourd'hui que les cosaques, s'ils ont abandonné leur mode de vie traditionnel, n'ont aucunement disparu en tant que communautés militantes. Très nationalistes russes, ils n'hésitent pas à revendiquer les portions du Kazakhstan qui faisaient jadis partie de leurs domaines. A la fin de 1992, le gouvernement russe envisageait de confier à des unités de cosaques le soin de maintenir l'ordre dans le nord du Caucase.

91



Les « peuples punis »

Entrés en guerre contre l'URSS en juin 1941, les Allemands envahissent l'Ukraine puis la Crimée. En juillet 1942, Hitler ordonne une

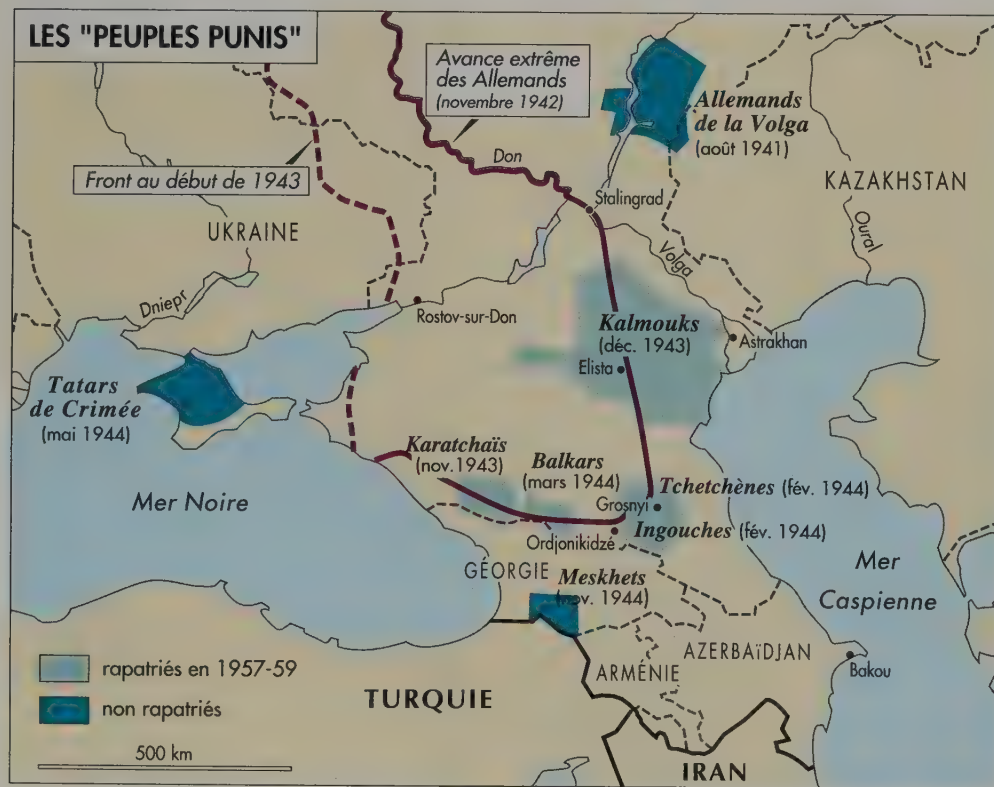
offensive en direction de Stalingrad et une double offensive dans le Caucase, le long de la mer Noire jusqu'à Batoum et au nord de la chaîne jusqu'à Bakou. Les forces allemandes progressent rapidement en Ciscaucasie mais ne prennent ni Grosnyi ni Vladikavkaz ; près de la mer Noire, elles sont vite bloquées. Par ailleurs, la bataille de Stalingrad tourne pour elles à la catastrophe à partir de novembre 1942. Aussi les Allemands évacuent-ils, dans les trois mois suivants, ce qu'ils occupaient du Caucase.

Au cours de ces opérations, les Allemands ont eu affaire à des peuples non russes : Tatars de Crimée, Kalmouks et divers peuples du Caucase (Adyghéens, Tcherkesses, Karatchaïs, Kabardes, Balkars, Ossètes, Ingouches, Tchetchènes). Sans grand succès, ils ont cherché à recruter parmi ces peuples des troupes auxiliaires. En sens inverse, des mouvements de partisans hostiles aux Allemands se sont constitués. Mais tout cela n'a pas duré longtemps (six mois au maximum dans le nord du Caucase).

LES DÉPORTATIONS. A la suite du retrait des Allemands, Staline ordonne de déporter en masse, au Kazakhstan ou en Asie centrale, plusieurs des peuples concernés. Vont connaître un tel sort les Karatchaïs (novembre 1943), les Kalmouks (décembre 1943), les Tchetchènes et les Ingouches (février 1944), les Balkars (mars 1944) et les Tatars de Crimée (mai 1944). Les opérations sont menées avec une extrême rapidité : tous les Tchetchènes et les Ingouches (425 000 personnes) sont raflés en une seule journée. Aucun membre de l'ethnie visée, quel que soit son âge, son statut, etc., n'échappe à la déportation. Enfin aucune information n'est donnée et un silence total se fait, comme si les peuples condamnés n'avaient jamais existé. Bien qu'ils n'aient pas eu de contacts avec les Allemands, les Meskhets (Géorgiens en partie turquisés) seront à leur tour déportés en novembre 1944 (voir page 103).

Les populations déportées sont établies dans des « zones de peuplement spéciales », isolées des populations voisines. Elles sont surveillées, déchues de leurs droits civiques, privées d'enseignement dans leur propre langue. Leurs conditions de vie sont très précaires, la mortalité élevée.

LES RÉHABILITATIONS. En 1956, Nikita Khrouchtchev, dans son rapport au XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, dénonce la déportation des Kalmouks, des Karatchaïs, des Balkars, des Tchetchènes et des Ingouches. A la fin de l'année, un décret autorise le retour de ces peuples chez eux. Ce sera chose faite, pour l'essentiel, en 1959. Mais le sort des Tatars de Crimée, des Meskhets et des Allemands de la Volga (déportés dès août 1941) reste alors toujours en suspens.



LES PEUPLES MONTAGNARDS

Les peuples du Caucase occidental

LES CIRCASSIENS. On a longtemps connu sous le nom de Circassiens les peuples parlant les langues du groupe caucasique du Nord-Ouest. Dans le monde arabe et le monde ottoman, les esclaves circassiens étaient très prisés. Ils ont parfois joué un rôle éminent : des mamelouks circassiens ont régné sur l'Égypte de la fin du XIV^e siècle à la conquête du pays par les Ottomans. L'histoire des Circassiens dans leur contrée d'origine n'est guère documentée. Avant l'arrivée des Russes, ils n'ont connu, semble-t-il, ni occupation étrangère ni invasion. La société circassienne traditionnelle consistait en une juxtaposition de communautés, sans autorité supérieure centrale. Les Circassiens pratiquaient à l'extérieur le pillage, à l'intérieur la vendetta.

Dans l'ensemble circassien (ce nom n'étant plus usité qu'à titre historique), les Abkhazes, installés entre le Caucase et la mer Noire, ont mené une existence à part. En

migrant vers l'est (au contact des Ossètes), les Kabardes se sont individualisés au XIV^e siècle. Le nom de « Tcherkesses », devenu courant au XIX^e siècle, est un doublet de « Circassiens ».

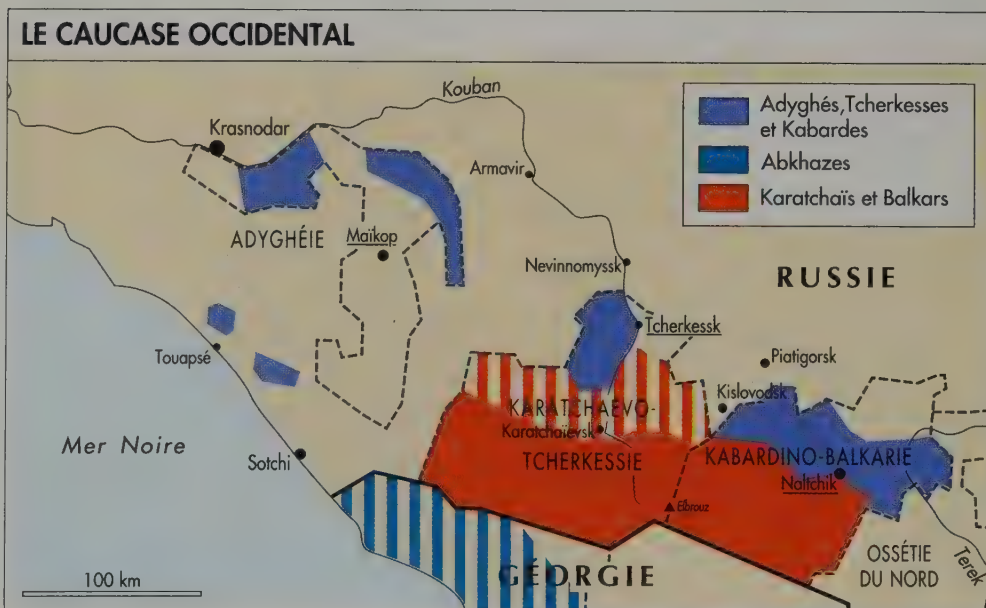
Les Karatchaïs et les Balkars (qui parlent la même langue) ne sont en revanche pas circassiens mais turcs. Ayant sans doute pour ancêtres des Coumans, ils occupent les vallées proches de l'Elbrouz depuis le XIV^e siècle au moins. Les Kabardes les ont convertis à l'islam au XVIII^e siècle.

DES OTTOMANS AUX RUSSES. Les Circassiens entretiennent des relations avec les Tatars de Crimée qui, en 1475, reconnaissent la suzeraineté ottomane. Au milieu du XVI^e siècle, les Ottomans conquièrent par ailleurs la Géor-

ADYGHÉENS, TCHERKESSES, KABARDES

Ils parlent tous une même langue qu'ils nomment l'adyghé. Elle comporte trois dialectes, correspondant aux trois implantations actuelles de la population. Pour des raisons historiques, celui de la région centrale porte aujourd'hui le nom de tcherkesse, celui de la région orientale le nom de kabarde. Le dialecte kabarde sert de langue littéraire commune.

gie occidentale. Ainsi s'établissent entre les Circassiens et l'Empire ottoman des liens qui dureront jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle. Sous l'influence des Ottomans et des Tatars, les Circassiens adoptent l'islam à



ADYGHÉIE*République dans le cadre de la Fédération de Russie*

Population (1989)	432 000
Superficie	7 600 km ²
Capitale	Maïkop

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(1989)

Russes	294 000
Adyghéens	95 000

RELIGIONS

Les Adyghéens sont de tradition musulmane sunnite.

partir du XVI^e siècle. Les Ottomans convertissent d'autre part à l'islam une grande partie des Abkhazes, qui avaient été christianisés au IV^e siècle en même temps que les Géorgiens.

Après avoir battu les Ottomans, la Russie annexe le khanat tatar de Crimée en 1783. La « ligne cosaque », le long du Kouban, est mise en place à la même époque. En 1810, les Russes — progressant à partir de la Géorgie — soumettent les régions côtières de l'Abkhazie. Les Kabardes acceptent la suzeraineté du tsar dans les années 1820. (Les Kabardes entretenaient depuis longtemps des relations avec les Russes. En 1561, le tsar Ivan le Terrible avait pris comme deuxième épouse une princesse kabarde.) Les Russes progressent par ailleurs sur le littoral de la mer Noire, dont les populations abkhazes se soumettent en 1829. Tout le cœur du pays circassien demeure néanmoins indépendant.

La résistance conduite par Chamyl dans le Caucase oriental (voir page 96) accapare jusqu'en 1859 l'attention des Russes, qui se retournent ensuite contre les Circassiens,

Abkhazes compris. La « pacification » s'achève en 1864. Elle s'accompagne d'un exode massif de Circassiens vers l'Empire ottoman, exode encouragé par les Russes. Les Circassiens sont réimplantés par les autorités ottomanes en Anatolie orientale (où ils ne tardent pas à se quereller avec les Kurdes), en Cilicie, en Syrie, voire dans les Balkans (Dobroudja, Bulgarie). Dans leur pays d'origine, des colons russes et ukrainiens prennent leur place.

LE RÉGIME SOVIÉTIQUE. L'Armée rouge prend le contrôle de la région en 1920. Les pays circassiens sont incorporés dans la république de Russie, à l'exception de l'Abkhazie, rattachée à la Géorgie. D'abord inclus dans la république autonome des Montagnards, les Kabardes et les Balkars sont dotés d'une région autonome en septembre 1921 (elle deviendra république autonome en 1936). La région autonome des Karatchaïs et des Tcherkesses date de juin 1922, celle des Adyghéens de juillet. L'association, d'une part,

KARATCHAEVO-TCHERKESSIE*République dans le cadre de la Fédération de Russie*

Population (1989)	415 000
Superficie	14 100 km ²
Capitale	Tcherkessk

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(1989)

Russes	176 000
Karatchaïs	129 000
Tcherkesses	40 000
Abazas	27 000

RELIGIONS

Les Karatchaïs, les Tcherkesses et les Abazas sont de tradition musulmane sunnite.

KABARDINO-BALKARIE*République dans le cadre de la Fédération de Russie*

Population (1989)	754 000
Superficie	12 500 km ²
Capitale	Naltchik

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(1989)

Kabardes	363 000
Russes	241 000
Balkars	71 000

RELIGIONS

Les Kabardes et les Balkares sont de tradition musulmane sunnite.

des Karatchaïs aux Tcherkesses, d'autre part, des Balkars aux Kabardes ne relève pas, comme on l'affirme souvent, d'une volonté de « diviser pour régner », mais de considérations géographiques ; séparés par la masse de l'Elbrouz, les Karatchaïs et les Balkars ne peuvent en effet établir de relations directes.

En août 1942, les Allemands hissent le drapeau frappé de la croix gammée au sommet de l'Elbrouz. En liaison avec des Tatars émigrés qui intriguent alors en Turquie en faveur du « pantouranisme », un Comité national du Caucase du Nord est fondé, avec pour objectif de réunir les Karatchaïs et les Balkars dans un même ensemble. Avant la fin de l'année, toutefois, les Allemands évacuent la région. La déportation en masse des Karatchaïs a lieu en novembre 1943 ; celle des Balkars le 8 mars 1944. Le motif déterminant semble avoir été la participation de certains dirigeants au mouvement pantouranien. Les deux peuples ne rentreront chez eux qu'en 1957. Leurs vallées seront alors revenues à l'état sauvage, personne n'ayant songé à les occuper.

LA SITUATION AUJOURD'HUI. Dans le cadre de la Fédération de Russie, les régions autonomes des Adyghéens et des Karatchaïs-Tcherkesses ont accédé au statut de républiques en 1992. Mais les descendants des Circassiens, à l'exception des Kabardes, sont partout devenus très minoritaires. Les Abazas, caucasiens du Nord-Ouest distincts des Adyghéens-Tcherkesses-Kabardes et des Abkhazes, ne sont aujourd'hui guère plus de 30 000 au total. A la fin des années 1980, les Abkhazes sont entrés en conflit avec les autorités de Géorgie (voir page 104).

Les Ossètes

Venus d'Asie centrale en contournant la Caspienne par le nord, des Iraniens — les Scythes, les Sarmates puis les Alains — dominent la Ciscaucasie jusqu'à l'arrivée des Khazars (turcs) aux alentours de l'an 600. De nombreux Alains se replient alors sur le nord du Caucase. Les Ossètes parlent une langue directement issue de la leur.

Implantés le long du seul passage praticable (quoique difficile) à travers le Caucase, les Ossètes assurent le lien entre Ciscaucasie et Transcaucasie. Au sud, ils sont christianisés très tôt, à l'initiative des Géorgiens. Sur l'autre versant du Caucase, les Kabardes convertissent une partie des Ossètes à l'islam. Mais, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les missionnaires russes deviennent les plus influents.

En 1774, la Russie procède à l'annexion (de principe) du pays ossète. En 1783, elle signe avec le royaume de Géorgie un traité d'amitié et d'assistance. La forteresse de Vla-

OSSÉTIE DU NORD

République dans le cadre de la Fédération de Russie

Population (1989)	632 000
Superficie	8 000 km ²
Capitale	Vladikavkaz

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Ossètes	335 000
Russes	189 000
Ingouches*	33 000

RELIGIONS

Les Ossètes sont en majorité de tradition chrétienne orthodoxe. Une minorité se réclame de l'islam sunnite.

OSSÈTES HORS D'OSSÉTIE DU NORD (1989)

Géorgie	164 000
Russie	67 000

* Minorité expulsée d'Ossétie à la fin de 1992.



dikavkaz (« la Maîtresse du Caucase ») est fondée en 1784 et la construction de la « Route militaire de Géorgie », de Vladikavkaz à Tiflis, menée à bien peu avant 1820. Simultanément, les Russes achèvent de soumettre les Ossètes, ainsi qu'une partie des Ingouches qui leur font face de l'autre côté de la route.

LA PÉRIODE SOVIÉTIQUE. Après l'effondrement du régime tsariste, Vladikavkaz, position clé, change plusieurs fois de mains. Le bolchevik Ordjonikidzé y connaît des fortunes diverses avant que l'Armée rouge ne s'en empare au début de 1920. Jusqu'en 1936, les Ossètes et les Ingouches forment une même région autonome. Une refonte réunit alors les Ingouches aux Tchetchènes, tandis que le pays ossète devient la République autonome d'Ossétie du Nord. (Pour les Ossètes de Géorgie, une région autonome d'Ossétie du Sud a été instituée en 1922.) Après la déportation des Tchetchènes et des Ingouches, une partie du territoire de leur république, à l'est de Vladikavkaz, est rattachée à l'Ossétie du Nord. Elle ne sera pas restituée à la Tchetchéno-Ingouchie en 1957, mais des Ingouches viendront s'y établir de nouveau.

L'ÉCRITURE DE LA LANGUE OSSÈTE

Le premier texte en ossète, imprimé en caractères cyrilliques à Moscou, date de 1798. Au XIX^e siècle, les alphabets cyrillique et géorgien furent utilisés concurremment. Les autorités soviétiques optèrent en 1923 pour le seul alphabet latin. Mais, en 1938, on revint au cyrillique en Ossétie du Nord... et au géorgien en Ossétie du Sud, où le cyrillique devint légal à son tour en 1954.

LA ROUTE MILITAIRE DE GÉORGIE

Réputée l'une des plus grandioses de l'ex-Empire russe, la route remonte, au sud de Vladikavkaz, le cours du Terek, qui creuse le défilé de Darial (de *Dar-i-Alan*, «Porte des Alains»). A la sortie du défilé, on pénètre en Géorgie mais la route continue de monter jusqu'au col de la Croix (2 384 mètres), au-delà duquel le climat devient bientôt méridional. L'itinéraire garde un grand intérêt stratégique (et touristique) mais, bloqué par les neiges en hiver, ne joue guère de rôle économique.

La frontière septentrionale traditionnelle de la Géorgie n'ayant pas été remise en cause par les autorités soviétiques, les Ossètes demeurent divisés, comme ils l'étaient depuis des siècles, entre ceux du nord et ceux du sud. En Géorgie, des affrontements armés ont opposé les Ossètes aux autorités du pays à partir de la fin de 1989. Par ailleurs, en octobre 1992, de graves incidents ont éclaté à l'est de Vladikavkaz entre Ossètes et Ingouches. Ils ont conduit à l'expulsion massive de ces derniers hors d'Ossétie, avec l'assentiment au moins tacite des autorités russes.

Les peuples du Caucase oriental

Les populations de la montagne parlent une multiplicité de langues caucasiennes. Des villages perchés (*aoul*) caractérisent leur habitat. Les Turcs (Koumyks et Nogais) viennent des steppes et sont demeurés en contrebas. Avant les Russes, les Arabes ont laissé dans la région la marque la plus profonde. Les Darghines, les Laks, les Tabassarans se sont convertis à

l'islam dès le VIII^e siècle. L'islamisation a ensuite gagné les peuples avars et les peuples lesghiens et, pour finir, les Tchetchènes au XVI^e siècle. Au XIX^e siècle encore, la langue de culture commune à tous ces peuples n'était autre que l'arabe.

En 1784, les Russes s'installent à Petrovsk. Après avoir conquis le nord de l'Azerbaïdjan (à partir de la Géorgie), ils prennent le contrôle du littoral entre Petrovsk et Derbent. Ils soumettent ensuite le sud du Daghestan et, par ailleurs, le nord du pays tchetchène, où ils fondent en 1819 la forteresse de Grosnyi («la Terrible»). Restent insoumis, à la fin des années 1820, le pays avar et la plus grande partie du pays tchetchène.

LE MURIDISME. Il s'agit d'une forme de soufisme, qui reprend vigueur dans le nord de l'Azerbaïdjan à la fin du XVIII^e siècle. Devenus maîtres du pays, les Russes dispersent ses adeptes. Vers la fin des années 1820, l'un d'entre eux prêche pourtant au Daghestan et enflamme les populations locales. Comme d'autres mouvements soufis, le muridisme associe une composante mystique à une hiérarchie de maîtres et de disciples, fondée sur l'ascétisme et l'esprit de sacrifice. Ce n'était pas au départ un mouvement belliqueux mais, face aux ambitions russes, il s'est mué en une formidable organisation de défense.

A partir de 1830, trois imams murides se succèdent. Le premier tente de s'emparer de Khounzak, la capitale du khanat avar, puis se réfugie dans son *aoul* natal, où les Russes le tuent en 1832. Le deuxième prend Khounzak mais y meurt assassiné en 1834, victime d'une vengeance. Chamyl, ex-adjoint des deux précédents, devient alors imam. Fils de

nobles avars, il est sans doute né en 1796. A une très forte autorité naturelle, il joint de grands talents d'organisateur. Il s'entoure de *naïb*, à la fois troupes d'élite, juges et police secrète, et dispose d'un remarquable réseau de renseignement (il sait tout ce qui se passe chez les Russes). En outre, après avoir éliminé une grande partie de la noblesse daghestanaise, Chamyl instaure un régime très autoritaire, fondé sur la *char'ia*.

LES «GUERRES MURIDES». Les Russes nomment de la sorte leur longue lutte contre Chamyl qui, de son côté, mène une «guerre sainte» à laquelle il voudrait associer tous les musulmans du Caucase. C'est ainsi qu'une guerre coloniale (de fait) prend un caractère particulièrement acharné et meurtrier.

Chamyl tente d'abord — en vain — de rallier à sa cause les Circassiens. Il refuse néanmoins, en 1837, l'offre russe d'un arrangement et se retire à Akhoulgo, position fortifiée dans le nord du pays avar. Deux ans plus tard, les Russes assiègent Akhoulgo. Chamyl parvient à s'enfuir et reconstitue son armée grâce aux Tchetchènes, chez lesquels il établit son nouveau quartier général, le «Grand Aoul». De violents combats opposent dès lors les Russes à Chamyl qui, dès 1840, a rétabli son autorité sur le Daghestan. Quand les Russes finissent, en 1845, par s'emparer (provisoirement) du Grand Aoul, Chamyl en est parti. Il est alors à l'apogée de son pouvoir, soutenu par la plupart des Avars et des Tchetchènes (et des Tsakhours). En 1851, les autorités russes confient la responsabilité des opérations dans le Caucase oriental à Alexandre Bariatinski, qui inaugure de nouvelles méthodes : interdiction des représailles,

ouverture de routes, reconstruction des édifices détruits, etc. C'est ainsi que peu à peu se réduisent et l'espace contrôlé par Chamyl et ses ressources. En 1859, le travail de pénétration méthodique de Bariatinski porte ses fruits : Chamyl se rend à lui le 25 août.

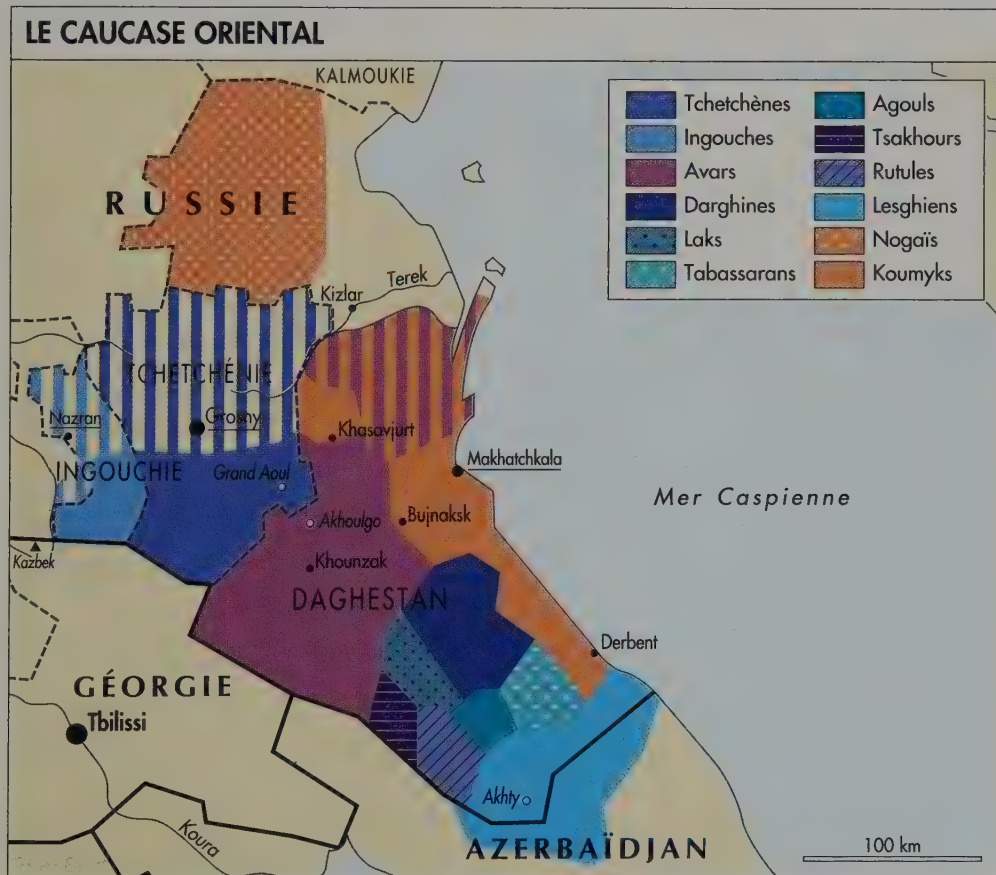
À la différence des Circassiens, les Avars et les Tchetchènes, défaits par les Russes, ne

prennent le chemin de l'exil qu'en faible nombre. Il est vrai que, sur eux, l'Empire ottoman n'avait jamais exercé de réelle attraction. Après sa reddition, Chamyl est reçu avec honneur à Saint-Petersbourg puis est assigné à résidence au sud de Moscou. Il prête spontanément serment d'allégeance au tsar en 1866. Autorisé à se rendre à La Mecque, il meurt

à Médine en 1871. Dans le Daghestan, la situation reste tendue : une grande révolte sera écrasée en 1877-1878.

LES ÉVÉNEMENTS DE 1917-1920. Des Tchetchènes et des Daghestanais participent à l'Assemblée des peuples du nord du Caucase réunie à Vladikavkaz en 1917. Mais le Daghestan passe bientôt sous le contrôle des chefs religieux locaux. Une république du Nord-Caucase y est proclamée le 11 mai 1918. Ses délégués signent à Batoum un traité avec les Ottomans. Les forces ottomanes, commandées par Nouri Pacha, pénètrent bientôt en Azerbaïdjan et atteignent Petrovsk en novembre. Mais à ce moment, le gouvernement ottoman a déjà signé un armistice avec les Alliés et ses troupes doivent se retirer. Nouri Pacha est fait prisonnier par les Britanniques. En 1919, l'armée de Denikine parvient à prendre le contrôle du Daghestan, puis doit l'abandonner. Il s'ensuit une révolte générale des Daghestanais, dans laquelle Nouri Pacha (qui s'est évadé) joue un rôle actif. Pour finir, l'Armée rouge occupe le Daghestan au printemps de 1920.

LA PÉRIODE SOVIÉTIQUE. Dans le cadre de la République fédérative de Russie, une république autonome du Daghestan est instituée en janvier 1921. La réunion des Tchetchènes et des Ingouches en une seule république autonome date de 1936. En dépit de l'accent qu'elles mettent sur les « nationalités », les autorités soviétiques se heurtent à une résistance profonde qui s'exprime en termes religieux. La suppression des institutions musulmanes, au début des années 1920, n'a pas grand effet car elle n'atteint pas les



confréries soufies habituées à fonctionner en sociétés secrètes. De nouvelles révoltes éclateront dans les années 1930 et 1940. Elles expliquent sans doute — plus que la « collaboration » — le sort réservé aux Tchetchènes et aux Ingouches.

D'août à décembre 1943, les Allemands occupent le nord-ouest de la Tchetchéno-Ingouchie. Certains autochtones ont peut-être collaboré avec les Allemands, mais il est sûr que des milices locales ont lutté contre l'occupant. Quoi qu'il en soit, en février 1944, tous les Tchetchènes et Ingouches sont déportés de l'autre côté de la Caspienne. Le territoire de leur république, supprimée, est partagé entre la Russie proprement dite (pour la plus grande part), l'Ossétie du Nord, la Géorgie et le Daghestan. Le retour des Tchetchènes et des Ingouches chez eux, à partir de 1957 (année de la reconstitution de la république de Tchetchéno-Ingouchie), ne va pas sans incidents, notamment avec les Russes, nombreux à Grosnyi. Du côté du Daghestan, Tchetchènes et Avars se répartissent à nouveau d'un commun accord leurs territoires ancestraux.

LES PEUPLES DU DAGHESTAN. République pluriethnique, le Daghestan aurait pu inclure les Tchetchènes, amis fidèles des Avars. Mais les autorités soviétiques ne tenaient pas à reconstituer une telle alliance. En revanche, découper le Daghestan en autant d'entités que de peuples aurait conduit à un émiettement impossible à gérer.

Les langues parlées dans la montagne daghestanaise forment le groupe caucasique du Nord-Est. Elles se répartissent en trois ensembles : avar, dargwa-lak et lesghien.

DAGHESTAN

République dans le cadre de la Fédération de Russie

Population	1 802 000
Superficie	50 300 km ²
Capitale	Makhatchkala

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Avars	496 000
Darghines	280 000
Koumyks	232 000
Lesghiens	204 000
Russes	166 000
Laks	92 000
Tabassarans	78 000
Azéris	75 000
Tchetchènes	58 000
Nogaïs	28 000

RELIGIONS

Les peuples du Daghestan sont de tradition musulmane sunnite.

AVARS HORS DU DAGHESTAN

Russie	48 000
Azerbaïdjan	44 000

DARGHINES HORS DU DAGHESTAN

Russie	73 000
--------------	--------

KOUMYKS HORS DU DAGHESTAN

Russie	45 000
--------------	--------

LESGHIENS HORS DU DAGHESTAN

Azerbaïdjan	171 000
Russie	53 000

NOGAÏS HORS DU DAGHESTAN

Russie	46 000
--------------	--------

Avant la période soviétique, seuls le lak (depuis le XVIII^e siècle) et l'avar (depuis le début du XIX^e siècle) étaient des langues écrites, en caractères arabes. Elles ont, de même que d'autres langues daghestanaïses, été transcrites en caractères latins de 1928 à 1938 et cyrilliques ensuite. A l'avar s'apparentent

l'andi, le dido et une dizaine d'autres. Les locuteurs de ces langues, purement orales, utilisent à l'écrit l'avar et relèvent de la « nationalité » avar. Le dargwa, langue (écrite) des Darghines, et le lak ont des traits communs. Deux langues orales s'apparentent au dargwa. Dans le troisième ensemble, le lesghien et le tabassaran sont des langues écrites. En revanche, le rutule, le tsakhour et l'agoul, bien qu'elles correspondent à des « nationalités », sont des langues orales (environ 20 000 locuteurs chacune). Une demi-douzaine d'autres langues caucasiennes du Nord-Est, de moindre importance, complètent le tableau.

Les Lesghiens posent un problème particulier car ils sont aujourd'hui partagés entre le Daghestan et l'Azerbaïdjan. Dans les années 1920, en effet, la frontière historique (frontière septentrionale de l'Empire perse antérieure au XIX^e siècle) n'a pas été remise en cause.

LES TCHETCHÈNES ET LES INGOUCHES. On les nomme parfois, collectivement, les Vaïnakhs. Non sans artifice, leurs langues ont été différenciées en 1934. C'est l'histoire qui distingue les uns des autres : les Ingouches, voisins des Ossètes, ont tôt subi l'influence des Russes ; les Tchetchènes, au contraire, ont soutenu Chamyl.

En septembre 1991 le général Djohar Doudaev — un Tchetchène ancien pilote de bombardier nucléaire — prend le pouvoir à Grosnyi. Les relations avec les Ingouches se dégradent vite. Lorsqu'en mars 1992 Doudaev refuse d'adhérer à la Fédération de Russie et proclame l'indépendance de la Tchetchénie, les Ingouches forment leur propre république, avec Nazran pour capitale. Elle adhère à la

Fédération en juin. Mais la frontière entre l'Ingouchétie et la Tchetchénie n'est pas fixée. D'autre part, en octobre, des incidents éclatent entre les Ossètes et les Ingouches établis en Ossétie dans les territoires qui, avant 1944, étaient ingouches. Les Ingouches en sont, dans les mois qui suivent, expulsés.

Aucun État n'a reconnu l'indépendance de la Tchetchénie. Si les forces russes se gardent d'intervenir, c'est parce que les Tchetchènes ont su se doter d'un armement considérable.

TCHETCHÉNO-INGOUCHÉTIE

(Les données ci-dessous, seules disponibles, sont antérieures à la scission en deux républiques.)

Population (1989)	1 270 000
Superficie	19 300 km ²
Capitale	Grosnyi

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Tchetchènes	735 000
Russes	294 000
Ingouches	164 000

RELIGIONS

Les Tchetchènes et les Ingouches sont de tradition musulmane sunnite.

TCHETCHÈNES HORS DE TCHETCHÉNO-INGOUCHÉTIE

Russie	164 000
dont Daghestan	58 000
Kazakhstan	50 000

INGOUCHES HORS DE TCHETCHÉNO-INGOUCHÉTIE

Russie	51 000
dont Ossétie du Nord	33 000*
Kazakhstan	20 000

* Expulsés d'Ossétie à la fin de 1992.

LES GÉORGIENS

On ne sait rien de l'histoire de la Géorgie jusqu'au VI^e siècle avant J.-C. À partir du siècle suivant, les Perses achéménides dominent le pays, jusqu'à l'arrivée d'Alexandre le Grand deux siècles et demi plus tard. Se constitue alors un royaume de Colchide (Géorgie occidentale) sous influence grecque, tandis que l'Ibérie (Géorgie orientale) s'organise peu à peu. Au II^e siècle avant J.-C., les Romains annexent la Colchide, puis font de l'Ibérie un protectorat.

La tradition veut que sainte Nino, captive originaire de Cappadoce, ait converti au christianisme, vers 330, le prince persan Mirian qui régnait alors sur l'Ibérie. Dès le milieu du IV^e siècle, l'ensemble de la Géorgie a adopté le christianisme. Un siècle plus tard, le roi d'Ibérie Wakhtang Gorgassali (446-499) se révolte contre la suzeraineté de l'Empire perse sassanide. De son règne datent la fondation de Tiflis et l'autonomie de l'Église géorgienne. Les Byzantins, qui tiennent la Géorgie occidentale, étendent leur influence à tout le pays. Au début du VII^e siècle, l'Église géorgienne s'aligne sur les positions de Byzance.

LES INVASIONS ET L'ÂGE D'OR. Les Arabes envahissent en 654 la Géorgie orientale et lui imposent un tribut. Au IX^e siècle, Tiflis devient un émirat musulman. Simultanément, un mouvement national se dessine avec l'émancipation conduite par le roi Achot I^{er}, fondateur de la dynastie bagratide. Aux alen-

tours de l'an mille, les Bagratides unifient la Géorgie, à l'exception de Tiflis. Mais, dans les années 1060, les Turcomans pillent le royaume, puis signent une paix avec les Géorgiens, en échange du versement d'un tribut.

D'un pays ruiné, le Bagratide David IV, dit le Bâtitteur (1089-1125), va faire un État solide. Il impose son autorité à la noblesse et à l'Église, met en place une administration, recrute une armée permanente, reprend Tiflis en 1122 et s'empare du Chirvan. Le trône échoit en 1184 à la reine Tamar, forte personnalité qui décide d'épouser un prince ossète et non un Géorgien comme le voulait l'usage. Tamar encourage la création d'un État (byzantin) de Trébizonde, triomphe à plusieurs reprises des Seldjoukides de Roum et entretient des relations avec les Mamelouks d'Égypte. Son royaume, dépendances comprises, s'étend à l'ensemble de la Transcaucasie. C'est l'âge d'or de la Géorgie.

À partir de 1238, les Mongols imposent leur domination, jusqu'à ce que le déclin de l'Ilkhanat mongol d'Iran, au début du XIV^e siècle, permette à Georges V le Brillant (1314-1346) de rétablir l'unité du royaume et de reprendre Tiflis. Une renaissance géorgienne se dessine, interrompue en 1387 par Tamerlan qui, plus que quiconque auparavant, ravage le pays. Au milieu du XV^e siècle, la Géorgie se fragmente en plusieurs États.

ENTRE L'EMPIRE OTTOMAN ET L'EMPIRE PERSE. Le traité d'Amasya (1555) entérine les conquêtes effectuées par les deux empires au début du siècle : la Géorgie orientale échoit à la Perse séfévide, la Géorgie occidentale aux Ottomans, qui annexeront aussi la Géorgie

LANGUE ET LITTÉRATURE GÉORGIENNES

Le plus ancien texte géorgien connu date de la seconde moitié du V^e siècle, mais il est vraisemblable que la langue était alors écrite depuis plusieurs siècles. Le premier apogée de la littérature géorgienne correspond à « l'âge d'or » (XI^e-XIII^e siècle). *L'Homme à la peau de léopard*, poème épique de Chota Roustavéli dédié à la reine Tamar, en est l'œuvre la plus célèbre. Une renaissance marque ensuite les XVII^e et XVIII^e siècles, dits parfois « âge d'argent ». À partir du milieu du XIX^e siècle, la littérature géorgienne s'attache avant tout à défendre la culture nationale face à l'invasion du russe.

La langue géorgienne dispose de sa propre écriture. On distingue un alphabet dit « religieux », dont on ignore l'origine et qui n'est plus utilisé depuis le XVIII^e siècle, et un alphabet dit « militaire », apparu au XI^e siècle et toujours en usage.

méridionale. Ayant repris l'offensive en 1578, les Ottomans contrôlent la Géorgie orientale jusqu'à la contre-attaque perse de 1603. Le traité d'Amasya est confirmé mais, quand Chah Abbas (en 1614-1616) veut de nouveau imposer son autorité, les Géorgiens lui livrent une véritable guerre de partisans. Il réduit en esclavage des milliers d'entre eux, dont bon nombre vont constituer (avec des Arméniens et des Circassiens) sa nouvelle armée. Par la suite, la Géorgie orientale, gouvernée par des vice-rois musulmans — patriotes géorgiens néanmoins — retrouvera peu à peu son autonomie.

Au début du XVIII^e siècle, le vice-roi Wakhtang VI tente de nouer des liens avec l'Occident. Mais la révolte afghane, à partir de 1721, déclenche en Perse une nouvelle tour-

mente, qui incite les Ottomans à intervenir. En 1723, ils s'emparent de la Géorgie orientale. Nadir, parvenu au pouvoir en Perse, s'attache bientôt à les refouler. Avec l'aide des Géorgiens, il reprend Tiflis en 1735. L'année suivante, les Ottomans acceptent le retour au *statu quo ante*. Une fois de plus, la Géorgie a été ravagée par la guerre. Nadir attribue la Karthlie à un Bagratide dont le fils, Irakli II (1762-1798), régnera aussi sur la Kakhétie.

La Géorgie dans l'Empire russe

Trop éloigné de l'Europe pour en recevoir une aide, Irakli II finit par solliciter une protection russe. Le traité signé en 1783 stipule que la Géorgie ne peut engager de guerre sans accord préalable de la Russie. En contrepartie, la Russie poste des troupes en Géorgie pour garantir la sécurité du pays. Ces dispositions n'empêchent pas Agha Muhammad (voir page 120) de ravager Tiflis en 1795. Le successeur d'Irakli II, mort en 1798, disparaît à son tour en 1800. Le 16 février 1801, le tsar Paul I^{er} proclame l'annexion de la Géorgie. La royauté est abolie, les prétendants au trône déportés, l'Église géorgienne placée sous l'autorité du Synode russe. Alexandre I^{er}, successeur de Paul I^{er} assassiné, confirme l'annexion en septembre 1801.

La soumission du pays prend néanmoins plusieurs années. Les Russes s'assurent en outre le contrôle de la Géorgie occidentale. Victorieux des Ottomans, ils obtiennent en 1829 Poti et les districts d'Akhalsikhe et d'Akhalkalaki. Après 1830, il ne reste plus guère à soumettre que la Svanétie.

LE RÉGIME TSARISTE. Il se montre d'abord autoritaire : un Russe, nommé exarque de Géorgie en 1811, remplace le *catholicos* géorgien. Avec l'installation du prince Voronzov à Tiflis, une nouvelle politique prend corps. Portant le titre de vice-roi, Voronzov administre l'ensemble du Caucase et de la Transcaucasie de 1844 à 1854. La Géorgie connaît alors un réel développement économique et culturel. La noblesse géorgienne s'intègre à la vie russe, des étudiants géorgiens sont accueillis dans les universités de Russie. Les Russes consolident ensuite leurs positions : en 1858, la Svanétie est soumise ; en 1878, les Ottomans cèdent à l'Empire russe, entre autres territoires, ceux de Batoum et d'Ardahan.

Comme ailleurs dans l'Empire, la politique de russification autoritaire mise en œuvre à la fin du XIX^e siècle provoque en Géorgie un sursaut nationaliste. Toutefois le rôle politique considérable que va y jouer la social-

TIFLIS, EN GÉORGIEN TBILISSI

Tiflis est son nom persan, passé dans l'usage international. Lors de l'arrivée des Russes, aux alentours de 1800, elle ne comptait guère que 20 000 habitants (Géorgiens, Arméniens, Persans, Kurdes...). Le XIX^e siècle y ajouta une colonie russe et Tiflis, siège du vice-roi, redevenit une véritable capitale.

Ville cosmopolite (à la veille de la Première Guerre mondiale, elle avait pour maire un Arménien), Tiflis perdit de ce caractère quand beaucoup d'Arméniens la quittèrent en 1918, à la suite du conflit entre la Géorgie et l'Arménie. Peuplée de 1 250 000 habitants, elle abritait néanmoins encore, en 1989, outre deux tiers de Géorgiens, 12 % d'Arméniens et 10 % de Russes.



démocratie (marxiste) distingue la Géorgie de ses voisins. La fondation du mouvement remonte à 1892, sous l'impulsion d'un jeune intellectuel d'origine paysanne, Noé Jordania. En 1903, les sociaux-démocrates géorgiens optent massivement pour le menchevisme. Aux élections de 1906, les mencheviks emportent tous les sièges de Géorgie à la première Douma de l'Empire russe. Les bolcheviks (dont Staline et Ordjonikidzé qui réapparaîtront plus tard) sont marginalisés.

L'intermède 1917-1921

Les combats entre Russes et Ottomans, lors de la Première Guerre mondiale, se déroulent hors de Géorgie. A la suite de la Révolution russe de mars 1917, un « comité spécial pour la Transcaucasie » est mis en place à Tiflis. Deux de ses cinq membres sont des mencheviks géorgiens. En novembre 1917, ce comité refuse de reconnaître la prise de pouvoir par les bolcheviks. Une Assemblée constituante (*Seim*) de Transcaucasie se réunit en février 1918 à Tiflis. Sur 112 membres, elle comprend 32 Géorgiens (dont 30 mencheviks).

La Transcaucasie, autonome de fait, a signé en décembre 1917 un armistice avec les Ottomans. Mais les Géorgiens, qui veulent la paix, s'opposent aux Arméniens, déterminés à reprendre la lutte. Les Ottomans, pour leur part, négocient directement (aux côtés des Allemands et des Austro-Hongrois) avec les Soviétiques. Au traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), ces derniers abandonnent les conquêtes russes de 1878, à savoir Batoum, Ardahan et Kars (que de toute façon, à ce moment, ils ne contrôlent pas). Les Ottomans prennent Ardahan, puis Batoum en avril. Les Géorgiens signent aussitôt un cessez-le-feu. Au même moment, le *Seim* proclame l'indépendance de la Transcaucasie, que les Ottomans reconnaissent. En mai, une conférence de paix s'ouvre à Batoum, à laquelle participent des délégués de la Transcaucasie, du Nord-Caucase (voir page 97) et de l'Empire ottoman.



L'INDÉPENDANCE (1918-1921). Le 26 mai 1918, à la demande des Géorgiens, le *Seim* se dissout et la Géorgie proclame son indépendance, puis se place sous la protection de l'Allemagne. En signant le traité de Batoum (4 juin 1918), les Géorgiens abandonnent aux Ottomans, outre Batoum, les districts d'Akhalsikhe et d'Akhalkalaki que l'Empire russe avait acquis en 1829. Quelques mois plus tard, la situation se retourne. Les Ottomans et les Allemands, après les armistices mar-

quant la fin de la Première Guerre mondiale, quittent la Transcaucasie. Des troupes alliées, surtout britanniques, prennent leur place en novembre 1918. Batoum, Ardahan et Akhaltsikhe sont à nouveau attribués à la Géorgie. En revanche, à propos d'Akhalkalaki et de régions voisines, un conflit armé éclate entre Géorgiens et Arméniens. La médiation britannique conduit à un partage en avril 1919, mais les relations entre les deux peuples en ont souffert : de nombreux Arméniens quittent alors la Géorgie.

Pendant toute la période d'indépendance (juin 1918-mars 1921), le gouvernement menchevik de Géorgie connaît une remarquable stabilité. Une Constitution est élaborée, une réforme agraire lancée. Alors que les pays voisins sont ravagés par la guerre, l'économie géorgienne demeure prospère. La vie culturelle s'épanouit. Les mencheviks entretiennent des relations étroites avec les dirigeants européens de l'Internationale socialiste. D'une façon générale, la Géorgie se tourne vers l'Europe.

Les Britanniques misent sur une victoire des forces russes blanches d'Anton Denikine et quittent Tiflis en septembre 1919. A tort car l'Armée rouge bat Denikine à la fin de 1919. Les Alliés reconnaissent alors *de facto* l'indépendance de la Géorgie (en janvier 1920). Mais les bolcheviks sont à Bakou en avril, avec la ferme intention de reprendre toute la Transcaucasie. Ils procèdent néanmoins par étapes. En mai, ils signent avec la Géorgie un traité de paix. Ils concentrent ensuite leur attention sur l'Azerbaïdjan, puis sur l'Arménie, puis sur les négociations avec les nationalistes turcs. La Géorgie se trouve bientôt encerclée.

La Géorgie soviétique

Le 16 janvier 1921, les troupes bolcheviques attaquent la Géorgie. Grigori Ordjonikidzé dirige l'opération. Le 27, les Alliés reconnaissent *de jure* l'indépendance du pays. Il est bien tard. En février, les Turcs contraignent la Géorgie à leur céder Ardahan, tandis que l'Armée rouge entre à Tiflis, où la République socialiste soviétique de Géorgie est proclamée le 25. Le gouvernement menchevik se réfugie à Batoum et sera embarqué sur des navires alliés. Le traité de Kars (13 octobre 1921) confirme le retour d'Ardahan à la Turquie, tandis que la Géorgie conserve Batoum,

STALINE ET LA GÉORGIE

Fils d'un cordonnier géorgien et d'une mère d'origine ossète, Joseph Djougatchvili est né à Gori en 1879. Exclu du séminaire de Tiflis en 1899, il devient bolchevik en 1904 et mène une vie d'agitateur, non sans se référer à la tradition géorgienne du bandit-justicier. Il organise des « expropriations » (autrement dit des hold-up) au profit du parti. Lénine le fait entrer au Comité central en 1912. Djougatchvili a alors adopté le pseudonyme de Staline, l'« homme d'acier ».

La fonction de secrétaire général du Comité central — poste alors considéré comme administratif — lui est attribuée en 1922. Staline en fera le levier de son pouvoir. Simultanément, il traite la question des « nationalités ». A ce sujet, Lénine s'oppose vivement à lui et finit, peu avant sa mort en 1924, par le juger trop « grossier » pour les fonctions qu'il exerce.

Devenu tout-puissant, Staline se veut d'abord russophone. Il conserve néanmoins des affinités avec certains de ses compatriotes (Ordjonikidzé et d'autres, puis Beria), mais ne manifestera jamais la moindre sympathie pour le nationalisme géorgien, tout au contraire.

sous réserve d'un statut autonome (c'est la raison d'être de la République autonome d'Adjarie).

Des Géorgiens « de l'extérieur », venus de Russie, conduisent la soviétisation du pays. Mais après trois ans de liberté et d'ouverture sur l'Europe, la plupart des Géorgiens acceptent mal le retour dans l'ex-Empire russe. La révolte de 1924 fait l'objet d'une terrible répression. Jusqu'en 1926, Ordjonikidzé, établi à Tiflis, dirige tout l'appareil communiste de Transcaucasie. Le Géorgien Lavrenti Beria lui succède dans ce rôle de 1931 à 1938, puis garde ensuite la haute main sur les affaires de Géorgie (et de Transcaucasie en général). Comme les autres républiques soviétiques, la Géorgie subit, à l'époque de Staline, plusieurs vagues de terreur, dirigées notamment contre l'intelligentsia.

LA GÉORGIE POST-STALINNIENNE. La « déstalinisation » qu'inaugure en 1956 Nikita Khrouchtchev prend en Géorgie un tour imprévu et dramatique. Le 9 mars, jour anniversaire de la mort de Staline, Tiflis est paralysée par une grève générale. Il ne s'agit pas tant de vénérer la mémoire de Staline que de manifester, à cette occasion, une opposition géorgienne globale à tout ce qui se décide à Moscou. Dans la nuit du 9 au 10 mars, les autorités soviétiques font intervenir leurs troupes spéciales, appuyées par des chars. Les victimes se comptent par centaines.

Sous la conduite de Mjavanadzé, les communistes géorgiens reprennent ensuite le contrôle du pays, contrôle tempéré par un laxisme certain dans le domaine économique. La corruption se généralise. Le système fonctionne sans encombre politique mais finit par

LE SORT DES MUSULMANS DU SUD DE LA GÉORGIE

Lorsque au XVI^e siècle les Ottomans conquièrent les régions au sud-ouest de la Géorgie, elles étaient peuplées de chrétiens parlant des langues caucasiennes (Géorgiens, Adjars, Lazes). Ces populations furent en majorité converties à l'islam. Les Adjars et les Lazes conservèrent leur langue mais les Géorgiens de la région d'Akhaltzikhe ou Meskhets adoptèrent la langue turque et devinrent chi'ites. Au XIX^e siècle, les régions en question furent pour partie conquises par les Russes puis, en 1921 (traité de Kars), pour partie récupérées par la Turquie. A partir de cette date, appartiennent à la Géorgie (donc à l'URSS) le pays adjar (autour de Batoum) et le nord du pays meskhet (autour d'Akhaltzikhe).

En application du traité de Kars, une république autonome d'Adjarie fut créée en 1922, qui existe toujours. On y recensait en 1926 71 000 Adjars. De langue géorgienne, ils ne sont plus, depuis lors, comptés à part.

Les Meskhets, en 1926, étaient recensés comme turcs. Le 15 novembre 1944, ils furent déportés en masse en Ouzbékistan. Les autorités soviétiques semblent alors avoir voulu éviter tout contact de populations musulmanes avec la Turquie voisine. Les Lazes d'Adjarie et les Kurdes du sud de la Géorgie furent déportés par la même occasion, soit au total 200 000 personnes, surtout des Meskhets. Ni ces derniers ni les autres n'ont bénéficié des réhabilitations de « peuples punis » en 1957. Un petit nombre de Meskhets est néanmoins revenu.

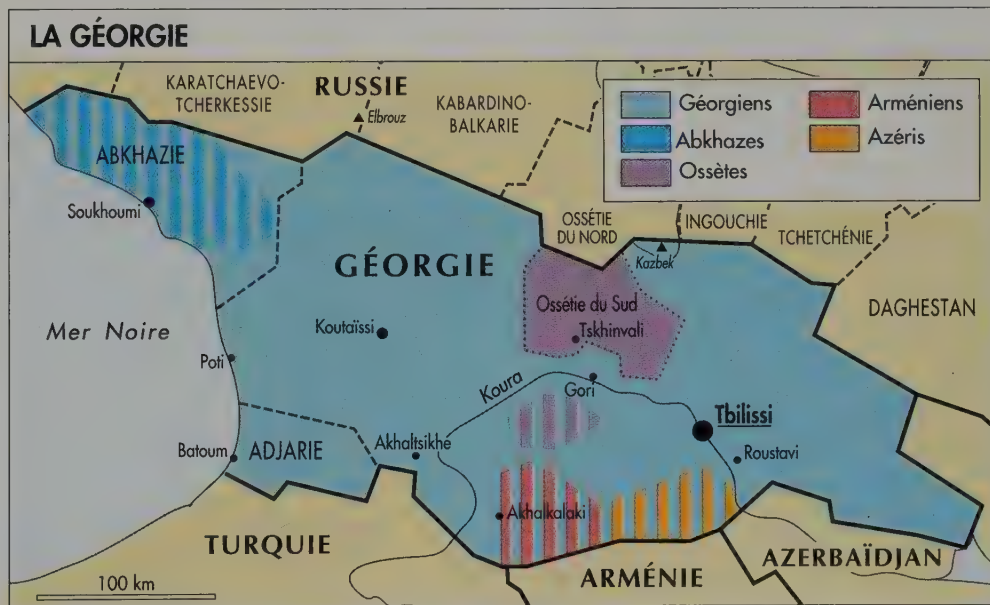
atteindre une telle ampleur qu'en 1972 Mjavanadzé sera démis de ses fonctions. Édouard Chevardnadzé le remplace et remet de l'ordre. L'« affairisme géorgien » n'en conserve pas moins sa réputation. En 1978, un projet de révision de la Constitution visant à supprimer le géorgien comme langue d'État

de la république (au profit du russe) suscite une vigoureuse opposition. Le 14 avril, des dizaines de milliers de manifestants défilent à Tiflis. Chevardnadzé calme les esprits et la langue géorgienne conserve son statut. Il en tire un grand crédit, tant en Géorgie qu'à Moscou. Devenu ministre des Affaires étrangères de l'URSS en 1985, il abandonne les fonctions qu'il exerçait dans son pays natal.

LA MARCHÉ VERS L'INDÉPENDANCE. Après le départ de Chevardnadzé, le mouvement nationaliste ne cesse de s'affirmer. Les revendications des Abkhazes suscitent des contre-manifestations. En avril 1989, Tiflis est paralysée par une grève quasi générale. A la demande des communistes géorgiens, débordés, les « troupes spéciales » interviennent dans

la nuit du 9 au 10. Chevardnadzé, aussitôt envoyé sur place, fait libérer les manifestants arrêtés et démet les principaux dirigeants.

En mars 1990, le Parlement déclare illégaux les traités de 1921 et 1922 qui fondaient le rattachement à l'URSS. Le multipartisme ayant été officialisé en août, les nationalistes remportent les élections d'octobre-novembre 1990. L'étape suivante consiste en un référendum en vertu duquel, le 9 avril 1991, la Géorgie proclame la « restauration » de son indépendance, signifiant ainsi qu'elle renoue avec son statut des années 1918-1921 (reconnu *in extremis* par les Alliés le 27 janvier 1921). En mai 1991, le nationaliste Zviad Gamsakhourdia est élu président de la République au suffrage universel. Dès le mois d'août, il instaure un régime dictatorial.



GÉORGIE
République de Géorgie



Superficie	69 700 km ²
Population (1989)	5 401 000
Capitale	Tbilissi (Tiflis)

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(1989)

Géorgiens	3 787 000
Arméniens	437 000
Russes	341 000
Azéris	308 000
Ossètes	164 000
Grecs	100 000
Abkhazes	99 000
Ukrainiens	52 000

RELIGIONS

Les Géorgiens sont de tradition chrétienne orthodoxe.

GÉORGIENS HORS DE GÉORGIE

Russie	131 000
--------------	---------

La Géorgie indépendante

En opposition à la dictature du président Gamsakhourdia, des affrontements armés d'une extrême violence marquent les derniers mois de 1991 à Tiflis. Gamsakhourdia s'enfuit en janvier. En mars, Édouard Chevardnadzé reprend la direction du pays. Il est élu président du Parlement (c'est-à-dire chef de l'État) au suffrage universel en octobre 1992. Au début de 1993, deux questions demeuraient à résoudre : celle des Ossètes et celle des Abkhazes.

Peuplée aux deux tiers d'Ossètes, la région autonome d'Ossétie du Sud a demandé en vain, en octobre 1989, le statut de république autonome (prélude à une fusion avec l'Ossétie du Nord). En septembre 1990, elle a proclamé son indépendance. Deux mois plus tard, le Parlement géorgien a supprimé la région autonome. Des combats ont par la suite opposé les Ossètes, retranchés dans Tskhinvali (la capitale), aux Géorgiens. A partir de la mi-1992, la présence (en accord avec le gouvernement géorgien) d'un bataillon russe dans la région a permis le retour à un calme relatif. La question n'est pas résolue pour autant.

Les Abkhazes sont minoritaires dans la république autonome d'Abkhazie (18 % contre 46 % de Géorgiens). Le régime soviétique leur avait néanmoins attribué un rôle politique dominant, avec une légère majorité au Parlement. En 1978, les Abkhazes ont demandé en vain le rattachement à la Russie. Ils ont proclamé la souveraineté de l'Abkhazie en 1989 et de nouveau en juillet 1992. Le mois suivant, les forces géorgiennes ont pris le contrôle de la capitale, Soukhoumi. Mais la résistance abkhaze s'est maintenue dans le nord-ouest du pays, avec le soutien de volontaires se réclamant de la « Confédération des peuples montagnards du Caucase » (voir page 91).

LES ARMÉNIENS

Créé au IX^e siècle av. J.-C. le royaume d'Ourartou, centré sur le lac de Van, s'étendait des boucles de l'Euphrate au lac Sevan et au lac d'Ourmia. Autant qu'on puisse en juger, les Ourartéens parlaient une langue caucasique. Leur royaume disparaît vers l'an 600 av. J.-C. quand l'envahissent des Indo-Européens venus d'Anatolie, les Arméniens, qui, à leur tour, tombent sous la coupe des Mèdes puis des Perses. L'élite arménienne s'iranise. Alexandre le Grand (356-323) n'occupe pas l'Arménie. Des satrapes y fondent diverses dynasties. A celle des Artaxiades appartient Tigrahe, qui s'impose en 95 av. J.-C., domine l'ensemble de la région et finit par s'incliner devant les Romains. Plus ou moins contrôlée par Rome, l'Arménie sombre ensuite dans l'anarchie. Des membres de la dynastie parthe des Arsacides s'implantent dans la moyenne vallée de l'Araxe, ce qui accentue l'iranisation du pays.

DE LA CHRISTIANISATION AUX BAGRATIDES.

Au début du IV^e siècle, le roi arsacide Terdat III érige le christianisme en religion officielle de l'Arménie, sous l'influence du Parthe Grigor (le futur saint Grégoire) qui, réfugié à Césarée en Cappadoce, y avait embrassé la foi chrétienne. Grigor, consacré *catholicos*, fonde l'Église arménienne (dite aussi « grégorienne »).

En 390, l'Empire romain et l'Empire perse sassanide se partagent l'Arménie. De ce

qui leur échoit, les Sassanides font le royaume vassal de Persarménie, administré à partir de 428 par un gouverneur. Au milieu du V^e siècle, ils tentent d'imposer la religion mazdéenne, ce qui provoque une insurrection des Arméniens. Leur liberté religieuse sera reconnue en 484. Les relations des Arméniens avec l'Empire romain d'Orient ne sont pas plus faciles. En 555, le concile régional (arménien) de Dwin rejette les thèses adoptées par le concile de Chalcédoine (451) — auquel les Arméniens n'avaient pas participé — et s'entient au monophysisme. Cette décision marque la rupture de l'Église arménienne avec l'Église orthodoxe grecque.

En 661, les Arméniens acceptent la tutelle des Arabes qui, de leur côté, respectent leur liberté de culte. Une province d'Arménie est

instituée vers l'an 700, avec une administration arabe directe et permanente. Non sans révoltes et reprises en main, elle se perpétue jusqu'en la seconde moitié du IX^e siècle.

En 884, le chef de la famille arménienne des Bagratouni, puissante depuis le IV^e siècle, se fait reconnaître roi d'Arménie (sous le nom d'Achot I^{er}) par le calife et par Byzance. Si ses successeurs (les Bagratides) n'ont pas le même talent, l'autorité des *catholicos* de l'Église arménienne compense leurs faiblesses. Le royaume bagratide a pour cœur le nord de l'Arménie, entre Kars et le lac Sevan. Plus au sud, dans la région de Van, s'étend un autre royaume arménien, dit de Vaspourakan. L'Arménie connaît un bel essor économique et culturel jusqu'à l'irruption des Turcomans.

LES ARMÉNIENS À BYZANCE. A l'ouest de l'Euphrate, l'« Arménie Mineure » appartient depuis longtemps à l'Empire byzantin (ex-romain d'Orient), qui y recrute des soldats. Polyeucte, immortalisé par Corneille, était un centurion arménien de la région. Les autorités byzantines déplacent vers l'ouest les populations d'Arménie Mineure, volontiers turbulentes, mais de nouveaux contingents d'Arméniens, fuyant les musulmans, ne cessent d'affluer. Du milieu du IX^e siècle au début du XI^e siècle, dix empereurs d'origine arménienne règnent à Byzance, dont Basile I^{er} (867-886), surnommé le Macédonien car il était natif d'Andrinople. Les empereurs « macédoniens » s'appuient sur les Arméniens mais leurs successeurs, dans les années 1020, les attaquent, les vainquent et en déportent un grand nombre en Cilicie.

105



Invasions, migrations

Conduits par les Seldjoukides, les Turcomans ravagent l'Arménie au milieu du XI^e siècle et s'y installent en maîtres. A partir des années 1220, ils tombent eux-mêmes sous la domination des Mongols. L'essor du nomadisme, mode de vie des conquérants, fait reculer l'agriculture, ce dont profitent les Turcomans et les Kurdes. De nombreux Arméniens émigrent vers la Cilicie, la Crimée, etc. Les campagnes de Tamerlan dans la région (1387-1402) se traduisent par de nouvelles dévastations. Toute l'Arménie passe ensuite sous l'autorité des Turcomans Kara Koyunlu puis Ak Koyunlu.

LE ROYAUME D'ARMÉNO-CILICIE au début du XIII^e siècle



LES ARMÉNIENS EN CILICIE. Après avoir traversé l'Anatolie, les croisés s'établissent en 1097 à Antioche et à Édesse. Les Arméniens de Cilicie, avec l'appui de ces derniers, résistent ensuite aux Byzantins. Ainsi se met en place le royaume d'Arméno-Cilicie (dite aussi « Petite Arménie »). La classe dirigeante arménienne adopte les usages de la noblesse franque, à laquelle l'unissent des liens matrimoniaux. Des négociations s'ouvrent avec Rome de telle sorte qu'au XIII^e siècle l'Église arménienne en vient à reconnaître, non sans réticence, la primauté pontificale. Le *catholicos* s'est alors réfugié près d'Édesse, puis à Sis. Conquis par les Mamelouks d'Égypte, le royaume d'Arméno-Cilicie s'effondre en 1375. Au XV^e siècle, la moyenne vallée de l'Araxe redevient le centre de gravité de l'Arménie. Un nouveau *catholicos* siège à Edjmiadzin à partir de 1441, avec primauté sur celui de Sis. Les liens avec Rome se distendent complètement.

ENTRE LES SÉFÉVIDES ET LES OTTOMANS. Au XVI^e siècle, les guerres entre l'Empire otto-

man et l'Empire perse séfévide ravagent à nouveau l'Arménie. Le traité d'Amasya (1555) attribue une grande partie du pays aux Ottomans. Ces derniers ayant repris les hostilités, Chah Abbas contre-attaque en 1603, s'empare de l'Arménie orientale et fait déporter de nombreux Arméniens aux environs d'Ispahan. Ils y créeront à terme une ville, la « Nouvelle Djoulfa » (beaucoup d'entre eux étaient originaires de Djoulfa, sur l'Araxe).

L'Arménie bénéficie ensuite d'un calme relatif. Dans le Karabakh, des princes arméniens se rendent autonomes et résistent aux Ottomans, à nouveau en guerre contre la Perse dans les années 1720-1730. D'une façon générale, cependant, c'est le clergé (avec à sa tête le *catholicos* d'Edjmiadzin) qui, auprès des Arméniens non émigrés, fait fonction de classe dirigeante. A l'intérieur de l'Empire ottoman, les Arméniens forment un *millet*, placé sous la responsabilité du patriarche arménien de Constantinople.

La renaissance arménienne

LES ÉMIGRÉS. Aux XV^e et XVI^e siècles, les marchands arméniens se sont emparés du commerce de la soie iranienne en s'appuyant sur le réseau des colonies arméniennes. Les invasions turco-mongoles, en effet, ont poussé les Arméniens à émigrer. Ils ont rejoint les communautés créées au temps de Byzance et en ont constitué de nouvelles. On les trouve à Constantinople, en Thrace, en Macédoine, en Bulgarie, mais aussi en Transylvanie, en Pologne (Lvov), en Crimée (dite parfois « Arménie maritime »), en Italie (Venise, Rome, Livourne, Gênes), en France (Mar-

LA LANGUE ARMÉNIENNE

Dans la famille indo-européenne, la langue arménienne forme à elle seule une branche à part. Elle fut dotée au V^e siècle d'un alphabet propre, toujours en vigueur.

Une renaissance culturelle se manifeste dans l'émigration au XVII^e siècle (impression d'une bible arménienne à Amsterdam) et plus encore au siècle suivant. Mékhitar, prêtre arménien fondateur en 1717 d'une communauté dans l'île de Saint-Lazare, à Venise, joue un rôle essentiel que couronne la publication d'un *Dictionnaire de la langue arménienne* en 1749-1769. Les « mékhitaristes » de Venise et de Vienne poursuivront son œuvre. Enfin le XIX^e siècle voit l'essor — et la généralisation — de l'arménien moderne, littéraire, dérivé de la langue parlée.

On distingue aujourd'hui l'arménien occidental de l'arménien oriental. Le premier, encore parlé dans la diaspora, perpétue l'arménien de Constantinople ; il reste le plus fidèle à la tradition. Le second, en usage dans la république d'Arménie et les autres pays de l'ex-URSS, dérive du dialecte de la région d'Erevan ; il a évolué au contact de la littérature et du vocabulaire russes.

seille). Les Djoulfiens (de la Nouvelle Djoulfa) jouent un rôle considérable dans le commerce international. Des Arméniens sont par ailleurs actifs en Inde (Madras, Calcutta).

Cette bourgeoisie arménienne émigrée, souvent florissante, reste en contact avec les artisans arméniens, nombreux à Constantinople et en Anatolie occidentale. Mais elle ignore la misère des paysans arméniens demeurés au pays. Un décalage s'instaure ainsi entre l'émigration — qui bénéficie de la « renaissance » arménienne — et la réalité de l'Arménie proprement dite.

LES ARMÉNIENS AU XIX^e SIÈCLE. Ils sont, au début du siècle, environ trois millions au total, pour la plupart sujets de l'Empire ottoman (la majorité) et de l'Empire perse. Dix à quinze pour cent des Arméniens vivent hors d'Arménie. La masse de la population paysanne se répartit dans une vaste zone qui s'étend de Diyarbakir et Erzurum à l'ouest à Gandja à l'est, zone à laquelle s'ajoute la Cilicie. Les Arméniens, cependant, ne sont majoritaires que dans la région de Van. Partout ils sont mêlés à des Kurdes, des Turcs, des Géorgiens, des Azéris, etc. C'est la communauté de langue et de religion, plus qu'un territoire, qui perpétue alors l'unité des Arméniens.

Au début du XIX^e siècle, les Russes conquièrent sur la Perse les territoires au nord de l'Araxe, avec le soutien des Arméniens de la région. En application du traité russo-persan de Turkmentchaï (1828), 50 000 Arméniens de Perse s'installent dans les provinces d'Erevan, de Nakhitchevan et de Karabakh. Le traité russo-ottoman d'Andrinople (1829), qui attribue à la Russie les districts d'Akhaltzikhe et d'Akhalkalaki, suscite à son tour

l'immigration de près de 100 000 Arméniens venus d'Anatolie orientale. Pendant tout le XIX^e siècle, le mouvement en provenance de l'Empire ottoman se poursuit. Ainsi se constitue une « Arménie russe », de plus en plus différente de l'« Arménie ottomane ».

Au sein de l'Empire ottoman, la situation des paysans arméniens ne cesse de se dégrader dans le *Yerkir* (« le pays », c'est-à-dire l'Arménie historique). Un cercle vicieux s'instaure : les Arméniens tendent à émigrer, cependant que les autorités ottomanes installent dans la région des musulmans réfugiés du Caucase (Circassiens, etc.) ou des Balkans. Les fragiles équilibres traditionnels sont rompus, les nomades kurdes remontent vers le nord. L'insécurité s'installe. A Constantinople, avec l'afflux d'immigrants, le nombre d'Arméniens augmente mais, ici comme à Smyrne, l'heure est à l'occidentalisation et aux réformes. Au début des années 1860, les libéraux obtiennent que le *millet* soit doté d'une « constitution nationale ». Le patriarche devient une sorte de monarque constitutionnel, flanqué d'une assemblée élue.

L'essor du nationalisme

Dans la guerre russo-ottomane de 1877-1878, des armées russes commandées par des généraux arméniens s'emparent de Kars. En 1878 (traité de Berlin), l'Empire ottoman doit céder Kars, Ardahan et Batoum à la Russie. La population de ces territoires se compose pour un tiers d'Arméniens. Le traité stipule en outre des réformes dans les provinces ottomanes peuplées d'Arméniens, notamment afin de « garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes ». Ces dispositions ne sont pas appliquées mais entretiennent chez les Arméniens l'illusion que les puissances européennes interviendront en leur faveur. Les Ottomans, pour leur part, ressentent dès lors la question arménienne comme une menace pesant sur la frontière orientale de l'Empire.

En février 1914, la Russie obtient que les provinces dans lesquelles les Ottomans doivent accomplir des réformes soient regroupées en deux régions administratives (d'Erzurum et de Van) placées sous le contrôle d'inspecteurs généraux européens.



LA POLITISATION DES ARMÉNIENS. Deux organisations révolutionnaires naissent à l'initiative de membres de l'intelligentsia arménienne du Caucase : le parti hentchak (socialiste), fondé en 1887 à Genève, et le parti dachnak, fondé en 1890 à Tiflis. Leurs idéologies fluctuent entre deux pôles — la lutte des classes et la lutte nationale — avec un fort penchant pour l'action révolutionnaire directe. Dans les années 1890, les Hentchak provoquent des insurrections en Anatolie orientale. Le sultan Abdul Hamid fait intervenir l'armée, et en particulier les *Hamidiye*,



aux affrontements. En avril 1915, une révolte arménienne éclate à Van. Le gouvernement ottoman procède à des arrestations massives dans l'élite arménienne de Constantinople et ordonne la déportation de tous les Arméniens d'Anatolie orientale. Les notables arméniens locaux sont arrêtés et exécutés, après quoi les déplacements de population s'effectuent dans des conditions effroyables qu'aggravent encore les enlèvements de femmes et d'enfants et les massacres, perpétrés notamment par des Kurdes. L'estimation du nombre de victimes se situe entre 600 000 et 800 000. En juillet, 50 000 survivants seulement parviennent à Alep. Les troupes russes ayant repris Van en mai, quelque 300 000 Arméniens échappent au désastre dans cette région. Au cours de l'été, les Arméniens de Cilicie (et du reste de l'Anatolie) sont à leur tour déportés vers la Syrie et Mossoul. Le nombre de morts est à nouveau considérable. Simultanément, les troupes ottomanes reprennent Van. Les Arméniens se réfugient en Transcaucasie. Mais en septembre, les armées russes reviennent et les musulmans sont à leur tour victimes de massacres.

En 1916, les Russes occupent Erzurum, Trébizonde, Erzincan. La guerre décime les populations musulmanes locales. Dans un pays dévasté, les hostilités cessent, en pratique, d'août 1916 à la fin de 1917. En avril 1917, les autorités russes permettent aux réfugiés arméniens de regagner l'Anatolie orientale. Environ 150 000 d'entre eux se réinstallent dans la région de Van, où ils parviennent à récolter une moisson pendant l'été...

L'ARMÉNIE DANS L'INTERMÈDE TRANSCAUCASIEN. A la suite de la Révolution russe de mars 1917, la Transcaucasie devient autonome

cavalerie kurde organisée sur le modèle des Cosaques de Russie. Il s'ensuit deux années de massacres (1894-1896). Les Arméniens avancent le chiffre de 300 000 morts. Près de 100 000 Arméniens se réfugient en Transcaucasie. En 1896, les Dachnak montent une action contre le siège de la Banque ottomane à Constantinople. La communauté arménienne de la ville subit aussitôt des représailles. Le sultan suspend la constitution nationale du *millet*.

La bourgeoisie arménienne se montre hostile aux partis révolutionnaires, dans l'Empire ottoman comme dans l'Empire russe. De ce côté, elle s'est enrichie dans le commerce et l'industrie. Les Arméniens sont les pionniers de l'activité pétrolière à Bakou, qui voit aussi se former une classe ouvrière arménienne. Le parti dachnak se radicalise. En 1905-1906, des affrontements entre Armé-

niens et Azéris, à Bakou et ailleurs, tournent à la guerre civile. Le calme revient à partir de 1908. La même année, les Arméniens de l'Empire ottoman fondent de grands espoirs dans le mouvement des Jeunes Turcs mais, à la suite du massacre d'Arméniens à Adana en 1909 (30 000 morts), le climat se détériore à nouveau. Les Jeunes Turcs, au demeurant, se montrent aussi soucieux de l'intégrité de l'Empire que leurs prédécesseurs.

Les années tragiques

LES MASSACRES ET LES EXODES DE 1915. Déclenchée par les Ottomans le 29 octobre 1914, la guerre contre la Russie commence dans la région comprise entre le lac de Van et le lac d'Ourmia. Les populations locales — Assyriens, Arméniens, Kurdes — sont mêlées

de fait. Préoccupés de leur sécurité, les Arméniens créent une force militaire propre. Un Conseil national arménien se met en place à Tiflis en octobre. Quand les bolcheviks prennent le pouvoir en Russie, les autorités de Transcaucasie refusent le changement de régime, puis signent avec l'armée ottomane un armistice en décembre 1917. Les forces arméniennes contrôlent alors la zone qui s'étend de Van à Erzincan. En janvier 1918,

LA QUESTION DU GÉNOCIDE

Les événements tragiques de 1915 et des années suivantes sont qualifiés par les Arméniens de génocide. En 1987, le Parlement européen a pris une position semblable, déclarant en substance que le refus du gouvernement turc de reconnaître le génocide constitue un obstacle à l'adhésion de la Turquie à la CEE. Si le nombre de victimes fait entre historiens l'objet de controverses (qui ne seront jamais tranchées), nul ne conteste — les historiens turcs non plus — qu'il ait été considérable. Le différend entre la Turquie et une grande partie de l'opinion internationale porte avant tout sur la responsabilité des événements. Les Arméniens affirment que le gouvernement ottoman a sciemment fait procéder à une extermination (et que les autorités nationalistes turques ont ensuite parachévé cette politique). Les Turcs considèrent que, dans une situation de guerre, le gouvernement ottoman se devait de déplacer des populations *a priori* favorables à l'ennemi (la Russie) et que cette même situation de guerre a transformé l'opération en tragédie. Ils ajoutent que, pendant la Première Guerre mondiale, en Anatolie orientale, au moins autant (si ce n'est plus) de musulmans (Turcs, Kurdes, etc.) que d'Arméniens sont morts, ce qui n'est guère contestable. La *sélection* qui a frappé les Arméniens n'en demeure pas moins un élément caractéristique de tout génocide, voulu comme tel ou non.

une Assemblée constituante (*Seim*) de Transcaucasie se met en place. Elle comprend 33 Arméniens sur 112 membres. Mais l'attitude à adopter face aux Ottomans est un facteur de division : les Arméniens leur sont violemment hostiles, alors que les Azéris leur sont favorables et que les Géorgiens veulent la paix.

Les Ottomans tranchent le dilemme : en mars-avril, ils reconquièrent tout le terrain jusqu'à Van et Kars. Une fois de plus, les Arméniens refluent vers le nord-est. En avril, le *Seim* proclame l'indépendance de la Transcaucasie, tandis que les Ottomans poursuivent leur avance, se rapprochant dangereusement d'Erevan. Mais à l'initiative de la Géorgie, la Transcaucasie éclate le mois suivant, ce qui contraint l'Arménie à proclamer son indépendance. Les Arméniens parviennent à bloquer l'avance des Ottomans (victoire de Sardarabad). Ils doivent néanmoins, en juin, signer à Batoum un traité qui cède aux Ottomans la zone du chemin de fer d'Alexandropol à Djoulfa et autorise les troupes ottomanes à traverser le territoire arménien pour se rendre en Azerbaïdjan.

L'ARMÉNIE INDÉPENDANTE (1918-1920). Dès juin 1918, les Ottomans sont en Azerbaïdjan. Ils soulèvent en août la question du Karabakh. Une assemblée locale, composée en majorité d'Arméniens, refuse le rattachement à l'Azerbaïdjan, mais doit bientôt céder. Les Ottomans, après l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), doivent toutefois se retirer derrière leurs frontières de 1914, tandis que des forces britanniques prennent position en Transcaucasie.

Les Arméniens affrontent alors leurs voi-



sins. Un conflit armé éclate à la fin de 1918 avec la Géorgie. La médiation britannique permet d'aboutir en avril 1919 au partage des territoires contestés. (La frontière arméno-géorgienne ainsi fixée est toujours en vigueur.) De nombreux Arméniens de Géorgie émigrent ensuite vers l'Arménie. À l'ouest, les musulmans de la région de Kars proclament en janvier 1919 un « gouverne-

ment national provisoire du sud-ouest du Caucase ». Les Britanniques interviennent et remettent l'administration de Kars aux Arméniens. A l'est, dans le conflit avec les Azéris, les Britanniques arbitrent au début de 1919 : le Nakhitchévan va à l'Arménie, le Karabakh à l'Azerbaïdjan.

L'Arménie, à dire vrai, est alors à peine un État. Elle n'a ni administration, ni capitale (Erevan était auparavant une ville très secondaire), ni Constitution. Les chefs du parti dachnak, dominant, sont avant tout des héros militaires. Les musulmans (près d'un tiers de la population du pays) sont en dissidence. La population arménienne elle-même se compose pour moitié de réfugiés difficiles à loger. A une situation économique catastrophique s'ajoutent des épidémies. Une aide américaine parvient heureusement en Arménie au cours de l'année 1919.

LA QUESTION DES LIMITES DE L'ARMÉNIE. A la conférence de la Paix (Paris, 1919) participant deux délégations : l'une représente l'Arménie ottomane (et le haut clergé), l'autre l'Arménie libérée. Leurs demandes incluent Erzurum et un accès à la mer Noire, voire une extension en Cilicie. Ces prétentions, jugées excessives, desservent la cause arménienne. L'hypothèse alors généralement admise est celle d'un mandat américain sur l'Arménie, encore que les commissions d'enquête envoyées sur place fassent preuve de circonspection. Le Sénat américain tranche en mai 1920 : il refuse le mandat. Le traité de Sèvres (août 1920) reconnaît à l'Arménie un droit sur une partie de l'Anatolie orientale, sans en fixer les limites. Il s'en remet à l'arbitrage du président Wilson. Rendu en novembre 1920,

cet arbitrage sera très favorable aux Arméniens, mais les Turcs auront alors reconquis tout le terrain revendiqué et au-delà.

En juin 1920, les nationalistes turcs entreprennent des négociations avec les Soviétiques. Ces derniers obtiennent de l'Arménie qu'elle laisse transiter par son territoire une aide militaire destinée aux kémalistes. Les pourparlers portent ensuite sur la fixation des frontières orientales de la Turquie. Les Turcs attaquent l'Arménie, prennent Kars en octobre, Alexandropol en novembre. Le gouvernement arménien, désemparé, signe en décembre avec les Turcs un traité qui leur cède Kars et le Nakhitchévan. Mais, à ce moment, une république socialiste soviétique d'Arménie a déjà été proclamée par ailleurs (le 29 novembre 1920).

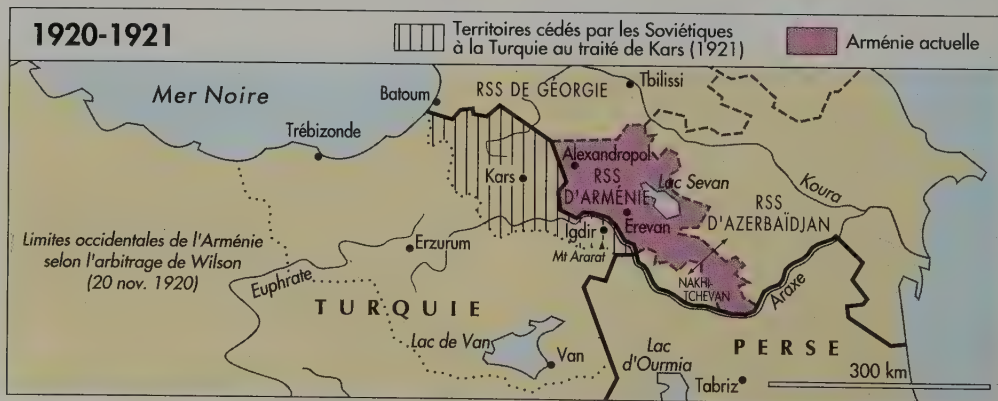
L'Arménie soviétique

Maîtres de Bakou en avril 1920, les bolcheviks ont progressé à travers l'Azerbaïdjan.

Quand ils sont arrivés aux portes de l'Arménie à l'automne de 1920, les Arméniens, alors à la merci des Turcs, n'avaient d'autre choix que se rallier à eux. Après une dernière révolte des Dachnak en février-avril 1921, l'emprise soviétique deviendra totale.

Le traité russo-turc de Kars (13 octobre 1921) — dont la RSS d'Arménie est elle aussi signataire — règle les questions de frontière. Les Arméniens en font les frais. Outre Kars, la Turquie reçoit le territoire d'Igdir (entre l'Araxe et le mont Ararat) que les Russes avaient pris à la Perse en 1828. Elle obtient ainsi une petite frontière avec le Nakhitchévan, que le traité attribue à la RSS d'Azerbaïdjan, avec interdiction faite à celle-ci de le céder à un autre État (sous-entendu à l'Arménie). La question du Karabakh ne figure pas dans le traité. Il sera bientôt attribué en entier à l'Azerbaïdjan, une région autonome du Haut-Karabakh étant instituée le 7 juillet 1923.

L'Arménie connaît dans les années 1920 une période de « retour aux sources » culturelles. Mais à partir de 1929, comme ailleurs,



LE MATÉNADARAN

Privés d'une grande partie de leur territoire historique (qu'en outre les guerres ont ravagé), les Arméniens sont démunis de « lieux de mémoire ». C'est pourquoi le Maténadaran, à l'origine bibliothèque du *catholikos* transférée à Erevan en 1939, a acquis une telle importance : y sont conservés un nombre considérable de documents anciens, véritable trésor de l'histoire arménienne. Les dons d'Arméniens de la diaspora ne cessent d'enrichir le fonds.

la collectivisation entraîne résistances, déportations, famines. La lutte contre les « survivances du nationalisme » tourne ensuite à la « terreur de masse ». Le *catholikos* Khoren I^{er} est assassiné en 1938.

En 1945, Staline exerce des pressions sur la Turquie : il demande notamment la restitution à l'URSS de Kars et Ardahan. Contre-carrées par les États-Unis, ces pressions feront long feu. Mais l'Arménie, « mobilisée » contre les Turcs, en tire quelques faveurs. En juin 1945, un nouveau *catholikos* est élu (le siège était vacant depuis 1938). Par ailleurs les autorités soviétiques appellent au « rapatriement » des Arméniens de la diaspora. Plus de 100 000 d'entre eux rejoignent la RSS d'Arménie en 1946-1948. Leur désillusion est grande. Ils devront toutefois attendre 1956 pour être autorisés à repartir.

Les trois décennies qui suivent la mort de Staline sont marquées par une forte croissance démographique, une urbanisation rapide et une industrialisation brutale. Le niveau d'éducation progresse rapidement, à tel point qu'une « fuite des cerveaux » s'opère en direction de la Russie, faute de débouchés suffisants sur place. (Les Arméniens sont déjà

influent dans la classe dirigeante soviétique, comme en témoignent les exemples d'Anastase Mikoyan, président du Présidium du Soviet suprême en 1964-1965, et de son frère Artion Mikoyan, constructeur des Mig.) Dans le même temps, les autorités de la république consacrent de grands efforts à la sauvegarde du patrimoine culturel arménien. Le nationalisme reprend vigueur et s'exprime dans l'immense manifestation qui, en 1965, marque le cinquantenaire du génocide. En 1966 naît le Parti national unifié, dont les membres sont arrêtés et condamnés dans les années suivantes.

L'Arménie contemporaine

LA QUESTION DU HAUT-KARABAKH. Bien que peuplé d'une majorité d'Arméniens (77 % de la population en 1989), le Haut-Karabakh a été au début des années 1920 rattaché à l'Azerbaïdjan et doté du statut de région autonome. Le problème, auparavant étouffé, rebondit en 1988 : à Erevan et à Stepanakert, des manifestants proclament « Un peuple, une république ! » En Arménie se crée un « comité

L'ÉGLISE ARMÉNIENNE GRÉGORIENNE AUJOURD'HUI

Le nombre de ses fidèles est estimé à cinq millions de personnes, dont les deux tiers dans l'ex-Union soviétique. Le *catholikos* d'Edjmiadzin conserve la primauté. Celui de Sis, transféré à Alep en 1921 après la reprise de la Cilicie par les Turcs (voir page 183), siège à Antelias, dans la banlieue de Beyrouth, depuis 1930. Il existe en outre deux patriarchats : de Jérusalem (fondé en 1311) et d'Istanbul (fondé en 1458-1461).

LA DIASPORA ARMÉNIENNE

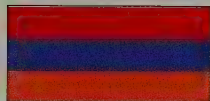
La moitié des Arméniens (sur un total de 6,5 millions de personnes) vit aujourd'hui hors d'Arménie. Cette « diaspora » n'est toutefois pas homogène. Les Arméniens de Géorgie et d'Azerbaïdjan descendent pour partie de populations anciennement implantées en Transcaucasie, pour partie de populations ayant migré au cours du XIX^e siècle. Viennent ensuite les descendants des diasporas constituées au sein d'empires auxquels appartenaient les Arméniens. C'est le cas des Arméniens de Turquie (la plupart à Istanbul), de Syrie et du Liban, jadis dans l'Empire ottoman ; d'Iran, jadis dans l'Empire perse ; de Russie, d'Ukraine, d'Asie centrale (Empire russe puis URSS).

La grande diaspora (1,6 million de personnes), issue des tragédies de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, se répartit entre l'Europe (près de 400 000 personnes) et le continent américain (1 200 000). Les Arméniens sont environ 800 000 aux États-Unis, 300 000 en France, 200 000 au Canada, 100 000 en Argentine.

Karabakh », qui ne va cesser de réclamer le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. La tension monte entre Arméniens et Azéris. Les 28 et 29 février 1988, des pogroms anti-arméniens font à Soumgaït, au nord de Bakou, des dizaines de victimes. En juillet, le soviet du Haut-Karabakh vote le rattachement à l'Arménie ; le Soviet suprême de l'URSS s'y oppose, car il ne veut en aucun cas créer un précédent (transfert d'un territoire d'une république à une autre).

Un tremblement de terre ayant ravagé le nord de l'Arménie en décembre 1988, le nombre de victimes s'élève à plusieurs dizaines de mille, peut-être cent mille. C'est alors que les autorités soviétiques font procéder à l'arres-

ARMÉNIE
République d'Arménie



Superficie 29 800 km²
Population (1989) 3 305 000
Capitale Erevan

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(1989)

Arméniens 3 084 000
Azéris * 85 000
Kurdes 56 000
Russes 52 000

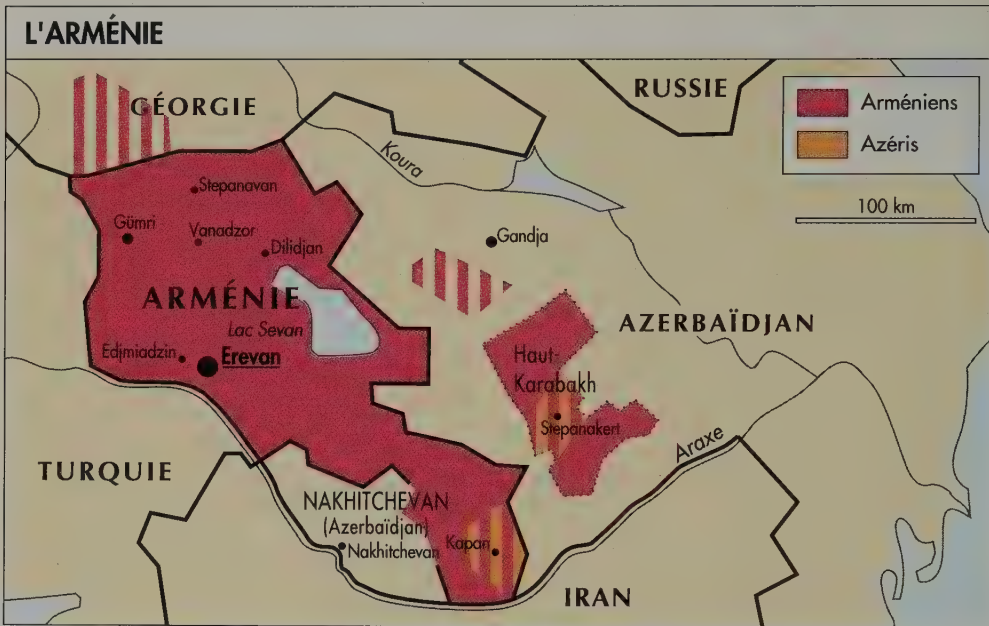
RELIGIONS

En Arménie même, les Arméniens appartiennent en majorité à l'Église arménienne dite « grégorienne ».

ARMÉNIENS HORS D'ARMÉNIE (PAYS PROCHES)

Russie (1989) 532 000
Géorgie (1989) 437 000
Azerbaïdjan (1989) * 391 000
 dont Haut-Karabakh 145 000
Syrie (estimation) 110 000
Iran (estimation) 80 000
Liban (estimation) 80 000
Ukraine (1989) 54 000
Ouzbékistan (1989) 51 000
Turquie (estimation) 50 000

* En raison du conflit entre les deux pays, de nombreux Arméniens ont depuis lors quitté l'Azerbaïdjan et de nombreux Azéris l'Arménie.



tation des dirigeants du « comité Karabakh », puis placent le Haut-Karabakh sous l'autorité d'une « commission spéciale » présidée par un Russe. Mais la tension demeure extrême entre les deux républiques. A la mi-janvier 1990, un pogrom anti-arménien fait au moins soixante morts à Bakou. Cette fois, les troupes soviétiques interviennent (voir page 171).

L'INDÉPENDANCE ET LE CONFLIT AVEC L'AZERBAÏDJAN. En août 1990, Levon Ter Petrossian, naguère membre du « comité Karabakh », est élu président de l'Assemblée nationale (en pratique, chef de l'État). L'Arménie s'érige en république souveraine, incluant le Haut-Karabakh ; sa citoyenneté est

ouverte à tous les Arméniens vivant à l'étranger. La proclamation d'indépendance date du 23 septembre 1991. Le mois suivant, Ter Petrossian est élu président de la République au suffrage universel.

En janvier 1992, les autorités de Bakou suppriment la région autonome et placent le Haut-Karabakh « sous administration directe ». Elles ne contrôlent cependant pas le terrain. En mai, les Arméniens parviennent à ouvrir un couloir entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Les Azéris entreprennent alors la conquête de la région. A la fin de 1992, les combats se poursuivent, des négociations intermittentes n'ayant abouti à aucune solution.

Les peuples iraniens

L'adjectif iranien a une double signification : il désigne aujourd'hui les ressortissants de l'Iran, quelle que soit leur langue maternelle ; il qualifie par ailleurs un groupe de langues indo-européennes, parlées en Iran même et dans divers pays voisins.

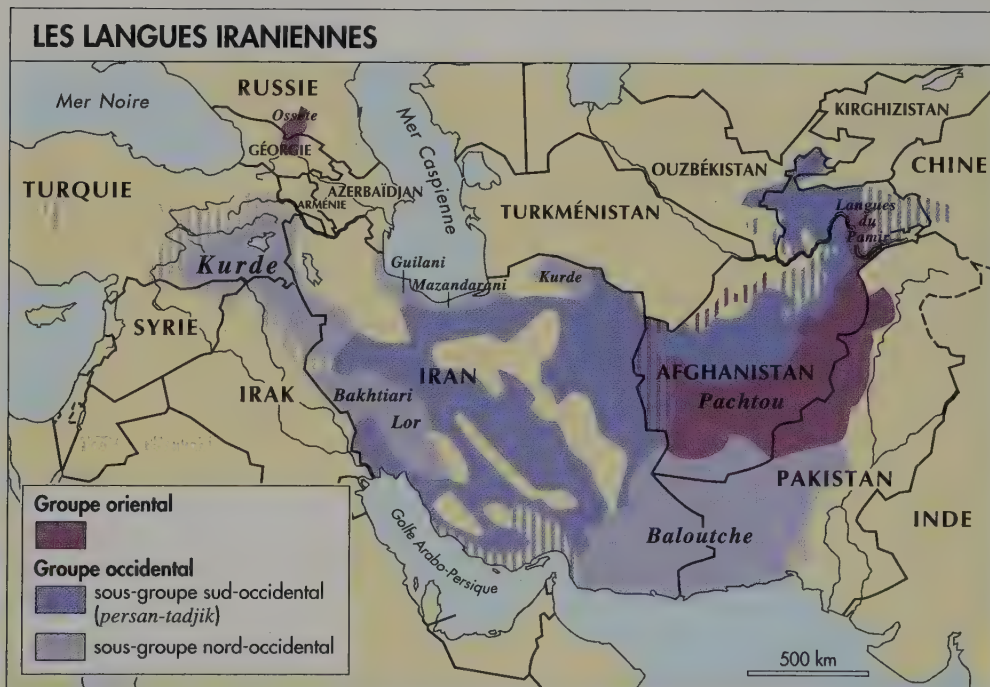
LES LANGUES IRANIENNES. L'histoire éclaire leur répartition géographique actuelle. Vers 1500 av. J.-C., les Aryens — Indo-Européens alors dominants en Asie centrale — se scindent en deux ensembles. Les Indo-Aryens envahissent le nord de l'Inde et y propagent leur langue, dont dérivent le sanskrit et plusieurs langues modernes de l'Inde (hindi, bengali, etc.). Les autres, dits Iraniens (ou parfois

Irano-Aryens), se scindent à leur tour en deux groupes au cours de la première moitié du I^{er} millénaire av. J.-C. Le groupe occidental investit le plateau iranien jusqu'au contact des Arméniens. Le groupe oriental, tout en se maintenant en Asie centrale, s'étend dans les steppes et, contournant la Caspienne par le nord, atteint le Caucase et la mer Noire. Entre le IX^e et le XIV^e siècle, enfin, deux phénomènes majeurs modifient ce tableau : la progression du persan vers l'est jusqu'au Pamir ; la progression des langues turques vers l'ouest.

Les deux groupes — oriental et occidental — se perpétuent aujourd'hui.

1. Les langues du groupe oriental parlées jadis en Asie centrale (sogdien, khorezmien, bactrien...) et dans les steppes (sace, scythique...) ont disparu au profit des langues turques ou, vers le sud, du persan. Relèvent à présent du groupe oriental : à l'est, le pachtou et diverses langues du Pamir ; à l'ouest, l'ossète, apparenté au scythique. Ce sont les langues de peuples montagnards qui ont pu résister aux invasions.

2. Les langues du groupe occidental comprennent, d'une part, le persan (dont le tadjik est une variante), d'autre part, les langues très diverses du sous-groupe « nord-occidental » (jadis représenté par le mède et



le parthe). Appartiennent aujourd'hui à ce sous-groupe le kurde, les langues et dialectes de l'ouest et du nord de l'Iran (lor, bakhtiari, guilani, mazandarani...) ainsi que le baloutche, dont les origines se situent près de la Caspienne.

PEUPLES ET ÉTATS. L'extension géographique des peuples iraniens (définis selon des critères linguistiques) correspond mal à celle des États. L'histoire des Persans proprement dits s'identifie à l'histoire de l'Iran (qui, jusqu'en 1934, s'appelait la Perse), à cette réserve près qu'en Iran plus de la moitié de la population n'a pas comme langue maternelle le persan. La situation des Pachtoun n'est pas moins paradoxale : créateurs de l'Afghanistan au XVIII^e siècle, ils sont minoritaires dans leur propre pays et moins nombreux dans celui-ci qu'au Pakistan voisin. Les Kurdes sont partagés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie ; les Tadjiks entre le Tadjikistan, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan ; les Baloutches entre le Pakistan et l'Iran ; les Ossètes (traités dans le présent ouvrage avec les peuples du Caucase), entre la Russie et la Géorgie.

LES PERSANS

ET L'IRAN

La Perse avant l'islam

Aux VII^e et VI^e siècles av. J.-C., l'Empire mède, premier grand État iranien, a pour capitale Ecbatane (aujourd'hui Hamadan). Vers 550, un vassal des Mèdes établi en Perside se révolte et les supplante. Il s'agit de Cyrus le Grand, premier empereur de la dynastie des Achéménides, qui prend Babylone en 539. Lui succèdent Cambyse, qui annexe l'Égypte, puis Darius, fondateur de Persépolis. Alexandre de Macédoine (334-323) ayant conquis l'empire des Achéménides, des colonies grecques s'implantent jusqu'aux rives de l'Indus et de l'Oxus. A Alexandre succèdent diverses dynasties hellénistiques dont celle des Séleucides qui règne sur l'Iran, la Mésopotamie et la Syrie. Les Parthes, Iraniens semi-nomades du Khorasan, dominent la période suivante. Au milieu du II^e siècle av. J.-C., ils vainquent les Séleucides et prennent le contrôle de l'Iran puis de la Mésopotamie. L'Empire parthe connaît son apogée quelque cent ans plus tard. D'incessantes luttes contre les Romains l'épuisent ensuite peu à peu.

LA PERSE SASSANIDE. La dynastie sassanide, qui supplante les Parthes en 224, est originaire

du Fars, autrement dit perse. Elle a néanmoins sa capitale à Ctésiphon, en Mésopotamie. L'Empire sassanide érige bientôt en religion officielle le mazdéisme ou zoroastrisme (prêché par Zarathoustra au VI^e siècle av. J.-C.). Vers la fin du V^e siècle, les Hephthalites, originaires de Haute-Asie et qui étaient indo-européens ou turcs, on ne sait, menacent les Sassanides. Avec l'aide des Tūrūk (Turcs récemment établis en Asie centrale), Khosrō I^{er} (531-579) les défait en 560 environ. Il institue un État centralisé et met en place un système fiscal que les Arabes reprendront plus tard à leur compte. Mais l'un de ses successeurs lance en 602 une guerre contre l'Empire byzantin. Elle dure jusqu'en 628 et laisse l'Empire sassanide épuisé.

En 637 à Qadisiyya (sur l'Euphrate), les Arabes infligent à l'armée sassanide une défaite décisive et entreprennent aussitôt la conquête de l'Iran. Fait significatif, c'est dans le Fars qu'ils se heurtent à la plus forte résistance.

L'Iran face aux invasions

Sous la poussée arabe, l'Empire sassanide, frappé à la tête, qui était en Mésopotamie, s'écroule en quelques années (alors que l'Empire byzantin ne perd que des provinces extérieures — Syrie et Égypte — et survit). L'expansion très progressive de l'islam rencontre d'autant moins d'obstacles que le zoroastrisme, religion officielle très ritualiste, manquait d'assise populaire. En revanche, la langue perse résiste face à l'arabe et le souvenir de l'époque sassanide ne s'efface pas de la mémoire collective.

LA GENÈSE DU PERSAN

On nomme « vieux perse » la langue des Achéménides, qui avait pour berceau la Perside. Issu du vieux perse, le « moyen perse » (ou *pahlavi*) était la langue des Sassanides. A la même époque, une autre langue iranienne, le sogdien, dominait en Asie centrale. Après la conquête arabe, le moyen perse est demeuré le plus vivant dans le Khorassan et en Transoxiane. Il y a donné naissance à la langue persane classique, dont le premier grand écrivain fut le poète épique Firdousi (940 ?-1020 ?), un Khorassanais. Le persan classique (ou *fārsi*) devint ensuite, jusqu'au XIX^e siècle, une grande langue de culture, reconnue et utilisée comme telle aussi bien par les Turcs seldjoukides et ottomans que par les Grands Moghols de l'Inde ou encore les khans ouzbeks.

Le persan contemporain est une forme modernisée du persan classique. En Iran, c'est la langue en usage à Téhéran, que l'enseignement et la presse ont peu à peu officialisée. Le persan d'Afghanistan (dit *dāri*) est réputé plus pur car il a moins évolué. Celui parlé au Tadjikistan (dit *tadjik*) a subi au XX^e siècle l'influence du russe.

Les caractères arabes, adoptés par le persan classique, restent en vigueur bien qu'ils ne conviennent guère à une langue indo-européenne. Dans les années 1920, Reza Chah envisagea d'adopter l'alphabet latin mais dut y renoncer pour ne pas s'aliéner les religieux.

Les califes omeyyades (661-749) administrèrent l'Iran comme une dépendance de l'Irak. Mais le Khorassan, bastion de l'islam face aux Turcs, tend à s'émanciper. Mêlés aux populations iraniennes autochtones (plus qu'eux converties à l'islam), les nombreux colons arabes y ont acquis un esprit pionnier, une grande valeur guerrière et le désir que tous les musulmans bénéficient d'un même

traitement. Aussi, quand en Irak se trame le projet de renverser les Omeyyades, les Khorassanais y sont-ils d'emblée associés. En 749, leur force militaire assure la victoire de la « révolution » qui porte au pouvoir la dynastie abbasside. Le changement de dynastie s'accompagne d'un déplacement du centre de gravité du califat en direction de l'Iran. Dans l'administration abbasside, les Persans jouent un rôle croissant.

L'ÉMANCIPATION DES IRANIENS. Les Tahirides, gouverneurs semi-indépendants du Khorassan au IX^e siècle, sont des Khorassanais d'origine arabe encore très liés au califat. Il n'en va pas de même des Saffarides qui, en 873, éliminent les Tahirides en prenant leur capitale, Nichapour. Natifs du Séistan, d'extraction modeste (*saffar* signifie chaudronnier), les Saffarides sont persans et se disent issus des Sassanides. Ils versent néanmoins au calife, fût-ce irrégulièrement, un tribut. En échange, le calife reconnaît leur autorité sur le Fars, Ispahan, le Khorassan, le Séistan, le Sind... En 898, il leur attribue la Transoxiane, ce qui va causer leur perte. Cette région, en effet, est alors aux mains d'autres Iraniens, les Samanides, qui résistent et s'emparent du Khorassan. Les Samanides ne reconnaissent que l'autorité religieuse du calife. Puissants tout au long du X^e siècle, ils favorisent à Boukhara (leur capitale) et dans les autres villes de Transoxiane et du Khorassan une vie intellectuelle intense qui se traduit par l'éclosion d'une littérature en langue persane.

LA CONFÉDÉRATION BOUYIDE. Alors que les Samanides tiennent une cour brillante, le califat de Bagdad sombre dans l'anarchie. Le vide

politique en Iran central va profiter aux Iraniens du Daylem. Dans cette région montagneuse au sud-ouest de la Caspienne, l'islam commence tout juste à pénétrer, sous l'impulsion de missionnaires chi'ites. Les trois fils d'un Daylemien nommé Bouya s'engagent au service d'un prince local farouchement iranien et antimusulman. Il finit assassiné mais les trois frères — convertis à l'islam — poursuivent leur route. L'un d'entre eux, en 934, prend en main le Fars ; un autre entre à Bagdad en 945 et se fait conférer les pleins pouvoirs par le calife ; le troisième, en 947, s'impose à Ray et Ispahan.

Dans le système mis en place par les Bouyides, leur famille détient l'autorité suprême : ils forment une sorte de confédération. L'émir du Fars qui, de sa capitale Chiraz, gouverne la région la plus riche, est le plus puissant. Mais ce n'est pas toujours lui qui porte le titre de *chahanchah* (« roi des rois »), remis à l'honneur par les Bouyides pour renforcer leur prestige auprès des populations iraniennes. A la fin du X^e siècle, les querelles religieuses entre sunnites et chi'ites et les conflits entre Bouyides eux-mêmes minent leur autorité. Seul le Fars demeure prospère jusqu'à ce que les Kurdes du Zagros, soumis à la pression des Turcs seldjoukides, l'envahissent dans les années 1040.

LE SULTANAT TURC SELDJOUKIDE. A la veille de l'an mille, les Samanides se sont effondrés face aux Ghaznévides (ex-mercenaires turcs installés en Afghanistan) et aux Karakhaniides (Turcs venus de Haute-Asie). Les uns et les autres ont sollicité le concours militaire de Turcs musulmans originaires des bords de la mer d'Aral, dits seldjoukides car ils ont à leur

GÉOGRAPHIE DE L'IRAN.

Le plateau iranien a pour limites, au sud-ouest, les chaînes du Zagros; au nord, l'Elbourz, que prolonge vers l'est le Kopet Dag; à l'est, les hauts massifs de l'Afghanistan. Son désertique la partie centrale du plateau, au sud-est de Téhéran, la région au nord du Kopet Dag et le littoral du golfe Arabo-Persique. Aux altitudes intermédiaires s'étendent des steppes et des zones propices aux cultures sèches (en Azerbaïdjan et au Khorassan) ou aux cultures irriguées. Seul le littoral sud de la Caspienne, très arrosé, dispose d'une abondante végétation naturelle. Trois régions favorisées mais excentrées ont joué, dans l'histoire de l'Iran, un rôle de premier plan : le Fars, le Khorassan et l'Azerbaïdjan. Le Fars (forme arabisée de « Perse ») s'appelait Perside dans l'Antiquité. Il fut le berceau de la langue persane et le cœur du pays avant sa conquête par les Arabes. Le Khorassan prit de l'importance ensuite. Il incluait, jusqu'au XVIII^e siècle, les villes de Merv (aujourd'hui au Turkménistan) et de Hérat (aujourd'hui en Afghanistan). Les

steppes du Khorassan ont tôt attiré les nomades turcs d'Asie centrale, mais c'est en Azerbaïdjan qu'ils se sont installés en grand nombre, au point de turquiser la population iranienne autochtone. D'autres régions sont demeurées à l'écart : le Sud-Ouest semi-désertique, pays des Baloutches; le littoral de la Caspienne, protégé des incursions des nomades par sa dense végétation et qui, jusqu'à nos jours, a conservé ses particularismes, linguistiques en particulier. L'histoire de l'Iran fut longtemps celle d'une route reliant l'Asie centrale à la Mésopotamie. Elle passait par Merv et Nichapour, longeait le flanc sud de l'Elbourz puis franchissait le Zagros par les « Portes de l'Asie » pour déboucher en Mésopotamie. C'était le dernier tronçon de la « route de la soie » venue de Chine et ce fut aussi un chemin d'invasions, emprunté d'ouest en est par les Arabes et plus tard, en sens inverse, par les Turcs et les Mongols. Téhéran, devenue capitale à la fin du XVIII^e siècle, se trouve sur cet itinéraire, à la bifurcation vers l'Azerbaïdjan... et à égale distance du Fars. Sa situation résume l'histoire de l'Iran.



tête les descendants d'un chef nommé Seldjūk. Après avoir écrasé les Ghaznévides près de Merv en 1040, les Seldjoukides entreprennent la conquête de l'Iran. Leur chef Tughril Beg, entré à Bagdad en 1055, s'y fait proclamer sultan par le calife.

Bien que fondé par des nomades, le sultanat seldjoukide prend la forme d'un État organisé : aux bandes turques les plus turbulentes, refoulées vers l'Anatolie, les sultans substituent une armée de mercenaires, turcs eux aussi mais disciplinés. Ils confient la collecte des impôts à une bureaucratie persane que dirige un vizir persan et choisissent Ispahan comme capitale. Bref, le sultanat seldjoukide adopte la culture persane. Quant aux Turcs qui ont afflué en Iran, il semble qu'ils aient trouvé assez de terres disponibles pour ne pas porter tort aux sédentaires iraniens. Un équilibre s'est ainsi instauré, qui demeurera caractéristique du pays.

Au XII^e siècle, la puissance seldjoukide s'effrite. Les Ghourides, originaires d'Afghanistan, s'emparent de la majeure partie de l'Iran oriental. Au début du siècle suivant, le chah du Khorezm (chef turc en dépit de son titre persan) envahit l'Iran. Le pire ne va dès lors pas tarder.

LES INVASIONS MONGOLES. Un incident les ayant opposés au chah du Khorezm, les Mongols se lancent en 1219 à sa poursuite et, sous la conduite de Tului, fils de Gengis Khan, dévastent le Khorassan et le nord de l'Iran. De nombreuses villes sont rasées (Merv, Ray, Balkh, Hérat, Nichapour...) et leurs populations massacrées tandis que les systèmes d'irrigation sont soit détruits, soit laissés à l'abandon par les paysans qui ont pu fuir. De

riches régions agricoles retournent ainsi à la steppe. La terreur dure jusqu'au retrait des armées de Tului en 1223. Des chefs mongols demeurent en Iran se taillent ensuite des fiefs en Azerbaïdjan.

En 1253, un petit-fils de Gengis Khan, Hülegü, est envoyé en Iran afin d'abattre l'ordre des Assassins (voir page 52) et de soumettre le calife abbasside. Ces missions accomplies, Hülegü se proclame *ilkhān* et constitue à son profit un État (l'Ilkhanat) qui englobe l'Iran et l'Irak et a pour cœur l'Azerbaïdjan. Les premiers successeurs de Hülegü se montrent, comme lui, hostiles à l'islam. Aussi encouragent-ils le christianisme, voire le bouddhisme, et n'hésitent-ils pas à exiger de la bureaucratie persane — toujours en place — qu'elle écrase d'impôts la population paysanne musulmane, ce qui entraîne un nouveau recul de l'agriculture. En proie à des querelles de succession, l'Ilkhanat se désagrège après 1335.

Des dynasties locales iraniennes en profitent pour s'affirmer : les Muzaffarides, seigneurs de Yazd, conquièrent Kerman, le Fars et Ispahan ; les Kert, depuis Hérat, dominent une grande partie de l'Iran oriental. Dans l'ouest du Khorassan, les Sarbadars, « révolutionnaires » chi'ites, constituent un État qui sauvegardera son indépendance de 1337 à 1381.

TAMERLAN ET LES TIMOURIDES. Turcophone musulman, Tamerlan se rend maître de la Transoxiane en 1370 et établit sa capitale à Samarcande. Il s'engage ensuite dans d'incessantes campagnes militaires, jusqu'à sa mort en 1405. Ses premières attaques contre l'Iran datent de 1381. Comme les Mongols, il use de

la terreur : si les villes qu'il a décidé de soumettre ne se rendent pas sans résistance, c'est le pillage, la destruction, le massacre. Des centaines de milliers de personnes sont réduites en esclavage. Les diverses populations de l'Iran ne sont toutefois pas atteintes de la même façon. Les sédentaires — citadins ou paysans —, pour la plupart iraniens, souffrent énormément ; les élites persanes sont décimées, les dynasties autochtones anéanties. Les nomades, en revanche, que leur mobilité rend moins vulnérables, résistent à la tourmente. C'est le cas des Turcs (et des Mongols) installés dans le pays au cours des siècles précédents.

Les descendants de Tamerlan (dits Timourides) ne conservent durablement que l'Iran oriental et la Transoxiane où ils parviennent à faire régner, au XV^e siècle, un calme relatif. Le premier d'entre eux, Chah Rukh (mort en 1447), transfère la capitale de Samarcande à Hérat. Dans cette ville et dans d'autres s'épanouit alors une vie artistique et littéraire telle que l'on parle de « Renaissance timouride ». Fait significatif, il s'agit d'une renaissance bilingue : le turc *djaghataï*, langue maternelle des Timourides, et le persan, dont le prestige culturel demeure intact, y bénéficient d'une égale faveur.

A l'ouest, la dislocation de l'Ilkhanat a favorisé au XIV^e siècle l'émergence de groupes tribaux, dont celui des Mongols *djalaïrides* qui, pendant un temps, a dominé l'Azerbaïdjan et l'Irak. Affaiblis par Tamerlan, les *Djalaïrides* tombent en 1410 sous les coups de Turcomans installés aux alentours du lac de Van, les *Kara Koyunlu*. Ces derniers se taillent dans les décennies suivantes un empire qui, avec Tabriz pour capitale,

inclut l'Anatolie orientale, l'Irak et la moitié de l'Iran. En 1467, leurs rivaux, les Ak Koyunlu, les supplantent. L'histoire des Kara Koyunlu et des Ak Koyunlu peut être prise comme point de départ de celle des Azéris (voir page 167), mais elle ouvre aussi un nouveau chapitre de l'histoire de l'Iran : celui de l'Empire perse séfévide, fondé par des Turcomans.

L'Empire perse séfévide

Tirant son nom de celui du cheikh sans doute kurde Safi al-Din (1252-1334), l'ordre religieux (musulman) séfévide, qui a pour centre Ardabil, en Azerbaïdjan oriental, devient peu à peu riche et puissant. Au milieu du XV^e siècle, l'un de ses dirigeants, Djoneyd, imagine de le transformer en organisation militante. A cet effet, il recrute en Anatolie orientale des adeptes parmi les Turcomans, qui voient en lui un personnage quasi divin. Son fils Haydar lui succède en 1460. On lui attribue l'invention du bonnet rouge à douze plis qui vaut aux partisans des Séfévides le surnom de Kizil Bach ou « Têtes Rouges ». (La référence aux douze imams du chi'isme duodécimain semble avoir été imaginée plus tard.) Les relations des Séfévides avec les Ak Koyunlu, d'abord cordiales, deviennent hostiles : Haydar périt en 1488 dans un guet-apens ; son fils aîné connaît en 1494 un sort semblable. Le second fils de Haydar, Ismaïl, incarne dès lors la légitimité séfévide. Il se réfugie au Guilan auprès d'un prince chi'ite.

CHAH ISMAÏL. Turc par sa mère, peut-être d'origine kurde par son père, Ismaïl ne se

laisse pas aisément caractériser : s'il écrit des poèmes en turc azéri, il possède aussi le persan et l'arabe. Son éducation fut chi'ite, mais c'est son grand-père Djoneyd qui l'inspire : comme lui, il va exercer sur les Turcomans une véritable fascination.

Les Ak Koyunlu ayant sombré dans la guerre civile, Ismaïl prend la tête des Kizil Bach, s'empare de Tabriz en 1501 (il est âgé de quatorze ans !), se proclame chah et décrète le chi'isme duodécimain religion officielle et obligatoire. L'Empire séfévide, ainsi fondé dans ses principes, se heurte à deux puissances sunnites : les Ouzbeks, qui envahissent le Khorassan, et les Ottomans. Chah Ismaïl vainc les premiers à Merv en 1510 (du crâne de leur chef Muhammad Chaybani, mort au combat, il fait faire une coupe à boire qu'il envoie en cadeau au sultan ottoman). A l'ouest, le danger est d'un autre ordre. Les Séfévides recrutent des Kizil Bach parmi les tribus turcomanes d'Anatolie que, simultanément, les Ottomans s'efforcent de soumettre. Le conflit conduit en 1514 à la bataille de Tchaldiran : Chah Ismaïl y est sévèrement battu. Les Ottomans occupent Tabriz pen-

ORMUZ

L'île d'Ormuz (ou Hormoz), à l'entrée du golfe Arabo-Persique, était au XIV^e siècle le grand emporium des marchandises en provenance de l'Inde. Conquise par Albuquerque en 1508, elle fut l'une des positions clés de l'empire maritime portugais et acquit une richesse légendaire. Chah Abbas s'en empara en 1622 avec l'appui d'une flotte anglaise et transféra l'activité commerciale sur le continent, à Bandar Abbas. Ormuz redevenait alors ce qu'elle est aujourd'hui, un flot semi-désertique.

dant quelques mois et y reviendront à plusieurs reprises jusqu'au XVIII^e siècle. Cette menace contraind l'Empire séfévide à se décaler vers l'est : son centre de gravité, à l'origine dans l'Azerbaïdjan turcoman, passera peu à peu en pays persan.

L'État fondé par Chah Ismaïl repose sur une triple assise : militaire, bureaucratique et religieuse. Les Kizil Bach, répartis en tribus (Afchar, Kadjar, etc.), constituent la force militaire. La bureaucratie persane fait contrepoids aux Kizil Bach. Le rôle du chi'isme duodécimain est plus difficile à qualifier. Imposé *manu militari* par un chah dont la légitimité se présentait d'abord comme religieuse, le chi'isme n'était pas la religion des Persans (Chah Ismaïl a dû faire venir des théologiens chi'ites de Bahreïn, d'Irak, du Liban...), ni celle des Kizil Bach, dont l'hétérodoxie portait surtout une marque turque anté-islamique. Il n'empêche que le chi'isme est devenu un trait de la culture iranienne et, sans doute, un facteur de cohésion nationale.

DE CHAH ISMAÏL À CHAH ABBAS. A la mort de Chah Ismaïl, en 1524, son fils Tahmasp n'a pas l'âge de régner. Les Ouzbeks déferlent aussitôt sur le Khorassan. Dix ans plus tard, les Ottomans envahissent l'Azerbaïdjan et prennent Bagdad. Ayant récupéré Tabriz en 1535, Tahmasp chasse en 1537 les Ouzbeks du Khorassan. Les Ottomans ne désespèrent cependant pas d'annexer tous les pays turcomans et d'abattre la puissance séfévide chi'ite. En 1548, ils sont de nouveau en Azerbaïdjan mais la politique de terre brûlée pratiquée par Tahmasp ne leur permet pas de s'y maintenir. Aussi signent-ils en 1555 le traité d'Amasya, en vertu duquel les Séfévides

JEAN CHARDIN (1643-1713)

D'une famille de joailliers, le Français Jean Chardin — qui parlait le persan — séjourna en Perse en 1666-1667 puis de 1672 à 1677. Il n'y a pas de meilleure description de la Perse séfévide que son œuvre en dix volumes. Huguenot persécuté, il émigra en 1681 en Angleterre où il devint sir John Chardin et fut enterré dans l'abbaye de Westminster.

conservent l'Azerbaïdjan et les Ottomans l'Irak.

La mort de Tahmasp, en 1576, déclenche des querelles entre Kizil Bach, ce qui incite les Ottomans à envahir la Perse occidentale et les Ouzbeks à s'emparer de nouveau du Khorassan. Le petit-fils de Tahmasp, Abbas, proclamé chah en 1587, tempore avec les Ottomans : une paix signée en 1590 leur accorde tout l'Azerbaïdjan, à l'exception d'Ardabil, haut lieu de l'Ordre séfévide. Chah Abbas peut alors s'en prendre aux Ouzbeks, dont la dynastie des Chaybanides s'effondre en 1599. La frontière se stabilise à proximité de l'Oxus au début du XVII^e siècle. Chah Abbas se retourne alors contre les Ottomans, qu'il écrase en 1605 près de Tabriz.

Tout en restaurant les frontières de l'Empire séfévide, Chah Abbas en modifie l'organisation interne. Les ressources que les Kizil Bach tiraient des provinces sont en grande partie transférées à la couronne. Chah Abbas fait ainsi d'une pierre deux coups : il affaiblit les chefs kizil bach, trop souvent factieux, et dégage les moyens d'entretenir une armée sûre. Comme cela se pratique au Moyen-Orient depuis le IX^e siècle, elle est composée d'esclaves (autrement dit de mame-

louks) que Chah Abbas « recrute » parmi les chrétiens du Caucase. Des campagnes sont menées à cet effet en Arménie (1603-1604) et en Géorgie (1614 et 1616). Les chefs mame-louks, convertis à l'islam, acquièrent de l'importance, en devenant gouverneurs de provinces par exemple.

Les successeurs de Chah Abbas (mort en 1629) bénéficient d'une longue période de paix, après une guerre contre les Ottomans que ponctue, en 1639, le traité de Zuhab (c'est alors que les grandes lignes de la frontière actuelle entre l'Iran et l'Irak sont esquissées). Mais faute de menace extérieure, les chahs laissent ensuite l'armée séfévide sombrer dans le sous-équipement et l'inefficacité.

Les crises du XVIII^e siècle

LA RÉVOLTE AFGHANE ET NADIR CHAH. L'intolérance religieuse du chah Sultan Husayn déclenche, dans la partie de l'Afghanistan contrôlée par l'Empire séfévide, des révoltes que le gouverneur (un Géorgien) ne parvient pas à maîtriser. En 1721, le chef afghan Mir Mahmoud marche sur Ispahan. L'armée séfévide, supérieure en nombre mais mal dirigée, s'effondre à Gulnadabad en 1722. Mahmoud prend Ispahan et obtient de Sultan Husayn qu'il abdique en sa faveur. Le règne des Afghans est éphémère : Mahmoud sera assassiné dès 1725 et son successeur renversé par Nadir Khan en 1729. Pendant ce temps, les Ottomans ont envahi l'ouest du pays tandis que les Russes — fait nouveau — occupaient les provinces caspiennes.

Membre de la tribu kizil bach des Afchars, implantée au Khorassan, Nadir

Khan se rallie pour la forme à un prétendant séfévide, constitue une armée de Kizil Bach et d'Afghans (rivaux de ceux qui soutenaient Mahmoud), neutralise ses concurrents de la tribu kizil bach des Kadjars et s'assure, aux alentours de 1730, le contrôle de la Perse. Ses campagnes persuadent les Ottomans de se retirer derrière les frontières fixées en 1639 (les Russes, dès lors, évacuent aussi le pays). Nadir se fait proclamer chah en 1736 puis tourne ses ambitions vers l'est, jusqu'à Delhi qu'il met à sac en 1739 et dont il rapporte un énorme butin. L'année suivante, les Ouzbeks de Boukhara et de Khiva s'inclinent à leur tour.

Grand chef militaire, Nadir Chah n'a pas les mêmes talents politiques. Sa tentative de mettre fin à l'hétérodoxie du chi'isme en en faisant une cinquième *madhhab* (école juridique) du sunnisme se heurte à une forte opposition dans tout le pays. Il est assassiné par des Kizil Bach en 1747.

DES ZAND AUX KADJARS. A la mort de Nadir, son armée se disloque. Les Afghans retournent dans leur pays sous la conduite d'Ahmad Khan, bientôt fondateur de l'Afghanistan indépendant. Les Afchars ne conservent que le Khorassan, dirigé par Chah Rukh jusqu'en 1796. Ailleurs c'est le chaos, dont finit par émerger l'autorité de Karim Khan. Il appartient à la tribu iranienne des Zand, installée au sud de Hamadan. Karim est ainsi le premier souverain de Perse qui, depuis le XI^e siècle, soit d'origine authentiquement iranienne. Encore se contente-t-il du titre de *vakil* (régent), laissant à un Séfévide fantôme celui de chah. Karim choisit comme capitale Chiraz, restaure le chi'isme duodécimain et

CAPITALES

L'Iran a longtemps cherché sa capitale. Sans abandonner l'Écbatane des Mèdes, les Achéménides ont fondé Persépolis dans leur province d'origine. Pour des raisons stratégiques, les Parthes ont adopté Ctésiphon (à deux pas de l'actuelle Bagdad), que les Sassanides ont conservée. Après la conquête arabe, des capitales de culture persane ont fleuri plus à l'est : Nichapour des Tahirides, Boukhara des Samanides... Les Bouyides ont donné à Chiraz un grand éclat. Les Turcs seldjoukides ont choisi Ispahan. Les ilkhans mongols lui ont préféré Tabriz, où les dynasties turcomanes (Kara Koyunlu et Ak Koyunlu) ont fini par leur succéder, tandis que les Timourides régnaient à Hérat. De Tabriz, trop menacée par les Ottomans, les Séfévides sont passés à Qazvin puis à Ispahan, ville chérie de Chah Abbas. Les Afghans ayant maltraité Ispahan, le Khorassanais Nadir Chah s'est installé à Meched, avant que Karim Khan n'opte pour Chiraz. Le choix définitif — Téhéran — sera en 1786 celui du fondateur de la dynastie des Kadjars. On notera toutefois que l'imam Khomeyni a dirigé l'Iran, de 1979 à sa mort dix ans plus tard, non pas de Téhéran mais de la ville sainte chi'ite de Qom.

assure au pays un quart de siècle de calme.

La mort de Karim, en 1779, plonge de nouveau le pays dans l'anarchie. Ses successeurs à Chiraz n'ont pas sa compétence. C'est un membre de la tribu kizil bach des Kadjars, rivaux des Afchars dans le Khorassan, qui va s'imposer. Leur chef Agha Muhammad établit sa capitale à Téhéran en 1786, s'empare d'Ispahan l'année suivante et de Chiraz en 1792. Ayant fait mettre à mort le dernier souverain zand en 1794, il se proclame chah à Téhéran en 1796. Entre-temps, il a envahi la Géorgie. Pour étendre son autorité à l'ensemble du pays, il élimine enfin l'Afchar

Chah Rukh qui, au Khorassan, détenait les trésors rapportés d'Inde par Nadir. Assassiné en 1797, Agha Muhammad — à la différence de ses prédécesseurs — avait organisé sa succession : son neveu monte aussitôt sur le trône. La dynastie des Kadjars va régner sur l'Iran jusqu'au début des années 1920.

La Perse des Kadjars

LA DÉTERMINATION DES FRONTIÈRES. Les Russes ayant conquis, au début du XIX^e siècle, le nord de l'Azerbaïdjan, le traité de Gulistan (1813) entérine le fait accompli. Douze ans plus tard, les Persans doivent céder à la Russie les khanats de Nakhitchévan et

d'Erevan (traité de Turkmentchaï, 1828). La frontière avec l'Empire ottoman, tracée dans ses grandes lignes en 1639, est arrêtée de façon précise à partir de 1847 (traité d'Erzurum).

À l'est, les Persans souhaitent reconquérir Hérat, tombée au XVIII^e siècle aux mains des Afghans. Après une première tentative en 1833-1834, ils assiègent la ville en 1837 avec l'appui de conseillers russes. L'année suivante, les Britanniques s'emparent de l'île de Kharg, dans le golfe Arabo-Persique, et menacent le chah d'une guerre. Le siège est aussitôt levé. Mais les Persans s'entêtent : profitant de querelles entre princes afghans, ils entrent dans Hérat en 1852 et de nouveau en 1856. Les Britanniques, cette fois, débarquent à Bouchir et la Perse doit définitivement



renoncer à Hérat. Sous leur égide, la frontière entre la Perse et l'Afghanistan est fixée en 1863. En 1870, les Britanniques établissent par ailleurs une frontière qui attribue le Baloutchistan occidental à la Perse.

Au nord-est, le chah de Perse se considère comme le suzerain des Turkmènes. En pratique, il n'en est rien et ces derniers ne cessent de piller le Khorassan et d'en ramener des esclaves, vendus à Khiva et Boukhara. Les Russes soumettent les Turkmènes entre 1873 et 1881. En 1882, la Perse reconnaît la nouvelle frontière et renonce simultanément à Merv, que la Russie annexe deux ans plus tard.

FAIBLESSE DE L'ÉTAT, INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES. Au XIX^e siècle, la Perse ne se modernise pour ainsi dire pas. La raison principale en est la faiblesse de l'État. Les gouverneurs des provinces se comportent comme autant de petits souverains autonomes. La modicité des ressources dont dispose le gouvernement ne lui permet pas de mettre sur pied une armée efficace, ambition qui, chez les Ottomans, constitue à la même époque le ressort essentiel de la modernisation. Ni l'aristocratie jalouse de ses privilèges, ni la bureaucratie confinée dans ses traditions multiséculaires, ni les oulémas qu'effraient les influences étrangères n'aspirent au changement. En outre, la Russie ne veut pas d'une Perse puissante qui menacerait ses possessions du Caucase et d'Asie centrale, tandis que la Grande-Bretagne se satisfait du *statu quo*. Rien n'illustre mieux ce blocage général du développement que l'absence de chemin de fer en Perse jusqu'à la Première Guerre mondiale.

En 1905 éclate un mouvement hostile aux réformes fiscales mises en œuvre, à la

demande du gouvernement, par un expert belge. Les manifestants sont des citadins, gens du bazar en particulier, surtout actifs à Téhéran et à Tabriz, qui entraînent dans leur sillage les oulémas. Tôt récupéré par une minorité d'intellectuels, le mouvement obtient la convocation d'un *Madjlis* (parlement), qui vote une Constitution. Le chah tente de s'en débarrasser mais doit s'incliner en 1909 devant une coalition inattendue qui, ayant marché sur Téhéran, le contraint à abdiquer. Il s'agit, d'une part, de paysans révoltés du Guilan, d'autre part de Bakhtiars (nomades iranophones). Ces derniers se taillent la part du lion dans la nouvelle répartition des pouvoirs. En proie à des querelles de factions, le Madjlis sera — avec l'appui des Russes — dissous en

1911 par un gouvernement formé de Bakhtiars et de divers notables.

La Perse apparaît alors plus divisée que jamais. Le 30 août 1907, la Russie et la Grande-Bretagne sont parvenues à un accord aux termes duquel chacune des deux puissances dispose d'une zone d'influence. À partir de 1908, des troupes russes stationnent à Tabriz. La Grande-Bretagne se contente, dans le sud-est, d'une zone de moindre étendue, mais c'est au sujet britannique William Knox d'Arcy qu'a été attribuée, en 1901, la concession des recherches pétrolières dans tout le sud du pays. En 1908, le pétrole jaillit à Masjed-Soleyman. L'année suivante, un pipeline atteint Abadan tandis que se crée l'Anglo-Persian Oil Company (APOC). La



Sayyed Ali Muhammad, né à Chiraz vers 1820, se livre en 1844 à une critique sévère des oulémas tout en réclamant plus de justice sociale. Ses partisans le reconnaissent comme *Bab* («seuil»), autrement dit «voie d'accès» à l'«imam caché» des chi'ites. Le mouvement prend une telle ampleur qu'il tourne à la rébellion dans le nord du pays. Le chah ordonne alors une répression féroce et la mise à mort du Bab à Tabriz en 1850.

Le Bab laisse néanmoins des disciples, dont Baha Allah (1817-1892), qui vit en exil dans l'Empire ottoman à partir de 1852. En 1863, Baha Allah se proclame le prophète dont le Bab avait annoncé la venue et fonde une nouvelle religion, le baha'isme, empreinte d'égalitarisme et de pacifisme. Les baha'istes feront l'objet de persécutions récurrentes, à la demande des oulémas, et seront considérés par la République islamique comme des hérétiques à réintégrer de force dans l'islam.

concession accordée à une société russe dans le nord de la Perse en 1896 n'a pas la même chance.

LA PERSE DANS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE. Bien que neutre, la Perse n'échappe pas au conflit. Les Ottomans s'attaquent aux Russes en Azerbaïdjan; des agents allemands, dans le sud du pays, soulèvent les tribus contre les Britanniques. Les nationalistes persans se montrent favorables aux Puissances centrales et cherchent un accord avec elles. Mais les Russes repoussent les Ottomans et occupent Téhéran, tandis que les Britanniques lèvent dans le sud-est une petite armée. En 1917, les Russes se retirent. Aussi la Grande-Bretagne, victorieuse des Ottomans en Irak,

peut-elle s'assurer en 1918 le contrôle militaire de l'ensemble du pays.

Lord Curzon, ministre britannique des Affaires étrangères, signe en 1919 avec la Perse un traité instituant un quasi-protectorat. Téhéran croit y voir une garantie contre les ambitions soviétiques. Mais Londres se montre réservé, d'autant qu'en 1920 des troupes soviétiques se portent au secours d'une révolte dans le Guilan, dite des Djangalis. Les dirigeants persans décident alors de négocier avec Moscou. En vertu du traité signé avec la Perse le 26 février 1921, les Soviétiques s'engagent à évacuer le pays. Les Britanniques font de même (le traité de 1919 ne sera jamais ratifié). De toute façon, le 21 février, un coup d'État a porté au pouvoir des hommes nouveaux, dont le colonel Reza Khan.

L'Iran des Pahlavi

Né en 1878 dans le Mazandaran, Reza Khan est le chef de la Brigade cosaque persane qui, fondée dans les années 1870, a été réorganisée par les Russes après 1907 puis par les Britanniques en 1920. Ministre de la Guerre en 1921, Premier ministre en 1923, Reza Khan s'attache d'emblée à constituer une armée efficace et à assurer l'autorité du pouvoir central. Le mouvement autonomiste d'Azerbaïdjan a déjà été réprimé en 1920. Dans le Guilan, l'alliance des Djangalis et de communistes soutenus par les Soviétiques aboutit à la proclamation d'une république en juin 1921. Quelques mois plus tard, Reza Khan reconquiert la province, puis se tourne vers le Khorassan où les querelles tribales (entre

Kurdes et ex-Kizil Bach) ne s'apaiseront qu'en 1926. Au Kurdistan, la révolte déclenchée en 1919 est matée en 1922. Le chef arabe qui, grâce au soutien britannique, contrôlait l'Arabistan doit se soumettre à Reza Khan en 1924. Rebaptisée Khouzistan, la province sera dès lors colonisée par des Persans. Reza Khan entreprend par ailleurs de réduire la puissance des Bakhtiars.

Simultanément, Reza Khan concentre le pouvoir entre ses mains. Face à l'opposition des oulémas, il renonce à instituer une république mais obtient en 1925 que le Madjlis destitue la dynastie kadjar et le nomme régent. Il se couronne chah le 25 avril 1926, avec le nom dynastique de Pahlavi. Le nouveau régime s'appuie sur l'armée et sur les grands propriétaires terriens, dont les privilèges sont maintenus. Reza Chah n'en a pas moins l'ambition de réformer la société (institution d'un enseignement laïque et de tribunaux civils, adoption du costume européen, interdiction du port du voile...). Dans le domaine économique, l'effort porte sur l'industrie et les voies de communication. En 1934, le pays prend officiellement le nom d'Iran, celui de Perse étant devenu le symbole du passéisme.

L'IRAN DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE. Pour échapper aux influences soviétique et britannique, Reza Chah a fait appel à des capitaux et experts allemands. En 1941, Moscou et Londres, désireux d'établir des liaisons *via* le territoire iranien, exigent l'expulsion des Allemands. Reza Chah ayant refusé, des troupes soviétiques et britanniques envahissent l'Iran le 25 août. Reza Chah abdique en faveur de son fils Muhammad

Reza (il mourra en exil à Johannesburg en 1944). En 1942, dans un traité signé avec le gouvernement de Téhéran, les Alliés s'engagent à évacuer le pays au plus tard six mois après la fin de la guerre.

L'élimination de Reza Chah et le régime d'occupation réveillent la vie politique. Trois ensembles rivalisent : le jeune chah et ses partisans ; les notables nationalistes, regroupés à partir de 1944 dans le Front national ; le parti marxiste Toudéh, fondé en 1941, soutenu par l'URSS et lié aux autonomistes azerbaïdjanais et kurdes. A la fin de 1945, un gouvernement autonome d'Azerbaïdjan est mis en place avec l'appui du Toudéh (voir page 170). Peu après, une république populaire kurde est proclamée à Mehabad (voir page 129). Le Premier ministre iranien, Ghavam as-Sultaneh, louvoie et accorde aux Soviétiques, en échange de l'évacuation de leurs troupes,

L'ÉCHEC DE L'«ARYANISME»

En adoptant le nom dynastique de Pahlavi (par référence à la langue de l'époque sassanide), Reza Chah voulait renouer avec le passé anté-islamique pour fonder un nouveau nationalisme. La décision de rebaptiser la Perse «Iran» («pays des Aryens», nom donné aux ancêtres des peuples iraniens) s'inscrivait dans la même logique. Muhammad Reza Chah poursuit cette politique, en célébrant notamment avec faste, en 1971, le 2500^e anniversaire (approximatif) de la fondation de l'Empire achéménide. La masse de la population iranienne, toutefois, ne s'est jamais reconnue dans ces artifices. Son nationalisme — très réel, comme en a témoigné la guerre contre l'Irak — s'exprime en revanche spontanément dans le cadre de la spécificité chi'ite.

une vaste concession pétrolière, sous réserve de ratification par le Madjlis. En mai 1946, les Soviétiques évacuent l'Iran, mais l'accord ne sera jamais ratifié. (Les troupes britanniques ont quitté le pays au début de l'année.) En novembre, les autorités iraniennes reprennent le contrôle de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan.

MOSSADEGH ET LA QUESTION DU PÉTROLE.

La menace soviétique ayant été écartée, l'attention se porte sur les revenus du pétrole, enjeu majeur du pouvoir. Le gouvernement, soutenu par le chah, négocie en 1949 un nouvel accord avec l'Anglo-Iranian Oil Company, mais le Madjlis refuse de le ratifier puis, dans un climat de mécontentement croissant, vote en 1951 la nationalisation du pétrole. Muhammad Mossadegh, soutenu par le Front national et principal adversaire de l'accord de 1949, devient Premier ministre et met en place la Compagnie nationale des pétroles iraniens (CNPI). Les Anglo-Saxons ripostent par un boycottage des pétroles iraniens qui entraîne de sérieuses difficultés économiques en Iran mais n'entame pas l'intransigeance de Mossadegh. L'épreuve de force avec le chah a lieu en 1953. Le 19 août, des manifestations hostiles à Mossadegh, fomentées par la CIA, permettent aux autorités militaires, elles-mêmes aux ordres du chah, de procéder à son arrestation. Mossadegh passera trois ans en prison puis sera astreint à résidence jusqu'à sa mort en 1965.

L'IRAN DE MUHAMMAD REZA CHAH. La question du pétrole trouve son règlement en 1954. La CNPI, maintenue, concède l'exploitation à un consortium international pour une durée de 25 ans. Les revenus sont partagés par moi-

tiés entre l'Iran et le consortium. Simultanément, l'influence économique et militaire des États-Unis devient prépondérante. En 1955, l'Iran adhère au pacte de Bagdad — alliance défensive contre l'URSS — dont sont déjà signataires l'Irak, la Turquie, la Grande-Bretagne et le Pakistan. Ce pacte, après le retrait de l'Irak en 1958, donnera naissance à la Central Treaty Organization (CENTO) patronnée par les États-Unis.

Comme son père, Muhammad Reza Chah veut radicalement moderniser l'Iran et en affirmer la puissance. A partir de 1962, il exerce lui-même le pouvoir et lance la «Révolution blanche», dont la première phase consiste en une vaste réforme agraire. La production agricole n'y gagne guère car les paysans n'étaient pas prêts à de tels bouleversements. Nombre d'entre eux vont grossir les bidonvilles de Téhéran et d'ailleurs. L'essor des revenus pétroliers incite néanmoins le chah à se montrer toujours plus ambitieux. Un nouvel accord ayant été négocié avec le consortium en 1973, les investissements industriels et les importations connaissent un essor sans précédent, de même que les achats militaires. Parallèlement, l'autoritarisme du régime se renforce. Mais l'expansion — trop rapide pour les capacités du pays — s'enraye en 1976 et l'inflation s'installe.

Le mécontentement grandit dans les classes moyennes et populaires urbaines, les plus touchées par l'érosion monétaire. Sont dénoncées la main de plus en plus lourde de l'État (exactions de la police secrète ou Savak) et la dégradation de la moralité. La corruption, le luxe affiché par la minorité bénéficiaire d'une occidentalisation effrénée, la part trop belle faite aux intérêts étrangers sont ressen-

tis comme autant d'injustices et d'offenses à l'islam. Dans un tel contexte, l'idéal chi'ite — lutte contre l'oppression, règne de la justice — retrouve toute sa force. C'est en prônant la déchéance des Pahlavi (les oppresseurs) et l'instauration d'une république islamique (juste par définition) que l'ayatollah Ruhollah Khomeyni acquiert un ascendant sur la population iranienne. Il défend en outre l'idée que les oulémas doivent s'engager les premiers et non se réfugier dans l'apolitisme. (Exilé en Turquie en 1964, Khomeyni s'est installé en Irak en 1965. Expulsé de ce pays en octobre 1978, il a ensuite trouvé asile dans la banlieue de Paris.)

La République islamique

Khomeyni ayant été attaqué dans la presse, des émeutes éclatent à Qom en janvier 1978 et l'agitation gagne les autres villes du pays.

UNE RÉVOLUTION URBAINE

Comme en 1906, le « bazar » (moyens et petits commerçants liés par tradition aux oulémas) et les étudiants ont formé l'avant-garde de la révolution de 1979. Mais c'est la population nouvellement immigrée dans les villes, aux conditions de vie précaires, qui a fourni le gros des manifestants. (En 1960, un tiers de la population iranienne vivait dans les villes; en 1979, la moitié; en 1989, les trois quarts.) La révolution islamique résulte ainsi, à maints égards, d'une urbanisation accélérée, elle-même produit de la modernisation effrénée voulue par le chah. Le bazar, volontiers pragmatique quand il s'agit d'économie, soutient aujourd'hui Rasfandjani. Les rigoristes, en revanche, continuent de s'appuyer sur les masses urbaines pauvres.

A Téhéran, en septembre, l'armée tire sur la foule, faisant un nombre considérable de victimes. Le chah désigne comme Premier ministre Chapour Bakhtiar (l'un des dirigeants du Front national) et quitte le pays en janvier 1979 (il mourra en juillet 1980 au Caire). Bakhtiar veut instaurer un régime démocratique et se déclare hostile à une république islamique. Il est trop tard. Khomeyni, de retour à Téhéran le 1^{er} février, incarne aussitôt le pouvoir et nomme Premier ministre Mehdi Bazargan, un ancien collaborateur de Mossadegh. Le Front national se rallie, l'armée s'incline et Bakhtiar se réfugie à l'étranger.

L'INSTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE. Tandis que des « comités » prennent le contrôle du terrain et que des tribunaux islamiques prononcent des condamnations à la hâte, un référendum approuve en mars 1979 le principe d'une république islamique, concept que les intégristes vont pousser fort loin. Adoptée en décembre 1979, la nouvelle Constitution institue en effet — à côté des rouages habituels — des organes spécifiques : un imam et guide suprême (Khomeyni remplira cette fonction à vie); un conseil de surveillance composé d'oulémas ayant droit de veto sur les lois votées par le Madjlis qu'il jugerait non conformes à l'islam; une milice (les « pasdarans »), déjà active depuis mai et qui ne tardera pas à doubler l'armée proprement dite.

La phase révolutionnaire dure jusqu'en 1982. Elle est marquée, dès 1979, par la répression de soulèvements chez les minorités sunnites : Turkmènes de la région de Gourgane, Arabes du Khouzzistan, Kurdes. En novem-

LA HIÉRARCHIE CHI'ITE

Le chi'isme se distingue d'autres formes de l'islam par son aspect hiérarchique, qui découle de l'infailibilité reconnue aux premiers imams. Dans l'attente du second avènement de l'« imam caché », le désir des chi'ites de se référer à un (ou des) « guide(s) » est resté très vif. Au XVIII^e siècle, une controverse a opposé, au sein du chi'isme duodécimain, deux tendances. L'une considérait qu'en l'absence de l'« imam caché » il convenait de s'en tenir à la tradition du Prophète et des premiers imams. L'autre affirmait au contraire que l'*idjtihad* (effort d'interprétation personnelle de la loi musulmane) pouvait et devait être pratiqué par les *moudjtahid*, oulémas reconnus aptes par leurs pairs. Le second point de vue l'a emporté en Perse au XIX^e siècle. Les *moudjtahid*, parmi lesquels se distinguent les ayatollahs (« signes de Dieu »), ont ainsi peu à peu formé une hiérarchie d'« interprètes » autorisés.

Khomeyni a franchi un pas de plus en prônant l'intervention directe des *moudjtahid* dans la vie politique, au nom de leur capacité à interpréter le monde contemporain à la lumière de l'islam. Il en découlait que le *moudjtahid* le plus qualifié (et le plus vénéré) devint le guide suprême (imam) de la nation et que ce rôle fût inscrit dans la Constitution.

bre 1979, l'occupation de l'ambassade des États-Unis entraîne la chute de Bazargan. Abol Hassan Bani Sadr, autre ancien collaborateur de Mossadegh, élu président de la République en janvier 1980, doit à son tour céder aux pressions des intégristes en mai 1981 et s'exiler. Le Parti de la révolution islamique, fondé en 1979, acquiert le monopole du pouvoir (les querelles de factions y prendront toutefois une telle ampleur que Khomeyni le dissoudra en 1987). A partir de la mi-1981, les pasdarans mènent une lutte sans merci con-

L'IRAN



IRAN

République islamique d'Iran



Population (estimation 1991) 55 700 000

Superficie 1 648 000 km²

Capitale Téhéran

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (estimation 1990)

Persans	26 000 000
Azéris	9 500 000
Kurdes	5 500 000
Guilanis	3 000 000
Lors	2 400 000
Mazandarani	2 000 000
Baloutches	1 200 000
Arabes	1 200 000
Bakhtiars	900 000
Turkmènes	800 000
Autres	2 500 000

RELIGIONS

Musulmans chi'ites près de 85 %

Musulmans sunnites 12 % à 15 %

Groupe iranien

	Persans
	Kurdes
	Talechis
	Guilanis
	Mazandarani
	Bakhtiars
	Lors
	Baloutches

Groupe turc

	Azéris
	Turkmènes
	Autres
	Arabes

tre les Moudjahidin du peuple, formation islamique marxisante fondée en 1966 et qui avait, au début, soutenu la révolution. Mais la guerre déclenchée par l'Irak en septembre 1980 impose à la République islamique une épreuve autrement plus grave.

LA GUERRE CONTRE L'IRAK. Le retrait des Britanniques du Golfe avait incité le chah à mener dans la région une politique extérieure active, avec l'assentiment des États-Unis. En témoignent l'intervention iranienne en Oman, au début des années 1970, et l'accord signé à Alger en 1975 avec l'Irak à propos du Chott-el-Arab. Mais cet accord — qui fixait la frontière au milieu du lit du fleuve et non plus sur la rive iranienne comme convenu en 1937 — avait marqué un recul de l'Irak. En 1980, Saddam Hussein pense le temps venu de prendre sa revanche, voire de conquérir le Khouzistan, réputé province arabe.

L'effet de surprise passé, la résistance de l'armée iranienne et des pasdarans interdit cependant à l'Irak toute victoire décisive et l'on en revient en 1982 au *statu quo ante*. L'Iran décide néanmoins de poursuivre la guerre. En février 1986, les Iraniens prennent Fao, à l'embouchure du Chott-el-Arab. De leur côté, les Irakiens bombardent les villes iraniennes. Enfin les uns et les autres s'attaquent aux navires qui, dans le Golfe, desservent les ports ennemis. Cela conduit les États-Unis à accepter d'assurer la protection des navires du Koweït (alors pro-irakien). De plus en plus isolé, l'Iran accepte en 1988 la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui exigeait, l'année précédente, l'arrêt des combats. Huit ans de guerre ont fait un million de morts, dont 60 % du côté iranien.

LES LANGUES PARLÉES EN IRAN

Moins de la moitié de la population de l'Iran a le persan comme langue maternelle. Les langues iraniennes de la Caspienne (guilani, mazandarani) et du Zagros (lor, bakhtiari), purement orales, ne sont parlées qu'en Iran. Leurs locuteurs utilisent le persan comme langue écrite et de culture. Le kurde et le baloutche, autres langues iraniennes, sont en revanche écrites et propres à des populations dont la majorité ne vit pas en Iran. Près du quart de la population de l'Iran parle des langues turques, dont l'azéri et le turkmène. D'autres langues turques sont parlées par des populations dispersées sur le plateau iranien (Kachkaï du Fars, par exemple). La minorité de langue arabe, naguère dominante dans le Khouzistan, a été en grande partie déplacée vers les grandes villes de l'intérieur lors de la guerre contre l'Irak.

Certaines minorités linguistiques forment aussi des minorités religieuses (sunnites et non chi'ites) : les Kurdes, les Baloutches, les Turkmènes.

L'IRAN DE RASFANDJANI. Après la mort de Khomeyni, le 4 juin 1989, deux hommes émergent : Ali Khameneï, qui lui succède comme imam et guide suprême, et Hachemi Rasfandjani, ex-président du Madjlis, élu président de la République en juillet. Rasfandjani s'efforce d'assouplir le régime et de remettre l'économie sur pied. Les élections d'avril 1992 marquent un net recul des rigoristes. La question reste néanmoins entière : comment concilier l'ouverture sur l'extérieur — que la relance de l'économie exige — et le respect des principes de la révolution islamique ?

LES KURDES

Les Kurdes descendent de tribus de langue iranienne installées dans l'actuel Kurdistan plusieurs siècles av. J.-C. Leur mode de vie d'éleveurs transhumants et leur structure tribale très émiettée ont peu évolué au cours de l'histoire. Jusqu'au XIX^e siècle, aucune puissance n'est parvenue à les soumettre durablement.

Les Kurdes et leurs voisins jusqu'en 1918

Englobés dans le califat arabe au VII^e siècle, les Kurdes se laissent peu à peu convertir à l'islam. Au X^e siècle, ils tirent parti de la désagrégation du califat pour fonder des États dont certains, quoique de dimensions modestes, connaîtront une réelle prospérité. Les invasions turcomanes et mongoles, puis les ravages de Tamerlan, n'affectent les Kurdes qu'indirectement, en les contraignant à l'isolement. En revanche, les premières années du XVI^e siècle voient le début d'un affrontement entre deux puissances — l'Empire ottoman et la Perse — qui va déterminer l'histoire des Kurdes jusqu'à nos jours.

En 1515, le sultan ottoman Selim I^{er} fait campagne au Kurdistan. Mais plutôt que d'en tenter la conquête, il choisit de subventionner les chefs kurdes (sunnites comme les Ottomans) en échange de leur alliance contre le chah séfévide (chi'ite) de Perse. Només «gouverneurs» héréditaires, les chefs

kurdes conservent une complète autonomie, tout en reconnaissant la suzeraineté du sultan. Le traité d'Amasya (1555) délimite les influences séfévide et ottomane. En pratique, le cœur du Kurdistan forme une zone tampon, les chefs kurdes du versant oriental reconnaissant — nominalement — la suzeraineté du chah. Les Ottomans vont par la suite attaquer la Perse à plusieurs reprises pour tenter de remettre cet équilibre en cause, sans succès durable. De leur côté, les chahs s'efforcent d'imposer leur autorité dans le Kurdistan oriental. Des milliers de familles kurdes sont déportées au Khorassan pour faire face aux Ouzbeks et aux Turkmènes. Leurs descendants y vivent toujours.

OTTOMANS ET KURDES AU XIX^e SIÈCLE. Dans les années 1830, les Ottomans entreprennent de consolider leurs positions dans le Kurdistan. Une demi-douzaine d'émirs s'y partagent le pouvoir, dans des conditions précaires car il doivent jouer les tribus kurdes les unes contre les autres. Les émirats sont supprimés un à un. Le dernier, celui de Sulaimaniya, tombe

LES YÉZIDIS

De langue kurde, les yézidis forment une secte si éloignée de ses origines islamiques que les musulmans les appellent « adorateurs du diable ». Ils se réclament (fût-ce de façon mythique) du calife omeyyade Yazid, qui fit massacrer le fils d'Ali, Hussein, et sa petite troupe à Karbala en 680. Les yézidis connurent leur apogée du XII^e au XIV^e siècle, après quoi leur histoire n'est qu'une longue suite de persécutions. Les communautés survivantes vivent retranchées dans deux petits massifs montagneux proches de Mossoul (Shaykhan et Djebel Sindjar).

en 1850. Cela permet aux Ottomans de signer avec la Perse le traité d'Erzurum (1847), qui vise à transformer en une réelle frontière la délimitation esquissée trois siècles plus tôt (le travail sur le terrain ne sera achevé qu'en 1913). Mais, en même temps, un mode d'organisation des tribus kurdes qui, fût-il instable, avait le mérite d'exister disparaît. Les confréries soufies (la Nakchibendiyya en particulier) vont dès lors jouer au Kurdistan un rôle fédérateur.

Les Ottomans cherchent d'abord à « normaliser » les relations des Kurdes avec les paysans chrétiens (arméniens et assyriens). Éleveurs transhumants, les Kurdes considèrent que les terres où ils pratiquent l'hivernage leur appartiennent. Aussi prélèvent-ils une partie de la récolte des paysans chrétiens (qui cultivent ces terres à la belle saison) et exigent-ils d'être hébergés gratuitement pendant l'hiver. Les abus incitent les autorités ottomanes à mettre fin à ce système, mais les Kurdes, ici et là, en tirent prétexte pour razzier les villages chrétiens, au nom de leurs « droits » antérieurs. Les invasions russes de 1855-1856 et de 1878 aggravent le problème. Les Arméniens recherchent une protection du côté de la Russie et le fossé se creuse, en Anatolie orientale, entre musulmans et chrétiens. Une partie de la population kurde finit néanmoins par se sédentariser au cours du XIX^e siècle.

Le règne d'Abdul Hamid II (1876-1909) met l'accent sur la sécurité des frontières orientales de l'Empire ottoman. Instituées en 1891 sur le modèle des régiments de cosaques de Russie, les *Hamidiye*, recrutées principalement parmi les Kurdes, répondent à un triple objectif : participer à la lutte contre les Russes en cas de nouvelle attaque, mainte-

nir l'ordre en Anatolie orientale, discipliner les Kurdes en canalisant l'énergie des plus combattifs. Les résultats ne sont pas ceux escomptés. Tout au contraire, de graves affrontements opposent les Arméniens aux Kurdes dans les années 1890 (voir page 107).

La majeure partie des pays kurdes relevant de l'Empire ottoman reste sous le contrôle de celui-ci pendant la Première Guerre mondiale. toutefois les combats entre Ottomans et Russes ne tardent pas à opposer un camp musulman à un camp chrétien. Un fossé définitif se creuse ainsi entre, d'un côté, les Kurdes, de l'autre, les Arméniens (déportés en masse en 1915, voir page 108) et les Assyriens (voir page 72). Expulsés de la région d'Hakkari par les Ottomans en 1915, ces derniers rejoignent leurs coreligionnaires d'Ourmia, en Perse. En mars 1918, le chef kurde Simko tend un guet-apens à leur patriarche, Mar Shimun, et le fait assassiner. Les Assyriens ripostent en massacrant Kurdes et Azéris. Les Ottomans les contraindront à évacuer Ourmia en août.

La question kurde de 1919 à 1975

LE SORT DES KURDES DE L'EX-EMPIRE OTTOMAN. En novembre 1918 (après l'armistice signé avec les Ottomans), les Britanniques entrent à Mossoul pour prendre un gage dans le démembrement prévu de l'Empire ottoman. Parmi les territoires à en détacher, le Kurdistan — sans autre précision — sera mentionné pour la première fois le 30 janvier 1919. Les Alliés, dans leurs plans de partage,

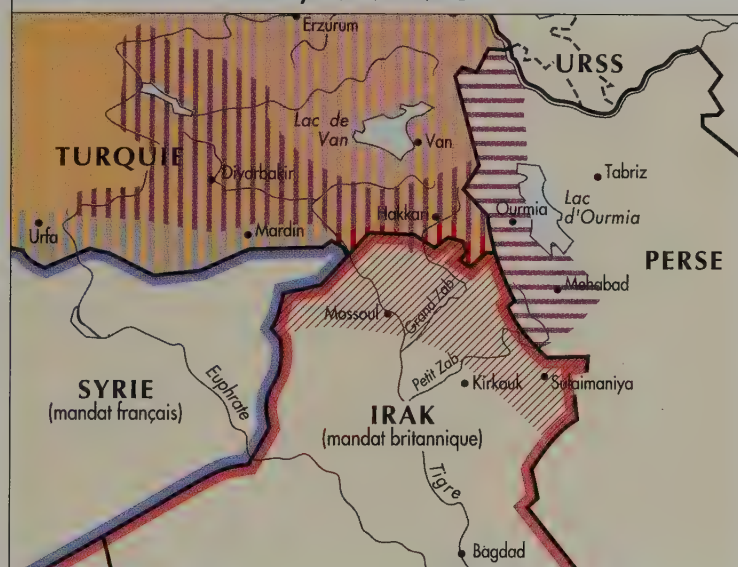
avaient auparavant oublié les Kurdes. Les intérêts aux prises sont, en 1919, contradictoires. Les Britanniques souhaitent créer en Mésopotamie un État arabe sous leur contrôle et y inclure Mossoul et les gisements de pétrole des environs. Les Arméniens obtiennent des Alliés de former un vaste État incluant la région de Van, où vivent de très nombreux Kurdes. Les nationalistes turcs, sous la conduite de Mustafa Kemal, procla-

ment en 1919 que les lignes d'armistice du 30 octobre 1918 constituent les frontières de leur nouvel État. En d'autres termes, ils revendiquent Mossoul et la plus grande partie des pays kurdes.

Les Kurdes eux-mêmes n'ont pas d'organe représentatif susceptible de s'exprimer en leur nom. En Anatolie orientale, ils font cause commune avec les Turcs contre les Arméniens. Dans la région de Mossoul, ils

résistent aux Britanniques. Les Alliés se tournent vers des notables kurdes émigrés et découvrent que ces derniers n'ont sur le terrain aucune audience. Aussi le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920 avec les autorités ottomanes toujours au pouvoir à Constantinople, laisse-t-il à celles-ci les territoires compris entre l'Arménie et Mossoul, en stipulant que, dans un délai d'un an après la ratification du traité, les Kurdes pourront

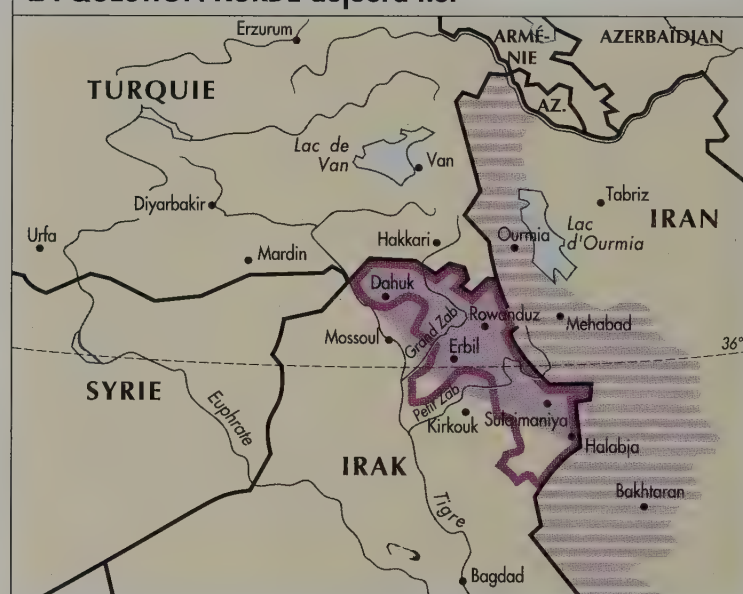
LA QUESTION KURDE, 1919 - 1926



Territoires repris par les nationalistes turcs en 1920-1921

- susceptibles de constituer un État kurde selon le traité de Sèvres (1920)
- attribués à l'Arménie en 1920
- placés sous mandat français en 1920
- placés sous mandat britannique en 1920
- Territoire revendiqué par les nationalistes turcs de 1919 à 1926
- Territoire contrôlé par le chef kurde Simko de 1919 à 1922

LA QUESTION KURDE aujourd'hui



En Irak

- Région autonome kurde instituée par Bagdad en 1974
- Région autonome kurde de fait depuis 1991

En Iran

- Provinces revendiquées par les autonomistes kurdes en 1979

obtenir de la SDN la création d'un État indépendant dans la région.

Le traité de Sèvres ne sera jamais ratifié. De toute façon, dès la fin de 1920, les Turcs kémalistes contrôlent l'Arménie et les territoires au sud du lac de Van. Restent les pays kurdes de la région de Mossoul, qu'ils voudraient annexer. Le traité de Lausanne, signé avec la nouvelle Turquie le 24 juillet 1923, laisse la question de Mossoul en suspens. Les négociations piétinent ensuite jusqu'à ce qu'éclate en Turquie, en 1925, une grande révolte kurde. L'année suivante, la SDN inclut définitivement la région de Mossoul dans le mandat accordé aux Britanniques sur l'Irak, sous réserve que les Kurdes y bénéficient d'un statut d'autonomie.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES. Le rêve d'un Kurdistan indépendant n'a fait que passer. Dans le Kurdistan oriental, le chef kurde Simko doit, en 1922, fuir devant l'armée de Reza Khan. Il reprendra le combat en 1926 et mourra dans une embuscade en 1930. Reza pourra dès lors, avec sa brutalité habituelle, « pacifier » le Kurdistan iranien.

Du côté irakien, une insurrection conduite par Cheikh Mahmoud Barzandji, chef kurde basé à Sulaimaniya, a été réprimée par les Britanniques en 1922. Le climat s'améliore ensuite. Des dispositions en faveur de l'enseignement du kurde sont prises en 1926. Une méfiance réciproque s'instaure toutefois entre les chefs kurdes et les dirigeants arabes irakiens. Après l'annonce du départ des Britanniques (le mandat prendra fin en 1932), Cheikh Mahmoud conduit une nouvelle révolte, écrasée par l'armée irakienne en 1931. La direction de la résistance kurde passe à la

LA RÉPUBLIQUE DE MEHABAD

Du point de vue idéologique, la république de Mehabad ne se référait pas au socialisme et ne remettait pas en cause les structures traditionnelles de la société kurde. Du point de vue militaire, elle disposait de ses propres forces (les *pechmergas* de Barzani). Il n'y avait pas de troupes soviétiques à Mehabad. Plutôt que l'indépendance, elle revendiquait, au sein de l'Iran, une réelle autonomie politique et culturelle : gestion du Kurdistan par une assemblée provinciale élue au suffrage universel, usage de la langue kurde à l'école et dans l'administration. (Quand la république s'écroula, les premiers manuels scolaires en kurde étaient en cours d'impression.) Elle avait enfin à sa tête, en la personne de Qadi Muhammad, un intellectuel qui, outre le kurde, parlait le persan, l'arabe, le turc et l'anglais.

Il n'a cessé de rechercher un terrain d'entente avec le gouvernement iranien, se rendant même à Téhéran en août 1946 à cet effet. Mais ses interlocuteurs ne voulaient à aucun prix accorder l'autonomie, ni aux Kurdes, ni à quiconque. Le 31 mars 1947, Qadi Muhammad fut pendu en place publique à Mehabad. Téhéran l'a toujours présenté, depuis lors, comme un brigand, à l'égal du chef kurde Simko des années 1920.

famille des Barzani, originaire de l'extrême nord de l'Irak et qui appartient à la Nakchibendiyya. Les Barzani sont à leur tour neutralisés par l'armée irakienne en 1936.

C'est en Turquie que la situation des Kurdes devient, dans les années 1920, la plus critique. Soucieux de forger sans délai la nation turque, Mustafa Kemal nie la spécificité kurde. En 1924, l'usage public de la langue kurde est interdit. Par ailleurs, l'effort de laïcisation de la société se traduit, entre autres mesures, par une interdiction des confréries

soufies. Les Kurdes, naguère sujets volontiers loyaux d'un sultan musulman comme eux, ne se reconnaissent pas dans la nouvelle république turque. Aussi est-ce au nom de l'islam qu'une insurrection éclate en 1925 chez les Kurdes de la tribu Zaza, dans la région à l'ouest du lac de Van. Leurs chefs, membres de la Nakchibendiyya, sont pris et exécutés. Mais d'autres révoltes suivront, suscitées par les implantations forcées de Kurdes en Anatolie centrale et occidentale. Le bilan de la répression, entre les deux guerres, est estimé à 250 000 morts et un million de « personnes déplacées ». A partir de 1932, le régime ne connaît plus, officiellement, que des « Turcs montagnards ». On expliquera plus tard que les soi-disant Kurdes étaient en fait, pour la plupart, des Turcs « kurdisés ».

En 1937, la Turquie, l'Irak et l'Iran (et l'Afghanistan) signent le pacte de Saadabad, qui prévoit une coordination de la lutte contre les « bandes armées » dans les régions frontalières. Les Kurdes sont les premiers visés.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET SES SUITES. Des troupes britanniques et soviétiques stationnent en Iran depuis 1941. Le sud du Kurdistan iranien est dans la zone d'occupation britannique, le nord dans la zone soviétique. A Mehabad (dans la zone soviétique), des Kurdes fondent en 1942 l'association Komala. Le Parti démocratique d'Azerbaïdjan s'étant emparé du pouvoir à Tabriz en novembre 1945 avec l'appui des Soviétiques (voir page 170), le Komala se transforme en Parti démocratique du Kurdistan (PDK). En janvier 1946, une république autonome kurde est proclamée, avec à sa tête Qadi Muhammad. Les forces de Mustafa Barzani, chassées

d'Irak en 1945, lui fournissent une petite armée. Les Soviétiques, toutefois, décident d'évacuer l'Iran en mai. Cela permet au gouvernement iranien de reconstituer ses forces. Qadi Muhammad tente en vain de négocier avec Téhéran. En décembre 1946, l'armée iranienne met fin à la république de Mehabad. Barzani parvient pour sa part à rejoindre l'URSS et y restera jusqu'en 1958.

Le PDK d'Irak (PDKI), fondé en août 1946, prend en l'absence de Barzani des positions progressistes. De cette époque datent les divergences entre chefs tribaux et soufis traditionnels et partisans d'une réforme radicale de la société kurde. En Turquie, l'arrivée au pouvoir en 1950 du Parti démocrate (non « kémaliste ») permet aux notables kurdes de participer à la vie politique, bien que la spécificité kurde demeure un sujet tabou.

DE LA RÉVOLUTION IRAKIENNE À L'ACCORD D'ALGER. Les Kurdes accueillent avec faveur le régime du général Kassem, issu de la révolution irakienne de 1958. Barzani rentre d'URSS. En 1960, le PDKI devient légal. Il apparaît toutefois que Kassem envisage avant tout des réformes (dont une réforme agraire que les chefs kurdes traditionnels redoutent) tandis que seule l'autonomie (dont Kassem se méfie autant que ses prédécesseurs) intéresse les Kurdes. En 1961, Kassem fait arrêter les dirigeants du PDKI et s'attaque aux maquisards (les pechmergas) de Barzani. Mais celui-ci parvient, dès 1962, à prendre le contrôle de la route qui relie Rowanduz à la frontière iranienne. Il n'en sera pas délogé avant 1975.

En 1964, alors que la majorité du PDKI reste fidèle à Barzani, une minorité progres-

siste, dirigée par Jalal Talabani, fait sécession. Elle deviendra en 1976 l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Les autorités irakiennes lancent en 1965 une grande offensive contre les pechmergas. En vain car, par la route de Rowanduz, l'Iran approvisionne Barzani en armements. (En contrepartie, Barzani s'est engagé à ne pas déstabiliser le Kurdistan irakien et coopère même, le cas échéant, à la répression dans cette région.)

Maître de l'Irak à partir de 1968, le parti Baas lance à son tour une vaine offensive, puis engage avec les Kurdes des négociations qui aboutissent à l'accord du 11 mars 1970. Approuvé dans son principe par le PDKI, l'accord prévoit la création d'une région autonome kurde mais n'en définit pas les limites, subordonnées à la tenue préalable d'un recensement. Or les autorités irakiennes profitent de la période de transition (1970-1974) instaurée par l'accord pour déplacer de force des populations kurdes, en particulier afin de ne pas inclure Kirkouk dans la région autonome. Elles tentent par ailleurs de faire assassiner Barzani. En 1974, les Kurdes ayant refusé de signer l'accord définitif, Bagdad promulgue unilatéralement la loi sur l'autonomie et les combats reprennent.

Le 6 mars 1975, à Alger, l'Irak et l'Irak signent un accord en vertu duquel l'Irak accepte les revendications iraniennes sur le Chott-el-Arab tandis que l'Iran retire son soutien aux pechmergas. La résistance kurde s'effondre aussitôt. Barzani se replie en Iran (il mourra aux États-Unis en 1979). Les autorités de Bagdad ont la main très lourde : destruction de centaines de villages le long de la frontière, regroupement des Kurdes dans des « villages stratégiques » le long des routes.

La question kurde depuis 1975

La République islamique d'Iran, instaurée en 1979, s'oppose à toute autonomie des Kurdes : libérale en matière linguistique, elle se montre intraitable quant à l'unité politique de la communauté musulmane, fondement de son pouvoir. Qui plus est, le PDKI et l'UPK jugent opportun de s'allier à elle et se tournent contre le PDK d'Irak. (Ce dernier, miné par des querelles idéologiques, perdra constamment du terrain au cours des années 1980.)

Lorsque Saddam Hussein déclenche en 1980 la guerre contre l'Irak, le PDKI reste l'allié de Téhéran. L'UPK, au contraire, tente en 1983 de négocier avec Bagdad. Mais les autorités irakiennes font preuve d'une brutalité croissante : arrestations et exécutions massives (8000 membres du clan des Barzani disparaissent en 1983), destructions systématiques de villages, déportation d'un demi-million de Kurdes dans le sud de l'Irak. En 1987, misant sur la chute prochaine de Saddam Hussein, toute la résistance kurde d'Irak se retrouve aux côtés des forces iraniennes, qui opèrent dès lors en territoire irakien. Mais la situation militaire se retourne en faveur de l'Irak. En mars 1988, à coups d'armes chimiques, l'armée irakienne déloge les Iraniens de la ville de Halabja. Ces mêmes armes seront utilisées contre les Kurdes jusqu'au-delà du cessez-le-feu, accepté par Téhéran le 20 août 1988. Quelque 250 000 Kurdes d'Irak fuient vers la Turquie et l'Iran. Les autorités irakiennes parachèvent les destructions entreprises dans les années 1970 : à la mi-1989, il ne reste plus un seul village kurde dans une

bande de 40 kilomètres de large le long de la frontière.

LES KURDES DE TURQUIE. Le *modus vivendi* établi dans les années 1950 était le suivant. Les notables kurdes (chefs tribaux, chefs soufis, etc.) participaient au jeu politique en apportant les voix de leurs clientèles aux divers partis ; ils obtenaient en retour des postes (le cas échéant ministériels), des crédits pour leurs fiefs, etc. En contrepartie, le dogme de l'unité de la nation turque demeurait intangible et la langue kurde proscrite. Ce système présentait, à terme, un double danger. Fondé sur le clientélisme, il excluait toute politique de développement efficace. Opposé à la moindre revendication culturelle (et *a fortiori* autonomiste), il ne pouvait prendre en compte l'évolution des mentalités qu'allaient susciter les combats menés par les Kurdes d'Irak à partir de 1961.

Dans les années 1970, un fossé se creuse entre les notables et une minorité intransigeante qu'incarne le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), marxiste-léniniste, fondé en 1977. Le PKK prône l'indépendance du Kurdistan (et non un statut d'autonomie, à la différence du PDKI). Le coup d'État militaire de 1980 (comme ceux de 1960 et de 1971) donne la priorité au maintien de l'ordre : la moitié de l'armée turque stationne désormais dans le Kurdistan. A partir de 1984, les attentats commis par le PKK se multiplient néanmoins. Quatre ans plus tard, l'afflux de quelque 100 000 Kurdes d'Irak fuyant les armes chimiques met en évidence les contradictions de la politique d'Ankara, qui refuse de leur accorder le statut de réfugiés.

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE. Après l'invasion du Koweït, les dirigeants kurdes d'Irak se joignent aux partis d'opposition irakiens (tous favorables à l'autonomie des Kurdes) pour condamner le Baas en décembre 1990. Dès la défaite des troupes irakiennes, en février 1991, les Kurdes se révoltent. Mais la Garde républicaine de Saddam Hussein reprend le contrôle du terrain et les Kurdes

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES KURDES

Ni en Turquie, ni en Iran les recensements ne précisent la répartition ethnique de la population. En Irak, les dernières données de ce type remontent à 1957. Il faut donc se contenter d'estimations, d'autant plus incertaines que d'importants mouvements de population, spontanés ou forcés, ont affecté la population kurde depuis un quart de siècle.

Le nombre total de Kurdes se situerait aujourd'hui entre 20 et 25 millions. Ils sont en grande majorité musulmans sunnites. Des minorités de Kurdes chi'ites vivent dans le sud du Kurdistan iranien.

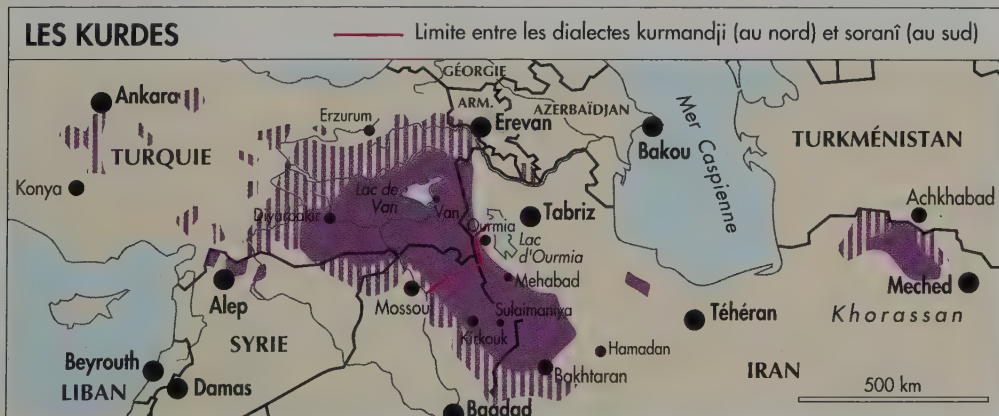
Nombre de Kurdes	
Turquie (estimation 1991)	12 000 000
Iran (estimation 1991)	6 000 000
Irak (estimation 1991)	4 000 000
Syrie (estimation 1991)	800 000
Arménie (1989)	56 000

En Turquie, plus de deux millions de Kurdes sont installés en Anatólie centrale et dans les villes de l'ouest du pays.

La majorité des Kurdes d'Iran vit toujours à proximité des frontières de la Turquie et de l'Irak. Les flots kurdes du Khorassan et de l'Elbourz ont pour origine des implantations stratégiques décidées par divers chahs (en particulier Chah Abbas au début du XVII^e siècle). Dans les années 1980, la guérilla et sa répression ont poussé de nombreux Kurdes à fuir le Kurdistan. Ils sont aujourd'hui pour la plupart à Téhéran.

Le régime de Saddam Hussein a transféré de force un demi-million de Kurdes dans le sud de l'Irak. Les autres Kurdes irakiens semblent pour la plupart regroupés dans le Kurdistan « libre » (tel qu'il existe *de facto* depuis mai 1992).

Les Kurdes de Syrie forment une minorité frontalière.



Elle n'est pas unifiée. Ses deux dialectes principaux se nomment kurmandji et sorani. On parle le premier en Turquie, en Syrie, dans le Caucase, en Irak au nord du Grand Zab et dans le nord du Kurdistan iranien ; le second plus au sud, en Irak et en Iran. Le sorani a été retenu comme langue kurde officielle en Irak ; il est à ce titre enseigné dans les écoles du Kurdistan irakien. Dans toute la région au nord de Diyarbakir, les Kurdes parlent un autre dialecte, le zaza.

La poésie kurde en dialecte kurmandji a fait son apparition au XVIII^e siècle ; celle en dialecte sorani au XIX^e siècle. Mais l'essor d'une littérature date surtout de l'entre-deux-guerres, en Irak principalement et en Arménie.

En Irak et en Iran, le kurde s'écrit en caractères arabes ; en Turquie (pour autant qu'il soit autorisé) et en Syrie, en caractères latins.

abandonnent Kirkouk en mars. Le mois suivant, craignant une nouvelle utilisation d'armes chimiques, un million et demi de Kurdes fuient vers la Turquie et l'Iran. C'est alors que, pour éviter des difficultés à la Turquie, une force alliée (Américains, Britanniques et Français) pénètre dans le Kurdistan irakien. Sous sa protection, les Kurdes sont incités à rentrer chez eux. En juillet, les Alliés se retirent, tout en maintenant des patrouilles aériennes à partir de la Turquie, au nord du 36^e parallèle. Le Kurdistan irakien échappe ainsi, depuis avril 1991, à l'autorité de Bagdad. En mai 1992, des élections ont donné le même nombre de voix au PDKI (dirigé par Massoud Barzani, fils de Mustafa Barzani) et à l'UPK (dirigée par Jalal Talabani). Elles avaient pour but de permettre aux

Kurdes d'Irak de s'administrer eux-mêmes, sans préjuger leur statut à venir.

LA QUESTION KURDE AUJOURD'HUI. En Iran, la résistance kurde s'est désagrégée face à la répression exercée par la République islamique. Dans le contexte pluriethnique de l'Iran, la question kurde est une question parmi d'autres. Téhéran ne peut accorder une autonomie politique aux Kurdes sans déclencher des revendications similaires chez les Baloutches, les Turkmènes, les Azéris, etc. En revanche, la République islamique (à la différence de la tradition kémaliste) ne nie pas la spécificité culturelle kurde. Ce n'est pas non plus le cas en Irak où, en dépit de la férocité du régime, la langue et la culture kurdes sont toujours demeurées très vivantes. La situation n'est pas moins paradoxale en Turquie. Les Kurdes étaient prêts, depuis les années 1950, à jouer le jeu de la République turque, pourvu qu'on les laissât s'exprimer. Mais faute d'avoir reconnu à temps leur existence même (l'usage public de la langue kurde n'est autorisé que depuis avril 1991), un régime relativement démocratique s'y trouve confronté à un terrorisme virulent, devenu en 1992 une véritable guérilla. Si les Kurdes d'Irak se montrent hostiles au PKK, il leur est difficile d'empêcher que celui-ci n'utilise leur territoire comme base arrière.

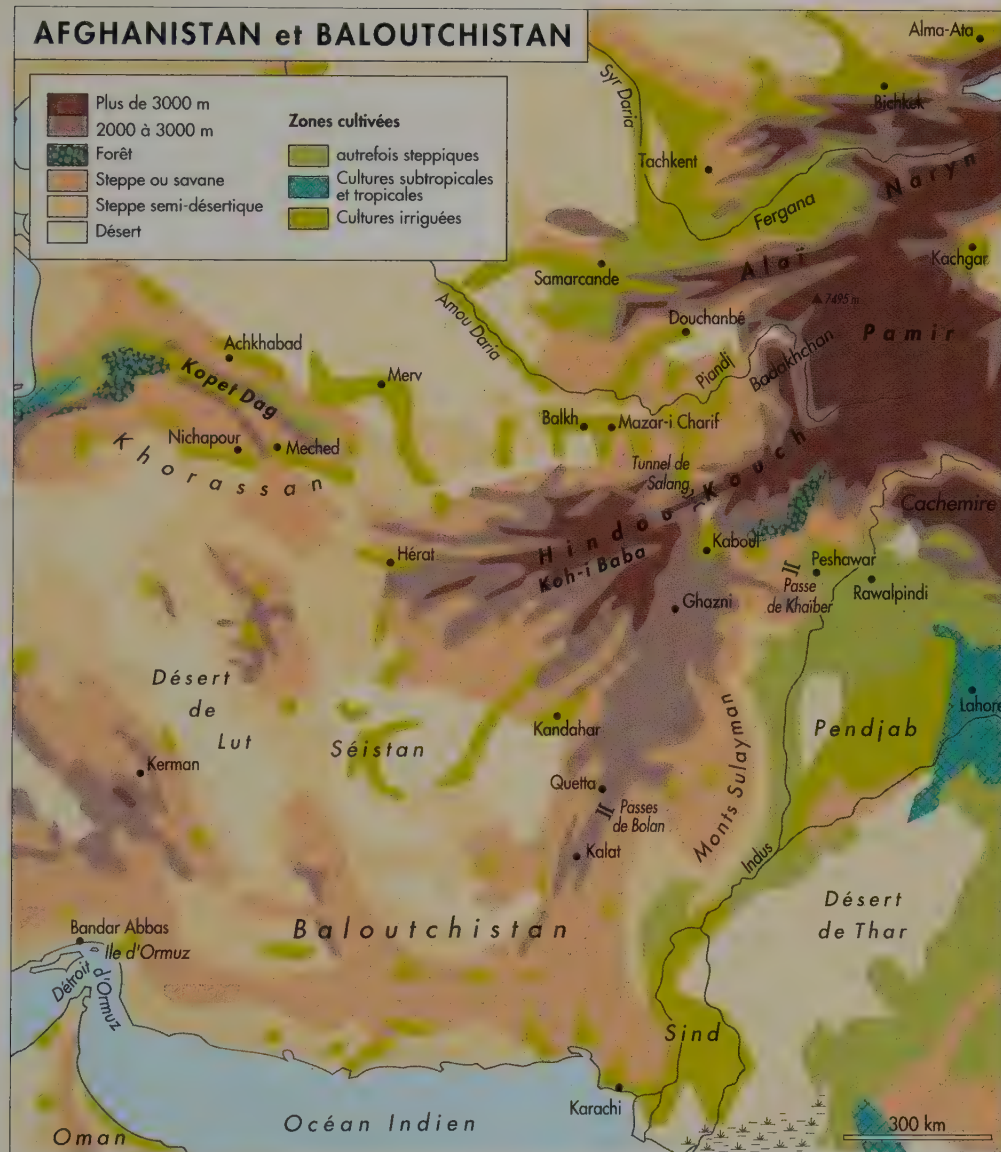
LES PACHTOUN ET L'AFGHANISTAN

Aux portes de l'Inde

Les Pachtoun (ou Afghans) sont connus en tant que tels depuis les alentours de l'an mille. Depuis quand occupaient-ils les régions au sud de l'Hindou Kouch ? On l'ignore. Mais il est sûr que, dès cette époque, ils formaient des tribus montagnardes jalouses de leur indépendance, volontiers guerrières et portées à piller les régions voisines, du côté de l'Inde en particulier. Les Arabes ont atteint leurs territoires au milieu du VII^e siècle et, s'ils ne les ont pas soumis, y ont du moins propagé l'islam.

GHAZNÉVIDES ET GHOURIDES. Les Samanides — Iraniens régnant à Boukhara au X^e siècle — ont à leur service des mercenaires turcs. L'un d'entre eux, en conflit avec ses maîtres, s'installe à Ghazni, au sud de Kaboul. C'est

AFGHANISTAN et BALOUTCHISTAN



GÉOGRAPHIE DE L'AFGHANISTAN

L'Afghanistan s'ordonne autour de l'Hindou Kouch, barrière montagneuse franchissable en son centre, à la belle saison, par diverses passes dont l'importance stratégique ne s'est jamais démentie. Depuis 1964, le tunnel routier de Salang permet aux deux versants de l'Hindou Kouch de communiquer onze mois sur douze. Comme ailleurs en Asie centrale, la vie tend à se concentrer dans des oasis qu'alimente l'eau des montagnes. Sur les pentes de celles-ci et jusqu'aux confins désertiques du sud et de l'ouest s'étendent des steppes où évoluaient — avant 1979 du moins — des populations nomades. Quatre régions forment l'ossature de l'Afghanistan.

1. Le pays pachtou originel prend en écharpe la zone intermédiaire entre le Koh-i Baba et le Baloutchistan et déborde sur le Pakistan, dans les monts Sulayman. Il a pour ville principale Kandahar.
2. A l'ouest, l'oasis de Herat et ses environs faisaient partie, jusqu'au XVIII^e siècle, de la province iranienne du Khorassan.
3. Au nord des massifs montagneux, ce que l'on appelait jadis la Bactriane appartient, du point de vue de la

géographie, à l'Asie centrale comme le Tadjikistan qui lui fait face sur l'autre rive de l'Amou Daria. Plusieurs vallées s'y prêtent à une agriculture irriguée. Mazar-i Charif a supplanté Balkh, l'ancienne capitale (Bactres dans l'Antiquité, d'où la Bactriane).

4. Au sud-est des passes à travers l'Hindou Kouch, la région de Kaboul occupe une position stratégique d'autant plus cruciale qu'elle commande par ailleurs l'accès à la plaine de l'Indus, via les célèbres passes de Khaïber (Khyber Pass en anglais).

En dehors de ces quatre régions, certaines zones reculées ont longtemps mené une vie à part. Il en est ainsi des massifs montagneux du centre du pays, domaine des Hazaras (*Hazaradjar*) ou de ceux au nord-est de Kaboul, qui abritent les Nouristanis. Le Séistan, aujourd'hui partagé entre l'Afghanistan et l'Iran, fut une région agricole prospère avant que Tamerlan, au XIV^e siècle, ne la ravage de fond en comble.

En bref, l'Afghanistan associe des régions qui, auparavant, vivaient le plus souvent isolées les unes des autres. Il est un produit de l'histoire moderne, non de la géographie.

l'origine de la dynastie des Ghaznévides, Turcs de culture iranienne qui, avec Mahmoud (999-1030), atteignent le sommet de leur puissance. Les dix-sept expéditions qu'il conduit en Inde font de lui l'un des plus grands pillards de l'histoire. Or dans ses armées figurent de nombreux Afghans. Ils y trouvent une première occasion de s'enrichir qu'ils n'oublieront pas de si tôt. Grâce aux richesses prélevées en Inde, Ghazni devient une métropole rivale de Bagdad. Mais d'autres Turcs, les Seldjoukides, battent le fils de Mahmoud en 1040 près de Merv. Les Ghaznévides se replient en Inde (où de nombreux Afghans se taillent des fiefs) et délaissent Ghazni au profit de Lahore.

En 1150, Alaouddin, prince de Ghour (à mi-chemin entre Hérat et Kaboul), détruit Ghazni. Vers la fin du XII^e siècle, les Ghourides entreprennent à leur tour la conquête de l'Inde et confient la vice-royauté de Delhi à un chef mamelouk turc, qui se proclame sultan. Les Ghourides disparaissent mais le sultanat de Delhi restera puissant jusqu'au milieu du XIV^e siècle, en dépit de son caractère paradoxal : c'est un État musulman de culture persane dans un pays hindouiste, dirigé par des Turcs que secondent des Afghans.

LES MONGOLS ET TAMERLAN. Entre 1219 et 1223, les Mongols ravagent les régions au nord de l'Hindou Kouch. Elles resteront sous leur autorité, de même que Kaboul, jusque dans la première moitié du XIV^e siècle. La désagrégation des khanats mongols permet ensuite à Tamerlan de s'imposer. En dehors du Séistan, dévasté en 1383, les régions voisines de l'Hindou Kouch ne souffrent guère de sa

domination. Les Afghans, du reste, participent à l'expédition que Tamerlan conduit en Inde en 1398. Le sultanat de Delhi est alors en proie à des dissensions internes. En 1334, le clan afghan des Lodi s'est révolté contre le sultan et a dû reprendre le chemin de l'Afghanistan (ainsi nommé pour la première fois dans la chronique qui relate l'événement). Le sultanat n'en reste pas moins très riche. L'armée de Tamerlan ravage le Pendjab, prend Delhi qu'elle met à sac et s'en retourne en 1399, chargée de butin. Pour exercer le pouvoir à Delhi en son nom, Tamerlan désigne un de ses généraux, Khizir Khan, un Turc iranisé. Après la mort de Tamerlan en 1405, les Afghans s'opposent à Khizir Khan et finissent par l'emporter au milieu du XV^e siècle : le chef des Lodi devient sultan de Delhi, tandis que d'autres Afghans règnent sur le Bengale.

BABOUR. Né en 1483 dans le Fergana, Babour descend de Tamerlan par son père et de Gengis Khan par sa mère. Il a pour langue maternelle le turc djaghataï et c'est dans cette langue qu'il écrira ses mémoires, dites *Babur Name*, « Le livre de Babour », l'une des œuvres essentielles de la littérature turque. Babour rêve d'abord de conquérir Samarcande, puis s'empare de Kaboul en 1504. Dans les années suivantes, il annexe la Bactriane et la région de Kandahar et commence à s'intéresser à l'Inde. Après quelques raids, la conquête est entreprise en 1525. L'année suivante, Babour défait à Panipat, au nord de Delhi, l'armée du sultan Ibrahim Lodi. L'empire de Babour — dit plus tard du Grand Moghol — s'étend bientôt jusqu'au Bengale. Babour meurt en 1530.

L'expansion des Pachtoun

Jusqu'au début du XVIII^e siècle, l'ouest de l'actuel Afghanistan, dont Hérat, appartient à l'Empire perse ; Kaboul et Ghazni sont aux mains des Grands Moghols ; au nord, les Ouzbeks tendent à dominer. Au sud de l'Hindou Kouch, les Grands Moghols et les Perses se disputent Kandahar — jusqu'à ce que ces derniers l'emportent en 1649 — mais ni les uns ni les autres ne soumettent véritablement les montagnes afghanes. Des Afghans sont par ailleurs actifs en Inde : dès 1538, un usurpateur afghan, Shir Shah Sur, a chassé le fils de Babour, qui devra attendre 1556 pour retrouver son trône.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, autant qu'on puisse en juger, la population se répartit de la façon suivante. A l'ouest, et notamment à Hérat, elle est en majorité persane et chi'ite. Au nord se mêlent des Turcs et des Tadjiks, Iraniens de langue persane, sunnites comme les Turcs. A Kaboul, les Tadjiks sont les plus nombreux. Au sud de l'Hindou Kouch — et là uniquement — les Afghans proprement dits ou Pachtoun, eux aussi sunnites, dominent. Leur forte expansion démographique, au XVII^e siècle, les distingue des populations voisines.

LA RÉVOLTE AFGHANE ET NADIR CHAH. Au début du XVIII^e siècle, le chi'isme militant du chah de Perse suscite l'hostilité des Pachtoun. Mir Wais, chef de la tribu pachtou des Ghilzai, dominante à Kandahar, prend la tête de la révolte. Pour rétablir l'ordre, le chah nomme gouverneur de Kandahar un Géorgien, Gourguine, qui exerce une répression

sévère et exile Mir Wais à Ispahan. Mais ce dernier, ayant retrouvé la faveur du chah, rentre à Kandahar et Gourguine finit assassiné. Le chah arme alors contre les Ghilzai leurs rivaux de toujours, les Abdali, tribu pachtou implantée à Hérat. Le fils de Mir Wais, Mir Mahmoud, vainc les Abdali et cherche aussitôt à étendre ses possessions vers l'ouest. En 1721, il marche sur Ispahan, défait l'armée du chah à Gulnadabad et prend la capitale persane au bout de sept mois de siège. Le chah abdique et lui laisse le trône.

Le règne des Ghilzai ne dure guère :

LE KOH-I NOOR

Joyau le plus prestigieux de la Couronne d'Angleterre, le diamant *Koh-i Noor* (« montagne de lumière ») appartenait jadis aux Grands Moghols. Nadir Chah, ayant pris Delhi, s'en empara en 1739. Le diamant fit ensuite partie du trésor emporté par l'Afghan Ahmad Khan à Kandahar. Mais l'un de ses successeurs, Mahmud Khan, chassé en 1818 du Pendjab par Ranjit Singh, maharadjah des Sikhs, dut abandonner le diamant à ce dernier. Après la mort de Ranjit Singh en 1839, les Britanniques livrèrent deux guerres aux Sikhs dans les années 1840 et annexèrent leur royaume (Pendjab et Cachemire). Le *Koh-i Noor* fut alors saisi par la Compagnie anglaise des Indes orientales comme « indemnité de guerre ». En 1976, le Pakistan et l'Inde ont l'un et l'autre officiellement réclamé la restitution du diamant.

Autre trésor des Grands Moghols ravi par Nadir Chah, le « Trône des Paons » — en or massif incrusté de pierres précieuses — échut en 1747 à Chah Rukh, qui régnait à Meched. Agha Muhammad ayant vaincu et fait mettre à mort Chah Rukh, le trône fut transféré à Téhéran. Il est aujourd'hui la pièce maîtresse du musée de la capitale iranienne.

Mahmoud meurt assassiné en 1725, son successeur en 1730. Entre-temps, un Turcoman du Khorassan, Nadir Khan, a conquis la réalité du pouvoir. Pour réduire la puissance afghane, il engage les Abdali à ses côtés contre les Ghilzai, élimine ces derniers de Perse et prend Kandahar en 1738. Les Ghilzai sont expulsés de leurs terres et remplacés par des Abdali. L'année suivante, Nadir lance en Inde une expédition à laquelle participent de très nombreux Afghans. Le sac de Delhi — sans doute le pire que la ville ait connu — s'accompagne de terribles massacres. Nadir repart avec un immense trésor (où figure le diamant Koh-i Noor, aujourd'hui l'un des bijoux de la Couronne d'Angleterre). Lorsque Nadir meurt assassiné en 1747, l'Abdali Ahmad, qui avait la charge du trésor, se saisit de l'essentiel de celui-ci et prend, à la tête de la cavalerie pachtou, le chemin de Kandahar.

L'EMPIRE AFGHAN ET SA DÉSAGRÉGATION.

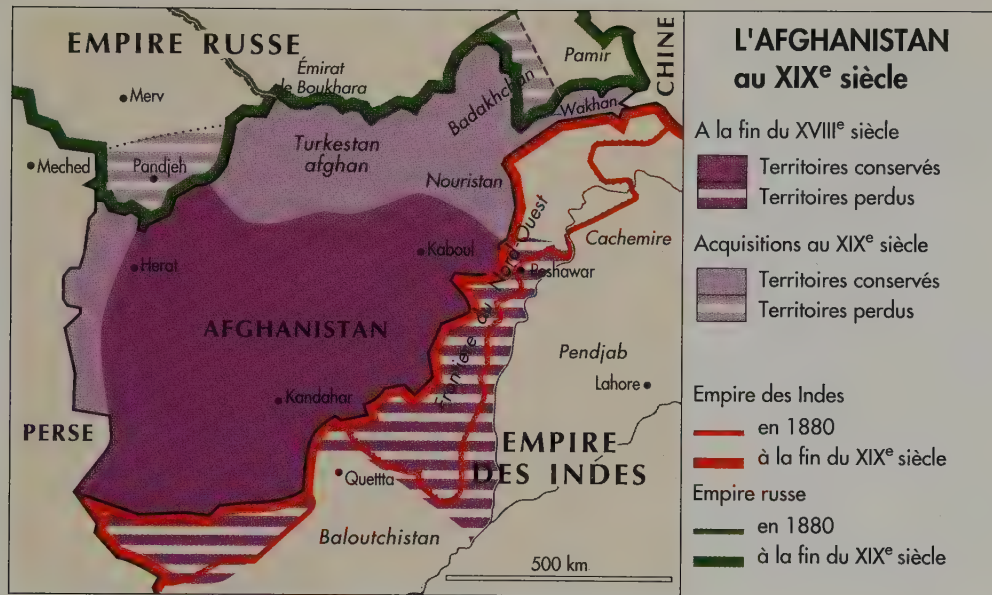
Ahmad, en dépit de ses vingt-cinq ans, a de sérieux atouts : une force armée, la richesse. Il prend le titre de chah et celui de *Durr-i Durrani*, « Perle des perles ». (Les Abdali, dès lors, s'appelleront Durrani.) Ahmad rassemble ensuite les Pachtoun en les lançant dans une épopée militaire inspirée de celle de Nadir. Une quinzaine d'années plus tard, l'empire afghan englobe, outre le pays pachtou, la moitié orientale du Khorassan, la rive sud de l'Amou Daria et tout le bassin de l'Indus. Mais c'est une construction fragile : sitôt que l'expansion s'arrête et que le trésor s'amenuise, les querelles resurgissent entre clans pachtoun. A Ahmad, mort en 1772, succède son fils Timour qui, pour échapper à l'emprise des clans, transfère la capitale de

Kandahar à Kaboul. Après la mort de Timour en 1793, des conflits éclatent entre princes rivaux et l'empire afghan se désagrège : l'émir de Boukhara reprend le contrôle de la rive sud de l'Amou Daria ; les Sikhs, maîtres du Pendjab depuis 1799, s'emparent de Peshawar ; les Perses attaquent Hérat.

Entre les Britanniques et les Russes

Le XIX^e siècle est l'époque du « Grand Jeu », vaste partie d'échecs engagée en Asie centrale entre les Russes et les Britanniques. Les premiers visent à faire planer une menace sur les Indes, pour détourner les Britanniques des affaires européennes ; les seconds à maintenir, entre les Russes et les Indes (et les voies maritimes qui y conduisent), une série d'États tampons. En Afghanistan, les Britanniques vont alterner les expéditions militaires, très coûteuses, et l'attribution de subsides à des souverains ainsi devenus leurs obligés. Les Afghans, par tradition désunis, vont de leur côté devoir se résoudre à une certaine discipline, ne serait-ce que pour rester maîtres chez eux.

LA PREMIÈRE GUERRE ANGLO-AFGHANE. Le Durrani Dost Muhammad, émir de Kaboul à partir de 1826, souhaite reprendre Peshawar aux Sikhs et cherche des appuis. Aussi sonde-t-il les Russes. Ces derniers, influents à Téhéran, incitent en 1837 les Perses à assiéger Hérat, alors tenue par un prince pachtou rival de Dost Muhammad. Simultanément, ils envoient une mission à Kaboul. Les Britan-



niques débarquent des troupes sur la rive persane du Golfe, ce qui convainc le chah de lever le siège de Hérat. Ils imaginent ensuite, avec la connivence des Sikhs, de remettre sur le trône afghan Shah Shudja, qui avait régné de 1803 à 1809 et s'était réfugié aux Indes. En 1839, une expédition britannique pénètre dans Kandahar, prend d'assaut Ghazni et parvient à Kaboul, dont Dost Muhammad s'est enfui.

Un contingent britannique s'installe aux portes de la capitale, avec femmes, enfants et domestiques, tandis que Shah Shudja semble exercer normalement le pouvoir. Dost Muhammad se rend aux Britanniques, qui l'exilent aux Indes. Toutefois la présence d'étrangers indispose les Afghans. En 1841 éclate à Kaboul une révolte au cours de

laquelle les responsables britanniques trouvent la mort. Aussi ne reste-t-il plus, en janvier 1842, qu'à évacuer le pays avec armes et bagages. Mais sur le chemin du retour, entre Kaboul et Djalalabad, tous — hommes, femmes, enfants — sont massacrés par les Afghans : 16 000 victimes, un seul survivant, c'est le pire désastre qu'aient connu les Britanniques au XIX^e siècle. La première guerre anglo-afghane se termine l'année suivante par une expédition de représailles contre Kaboul, peu après que Shah Shudja eut été assassiné.

DOST MUHAMMAD ET SHIR ALI. Les Britanniques changent de politique : Dost Muhammad, reconnu seul capable, retrouve son trône et perçoit un subside, à charge pour lui de répartir la manne entre les tribus afin

d'asseoir son autorité. Il n'y a plus un seul Britannique sur le sol afghan et la Couronne y est représentée par un musulman indien. En contrepartie, Dost Muhammad aligne sa politique extérieure sur celle de la Grande-Bretagne et rompt toute relation avec les Russes. Maître chez lui, Dost Muhammad entreprend de reconstituer l'Afghanistan. S'il doit laisser les Britanniques, qui ont conquis le Pendjab sur les Sikhs, s'installer en 1849 à Peshawar, il récupère Kandahar en 1855 puis la rive sud de l'Amou Daria en 1859. Le chah de Perse ayant pris Hérat en 1856, un nouveau débarquement britannique le contraint, l'année suivante, à y renoncer. Dost Muhammad annexera la ville en 1863.

Sous le règne de son fils Shir Ali (1863-1879), les Russes conquièrent le Turkestan et, devenus « protecteurs » de l'émirat de Boukhara, sont aux portes de l'Afghanistan à partir de 1868. En 1873, Shir Ali demande aux Britanniques un traité d'alliance, mais se heurte à un refus. Il ne peut ensuite résister aux pressions des Russes, qui envoient une mission militaire à Kaboul en 1878. Peu après, des forces britanniques pénètrent en Afghanistan.

LA DEUXIÈME GUERRE ANGLO-AFGHANE. Shir Ali, dont les troupes ont été mises en déroute, meurt en février 1879. En mai, son fils Yakub, nouvel émir, signe avec les Britanniques le traité de Gandamak qui attribue à l'empire des Indes des territoires proches de Peshawar (dont la passe de Khaïber) et fait de l'Afghanistan un protectorat. En septembre, une insurrection éclate à Kaboul et la représentation britannique est massacrée. Les troupes britanniques reprennent la capitale,

mais Yakub abdique et se laisse exiler aux Indes. Dès lors, il n'y a plus d'État afghan. Le vice-roi des Indes envisage une partition : Hérat irait à la Perse, Kaboul et Kandahar formeraient deux émirats sous protectorat britannique. Encore faut-il trouver des émirs... Or les Afghans se tournent vers Ayub (le frère de Yakub) qui, basé à Hérat, mène une résistance farouche.

La réponse vient du Turkestan, en la personne d'Abdur Rahman. Cousin de Yakub, il vivait en exil à Samarcande. Au début de 1880, les Russes le poussent à tenter sa chance et lui promettent assistance. Ayant franchi l'Hindou Kouch, Abdur Rahman se fait proclamer émir de Kaboul en juillet. Il réussit d'emblée, tout à la fois, à trahir les Russes, à convaincre les Britanniques de miser sur lui et à susciter le respect des Afghans. Au même moment, Ayub, ayant battu un détachement britannique à Maïwand (c'est une page de gloire de l'histoire afghane), s'empare de Kandahar. Peu soucieux de renouveler l'expérience de 1841, les Britanniques quittent l'Afghanistan, non sans avoir repris Kandahar au nom d'Abdur Rahman.

LE RÈGNE D'ABDUR RAHMAN. Comme Dost Muhammad, Abdur Rahman reçoit une dotation régulière de fonds et d'armes et accepte que les Britanniques se chargent des Affaires étrangères (un musulman indien représente de nouveau l'Empire britannique à Kaboul). De son règne date la mise en place de l'Afghanistan moderne, par affirmation souvent brutale de l'autorité de l'État et tracé définitif des frontières.

Dès 1881, Abdur Rahman chasse Ayub qui se réfugie en Perse. Maître des Pachtoun,

Abdur Rahman — «l'émir de fer» — entreprend ensuite de s'assurer le contrôle de l'ensemble du pays. Dans le nord peuplé d'Ouzbeks et de Tadjiks, il implante systématiquement des colonies pachtoun. Pour canaliser la turbulence des Ghilzai, il les lance, au nom du *jihad*, contre les Hazaras chi'ites dont beaucoup, spoliés de leurs terres, sont vendus comme esclaves dans les années 1880. (Le Coran interdit l'esclavage des musulmans, mais les sunnites d'Asie centrale ont toujours considéré les chi'ites comme des infidèles.) En 1895-1896, il soumet les Kafirs et leur impose l'islam.

Après la prise de Pandjeh par les Russes en 1885, une commission anglo-russe se charge, à la fin des années 1880, de fixer la frontière nord de l'Afghanistan. A l'ouest et au sud, la frontière avec l'empire des Indes est arrêtée unilatéralement par les Britanniques au début des années 1890. C'est la «ligne Durand» (établie par sir Mortimer Durand), qui consacre la partition des territoires pachtoun. Abdur Rahman n'a pas les moyens de s'y opposer. Sous la pression des Russes, l'Afghanistan doit en 1895 céder à l'émir de Boukhara le Haut-Badakhchan, sur la rive droite du Piandj, mais il se voit attribuer l'«appendice de Wakhan», petite zone tampon entre l'Empire russe et l'empire des Indes.

Habib Allah, fils d'Abdur Rahman (mort en 1901), atténue la politique autoritaire inaugurée par son père. Mais sa neutralité pro-britannique et son refus, lors de la Première Guerre mondiale, de céder aux appels des Allemands et des Turcs mécontentent les nationalistes afghans. Il meurt assassiné en février 1919.

L'Afghanistan indépendant

A Habib Allah succède son frère Aman Allah, qui dénonce aussitôt les accords anglo-afghans. Profitant d'une situation insurrectionnelle au Pendjab, le général afghan Nadir s'efforce de soulever les tribus pachtoun de l'empire des Indes. Mais la tentative fait long feu. Des bombardiers britanniques ayant détruit des installations militaires proches de Kaboul, les Afghans demandent un armistice. Par le traité de Rawalpindi (8 août 1919), la Grande-Bretagne reconnaît néanmoins l'indépendance de l'Afghanistan, tout en cessant de lui verser des subsides. En 1920, les Soviétiques s'engagent à fournir une aide annuelle à l'Afghanistan.

Aman Allah lance un programme d'occidentalisation, en se référant à Mustafa Kemal et en faisant appel à des Allemands pour contrecarrer les influences soviétique et britannique. Certaines réformes — en particulier l'émancipation des femmes — suscitent l'hostilité et diverses tribus se révoltent. En 1929, Aman Allah fuit Kaboul tandis qu'un chef tadjik, Batcha Saqao, s'empare du trône et s'y maintient pendant neuf mois. Le général Nadir rétablit la situation : avec l'appui britannique, il recrute des troupes chez les Pachtoun de l'empire des Indes et reconquiert Kaboul. Batcha Saqao ayant été exécuté, Nadir — qui est membre de la famille régnante — se fait proclamer roi. Il restaure l'autorité de l'État mais meurt assassiné en 1933. Son fils Zahir laisse un oncle exercer le pouvoir, de façon autoritaire et conservatrice. Lors de la Seconde Guerre mondiale, l'Afghanistan refuse les propositions d'alliance

LES PACHTOUN DU PAKISTAN

Appelés par référendum, en 1946, à choisir entre le maintien de l'unité des Indes ou la création d'un État du Pakistan, les Pachtoun de la Frontière du Nord-Ouest, en bons musulmans, ont opté pour le Pakistan. Le gouvernement afghan a aussitôt affirmé que cela ne signifiait rien puisqu'on n'avait interrogé les Pachtoun ni sur leur éventuelle accession à l'indépendance, ni sur une réunion à l'Afghanistan. Dans son principe, le litige subsiste. Mais, en pratique, les Pachtoun du Pakistan (dits Pathans) n'ont guère manifesté depuis lors le désir de changer de statut.

Plusieurs raisons justifient cette attitude. Les Pathans peuplent l'armée pakistanaise, puissance politique majeure du pays, et ceci à tous les niveaux (le maréchal Ayub Khan, maître du Pakistan de 1958 à 1969, était un Pathan). De leur côté, les Pendjabis, ethnies majoritaires, ont pris garde de laisser à des Pathans le soin d'administrer la Frontière du Nord-Ouest. En position de force dans un pays relativement riche, les Pathans ne sont pas sécessionnistes.

des Allemands, avec l'espoir d'obtenir de la Grande-Bretagne des concessions territoriales après la guerre.

LA QUESTION DU PACHTOUNISTAN. Lorsqu'en 1945 le retrait britannique des Indes vient à l'ordre du jour, les dirigeants afghans pensent l'heure arrivée d'une « réunification » des Pachtoun. A cet effet, ils demandent l'accession à l'indépendance des territoires pachtou de l'ex-empire, prélude à un rapprochement avec l'Afghanistan. (Le terme de « Pachtounistan » désigne, selon les contextes, les territoires pachtou de l'ex-empire ou la réunion de ceux-ci à l'Afghanistan.) Mais les responsables politiques indiens,

hindouistes et musulmans, s'y opposent et, dès 1946, les Pachtoun de l'ex-empire se prononcent en faveur d'une adhésion au Pakistan, alors en voie de formation (il deviendra indépendant le 15 août 1947). Les relations entre l'Afghanistan et son nouveau voisin vont longtemps rester tendues.

En 1953, le prince Ali Muhammad Daoud, cousin du roi et zéléateur du Pachtounistan, prend la tête du gouvernement. Ses démêlés avec le Pakistan l'incitent à se rapprocher de l'Union soviétique. Les États-Unis, alliés militaires du Pakistan à partir de 1954, ayant refusé d'équiper l'armée afghane, Daoud en confie le soin à l'URSS, qui obtient aussi de former les officiers supérieurs afghans sur son territoire. La cause du Pachtounistan ne progresse pas pour autant. Qui plus est, elle se heurte, à l'intérieur de l'Afghanistan, à l'hostilité des non-Pachtoun que le chauvinisme de Daoud indispose. En 1963, le roi Zahir obtient sa démission.

DE LA LIBÉRALISATION À LA GUERRE. Doté en 1964 d'une Constitution, l'Afghanistan se libéralise quelque peu. Une émulation s'y instaure entre les Soviétiques et les Américains : les premiers construisent la route du nord, par le tunnel de Salang ; les seconds aménagent la liaison Kaboul-Hérat *via* Kandahar. Mais l'aristocratie pachtou continue de monopoliser le pouvoir, tandis qu'une contestation politique organisée se développe (le Parti communiste afghan est fondé en 1965). La famine qui sévit en 1972, et plus encore les scandaleux détournements de secours alimentaires sonnent le glas de l'expérience. Un coup d'État, soutenu par plusieurs responsables communistes, contraint en 1973 le roi à l'exil.

L'Afghanistan devient une république, avec Daoud comme président.

Le nouveau régime, dictatorial, tente de prendre ses distances vis-à-vis de l'URSS, en se tournant vers les pays musulmans pétroliers. Mais il est trop tard : en avril 1978, un coup d'État militaire d'inspiration communiste a raison de Daoud, massacré avec toute sa famille.

Le régime communiste et l'invasion soviétique

LA DICTATURE DU KHALQ. La « révolution du Saur » (Saur, « taureau », désigne le mois au cours duquel le coup d'État a eu lieu) donne le pouvoir au seul Parti démocratique du peuple afghan (communiste), divisé depuis ses débuts en deux clans connus sous le nom de leurs journaux : *Khalq* (« Le peuple ») et *Parcham* (« Le drapeau »). Le Khalq, dirigé par l'écrivain autodidacte Muhammad Taraki (un Ghilzai), recrute surtout chez les enseignants et dans l'armée. Le Parcham, dirigé par Babrak Karmal (un Durrani), a des assises plus bourgeoises et se montre volontiers « révisionniste ». Dès juillet, les activistes du Khalq l'emportent : Karmal est nommé ambassadeur à Prague. Le Khalq instaure un régime de terreur : délation, arrestations arbitraires, torture... Pour gagner à sa cause les paysans pauvres, il engage à la hâte, au début de 1979, une réforme agraire qui, parce qu'elle déchire le tissu social traditionnel, se heurte à une opposition massive. De toute façon, les paysans afghans sont convaincus que « communiste » signifie « qui renie Dieu » (du pachtou *kum*, Dieu, et de la négation persane *nist*).

LES PEUPLES D'AFGHANISTAN

LANGUES ET RELIGIONS. Ont le statut de langues officielles le pachtou et le persan. L'usage du pachtou, qui avait reculé face à l'hégémonie culturelle du persan, a été réintroduit dans l'administration et l'enseignement au milieu du XX^e siècle. Le persan porte en Afghanistan le nom de *darī* («langue de cour») car c'était la langue de la cour royale de Kaboul. Nommer le persan *darī* permet en outre aux Afghans d'entretenir la fiction d'une différence avec la langue officielle de l'Iran. En pratique, le *darī* demeure plus châtié que le persan de Téhéran et se parle avec un accent différent. Le *darī* est, par définition, la langue des Tadjiks, mais c'est aussi celle des Hazaras et des Aïmaks. D'une façon plus générale, il joue le rôle de *lingua franca* dans l'ensemble du pays.

La majorité de la population se réclame du sunnisme. La proportion de chi'ites fait l'objet de contestations. Elle est sans doute plus proche de 20 % que de 10 %. Les Hazaras sont des chi'ites duodécimains. Certains Tadjiks des montagnes du Badakhchan sont ismaéliens.

LES PACHTOUN. Fondateurs de l'Afghanistan indépendant au XVIII^e siècle, les Pachtoun ont imposé leur domination aux autres populations et colonisé des terres qui ne leur avaient jamais appartenu auparavant, en particulier dans l'ouest, le nord et le centre du pays. Le nom même d'«Afghan» a longtemps été synonyme de «Pachtoun». Depuis 1919 il s'applique officiellement à tous les ressortissants du pays, mais cela n'empêche pas le paysan tadjik d'appeler Afghans les seuls Pachtoun.

LES TADJIKS. On nomme ainsi les persanophones d'Asie centrale — dans leur immense majorité sunnites — par opposition aux turcophones ou aux Pachtoun. En Afghanistan, ils sont les plus nombreux

dans le Nord-Est (à proximité de leurs homologues du Tadjikistan ex-soviétique) et à Kaboul. Les persanophones de la région de Hérat, plutôt dits Heratis que Tadjiks, appartenaient jusqu'au XVIII^e siècle à l'Empire perse. Ayant le *darī* comme langue maternelle, les citadins tadjiks atteignent aisément un bon niveau culturel, ce que traduit leur rôle éminent dans le clergé et l'administration. Dans le haut appareil d'État, ils se sont en revanche toujours heurtés — du moins jusqu'au début des années 1990 — à la prédominance des Pachtoun.

LES HAZARAS. Ce sont les mal-aimés de l'Afghanistan. On admet d'ordinaire qu'ils descendent de nomades mongols installés dans le Hazaradjat au XIII^e siècle. Leurs traits physiques sont en tout cas mongoloïdes, bien qu'ils aient pour langue une variété du persan dite *hazārāgi*. Sous prétexte de lutte contre les infidèles, les Pachtoun ont, dans les années 1880, soumis les Hazaras (chi'ites) par la force et accaparé leurs meilleures terres. Juridiquement réhabilités en 1919, les Hazaras n'en sont pas moins longtemps restés des parias. Émigrés à Kaboul, ils y exerçaient les plus durs métiers. La solidarité chi'ite leur a néanmoins permis de demeurer une communauté assez bien soudée.

LES TURCOPHONES. Les Ouzbeks sont les plus nombreux. En grande majorité paysans, ils côtoient, dans le nord du pays, les Tadjiks. Les Ouzbeks descendent des populations turques qui, à partir du XVI^e siècle (voire plus tôt), ont franchi l'Amou Daria. Les Turkmènes sont, pour beaucoup, venus d'URSS dans les années 1920 en tant que réfugiés. Les Kirghizes qui nomadisaient dans l'«appendice de Wakhan», expulsés par l'occupant soviétique dans

les années 1980, ont été à leur demande réinstallés en Turquie.

LES AÏMAKS. On ne connaît pas l'origine de ces semi-nomades qui peuplent les montagnes aux alentours de Hérat. Eux-mêmes, en tant que persanophones sunnites, se disent volontiers «tadjiks», mais leur mode de vie et leurs coutumes (les femmes aïmaks ne portent pas le voile) les placent à part. *Aymāq* signifie «tribu» et *Tchahār Aymāq* «les Quatre Tribus», à savoir les Djamshêdî, les Taymanî, les Taymouîri et les Firuzkuhi (ou Hazâra du Qal'ayé Nao).

LES NOURISTANIS. Leur langue, indo-iranienne, présente des caractères archaïques et leur type physique de curieux traits «nordiques». Dans les montagnes au nord-est de Kaboul, ils étaient encore, au XIX^e siècle, indépendants et idolâtres. Aussi les musulmans les appelaient-ils *kâfer*, «païens», francisé en Kafirs. En 1895-1896, de peur que des missionnaires chrétiens venus des Indes ne s'intéressent à eux, l'émir afghan Abdur Rahman conquiert la région et y impose l'islam. Le Kafiristan devient le Nouristan («pays de la lumière») et les Kafirs les Nouristanis. De l'autre côté de la frontière, au Pakistan, quelques milliers d'authentiques Kafirs païens subsistent encore aujourd'hui.

AUTRES MINORITÉS. Dans le sud de l'Afghanistan vivent des Baloutches. Quelques villages des environs de Hérat et de Mazar-i Charif abritaient encore, avant 1979, des populations de langue mongole, en place depuis le XIII^e siècle. On nomme «Kizil Bach», enfin, des persanophones chi'ites, surtout citadins, traditionnellement bien représentés dans le commerce et les professions libérales.

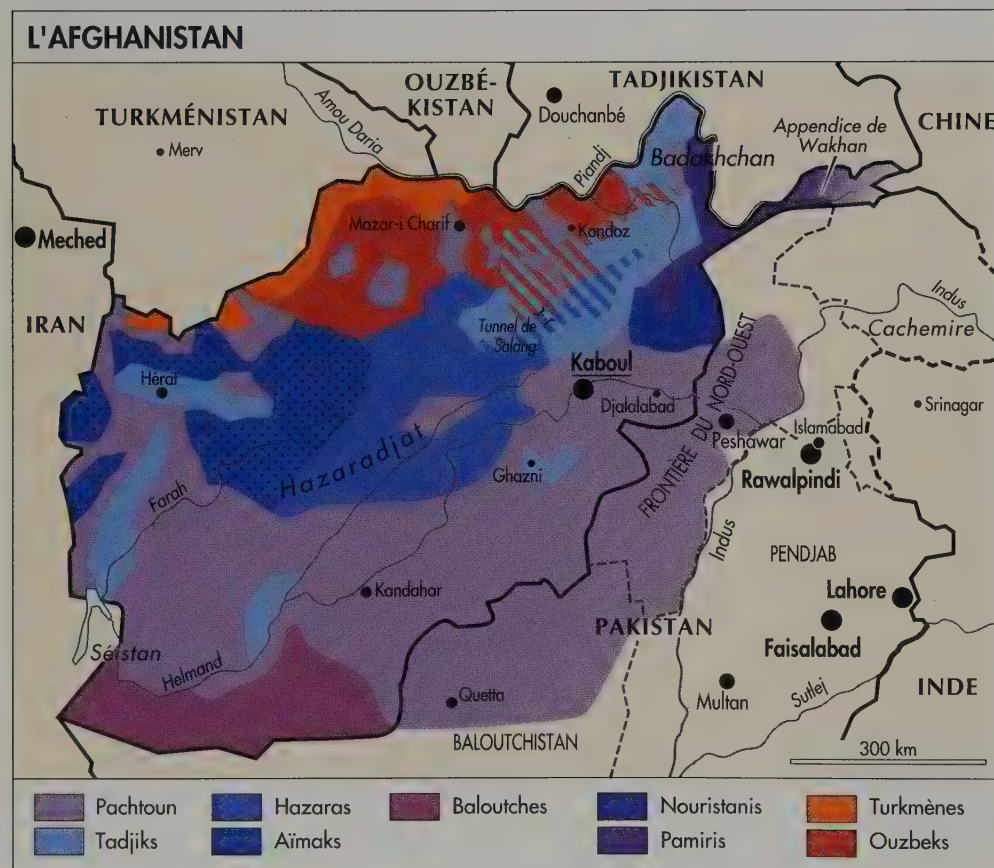
Les premières actions de guérilla, dans le Nouristan, datent du printemps de 1979. Bien qu'abondamment pourvu en armes soviétiques, le Khalq ne contrôle plus, à la mi-1979, que les villes et les routes.

L'INVASION ET LA RÉSISTANCE. Les armées soviétiques, fortes de 85 000 hommes, péné-

trent en Afghanistan en décembre 1979. Kar-mal est aussitôt installé au pouvoir. Il sera remplacé en mai 1986 par Muhammad Najibullah, jusqu'alors chef de la police secrète. A partir de 1980, les forces soviétiques entreprennent de « neutraliser » les zones stratégiques (abords des axes de communication et des villes) en détruisant systématiquement les

villages. Cela entraîne un exode massif de population, la ruine de l'économie agricole et une division du pays en deux domaines partout proches l'un de l'autre : celui tenu par l'occupant et celui — le plus ingrat — livré à la guérilla.

Par la force des choses — et des traditions tribales — la résistance reste longtemps éparpillée, disparate et non coordonnée. Les exceptions les plus notables — car elles trouveront leurs prolongements dix ans plus tard — sont au nombre de trois. Les intégristes du



Hezb-i-Islami, que dirige le Pachtou Gulbud-din Hekmatyar, bénéficiant du soutien des intégristes pakistanais et se signalent par la brutalité de leurs méthodes (assassinats d'autres résistants afghans). Ils parviennent ainsi à constituer une force importante, quoique isolée. Les Hazaras s'organisent très tôt avec pour objectif d'obtenir un statut d'autonomie. Ils rallient les Aïmaks à leur cause et coopèrent avec les résistants du Nord. Enfin le Tadjik Ahmad Shah Massoud, tout en restant affilié au *Jamiat-i-Islami* (concurrent du *Hezb-i-Islami*), mène avec succès dans le nord-est une politique tendant à coordonner l'action des divers groupes de résistants.

De 400 000 avant l'invasion soviétique, le nombre d'Afghans réfugiés à l'étranger passe à plus de trois millions en 1983 et à cinq millions à la fin des années 1980. Sur ce dernier total, trois millions sont au Pakistan, la plupart des autres en Iran. Les chefs des formations d'opposition au régime communiste (au nombre de sept, non compris les chi'ites hazaras exclus du jeu), installées à Peshawar, tentent dès 1978 de constituer un « Front ». Mais elles ne cessent ensuite de se quereller, d'autant que les autorités pakistanaises, en faisant transiter par elles toutes les livraisons d'armes à la résistance, attisent savamment les rivalités.

UNE GUERRE QUI N'EN FINIT PAS. Le tour-nant de la guerre se situe en 1986, quand la résistance est enfin dotée de missiles anti-aériens efficaces et qu'en URSS Mikhaïl Gorbatchev engage la *perestroïka*. Les négociations menées à Genève avec les États-Unis sous l'égide de l'ONU aboutissent à un accord en mai 1988. Le retrait des troupes soviétiques

s'achève en février 1989. La guerre se prolonge néanmoins car, d'un côté, les Soviétiques continuent de fournir une aide économique et militaire au régime de Kaboul, de l'autre, la résistance ne désarme pas. C'est l'effondrement de l'URSS, à la fin de 1991, qui sonne le glas du régime communiste.

Dans la prise de Kaboul, en avril 1992, les combattants regroupés derrière le commandant Massoud jouent un rôle essentiel. Ils ont pour alliés les Hazaras chi'ites, mais aussi les milices ouzbèkes d'Abdul Rashid Dostom, qui soutenaient auparavant Naji-boullah. Le *Hezb* dirigé par Hekmatyar leur est en revanche résolument hostile. Ainsi se durcit l'opposition entre les « gens du Nord » (Tadjiks et Ouzbeks) — dominants à Kaboul en 1992 — et les Pachtoun. Massoud souhaite un Afghanistan dans lequel les Pachtoun n'aient plus le monopole du pouvoir. Dostom prône une solution fédérale. Hekmatyar harcèle ses rivaux dans l'espoir de les diviser et de rétablir la suprématie pachtou. En outre, pour faire pièce à Téhéran qui soutient les Hazaras, l'Arabie saoudite soutient le *Hezb*. Le Pakistan aide tantôt les uns, tantôt les autres. A la fin de 1992, l'avenir de l'Afghanistan semble moins assuré que jamais.

LES BALOUTCHES

BRAHOUIS ET BALOUTCHES. Lorsque les Arabes, peu après 660, pénétrèrent dans l'actuel Baloutchistan, la région n'avait guère été affectée par les migrations de peuples indo-européens. Sa population autochtone — dont descendent les Brahouis — demeurerait apparentée aux Dravidiens, c'est-à-dire aux peuples que les Aryens avaient peu à peu refoulés vers le sud de l'Inde à partir de 1500 av. J.-C. Le passage des Arabes, tôt attirés par le sud de la vallée de l'Indus, n'eut pour conséquence que la conversion des populations locales à l'islam.

Les Baloutches eux-mêmes sont mentionnés pour la première fois dans l'histoire lorsque, au tout début du XI^e siècle, Mahmoud de Ghazni les « châtie » près de Kerman. Originaires des bords de la Caspienne, ils ont alors déjà entrepris une migration vers le sud-ouest que l'irruption des Turcomans en Iran va accélérer à partir du milieu du XI^e siècle. De cette époque date l'implantation des Baloutches dans la région qui porte ensuite le nom de Baloutchistan.

Pour autant, les Brahouis ne sont pas éliminés. Au contraire, une symbiose s'instaure, dans le Baloutchistan oriental, entre les Baloutches et eux. Les captures résultant des razzias intertribales conduisent peu à peu à un mélange ethnique. En même temps, leur

mode de vie semblable dans un pays aux ressources très limitées fait naître dans les diverses tribus l'idée qu'elles forment une espèce de communauté.

LE BALOUTCHISTAN INDÉPENDANT. Au XVII^e siècle, un chef brahoui, Mir Ahmad Khan, réunit sous son autorité toute la zone montagneuse du Baloutchistan oriental, jusqu'à Quetta au nord, qu'il conquiert sur les Pachtoun. Il a pour capitale Kalat. En 1738-1739, le khan de Kalat Abdullah, descendant d'Ahmad, participe aux campagnes menées en Afghanistan et en Inde par le souverain de Perse Nadir Chah et y trouve la mort. Son fils Nasir demeure un proche compagnon d'armes de Nadir Chah (tout comme l'Afghan Ahmad Abdali au même moment).

Au début des années 1740, Nasir rentre à Kalat et obtient de Nadir le titre de *Bigler Beg* du Baloutchistan, vassal du chah. Quand, en 1747, Nadir meurt assassiné, Nasir proclame son indépendance.

Bien qu'il soit brahoui, donc membre d'une ethnie déjà minoritaire à l'époque, Nasir règne sur l'ensemble du Baloutchistan pendant quarante-huit ans et y assure le calme et une relative prospérité. Ce succès tient à ses qualités militaires et à ses talents de diplomate, comme en témoignent les relations avec l'Afghanistan voisin. Le souverain afghan Ahmad Chah s'étant emparé de Kalat, Nasir sauve son indépendance en lui promettant son concours militaire, contre la Perse notamment. Les deux pays deviennent dès lors alliés. Nasir meurt en 1795. Son successeur

n'a pas les mêmes aptitudes, aussi l'autorité du *Bigler Beg* se désagrège-t-elle assez vite. Le Baloutchistan redevient une juxtaposition de tribus rivales.

LE PARTAGE DU BALOUTCHISTAN. Lors de la première guerre anglo-afghane (1839-1843), les Britanniques mesurent l'importance stratégique des passes de Bolan et ne les franchissent qu'après avoir bien rémunéré les chefs baloutches des environs. Aussi décident-ils, après avoir annexé le Sind en 1843, d'étendre leur influence dans le Baloutchistan en négociant avec les chefs de tribus.

A la même époque, le chah de Perse, lassé des razzias des Baloutches dans la province de Kerman, décide de conquérir le pays. C'est une entreprise difficile, que les Britanniques

LE BALOUTCHISTAN en 1914



BALOUTCHES ET BRAHOUS AUJOURD'HUI

On estime leur nombre à cinq millions au total, dont un million de Brahous. Une partie des Baloutches et Brahous d'Afghanistan s'est réfugiée dans le Baloutchistan pakistanais. Baloutches et Brahous sont musulmans sunnites. Dans le Baloutchistan iranien, un particularisme religieux s'ajoute ainsi au particularisme linguistique face aux Persans chi'ites. Quelque 30 000 Baloutches sont recensés au Turkménistan, aux alentours de Merv où ils étaient venus nomadiser dans les années 1920.

RÉPARTITION DES BALOUTCHES

Pakistan (estimation 1990)	2 700 000
Iran (estimation 1990)	1 200 000
Afghanistan (estimation 1979)	150 000

RÉPARTITION DES BRAHOUS

Pakistan (estimation 1990)	800 000
Afghanistan (estimation 1979)	150 000

LE BALOUTCHISTAN



bornent en traçant en 1870, en accord avec la Perse, la frontière qui coupe le Baloutchistan en deux. Le Baloutchistan iranien ne passera toutefois sous le contrôle effectif du gouvernement de Téhéran que dans les années 1930.

En 1876, les Britanniques obtiennent que le khan de Kalat leur cède la région de Quetta. Le reste du Baloutchistan demeure aux mains des chefs traditionnels, auxquels il est simplement demandé, dans le cadre de l'empire des Indes, de respecter la *pax britannica*. Ce système n'évoluera guère ensuite.

LE BALOUTCHISTAN PAKISTANAIS. Dès la création du Pakistan en 1947, des mouvements de guérilla indépendantistes apparaissent. La situation s'aggrave sous le régime du maréchal Ayub Khan (1958-1969) qui, au nom du principe *Pakistan One Unit*, supprime les provinces traditionnelles. Le rétablissement de celles-ci, en 1969, facilite un cessez-le-feu. Mais la sécession du Bangladesh, en 1971, rend très délicate la question de l'autonomie des provinces. Par crainte d'une reprise de la guérilla, le Premier ministre Ali Bhutto dissout en 1973 le gouvernement provincial du Baloutchistan. La révolte éclate aussitôt. Il faudra quatre ans à l'armée pakistanaise pour en venir à bout. Le général Zia ul-Haq, au pouvoir de 1977 à 1988, veille à établir au Baloutchistan un réseau de routes stratégiques, tout en agitant le spectre d'une possible intervention soviétique. La perspective d'un Baloutchistan indépendant, encore évoquée par quelques chefs politiques en exil, semble avoir désormais perdu toute crédibilité.

LES TADJIKS

On nomme «tadjikes» les populations qui ont pour langue maternelle le persan (ou une variété du persan) et qui vivent en Asie centrale ou en Afghanistan. Dans l'Empire perse sassanide, «tazik» signifiait «arabe», du nom de la ville de Taïz, au Yémen, alors occupé par les Perses. Les habitants de l'Asie centrale ont ensuite appelé «tazik» les conquérants arabes et le mot en est venu, au VIII^e siècle, à désigner les musulmans, et en particulier les musulmans sédentaires (à cette époque pour la plupart iranophones), par opposition aux nomades, en majorité turcophones. Les langues turques ayant beaucoup progressé chez les sédentaires d'Asie centrale,

TADJIKS DU PAMIR ET PAMIRIS

Dans les vallées du Haut-Badakhchan, sur la rive droite du Piandj (au Tadjikistan) et sur sa rive gauche (en Afghanistan), vivent les «Tadjiks du Pamir» — que seul leur mode de vie montagnard distingue des Tadjiks des plaines — et des populations collectivement connues sous le nom de «Pamiris», qui parlent des langues iraniennes orientales. Les Pamiris présentent par ailleurs la particularité d'appartenir, depuis le XI^e siècle, à la branche ismaélienne de l'islam. La région autonome du Haut-Badakhchan fut instituée en 1925 pour tenir compte de ces traits culturels mais, en pratique, aucune des langues du Pamir n'a de tradition écrite et seul le tadjik — langue véhiculaire depuis des siècles — est enseigné. Les Pamiris ne sont pas recensés à part. On estime leur nombre total à une centaine de mille au maximum, dont la moitié au Tadjikistan.

LA LANGUE TADJIKE

Jusqu'au début des années 1920, les Tadjiks avaient pour langue littéraire le persan classique (écrit en caractères arabes). Dans les conversations usuelles, ils employaient divers dialectes de cette même langue. Le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin, en 1930, s'est accompagné de l'introduction de formes dialectales dans la langue écrite, de telle sorte qu'une langue «tadjike» a pu apparaître comme différente du persan. En 1940, l'alphabet cyrillique a remplacé l'alphabet latin et, pendant toute la période soviétique, la langue tadjike, coupée du reste de la «persophonie», a modernisé son vocabulaire avec des mots russes.

notamment au temps des khanats ouzbeks, l'appellation «tadjike» a fini par désigner la partie non turquisée de la population.

ENTRE LES OUZBEKS ET LES AFGHANS. Au milieu du XVIII^e siècle, les Tadjiks de la région de Khoudjand sont sous l'autorité du khan ouzbek de Kokand, ceux des deux rives de l'Amou Daria sous l'autorité du khan ouzbek de Boukhara. C'est alors que le chef afghan Ahmad Chah conquiert l'essentiel des territoires au sud de l'Amou Daria. Ses successeurs, toutefois, ne maintiennent pas leur emprise. En 1793, le nouveau souverain de Boukhara (qui a pris le titre d'émir) s'empare de Balkh. Les territoires de la rive gauche de l'Amou Daria ne seront intégrés à l'Afghanistan que sous le règne d'Abdur Rahman (1880-1901). Sur l'autre rive, l'émirat de Boukhara (protectorat de la Russie depuis 1868) annexe en 1877-1878 les pays tadjiks de Karategin et Darvaz. Les Russes eux-mêmes, à partir de 1891, conquièrent le Pamir. En 1895,

ils obtiennent des Britanniques que le Haut-Badakhchan (à l'est du fleuve), jusqu'alors sous suzeraineté afghane, soit attribué à l'émirat de Boukhara.

Le partage du domaine tadjik ainsi effectué reflète le *modus vivendi* atteint par les puissances russe et britannique à la fin du XIX^e siècle. En aucun cas l'Amou Daria (ou Piandj comme on le nomme dans son cours supérieur) n'avait constitué auparavant une

frontière « naturelle ». Tout au contraire, des clans et familles se trouvent dès lors coupés en deux. Il n'empêche que, de part et d'autre de cette frontière, les Tadjiks vont vivre au XX^e siècle des histoires très différentes.

LE TADJIKISTAN SOVIÉTIQUE. Dans l'Empire russe, les villes persanophones de Khoudjand et de Samarcande font partie du gouvernorat du Turkestan. Les pays tadjiks proches de

l'Amou Daria, soumis à l'émir de Boukhara, restent des provinces difficiles d'accès et arriérées dont les Russes ne se soucient guère. À partir de 1919, la révolte des Basmatchis contre le nouveau pouvoir soviétique s'y étend (voir page 154). La « pacification » ne s'achèvera, dans le Haut-Badakhchan, qu'en 1925.

La « délimitation nationale » opérée en 1924 en Asie centrale soviétique institue une république autonome (RSSA) tadjike, incluse

TADJIKISTAN
République
du Tadjikistan



Population (1989) 5 093 000
Superficie 143 100 km²
Capitale Douchanbé

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Tadjiks 3 172 000
Ouzbeks* 1 198 000
Russes* 388 000
Tatars 72 000
Kirghizes 64 000

RELIGIONS

Les Tadjiks sont de tradition musulmane sunnite.

TADJIKS HORS DU TADJIKISTAN

Afghanistan (estimation 1979) 3 900 000
Ouzbékistan (1989) 934 000
Kirghizistan (1989) 34 000
Chine (Xinjiang) (estimation) 30 000

* Une grande partie de la colonie russe (dont la moitié résidait à Douchanbé) a quitté le pays en 1992. De nombreux Ouzbeks ont par ailleurs été expulsés des régions du sud mais non, semble-t-il, de la région de Khoudjand, où ils sont près d'un demi-million.

LE TADJIKISTAN



dans la république (RSS) d'Ouzbékistan. En raison de sa composition ethnique particulière, le Haut-Badakhchan devient une région autonome en 1925. On aurait pu s'en tenir là et conduire l'ensemble à former une république « ouzbéko-tadjike » bilingue, comme l'histoire le suggérait. Mais ce n'était pas compatible avec le dogme stalinien des « nationalités » et il a donc fallu, pour créer une république tadjike à part entière, tailler dans deux populations très imbriquées.

La RSS du Tadjikistan, instituée en 1929, comprend — outre l'ex-RSSA tadjike — la région de Khoudjand, séparée du reste du pays par une chaîne de montagnes. La frontière très tortueuse résultant de ce découpage n'empêche que, dès le départ, plusieurs centaines de milliers de Tadjiks se trouvent en Ouzbékistan et presque autant d'Ouzbeks au Tadjikistan. La question des capitales n'est pas moins délicate. Chacune des deux républiques veut la prestigieuse Samarcande, capitale de l'Ouzbékistan depuis 1924. En définitive, le Tadjikistan est doté d'une capitale toute neuve, bâtie sur le site de la bourgade de Douchanbé (littéralement « marché du lundi ») et qui porte, de 1929 à 1961, le nom de Stalinabad. Quant à la capitale de l'Ouzbékistan, elle est transférée à Tachkent en 1930.

Comme l'Ouzbékistan et le Turkménistan, le Tadjikistan devient bientôt une république « cotonnière ». Mais sa situation excentrée fait qu'aujourd'hui encore c'est la moins développée des ex-républiques soviétiques, avec le taux de population urbaine le plus faible.

LE TADJIKISTAN INDÉPENDANT. En novembre 1991, Rahmon Nabiev, communiste

« brejnévien » écarté du pouvoir en 1985, parvient à se faire élire président de la République. L'opposition, qui réunit les démocrates et les islamistes, ne tarde pas à manifester. Au printemps de 1992, un compromis semble trouvé mais, en août, des affrontements éclatent dans le sud. Le pays se partage alors en deux camps : celui des procommunistes, puisants à Khoudjand (fief de Nabiev) et à Kouliab ; celui des anticommunistes, implantés à Kourgan Tioubé et Douchanbé, où ils

s'emparent du pouvoir en septembre. Mais les forces russes stationnées au Tadjikistan (et celles de l'Ouzbékistan voisin) soutiennent les partisans de Nabiev. En novembre 1992, les procommunistes prennent Kourgan Tioubé ; en décembre, ils s'assurent le contrôle de Douchanbé.

De sévères représailles sont aussitôt exercées contre les démocrates et les islamistes, dont plusieurs dizaines de milliers se réfugient en Afghanistan.

L'ART DU TAPIS

C'est un exemple — parmi d'autres — de la symbiose culturelle entre turcophones, d'origine nomade, et persanophones, de tradition plus citadine et volontiers raffinés.

Autant qu'on puisse en juger, l'art du tapis est né dans le monde des steppes. Le plus ancien tapis conservé date du ^v^e siècle av. J.-C. Il a été découvert dans la tombe gelée d'un chef de tribu en Sibérie orientale, près de la frontière mongole. Ses motifs, qui évoquent ceux de l'art perse achéménide, témoignent de l'ancienneté des échanges culturels à travers l'Asie centrale. En dehors de quelques fragments retrouvés dans le Xinjiang, l'histoire du tapis n'est ensuite connue qu'à partir du ^{xiii}^e siècle, grâce aux pièces conservées à Konya.

D'une façon quelque peu schématique, on distingue quatre types de tapis : tribaux ou villageois, artisanaux, de cour, d'atelier. Les premiers sont d'abord des objets utilitaires, assurant un minimum de confort à des nomades vivant sous la tente. Coussus, ils forment des sacs dans lesquels on transporte ses biens. Mais ils jouent en outre un rôle dans la vie de la communauté, à l'occasion de réceptions ou de mariages, en tant que cadeaux, comme éléments de décoration, etc. Aussi incorporent-ils depuis toujours des motifs traditionnels, voire sacrés, caractéristiques de chaque tribu (ce sont les femmes qui tissent les tapis et se transmettent de mère en fille les traditions). Les tapis artisanaux, dérivés des

premiers, sont de même facture mais, destinés à être vendus, adaptent les motifs traditionnels aux goûts de la clientèle ou, le cas échéant, copient des motifs élaborés dans les ateliers. Les tapis de cour sont des tapis de grand luxe dont les motifs, très sophistiqués, furent élaborés par des artistes qui dessinaient des cartons. Les tapis d'atelier (ou tapis « de ville »), moins luxueux et destinés à une clientèle plus large, sont confectionnés selon les mêmes principes.

Historiquement, les motifs des tapis tribaux ont servi de point de départ à l'élaboration des tapis commandés par les cours des Séfévides, des Ottomans, des Mamelouks d'Égypte, des Grands Moghols... En sens inverse, les tapis artisanaux ont peu à peu repris les motifs élaborés auprès des cours : un va-et-vient s'est ainsi instauré entre deux sources d'inspiration. Pour répondre à une demande européenne devenue très forte, la confection de tapis d'atelier a connu à partir de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle un essor considérable en Perse, à Tabriz et ailleurs (telle est l'origine des « tapis persans »). D'autres pays se sont depuis lors engagés dans la même voie, en particulier la Turquie, le Pakistan et l'Inde. Aussi les tapis artisanaux authentiques (et, *a fortiori* tribaux, car il s'en produit encore) connaissent-ils aujourd'hui un regain de faveur. Signe des temps, le Turkménistan indépendant a choisi d'incorporer dans son drapeau des motifs de tapis traditionnels.

Les peuples turcs

146

Si l'on tend aujourd'hui à réserver le nom de « Turcs » aux seuls ressortissants de la république de Turquie, les langues turques comprennent bien d'autres langues que la leur. Avec les langues mongoles et toungouses (dont la plus connue est le mandchou), les langues turques appartiennent à la famille des langues dites « altaïques », car on leur attribue une origine géographique commune du côté des monts Altaï, en Mongolie occidentale.

L'histoire des Turcs, à partir du VI^e siècle, est celle d'une lente expansion vers l'ouest, sans qu'il soit possible de distinguer, en fin de compte, entre migration à proprement parler et assimilation (ou « turquisation ») des populations soumises. C'est pourquoi il n'existe plus aujourd'hui de « type racial » turc, alors que les

Mongols n'ont physiquement pas changé. Ces derniers, en effet, s'ils ont au XIII^e siècle tenté de conquérir le monde, dirigeaient des armées composées avant tout de Turcs. Aussi des peuples réputés descendre des Mongols — les Tatars de Russie, par exemple — parlent-ils aujourd'hui des langues turques.

L'ÉCRITURE DES LANGUES TURQUES. La première langue littéraire turque — l'ouïghour ancien — utilisait un alphabet dérivé de l'alphabet sogdien (le sogdien était une langue iranienne d'Asie centrale). La littérature ouïghoure, d'inspiration chrétienne nestorienne puis bouddhique, a fleuri au Turkestan oriental du IX^e au XV^e siècle. Aux environs de l'an mille, avec la conversion à l'islam de nombreux Turcs de Transoxiane et de Kachgarie, une littérature turque musulmane est apparue, dans une langue proche de l'ouïghour ancien mais transcrite en caractères arabes. Telle est l'origine du turc dit « djaghataï » (du nom de la dynastie mongole qui règne sur le Turkestan à partir du XIII^e siècle). C'est, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, la grande langue littéraire turque, qu'utilise par exemple Babour. Au XIV^e siècle, la langue des Turcs ottomans (ou osmanli), transcrite elle aussi en caractères arabes, entame à son tour une belle carrière.

L'alphabet arabe, pauvre en voyelles, ne convient guère aux langues turques, richement vocaliques comme les langues indoeuropéennes, mais son caractère sacré s'impose dans le cadre de l'islam, comme il s'impose au persan. Les langues turques qui deviendront littéraires par la suite (ouzbek, tatar...) l'adopteront également, à l'exception du tchouvache qui, au XVIII^e siècle, sera

LES LANGUES TURQUES

Il n'existe pas de classement des langues turques sur lequel tous les spécialistes s'accordent. Le plus couramment admis, dit *Fundamenta*, les répartit comme suit.

Groupe méridional : turc de Turquie (ou osmanli), azéri, turkmène, gagaouze et diverses langues du plateau iranien (kachkaï, etc.).

Groupe oriental : ouzbek, ouïghour.

Groupe septentrional : iakoute, touvinien, khakasse, altaïen.

Groupe central : kazakh, kirghize, karakalpak, nogai.

Groupe occidentale : tatar (de la Volga), bachkir, koumyk, tatar de Crimée, karatchaï-balkar.

A part : tchouvache.

d'emblée transcrit en caractères cyrilliques.

Pour laïciser la jeune république turque, Mustafa Kemal décide en 1928 l'adoption de l'alphabet latin. A la même époque (1927-1930), les autorités soviétiques choisissent aussi cet alphabet pour les langues turques d'URSS, puis décident, en 1939-1940, de passer à l'alphabet cyrillique afin notamment de faciliter l'apprentissage du russe par les turcophones. Dans le Xinjiang chinois, la transcription de l'ouïghour (moderne) évolue encore plus rapidement : passage de l'alphabet arabe à l'alphabet cyrillique en 1956, puis à l'alphabet latin en 1959 ; retour à l'alphabet arabe en 1981 pour désamorcer l'hostilité des élites musulmanes envers le régime.

La question des alphabets est l'un des aspects de l'actuelle lutte d'influence entre la Turquie et l'Iran, tenant de l'alphabet arabe. En optant en 1992 pour l'alphabet latin, l'Azerbaïdjan ex-soviétique a choisi de se rapprocher de la Turquie plutôt que de l'Iran.

LES LANGUES TURQUES



LES PEUPLES TURCS D'ASIE CENTRALE

Pour entrer dans l'histoire de l'Asie centrale, rien ne vaut de suivre la route de la soie, inaugurée au premier millénaire av. J.-C. et qui restera en usage (fût-il déclinant) jusqu'au ^{XV}^e siècle. Partie de Chine, elle passait entre le désert de Gobi et les contreforts du Tibet, dans la région qui porte aujourd'hui le nom de Gansu. On avait ensuite, d'oasis en oasis, le choix entre deux itinéraires pour contourner le désert de Takla-makan et atteindre Kachgar : l'un longeait le piémont méridional des Tian Chan, l'autre le piémont du plateau tibétain. A l'ouest de Kachgar, la route empruntait des passes qui conduisaient en Sogdiane ou en Bactriane. Elle gagnait ensuite Merv, traversait l'Iran et atteignait la Méditerranée à Antioche.

Aux environs de l'an 500 — peu avant que les Turcs n'entrent en scène — tous les pays ainsi traversés, à l'ouest du Gansu et jusqu'à l'Iran, étaient peuplés d'Indo-Européens : Agno-Koutchéens dans les oasis septentrionales du bassin du Tarim, Khotanais (Iraniens bouddhistes) au sud du Takla-makan, Sogdiens (eux aussi Iraniens) dans la région de Kachgar et en Sogdiane.

LES NOMADES DE HAUTE-ASIE. Au nord des régions traversées par la route de la soie évoluaient des nomades. Nombre d'entre eux parlaient des langues altaïques et peuvent être qualifiés de proto-Turcs ou de proto-Mongols. D'autres demeurent quelque peu mystérieux, tels les Huns (parvenus en Europe au ^{IV}^e siècle). Organisées en tribus, ces populations tendaient à former, selon les circonstances, des ensembles à géométrie variable. Une tribu victorieuse entraînait d'autres dans son sillage et donnait son nom à l'ensemble. En cas de revers, l'ensemble se désagrégeait... jusqu'à ce qu'un nouvel ensemble se constitue, sous un autre nom. Les Huns, agrégat mouvant, n'ont jamais formé un « peuple ». Les ensembles dirigés par des Turcs ont, eux aussi, beaucoup varié ; du moins étaient-ils toujours composés en majorité de tribus turques. C'est en fédérant des tribus de cette façon que, vers le milieu du ^{VI}^e siècle, les Tūrūk, originaires de l'Altaï, étendent leur domination à une grande partie de l'Asie centrale.

LES TÜRÜK ET LES OUÏGHOURS. En 546, les Tūrūk conquièrent la Mongolie. Ils se rendent ensuite maîtres du bassin du Tarim puis, alliés à l'empereur perse sassanide Khosrô I^{er}, vainquent les Hephthalites et annexent la Sogdiane. Mais les Chinois, hostiles aux nomades trop puissants, parviennent en 582 à détacher les Tūrūk orientaux des Tūrūk occidentaux. Un siècle plus tard, les Tūrūk orientaux réunifient les tribus turques. De cette époque datent les inscriptions de la vallée de l'Orkhon, en Mongolie centrale. Déchiffrées en 1893, elles sont les plus anciens textes connus en langue turque.

GÉOGRAPHIE DU TURKESTAN.

Le nom de Turkestan, d'usage courant jusqu'à la Première Guerre mondiale, désignait une vaste région s'étendant des confins de la Mongolie à la mer Caspienne. On distinguait alors le « Turkestan chinois » (que les Chinois appelaient déjà Sinkiang ou Xinjiang) du « Turkestan russe », dénommé à partir des années 1920 « Asie centrale soviétique ». On nomme aujourd'hui « Asie centrale » l'ensemble de la région, quitte à désigner sous le nom de « Haute-Asie » les territoires situés au nord du Tibet, c'est-à-dire le Xinjiang et la Mongolie. Il n'empêche que le Turkestan, littéralement « pays des Turcs », constitue une puissante réalité historique. La géographie du Turkestan s'ordonne autour de masses montagneuses considérables : la chaîne des Tian Chan, longue de 2500 kilomètres et qui culmine à 7439 mètres, s'articule au sud avec l'Alaï et le Pamir. De part et d'autre s'étendent des

déserts : à l'est, dans le bassin du Tarim, celui de Takla-makan ; à l'ouest, le Kizil Koum (« Désert rouge ») et le Kara Koum (« Désert noir »). Plus au nord se déroulent, de la Mongolie à l'Ukraine, d'immenses steppes. Une telle géographie se prête traditionnellement à deux modes de vie : celui d'agriculteur, dans les oasis que l'eau descendue des montagnes fait naître à leurs pieds, avant de se perdre dans les sables ou les cailloux, et celui d'éleveur nomade. Mais autant les steppes du nord ont pu accueillir des nomades en très grand nombre, autant celles qui s'étirent au contact de la montagne et du désert apparaissent exiguës. Il en va de même des « alpages », souvent difficiles d'accès, offerts par les grands massifs. Aussi la plupart des Turcs, une fois entrés dans les régions centrales du Turkestan, ont-ils dû choisir entre se sédentariser (ce que beaucoup ont fait) ou partir en quête de parcours plus à l'ouest, en Iran, en Azerbaïdjan, en Anatolie...

En 744, les Tūrūk orientaux sont renversés par les Turcs ouïghours. Deux puissances, à ce moment, dominent l'Asie centrale : les Arabes, maîtres de la Transoxiane depuis le début du siècle, et les Chinois, influents dans le Fergana et la région de Tachkent. Or un incident va les mettre aux prises. Un gou-

LE TURKESTAN



verneur chinois ayant fait exécuter le roi de Tachkent, son fils fait appel aux Turcs karlouks et aux Arabes de Transoxiane. Les Chinois sont battus à Talas en 751. Ils vont dès lors se replier vers l'est et ne reviendront en force dans la région qu'au ^{XVII}^e siècle. Les Karlouks acquièrent une prééminence dans l'ancien domaine des Tūrūk occidentaux.

L'empire des Ouïghours, dont le territoire correspond à celui de l'actuelle Mongolie, tient dans l'histoire culturelle des Turcs une place éminente. En 762, le *kaghan* (chef suprême) des Ouïghours, qui a rencontré en Chine des manichéens de langue sogdienne, se convertit et les accueille dans sa capitale. Un alphabet, dérivé de l'alphabet sogdien, est alors élaboré pour la langue turque. La littérature en turc ouïghour connaît ensuite plusieurs siècles de vitalité. L'Empire ouïghour s'effondre en 840 quand des insurgés font appel aux Kirghizes, turcophones installés dans le haut bassin du Iénisséi. De nombreux Ouïghours gagnent les oasis au sud des Tian Chan, où ils se mêlent aux Agno-Koutchéens. Ils y demeureront prospères, notamment dans la région de Tourfan, jusqu'à l'époque des Mongols et au-delà. Quant aux Kirghizes, ils tomberont en 924 sous les coups des Khitan et retourneront dans leur région d'origine.

KARAKHANIDES ET SELDJOUKIDES. On nomme Karakhanides — du titre pris par leur souverain (*kara khan*, «khan noir») — un groupe de Turcs qui, au milieu du ^X^e siècle, prend le contrôle de territoires au nord des Tian Chan et dans l'ouest du bassin du Tarim. Ils ont pour capitale Balasaghun, près du lac Issyk-Koul. De cette époque date l'islamisation de la Kachgarie. En 999, les Kara-

khanides mettent fin au règne des Iraniens samanides en s'emparant de leur capitale, Boukhara, et en annexant la Transoxiane (qui, dès lors, va se turquiser). Ils doivent ensuite affronter, à l'ouest, les Turcs seldjoukides, à l'est, les Khitan.

Les Turcs seldjoukides sont issus d'un ensemble de tribus connues sous le nom d'Oghouz. Vers 985, celle des Kinik s'installe à l'embouchure du Syr Daria. Seldjūk, leur chef, se convertit à l'islam. Les Kinik interviennent dans les luttes en Transoxiane et au Khorassan. En 1040, les portes de l'Iran leur sont ouvertes. Le petit-fils de Seldjūk, Tughril Beg, fonde en 1055 la dynastie des Seldjoukides d'Iran ou Grands Seldjoukides (celle des Seldjoukides de Roum, autrement dit d'Anatolie, sera fondée un peu plus tard par l'un de ses cousins). Dès le ^{XII}^e siècle, l'empire des Grands Seldjoukides se disloque.

KARA KHITAÏ ET CHAHS DU KHOREZM. Les Khitan, proto-Mongols expulsés du nord de la Chine, déposent dans les années 1130 les princes karakhanides, prennent Kachgar et Khotan et vassalisent la Transoxiane. L'empire ainsi fondé, dit des Kara Khitaï («Khitan noirs»), gouverné par des bouddhistes, a pour langue officielle le chinois. Sans doute cela a-t-il entraîné des tensions avec les populations musulmanes qu'ils venaient de soumettre. Il semble toutefois que le khan des Kara Khitaï, installé à Balasaghun, se soit satisfait du versement d'un tribut par les princes autochtones restés en place.

Les chahs du Khorezm sont des émirs turcs qui ont pris un titre persan. L'un d'entre eux, en 1193, a conquis le Khorassan. Ala ed-Din Muhammad, chah du Khorezm à partir

SOGDIANE, TRANSOXIANE, BACTRIANE

La Sogdiane était à l'origine une satrapie de l'Empire perse achéménide, avec pour capitale Maracanda (Samarcande). Ses habitants, les Sogdiens, parlaient une langue iranienne différente de celle des Perses. A partir de l'arrivée des Turcs, les historiens nomment cette région la Transoxiane — pays au-delà de l'Oxus — car, quitte à changer encore souvent de mains, elle ne sera plus jamais à proprement parler «sogdienne». La Bactriane, autre satrapie, avait pour capitale Bactres (aujourd'hui Balkh, en Afghanistan). Elle correspondait au bassin supérieur de l'Oxus, que l'on nomme à présent Amou Daria.

de l'an 1200, s'empare de l'Iran oriental, de l'Afghanistan et de la Transoxiane. Mais cet empire — dont l'armée se compose en grande partie de Coumans venus des steppes au nord de la Caspienne — est une construction fragile que les Mongols vont bientôt anéantir.

Les Mongols et Tamerlan

GENGIS KHAN ET L'EXPANSION MONGOLE. Après le départ des Khitan, le pouvoir, en Mongolie, s'est éparpillé entre tribus, les unes de langue turque (ce sont les plus nombreuses), les autres qualifiées de «proto-mongoles», car la langue mongole ne sera écrite (et donc attestée) qu'à partir des années 1220. Né en 1167 (?), Temüjin entreprend de fédérer les tribus proto-mongoles. Remarquable chef militaire et organisateur (l'agence-

ment de la future armée mongole est défini dès cette époque), il parvient à ses fins dans les années 1190, puis soumet une à une les tribus turques. En 1206, il se fait proclamer *Tchingiz Kaghan*, «khagan universel», titre francisé en Gengis Khan. Il se trouve alors à la tête d'une force militaire extrêmement puissante, dirigée et encadrée par des Mongols, mais dont les troupes (il s'agit bien sûr de cavaliers) sont en majorité turques.

Les Ouïghours se rallient aux Mongols dont ils sont, en un sens, les premiers civilisateurs : c'est en alphabet ouïghour que la langue mongole sera tout d'abord écrite. En 1218, les Mongols pénètrent dans l'empire des Kara Khitai. La population, en majorité musulmane, les accueille favorablement car ils se montrent, du point de vue religieux, tolérants. Gengis Khan acquiert ainsi un empire qui jouxte celui du chah du Khorezm. Or, la même année, le gouverneur khorezmien d'Otrar, sur le Syr Daria, fait exécuter des marchands venus de Mongolie qu'il accuse (probablement à juste titre) d'espionnage. Un ambassadeur envoyé par les Mongols pour demander réparation connaît le même sort. Les représailles ordonnées par Gengis Khan prennent des proportions effroyables. La Transoxiane est envahie et Samarcande détruite (1220). Dans le Khorezm dévasté, les Mongols font détourner le cours de l'Amou Daria pour engloutir les restes de la capitale, Ourgentch (1221). Ils ravagent ensuite le Khorassan, la Bactriane et le nord de l'Iran.

LE PARTAGE DE L'EMPIRE MONGOL. Gengis Khan meurt en 1227 après avoir, sans mettre en cause l'unité de principe de son empire,

partagé celui-ci en *ulus* attribués à ses descendants. Les steppes à l'ouest de l'Irtych vont aux fils de Djöjchi, lui-même fils aîné de Gengis Khan, mort peu avant son père ; celles comprises entre l'Irtych et le centre de la Mongolie, ainsi que le pays ouïghour, au troisième fils de Gengis Khan, Ögödei (qui portera le titre de grand khan de 1229 à sa mort en 1241) ; les steppes de Mongolie orientale et de Mandchourie échoient, de même que la Chine, à son quatrième fils, Tului ; son deuxième fils, Djaghataï, reçoit l'ex-domaine des Kara Khitai, la Transoxiane et le nord de l'actuel Afghanistan.

Après la mort du grand khan Mongka, en 1259, l'Empire mongol se disloque en khanats rivaux. Le moins puissant d'entre eux est celui des Djaghataïdes, très attachés au nomadisme (qu'ils pratiquent dans les monts Tian Chan et dans les steppes plus au nord). En 1334, la Transoxiane, depuis longtemps musulmane et contrôlée par divers émirs turcs, se sépare du cœur du khanat (le « Mogholistan »), encore peu islamisé. Un Djaghataïde énergique, Tughluk Timur (1347-1363), converti à l'islam, parvient à réunir de nouveau les deux pays. Mais c'est alors que débute la carrière du Transoxianais Tamerlan.

TAMERLAN. Timur Lang, « Timur le Boiteux », francisé en Tamerlan, est né en 1336 au sud de Samarcande, dans un clan turcophone et musulman. Après avoir servi le gouverneur de Transoxiane (fils de Tughluk Timur), il décide d'agir pour son propre compte en ralliant divers clans plus ou moins nomades et en se posant en défenseur des Transoxianais face aux « barbares » du

Mogholistan. En 1370, il est maître de la Transoxiane, avec Samarcande pour capitale. Tout le reste de sa vie (Tamerlan mourra en 1405) sera consacré à des guerres sans fin, le plus souvent menées avec une exceptionnelle cruauté. Dans quel but ? On ne sait. Illettré mais, au dire de ses contemporains, fort intelligent, voire cultivé, génie militaire à coup sûr (il n'a connu aucune défaite), Tamerlan reste une énigme.

En 1379, Tamerlan annexe le Khorezm, qui s'était relevé de ses ruines. Mais les Khorezmiens ayant soutenu Toktamich, khan de la Horde d'Or et ennemi le plus redoutable de Tamerlan, il fait, en 1388, raser la ville d'Ourgentch (on plante aussitôt de l'orge sur son site) et déporter en masse ses habitants en Transoxiane. Les relations avec le Mogholistan sont d'un autre ordre. Tamerlan, tant demeure grand le prestige de la famille de Gengis Khan, reconnaît l'autorité nominale d'un souverain djaghataïde, en pratique à sa dévotion (il se satisfait, pour sa part, du titre de « grand émir »). Les Djaghataïdes du Mogholistan ne reconnaissent pas pour autant l'autorité de Tamerlan. Les huit expéditions qu'il mène contre eux de 1371 à 1400 n'y changent rien car, en bons guerriers nomades, ils savent se rendre insaisissables.

La mort de Tamerlan ouvre un siècle de transition. Chah Rukh (1405-1447), le premier de ses descendants (les Timourides), choisit Hérat comme capitale et règne sur l'Iran oriental, le Khorezm et la Transoxiane. Des querelles éclatent entre ses successeurs. Simultanément, trois nouvelles « confédérations » nomades se mettent en place dans les steppes : à l'ouest, les Ouzbeks et les Kazakhs ; à l'est, les Oïrats (ou Mongols occidentaux).

Les khanats ouzbeks

Les Chaybanides, descendants de Chayban, l'un des petits-fils de Gengis Khan, contrôlent à la fin du XIV^e siècle les steppes au nord de la mer d'Aral. Les tribus qu'ils dirigent, turcophones comme eux, ont pris le nom d'Ouzbeks. Au XV^e siècle, le Chaybanide Abul-Khayr tente d'instaurer un État ouzbek en Transoxiane. Mais d'autres tribus turcophones (et une partie de ses propres troupes) s'y opposent et s'installent entre le Syr Daria et le lac Balkach. Telle est l'origine des Kazakhs.

Le petit-fils d'Abul-Khayr, Muhammad Chaybani, relance en 1500 l'expansion ouzbèke : il occupe Boukhara, Samarcande et le Khorezm, puis Tachkent et le Fergana. Dans le Khorassan, toutefois, il se heurte au Séfévide Chah Ismaïl, souverain de la Perse depuis 1501, qui le bat à Merv en 1510. Le domaine ouzbek tend ensuite à se diviser en khanats rivaux. Le Chaybanide Abdullah Khan, qui règne à Boukhara, parvient à réunir tous les Ouzbeks sous son autorité à partir de 1583 et à occuper le Khorassan et le Séistan, mais le Séfévide Chah Abbas finit par intervenir. En 1599, le pouvoir chaybanide s'effondre.

LA SÉDENTARISATION DES OUZBEKS. L'instauration au XVI^e siècle d'une puissance chi'ite en Perse dresse une barrière — qui n'avait jamais existé — entre le Turkestan, demeuré sunnite, et le Moyen-Orient. Les populations d'Asie centrale, dès lors, se replient sur elles-mêmes. L'essor des liaisons maritimes entre l'Extrême-Orient et l'Occident accentue ce relatif isolement. Les Ouz-

beks, dans leur majorité, se sédentarisent. Au XVII^e siècle, leur parler s'impose dans le Khorezm, le Fergana et la Transoxiane, où une importante partie de la population demeure néanmoins persanophone (on dira plus tard «tadjike»). Les gens de l'époque, de toute façon, distinguent avant tout les nomades (Ouzbeks non sédentarisés, Turkmènes, etc.) des sédentaires, dits Sartes, quelle que soit leur langue.

Après la chute des Chaybanides, la dynastie des Djanides, originaire d'Astrakhan, s'installe à Boukhara. Dans le Khorezm (dont la capitale est transférée d'Ourgentch à Khiva au début du XVII^e siècle), une autre branche des Chaybanides continue de régner. Au début du XVIII^e siècle, un autre Chaybanide encore fait du Fergana le cœur d'un khanat indépendant, avec pour capitale Kokand. Les khanats ouzbeks sont souvent en lutte les uns contre les autres. Ceux de Khiva et de Boukhara subissent par ailleurs les assauts des Turkmènes, toujours portés aux razzias. (Les Turkmènes sont des «Turcomans» demeurés entre la mer d'Aral et la Caspienne, alors que leurs cousins ont depuis des siècles gagné l'Azerbaïdjan et l'Anatolie.) Une renaissance s'esquisse néanmoins à la fin du XVIII^e siècle. A Boukhara, les Mankit, qui ont pris le titre d'émirs et supplanté les Djanides en 1785, parviennent à instaurer un État organisé et stable. A Khiva, la nouvelle dynastie des Kungrat (à partir de 1804) consolide elle aussi son pouvoir. Les échanges commerciaux se développent avec la Russie, la vie urbaine renaît, les systèmes d'irrigation sont améliorés : au début du XIX^e siècle, les sociétés turkestanaises sont moins archaïques que la propagande russe ne l'affirmera ensuite.

Le Turkestan oriental

Au début du XVII^e siècle les Oïrats (ou Mongols occidentaux), installés dans les steppes proches de l'Altaï, exercent une forte pression sur leurs voisins. Dans les années 1610, certains d'entre eux se lancent dans une migration qui les conduit au-delà de la basse Volga. Leurs descendants, les Kalmouks, y vivent encore aujourd'hui (voir page 193). Ceux restés sur place sont ensuite connus sous le nom de Dzungares. Ils refoulent vers l'ouest les Kazakhs, qui finiront par solliciter la protection des Russes. Au siècle suivant, des querelles de succession chez les Dzungares permettent aux Chinois (dirigés depuis 1644 par la puissante dynastie mandchoue des Qing) de prendre pied dans leur capitale, Kuldja, puis de conquérir le bassin de l'Ili et le Tarbagataï. Les Dzungares sont massacrés ou déportés en Mandchourie. Aussitôt après, une révolte des musulmans des oasis conduit les Chinois à annexer tout le bassin du Tarim. Ils retrouvent ainsi, en Asie centrale, les positions qu'ils avaient dû abandonner à la fin du VIII^e siècle.

Les Russes à la conquête de l'Asie centrale

L'AVANCÉE DANS LES STEPPES. L'expansion russe en Sibérie se fait à la lisière de la taïga, en évitant les affrontements avec les grands peuples nomades. Les premières interventions des Russes dans les steppes d'Asie centrale datent du début du XVIII^e siècle quand les Kazakhs, attaqués par les Dzungares, font appel à eux. En 1716, sous le règne de Pierre

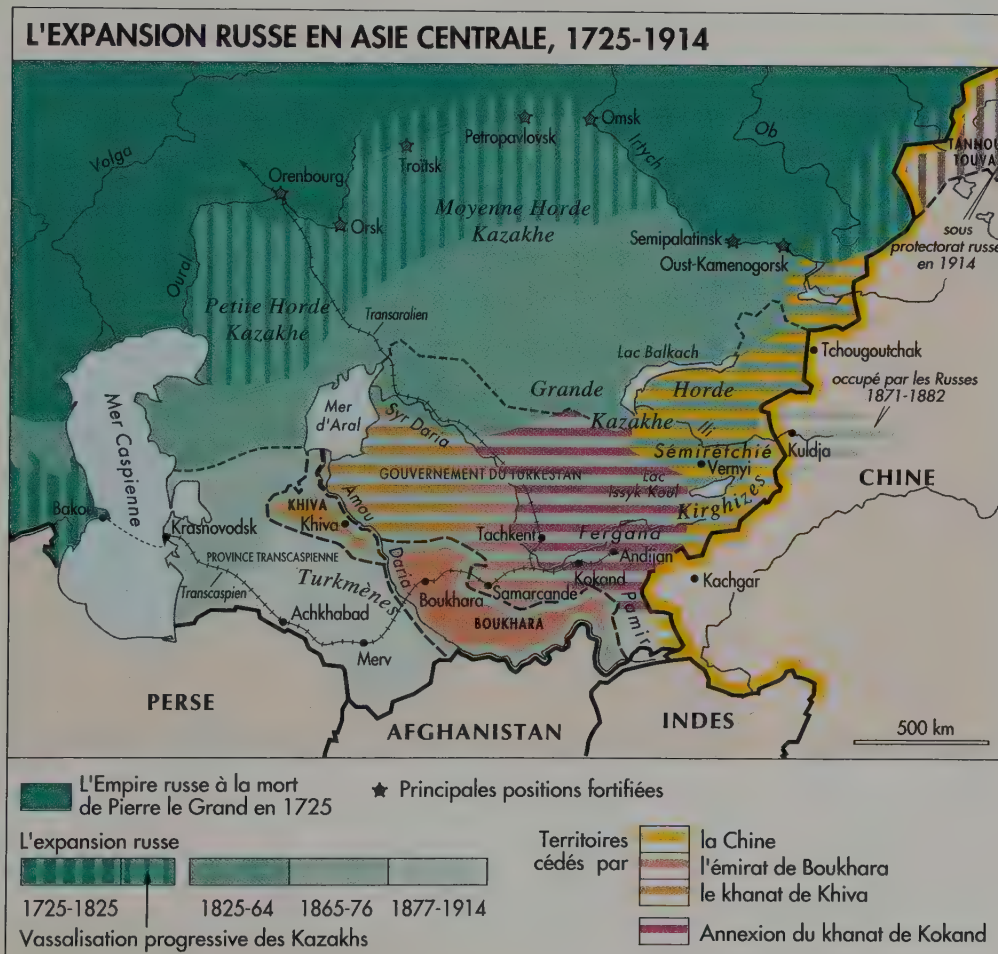
le Grand, les Russes lancent deux expéditions. L'une remonte le cours de l'Irtych et y installe une *tcherta*, ligne de positions fortifiées (Semipalatinsk est fondée en 1718). L'autre, partie du nord de la Caspienne, tourne à la catastrophe : 6 000 soldats périssent dans le

désert, massacrés en 1717 sur ordre du khan de Khiva. Les Russes changent ensuite de tactique : tout en consolidant la *tcherta* du fleuve Oural (Orenbourg est fondée en 1743), ils jouent des rivalités entre Kazakhs pour les amener sous leur protectorat, non sans pro-

voquer des révoltes jusqu'au début du siècle suivant.

Afin de délivrer des commerçants russes pris et vendus comme esclaves, une expédition est lancée en 1839 contre Khiva mais elle échoue, bloquée par d'énormes chutes de neige. Les Russes décident alors de monter une opération navale... Au début des années 1850, des petits navires de guerre, transportés en pièces détachées, sont mis à flot en mer d'Aral. La flottille russe remonte le Syr Daria et en fortifie les rives. En même temps, des cosaques partis de l'Irtych défont les Kazakhs révoltés et fondent en 1855 Vernyi (« la Fidèle »), aujourd'hui Alma-Ata. Les Kazakhs, dès lors, sont encerclés et le Turkestan facile d'accès. Il reste à obtenir de la Chine qu'elle renonce à sa suzeraineté (théorique) sur les territoires au sud et à l'est du lac Balkach : c'est l'objet du traité de Tchougoutchak (1864).

LA CONQUÊTE DU TURKESTAN. Elle commence en 1865 avec la prise de Tachkent. Des motifs complexes ont conduit les Russes à s'engager dans une telle entreprise : abolition de l'esclavage dans les khanats, volonté de prévenir une pénétration britannique, accès à une production de coton, initiatives prises par les généraux russes eux-mêmes... Quoi qu'il en soit, la conquête progresse d'autant plus vite que les khanats offrent peu de résistance. En 1867, le général russe von Kaufmann devient le premier gouverneur général du Turkestan, avec Tachkent pour capitale. Il exercera un pouvoir sans partage jusqu'à sa mort en 1882. En 1868, Samarcande est détachée du khanat de Boukhara, qui devient un protectorat russe, tandis que le khanat de



Kokand se soumet. En 1873, le khanat de Khiva, à son tour vassalisé, doit céder à la Russie la rive droite de l'Amou Daria. Une révolte dans le Fergana, en 1875, conduit à l'annexion pure et simple du khanat de Kokand l'année suivante.

La Grande-Bretagne obtient de la Russie, en 1873, que l'Afghanistan demeure un État tampon. En contrepartie, les Russes ont les mains libres en Turkménie. Ils annexent aussitôt la rive orientale de la Caspienne et entreprennent, à partir du port de Krasnovodsk, la construction du chemin de fer dit «transcaspien». La campagne contre les Turkmènes, commencée en 1877, se solde en 1881 par leur écrasement à Gök Tepe. En 1884, les Russes annexent Merv, au grand dam des Britanniques. L'année suivante, ils prennent l'oasis de Pandjeh, pourtant réputée en territoire afghan. Une commission anglo-russe parvient à établir la frontière septentrionale de l'Afghanistan en 1887. Ce n'est pourtant pas terminé car, en 1891, les Russes se lancent à la conquête du Pamir, dont ils évincent les Afghans et les Chinois, qui considéraient y avoir des droits. La frontière avec l'Afghanistan est fixée, de ce côté, en 1895.

Du Turkestan russe à l'Asie centrale soviétique

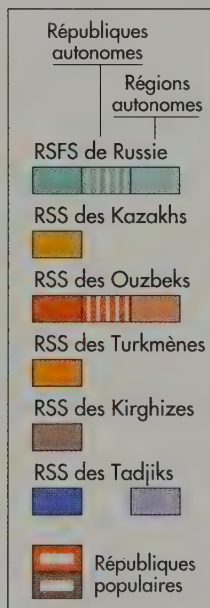
Les Russes établissent en Asie centrale un régime colonial. Dans les steppes kazakhes, des paysans russes affluent pour mettre en valeur les terres cultivables. Dans le Turkestan proprement dit, les Russes assurent un encadrement militaire, administratif et commercial et ne s'installent en nombre que dans

quelques villes, à commencer par Tachkent. L'impact économique de leur présence n'en est pas moins considérable : la culture du coton se développe rapidement, aux dépens des cultures vivrières. Les khanats de Boukhara et de Khiva, avec des territoires réduits, sont placés sous un régime de protectorat. Leurs souverains — contrôlés par des agents politiques russes — restent en place.

Quand survient la Révolution russe de mars 1917, les musulmans réformistes, peu nombreux et peu suivis, n'ont pas les moyens de s'imposer. Les bolcheviks, en revanche, ont tôt fait de se rendre maîtres de Tachkent, avec l'appui de la population russe locale, et d'y instituer une république soviétique du Turkestan. A partir de 1919, leur emprise se

heurte toutefois à une grande révolte musulmane, dite des Basmatchis, qui prend la forme d'une guérilla. Mais faute de cohésion et d'objectifs politiques clairs, le mouvement finira par s'essouffler. Dès 1920, l'émir de Boukhara et le khan de Khiva sont déposés et des républiques populaires proclamées. En 1923, les autorités soviétiques contrôlent l'ensemble de l'Asie centrale. Les dévastations dues aux opérations militaires, la désorganisation totale de l'économie et la famine ont eu raison de la résistance de la population.

LA «DÉLIMITATION NATIONALE». Opérée à partir de 1924 sous l'autorité de Staline, la «délimitation nationale» substitue aux républiques du Turkestan, de Boukhara et du



ENVER PACHA ET LES BASMATCHIS

Né en 1882, Enver Pacha fut l'un des dirigeants des « Jeunes-Turcs » puis le ministre de la Guerre de l'Empire ottoman de 1914 à 1918. Réfugié en Allemagne, il entre en relation avec Moscou et participe au Congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920. Chargé par les Soviétiques de rechercher une issue à la révolte des Basmatchis, il arrive à Boukhara l'année suivante mais change aussitôt de camp et se place à la tête des rebelles, ou du moins d'une partie d'entre eux. La mégalomanie d'Enver Pacha est demeurée légendaire : il signait ses écrits « Commandant en chef de toutes les armées musulmanes, gendre du calife et représentant du Prophète » et rêvait d'un État musulman regroupant le Turkestan, l'Afghanistan et l'Iran. Peu après s'être emparé de Douchanbé, il meurt dans une embuscade le 4 août 1922.

Khorezm (ex-Khiva) — dont les limites étaient héritées de l'époque tsariste — de nouvelles entités territoriales. Le découpage repose sur une distinction entre peuples nomades (Turkmènes, Kazakhs, Karakalpakhs, Kirghizes) et peuples sédentaires (les Sartes). Mais il se réfère aussi à des critères linguistiques, ce qui implique, parmi les Sartes, de distinguer les Ouzbeks (turcophones) des Tadjiks (persanophones). Il en résultera dans les années 1930, après divers ajustements, les républiques qui, en 1991-1992, sont devenues indépendantes.

La « délimitation nationale » traduit-elle une volonté de « diviser » les peuples musulmans d'Asie centrale ? Sans doute, encore que

ces peuples n'aient guère été « unis » auparavant. Il semble surtout qu'elle relève d'un esprit de système et qu'elle ait obstinément cherché à transposer, dans un milieu qui ne s'y prêtait pas, le concept né en Occident d'une « identité nationale » inscrite dans un territoire délimité. Or entre nomades et sédentaires, les uns parcourant les steppes, les autres établis dans les oasis, c'est une gageure de tracer des frontières. En outre, parmi les sédentaires, turcophones et persanophones sont depuis très longtemps mêlés. Il était donc inéluctable que la « délimitation nationale » aboutisse à des frontières contorsionnées et que, pour autant, aucune des républiques créées ne soit ethniquement homogène.

Fin 1926



Fin 1936



LA PÉRIODE STALINIENNE. Lancée en 1928, la collectivisation de l'agriculture déclenche des fuites massives, de Kazakhs vers la Chine, de Turkmènes, d'Ouzbeks et de Tadjiks vers

LES CONFRÉRIES SOUFIES

Les musulmans d'Asie centrale sont en principe, dans leur immense majorité, sunnites. Toutefois le soufisme a joué — et joue encore — un rôle considérable dans la région. A l'origine, son caractère mystique, voire panthéiste, semble avoir, plus que l'islam « orthodoxe », séduit les populations turques. Elles pouvaient de la sorte entrer dans la prestigieuse communauté musulmane sans renier tout à fait le chamanisme auquel elles restaient attachées. Mais le soufisme n'est pas seulement un mode d'approche de la religion (qui, dans ses versions les plus populaires, se distingue mal de la superstition). C'est en même temps le creuset de multiples communautés. Le soufisme, en effet, se pratique sous la conduite d'un maître (cheikh) et implique des passages initiatiques. Ainsi sont nées des organisations hiérarchisées et ramifiées — les confréries soufies — qui, souvent liées aux corporations et pratiquant l'entraide, sont devenues des rouages essentiels de la société.

Les confréries se muent aisément en sociétés secrètes. Aussi ont-elles joué un rôle éminent dans la lutte contre la domination étrangère : résistance des Turkmènes à Gök Tepe en 1881, soulèvement à Andijan dans le Fergana en 1898, révolte des Basmachis à partir de 1919. D'une façon plus générale, les confréries soufies, omniprésentes, ont maintenu la cohésion de la communauté musulmane face au démantèlement des institutions islamiques orthodoxes et à la propagande antireligieuse.

Trois grandes confréries soufies sont nées en Asie centrale : la Nakchibendiyya, la plus puissante aujourd'hui encore, fondée à Boukhara au XIV^e siècle, la Kubrawiya et la Yasa-wiya, plus anciennes.

l'Afghanistan. (Il sera mis fin à cet exode par l'érection, entre 1945 et 1950, d'une ligne de barbelés et de miradors longue de 10 000 kilomètres de la Caspienne à la Mongolie.) Les élites autochtones, intellectuelles et politiques, qui s'étaient révélées dans les années 1920 font l'objet, au cours de la décennie suivante, d'une élimination systématique. Aussi les républiques sont-elles dès lors dirigées, en fait, par des Russes. La volonté de « soviétiser » la population s'accompagne d'une lutte contre l'islam (interdiction de l'enseignement religieux, suppression de toutes les institutions islamiques), mais elle se traduit aussi par un intense et fructueux effort d'alphabetisation dans les langues nationales renouées (l'éducation primaire devient obligatoire dans toute l'Asie centrale en 1930).

De la période stalinienne datent par ailleurs les déportations en Asie centrale de peuples originaires d'autres régions d'URSS : Coréens des environs de Vladivostok en 1937, Allemands de la Volga en 1941, Tatars de Crimée et Meskhets du sud de la Géorgie en 1944... Ces implantations forcées compliquent encore une situation ethnique très enchevêtrée.

DE LA MORT DE STALINE À L'INDÉPENDANCE.

Après 1950, la modernisation de l'Asie centrale a surtout visé à irriguer de nouvelles terres pour y cultiver le coton dans des conditions en principe rationnelles. Des travaux gigantesques ont été entrepris, comme le creusement du « Grand canal turkmène », qui détourne une partie des eaux de l'Amou Daria vers le Turkménistan, ou l'irrigation de « nouvelles oasis » à l'ouest de Tachkent, qui capte l'essentiel du débit du Syr Daria. Mais la gestion des eaux d'irrigation exige

une très grande rigueur. Or les querelles locales, le clientélisme et la corruption ont abouti à un immense gâchis que la falsification des résultats de production n'a fait qu'aggraver.

LE DÉCOUPAGE TERRITORIAL DE L'EX-URSS

Opéré dans les années 1920, il reposait sur un classement des peuples en « nations », « nationalités » et « groupes ethniques ».

Certaines nations, en raison de leur situation géographique, pouvaient en principe se détacher de l'URSS. Elles formaient des républiques socialistes soviétiques (RSS), lesquelles, par hypothèse, devaient avoir une frontière commune avec l'étranger ou une façade maritime sur une mer ouverte. (En corollaire, les Tatars, situés au cœur de la Russie, ne pouvaient former une RSS.) Tant que le système soviétique est demeuré dominé par le Parti communiste, un tel droit de sécession, inscrit dans la Constitution, apparaissait bien théorique. C'est pourtant lui qui, en 1991-1992, a permis à toutes les RSS d'accéder à l'indépendance sans contestations majeures.

Les autres nations formaient des républiques socialistes soviétiques autonomes (RSSA), elles-mêmes rattachées à une RSS ou à la République fédérative soviétique de Russie (RSFSR). Ces républiques n'avaient pas (et n'ont toujours pas) vocation à devenir indépendantes. Toutefois, si l'État russe porte maintenant le nom de « Fédération de Russie », c'est pour tenir compte des dites républiques dans l'attente d'une nouvelle Constitution. Ailleurs aussi (républiques d'Abkhazie et d'Adjarie en Géorgie, des Karakalpaks en Ouzbékistan...), le statut est susceptible d'évoluer.

Les « nationalités » les moins nombreuses et les « groupes ethniques » ne bénéficient, aujourd'hui comme hier, que d'une autonomie culturelle, dans le cadre de « régions autonomes » ou de « districts autonomes ».

Les conséquences écologiques sont catastrophiques : privée d'une grande partie de son approvisionnement en eau, la mer d'Aral a vu sa surface se réduire de 30 %. Il a fallu attendre 1986 pour que les premières mesures correctrices soient prises. Aujourd'hui, la priorité va à une meilleure gestion de l'eau et à la substitution de cultures vivrières à la monoculture du coton. C'est d'autant plus urgent que la population autochtone s'est accrue dans des proportions considérables, en raison d'une très forte natalité.

L'effondrement de l'URSS a pris de court les républiques d'Asie centrale. Devenues brusquement indépendantes en 1991-1992, elles se trouvent confrontées à de redoutables problèmes économiques. En même temps, il ne fait pas de doute qu'un réel nationalisme a pris corps, depuis la « délimitation nationale » de 1924, dans chacune des cinq républiques. Aussi la question des minorités se pose-t-elle déjà ici et là et la remise en cause des frontières, comme en Yougoslavie, constitue-t-elle un risque évident.

Les Kazakhs

Les Khazaks (« hommes libres » en turc, d'où vient aussi le mot russe « cosaque ») ont pour origine des tribus turques nomades qui se regroupent au ^{XV}^e siècle à proximité du lac Balkach. Au ^{XVII}^e siècle, les Kazakhs s'organisent en trois « hordes » : la « Grande » évolue dans le Sémirétchié, au sud du lac Balkach ; la « Moyenne » entre le lac Balkach et la mer d'Aral ; la « Petite » entre la mer d'Aral et le fleuve Oural. Au début du ^{XVIII}^e siècle, face aux attaques des Dzoungares, certains chefs kazakhs appellent à leur

KAZAKHS OU KIRGHIZES ?

Une grande confusion a longtemps régné, du moins dans l'esprit des Européens (Russes compris), à propos des Kazakhs et des Kirghizes, baptisés le cas échéant Kirghiz-Kazakhs ou Kazakh-Kirghizes... Au début des années 1920, les Kazakhs furent dotés d'une RSSA officiellement dénommée « kirghize », tandis que les Kirghizes avaient droit à une région autonome, dite des Kara Kirghizes (Kirghizes « noirs »). La terminologie ne fut définitivement clarifiée qu'en 1925. Les Kazakhs, pour leur part, ne s'étaient jamais désignés eux-mêmes sous un autre nom.

secours les Russes, et c'est ainsi que la Petite Horde passe sous le protectorat de la Russie en 1731, la Moyenne et une partie de la Grande quelque dix ans plus tard.

Vers la fin du ^{XVIII}^e siècle, l'emprise des Russes — qu'accompagne déjà une infiltration de colons — suscite des révoltes. Mais c'est aussi à cette époque que des Tatars de la Volga (commerçants, religieux...) se répandent dans les steppes. Ils y convertissent les Kazakhs à l'islam (seules les familles dirigeantes étaient jusque-là musulmanes) et jouent un rôle tel que le tatar devient *lingua franca* dans la région. Les autorités russes, simultanément, renforcent leurs positions : elles déposent le khan de la Moyenne Horde en 1822, celui de la Petite en 1824, celui de la Grande en 1848. Dans les années 1850, les Russes prennent le contrôle du Sémirétchié. Une révolte éclate encore en 1868.

LES KAZAKHS DANS L'EMPIRE RUSSE. Les relations avec les Russes s'améliorent néanmoins : l'aristocratie kazakhe se montre

réceptive à leur culture, pour une part en réaction contre l'emprise des Tatars. Mais l'immensité des terres que les Kazakhs considèrent comme les leurs attire des colons, dans le Sémirétchié pour commencer. Après la création, en 1896, d'une agence pour la colonisation russe, de grandes vagues d'immigration atteignent les terres cultivables du nord et de l'est des steppes kazakhes. En 1912, un million et demi de Russes et Ukrainiens y sont implantés et forment déjà 40 % de la population. Les Kazakhs sont cantonnés sur des territoires de plus en plus réduits, voire contraints à se sédentariser, ou rejetés vers les steppes arides du sud et de l'ouest. Leur organisation sociale traditionnelle se disloque. En

LA POPULATION DU KAZAKHSTAN AUJOURD'HUI

De tous les États successeurs de l'URSS, le Kazakhstan a la population la plus composite. Aucune ethnie n'y est majoritaire, ni les Kazakhs eux-mêmes (40 %), ni les Russes (38 %). Mais les proportions diffèrent selon les régions. Dans le nord voué à l'agriculture extensive et à l'industrie lourde, les populations d'origine européenne (Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Polonais, Allemands) forment plus des deux tiers du total, les Kazakhs 28 %. Dans l'ouest encore steppique et peu urbanisé, le rapport est presque inverse : Kazakhs 60 %, Européens 35 %. Dans le sud, aux confins du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, les Kazakhs constituent près de la moitié de la population, les Européens à peine les tiers. Le solde se compose d'Ouzbeks (région de Tchimkent), d'Ouïghours (région d'Alma-Ata), de Coréens... Toutefois, dans la ville même d'Alma-Ata, les deux tiers des habitants sont d'origine européenne, en très grande partie russe ; moins du quart sont kazakhs.

1905, un mouvement nationaliste kazakh (*Alach Orda*, du nom d'une horde mythique) voit le jour. Il s'oppose à la colonisation et à la russification, tout en prônant des réformes sociales.

En 1916, la décision du gouvernement russe de mobiliser 240 000 musulmans d'Asie centrale pour constituer des « bataillons du travail » (alors qu'ils étaient à l'époque exclus du service militaire) provoque une terrible révolte. Les Russes ripostent violemment : les Kazakhs massacrés se comptent par dizaines de milliers ; d'autres fuient vers la Dzoungarie chinoise.

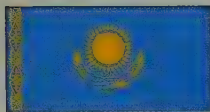
LE KAZAKHSTAN SOVIÉTIQUE. En décembre 1917, les nationalistes d'*Alach Orda* proclament une région autonome, avec Semipalatinsk pour capitale. Prise dans la guerre entre l'Armée rouge et les armées blanches, la résistance des Kazakhs s'effondre deux ans plus tard. Le 26 août 1920, une RSSA (alors dénommée « kirghize » et non kazakhe) est instituée, dans le cadre de la république soviétique de Russie. Elle a pour capitale Orenbourg, puis Kzyl Orda jusqu'en 1929. La « délimitation nationale » de 1924 incorpore dans la république le Sémirétchié (avec la nouvelle capitale,

Alma-Ata) et en exclut Orenbourg. La RSSA deviendra RSS en 1936.

Interdite au début des années 1920, l'implantation de nouveaux colons russes ne tarde pas à reprendre. En compensation, des mesures favorisent les éleveurs kazakhs les plus pauvres. Mais la collectivisation, lancée en 1928, se traduit par une redistribution complète des troupeaux et une sédentarisation forcée. Il en résulte une baisse catastrophique du cheptel et surtout une résistance farouche de la population, qui conduit à des exécutions et des déportations massives et à une nouvelle



KAZAKHSTAN
République
du Kazakhstan



Population (1989) 16 464 000
Superficie 2 717 300 km²
Capitale Alma-Ata

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION
(1989)

Kazakhs 6 535 000
Russes 6 228 000
Allemands 958 000
Ukrainiens 896 000
Ouzbeks 332 000
Tatars 328 000
Ouzighours 185 000
Biélorusses 183 000
Coréens 103 000
Azéris 90 000
Polonais 60 000

RELIGIONS

Les Kazakhs sont de tradition musulmane sunnite.

KAZAKHS HORS DU KAZAKHSTAN

Chine (Xinjiang) (1982) 910 000
Ouzbékistan (1989) 808 000
Russie (1989) 636 000
Turkménistan (1989) 88 000

émigration vers la Chine. A la fin des années 1930, les Kazakhs ne forment que 30 % de la population de leur république.

L'arrivée de peuples déportés (Coréens en 1937, Allemands de la Volga en 1941...) accentue le déséquilibre. La dernière grande vague d'immigration a lieu à partir de 1954, quand Nikita Khrouchtchev, pour accroître le potentiel agricole soviétique, décide la mise en valeur des « terres vierges » du Kazakh-

stan, autrement dit de toutes les terres aptes à la culture qui n'étaient pas encore colonisées. Une fois de plus, les nouveaux arrivants sont surtout russes et ukrainiens. Le nord du Kazakhstan se rapproche ainsi de la Sibérie voisine (composition ethnique, structure sociale) à tel point qu'un redécoupage territorial fut, vers 1960, envisagé à Moscou. Le sud du Kazakhstan, en revanche, s'apparente en tout point aux autres républiques d'Asie centrale.

LE KAZAKHSTAN INDÉPENDANT. En décembre 1991, le Kazakh Nursultan Nazarbaïev a été élu président de la République au suffrage universel et le Kazakhstan a proclamé son indépendance. A maints égards très lié à la Russie et plus riche que ses voisins méridionaux, le Kazakhstan aborde la question de la solidarité entre républiques d'Asie centrale avec circonspection.

Les Kirghizes

Les Kirghizes entrent dans l'histoire en 840 quand ils abattent l'Empire ouïghour, qui occupait l'actuelle Mongolie. Ils viennent alors de la région du haut Iénisséï et sont sans doute — les Chinois les décrivent comme grands et blonds — des Indo-Européens turquisés. Leur règne dure moins d'un siècle : en 924, les Khitan les refoulent dans leur pays d'origine.

La suite n'est pas très documentée. Des tribus kirghizes commencent à migrer, dès cette époque, en direction des Tian Chan. Elles sont rejointes, au XVII^e siècle, par celles qui, demeurées sur le haut Iénisséï, doi-

LA POPULATION DU KIRGHIZISTAN AUJOURD'HUI

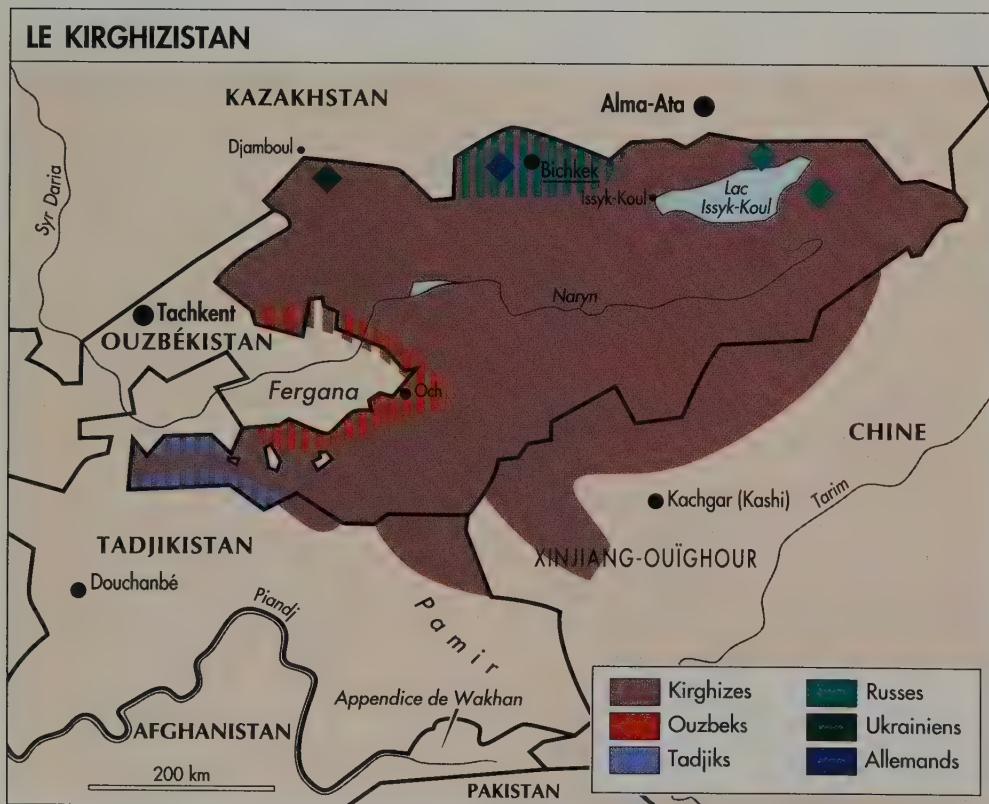
Les Kirghizes forment un peu plus de la moitié de la population de leur république, les Russes (et les Ukrainiens) le quart, les Ouzbeks une notable minorité (13 %). Dans les zones montagneuses qui occupent l'essentiel du territoire, les Kirghizes sont très majoritaires, encore que 200 000 Russes environ (dont beaucoup d'agriculteurs) soient établis aux alentours du lac Issyk-Koul et dans la vallée du Naryn. Sur le pourtour de la cuvette du Fergana, que le Kirghizistan rogne par endroits, se concentrent les Ouzbeks, plus d'un demi-million au total (contre 130 000 Kirghizes dans le Fergana ouzbek). Dans la région de Bichkek, de colonisation récente (à partir de la fin du XIX^e siècle), les Kirghizes ne forment que le tiers de la population, les Russes (et les Ukrainiens) près de la moitié, le reste incluant des Allemands, des Kazakhs, des Tatars, des Ouzighours... La ville même de Bichkek abrite 56 % de Russes contre 23 % de Kirghizes.

vent céder le terrain aux Russes (les Khakas aujourd'hui présents dans la région descendante de Kirghizes n'ayant pas émigré, mêlés à d'autres populations locales). A la même époque, les Kirghizes s'allient aux Kazakhs contre les Dzoungares. C'est alors que débute leur très progressive conversion à l'islam (elle ne s'achèvera qu'au XX^e siècle). Passés sous la suzeraineté théorique des Chinois dans les années 1750, les Kirghizes mènent une existence indépendante jusqu'à ce que, vers 1830, le khanat de Kokand parvienne à les vassaliser. Surviennent enfin les Russes qui, en 1864 (traité de Tchougoutchak avec la Chine), fixent la frontière orientale de leur empire de telle sorte qu'il inclut l'essentiel du pays kirghize. Avec l'annexion pure

et simple du khanat de Kokand en 1876, les Kirghizes deviennent sujets du tsar.

LE KIRGHIZISTAN. La « délimitation nationale » de 1924 institue une région autonome des « Kara Kirghizes » (Kirghizes tout court à partir de l'année suivante), qui devient une RSSA en 1926, puis une RSS dix ans plus tard. Les frontières de la république, par principe, courent au pied des montagnes, domaine par

excellence des Kirghizes. Elles contournent donc le bassin du Fergana et incluent la chaîne de l'Alaï, qui domine le pays tadjik (d'où de graves conflits à propos des ressources en eau). Pour doter la république kirghize de centres urbains, il a toutefois été décidé de lui rattacher Och, vieille ville du Fergana, ainsi que l'oasis de Bichkek, dont on a fait la capitale (elle a porté le nom de Frounzé — général de l'Armée rouge qui y était né — de 1925 à 1990).



KIRGHIZISTAN
*République
du Kirghizistan*



Population (1989) 4 258 000
Superficie 198 500 km²
Capitale Bichkek

RÉPARTITION DE LA POPULATION (1989)

Kirghizes 2 230 000
Russes 917 000
Ouzbeks 550 000
Ukrainiens 108 000
Allemands 101 000
Tatars 70 000

RELIGIONS

Les Kirghizes sont de tradition musulmane sunnite.

KIRGHIZES HORS DU KIRGHIZISTAN

Ouzbékistan (1989) 175 000
Chine (Xinjiang) (1982) 120 000
Tadjikistan (1989) 65 000

Sous la présidence d'Askar Akaïev, le Kirghizistan a proclamé son indépendance en 1992. Les affinités ethniques et culturelles aidant, il tourne ses regards vers le Kazakhstan plutôt que vers les autres républiques d'Asie centrale.

Les Ouzbeks

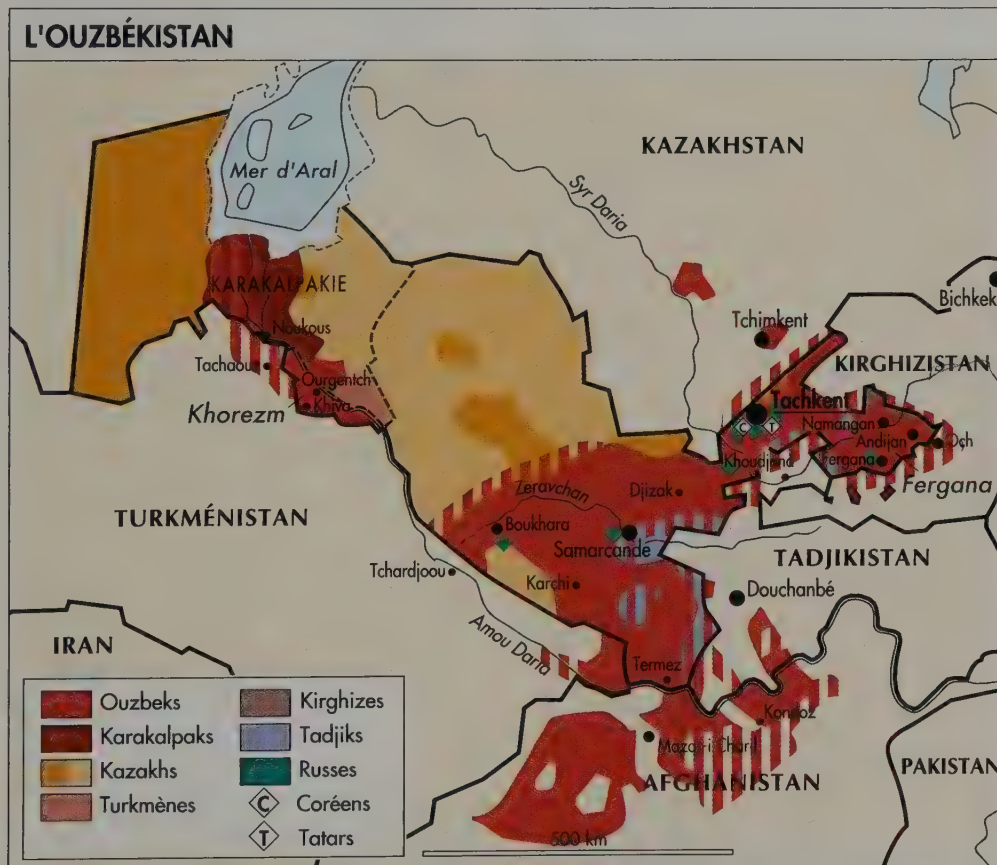
La république d'Ouzbékistan, créée en 1924, regroupe les régions les plus peuplées des anciens khanats de Khiva, Boukhara et Kokand (voir page 152).

DU TURKESTAN RUSSE AUX RÉPUBLIQUES POPULAIRES. La conquête par les Russes, à partir de 1865 (prise de Tachkent), conduit à la mise en place de deux types de régime. Dans le gouvernorat du Turkestan (qui inclut Tachkent, le Fergana, Samarcande...), les Russes pratiquent l'administration directe. Dans l'émirat de Boukhara et le kha-

nat de Khiva, placés sous protectorat, les hiérarchies traditionnelles (administrative et religieuse) conservatrices se maintiennent. Partout, cependant, la présence russe entraîne des bouleversements économiques. Une bourgeoisie turkestanais émerge, qui se montre réceptive aux idées novatrices du mouvement jadidiste, introduites à Tachkent

et à Boukhara par des commerçants et intellectuels tatars (voir page 191). Après 1908, à l'image des « Jeunes-Turcs » de Constantinople, le mouvement des « Jeunes-Boukhares » se donne des objectifs antirusses, panislamistes et réformistes.

En avril 1917, un congrès réunit à Tachkent des Turkestanais et des Tatars. La majo-



OUZBÉKISTAN

République
d'Ouzbékistan



Population (1989)	19 810 000
Superficie	447 400 km ²
Capitale	Tachkent

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Ouzbeks	14 142 000
Russes	1 653 000
Tadjiks	934 000
Kazakhs	808 000
Tatars	468 000
Karakalpaks	412 000
Tatars de Crimée	189 000
Coréens	183 000
Kirghizes	175 000
Ukrainiens	153 000
Turkmènes	122 000
Turcs (Meskhets)	106 000

RELIGIONS

Les Ouzbeks sont de tradition musulmane sunnite.

OUZBEKS HORS D'OUBÉKISTAN

Afghanistan (estimation)	1 500 000
Tadjikistan (1989)	1 198 000
Kirghizistan (1989)	550 000
Kazakhstan (1989)	332 000
Turkménistan (1989)	317 000
Russie (1989)	127 000

SAMARCANDE

Ancienne capitale de la Sogdiane, Maracanda ou Samarcande est conquise par les Arabes au début du VIII^e siècle. Saccagée par les Mongols, elle devient en 1370 la capitale de Tamerlan, qui la couvre de monuments. Samarcande échoit ensuite au petit-fils de Tamerlan Ulugh Beg. Astronome, poète, musicien, il règne de 1409 à 1449 et fait construire l'une des deux madrasas qui borde le fameux Registan ou « place de Sable » (la madrasa qui lui fait face date du XVII^e siècle). Éclipsée par Boukhara, Samarcande reprend de l'importance quand les Russes, qui l'ont annexée en 1868, la doublent d'une ville européenne. Traditionnellement de culture persane plutôt que turque, et abritant aujourd'hui encore une forte minorité persanophone, Samarcande est considérée par de nombreux Tadjiks comme leur « vraie » capitale.

162

rité penche pour une alliance avec les démocrates de Russie contre les hiérarchies musulmanes conservatrices et caresse l'idée d'un État islamique fédéré avec l'État russe. Mais en octobre 1917, les bolcheviks se rendent maîtres de Tachkent et excluent du pouvoir l'intelligentsia musulmane, jugée « non prolétarienne ». Dès le mois suivant, un État islamique autonome du Turkestan est proclamé à Kokand. Le soviet de Tachkent lance contre lui une expédition en février 1918 (Kokand est mise à sac) puis institue en avril une RSSA du Turkestan. Préoccupés par les excès de « chauvinisme » des Russes installés depuis la conquête, les bolcheviks font cependant des concessions à l'islam, de telle sorte que plusieurs chefs du mouvement jadidiste rejoignent le Parti communiste.

En 1919, la révolte dite des Basmatchis — les « brigands » — éclate au Fergana et gagne

tout le sud du Turkestan, jusqu'à la Turkménie. Des musulmans de toutes origines sociales y participent. Après de premiers revers, les Basmatchis retrouvent une nouvelle vigueur en 1921, quand le Turc Enver Pacha prend leur tête. Mais il est tué l'année suivante et les Basmatchis s'effondrent sous l'effet de leurs propres divisions et de nouvelles concessions des autorités soviétiques. Une résistance sporadique durera jusqu'au début des années 1930.

A Boukhara, en 1917, les musulmans novateurs ont demandé en vain des réformes. En septembre 1920, avec l'aide militaire russe, les plus résolus d'entre eux déposent l'émir et établissent une « république populaire soviétique » qui se veut néanmoins respectueuse de l'islam. Bientôt infiltrée par des communistes russes et tatars, la république populaire sera intégrée à l'URSS en 1924. A

LES KARAKALPAKS

Leur langue s'apparente à celle des Kazakhs. Soumis à la pression de ces derniers, ils quittent le bas Syr Daria puis gagnent, au XVIII^e siècle, le delta de l'Amou Daria où ils tombent sous la coupe du khan de Khiva. La « délimitation nationale » de 1924 dote les Karakalpaks d'une région autonome qui devient l'année suivante une RSSA (dans le cadre de la république fédérative de Russie). En 1936, leur RSSA est rattachée à l'Ouzbékistan pour des raisons géographiques.

Les Karakalpaks sont aujourd'hui les principales victimes de la catastrophe écologique provoquée par la mauvaise gestion des eaux d'irrigation en Asie centrale : le delta de l'Amou Daria s'assèche, la production agricole et le cheptel se réduisent, les rives de la mer d'Aral — naguère très poissonneuse — ont reculé d'une cinquantaine de kilomètres.

Khiva, le scénario est le même : proclamation de la république populaire du Khorezm en 1920, annexion par l'URSS en 1923.

LE TRACÉ DES FRONTIÈRES. Dans sa consistance initiale (1924), la république d'Ouzbékistan excluait les territoires des Karakalpaks mais incluait une république autonome tadjike. Conçues pour délimiter le territoire de populations sédentaires dans un environnement voué au nomadisme, les frontières de l'Ouzbékistan mettent en évidence la difficulté d'une telle entreprise. Aux confins des zones irriguées, les populations tendent à se mêler et les villes sont des lieux d'échanges. Il a donc fallu trouver des compromis. Le fond de la cuvette du Fergana a été attribué à l'Ouzbékistan, mais les piémonts qui l'entourent ont été en grande partie inclus dans la république des Kirghizes — nomades montagnards — ainsi que la ville d'Och, afin que ces derniers puissent disposer d'au moins un centre d'une certaine importance. On a procédé de même dans le Khorezm : les Turkmènes en ont obtenu une partie, dont la ville de Tachauz. Un tel type de découpage pose bien sûr autant de problèmes qu'il en résout, notamment quand il s'agit de la répartition des ressources en eau. C'est en particulier le cas dans le Fergana.

La création, effective en 1929, d'une RSS des Tadjiks distincte de celle des Ouzbeks a soulevé des difficultés encore plus considérables car il s'agissait, cette fois, de tracer une limite entre des populations sédentaires intimement mêlées dans toute la partie centrale de l'ancienne Transoxiane. La solution a consisté à attribuer à l'une ou l'autre république des districts entiers, selon qu'ils étaient peu-

LA POPULATION DE L'OUBÉKISTAN AUJOURD'HUI

Les Ouzbeks (71 % de la population) sont majoritaires dans toutes les régions, sauf dans celle de Tachkent (47 %) et en Karakalpakie (33 %). Les Russes, de même que les Tatars et les Ukrainiens, sont surtout implantés à Tachkent et ses environs et dans quelques villes importantes : Samarcande, Boukhara, Fergana. Les Kazakhs forment des minorités frontalières à proximité de Tachkent, dans le Kizil Koum au nord de Boukhara et en Karakalpakie. La proportion de Tadjiks fait en revanche l'objet de controverses. Le recensement de 1989 en dénombre moins d'un million, pour la plupart à Samarcande, dans l'extrême sud de la république et dans le Fergana. Mais les autorités de Douchanbé affirment que les Tadjiks seraient beaucoup plus nombreux s'ils n'avaient subi une « ouzbékisation » forcée, en particulier à l'école, ou dû céder à des pressions pour se déclarer, lors du recensement, Ouzbeks plutôt que Tadjiks. Parmi les peuples déportés (voir page 91), l'Ouzbékistan compte surtout des Tatars de Crimée (régions de Tachkent et de Samarcande), des Coréens (région de Tachkent) et des Meskhets, plus dispersés.

plés d'une majorité de persanophones ou de turcophones. En conséquence, le district de Khoudjand, situé à l'entrée du Fergana, a été attribué au Tadjikistan, ce qui ajoute une extravagance aux frontières de l'Ouzbékistan. En conséquence aussi, chacune des deux républiques contient une forte minorité de membres de l'autre ethnie.

L'OUBÉKISTAN INDÉPENDANT. Sous la présidence d'Islam Karimov, l'Ouzbékistan a proclamé son indépendance en 1991. Outre des difficultés économiques dues à la monoculture du coton et à la mauvaise gestion des

eaux d'irrigation, le pouvoir doit affronter une opposition islamiste, particulièrement active dans le Fergana, et le ressentiment de la minorité tadjike, très représentée à Samarcande et à Boukhara.

Les Turkmènes

Les Turkmènes descendent de tribus turques oghouzes, venues d'au-delà de la mer d'Aral, ont migré vers le sud-ouest à partir de la fin du X^e siècle. Certaines de ces tribus, dites aussi turcomanes, ont gagné l'Azerbaïdjan et l'Anatolie ; elles ont aujourd'hui pour (lointains) descendants les Azéris et les Turcs de Turquie. D'autres n'ont pas franchi le Kopet Dag. Mais leurs langues conservent une étroite parenté.

A partir du XVI^e siècle, les Turkmènes, pris dans les conflits entre la Perse séfévide et les khanats ouzbeks de Boukhara et de Khiva, tombent à l'occasion sous la coupe des uns ou des autres ; à moins qu'au contraire ils ne lancent des razzias dévastatrices dans le Khorassan ou le Khorezm. Leur mode de vie, à l'origine purement nomade, évolue néanmoins en raison de l'aridité croissante du Kara Koum. Au début du XIX^e siècle, la plupart des Turkmènes sont déjà établis dans le sud du pays (piémont du Kopet Dag, oasis de Merv, vallée de l'Amou Daria) ou aux lisières du Khorezm. Ils n'ont pas abandonné pour autant leurs pratiques : en 1861 encore, les marchés de Boukhara et de Khiva sont inondés de milliers d'esclaves persans à la suite d'un raid turkmène dans le Khorassan.

LES TURKMÈNES DANS L'EMPIRE RUSSE. En 1870, les Russes fortifient Krasnovodsk, bien-

tôt point de départ d'un chemin de fer en direction de l'est. La campagne de soumission des Turkmènes débute en 1877. Les Russes, après un grave revers en 1879, s'emparent du camp retranché de Gök Tepe (à l'ouest d'Achkhabad) en 1881 et y massacrent les Tekke, puissante tribu turkmène qu'inspirait dans sa résistance le cheikh soufi Kurbanmyrat. Merv se rend sans combattre en 1884, à la suite des intrigues menées dans la place par Alikhanov, un colonel de l'armée russe néanmoins musulman (il était d'origine leghienne). En 1885, les Russes prennent l'oasis de Pandjeh, qui appartenait en principe à l'Afghanistan.

En raison de son accès désormais facile par chemin de fer, la province transcaspienne (comme on nomme alors la Turkménie) connaît un très rapide essor de la culture du coton. Simultanément, les Turkmènes se sédentarisent pour de bon, tandis que les nouvelles autorités encouragent l'expansion d'un islam plus orthodoxe que le soufisme naguère dominant. (Les tombes de cheikhs soufis n'en font pas moins aujourd'hui encore, au Turkménistan, l'objet de pèlerinages très assidus.)

LE TURKMÉNISTAN SOVIÉTIQUE ET L'INDÉPENDANCE. En juillet 1918, un soulèvement chasse les bolcheviks qui tentaient de prendre le contrôle d'Achkhabad. Un gouvernement indépendant est aussitôt mis en place, avec l'appui de troupes britanniques venues de Perse. Après le retrait de celles-ci, l'Armée rouge s'impose au début de 1920. La « délimitation nationale » (1924) institue d'emblée une RSS du Turkménistan qui, outre la province transcaspienne, inclut des territoires prélevés sur les anciens khanats de Boukhara

(moyenne vallée de l'Amou Daria) et de Khiva (ouest du Khorezm). A partir de 1928, la collectivisation provoque l'exode d'une centaine de milliers de Turkmènes vers l'Afghanistan.

La transformation la plus importante du Turkménistan résulte ensuite du creusement, à partir de 1954, du Grand canal turkmène, dit aussi canal Lénine ou canal du Kara Koum. Il détourne une partie des eaux de l'Amou Daria en direction de Merv et d'Achkhabad et permet d'irriguer plusieurs centaines de milliers d'hectares. Son prolongement jusqu'à la Caspienne est aujourd'hui abandonné.

Separmurad Nyazov étant président de la République, l'indépendance a été procla-

mée en 1991. La société turkmène demeure très spécifique et peu sensible à l'islamisme, contrairement à la société ouzbèke voisine. Les Turkmènes sont ethniquement proches des Turcs de Turquie mais géographiquement proches des Iraniens. Aussi s'efforcent-ils de nouer des relations cordiales avec les uns et les autres.

Les Ouïghours

Le nom d'Ouïghour, tombé en désuétude au XV^e siècle, fut ressuscité dans les années 1920 en URSS pour désigner des minorités originaires du Turkestan oriental, puis adopté par les autorités chinoises. Les Ouïghours d'origine,

du VIII^e au XIII^e siècle, avaient porté la culture turque à son premier apogée, en Mongolie d'abord, dans les oasis au nord du Tarim ensuite. Peu à peu islamisées et accrues de nouveaux arrivants, les populations sédentaires du Turkestan oriental s'étaient, dans les siècles suivants, repliées sur elles-mêmes. On distinguait les Tourpanliks (de Tourfan), les Aksoulouks (d'Aksou), les Kachkaliks (de Kachgar), les Yakanliks (de Yarkand)... qui parlaient des dialectes différents, ces dialectes n'étant pas dérivés de l'ouïghour ancien mais proches des dialectes ouzbeks. Les Ouïghours d'aujourd'hui, culturellement unifiés au XX^e siècle, se caractérisent par leur mode de vie sédentaire, distinct de celui des autres populations tur-



TURKMÉNISTAN
République
du Turkménistan



Population (1989)	3 523 000
Superficie	488 100 km ²
Capitale	Achkhabad

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Turkmènes	2 537 000
Russes	334 000
Ouzbeks	317 000
Kazakhs	88 000

RELIGIONS

Les Turkmènes sont de tradition musulmane sunnite.

TURKMÈNES HORS DU TURKMÉNISTAN

Iran (estimation)	800 000
Afghanistan (estimation)	300 000
Ouzbékistan (1989)	122 000

cophones du Xinjiang (Kazakhs, Kirghizes). Ils constituent, à cet égard, le pendant oriental des Ouzbeks.

DES CHINOIS AUX RUSSES. Les Chinois ayant conquis le Turkestan oriental au XVIII^e siècle lui donnent le nom de Xinjiang, « Nouveau territoire » (francisé en Sinkiang). Des immigrants chinois (et notamment des Hui, Chinois musulmans) s'installent aussitôt dans la région. En 1825-1828, les turcophones de Kachgar et de Yarkand se révoltent. Le soulèvement le plus grave éclate en 1865 sous la conduite de Yakub Beg. Au début des années 1870, tout le bassin du Tarim et les oasis au sud des Tian Chan sont passés à la rébellion. Yakub Beg se fait reconnaître « émir de Kachgarie » par le sultan de Constantinople. Simultanément, il s'efforce de jouer les Britanniques contre les Russes, qui lui sont hostiles. Une mission britannique se rend à Kachgar en 1873. Mais la contre-offensive chinoise, en 1877-1878, met fin à l'aventure et s'accompagne d'une répression féroce.

La Russie a profité des événements pour occuper le haut bassin de l'Ili en 1871. Sous la pression britannique, elle doit le restituer en 1882 mais conserve au Xinjiang des privilèges commerciaux et des consulats, qui vont jouer un rôle politique croissant.

L'EMPRISE SOVIÉTIQUE. A la suite de la Révolution chinoise (1911), Yang Zengxin, un « seigneur de la guerre », devient gouverneur du Xinjiang. En ménageant à la fois les Chinois et les musulmans, il parvient à maintenir le calme et signe en 1924 un traité commercial avec l'URSS. A Yang, assassiné en 1928, succède Jin Shuren, qui se rend vite

impopulaire. Les émeutes et les ambitions de ses rivaux tournent en 1931 à la mêlée générale. S'opposent alors : l'armée de Ma Zhongying, un Hui (Chinois musulman) qui, assisté de conseillers turcs et japonais, veut reconstituer l'empire de Tamerlan ; des indépendantistes ouïghours qui proclament une « république du Turkestan oriental » dans le bassin du Tarim ; un gouverneur nommé par les autorités de Nankin ; enfin l'armée de Sheng Shicai, ex-dirigeant nationaliste chinois que soutiennent des Russes blancs repliés sur le Xinjiang au début des années 1920. Les autorités soviétiques optent pour Sheng, car elles redoutent les ambitions panislamiques de Ma Zhongying.

Sheng, l'ayant emporté en 1933, renoue avec la politique de Yang en se conciliant les Ouïghours. En même temps, l'emprise soviétique s'amplifie : Sheng adhère au Parti communiste d'URSS. En 1940, les Soviétiques obtiennent pour cinquante ans l'exploitation de tout le sous-sol du Xinjiang. Sheng, après s'être rapproché du gouvernement nationaliste chinois en 1942, abandonne le pouvoir en 1944. Aussitôt, une rébellion des Ouïghours et des Kazakhs (nombreux dans le nord du Xinjiang) débouche sur la proclamation d'une république du Turkestan oriental, soutenue par l'URSS. A la tête du mouvement se trouve l'Ouïghour Saifudin, qui a fait ses études à Tachkent. Les Soviétiques signent néanmoins en 1945 un accord avec la Chine stipulant que le Xinjiang restera chinois. Quatre ans plus tard, tous les dirigeants du Xinjiang, à commencer par Saifudin, se rallient aux communistes chinois victorieux. Saifudin parviendra à exercer un rôle politique éminent dans la région jusqu'en 1978.

LA RÉGION AUTONOME DU XINJIANG-OUÏGHOUR. Depuis 1949, la politique des autorités chinoises vis-à-vis des minorités nationales n'a cessé de fluctuer. Les phases de reconnaissance ont alterné avec les phases de dénonciation du « nationalisme » et du « séparatisme ». Au début des années 1990, la tendance semble à la conciliation. En revanche, la position de principe de Pékin n'a jamais varié : la Chine est un État unitaire qui ne saurait comporter en son sein des « républiques », à la différence de l'ex-URSS. Aussi le statut du Xinjiang-Ouïghour, adopté en 1955, en fait-il une « région autonome ».

Pour la Chine, le Xinjiang présente une importance économique et stratégique de premier ordre (c'est à proximité du Lob Nor, à l'est du bassin du Tarim, qu'ont lieu, à partir de 1964, les essais d'armes nucléaires). Il fallait donc, à la fois, éliminer les restes de l'influence soviétique, renforcer le caractère chinois de la région et obtenir, d'une façon ou d'une autre, l'assentiment des populations autochtones.

En 1954, l'URSS renonce aux privilèges miniers obtenus en 1940 mais conserve ses consulats, qui animent une « Ligue des citoyens soviétiques » à laquelle adhèrent encore de nombreux Kazakhs, Ouïghours, etc. du Xinjiang. Des incidents ayant éclaté dans le bassin de l'Ili en 1962, les consulats soviétiques sont fermés et la frontière close. Les relations traditionnelles de voisinage entre le Xinjiang et le Kazakhstan ne reprendront qu'à la fin des années 1980.

La sinisation du Xinjiang a été menée avec vigueur : en 1949, les Chinois proprement dits (Han) formaient 6 % de la population de la région ; en 1957, 10 % ; en 1982,

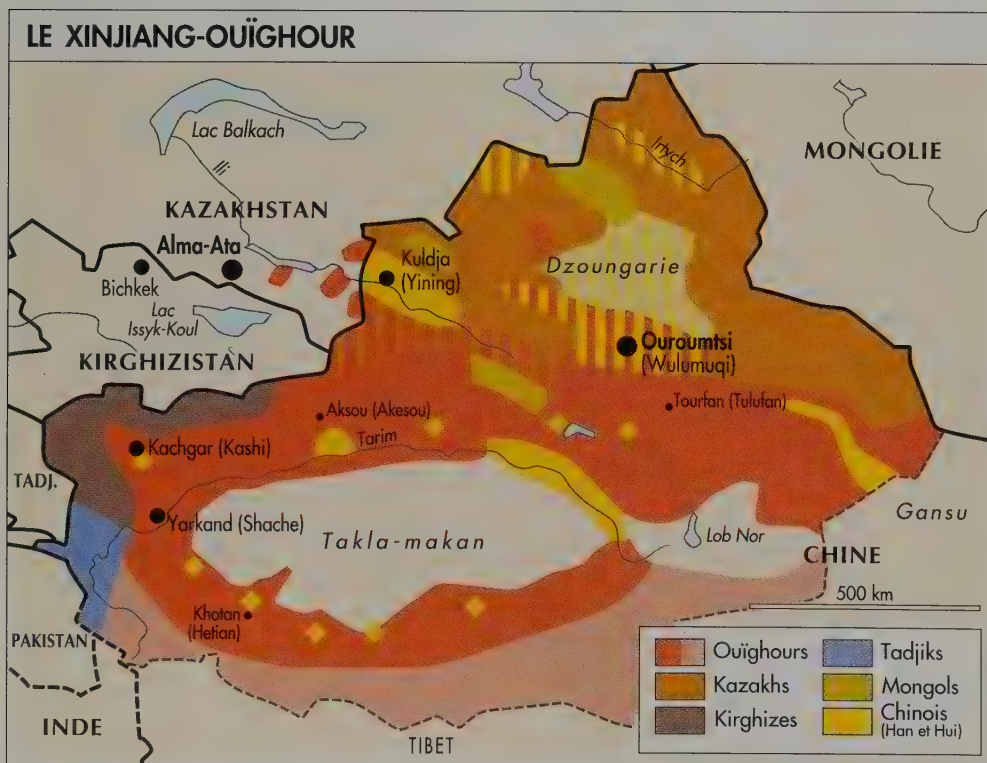
40 %. Beaucoup d'immigrants Han sont des citadins, qui s'ajoutent aux « soldats-laboureurs » établis par les « Corps de production et de construction » de l'armée de 1954 à 1974 et, à nouveau, depuis 1982.

Les populations autochtones n'ont obtenu de réelles satisfactions de leurs revendications qu'à partir des années 1980. La première, en 1981, a consisté en un retour à l'alphabet arabe pour les langues ouïghoure et kazakhe, qui avaient été transcrites en caractères cyrilliques (de 1956 à 1959) puis

latins. Ce retour à la tradition s'est accompagné de concessions à l'islam : ouverture d'un institut de théologie islamique à Ouroumtsi ; impression, à Pékin, d'une traduction du Coran en ouïghour. A la fin des années 1980, on dénombrait au Xinjiang quelque 17 000 mosquées, dont 150 dans la seule ville de Kachgar.

LA POPULATION DU XINJIANG AUJOURD'HUI.
En dehors de citadins de toutes professions, les Han sont agriculteurs, implantés notam-

ment dans la région de l'Ili, à l'ouest d'Ouroumtsi et dans les oasis au pied des Tian Chan. Les Hui (Chinois musulmans) sont en majorité citadins. Les Ouïghours forment toujours le fond de la population des oasis mais sont de plus en plus présents dans les villes. De nombreux Kazakhs, de même que les Kirghizes, continuent de pratiquer un pastoralisme transhumant. Les Mongols, éleveurs eux aussi, descendent des Dzoungares ayant échappé aux massacres du XVIII^e siècle. Le bassin de l'Ili abrite enfin des Dongxiang, musulmans de langue mongole, et des Xibe (Mandchous), les uns et les autres descendants de colons implantés par la dynastie des Qing.



XINJIANG-OUÏGHOUR

Région autonome dans le cadre de la République populaire de Chine

Population (estimation 1988) 14 000 000
Superficie 1 646 800 km²
Capitale Ürümqi (Ouroumtsi)

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (estimation 1988)

Ouïghours 6 000 000
Chinois Han 6 000 000
Kazakhs 950 000
Chinois Hui 600 000
Kirghizes 120 000
Mongols 120 000

RELIGIONS

Les Ouïghours, les Kazakhs, les Hui et les Kirghizes sont de tradition musulmane sunnite ; les Mongols de tradition bouddhiste « lamaïste ».

OUÏGHOURS HORS DU XINJIANG (1989)

Kazakhstan 185 000
Kirghizistan 37 000
Ouzbékistan 36 000

LES AZÉRIS

L'Azerbaïdjan tire son nom de celui du général perse Atropates qui s'y tailla un royaume à l'époque d'Alexandre le Grand. Avant l'an mille, le pays était peuplé, au centre et au sud, d'ethnies iraniennes, à l'ouest, de Kurdes et d'Arméniens, au nord, d'ethnies caucasiennes. Incorporé dans l'Empire perse sassanide au III^e siècle, l'Azerbaïdjan passe après 650 aux mains des Arabes, qui ne le colonisent guère. Au X^e siècle, des Iraniens (les Daylemiens) et des Kurdes dominent la région.

La genèse des Azéris

LES INVASIONS TURCOMANES ET LES MONGOLS. En 1025, Arslan Israïl, fils du chef turc oghouz Seldjûk, isolé dans le Khorassan avec une partie de ses troupes, s'en échappe et les conduit en Azerbaïdjan. Son neveu Tughril Beg, à la tête du gros des forces, entreprend en 1040 la conquête de l'Iran et fonde en 1055 la dynastie des Grands Seldjoukides. Un clivage apparaît d'emblée entre les partisans de Tughril Beg, qui entend faire régner l'ordre, et ceux d'Arslan Israïl, peu enclins à abandonner une vie de nomades volontiers pillards. L'usage veut que l'on nomme « Turcomans » les Turcs oghouz ainsi attachés au nomadisme. Canalisés vers l'ouest par les Grands Seldjoukides, les Turcomans envahissent les marches orientales de l'Empire byzantin. Alp Arslan, successeur de Tughril Beg,

ayant écrasé les Byzantins à Mentzikert en 1071, les Turcomans pénètrent en Anatolie. Mais les descendants d'Arslan Israïl y fondent à leur tour un État policé (le sultanat seldjoukide de Roum), de telle sorte que les Turcomans proprement dits se trouvent cantonnés en Anatolie orientale et en Azerbaïdjan.

En 1221, des Mongols pénètrent en Azerbaïdjan et décident d'y rester. Ils sont rejoints dans les années 1250 par Hülegü, un petit-fils de Gengis Khan, qui se proclame ilkhan (d'Iran). L'Ilkhanat a pour cœur l'Azerbaïdjan et pour capitale Maragha (elle sera transférée à Tabriz par le fils de Hülegü). Les armées mongoles comptaient de nombreux Turcs, qui sont venus s'ajouter aux Turcomans, mais les Mongols exercent le pouvoir : après l'effondrement de l'Ilkhanat en 1335, le clan mongol des Djalaïrides prend la relève. En revanche, les expéditions de Tamerlan, à partir de 1380, entraînent une redistribution des forces dont les Turcomans vont tirer parti.

KARA KOYUNLU ET AK KOYUNLU. Le groupe tribal turcoman qui porte le nom de Kara Koyunlu (« Mouton Noir ») s'individualise au XIV^e siècle dans la région du lac de Van. Kara Yusuf, leur chef à partir de 1389, s'oppose à Tamerlan. Battu, il trouve asile chez les Mamelouks, qui l'internent en compagnie du chef des Djalaïrides, lui aussi « réfugié ». Les deux chefs décident que, le moment venu, les Kara Koyunlu auront l'Azerbaïdjan et les Djalaïrides la haute Mésopotamie. Mais après la mort de Tamerlan, le plan de partage fait long feu : en 1410, Kara Yusuf élimine les Djalaïrides et s'empare de l'Azerbaïdjan, de l'Irak, de l'Anatolie orientale... La puissance des Kara Koyunlu atteint son

apogée sous le règne de Djihan Chah, poète bilingue turc et persan à qui l'on doit la mosquée Bleue de Tabriz. Djihan Chah, toutefois, périt en 1467 entre les mains des Ak Koyunlu.

Les Turcomans dits Ak Koyunlu (« Mouton Blanc ») sont apparus au XIV^e siècle dans la région de Diyarbakir. En 1467, leur chef Uzun Hasan prend possession du domaine des Kara Koyunlu et y ajoute une grande partie de l'Iran oriental. Tabriz est alors le siège d'une cour fastueuse où les Vénitiens viennent négocier une alliance (qui ne se nouera pas) contre les Ottomans. La situation se dégrade quand le successeur d'Uzun Hasan décide d'éliminer les survivances du droit mongol au profit de la législation islamique. La révolte des tribus nomades (tant mongoles que turcomanes) tourne à la guerre civile.

DES KIZIL BACH AUX AZÉRIS. L'épopée des Kizil Bach (« Têtes Rouges ») relève autant de l'histoire de l'Iran dans son ensemble que de celle de l'Azerbaïdjan en particulier. Elle se traduit par l'avènement de la dynastie séfévide qui, à partir de 1501, règne sur la Perse, Azerbaïdjan compris (voir page 118). Mais elle est aussi à l'origine de la formation du peuple azéri lui-même.

Au début du XVI^e siècle, les Turcomans d'Anatolie orientale opposent aux Ottomans une résistance d'autant plus farouche que le mouvement kizil bach ne cesse de progresser chez eux. En 1511-1512 éclatent en Anatolie de grandes révoltes turcomanes que les Séfévides ne tardent pas à soutenir. Selim I^{er}, sultan ottoman à partir de 1512, exerce une répression brutale puis lance une armée en direction de l'est. Après la défaite du Séfévide

Chah Ismaïl à Tchaldiran en 1514, les Ottomans peuvent consolider leur emprise sur l'Anatolie orientale. Aussi de nombreux Turcomans d'Anatolie décident-ils de rejoindre leurs frères kizil bach dans l'Empire séfévide (et d'y adopter le chi'isme). Les Turcomans deviennent alors majoritaires en Azerbaïdjan, au point d'imposer peu à peu au reste de la population autochtone leur propre langue, que l'on appellera plus tard l'azéri. Une partie des Turcomans finira par se sédentariser. L'esprit kizil bach survivra néanmoins sous la forme d'un chi'isme nettement opposé au sunnisme ottoman.

Avec le transfert de la capitale à Qazvin (vers 1550) puis à Ispahan, l'Azerbaïdjan cesse d'être le cœur de l'Empire séfévide mais conserve toute son importance stratégique. Les Ottomans, en effet, vont s'y attaquer à maintes reprises jusqu'au XVIII^e siècle. En 1590, Chah Abbas doit leur céder la quasi-totalité de l'Azerbaïdjan (à l'exception d'Ardabil), jusqu'à la mer Caspienne et au Caucase. Il ne reconquerra la province qu'en 1605-1607 et les Ottomans l'attaqueront encore en 1635-1639. En 1722, les Ottomans occupent une fois de plus la région de Tabriz. Mais alors les Russes, pour leur barrer l'accès à la Caspienne, occupent le littoral. Ils s'en iront au début des années 1730, quand Nadir Chah aura expulsé les Ottomans de l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan partagé

A partir de la Géorgie, qu'ils ont annexée en 1801, les Russes progressent en Azerbaïdjan. Installés en 1803 à Gandja (rebaptisée Elizavetpol), ils conquièrent en 1805 les khanats de

LE CONGRÈS DE BAKOU

En septembre 1920, sous l'égide du Komintern, un « Congrès des peuples dominés de l'Orient » réunit à Bakou 1891 délégués de près de quarante nationalités, pour les deux tiers communistes. Quand le bolchevik russe Zinoviev appelle à la guerre sainte contre le capitalisme, l'enthousiasme atteint son comble. Mais les points de vue exprimés n'en divergent pas moins : l'idée que les peuples musulmans opprimés sont par hypothèse « prolétariens » et « révolutionnaires » (exprimée notamment par le Kazakh Turar Ryskouloulov) s'oppose à la vision constante de Lénine, à savoir que la révolution mondiale ne peut être dirigée que par le prolétariat européen, fût-il réduit à sa composante russe.

Karabakh et de Chirvan, en 1806 ceux de Kouba et Bakou et la ville de Derbent. Les Persans réagissent mais sont battus à Aslanduz (sur l'Araxe) en 1812 et, par le traité de Gulistan (1813), doivent reconnaître les conquêtes russes, auxquelles s'ajoute le khanat de Talych. La Perse ayant repris la guerre en 1825, les armées russes s'emparent en 1827 d'Erevan et de Tabriz, puis gagnent Téhéran. Le traité de Turkmentchaï (1828) leur accorde les khanats d'Erevan et de Nakhitchevan. La frontière ainsi établie coupe désormais l'Azerbaïdjan en deux. Aujourd'hui encore, elle sépare la république d'Azerbaïdjan (au nord) de l'Azerbaïdjan iranien (au sud).

L'AZERBAÏDJAN AU XIX^e SIÈCLE. Bien qu'amputée de ses territoires septentrionaux, la province d'Azerbaïdjan demeure la plus riche de l'Empire perse. Le prince héritier du trône, qui en est traditionnellement le gou-

verneur, tient sa cour à Tabriz, alors aussi peuplée que Téhéran. En Azerbaïdjan russe, peu après l'annexion, les khanats ont été supprimés et une administration militaire mise en place. Mais au nord comme au sud de l'Araxe, la société ne change guère : elle reste dominée par de très grands propriétaires terriens.

L'exploitation du pétrole de Bakou commence en 1871. Trente ans plus tard, un oléoduc relie Bakou à Batoum. Bakou est alors le principal producteur de pétrole du monde. Une classe ouvrière pluriethnique s'y développe, milieu propice à l'essor des mouvements révolutionnaires. De nombreux Azéris de Tabriz et des environs travaillent à Bakou, où ils découvrent des idées nouvelles, en particulier lors de la Révolution russe de 1905. Quand, en 1907, la « révolution constitutionnelle » en Perse débouche sur l'élection d'un Madjlis (parlement), les députés de Tabriz figurent parmi les plus radicaux. Le nouveau chah, Muhammad Ali, ayant clos le Madjlis en 1908 et suspendu la Constitution, les constitutionnalistes assument aussitôt le pouvoir à Tabriz. L'année suivante, des troupes russes occupent la ville pour empêcher Muhammad Ali d'y entrer. (L'accord russo-britannique de 1907 a placé l'Azerbaïdjan iranien dans la zone d'influence russe.) Les constitutionnalistes l'emporteront peu après à Téhéran, mais l'Armée russe ne quittera pas Tabriz pour autant. En Azerbaïdjan du Nord, un parti nationaliste, le Moussavat (« Égalité »), voit le jour en 1911.

L'ÉPHÉMÈRE INDÉPENDANCE (1918-1920). La Première Guerre mondiale met d'abord aux prises, dans l'ouest de l'Azerbaïdjan iranien,

les Ottomans et les Russes. Après la Révolution russe de mars 1917, les nationalistes du Moussavat participent aux instances mises en place en Transcaucasie (voir page 90). Mais à Bakou les bolcheviks, avec à leur tête l'Arménien Stepan Chahoumian, sont puissants. Quand éclatera la révolution d'Octobre, ils se rendront maîtres de la ville.

En 1917, les troupes russes quittent l'Azerbaïdjan iranien. Ottomans et Britanniques s'engagent dans une lutte pour le contrôle de l'Azerbaïdjan dans son ensemble, avec comme objectif la maîtrise du pétrole de Bakou, que les bolcheviks vont s'efforcer de conserver. En mai 1918, la « république démocratique fédérative » de Transcaucasie ayant éclaté, l'Azerbaïdjan (du Nord) devient, en pratique, indépendant.

Le gouvernement azerbaïdjanais siège à Gandja, tandis que les bolcheviks tiennent toujours Bakou. En mai 1918, les Britanniques, partis de Hamadan, sont aux portes de l'Azerbaïdjan iranien. Le 4 juin, les Ottomans signent avec la république d'Azerbaïdjan un traité d'assistance militaire. Quelques jours plus tard, le soviet de Bakou lance ses forces en direction de Gandja. Le gouvernement azerbaïdjanais appelle aussitôt son allié à l'aide. Commandées par Nouri Pacha (frère d'Enver Pacha), les troupes ottomanes atteignent Gandja le 20 juin. C'est alors que, pour contrer l'avancée des Ottomans, une liaison s'établit entre les Britanniques et le soviet de Bakou, par l'intermédiaire de la Brigade cosaque persane. Des navires sont mis à la disposition des Britanniques en mer Caspienne. Les Ottomans, cependant, parviennent aux portes de Bakou, que les chefs bolcheviques quittent par la mer le 25 juillet (ils périront

tragiquement le mois suivant). Le 28, un contingent britannique débarque. Mais en septembre les Ottomans bloquent l'arrivée des renforts britanniques par voie terrestre. Aussi les Britanniques doivent-ils évacuer Bakou par la mer, accompagnés de trente mille Arméniens et de la Brigade cosaque persane. Les Azéris massacrent plus de vingt mille Arméniens qui étaient restés sur place, tandis que Nouri Pacha installe le gouvernement azerbaïdjanais à Bakou.

Pour les Ottomans, c'est un succès de courte durée. Leur gouvernement ayant signé l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), les armées ottomanes doivent évacuer l'Azerbaïdjan. Les Britanniques s'installent à Bakou en novembre, sous le commandement du général Thomson, le gouvernement azerbaïdjanais restant en place. Thomson s'efforce d'arbitrer les conflits territoriaux entre Azéris et Arméniens : aux premiers, il attribue le Karabakh ; aux seconds, le Nakhitchevan. En août 1919, la signature d'un traité avantageux avec la Perse paraît une garantie suffisante des intérêts de la Grande-Bretagne dans la région. Aussi les troupes britanniques quittent-elles Bakou en novembre. En janvier 1920, enfin, les Alliés reconnaissent *de facto* l'indépendance de la république d'Azerbaïdjan.

C'est alors que l'Armée rouge marche sur le Caucase. Le 28 avril 1920, des dirigeants soviétiques proclament à Bakou — qui n'a offert aucune résistance — la république socialiste soviétique d'Azerbaïdjan.

L'AZADISTAN. En Azerbaïdjan iranien, après le départ des troupes russes en 1917, un mouvement autonomiste se développe. Sous la

conduite de Cheikh Muhammad Khiabani, que stimule l'exemple de l'Azerbaïdjan du Nord, les autonomistes prennent le pouvoir à Tabriz le 7 avril 1920. Le 23 juin, ils s'érigent en gouvernement d'Azadistan. Ils ne demandent cependant pas l'indépendance mais l'autonomie de la province d'Azerbaïdjan dans le cadre d'une république d'Iran et un statut officiel pour la langue azérie. Le gouvernement de Téhéran réagit par la force. Dès septembre, la rébellion est écrasée et Khiabani tué.

L'AZERBAÏDJAN SOVIÉTIQUE. Par le traité de Kars (13 octobre 1921), les Soviétiques et les Turcs fixent leur frontière en Transcaucasie. Ce traité stipule que le Nakhitchevan fait partie de la RSS d'Azerbaïdjan et qu'il doit bénéficier d'un statut autonome. Les Turcs insistent par ailleurs pour que le Karabakh soit tout entier inclus en Azerbaïdjan, ce à quoi Staline finira par consentir, en dépit des promesses faites aux Arméniens. Au sein de la RSS d'Azerbaïdjan sont instituées la région autonome du Haut-Karabakh (le 7 juillet 1923), puis la RSSA du Nakhitchevan (le 9 février 1924).

La RSS d'Azerbaïdjan associe deux entités très différentes. A Bakou, acquis depuis longtemps aux idées révolutionnaires, l'instauration du régime soviétique se traduit par le retour de l'encadrement russe (et arménien). Ailleurs dans le pays, la société traditionnelle n'a guère évolué, le Moussavat étant demeuré lié à la grande propriété foncière. Comme les autres républiques soviétiques, l'Azerbaïdjan connaît un certain épanouissement culturel dans les années 1920, puis la collectivisation forcée, puis la répression féroce

de tout nationalisme. Beria, véritable maître de la Transcaucasie à partir de 1936, a placé à la tête de l'Azerbaïdjan l'un de ses fidèles, l'Azéri Bagirov. Ce dernier dirigera la république sans partage jusqu'à la condamnation de Beria en 1953 et sera lui-même jugé et exécuté comme complice en 1956.

L'AZERBAÏDJAN IRANIEN. En 1941, l'URSS et la Grande-Bretagne décident d'occuper l'Iran pour assurer leurs liaisons (voir page 122). Le 25 août, des troupes soviétiques pénètrent en Azerbaïdjan iranien. L'abdication de Reza Chah le mois suivant réveille la vie politique en Iran : le parti Toudéh (communiste) voit le jour en 1941 et des mouvements autonomistes renaissent. En septembre 1945 est fondé le Parti démocratique d'Azerbaïdjan (PDA), animé par Djafar Pishavari et d'anciens partisans de Khiabani. Allié au Toudéh, le PDA bénéficie de l'appui politique et militaire de l'URSS, qui cherche à obtenir des concessions de Téhéran. En décembre 1945, Pishavari prend la tête d'un gouvernement autonome d'Azerbaïdjan. Ses méthodes autoritaires le rendent vite impopulaire. De toute façon, les Soviétiques, après avoir signé avec Téhéran un accord en avril 1946, évacuent le pays en mai. En décembre, le gouvernement iranien reprend le contrôle de l'Azerbaïdjan par la force.

L'Azerbaïdjan contemporain

Après 1946, l'Azerbaïdjan du Nord et l'Azerbaïdjan du Sud mènent de nouveau des existences distinctes. Du côté soviétique, deux



phénomènes dominent : la forte emprise du Parti communiste et, surtout, la chute de l'importance des pétroles de Bakou (de 75 % de la production soviétique en 1946 à 2 % à la fin des années 1980). La RSS d'Azerbaïdjan, auparavant perçue comme à la pointe des républiques musulmanes, se trouve marginalisée. C'est la question du Haut-Karabakh qui, avant même l'effondrement de l'URSS, va modifier le cours de l'histoire du pays.

En février 1988, les Arméniens du Haut-

Karabakh demandent le rattachement à l'Arménie. La tension monte aussitôt entre les Azéris et la minorité arménienne d'Azerbaïdjan. Les 28 et 29, des pogroms anti-arméniens font plusieurs dizaines de victimes à Soumgaït (au nord de Bakou). En s'opposant à toute remise en cause des divisions territoriales, Moscou donne satisfaction à l'Azerbaïdjan, mais les Arméniens ne s'inclinent pas. En décembre, un Front populaire (nationaliste) azéri, opposé au régime com-

AZERBAÏDJAN
République
d'Azerbaïdjan



Superficie 86 600 km²
Population (1989) 7 021 000
Capitale Bakou

RÉPARTITION DE LA POPULATION (1989)

Azéris 5 805 000
Russes 392 000
Arméniens* 391 000
... dont Haut-Karabakh 145 000
Lesghiens 171 000

RELIGIONS

Les Azéris sont en majorité de tradition musulmane chi'ite.

AZÉRIS HORS DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN
Iran (estimation) 9 500 000
Russie (1989) 336 000
Géorgie (1989) 308 000
Kazakhstan (1989) 90 000
Arménie (1989)* 85 000

* En raison du conflit entre les deux pays, de nombreux Arméniens ont depuis lors quitté l'Azerbaïdjan et de nombreux Azéris l'Arménie.

muniste, voit le jour. Au début de 1989, Moscou place le Haut-Karabakh sous contrôle militaire, tandis que le Parti communiste azerbaïdjanais s'efforce de contenir l'opposition. Des grèves paralysent néanmoins Bakou en août et septembre. Le Soviet suprême d'Azerbaïdjan vote alors une loi répondant aux vœux des nationalistes. Le Front populaire est officiellement reconnu en octobre. Le mois suivant, Moscou rétablit l'autorité de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh, tout en

exigeant qu'une législation garantisse à ce territoire une pleine autonomie. Les autorités azerbaïdjanaises refusent. Du 13 au 15 janvier 1990, des pogroms anti-arméniens font au moins soixante morts à Bakou. Moscou envoie aussitôt en Azerbaïdjan des troupes qui, dans la nuit du 19 au 20, prennent Bakou d'assaut. Les combats font de très nombreuses victimes chez les Azéris (600 selon les nationalistes). Ayaz Moutalibov, nommé à la tête du Parti communiste azerbaïdjanais, reprend la situation en main (et remportera les élections de septembre-octobre 1990). L'état d'urgence étant maintenu à Bakou, le calme revient peu à peu.

Le 29 août 1991, le Parlement azerbaïdjanais proclame l'indépendance. Bien qu'il ait soutenu les putschistes de Moscou, Moutalibov parvient à se faire élire président de la République en septembre. Mais les revers subis face aux Arméniens dans la région du Haut-Karabakh au début de 1992 le contraignent à la démission en mai. Le mois suivant, Aboulfaz Eltchibey, chef du Front populaire, est élu président de la République au suffrage universel. La lutte contre les Arméniens se poursuit : à la fin de 1992, les Azéris occupent de nouveau les positions qu'ils tenaient un an auparavant.

La République d'Azerbaïdjan, défavorable à l'islamisme, entretient désormais des relations privilégiées avec la Turquie.

LES TURCS DE TURQUIE

À la fin du VII^e siècle, la zone frontière entre le califat et l'Empire byzantin s'établit le long d'une diagonale reliant la chaîne du Taurus à la Géorgie. Les conflits entre musulmans et chrétiens se cantonnent dans cette bande de territoires (les « marches »). À l'ouest s'étend ce que les Arabes nomment *Bilad al-Rum*, le pays des Romains, autrement dit des Byzantins, francisé en Roum. La population y est en majorité de langue grecque, plus nombreuse dans les régions côtières qu'en Anatolie centrale, dont les vastes steppes demeurent sous-occupées.

L'entrée des Turcs en Anatolie

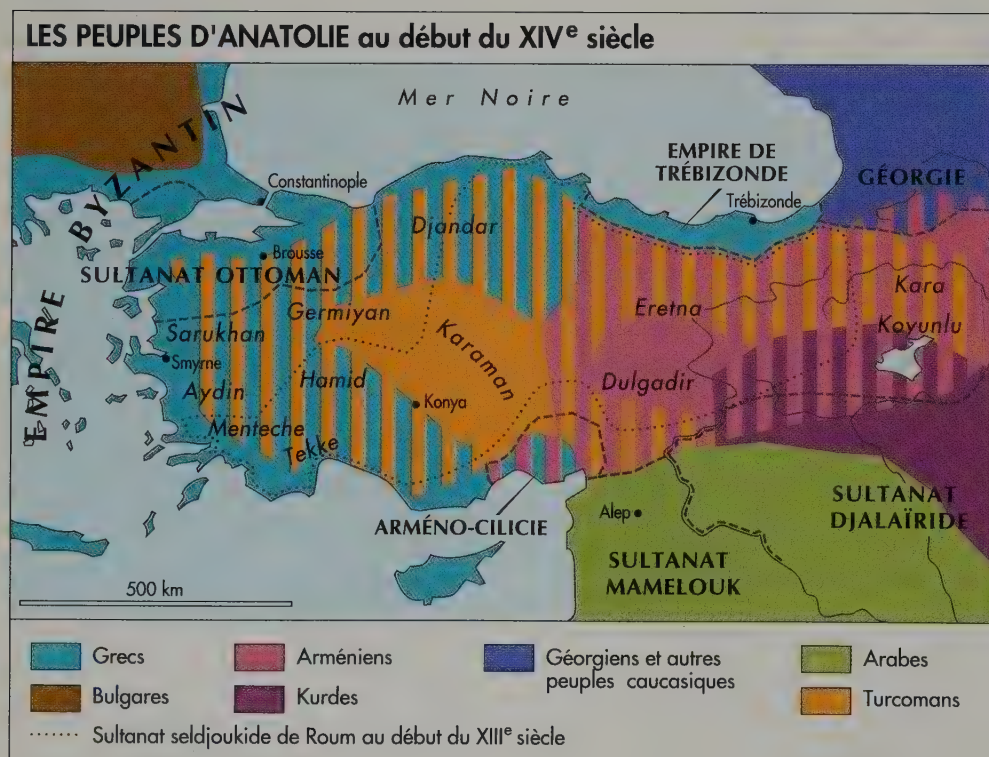
La migration vers l'ouest des Turcomans, originaires d'Asie centrale, entraîne la fondation, en 1055, du sultanat des Grands Seldjoukides d'Iran. Des Turcomans ayant pris le chemin de l'Anatolie, les Byzantins réagissent mais se heurtent au Grand Seldjoukide Alp Arslan, qui les écrase à Mentzikert en 1071. Les portes de l'Anatolie sont dès lors grand ouvertes. Les envahisseurs sont de deux types : nomades turcomans à la recherche de pâtu-

res pour leurs troupeaux ; « guerriers de la foi » ou ghazis qui, depuis longtemps, dans les marches, vivent de razzias en territoire chrétien. Tous se répandent en Anatolie, échappant au contrôle des Seldjoukides comme des Byzantins. L'afflux de Turcomans fait qu'en Anatolie intérieure la langue turque devient *lingua franca*. Les populations chrétiennes autochtones, libérées des tracasseries byzantines, ne se montrent pas nécessairement hostiles et, pour partie, se convertissent à l'islam.

LES SELDJOUKIDES DE ROUM. Aux alentours de 1080, un cousin des Grands Seldjoukides entreprend d'unifier l'Anatolie. C'est l'origine du sultanat seldjoukide de Roum. A la même époque, des « principautés » se mettent en place en Anatolie centrale et orientale, dirigées par des ghazis. Une concurrence s'instaure entre deux conceptions politiques : celle des Seldjoukides de Roum, adeptes d'un État policé à l'image du modèle élaboré par les Grands Seldjoukides ; celle d'une société

ouverte et guerrière, prônée par les ghazis et les nomades turcomans fraîchement immigrés. En pratique, le sultanat de Roum tend à dominer le cœur de l'Anatolie et à orienter l'activité des ghazis, plus ou moins vassaux, vers les provinces périphériques (*udj*), au contact des territoires chrétiens.

En 1176, le sultanat de Roum bat à Myriokephalon les Byzantins et les élimine définitivement d'Anatolie centrale. Le sultanat (avec pour capitale Konya) connaît son apogée au début du XIII^e siècle, peu avant l'arrivée des Mongols, qui lui imposent ensuite leur suzeraineté. Au début du XIV^e siècle, le sultanat de Roum disparaît et l'emprise mongole s'affaiblit. C'est l'occasion pour la tradition des ghazis, renforcée par les afflux de Turcomans, de reprendre vigueur. L'*udj* de Karaman, dans le Taurus, combat les chrétiens d'Arméno-Cilicie. Son chef s'empare de Konya et se proclame successeur des Seldjoukides de Roum. D'autres *udj* se forment en Anatolie occidentale (Germiyan, Aydin, Saruhan, Karasi). En comparaison, l'*udj* d'Osman fait d'abord pâle figure.



La première expansion ottomane

Vers 1280, le chef turcoman Osman (d'où vient le nom d'Osmanli ou Ottoman) hérite d'un petit territoire qui présente l'avantage de faire directement face aux Byzantins. Il peut ainsi, en bon ghazi, concentrer son énergie contre ces derniers et attirer à ses côtés de nombreux Turcomans en quête d'aventure et de butin. En 1326, Osman prend la ville byzantine de Brousse, première véritable

L'ANATOLIE



GÉOGRAPHIE DE L'ANATOLIE.

L'Anatolie est un plateau naturellement steppique. En y pénétrant à partir du XI^e siècle, les Turcomans le vouèrent aux troupeaux. L'agriculture se réfugia dans quelques oasis (dont Konya), dans les vallées d'Anatolie orientale peuplées d'Arméniens et sur le littoral. Ce tableau ne s'est modifié que dans la seconde moitié du XIX^e siècle. A proximité de la mer Égée se sont développées les

cultures du raisin (dit de Smyrne), du tabac, etc. La culture des céréales a peu à peu gagné l'Anatolie centrale. La plaine de Cilicie, drainée et assainie, s'est adonnée au coton. L'Anatolie orientale, en revanche, n'a guère profité du mouvement. Difficile d'accès, ravagée par la Première Guerre mondiale, vidée de sa population agricole arménienne par les massacres et les exodes, elle s'est enfoncée dans un relatif sous-développement.

capitale des Ottomans. Sous le règne de son fils Orhan (1324-1360), les Ottomans acquirent la rive sud de la mer de Marmara et l'accès aux Dardanelles. Orhan passe de là en Europe et conquiert le sud de la Thrace orientale, où il suscite aussitôt une immigration turcomane.

LA CRÉATION D'UN EMPIRE. Après avoir consolidé ses arrières en Anatolie en annexant Ankara, Murad I^{er} (1360-1389) prend Andrinople aux Byzantins (1361), en fait sa nouvelle capitale et conquiert le sud de la Bulgarie. Dès 1363, les Byzantins deviennent, en pratique, vassaux des Ottomans. Mais Murad, dont

l'armée se compose encore surtout de cavaliers, ne peut s'attaquer aux fortifications de Constantinople. En 1388, la principauté de Karaman prend l'offensive en Anatolie. Avec des troupes mises à sa disposition par ses vassaux bulgares, Murad la défait, puis retourne en Europe affronter une coalition dirigée par le prince serbe Lazare. Les Ottomans remportent contre elle la bataille de Kosovo (1389), où Murad trouve la mort.

Du règne de Murad date la transformation des possessions ottomanes en un empire. Mais un équilibre reste à trouver. Du côté européen, dans ce que les Ottomans nomment la Roumélie, une aristocratie militaire turque se constitue par attribution de fiefs. Par ailleurs des ghazis maintiennent par leurs raids une pression sur les pays chrétiens voisins. Les uns et les autres, que cette dynamique enrichit, poussent aux conquêtes en Europe. En Anatolie, les principautés turcomanes, jalouses de leur indépendance, menacent les arrières de l'empire. Or, contre elles, le souverain ottoman ne peut guère employer ses troupes musulmanes. Il lui faut donc l'appui militaire de ses vassaux chrétiens qui, de leur côté, s'emploient à freiner l'expansion en Europe.

BAYEZID ET TAMERLAN. Bayezid I^{er} (1389-1402) a tôt fait de battre les principautés d'Anatolie coalisées contre lui. Rentré en Europe, il refoule les Hongrois. Mais les princes turcomans appellent alors à l'aide Tamerlan, qui envahit le sud-est de l'Anatolie puis s'en va guerroyer en Inde. La menace de Tamerlan est à peine écartée que l'Occident lance contre les Turcs une croisade, dirigée par le roi de Hongrie. En 1396, Bayezid écrase les croisés à Nicopolis, sur la rive bulgare du

LA PREMIÈRE EXPANSION OTTOMANE, XIV^e siècle



Danube. Le prestige des Ottomans devient considérable, ce qui provoque auprès d'eux un nouvel afflux de Turcomans, mais aussi d'élites musulmanes fuyant les ravages de Tamerlan. Bayezid décide de soumettre toute l'Anatolie : Karaman est réduit à merci en

1397, les principautés du nord en 1398, la Cilicie en 1399.

Tamerlan, cependant, revient et les princes turcomans dépossédés se joignent à lui. Il affronte Bayezid près d'Ankara le 27 juillet 1402. Dans le camp ottoman, les troupes chré-

tiennes se battent vaillamment, mais de nombreux Turcomans rejoignent leurs chefs passés dans le camp adverse. Bayezid ayant été fait prisonnier, Tamerlan restaure les principautés turcomanes. A Karaman, agrandie, il attribue un rôle prééminent. Après la mort de Bayezid en 1403, ses quatre fils s'affrontent à tel point que l'Empire ottoman semble devoir éclater. L'« interrègne » prend fin en 1413, quand l'un des fils, Mehmed, parvient à s'imposer.

La restauration de l'empire et son apogée

Mehmed I^{er} (1413-1421) et son fils Murad II (1421-1451) font rentrer dans le giron ottoman le nord et le sud-ouest de l'Anatolie. Karaman subsiste, à la fois État tampon entre les Ottomans et les Mamelouks (maîtres de l'Égypte et de la Syrie) et perpétuelle menace. En Europe, Murad II s'oppose aux Hongrois, qui organisent contre lui des croisades. Il les bat en 1444 à Varna, en 1448 à Kosovo.

MEHMED LE CONQUÉRANT (1451-1481). Héritier d'un empire de nouveau puissant, Mehmed décide de conquérir Constantinople, pour ôter un prétexte aux croisades et pour satisfaire enfin un vieux rêve de l'islam. Après un siège de 54 jours, la ville tombe le 29 mai 1453. Mehmed en fait la capitale. Il se perçoit dès lors comme le continuateur à la fois de l'Empire romain d'Orient et de l'empire islamique qu'était le califat arabe à l'époque classique. Champion du sunnisme, il revendique la prééminence parmi les souverains musul-

LA PRISE DE CONSTANTINOPLE

D'emblée, les musulmans comme les chrétiens ont accordé à l'événement une importance symbolique considérable. Sur le terrain, l'affaire n'en fut pas moins assez mineure. L'Empire byzantin était devenu une minuscule enclave dans l'Empire ottoman, en pratique déjà inféodée à ce dernier. La ville n'abritait plus que 40 000 personnes. L'empereur ayant refusé de capituler, Constantinople fut certes pillée, mais pas trop. Mehmed s'attacha au contraire aussitôt à la reconstruire, à la moderniser, à la repeupler, quitte à user de la contrainte à cet effet. Dès la fin du ^{xv}^e siècle, *Con-*stan*-tinopol-is* (qui, dans la bouche des Turcs, deviendra *I-*stan*-bul*, en français Stamboul) était à nouveau l'une des plus grandes villes d'Europe.

mans. En même temps, il nomme patriarche de Constantinople un homme qu'il sait hostile à Rome et lui donne autorité sur tous les orthodoxes de l'empire, grecs, slaves ou autres. C'est l'origine du *millet* («communauté») chrétien orthodoxe. Le patriarche devient un rouage de l'empire et va désormais trouver son intérêt dans l'expansion ottomane. Enfin, Mehmed magnifie sa propre ascendance turcomane. Ainsi prend forme, par addition d'héritages, l'idée d'un empire à vocation universelle dans lequel, sous l'autorité du sultan, chacun doit trouver sa place, le Turc et le non-Turc, le musulman et le non-musulman.

En Europe, Mehmed conquiert la Grèce, la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine, l'Albanie. Il s'empare en 1475 des comptoirs génois qui jouxtaient le khanat tatar de Crimée. Celui-ci reconnaît la suzeraineté ottomane et restera un allié jusqu'à sa conquête par les

Russes trois siècles plus tard. En Anatolie orientale, Mehmed annexe en 1461 Trébizonde, où régnait encore un empereur byzantin. Moins de dix ans plus tard, les Ottomans s'emparent de Karaman et s'y livrent à des massacres de nomades turcomans. Les Ak Koyunlu d'Azerbaïdjan (voir page 167) rallient les princes turcomans évincés mais sont battus par Mehmed en 1473. Les Turcomans d'Anatolie n'ont plus qu'à se soumettre. Dans le sud, toutefois, le ressentiment demeure vif, ce qui nourrira bientôt des révoltes.

LES OTTOMANS FACE AUX SÉFÉVIDES ET AUX MAMELOUKS. Sous le règne de Bayezid II (1481-1512), la Hongrie et la Pologne reconnaissent la suzeraineté ottomane sur la Valachie et la Moldavie. Mais une nouvelle menace apparaît alors à l'est. L'ordre religieux séfévide a rallié de nombreux Turcomans dans le mouvement kizil bach (voir page 118). Son chef, Ismaïl, après avoir évincé les Ak Koyunlu, s'est fait proclamer chah à Tabriz en 1501. Il a aussitôt décrété le chi'isme duodécimain religion officielle. Le conflit politique quant à l'allégeance des Turcomans d'Anatolie se double ainsi désormais d'un conflit religieux. Pour imposer le chi'isme, Chah Ismaïl use de la terreur contre les sunnites. Le mouvement kizil bach gagne le sud de l'Anatolie, en particulier l'ancienne principauté de Karaman. Une grande révolte enflamme l'Anatolie centrale en 1511.

Avec le soutien des Janissaires, qui contraignent Bayezid à abdiquer, l'un de ses fils devient sultan sous le nom de Selim I^{er} (1512-1520). Convaincu de la gravité de la menace séfévide, il s'avance en Anatolie orientale et fait massacrer les partisans des

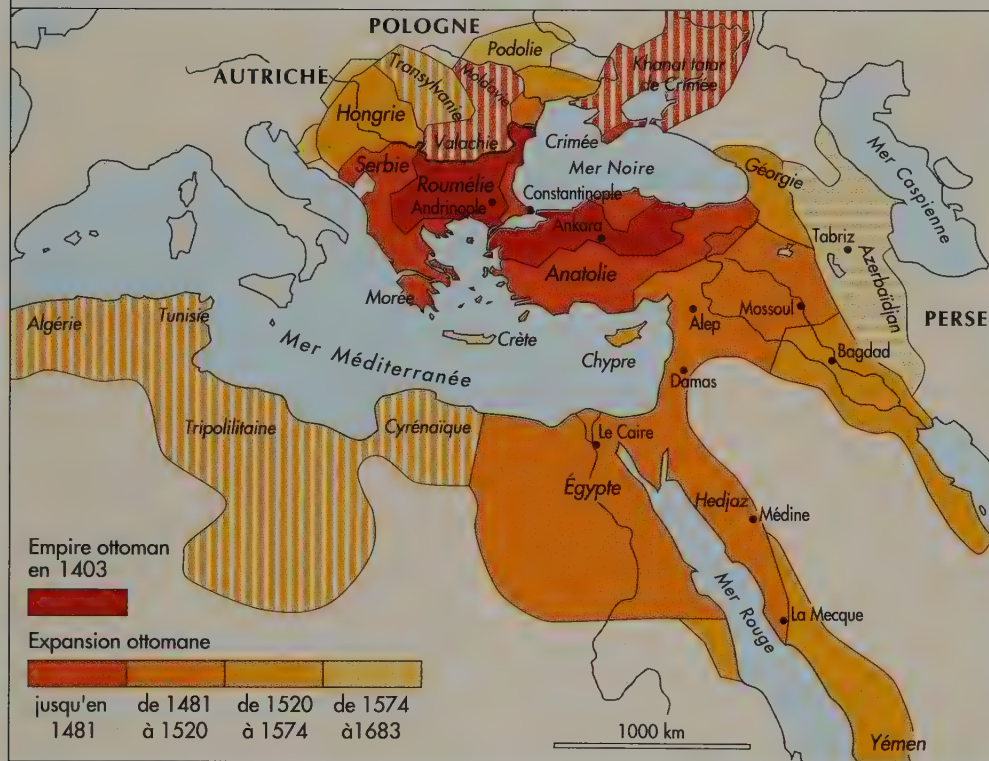
Kizil Bach. Le 23 août 1514, Chah Ismaïl perd la bataille de Tchaldiran. Selim occupe Tabriz mais, trop éloigné de ses bases, doit regagner l'Anatolie. Les Séfévides sont contenus mais non battus. Selim en conclut qu'il faut renforcer les positions ottomanes en Anatolie orientale et, sans doute, neutraliser les Mamelouks, qui menacent en permanence son aile droite. En 1515, les Ottomans prennent Diyarbakir et Mardin et placent les beys kurdes sous leur suzeraineté. L'année suivante, Selim conduit de nouveau une armée à travers l'Anatolie. Le sultan mamelouk ayant dépêché des troupes dans la région du Taurus, Selim les attaque et les bat près d'Alep

LE *DEVCHIRME* ET LES JANISSAIRES

L'institution des Janissaires (en turc *yenicheri*, «nouvelle troupe») date du ^{xiv}^e siècle. Il s'agit d'un corps d'infanterie, composé à l'origine de chrétiens faits prisonniers par le sultan. Le recrutement s'est ensuite opéré sur la base du *devchirme*, «ramassage» d'enfants chrétiens qui, après avoir été islamisés, turquisés et éduqués, devenaient les «serviteurs» du sultan, c'est-à-dire de l'État. Aussi choquante que la pratique nous apparaisse, elle a constitué, du moins jusqu'au ^{xvi}^e siècle, un remarquable outil de promotion sociale, fondé sur le mérite. La haute administration, et nombre de grands vizirs, étaient alors issus du *devchirme*. Leur influence contrebalançait celle de l'aristocratie d'origine turcomane qui, en temps de guerre, fournissait la cavalerie.

La pratique du *devchirme* a disparu au ^{xvii}^e siècle et les diverses composantes de l'élite ottomane ont fini par se fondre. Quant aux Janissaires, ils devinrent une coterie de plus en plus turbulente et militairement inefficace. Lorsque Mahmud II, en 1826, décida d'en finir, ils étaient totalement déconsidérés.

L'EXPANSION OTTOMANE, 1403-1683



en août 1516. Les populations de Syrie se rallient à lui sans difficulté. En janvier 1517, l'armée ottomane franchit le Sinâï. Quelques mois plus tard, l'Égypte est à son tour intégrée dans l'Empire ottoman. Le *cherif* de La Mecque fait allégeance et Selim devient Protecteur des Lieux saints.

L'avant-dernière année du règne de Selim voit une nouvelle révolte de nomades turcomans en Anatolie. Ils ont pour chef Dje-

lal, un prédicateur séfévide. Les Janissaires les écrasent mais le nom de « Djelali » restera pour désigner d'autres révoltes turcomanes dans les deux siècles suivants.

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE (1520-1566). Dit aussi en Europe « le Grand Turc », il est connu des musulmans sous le nom de Soliman le Législateur. Sous son règne, les Ottomans parviennent à l'apogée de leur puissance.

Soliman intervient alternativement contre deux ennemis principaux : les Habsbourg à l'ouest, les Séfévides à l'est. Dans les deux cas, toutefois, les champs d'opérations sont trop éloignés pour permettre des victoires décisives. L'Empire ottoman atteint ainsi les limites de son expansion terrestre. En revanche, les opérations navales connaissent un grand essor.

Soliman, ayant défait les Hongrois à Mohacs en 1526, établit sa suzeraineté sur la Hongrie centrale et sur la Transylvanie. Ferdinand de Habsbourg, devenu roi de Hongrie, contre-attaque à plusieurs reprises mais doit se satisfaire de la partie occidentale du pays. Dans les années 1530, une grande confrontation oppose la flotte des Habsbourg à la flotte ottomane, commandée par l'ex-pirate barbaresque Khayreddin, dit Barberousse. Pas plus que sur terre, les opérations ne prennent un tour décisif, mais la paix de 1562 consacre, en fait, la suprématie des Ottomans en Méditerranée orientale.

De grandes révoltes de Djelalis éclatent en 1526-1527. En 1533, Soliman, à son tour, part en campagne et occupe l'Azerbaïdjan. Mais Chah Tahmasp, le successeur de Chah Ismaïl, refuse le combat. Aussi Soliman décide-t-il de s'attaquer à Bagdad, que les Séfévides possédaient encore. La ville tombe d'autant plus facilement qu'à l'approche de Soliman les sunnites se révoltent. Bagdad est annexée en 1534, Bassora en 1547. Les Ottomans gagnent par ailleurs du terrain en Anatolie orientale (Erzurum, Van). Après deux autres expéditions infructueuses en Azerbaïdjan, ils signent avec les Séfévides la paix d'Amasya (1555), première ébauche d'une délimitation des deux empires.

De l'apogée au déclin

A Soliman succède Selim II, le premier d'une longue série de sultans incompetents. La classe dirigeante se divise en factions qui luttent pour le pouvoir et la richesse. Les Janissaires, appelés à maintenir l'ordre dans les provinces, s'y érigent en nouvelle féodalité. A Constantinople, ils imposent leur point de vue par la force à plusieurs reprises au cours du XVII^e siècle. Les tentatives de réforme visent non à changer les institutions ottomanes — jugées les meilleures — mais à revenir à l'esprit qui les animait à la « grande époque », celle de Soliman. Aussi s'agit-il, avant tout, de restaurer la moralité, en luttant contre l'indiscipline et la corruption. Parfois efficace à court terme, une telle politique n'a pas d'effet durable. L'Empire ottoman demeure néanmoins, pour ses voisins, une puissance redoutable. Les Européens ne prendront conscience de son déclin que durant la seconde moitié du XVII^e siècle.

LES GUERRES CONTRE VENISE ET CONTRE LA PERSE. En 1570-1571, les Ottomans conquièrent Chypre, dont ils chassent les Vénitiens. Des paysans turcs d'Anatolie sont aussitôt installés dans l'île. Les Chypriotes grecs, orthodoxes, font bon accueil aux Ottomans qui les libèrent de la hiérarchie catholique imposée par les Vénitiens. Venise conservait encore la Crète. En 1645, les Ottomans débarquent à La Canée, où les Grecs orthodoxes, comme les Chypriotes, les accueillent avec faveur. Mais la conquête, mal conduite, ne s'achèvera qu'en 1669.

Ayant de nouveau attaqué la Perse, les Ottomans placent en 1583 la Transcaucasie

sous leur suzeraineté, puis annexent l'Azerbaïdjan. Le nouveau chah, Abbas, doit signer la paix (1590). Pour Constantinople, c'est une grande victoire, qu'accompagne un butin considérable. Mais la puissance séfévide n'est pas abattue : dès 1603-1604, Chah Abbas reconquiert le terrain perdu et menace l'Anatolie, où éclatent des révoltes de Djelalis. Les Ottomans doivent s'incliner. La paix signée en 1612 reprend les termes du traité d'Amasya. Chah Abbas, néanmoins, s'empare en 1624 de Bagdad, que les Ottomans ne reprennent qu'en 1638. L'année suivante, le traité de Zehab réaffirme la souveraineté ottomane sur la Mésopotamie, tandis que les Séfévides acquièrent Erevan.

L'ÉCHEC DU SIÈGE DE VIENNE. En 1664, les Ottomans attaquent l'Autriche. La paix aussitôt signée renforce leur emprise sur la Transylvanie et la Hongrie. En 1672, ils conquièrent la Podolie (sur la Pologne) et, dix ans plus tard, la Haute Hongrie (sur les Habsbourg). Le nouveau grand vizir forme alors le projet de s'emparer de Vienne. Le siège mis devant la ville en juillet 1683 doit cependant être levé dès septembre, l'intervention du Polonais Jean Sobieski ayant fait pencher la

LES GAGAOUZES

Au nombre de près de 200 000, les Gagauzes parlent une langue turque proche de l'osmanli mais sont chrétiens orthodoxes. Ils ont, au XVIII^e siècle, migré de la Bulgarie vers le nord, au-delà des bouches du Danube. Partagés entre la Moldavie et l'Ukraine, ils revendiquent aujourd'hui un statut d'autonomie.

balance en faveur des Autrichiens. Les Ottomans se replient. Ce qui aurait pu n'être qu'un épisode marque le point de départ d'un recul quasi constant de l'Empire ottoman jusqu'à sa chute en 1918.

Le recul face aux Autrichiens et aux Russes

A la fin du XVII^e siècle, l'Empire ottoman passe d'une phase offensive à une phase défensive. Désormais incapable de faire face à une coalition de puissances, il entre — de mauvais gré — dans le jeu diplomatique européen, tout en demeurant foncièrement imperméable aux influences de l'Occident (sauf en matière d'armement). De leur côté, les Européens ne tiennent pas l'Empire ottoman pour un partenaire comme les autres. Bref, de part et d'autre, la méfiance, voire l'hostilité restent grandes. Aussi les conservateurs ottomans, en désignant les réformateurs comme des suppôts des chrétiens, l'emportent-ils régulièrement.

LA LUTTE CONTRE LES AUTRICHIENS. Soutenus par la Pologne et par Venise, les Habsbourg contraignent les Ottomans à lutter sur plusieurs fronts. En 1686, l'armée ottomane abandonne la Hongrie, tandis que les Vénitiens ont conquis la Morée (ou Péloponnèse). Deux ans plus tard, les Autrichiens envahissent la Serbie, la Bosnie, la Transylvanie, la Valachie... Les Ottomans reprennent position sur le Danube en 1690 et la guerre piétine jusqu'à la victoire des Autrichiens en 1697. Au traité de Karlowitz (1699), les Ottomans renoncent à la Hongrie, à la Transylvanie et

à la Croatie, mais conservent le Banat. La Pologne récupère la Podolie.

Les Phanariotes (Grecs orthodoxes de Constantinople) poussent à la reprise des hostilités contre les Vénitiens. En 1715, les Ottomans reconquièrent la Morée, puis menacent la Dalmatie et la Croatie, ce qui provoque une réaction autrichienne. A nouveau battus, ils doivent en 1718 (traité de Passarowitz) céder aux Autrichiens le Banat, le nord de la Serbie et l'ouest de la Valachie (Olténie). Ils con-

servent cependant la Morée. La revanche vient quelque vingt ans plus tard : au traité de Belgrade (1739), les Ottomans, victorieux, récupèrent la Serbie et l'Olténie. La frontière ainsi fixée ne variera plus jusqu'en 1878.

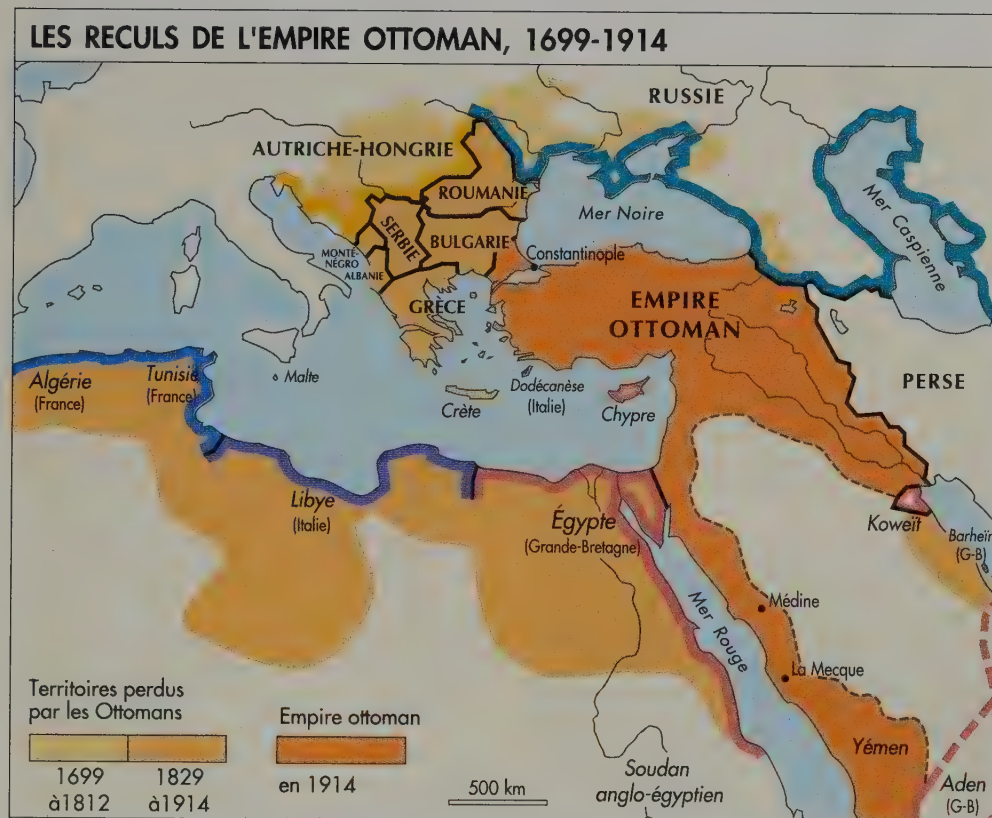
LES RECULS FACE AUX RUSSES. Dès le règne de Pierre le Grand (1682-1725), les Russes cherchent à s'implanter sur la mer Noire mais, trop éloignés de leurs bases, ne peuvent se maintenir face aux Tatars de Crimée ou

aux Ottomans. Au cours du XVIII^e siècle, toutefois, ils améliorent leur logistique. Aussi la guerre qui éclate en 1768 tourne-t-elle à leur avantage. Les Russes occupent la Moldavie et la Valachie tandis qu'une flotte russe, partie de la Baltique, parvient en mer Égée où elle détruit la flotte ottomane. En 1771, les Russes envahissent la Crimée. Les difficultés intérieures de la Russie (la révolte de Pougatchev éclate en 1773) sauvent les Ottomans de la catastrophe. Au traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774), ils acceptent une frontière sur le Boug et reconnaissent l'indépendance de la Crimée, que la Russie annexera dès 1783. En conséquence, les Tatars de Crimée commencent à émigrer vers l'Anatolie, de telle sorte que, sur les rives septentrionales de la mer Noire, les musulmans deviendront bientôt minoritaires.

En tentant par deux fois de récupérer le terrain perdu, les Ottomans reculent encore. Au traité de Iassy (1792), la frontière russe est établie sur le Dniestr. Au traité de Bucarest (1812), les Ottomans cèdent aux Russes la Bessarabie.

L'Empire ottoman au XIX^e siècle

La perte de territoires peuplés de musulmans, autrement dit d'une partie du *Dar al-Islam*, suscite à Constantinople une amertume qui va peu à peu conduire la Sublime Porte (comme on nomme le gouvernement) à engager, non sans peine, de réelles réformes. En même temps, l'affaiblissement de l'Empire ottoman amène les capitales européennes à s'interroger sur son avenir.



LA QUESTION D'ORIENT. Elle résulte, pour l'essentiel, des conflits qui éclatent au XIX^e siècle entre les Ottomans et leurs sujets chrétiens, surtout dans les Balkans. Les puissances européennes cherchent des solutions qui satisfassent les chrétiens (autonomie, voire indépendance) sans pour autant mettre en péril l'existence même de l'Empire ottoman, considéré comme un facteur de stabilité. En pratique, il s'agit d'éviter qu'une désagrégation de cet empire n'entraîne un bouleversement de l'équilibre entre puissances européennes, et surtout un accroissement immodéré de la puissance russe, que le désir de contrôler les Détroits (Bosphore et Dardanelles) rend entreprenante.

Jusqu'au milieu du siècle, la Russie conserve l'initiative. A la suite de la guerre de Crimée (1854-1856), perdue par les Russes, il est admis que les affaires ottomanes doivent être réglées par une concertation entre puissances. La grave crise de 1875-1876 (voir ci-dessous) n'ayant pas trouvé de solution concertée, les Russes tentent en 1878 un coup de force (traité de San Stefano). La raison l'emporte néanmoins, la même année, à la conférence de Berlin. On entre alors dans une troisième phase : la concertation entre puissances se poursuit, mais l'initiative revient de plus en plus aux États balkaniques eux-mêmes, nouvellement indépendants.

LES OTTOMANS EN QUÊTE DE RÉFORMES. Si la société ottomane, dans son ensemble, n'aspire pas au changement (les sujets chrétiens mis à part), les dirigeants perçoivent que le déclin de la puissance militaire ottomane ne peut conduire qu'au désastre. La difficulté de toute réforme tient à ce que l'organisation

militaire ottomane demeure liée à la structure même de la société. Les corps de Janissaires ou de Spahis (cavalerie), glorieux au XVI^e siècle, ont sombré dans l'inefficacité. Mais les remettre en cause équivalait à renier les traditions et, partant, l'islam. Au début du XIX^e siècle, ce type d'argument suffit à déclencher à Constantinople des émeutes qui ont raison des nouveautés. En sens inverse, quand la réforme de l'armée sera enclenchée (en 1826), elle entraînera de proche en proche une évolution progressive de l'ensemble de la société. La révolte grecque (à partir de 1821) ayant mis crûment en lumière l'incompétence des Janissaires, Mahmud II (1808-1839) décide de frapper : en 1826, ils sont écrasés, massacrés. A leur corps, aboli, Mahmud substitue celui des « Soldats triomphants de Mahomet », embryon de la nouvelle armée ottomane.

La phase suivante de réformes est dite des *Tanzimat* (« règlements »), en référence à deux grands textes édictés en 1839 et 1856. Il s'y ajoutera, en 1876, une Constitution (suspendue dès 1878). La mise sur pied, l'entretien et le fonctionnement de l'armée exigent en effet des réformes dans d'autres domaines : fiscalité plus productive, administration plus efficace, éducation secondaire et supérieure (pour former officiers et administrateurs), etc. Le gouvernement reprend en main l'administration des provinces. Dans les *millet* (communautés de non-musulmans), une évolution se dessine par ailleurs : les hiérarchies religieuses perdent de l'influence au profit de structures plus « laïques ». La haute administration — inspiratrice des *Tanzimat* — y voit la perspective d'une sécularisation de la société ottomane, par fusion des différentes communautés dans une seule « citoyenneté ».

C'est ce qu'on nomme l'« ottomanisme ». Cela restera, pour l'essentiel, une vue de l'esprit, car n'en veulent vraiment ni les musulmans (attachés au statut privilégié que leur confère l'islam), ni les chrétiens (tentés par les autonomismes, voire les séparatismes).

Sous le règne autoritaire d'Abdul Hamid II (1876-1909), l'islam reprend une grande importance officielle, pour la simple raison qu'avec l'accession à l'indépendance des pays chrétiens des Balkans, les musulmans sont devenus très majoritaires dans l'empire. En corollaire, les chrétiens sont souvent maltraités (massacres d'Arméniens dans les années 1890, en particulier), de telle sorte que l'image de l'Empire ottoman devient, aux yeux des Européens, de plus en plus mauvaise.

RECULS DANS LES BALKANS. Au début du XIX^e siècle, dans la partie européenne de l'Empire ottoman, les populations chrétiennes dominent en Moldavie et en Valachie, en Grèce, en Serbie, au Monténégro. Ces pays vont s'acheminer vers l'autonomie puis l'indépendance, avec l'appui initial de la Russie, « protectrice » des orthodoxes. Les régions où vivent de nombreux musulmans, qu'ils soient majoritaires (Thrace, Albanie) ou non (Macédoine), appartiendront au contraire encore à l'Empire ottoman au début du XX^e siècle. C'est ce qu'on nomme globalement la Roumélie, l'un des deux piliers de l'empire (avec l'Anatolie) depuis sa création au XIV^e siècle. La Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie et la Crète sont elles aussi pour partie islamisées.

Au traité d'Andrinople (1829), consécutif à une victoire russe sur les Ottomans, la

LA CRISE DE 1877-1878 et ses suites



Grèce acquiert l'autonomie (puis l'indépendance dès 1830), la Moldavie et la Valachie un statut qui les place sous influence russe. La Serbie devient autonome en 1830. En 1875-1876, de graves troubles éclatent en Bosnie-Herzégovine puis en Bulgarie, que les Ottomans répriment très durement. La Russie intervient, bat ces derniers et leur impose en 1878 le traité de San Stefano, qui stipule la création d'une « Grande Bulgarie » incluant

toute la Macédoine et s'étendant jusqu'à la mer Égée. L'Europe s'indigne. Quelques mois plus tard, la conférence de Berlin élabore un compromis. Elle reconnaît l'indépendance de la Roumanie (née de la fusion de la Moldavie et de la Valachie), de la Serbie et du Monténégro. Deux provinces sont placées sous administration étrangère : la Bosnie-Herzégovine (austro-hongroise) et l'île de Chypre (britannique). La Bulgarie, ramenée à de modestes proportions, devient une principauté autonome, flanquée d'une province dite de Roumélie orientale, dotée d'un statut particulier. (Les Bulgares, par un coup de force, se saisirent de la Roumélie orientale dès 1885.)

Pour les Ottomans, les reculs territoriaux — de droit ou de fait — se traduisent par un afflux de réfugiés musulmans, turcs ou non. Les autorités les orientent vers l'Anatolie. Dans certaines régions demeurées ottomanes, les révoltes deviennent chroniques. En Crète, où les paysans grecs orthodoxes luttent contre les propriétaires musulmans (de langue grecque eux aussi), les puissances imposent un statut spécial en 1898. En Macédoine, elles mettent en place, en 1903, une gendarmerie encadrée par des officiers européens, dans l'espoir de maintenir l'ordre.

L'ANATOLIE. Les défaites de l'armée ottomane face aux troupes égyptiennes d'Ibrahim Pacha (en 1832 à Konya et à nouveau en 1839) ont incité la Porte à reconsidérer l'organisation administrative et militaire de l'Anatolie, qui prend au sein de l'Empire ottoman une importance croissante. Au fur et à mesure que celui-ci se rétracte, l'Anatolie devient par ailleurs une terre d'accueil pour les musulmans

contraints à l'émigration. Le mouvement prend de l'ampleur à la suite de la guerre de Crimée et de la pacification du nord du Caucase par les Russes (1864). Affluent alors, par centaines de milliers, des Tatars de Crimée, des turcophones de Ciscaucasie, des musulmans de langues caucasiennes (Circassiens, etc.), des musulmans des Balkans, turcs en majorité.

Au total, le nombre d'immigrants se situe entre 1,5 et 2 millions. En contrepartie, quelque 300 000 chrétiens quittent l'Anatolie en direction de la Russie ou de l'Amérique. Ces mouvements suscitent des tensions mais l'afflux de main-d'œuvre contribue aussi à un réel essor économique. Vers la fin du siècle, l'Anatolie occidentale devient une grande région céréalière. Aux alentours d'Adana se développe la culture du coton, avec une main-d'œuvre surtout circassienne.

La minorité de langue grecque, implantée sur les côtes et dans les villes, joue un rôle clé dans le commerce. Elle entretient de bonnes relations avec les musulmans. La minorité arménienne se répartit entre les villes, où elle joue un rôle analogue à celui des Grecs, et l'Anatolie orientale, où il s'agit surtout de paysans. De ce côté, la situation devient, au cours du XIX^e siècle, de plus en plus tendue.

LA FRONTIÈRE ORIENTALE. Pour les Ottomans, la menace principale à l'est n'est plus persane mais russe. Implantés en Géorgie vers la fin du XVIII^e siècle, les Russes contrôlent toute la Transcaucasie (voir page 89). Dans chaque guerre contre les Ottomans, ils attaquent simultanément dans les Balkans et sur la frontière orientale. En 1829 (traité d'Andrinople), les Ottomans doivent céder à la Russie

des territoires au sud de la Géorgie. En 1878, la Russie obtient des Ottomans la cession de Kars, Ardahan et Batoum. Outre les ravages qu'elles entraînent, les offensives russes déstabilisent la région. De nombreux Arméniens prennent le parti de la Russie, ce qui aggrave, à leur encontre, l'hostilité des populations musulmanes, kurdes en particulier. Le gouvernement ottoman se préoccupe avant tout de maintenir l'ordre, le cas échéant avec brutalité, dans une zone d'importance stratégique.

La fin de l'Empire ottoman

LES JEUNES-TURCS. Une association d'officiers et fonctionnaires turcs, fondée à Salonique en 1906, forme l'année suivante le Comité Union et Progrès (CUP). Le gouvernement ayant ordonné une enquête, certains de ses membres prennent en 1908 le maquis et réclament la restauration de la Constitution. La désaffection envers le régime est telle que le mouvement s'étend comme une traînée de poudre. Abdul Hamid cède (il sera déposé l'année suivante) et un Parlement est élu. En 1909, à la suite d'une mutinerie (aussitôt réprimée), l'armée vient au premier plan mais le CUP, politiquement organisé, remporte les élections de 1912. Après les revers de l'armée ottomane dans la première guerre balkanique, un coup d'État le porte au pouvoir en 1913. Menée avec une grande vigueur, la politique des Jeunes-Turcs s'en tient néanmoins à la ligne des *Tanzimat* : centralisation, modernisation (de l'armée et de la marine en

premier lieu). C'est encore une politique impériale (ottomane) bien plus que nationaliste (turque).

Alors que les Jeunes-Turcs se hissent au pouvoir, le contexte international se dégrade. En 1908, la Bulgarie proclame son indépendance, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, la Grèce annexe la Crète. En 1911, l'Italie s'attaque à la Libye, dernière possession ottomane en Afrique du Nord, et s'empare l'année suivante de l'archipel du

Dodécannèse. En 1912, la Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie décident de se partager la Roumélie. Ainsi éclate la première guerre balkanique, perdue par les Ottomans en avril 1913. Mais la Bulgarie, mécontente du partage des dépouilles, se retourne en juin contre ses ex-alliés. La seconde guerre balkanique, que les Bulgares perdent dès juillet, permet aux Ottomans de reprendre Edirne.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE. L'Empire ottoman entre en guerre aux côtés des Puissances centrales en octobre 1914. Les opérations vont se répartir en quatre fronts, d'importance inégale : le front oriental, face aux Russes, qui mobilisera la plus grande partie des ressources ottomanes ; les fronts relativement mineurs de Mésopotamie et de Palestine, face aux Britanniques ; le front des Dardanelles, meurtrier mais dont les Ottomans seront débarrassés en janvier 1916.

Enver Pacha, ministre de la Guerre, lance en décembre 1914 une grande offensive en Anatolie orientale, qui tourne au désastre. D'avril à juillet 1915, les autorités ottomanes font procéder à la déportation des Arméniens d'Anatolie orientale, dans des conditions effroyables (voir page 108). Les Russes lancent à leur tour une grande offensive en février 1916 : ils prennent Erzurum, Trébizonde, Erzincan. Dans une zone totalement ravagée, les hostilités cessent en août et ne reprendront qu'en février 1918. Au sud, les Ottomans affrontent en Mésopotamie les Britanniques, qui ont pris Bassora en novembre 1914 (voir page 57). A l'ouest, les Britanniques et les Français montent en février 1915 une opération pour forcer le passage des Dardanelles. Les Ottomans ayant résisté avec



succès, les Alliés se retirent en janvier 1916. Entre-temps, il est vrai, ces derniers ont pris pied à Salonique (c'est l'amorce du « Front d'Orient ») tandis qu'en octobre 1915 la Bulgarie entraînait en guerre aux côtés des Puissances centrales.

Les Britanniques prennent Bagdad en mars 1917, Jérusalem en décembre. A l'est,

les Ottomans signent avec les armées russes l'armistice d'Erzincan (décembre 1917), tout en participant aux négociations engagées entre les Puissances centrales et les bolcheviks. En application du traité de Brest-Litovsk, signé par ces derniers le 3 mars 1918, les Ottomans récupèrent les territoires que les Russes avaient conquis en 1878 (Kars, Ardahan,

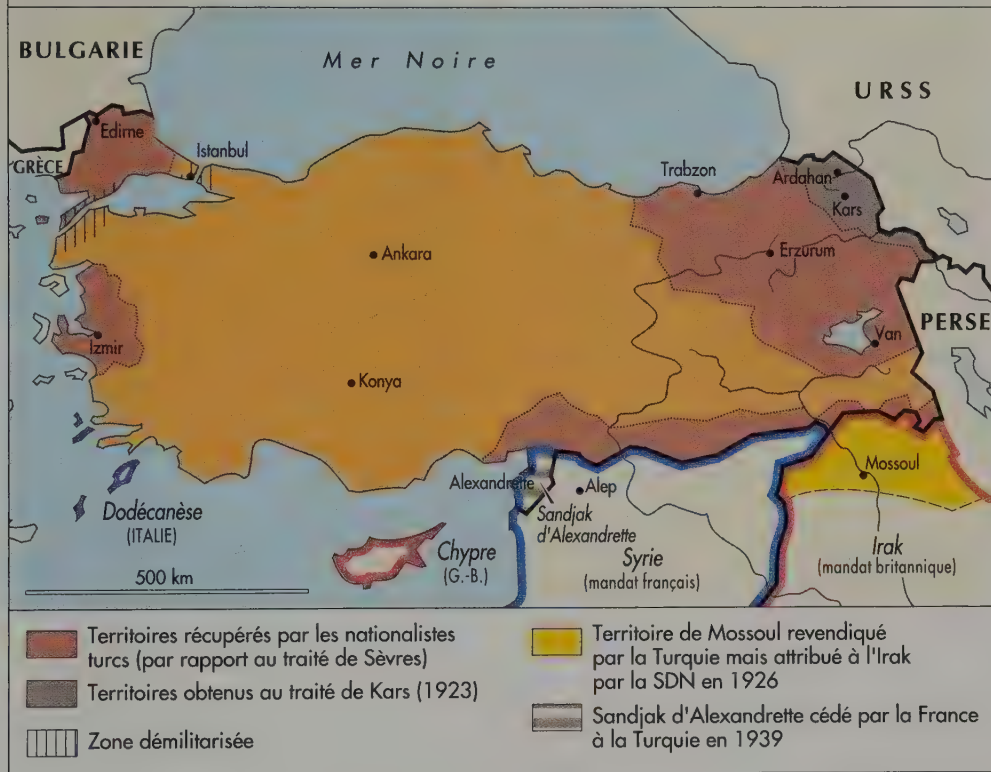
Batoum). Ils signent en juin à Batoum des traités avec la Géorgie et l'Arménie (qui leur cèdent des territoires) et avec l'Azerbaïdjan (qui devient un quasi-protectorat ottoman). En septembre 1918, les troupes ottomanes sont à Bakou, que les bolcheviks ont fui. Mais les Alliés rompent alors le Front d'Orient, ce qui contraint la Bulgarie à signer un armistice le 29 septembre. Constantinople étant directement menacée, les Ottomans sollicitent un armistice à leur tour. Il sera signé le 30 octobre à bord d'un navire britannique ancré en rade de Moudros (île de Lemnos). Invaincus à l'est, les Ottomans ont perdu la guerre à l'ouest. Dans le sud, les Britanniques atteignent Alep en octobre, Mossoul en novembre. En Anatolie orientale, les Ottomans doivent se replier derrière leurs frontières de 1914.

DU TRAITÉ DE SÈVRES AU TRAITÉ DE LAUSANNE. Conformément aux buts de guerre des Alliés, les provinces arabes doivent être détachées de l'Empire ottoman. Il en va de même de l'Arménie. Des sphères d'influence sont prévues en Anatolie, pour l'Italie et la France notamment. La zone des Détroits doit être dotée d'un statut international. Il faut enfin tenir compte des revendications de la Grèce qui, avec l'assentiment de la Grande-Bretagne, a installé des troupes à Smyrne en mai 1919. Signé par le gouvernement ottoman le 10 août 1920, le traité de Sèvres entérine ces préoccupations. A la Grèce, il attribue la Thrace orientale (sauf Constantinople et ses environs) et la région de Smyrne (sous réserve d'un référendum cinq ans plus tard).

Le général Mustafa Kemal, chargé en 1919 d'organiser la démobilisation en Anatolie orientale, y prend la tête d'un mouvement



LA TURQUIE APRÈS LE TRAITÉ DE LAUSANNE - 1923



qui élabore un « Pacte national ». La défense de l'intégrité territoriale de la patrie (ramenée aux territoires non conquis par les Alliés à la date de l'armistice) en constitue le point essentiel. Les nationalistes ayant remporté les élections, un nouveau Parlement, réuni à Istanbul, adopte le Pacte national en janvier 1920. Toutefois, à la suite du massacre d'Arméniens dans le sud-est de l'Anatolie, les

Alliés interviennent en force dans la capitale. Le Parlement se dissout.

Coupé d'Istanbul, le mouvement nationaliste reconstitue ses forces en Anatolie. Une Grande Assemblée nationale siège à Ankara à partir d'avril 1920. Mustafa Kemal la convaincra peu à peu qu'elle représente la nation. Les nationalistes dénoncent le traité de Sèvres mais encore leur faut-il, pour obtenir les fron-

tières revendiquées dans le Pacte national, agir de trois côtés : à l'est, face aux Arméniens et aux Soviétiques ; au sud, face aux Français (qui occupent la Cilicie) ; à l'ouest, face aux Grecs.

En avril 1920, Mustafa Kemal engage avec les Soviétiques des négociations qui aboutissent en octobre 1921 au traité de Kars. Les Turcs y récupèrent Kars et Ardahan mais non Batoum. Ils obtiennent en revanche le district d'Igdir (au nord du mont Ararat) que la Perse avait cédé à la Russie en 1828. Avec la France, un accord d'octobre 1921 trace la frontière nord de la Syrie. (Les Italiens évacuent le sud-ouest de l'Anatolie en 1922.) A l'ouest, les Grecs repoussent en juin 1920 une offensive des nationalistes turcs. L'année suivante, ils reprennent les hostilités mais butent sur la résistance des Turcs : à İnönü en mars, sur la Sakarya en août. Tandis que les Britanniques cherchent une issue négociée, Mustafa Kemal concentre ses forces. L'offensive qu'il lance en août 1922 a aussitôt raison des Grecs. Les Turcs occupent Izmir en septembre. En octobre, à Moudanya, ils signent avec les Alliés une convention aux termes de laquelle les Grecs doivent évacuer la Thrace orientale.

Il reste à négocier un nouveau traité. Pour que les nationalistes représentent seuls la Turquie, Mustafa Kemal, le 1^{er} novembre 1922, fait abolir le sultanat par la Grande Assemblée. Le traité de Lausanne (24 juillet 1923) donne satisfaction aux Turcs sur la plupart des points. En Thrace, la frontière avec la Grèce est fixée sur la Maritsa. En Anatolie orientale, les règlements de 1921 sont entérinés. Seule reste en suspens la question de Mossoul, renvoyée à la SDN (voir page 129).

La République turque

L'ŒUVRE DE MUSTAFA KEMAL ATATÜRK. La proclamation de la république, le 29 octobre 1923, marque une rupture avec le passé, condition de la renaissance que Mustafa Kemal entend mener à bien. Le transfert de la capitale à Ankara va dans le même sens. Dans le nouveau régime, de type présidentiel, la Grande Assemblée conserve le pouvoir législatif. Il n'existe qu'un seul parti, le Parti du peuple (plus tard Parti républicain du peuple), qui transmet les directives à tous les échelons.

La révolution kémaliste repose sur l'exaltation de la nation turque et la laïcisation de

MUSTAFA KEMAL ATATÜRK

Né en 1881 à Salonique, Mustafa Kemal entreprend une carrière d'officier. Convaincu que l'armée doit se tenir à l'écart de la politique, il ne participe pour ainsi dire pas au mouvement des Jeunes-Turcs. En tant qu'officier, il se distingue en Tripolitaine en 1911, sur le front des Dardanelles en 1915, puis en Anatolie orientale en 1916, où il est promu général. Lorsqu'il prend, en 1919, la tête du mouvement nationaliste, Mustafa Kemal démissionne d'abord de l'armée.

En 1934, dans le cadre de l'eupéanisation de la société turque, une loi impose à tous les citoyens l'adoption d'un patronyme (notion étrangère à la tradition islamique). La Grande Assemblée attribue à Mustafa Kemal celui d'Atatürk, qui signifie « Turc vénéré » plutôt que « père des Turcs ». L'omniprésence des portraits d'Atatürk dans la Turquie contemporaine montre que cette vénération n'a rien perdu de sa ferveur.

A Mustafa Kemal, mort en 1938, a succédé İsmet İnönü, son fidèle second depuis le début des années 1920.

la société. Au début des années 1920, la « nation turque » n'est pas encore, dans le pays, un concept familier. La conscience d'une identité a certes progressé, en particulier quand, au tournant du siècle, il a fallu renouer avec une langue turque « populaire » pour mettre en route un enseignement primaire. La légitimité politique n'était pas devenue « turque » pour autant ; elle restait ottomane, c'est-à-dire impériale, incarnée par le sultan et liée à l'islam, comme elle l'avait été pendant six siècles. De la réduction draconienne du territoire ottoman imposée par la guerre, Mustafa Kemal fait au contraire un tremplin. Dans un pays désormais peuplé d'environ 85 % de Turcs, seul un nationalisme turc peut redevenir moteur. Le prestige de Mustafa Kemal facilite le passage de la légitimité ottomane à la légitimité de la nation.

La rupture avec la dimension islamique de la légitimité ottomane est beaucoup moins aisée. Mustafa Kemal la conduit néanmoins au pas de charge : abolition du califat en 1924, laïcisation de l'enseignement, élimination de ce qui restait encore de la *char'ia* dans le droit civil, interdiction des ordres soufis, enfin suppression de la référence à l'islam, religion d'État, qui figurait dans la Constitution. Dans le monde musulman, seules les républiques aujourd'hui ex-soviétiques ont connu pareils bouleversements. La laïcisation, il est vrai, touche surtout les élites et les villes. Les campagnes restent très attachées à l'islam. La brutalité des réformes suscite dès 1925 une révolte d'inspiration religieuse chez les Kurdes (voir page 129). Elle est écrasée, mais l'incorporation officielle des Kurdes dans la nation turque — sous le nom de « Turcs des monta-

LA POPULATION ANATOLIENNE DANS LES ANNÉES 1920

Il n'y a pour ainsi dire plus d'Arméniens en Anatolie. Les Grecs du Pont (région de Trébizonde), déportés vers le sud en 1921, ont pour la plupart disparu. À l'ouest, plus de 1 200 000 Grecs ont fui devant les armées turques en 1922. Au lendemain du traité de Lausanne, 150 000 réfugiés supplémentaires ont gagné la Grèce. En sens inverse, 400 000 Turcs et autres musulmans ont été transférés de Grèce en Anatolie. Au milieu des années 1920, la population de la Turquie est devenue à 98 % musulmane.

Les immigrants de Crimée, du Caucase, etc. et leurs descendants, géographiquement dispersés, adoptent la langue turque et se fondent peu à peu dans la société. Seuls les Kurdes demeurent nettement distincts.

TURQUIE *République turque*



Superficie	779 000 km²
Population (estimation 1991)	67 300 000
Capitale	Ankara

RÉPARTITION DE LA POPULATION (estimation)

Turcs	54 000 000
Kurdes	12 000 000

RELIGIONS

Les Turcs sont en majorité de tradition musulmane sunnite. Il existe une minorité chi'ite de plusieurs millions de personnes.

TURCS HORS DE TURQUIE

Bulgarie (estimation)	900 000
Chypre (1988)	130 000
Macédoine (1981)	90 000

gnes» — ne résout en rien un problème qui, près de soixante-dix ans plus tard, se posera toujours avec la même acuité.

En politique extérieure, la Turquie kémaliste fait preuve d'une grande circonspection. Le pacte de Saadabad (1937) passé avec l'Irak et l'Iran (et l'Afghanistan) a notamment pour but de faciliter la lutte contre l'agitation kurde. Le seul événement d'importance a lieu en 1939 quand la Turquie obtient de la France la cession du sandjak d'Alexandrette, jusqu'alors inclus dans le mandat exercé par cette dernière sur la Syrie.

LES CHI'ITES DE TURQUIE

On évalue le nombre de Turcs chi'ites (que les sunnites nomment « alevîs ») à plusieurs millions de personnes, peut-être dix millions. Surtout présents en Anatolie orientale, ils perpétuent l'esprit « kizil bach » de leurs ancêtres turcomans. Des tensions se font jour de façon récurrente entre les alevîs — toujours portés à l'anti-étatisme — et les éléments nationalistes intransigeants de la société turque.

Dans la Seconde Guerre mondiale, la Turquie parvient à rester neutre et ne déclare la guerre à l'Allemagne que le 23 février 1945.

LA VIE POLITIQUE DEPUIS 1945. En novembre 1945, le président İnönü, successeur de Mustafa Kemal mort en 1938, annonce qu'un parti d'opposition est désormais autorisé. L'objectif est double : libéraliser la société turque ; rapprocher la Turquie de l'Occident, au moment où l'URSS exerce sur elle de fortes pressions (voir ci-dessous). Le Parti démocrate, fondé en 1946, remporte les élections de



LA RÉFORME DE LA LANGUE TURQUE

La langue officielle de l'Empire ottoman était certes turque mais, ayant connu son épanouissement littéraire aux XIV^e-XVI^e siècles, elle était truffée de tournures et de mots arabes et persans, langues alors culturellement dominantes. Précieuse jusqu'à en devenir ampoulée, cette langue n'était pas celle de la majorité de la population, qui s'exprimait en divers dialectes demeurés plus proches des parlers turcomans d'origine.

Dès la fin du XIX^e siècle, le souci de développer l'enseignement primaire mit en lumière ce fossé linguistique. Pour rompre avec le passé, dans ce domaine comme dans les autres, et pour hâter l'unification de la nation turque, Mustafa Kemal fit procéder, dans les années 1920, au renouvellement complet de la langue. Les tournures arabes et persanes furent bannies au profit d'une syntaxe authentiquement turque. Les mots arabes et persans furent remplacés soit par des néologismes turcs, soit par des mots européens (français en particulier). On substitua enfin à l'alphabet arabe l'alphabet latin.

1950. Son chef, Adnan Menderes, tente de réduire la puissance du Parti républicain du peuple qui, en sens inverse, l'accuse de remettre en cause le kémalisme. En 1960, un coup d'État militaire vise à trancher le conflit. Le Parti démocrate est interdit, Menderes condamné et exécuté, une nouvelle Constitution mise en place.

La vie politique ayant repris, les élections de 1961 montrent que les clivages subsistent : le Parti de la justice, héritier du Parti démocrate, talonne le PRP. La classe politique s'achemine vers un consensus mais, simultanément, émergent des mouvements d'extrême droite et d'extrême gauche de plus en plus organisés et violents. L'armée intervient de

nouveau en 1971, tente de rétablir l'ordre au prix d'une réduction des libertés et finit par rendre le pouvoir aux civils. Rien n'est pourtant résolu. Vers la fin des années 1970, des gouvernements de coalition de plus en plus faibles font de moins en moins face à une situation économique difficile qu'accompagne un redoublement des violences.

En septembre 1980, l'armée assume la totalité du pouvoir. Dans le cadre de la loi martiale, elle mène la lutte antiterroriste avec une extrême vigueur. Le Parlement est dissous, tous les partis politiques existants interdits. Une nouvelle Constitution ayant été approuvée par référendum en 1982, les élections de 1983 donnent la victoire au Parti de la Mère Patrie, dirigé par Turgut Özal, réputé pour ses compétences économiques. En 1987, les dirigeants politiques d'avant 1980, réhabilités, reprennent du service. Le Parti de la Mère Patrie perd du terrain mais, en 1989, Turgut Özal réussit à se faire élire président de la République.

LA TURQUIE ET L'OCCIDENT. En 1945, l'URSS réclame une révision du statut des Détroits, voire la rétrocession de Kars et d'Ardahan. Dans le cadre de la « doctrine Truman » — première version de la politique d'endiguement de l'expansion soviétique —, les États-Unis accordent en 1947 à la Turquie (et simultanément à la Grèce) une importante aide économique et militaire. En 1952, la Turquie adhère au Pacte atlantique. La Grèce étant devenue membre de la CEE en 1981, la Turquie a posé sa candidature en 1987. Sur le chemin de l'Europe, les difficultés à surmonter apparaissent toutefois considérables : niveau de développement économique encore insuf-

fisant, respect des droits de l'homme dans un pays où la question kurde suscite la violence, règlement de la question chypriote.

L'effondrement de l'URSS a par ailleurs ouvert à la Turquie d'autres horizons : la solidarité entre peuples turcs peut aujourd'hui s'exprimer librement et déboucher sur des coopérations internationales. L'Occident pousse la Turquie dans cette voie, ne serait-ce que pour faire pièce aux ambitions de l'Iran. Mais l'assistance économique et technique dont les républiques turcophones nouvellement indépendantes ont besoin dépasse de beaucoup les capacités de la seule Turquie.

LA QUESTION DE CHYPRE

Les Ottomans ont conquis l'île sur les Vénitiens en 1570-1571. En 1878, les Britanniques ont obtenu de l'administrer, puis l'ont annexée en 1914. La population chypriote se répartit alors en 75 % de Grecs et 25 % de Turcs.

Dans les années 1950, les partisans d'un rattachement à la Grèce ont recours à la guérilla et au terrorisme. Néanmoins, la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie parviennent en 1959 à l'accord de Zurich, qui permet à Chypre d'accéder à l'indépendance l'année suivante. La constitution de la République chypriote (présidée par Mgr Makarios, archevêque orthodoxe de Nicosie) vise à préserver les intérêts des deux communautés, grecque et turque.

En 1974, un coup d'État fomenté par le « régime des colonels » alors au pouvoir en Grèce renverse Mgr Makarios. Aussitôt, des forces militaires turques débarquent dans le nord de l'île. Les Chypriotes grecs refluent vers le sud, les Chypriotes turcs vers le nord. L'île est partagée en deux. En 1983, une « république turque de Chypre du Nord » a été proclamée, que seule la Turquie a reconnue.

LES PEUPLES TURCS DE RUSSIE

Les steppes d'Europe avant les Mongols

Issus de l'agrégat de peuples conduits en Europe par les Huns à la fin du IV^e siècle, les Bulgares — qui sont de langue turque — constituent en 635 un royaume aux alentours de la mer d'Azov. Sous la pression des Khazars, ils se scindent ensuite en trois hordes. L'une s'achemine vers le bas Danube où, peu à peu slavisée, elle est à l'origine de l'actuelle Bulgarie. Une autre remonte le cours de la Volga. A la fin du VIII^e siècle, elle fondera un khanat, dit des Bulgares de la Volga, avec pour capitale Bolghar, au sud de l'actuelle Kazan. La troisième horde reste sur place et sera absorbée par les Khazars.

KHAZARS, PETCHENÈGUES ET COUMANS. Turcs eux aussi, les Khazars dominant, à partir du VII^e siècle, les rives nord et ouest de la Caspienne (qu'aujourd'hui encore les Turcs nomment *Hazar Denizi*, la mer des Khazars), puis le bassin inférieur de la Volga et celui

du Don. Des guerres les opposent aux Arabes au VIII^e siècle. Leurs excellentes relations avec l'Empire byzantin se fondent au contraire sur l'existence d'un ennemi commun — la puissance musulmane — et sur des intérêts économiques. Entre l'Asie centrale et Byzance s'ouvre en effet à cette époque un itinéraire commercial qui passe par le Khorezm et le nord de la mer Caspienne, traverse l'État khazar et aboutit aux ports de la mer d'Azov et de Crimée. Curieusement, l'élite khazare se convertit au judaïsme au cours de la seconde moitié du VIII^e siècle.

Deux peuples nouveaux venus vont modifier l'équilibre des forces : les Varègues et les Petchenègues. Les premiers sont des

LES KARAÏTES

Le karaïsme, branche du judaïsme opposée à l'activité interprétative des rabbins, a pris corps dans la Mésopotamie du VIII^e siècle. Influent dans l'ensemble de la diaspora jusqu'au XIII^e siècle, il a notamment fait des adeptes dans le khanat khazar puis chez les Coumans. Les Karaïtes, devenus très minoritaires, se sont ensuite concentrés en Crimée où ils ont joui, au sein du khanat tatar du même nom, d'un statut particulier et protégé (ils avaient pour chef-lieu Kalé, forteresse à mi-chemin entre Simféropol et Sébastopol).

La communauté karaïte de Crimée a beaucoup souffert du régime de terreur exercé dans la région en 1920 par le bolchevik Béla Kun (lui-même juif originaire de Hongrie). Une autre communauté karaïte — pratiquant toujours la langue kiptchak — subsiste aujourd'hui en Lituanie. Elle descend de Karaïtes que le grand-duc de Lituanie Vytautas fit venir de Crimée aux alentours de l'an 1400 pour constituer la garnison de Trakaï, sa principale forteresse.

Scandinaves, homologues orientaux des Normands. Ayant pénétré en Russie, ils fondent entre la Baltique et la mer Noire des principautés qui ont pour sujets les Slaves autochtones. Dans les années 880, le Varègue Oleg réunit ces principautés sous son autorité. C'est l'origine de l'État kiévien (du nom de sa capitale, Kiev), qui préfigure la Russie. A la même époque, les Petchenègues, Turcs venus d'Asie centrale, s'insèrent entre les Khazars, cantonnés au sud du Don, et les Kiéviens.

En 964-965, le Kiévien Sviatoslav envahit le territoire des Bulgares de la Volga puis vainc les Khazars et détruit leur capitale, Sarkel. L'effondrement de l'empire des Khazars a deux conséquences : un obstacle aux invasions des nomades venus d'Asie disparaît ; les Byzantins n'ont plus pour partenaires, au nord de la mer Noire, que les Kiéviens. Ces derniers, dont les chefs sont maintenant slavisés, se convertissent en masse au christianisme à l'instigation du grand prince Vladimir (980-1015). Quant aux Petchenègues, ils sont mis hors d'état de nuire en 1037. Mais leur défaite laisse le champ libre à de nouveaux envahisseurs turcs, les Coumans, que l'on connaît aussi sous les noms (turc) de Kiptchak et (slave) de Polovtses. En conflit quasi permanent avec leurs voisins slaves (ils finiront par mettre Kiev à sac en 1203), les Coumans dominant, jusqu'à l'arrivée des Mongols, une vaste zone qui s'étend de la mer d'Aral aux bouches du Danube. Le commerce n'en est pas absent, mais il s'agit, en premier lieu, d'un commerce d'esclaves : des steppes kiptchak proviennent la majorité des mamlouks alors au service de tant de souverains du Moyen-Orient.

Le khanat de la Horde d'Or

Avant sa mort, qui surviendra en 1227, Gengis Khan répartit l'Empire mongol en *ulus* (apanages). Les territoires à l'ouest de l'Irtych échoient à son fils aîné Djötkhi. Mais ce dernier étant mort avant son père, son *ulus* est partagé entre ses deux fils : Orda reçoit les steppes entre l'Irtych et l'Oural ; Batu celles au-delà de l'Oural... et tous les territoires à conquérir plus à l'ouest. Sous le règne du grand khan Ögödeï, une campagne est lancée en 1236 : ayant franchi l'Oural, les Mongols soumettent les Bulgares de la Volga puis les principautés russes septentrionales, héritières de l'État kien qui a fini par éclater. Ils écrasent ensuite les Coumans, détruisent Kiev en 1240 et partent à l'assaut de l'Europe centrale. Mais la mort d'Ögödeï, en 1241, incite Batu à regagner la Mongolie pour participer à la désignation d'un nouveau grand khan. Les Mongols se maintiennent néanmoins dans les steppes de Russie méridionale.

LA GRANDEUR DE LA HORDE D'OR. Batu érige son domaine en un khanat indépendant. On le désigne parfois sous le nom de khanat de Kiptchak, car il couvre les territoires auparavant dominés par les Coumans, mais il vaut mieux lui conserver celui de khanat de la Horde d'Or. (Le frère de Batu, Orda, fonde peu après, à l'est de l'Oural, le khanat de la Horde Blanche.)

Après la mort de Batu (1255), la Horde d'Or connaît un siècle de prospérité. Établis près de la basse Volga, les Mongols exercent leur autorité directe sur la Ciscaucasie,

l'actuelle Ukraine et les Bulgares de la Volga. Ils contraignent les principautés russes à leur verser un tribut. Le khan Berke (1257-1266), frère de Batu, se convertit à l'islam mais fait figure d'exception. La Horde d'Or, dans son ensemble, ne deviendra musulmane qu'au siècle suivant. Dans le même temps, les Mon-

gols, minoritaires, adoptent la langue turque kiptchak, toujours dominante dans la région.

Fondé par des nomades, le khanat de la Horde d'Or n'ignore pas la civilisation urbaine : outre Saraï, la capitale, Astrakhan et surtout Kazan connaissent au XIV^e siècle un remarquable essor. A certains égards, le

LE KHANAT DE LA HORDE D'OR vers 1260



«TATARS» ET «TARTARES»

Les Russes ont tôt qualifiées de «tatares» les populations turcophones (d'ascendance turque ou mongole) qui formaient la Horde d'Or, bien que ce nom ne désignât, à l'origine, que l'une des composantes de l'ensemble réuni et conduit par Gengis Khan. Le glissement de «tatar» à «tartare» provient d'une confusion avec un terme de la mythologie grecque désignant un monde souterrain grand pourvoyeur de monstres terrifiants...

La grande majorité des Tatars parle aujourd'hui la langue des Tatars de Kazan, dits aussi de la Volga. Seuls demeurent distincts les Tatars de Crimée, déportés au-delà de l'Oural en 1944 et pour la plupart non rapatriés. Les Tatars de Sibérie, au demeurant peu nombreux, sont à présent fondus dans la «diaspora» tatare.

khanat de la Horde d'Or apparaît comme l'héritier de celui des Khazars : il passe des accords commerciaux avec Byzance, accorde des privilèges aux commerçants génois en Crimée, autorise les Vénitiens à ouvrir un comptoir à La Tana (aujourd'hui Azov). En politique extérieure, la Horde d'Or devient l'alliée fidèle des souverains mamelouks égyptiens contre un ennemi commun : l'ilkhan (mongol) qui gouverne l'Iran.

LE DÉCLIN ET LA FIN. Dans les années 1360-1370, des troubles affectent la Horde d'Or au point que les Russes refusent de payer le tribut. C'est le khan de la Horde Blanche, Toktamich, qui rétablit la situation et contraint les Russes à s'incliner. Mais Toktamich commet l'erreur de s'en prendre à Tamerlan, dont il était le protégé. En 1395, Tamerlan détruit Saray. Peu après, les Moscovites ravagent les environs de Kazan.

Aux alentours de 1430, les Tatars de Crimée font sécession. Leur khanat, qui sera gouverné jusqu'en 1783 par la dynastie des Giray (descendants de Djötschi), comprend la Crimée (à l'exception du littoral sud alors aux mains des Génois) et les territoires environnant la mer d'Azov. Dans les années 1440, le khanat de Kazan s'émancipe à son tour. Dominé par des Tatars, il englobe les Bachkirs, les Tchouvaches et des populations finnoises : Oudmourtes, Maris, Mordves. En 1466, le khanat d'Astrakhan devient indépendant. L'année précédente, des Russes, en contournant le khanat de Kazan par le nord, avaient pour la première fois pris pied à l'est de l'Oural.

Une nouvelle répartition des forces se dessine ensuite dans la région. Les Ottomans ayant évincé les Génois du sud de la presqu'île en 1475, le khanat de Crimée se place sous leur protection. Cinq ans plus tard, contre la Horde d'Or, le grand prince de Moscou s'allie aux Tatars de Crimée. La Horde recule, puis disparaît en 1502, anéantie par ces derniers. Les Russes et les Tatars de Crimée se disputent ensuite son héritage. La balance penche en faveur de la Russie sous le règne du tsar Ivan le Terrible : en 1551-1552, il conquiert le khanat de Kazan ; en 1554-1556, celui d'Astrakhan. Rien ne s'oppose plus à la pousse des Russes vers l'est.

L'expansion russe

LA CONQUÊTE DE LA SIBÉRIE OCCIDENTALE. La Horde Blanche n'avait guère fait parler d'elle avant que son chef Toktamich ne la conduise à la tête de la Horde d'Or. Le rôle domi-

nant, à l'est de l'Oural, est ensuite revenu aux Chaybanides, descendants d'un petit-fils de Gengis Khan nommé Chayban. Au ^{xv}e siècle, le Chaybanide Abul-Khayr a entraîné une partie de ses troupes (les Ouzbeks) vers le sud. D'autres Chaybanides, demeurés en place, entreprennent alors de harceler leur voisin du nord, un khanat dirigé par des Mongols turquisés non gengiskhanides. Ce khanat a pour capitale Sibir, d'où vient le nom de Sibérie.

Ivan le Terrible, en 1574, concède à la famille Stroganov — qui tire sa richesse du

LES TURCOPHONES DE SIBÉRIE

Les Tatars de Baraba, du Tchoulym, de la Tara, du Tobol et de Tioumen, tous musulmans et qui jadis nomadisaient en Sibérie occidentale en lisière de la taïga, ne sont plus individualisés. Plus à l'est subsistent des populations turcophones pour partie converties au christianisme orthodoxe. Les Altaïens (69 000 en 1989), soumis par les Russes au ^{xviii}e siècle, vivent dans le massif montagneux de l'Altaï et forment une république depuis 1992. Les Tourviniens (206 000) sont, en Russie, des nouveaux venus : partie intégrante de la Mongolie depuis des siècles, leur petit pays (Touva) fut érigé en protectorat russe en 1914, puis en république populaire, nominalement indépendante, en 1921 et finalement annexé par l'URSS en 1944. Il forme une république depuis 1961. Les Khakas (79 000), pour partie descendants des Kirghizes du Iénisséï, vivent au sud-ouest de Krasnoïarsk. Leur région autonome est devenue république en 1992. Les Iakoutes (380 000), soumis par les Russes au ^{xvii}e siècle, disposent au cœur de la Sibérie orientale d'une immense république (Sakha ou Iakoutie, 1 081 000 km²) au sein de laquelle ils sont minoritaires (un tiers de la population).

commerce des fourrures — d'immenses territoires à l'est de l'Oural. Peu après, le khan de Sibir, pour se protéger des Chaybanides, fait appel aux Stroganov. Ces derniers confient au cosaque Iermak le commandement d'une expédition, mais la lutte est difficile : le khan de Sibir ayant été tué, Ivan le Terrible promet des renforts, qui arrivent après que Iermak eut à son tour succombé. Les Chaybanides seront vaincus en 1598. Entre-temps les Russes ont fondé Tobolsk (près de Sibir) en 1587, puis soumis les Tatars de la steppe de Baraba (entre l'Irtych et l'Ob) en 1595. Au tournant du siècle, la Sibérie occidentale, pour l'essentiel, leur appartient.

L'EXPANSION RUSSE VERS LE SUD. A la rapide avance des Russes en Sibérie s'oppose le lentement de leur progression vers la mer Noire. Les Tatars de Crimée demeurent, il est vrai, d'autant plus puissants qu'ils bénéficient du soutien direct des Ottomans. Par ailleurs, la « pacification » des populations des ex-khanats de Kazan et d'Astrakhan se révèle une entreprise de longue haleine. De nombreuses révoltes éclatent, en particulier chez les Bachkirs. C'est sous le règne de Catherine II (1762-1796) que la Russie s'impose. Victorieuse des Ottomans, elle obtient en 1774, au traité de Kutchuk-Kaïnardji, un accès direct à la mer Noire (à l'ouest du Dniepr) et la tutelle du khanat de Crimée, qu'elle annexera en

1783. Simultanément, l'échec (en 1775) de l'insurrection conduite par le cosaque Pougatchév avec le soutien des Bachkirs et d'autres populations non russophones marque la fin des grandes révoltes dans le bassin de la Volga.

Les Tatars

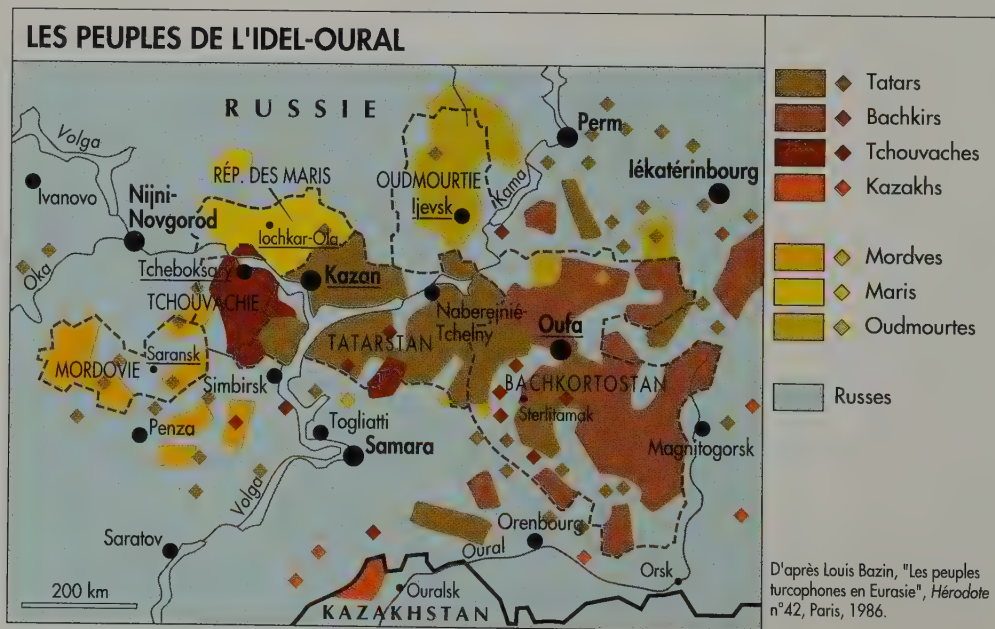
Les Tatars de la Volga ayant été soumis par Ivan le Terrible au XVI^e siècle, les liens déjà établis entre la noblesse russe et la noblesse tatare se maintiennent. La masse de la population, en revanche, fait l'objet de mesures brutales : les artisans et commerçants sont expulsés des villes, les paysans soumis à des tentatives de conversion forcée au christia-

LES PEUPLES FINNO-UGRIENS VOISINS DES TATARS

A proximité des Tatars, des Tchouvaches et des Bachkirs, et souvent mêlés à eux, vivent des peuples non pas turcophones mais dont les langues, finno-ougriennes, appartiennent à la même famille que le finnois et le hongrois. Ce sont les Mordves, les Maris (que les Russes appelaient Tchérémisses) et les Oudmourtes (qu'ils appelaient Votyaks). Soumis par la Horde d'Or, puis sujets du khan tatar de Kazan, ils ont été pour partie convertis à l'islam, avant que les Russes ne propagent chez eux le christianisme orthodoxe. Chacun de ces peuples forme une république, de même que les Komis (ou Zyrianes), autres Finno-Ougriens qui, situés plus au nord, ont longtemps vécu à part.

En 1989, on recensait en Russie 1 073 000 Mordves (dont, en Mordovie, 313 000 contre 586 000 Russes), 715 000 Oudmourtes (dont, en Oudmourtie, 497 000 contre 945 000 Russes) et 644 000 Maris (dont, dans leur propre république, 324 000 contre 356 000 Russes).

LES PEUPLES DE L'IDEL-OURAL



LA DIASPORA TATARE

Sur 5,5 millions de Tatars recensés dans la Fédération de Russie, un tiers seulement réside aujourd'hui dans la république du Tatarstan, dont les limites n'ont pas varié depuis 1920 ; un cinquième habite le Bachkortostan voisin (où les Tatars, moins nombreux que les Russes, sont néanmoins plus nombreux que les Bachkirs) ; un autre tiers est dispersé en Russie d'Europe, en particulier dans l'Oural et les régions de la Volga ; le reste a participé à la mise en valeur de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, au même titre que les Russes et les Ukrainiens.

Près d'un million de Tatars sont par ailleurs disséminés en Asie centrale, pour la plupart en Ouzbékistan et dans le Kazakhstan. On en recense 130 000 dans la seule ville de Tachkent.

LES TATARS DE CRIMÉE

Leur langue est apparentée à celle des Tatars « de la Volga » mais différente. Les Russes ayant annexé la Crimée en 1783, une partie des Tatars de Crimée a émigré en Turquie dans les années suivantes et au XIX^e siècle. Les autres se sont maintenus et une RSSA de Crimée, dans le cadre de la RSFS de Russie, leur a laissé une autonomie de 1921 à 1941. Les Tatars de Crimée ont ensuite fait partie des « peuples punis » (voir page 91), déportés en masse à l'est de l'Oural en mai 1944. Ils ont été réhabilités tardivement et seule une minorité a pu regagner la Crimée.

Le recensement soviétique de 1989 a dénombré 272 000 Tatars de Crimée, dont 38 000 en Crimée et 189 000 en Ouzbékistan. Il est possible que leur nombre ait été minoré et qu'une partie d'entre eux ait alors été classée comme « tatare », sans autre précision.

nisme, ce qui provoque au XVII^e siècle des révoltes. La conquête russe a pour conséquence paradoxale une expansion de l'islam : les commerçants et religieux tatars expulsés se répandent dans les steppes et convertissent les Kazakhs.

LA RENAISSANCE TATARE. Sous le règne de Catherine II, il est mis fin aux persécutions religieuses. En 1788, une administration spirituelle islamique est fondée à Oufa. Des mosquées sont édifiées un peu partout. Dans ce nouveau climat, le commerce tatar (entre la Russie et l'Asie centrale) connaît un remarquable essor. Il s'ensuit une renaissance culturelle dont témoignent la publication d'une grammaire tatare à la fin du XVIII^e siècle et l'installation à Kazan, en 1800, d'une imprimerie d'ouvrages en tatar (elle imprimera plus tard des textes en ouzbek, en kazakh...).

Une élite intellectuelle tatare s'épanouit au XIX^e siècle. Imprégnée de culture russe, elle reste néanmoins attachée à ses racines turques et musulmanes. Son état d'esprit s'exprime dans le mouvement dit *usul-i jadid* (« nouvelle méthode ») qui, de pédagogique, deviendra peu à peu politique. Le « jadicisme » vise à concilier une éducation islamique rénovée et un enseignement sans réserve des disciplines scientifiques, afin de permettre aux musulmans d'accéder de plain-pied à la société moderne. A la fin du XIX^e siècle, le taux d'alphabétisation des Tatars n'est guère éloigné de celui des Russes (en 1926, il sera de 33,6 % chez les Tatars contre 3,8 % chez les Ouzbeks). L'intelligentsia tatare est alors sans conteste la plus avancée de toutes les élites turcophones, en Russie et hors de Russie.

LES DÉCEPTIONS DU XX^e SIÈCLE. Après la Révolution de 1905, un parti tatar modéré, l'İttifak, se constitue. Les Tatars dominent alors la vie politique musulmane dans l'empire. A Tachkent et à Boukhara, ils diffusent le jadidisme. Étant donné leur dispersion géographique, les Tatars sont aussi volontiers les avocats du « pantouranisme », doctrine assez nébuleuse qui vise l'union de tous les peuples turcs (et des Finno-Ougriens de la région de la Volga par la même occasion). Au modernisme des Tatars s'opposent les hiérarchies musulmanes conservatrices du Turkestan ; à leur « hégémonisme », les nationalistes kazakhs, eux-mêmes pourtant novateurs.

TATARSTAN

Population (1989)	3 642 000
Superficie	68 000 km ²
Capitale	Kazan

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Tatars	1 765 000
Russes	1 575 000
Tchouvaches	134 000

RELIGIONS

Les Tatars sont de tradition musulmane sunnite.

TATARS* HORS DU TATARSTAN (1989)

Russie	3 757 000
dont Bachkortostan	1 121 000
Ouzbékistan	468 000
Kazakhstan	328 000
Ukraine	87 000

* Tatars « de la Volga », à l'exclusion (en principe) des Tatars de Crimée.

En 1917, trois congrès musulmans se tiennent dans la région de la Volga, qui aboutissent à la proclamation de l'Assemblée constituante d'un État tatar (étendu aux Bachkirs, aux Tchouvaches et à leurs voisins et correspondant, de ce fait, à l'ancien khanat de Kazan). Les bolcheviks dissolvent l'assemblée en 1918, cèdent un temps le terrain aux armées blanches, puis reviennent en force l'année suivante. Staline, commissaire aux nationalités du gouvernement bolchevique, a créé au début de 1918 un commissariat musulman présidé par le Tatar Vahidov. Celui-ci met sur pied une Armée rouge de musulmans et fonde en juin 1918 un « Parti russe des communistes musulmans ». Vahidov ayant trouvé la mort, un autre Tatar, Sultan Galiev, s'impose comme le principal dirigeant des musulmans. Ses objectifs ne sont pas identiques à ceux des bolcheviks : il donne la primauté à la décolonisation des populations orientales, en particulier celles de l'ensemble Idel-Oural (Idel est le nom tatar de la Volga). Staline rompt l'unité de cet ensemble en créant une république autonome des Bachkirs (23 mai 1919), puis des républiques pour les Tatars (27 mai 1920), les Tchouvaches (24 juin 1920), les Maris et les Oudmourtes (4 novembre 1920). En juin 1923, Sultan Galiev est mis à l'écart et l'Armée rouge musulmane absorbée. Accusé de menées pan-touraniennes, il sera ensuite emprisonné et fusillé, semble-t-il, en 1940.

DE LA TATARIE AU TATARSTAN. Tout en restant fidèles à leur langue, les Tatars s'intègrent dans la société soviétique. Par leur comportement démographique, ils s'apparentent aux Russes plus qu'aux populations

musulmanes d'Asie centrale : comme les autres peuples de l'Idel-Oural, ils se sont, d'une certaine manière, occidentalisés.

L'éclatement de l'URSS réveille la vie politique au Tatarstan (nouveau nom de la Tatarie). On voit même réapparaître un parti Ittifak, oublié depuis les années 1900. Mais les dirigeants tatars, dont le président Chaïmev, sont souvent d'anciens responsables communistes. Un référendum, organisé le 21 mars 1992, a donné une nette majorité pour un « État souverain, sujet du droit international », et le Tatarstan n'a pas signé le traité d'adhésion à la Fédération de Russie.

Les Bachkirs

Les Bachkirs sont identifiés dans le sud de l'Oural dès le X^e siècle, époque à laquelle ils commencent à se convertir à l'islam. Soumis par la Horde d'Or, ils tombent sous la domination des Russes peu après les Tatars de Kazan. La confiscation de leurs terres les pousse à de grandes révoltes (on en dénombre au moins sept de 1622 à 1755). Conduits par l'un des leurs, Salavat Yulaïev, ils participent en masse à la révolte de Pougatchev (1773-1775). Au XIX^e siècle, la situation sociale des Bachkirs ne s'améliore guère : leur éveil culturel, comparé à celui des Tatars, apparaît insignifiant.

En 1917, un courant nationaliste et musulman se manifeste néanmoins et cherche à mettre sur pied un État autonome. Pris dans les conflits entre les bolcheviks et les armées blanches, le gros des troupes bachkires finit par rallier les premiers en février 1919. Dès le 23 mars, les Bachkirs — les premiers

BACHKORTOSTAN

République dans le cadre de la Fédération de Russie

Population	3 943 000
Superficie	143 600 km ²
Capitale	Oufa

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Russes	1 548 000
Tatars	1 121 000
Bachkirs	864 000
Tchouvaches	119 000
Maris	106 000
Ukrainiens	75 000

RELIGIONS

Les Bachkirs sont de tradition musulmane sunnite.

BACHKIRS HORS DU BACHKORTOSTAN

Russie (1989)	481 000
---------------------	---------

dans la République fédérative de Russie — sont dotés d'une république autonome.

À la différence du Tatarstan, le Bachkortostan (nouveau nom de la Bachkirie) a signé en mars 1992 le traité d'adhésion à la Fédération de Russie.

Les Tchouvaches

Les Tchouvaches sont issus du croisement d'une partie des Bulgares de la Volga (établis dans la région au VI^e siècle) et de populations finno-ougriennes voisines. Soumis par la Horde d'Or, convertis à l'islam, sujets du khan de Kazan, ils tombent enfin sous la coupe des Russes, qui les dépossèdent de leurs terres. Les Tchouvaches, cependant, se mon-

trent moins rétifs que les Tatars aux campagnes de christianisation.

Les premiers écrits en langue tchouvache — d'emblée en caractères cyrilliques — datent de la seconde moitié du XVIII^e siècle (la première grammaire paraît en 1769). Une littérature se développe ensuite peu à peu. Au début du XX^e siècle, les Tchouvaches ne semblent guère éloignés du niveau d'éducation des Tatars.

Une région autonome tchouvache est instituée en 1920, qui deviendra une RSSA en 1925. Les Tchouvaches forment aujourd'hui les deux tiers de la population de leur république, mais ils sont presque aussi nombreux à l'extérieur, quoique surtout présents dans les environs (Tatarstan et Bachkortostan, régions de Simbirsk et de Samara).

La Tchouvachie a signé en mars 1992 le traité d'adhésion à la Fédération de Russie.

TCHOUVACHIE

République dans le cadre de la Fédération de Russie

Population (1989) 1 338 000
Superficie 18 300 km²
Capitale Tchekboksary (Tchoubakchar)

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Tchouvaches 907 000
Russes 357 000

RELIGIONS

Les Tchouvaches sont pour partie chrétiens orthodoxes (la majorité), pour partie musulmans sunnites.

TCHOUVACHES HORS DE TCHOUVACHIE

Russie (1989) 867 000

Les Kalmouks

Dans les années 1610, une partie des Oïrats (Mongols occidentaux convertis au bouddhisme tibétain) quitte le Tarbagataï en direction de l'ouest. Non sans heurts avec les Kazakhs, ils atteignent peu après 1630 les steppes de la basse Volga, où ils sont désormais connus sous le nom de Kalmouks. Les Russes voient en eux un rempart contre les incursions des nomades turcs de Ciscaucasie (Nogaïs, Karatchaïs...) et obtiennent des khans kalmouks des serments d'allégeance au tsar. Mais les Kalmouks n'en restent pas moins turbulents, ce qui entraîne un renforcement de la tutelle russe. Aussi, en 1771, le khan kalmouk décide-il le retour en Dzoungarie. Quelque 170 000 Kalmouks traversent de nouveau les steppes kazakhes, dans des conditions difficiles : la moitié d'entre eux parvient à destination. Les autorités chinoises en installent certains dans la vallée de l'Ili et dispersent les autres plus à l'est, en pays mongol.

Une partie des Kalmouks n'a pas pu, en 1771, franchir la Volga en crue. Après la révolte de Pougatchev (1773-1775) à laquelle ils ont participé, Catherine II met fin à l'autonomie des Kalmouks. Ils servent désormais nombreux dans l'armée impériale (trois régiments de Kalmouks entrent dans Paris en 1814, dont deux à dos de chameau...) et finiront, à l'approche du XX^e siècle, par se sédentariser.

LE RÉGIME SOVIÉTIQUE. En novembre 1920, dans le cadre de la RSFS de Russie, une région autonome des Kalmouks est instituée, qui deviendra république autonome en 1936. Elle

KALMOUKIE

République dans le cadre de la Fédération de Russie

Population (1989) 323 000
Superficie 75 900 km²
Capitale Elista

RÉPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION (1989)

Kalmouks 146 000
Russes 122 000

RELIGIONS

Les Kalmouks sont de tradition bouddhiste « lamaïste ».

KALMOUKS HORS DE KALMOUKIE

Russie (1989) 20 000

a pour capitale Elista, ville fondée dans la steppe en 1928. Les Kalmouks, éleveurs et bouddhistes, se montrent rebelles à la collectivisation et à la laïcisation.

Lors de leur marche sur Stalingrad, les Allemands prennent Elista en août 1942, puis occupent une partie de la Kalmoukie. Un certain Otto Doll, officier allemand ayant servi dans la région à la fin de la Première Guerre mondiale et qui parle kalmouk, intervient alors. Un « comité national », surtout composé d'émigrés, se constitue à Elista. Un corps de cavalerie kalmouk est par ailleurs créé, qui accompagnera les Allemands dans leur retraite jusqu'en 1945. Les Kalmouks font partie des « peuples punis » (voir page 91). En quatre jours (du 27 au 30 décembre 1943), ils sont tous arrêtés puis déportés à l'est de l'Oural. Réhabilités en 1957, ils regagnent leur pays, qui redevient une république autonome l'année suivante.

La Kalmoukie a signé en mars 1992 le traité d'adhésion à la Fédération de Russie.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- MIQUEL (André), *L'Islam et sa civilisation*, Armand Colin, Paris, 1990.
- SOURDEL (Dominique et Janine), *La Civilisation de l'Islam classique*, Arthaud, Paris, 1984.
- ÉLISSÉEFF (N.), *L'Orient musulman au Moyen Âge*, Armand Colin, Paris, 1979.
- DUBY (Georges) et MANTRAN (Robert) (s.d.), *L'Eurasie, XI^e-XIII^e siècles*, PUF, coll. «Peuples et Civilisations», Paris, 1982.
- LAPIDUS (Ira M.), *A History of Islamic Societies*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.
- LEWIS (Bernard), *Race et couleur en pays d'Islam*, Payot, Paris, 1982.
- BARNAVI (Élie) (s.d.), *Histoire universelle des Juifs, de la Genèse au XX^e siècle*, Hachette, Paris, 1992.

- Collection *A History of the Near East* :
KENNEDY (Hugh), *The Prophet and the Age of the Caliphates : the Islamic Near East from the sixth to the eleventh century*, Longman, Londres, 1986.
- HOLT (P.M.), *The Age of the Crusades : the Near East from the eleventh century to 1517*, Longman, Londres, 1986.
- MORGAN (David), *Medieval Persia 1040-1797*, Longman, Londres, 1988.
- YAPP (M.E.), *The Making of the Modern Near East 1792-1923*, Longman, Londres, 1987.
- YAPP (M.E.), *The Near East since the First*

World War, Longman, Londres, 1991.

DERRIENNIC (J.-P.), *Le Moyen-Orient au XV^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1980.

L'état du monde. Annuaire économique et géopolitique mondial, La Découverte, Paris.

ATLAS HISTORIQUES

Grosse historischer Weltatlas, Bayerischer Schulbuch-Verlag, Munich, 1978, 1979, 1981 (3 vol.).

Grosser Atlas zur Weltgeschichte, Westermann Schulbuch-Verlag, Braunschweig, 1985.

PROCHE-ORIENT

- BERQUE (Jacques), *Langages arabes du présent*, Gallimard, Paris, 1980.
- ASSFALG (Julius) et KRUGER (Paul), *Petit dictionnaire de l'Orient chrétien*, Brepols, Turnhout, 1991.
- YÉRASIMOS (Stéphane), «Comment furent tracées les frontières actuelles au Proche-Orient», *Hérodote*, n° 41, La Découverte, 2^e trim. 1986.
- FLORY (M.), KORANY (B.), MANTRAN (R.), CAMAU (M.), AGATE (P.), *Les Régimes politiques arabes*, PUF, Paris, 1990.
- YÉRASIMOS (Stéphane), «Frontières d'Arabie», *Hérodote*, n° 58-59, La Découverte, 3^e et 4^e trim. 1990.
- BONNENFANT (P.) (s.d.), *La Péninsule Arabique aujourd'hui*, 2 vol., Éd. du CNRS, Paris, 1982.
- SOLIMAN (Lotfallah), *Pour une histoire profane de la Palestine*, La Découverte, Paris, 1988.
- GRESH (A.) et VIDAL (D.), *Palestine 47 : un*

partage avorté, Complexe, Bruxelles, 1991 (nouv. éd.).

EX-UNION SOVIÉTIQUE, PEUPLES D'ASIE CENTRALE

- HOPKIRK (Peter), *The Great Game, On Secret Service in High Asia*, Oxford University Press, Oxford, 1990.
- AKINER (Shirin), *Islamic peoples of the Soviet Union*, K.P.I., Londres, 1986 (2^e éd.).
- BENNIGSEN (Alexandre) et LEMERCIER-QUELQUEJAY (Chantal), *Les Musulmans oubliés, l'Islam en Union soviétique*, Payot, Paris, 1981.
- ROY (Olivier) (s.d.), «Des ethnies aux nations en Asie centrale», *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, n° 59-60, Edisud, Aix-en-Provence, 1991.
- POUJOL (Catherine) (s.d.), *Asie centrale : aux confins des Empires, réveil et tumulte*, Autrement, Paris, 1992.
- FERRO (Marc) (s.d.), *L'état de toutes les Russies*, La Découverte, coll. «L'état du monde», Paris, 1993 (à paraître).

PEUPLES DU CAUCASE ET ARMÉNIENS

- BLANCH (Lesley), *Les Sabres du Paradis*, J.-C. Lattès, Paris, 1990.
- YÉRASIMOS (Stéphane), «Caucase, la grande mêlée (1914-1921)», *Hérodote*, La Découverte, 4^e trim. 1989.
- NEKRITCH (Aleksandr), *Les Peuples punis*, Cahiers libres, Maspéro, Paris, 1982.
- URJEWICZ (Charles), «La Géorgie à la croisée des chemins», *Hérodote*, La Découverte, 4^e trim. 1989.
- DEDEYAN (Gérard) (s.d.), *Histoire des Arméniens*, Privat, Toulouse, 1982.

MOURADIAN (Claire), *L'Arménie*, Ramsay, Paris, 1989.

PEUPLES IRANIENS

- PICARD (Elizabeth) (s.d.), *La Question kurde*, Complexe, Bruxelles, 1991.
- ROY (Olivier), *L'Afghanistan, Islam et modernité politique*, Le Seuil, Paris, 1985.
- BARRY (Michael), *La Résistance afghane, Du Grand Moghol à l'invasion soviétique*, Flammarion, Paris, 1989 (2^e éd.).

PEUPLES TURCS ET MONGOLS

- ROUX (Jean-Paul), *Histoire des Turcs*, Fayard, Paris, 1984.
- LEMERCIER-QUELQUEJAY (Chantal), *La Paix mongole*, Flammarion, Paris, 1970.
- BAZIN (Louis), «Les Peuples turcophones en Eurasie : un cas majeur d'expansion ethnolinguistique», *Hérodote* n° 42, La Découverte, 3^e trim. 1986.
- MANTRAN (Robert) (s. d.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989.

Nous remercions vivement deux amis de l'Institut géographique national : M. Claude Perrichet, qui anime la commission de toponymie de l'IGN, nous a guidé dans le dédale des noms de lieux de l'ancienne Union soviétique ; M. Hervé Calvarin nous a fourni les images des nouveaux drapeaux. Nos remerciements vont aussi à M. Marc Gayda, qui nous a communiqué de précieuses informations à propos des chemins de fer au début de ce siècle.

INDEX

Les numéros en gras renvoient aux cartes; les numéros en italique aux sujets traités dans les encadrés.

anc. ancien(s), anciennement
Ant. Antiquité
arm. armistice
b. bataille
ch. chinois
dyn. dynastie
fl. fleuve
h. p. homme politique, homme d'Etat
l. langue(s)
m. mort en...
mt., mts. mont, monts
Rép. République
t. traité
ts. époque des tsars
v. ville
Abadan (v.) : 121, 125
Abazas : 94, 95
Abbas (Chah) (1571-1629), chah (séfévide de Perse 1587-1629 : 32, 34, 100, 106, 118-120, 131, 152, 168, 177
Abbasides (dyn.) : 22-26, 52, 53, 115
Abd al-Aziz III ibn Saoud (1887-1953), émir du Nedjd 1902-1932, roi d'Arabie saoudite 1932-1953 : 36, 40, 61, 76-78, 83
Abdali, 34, 135
Abdallah (1882-1951), émir (hachémite) de Transjordanie 1921-1946, roi de Transjordanie 1946-1949, roi de Jordanie 1949-1951 : 40, 58, 60, 61, 63
Abdul Hamid II (1842-1918), sultan ottoman 1876-1909 : 107, 127, 179, 181
Abdullah (m. 1739), khan de Kalat : 142
Abdullah Khan (m. 1598), khan (chaybanide) de Boukhara 1557-1598 : 152
Abdur Rahman (m. 1901), émir de Kaboul 1880-1901 : 137, 139, 143
Abkhazes : 88, 91, 93, 94, 103, 104
Abou Bakr (v. 570-634), calife 632-634 : 17, 20, 51
Abou Dhabi : 78, 79, 81, 82
Abraham : 15
Abul Khayr (m. 1468), khan ouzbek : 152, 189

Achéménides (dyn.) : 48, 87, 114, 120, 123
Achkhabat (turkmène Achgabat) : 163, 164
Achoth I^{er} (ix^e s.), roi (bagratide) d'Ibérie : 99
Achoth I^{er}, roi (bagratide) d'Arménie (884-890) : 105
Adana (v.) : 58, 108, 180, 185
Aden (v.) : 83-85
Adjars, Adjarie : 102, 103, 103
Adyghé (l.) : 88, 93
Adyghéens, Adyghéie : 92, 93, 94
Afchars : 118-120
Afghanistan, Afghans : 22, 24, 28, 34-39, 44, 45, 114-116, 119, 132-139, 140, 141-145
Aflik (Michel) (1910-1989), h. p. syrien : 71, 72
Agar, esclave d'Abraham, 15
Agence juive : 85
Agha Khan : 18, 52
Agha Muhammad (1742-1797), chah (kadjar) de Perse 1786-1797 : 34, 100, 120, 135
Agno-Koutchéens : 20, 148, 150
Agouls : 97, 98
Ahmad (1895-1962), imam du Yémen 1948-1962 : 84
Ahmad ibn Burnayh (m. 967), émir (bouyide) de Bagdad 946-967 : 52
Ahmad ibn Saïd (xviii^e s.), imam d'Oman : 82
Ahmad Khan, puis Chah (v. 1722-1773), chah d'Afghanistan 1747-1773 : 34, 119, 135, 142, 143
Aïmaks : 139, 140, 141
AIOC → Anglo-Iranian Oil Company
Akaïev (Askar), h. p. kirghize : 160
Akbar (1542-1605), Grand Moghol 1556-1605 : 32
Akesu → Aksou
Akhalikakali (v.), Akhalsikhe (v.) : 100, 101, 103, 107
Akhoulgo : 96, 97
Akkadians : 13, 48
Ak Koyunlu (Mouton Blanc) : 32, 54, 105, 118, 120, 167, 175
Aksou (v.) (ch. Akesu) : 164, 166
Aksoulouks : 164
Ala ad-Din, souverain de Ghour, xii^e s. : 134
Ala ad-Din Muhammad, chah du Khorezm 1200-1219 : 150
Alach Orda : 158
Alaï (mts.) : 148, 149, 160
Alains : 22, 26, 95, 96
Alamout : 52
Alaouites, Djebel alaouite : 13, 50, 59, 60, 70, 71

Albanais, Albanie : 36, 55, 175, 179, 181
Albuquerque (Alfonso de) (1453-1515) : 118
Alep (v.) : 24, 50, 53, 54, 59, 70, 108, 175, 182
Alevs : 185
Alexandre le Grand (356-323 av. J.-C.), roi de Macédoine 336-323 : 48, 87, 99, 104, 114
Alexandre I^{er} (1777-1825), tsar de Russie 1801-1825 : 100
Alexandrette (v.) (turc Iskenderun) : 58-60, 185
Alexandrette (sandjak d') : 60, 183, 185
Alexandrie (patriarcats) : 18, 19, 65, 74
Alexandrie (v.) : 19, 48, 56, 75
Alexandropol (sov. Lenakan, arm. Gümri) : 109, 110, 112
Alger (accord d') : 1975 : 126, 130
Algérie : 18, 32, 36, 46, 63, 87
Ali (v. 598-669), calife 656-661 : 17, 18, 22, 51, 76
Ali al-Rida (m. 818), imam chi'ite : 18
Alikhanov (xix^e s.), officier de l'armée russe : 163
Allah : 16
Allemagne, Allemands : 38, 40, 42, 62, 86, 91, 92, 94, 98, 101, 122, 137, 185
Allemands de la Volga : 92, 156, 157, 159, 160
Alma-Ata (russe ts. Vernyi, kazakh Almaty) : 153, 157, 158, 159
Alp Arslan, sultan (seljoukide) de Perse 1063-1072 : 26, 167, 171
ALS → Armée du Liban-Sud
Altai (mts.) : 20, 149, 152, 189
Altaïens : 147, 189
Altaïques (l.) : 15, 146, 148
Amal : 70
Aman Allah (m. 1960), émir de Kaboul 1919-1929 : 137
Amasya (l.), 1555 : 54, 100, 106, 118, 127, 176
Américains → Etats-Unis
Amman (v.) : 67
Amorrites : 48
Amou Daria (fl.) (Ant. Oxus) : 125, 200, 22, 34, 114, 119, 133, 135, 136, 139, 143, 149, 150, 151, 154, 156, 162-164
Amsterdam (v.) : 106
Anatolie : 14, 15, 22-32, 38, 50, 54, 94, 117, 118, 127, 128, 131, 167, 171, 172, 173-176, 178, 180-185
Andjan (v.) : 156, 161
Andi (l.) : 98
Andrinople (v.) (turc Edirne) : 30, 105, 173, 185
Andrinople (t.), 1829 : 107, 179, 180

Anglo-Iranian Oil Company (AIOC) : 123
Anglo-Persian Oil Company (APOC) : 42, 121
Ankara (v.) (anc. Angora), 38, 173, 183-185
Ankara (b.), 1402 : 30, 174
Antakya → Antioche
Antelias (v.) : 111
Anti-Liban : 50, 68
Antioche (v.) (turc Antakya) : 26, 48, 50, 106, 148
Antioche (patriarcats) : 18, 19, 65
Aoul : 96
Aoun (Michel), h. p. libanais : 70
Aphéron (presqu'île) : 90
APOC → Anglo-Persian Oil Company
Aqaba (v.) : 61, 67, 77
Arabe (alphabet) : 13
Arabe (l.) : 13, 20, 46-49, 51, 52, 65, 66, 96
Arabes (avant le ix^e s.) : 20, 22, 48-52, 96-99, 105, 114, 115, 132, 141, 148, 150, 167, 187
Arabes d'Israël : 66, 86
Arabian American Company → Aramco
Arabie, Arabique (péninsule) : 11-13, 20, 36, 40, 47-49, 51, 52, 54, 57, 76-85
Arabie Heureuse : 49, 82
Arabie saoudite : 42-46, 62, 64-66, 70, 72, 73, 76, 77, 78-80, 84, 85, 141
Arabistan → Khouïstan
Arab Legion → Légion arabe
Arafat (Yasser) (né en 1929), h. p. palestinien : 66, 67
Aral (mer d') : 22, 32, 115, 149, 152, 153, 157, 162, 163
Aramco : 78
Arménien : 13, 16, 20, 48
Araxe (fl.) : 90, 168
Ardabil (v.) : 118, 119, 125, 168
Ardahan (v.) : 100-102, 107, 111, 185
Aref (Abdel Rahman) (né en 1916), h. p. irakien : 72
Argentine : 111
Armée du Liban-Sud : 70
Arménie (arménien Hajastan), Arméniens : 11, 20-26, 38, 40, 44, 46, 53, 60, 69, 70, 87, 89, 90, 100-102, 104-112, 113, 119, 127, 128, 131, 167, 169-171, 173, 180-184
Arménien (l.) : 14, 88, 106
Arménienne (Eglise) : 19, 104-107, 111
Arménio-Cilicie : 26, 106, 172
Arslan Israïl (début du xi^e s.), chef seljoukide : 167

Artaxiades (dyn.) : 104
Aryanisme : 123
Aryens : 113, 123
Ashkenazes : 86, 87
Asie centrale : 148, 149, 153-155
Asir : 49, 76-78, 84, 85
Aslanduz (b.), 1812 : 168
Assad (Hafez al-) (né en 1930), h. p. syrien : 69, 71, 72
Assassins : 18, 28, 52, 117
Assouan (barrage d') : 63, 75
Assyriens : 19, 65, 72, 73, 108, 127
Assyriens (Ant.) : 15, 48, 87
Astrabad → Gourgane
Astrakhan (v.) : 30, 32, 90, 91, 152, 188-190
Astrakhanides → Djanides
Atatürk → Mustafa Kemal
Atropates, satrape de Médie, IV^e s. av. J.-C. : 167
Autriche, Autriche-Hongrie : 177, 178, 180, 181
Avars (des steppes) : 20
Avars (du Caucase) : 13, 89, 96, 97, 98
Ayatollahs : 124
Aydın : 172
Ayub (xix^e s.), prince afghan : 137
Ayub Khan (1908-1974), h. p. pakistanais : 138, 143
Ayyoubides (dyn.) : 28, 53, 76
Azadistan : 169
Azerbaïdjan, Azéris : 15, 22, 26, 28, 32, 38, 42, 44, 46, 54, 87, 90, 98, 104, 107-112, 116-120, 122, 123, 125, 126, 146, 167-170, 171, 175-177, 182
Aziz (Tarck), h. p. irakien : 72
Azov (v.) (anc. La Tana) : 90, 189
Baas (parti) : 71, 72, 130
Babisme : 122
Babour (1483-1530), fondateur de l'empire des Grands Moghols : 32, 134, 146
Babyloniens : 15, 48, 51, 96
Bachkirs, Bachkirie, Bachkortostan : 189, 190, 191-193
Bactres → Balkh
Bactriane : 12, 150
Bactrien (l.), Bactriens : 113
Badakhchan (Haut— ou Gorno-) : 13, 137, 139, 143, 144, 145
Badr, imam du Yémen 1962 : 84
Badr al-Jamali, vizir du califat fatimide 1073-1094 : 53
Bagdad (v.) : 18, 22-30, 38, 42, 52-54, 57, 73, 87
Bagdad (pacte de), 1955 : 63, 64, 68, 123
Bagdadbahn : 38, 39
Bagirov (m. 1956), h. p. azéri : 170
Bagratouni, Bagratides (dyn.) : 99, 100, 105

Baha Allah (1817-1892), fondateur du bahaïsme : 122
Bahaïsme : 122
Bahreïn : 42, 44, 46, 49, 52, 79-81
Baïbars I^{er} (1223-1277), sultan (mamelouk) d'Egypte 1260-1277 : 28, 54
Bajazet → Bayezid
Bakhtiar (Chapour) (1914-1991), h. p. iranien : 124
Bakhtiari (l.), Bakhtiars : 114, 121, 122, 125, 126
Bakou (v.) (azéri Bakı) : 39, 42, 87, 89, 92, 102, 108, 110, 111, 168-170, 171, 182
Bakou (Congrès de), 1920 : 155, 168
Balasagun (v.) : 150
Bâle (v.) : 85
Balfour (Arthur, lord) (1848-1930) : 40, 58, 85
Balkach (lac) : 149, 152, 153, 87
Balkans : 30, 36, 94, 179-181
Balkars : 91, 92, 93, 94, 146
Balkh (v.) (Ant. Bactres) : 28, 133, 150
Baloutches, Baloutchistan : 34, 38, 44, 114, 121, 125, 126, 139, 141, 142, 143
Banat : 178
Bandar Abbas (v.) : 118, 125
Bani Sadr (né en 1934), h. p. iranien : 124
Baraba (steppe de) : 149, 189, 190
Bar Addai (Jacob) ou Baradeï (v. 490-578), évêque de Syrie : 19
Barberousse → Khayreddin
Bariatinski (Alexandre) (1814-1879) : 96, 97
Barré (Maurice) (1862-1923) : 71
Barzandji (Cheikh Mahmoud) (1880-1956), chef kurde : 120
Barzani (Mustafa) (1902-1979), h. p. kurde : 129, 130
Barzani (Massoud), h. p. kurde : 132
Basile I^{er} le Macédonien (m. 813-886), empereur byzantin 867-886 : 105
Basmatchis : 40, 144, 154, 155, 162
Basque (l.) : 14
Bassora (v.) : 22, 24, 38, 51, 52, 54, 57, 73, 80, 176, 181
Batcha Saqao (m. 1929), usurpateur du trône de Kaboul : 137
Batoum (v.) (géorgien Batoumi) : 39, 92, 100-103, 107, 168, 181-183
Batoum (t.), 1918 : 101, 183
Batu (1204-1255), khan de la Horde d'Or : 28, 188
Bayezid I^{er} (1360-1403), sultan ottoman 1389-1402 : 173, 174
Bayezid II (1447-1512), sultan ottoman 1481-1512 : 175
Bazar : 124
Bazargan (Mehdi) (né en 1907), h. p. iranien : 124

- Bédouins : 24, 26, 48, 52, 74, 76, 77
 Békaa (s.), 50, 68, 69
 Belgrade (t.), 1739 : 178
 Bengale : 134
 Ben Gourion (David) (1886-1973), h. p. israélien : 85
 Berbères : 46, 52
 Beria (Lavrenti) (1899-1953), h. p. soviétique : 102, 170
 Berke, khan de la Horde d'Or 1257-1266 : 188
 Berlin (t.), 1878 : 107, 179
 Bessarabie : 178
 Beyrouth (v.) : 56, 65, 68-70
 Bhutto (Ali) (1928-1979), h. p. pakistais : 143
 Bichkek (v.) (sov. Frounzé) : 160
 Biélorusses, Biélorussie : 46, 87, 157, 159
 Bigler Beg : 142
 Bilad al-Rum : 26, 171
 Bitar (Salah al-) (1912-...), h. p. syrien : 71, 72
 Bolan (passes de) : 133, 142
 Bolcheviks : 40, 90, 95, 101, 102, 110, 154, 162, 163, 169, 182, 192
 Bolghar (v.) : 187, 188
 Bombay (v.) : 83
 Bonaparte (Napoléon) → Napoléon I^{er}
 Bosnie-Herzégovine : 175, 177, 179-181
 Bosphore : 38, 173, 179
 Bouchir : 120, 125
 Boukhara (v.) : 24, 34, 38, 40, 115, 119-121, 132, 135-137, 144, 150, 152-155, 160, 161, 162, 163, 191
 Bouraidah (v.) : 49, 78
 Bouraimi (v.) : 77, 79, 82
 Bouya (fin du ix^e s.), éponyme des Bouyides : 115
 Bouyides (dyn.) : 24, 26, 52, 53, 115, 120
 Brahousis : 141, 142
 Brest-Litovsk (t.), 1918 : 101, 182
 Britanniques : 11, 34, 36, 38-40, 42, 44, 55-63, 72, 76, 77, 79-84, 102, 109, 110, 118, 120-123, 127-129, 135-138, 142-144, 153, 154, 165, 169, 180-183, 186
 British Petroleum : 42
 Brousse (v. (turc Bursa) : 172, 185
 Bubyar (île) : 79, 81
 Bucarest (t.), 1812 : 178
 Bug (fl.) : 178
 Bulgares (anc.), Bulgares de la Volga : 20-24, 28, 187, 188
 Bulgare : 30, 94, 106, 173, 177, 179, 181, 182
 Bursa → Brousse
 Byzantins, Byzance : 20-30, 48, 49, 99, 105, 106, 114, 167, 171-175, 187, 189
 Caire (Le) (v.) : 24, 53, 54, 75, 84, 85
 Calcutta (v.) : 106
 Cambyse II, roi (achéménide) de Perse v. 530-v. 522 av. J.-C. : 48, 114
 Camp David (accords de), 1978 : 64
 Canaan : 15
 Canada : 111
 Canée (La) (v.) : 177
 Cappadoce : 104
 Catherine II (1729-1796), impératrice de Russie 1762-1796 : 89, 190, 191, 193
 Catholiques (arméniens) : 104-106, 111
 Caucase : 13, 14, 18, 22, 24, 36, 38, 42, 44, 46, 54, 67, 88, 89, 90, 91-99, 113, 119, 180, 184
 Caucasiens (langues) : 14, 88, 89
 CEL → Communauté des Etats indépendants
 CENTO (Central Treaty Organization) : 123
 Césarée → Kayseri
 Chafrites : 18
 Chah Abbas → Abbas (Chah)
 Chahanchah : 115
 Chah Ismaïl → Ismaïl (Chah)
 Chahoumian (Stepan), h. p. arménien : 169
 Chah Rukh, souverain (timouride) 1405-1447 : 117, 151
 Chah Rukh (m. 1796), souverain (afchar) du Khorassan 1747-1796 : 119, 120, 135
 Chaïmev, h. p. tatar : 192
 Chalcédoine (concile de), 451 : 18, 19, 105
 Chalcédoïens : 19, 48
 Chaldéens : 19, 65, 72
 Chaldéens (Ant.) : 48
 Châm : 50
 Chamitiques (l.) : 13
 Chammar : 76, 77
 Chamoun (Camille) (1899-1987), h. p. libanais : 68
 Chamyl (v. 1796-1871), imam muride : 94, 96
 Chardin (Jean) (1643-1713) : 119
 Char'ia : 17
 Charjah : 79, 80-82
 Charles Martel (v. 685-741) : 22
 Chatila (camp de) : 69
 Chayban (xiii^e s.), khan mongol : 32, 152, 189
 Chaybani (Muhammad) (m. 1510), khan ouzbek : 118, 152
 Chaybanides (dyn.) : 32, 119, 152, 189
 Chehab (Fouad) (1903-1973), h. p. libanais : 68
 Cherif (de La Mecque) : 32, 36, 38, 40, 58, 76, 176
 Chevardnadzé (Edouard), h. p. géorgien : 103, 104
 Chichakli (Adib) (1901-1964), h. p. syrien : 71
 Chi'isme : 18, 24, 46, 51-54, 59-61, 68, 73, 74, 78, 79, 81, 103, 115, 118-120, 122, 124, 126, 134, 137, 139-141, 168, 171, 175, 185
 Chinois, Chine : 19, 20, 22, 28, 30, 34, 36, 116, 148, 150, 152-154, 156, 159, 164-166
 Chiraz (v.) : 24, 30, 34, 115, 119, 120, 122, 125
 Chirvan : 91, 99, 168
 Chosroës → Khosrô I^{er}
 Chott el-Arab (fl.) : 50, 126, 130
 Chypre : 36, 177, 180, 185, 186
 Cilicie : 19, 57, 94, 105, 106, 108, 111, 173, 174, 185
 Circassiens : 54, 88, 89, 93-94, 97, 100, 107, 180
 Ciscaucasie : 88, 90-92
 Cisjordanie : 62-64, 65-68, 88
 CNIP → Compagnie nationale des pétroles iraniens
 Colchide : 90, 99
 Comité Union et Progrès (CUP) : 181
 Communauté des Etats indépendants (CEI) : 46
 Compagnie française des pétroles (CFP) : 42
 Compagnie nationale des pétroles iraniens (CNPI) : 123
 Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe : 46, 80
 Constantin I^{er} le Grand (v. 285-337), empereur romain 306-337 : 20
 Constantinople (v.) : 20, 26, 30, 32, 87, 106, 128, 173, 174, 175, 182
 Constantinople (patriarcat) : 18, 19, 175
 Copte (Eglise) : 19, 22, 56, 65, 74
 Copte (l.) : 13, 20, 48
 Coran : 13, 16, 17, 46
 Cordoue (v.) : 24
 Coréens (d'Asie centrale) : 156, 157, 159, 161, 163
 Corfou : 87
 Cosaques : 89-90, 91, 122, 153, 157, 169, 190
 Côte de la Trêve (Trucial Oman) : 80, 81
 Côte des Pirates : 81
 Coumans (ou Kiptchak ou Polovtse) : 26, 28, 53, 95, 150, 187, 188
 Crête : 55, 177, 179-181
 Crimée : 32, 35, 90, 91, 93, 105, 106, 175, 178, 180, 184, 187, 190, 191
 Croatie, 177
 Croisades, Croisés : 26, 28, 53, 106
 Croissant fertile : 13, 20, 47, 48, 50-52, 54, 55, 57-59
 Croix (col de la) : 89, 90, 96
 Crésiphon (v.) : 114, 120
 CUP → Comité Union et Progrès
 Curzon (George, lord) (1859-1925) : 122
 Cyrille (saint) (v. 380-444), patriarche d'Alexandrie 412-444 : 19
 Cyrus II le Grand, roi (achéménide) de Perse v. 550-v. 530 av. J.-C. : 48, 114
 Dachnak (parti) : 107, 110
 Daghestan, Daghestanais : 87, 89-91, 96, 97, 98
 Dalmatie : 177
 Damas (v.) : 22, 24, 38, 49-51, 53-55, 58, 59, 70, 71
 Daoud Khan (Ali Muhammad) (1909-1978), h. p. afghan : 138
 Daoud Pacha, gouverneur de Bagdad 1817-1831 : 54
 Dâr al-islâm : 17
 Dardanelles : 30, 173, 179, 181, 184
 Darghines : 96, 97, 98
 Dargwa (l.) : 89, 98
 Dâri (l.) : 115, 139
 Darial (passé de) : 90, 96
 Darius I^{er}, roi (achéménide) de Perse v. 522-v. 486 av. J.-C. : 114
 Darvaz : 143, 144
 David, roi d'Israël v. 1015-v. 975 av. J.-C. : 15, 87
 David IV le Bâtisseur, roi (bagratide) de Géorgie 1089-1125 : 99
 Daylem : 24, 52, 53, 115
 Dazari (Muhammad al-) (m. v. 1018), prédicateur : 71
 Delhi (v.) : 28-34, 119, 134, 135
 Denikine (Anton) (1872-1947), général russe : 91, 97, 102
 Derbent (v.) : 96, 97, 168
 Détroits : 57, 179, 182, 186
 Devchirme : 175
 Dhofar : 79, 82, 84
 Dido (l.) : 98
 Diyarbakir (v.) : 107, 132, 185
 Djadid (Salah), h. p. syrien : 71
 Djaghataï (m. 1242), khan mongol : 28, 30, 151
 Djaghataï (turc) (l.) : 117, 134, 146
 Djaghataïdes (dyn.) : 30, 151
 Djalarides (dyn.) : 30, 54, 117, 167
 Djalalabad (v.) : 136, 140
 Djamschedi : 139
 Djangalis : 122
 Djendides (ou Astrakhanides) (dyn.) : 152
 Djeddes (v.) : 76, 78
 Djelal (m. 1519), prédicateur turcman : 176
 Djelalis : 176, 177
 Djerba (île) : 18
 Djézireh : 50, 51, 54
 Djibouti : 36, 62
 Djihan Chah, sultan kara koyunlu 1435-1467 : 167
 Djizan (v.) : 77, 78, 85
 Djoneyd (m. 1460), dirigeant séfévide : 32, 118
 Djôthi (m. 1227), khan mongol : 28, 151, 188, 189
 Djougatchvili (Joseph) → Staline
 Djoulfa (v.), Nouvelle Djoulfa : 106, 107, 109
 Dniestr (fleuve) : 178
 Dnoubrouja : 94, 179
 Dodécânèse : 181
 Doha (v.) : 79, 81
 Doll (Otto) (xxx^e s.), officier allemand : 193
 Don (fl.) : 90, 92
 Dongxiang : 166
 Dost Muhammad (1793-1863), émir de Kaboul 1826-1839 et 1843-1863 : 135, 136
 Dostom (Abdul Rashid) (né en 1955), h. p. afghan : 141
 Doubai : 79, 81, 82
 Douchanbé (sov. Stalinabad) : 144, 145, 163
 Douriaev (Djohar) (né en 1944), h. p. tchétchène : 98
 Druzes, Djebel druze : 13, 56, 59, 60, 68-70, 71, 86
 Dumézil (Georges) (1898-1986) : 89
 Duodécimains (chi'ites) ou imamites : 18
 Durand (sir Mortimer) : 137
 Durrani : 135, 138
 Dzaoudjikou → Vladikavkaz
 Dzoungares, Dzoungarie : 34, 36, 149, 152, 157, 159, 166, 193
 Ecbatane → Hamadan
 Édesse → Urfa
 Edirne → Andrinople
 Edjmiazin (v.) : 106, 111, 112
 Égypte : 12, 13, 15, 18, 19, 20-32, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50-57, 62-66, 68, 71, 74, 75, 76, 84, 87, 93, 114, 176
 Eisenhower (Dwight) (1890-1969) : 63, 68
 Elbourz (mts.) : 52, 116, 131
 Elbrouz (mt.) : 90, 93, 94
 Élie, prophète v. 873-853 av. J.-C. : 15
 Elisavetpol → Gandja
 Elista (v.) : 89, 193
 Elitchibey (Aboulfaz) (né en 1938), h. p. azéri : 171
 Émirats arabes unis : 42, 44, 46, 79, 81, 82
 Enver Pacha (1881-1922), h. p. turc : 155, 162, 169, 181
 Éphèse (concile d'), 431 : 19
 Erevan (v.) : 107, 109-112, 120, 168, 177
 Érythrée : 36
 Erzincan (v.) : 108, 109, 181, 185
 Erzincan (arm.), 1917 : 182
 Erzurum (v.) : 107, 108, 110, 176, 181, 185
 Erzurum (t.), 1847 : 120, 127
 Espagne : 22, 85
 États-Unis, Américains : 42, 44, 63-69, 72-74, 78-80, 110, 111, 123, 126, 132, 138, 141, 186
 Éthiopiens : 22
 Euphrate (fl.) : 12, 20, 49, 50, 87
 Exode : 15
 Fao (v.) : 73, 126
 Farouk (1920-1965), roi d'Égypte 1936-1952 : 62
 Fars (Ant. Perside) : 22, 24, 114-117, 125
 Fârsi (l.) : 115
 Fath : 66, 67
 Fatima (début du ix^e s.), soeur d'Ali al-Rida : 18
 Fatimides (dyn.) : 18, 24, 52, 53, 76
 Faysal I^{er} (1883-1933), roi (hachémite) d'Irak 1921-1933 : 40, 58, 59
 Faysal ibn Abd al-Aziz (1904-1975), roi d'Arabie saoudite 1964-1975 : 78
 Ferdinand I^{er} de Habsbourg (1503-1564), roi de Bohême et de Hongrie 1526-1564, empereur 1558-1564 : 176
 Fergana : 32, 34, 134, 148, 149, 152, 154, 160, 161, 162, 163
 Firdousi (v. 940-v. 1020), poète persan : 115
 Firuzkubi : 139
 Florence (concile de), 1439-1445 : 19
 Fouad I^{er} (1868-1936), roi d'Égypte 1922-1936 : 62
 FPLP → Front populaire de libération de la Palestine
 Frances : 53
 Français, France : 34-44, 55-60, 63, 65, 68-71, 106, 111, 132, 181-183
 Frères musulmans : 71, 75
 Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) : 67
 Frontière du Nord-Ouest : 138, 140
 Frounzé → Bichkek
 Fustat (v.) : 22, 51
 Gagaouzes : 146, 147, 177
 Galiev (Sultan), h. p. tatar : 192
 Gallilée : 58, 62, 85, 86
 Gama (Vasco de) (v. 1469-1524) : 32
 Gamsakhourdia (Zviad), h. p. géorgien : 103, 104
 Gandamak (t.), 1879 : 136
 Gandja (v.) (russe ts. Elisavetpol, sov. Kirovabad) : 107, 168, 169, 170
 Gansu : 148, 166
 Gaza (v.) : 58, 62-64, 65-67, 88
 Gemara : 16

Gemayel (Amin) (né en 1942), h. p. libanais : 69, 70
 Gemayel (Béchar) (1947-1982), h. p. libanais : 69
 Gemayel (Pierre), h. p. libanais : 68, 69
 Gènes (v.), Génois : 106, 189
 Genèse : 15
 Gengis Khan (Temüjin, dit) (v. 1167-1227), grand khan des Mongols : 28, 30, 53, 117, 134, 151, 167, 188, 189
 Georges V le Brillant, roi (bagratide) de Géorgie 1314-1346 : 99
 Géorgie (route militaire de) : 96
 Géorgien (l.) : 14, 88, 89, 100
 Géorgie (géorgien Sakartvelo, russe Gruzia), Géorgiens : 11, 20, 22, 36, 38, 40, 44, 46, 54, 87, 89, 90, 92-96, 98, 99-103, 104, 107, 109, 111, 112, 114, 119, 120, 134, 168, 181, 182
 Géorgienne (Eglise) : 19, 99, 100
 Germiyan : 172
 Ghassanides (dyn.) : 20, 49
 Ghazis : 172, 173
 Ghaznévides (dyn.) : 26, 28, 115, 117, 134
 Ghazni (v.) (ou Ghazna) : 24, 26, 132, 134, 140, 141
 Ghavam as-Sultaneh (...), h. p. iranien : 123
 Ghilzai : 34, 134, 135, 137, 138
 Ghour (ou Ghôr) : 134
 Ghourides (dyn.) : 28, 117, 134
 Giandja → Gandja
 Giray (dyn.) : 189
 Glubb Pacha (1897-1986), officier britannique : 68
 Gobi (désert) : 148, 149
 Gök Tepe (b.), 1881 : 154, 156, 163
 Golan : 44, 64, 70, 86, 88
 Golfe Arabo-Persique : 79, 80
 Gorbachev (Mikhaïl) (né en 1931) : 141
 Gori (v.) : 102, 103
 Gorno-Badakhchan → Badakhchan
 Gourgan (v.) (anc. Astrabad) : 124, 125
 Gourguine (début du XVIII^e s.), gouverneur de Kandahar : 134, 135
 Grand Aoul : 96, 97
 Grande-Bretagne → Britanniques
 Grands Moghols : 32, 34, 134, 135
 Grèce, Grecs : 36, 40, 55, 56, 175, 179-184, 186
 Grecs (Ant.) : 4, 20, 48, 99
 Grégoire I^{er} (saint) ou Grigor (v. 240-v. 326), patriarche d'Arménie : 104
 Grosnyi (v.) : 92, 96, 97-99
 Gruzia → Géorgie
 Guilan : 118, 121, 122, 125

Guilani (l.), Guilanais : 114, 125, 126
 Gulistan (t.), 1813 : 120, 168
 Gulnadabad (b.), 1721 : 119, 135
 Gümrü → Alexandropol
 Habache (Georges) (né en 1924), h. p. palestinien : 67
 Habib Allah, émir de Kaboul (1901-1919) : 137
 Habsbourg : 176, 177
 Hachémides (dyn.) : 61, 64, 72, 77
 Haddad (Saad), officier libanais : 69
 Hadith : 17
 Hadramaut : 83, 84
 Hafiz (Amin al-), h. p. syrien : 71
 Hagana : 60
 Haifa (v.) : 44, 86
 Haïl (v.) : 49, 76, 78
 Haj : 17
 Hajastan → Arménie
 Hakim (al-) : calife fatimide 996-1021, 71
 Hakkari : 72, 127, 128
 Halabja (v.) : 128, 130
 Hama (v.) : 70, 71
 Hamadan (v.) (Ant. Ecbatane) : 114, 119, 120, 125, 167
 Hamidiye : 107, 127
 Hammourabi, roi de Babylone (XVIII-XVII^e s. av. J.-C.) : 48
 Han : 165, 166
 Hanafites : 18
 Hanbalites : 18
 Haroun al-Rachid (766-809), calife abbasside 786-809 : 22, 52
 Hasa : 36, 52, 54, 76, 78, 79
 Hasan-i Sabbah (XI^e s.), chef des Assassins : 52
 Hassan (v. 624-669), fils d'Ali : 51
 Haut-Badakhchan → Badakhchan
 Haute-Asie : 148
 Haut-Karabakh → Karabakh
 Hawar (île) : 79, 80
 Haydar (m. 1488), dirigeant séfévide : 118
 Hazaras : 133, 137, 139, 140, 141
 Hébreu (l.) : 13, 15, 48, 66, 87
 Hébreux : 15, 48, 87
 Hedjaz : 38, 40, 49, 55, 61, 76-78
 Hégire : 17
 Hekmatyar (Gulbuddin), h. p. afghan : 141
 Hentchak (parti) : 107
 Hephthalites : 114, 148
 Héraclius I^{er} (v. 575-641), empereur byzantin 610-641 : 20
 Hérat (v.) : 28, 30, 38, 39, 116, 117, 120, 121, 133-140, 151
 Hérode Antipas, tétrarque de Galilée et de Pérée 4 av. J.-C.-39 : 87
 Herzl (Theodor) (1860-1904) : 85
 Hetian → Khotan
 Hetman : 91

Hezb-i Islami : 141
 Hezbollah : 70
 Hindou Kouch (mts.) : 26, 132, 133, 134, 137
 Hitler (Adolf) (1889-1945) : 86, 91
 Hodeïda (v.) : 83
 Hollandais : 34, 42
 Hongrie : 32, 173, 174, 176, 177
 Horde Blanche : 28, 30, 188, 189
 Horde d'Or : 28-32, 54, 151, 188-190
 Hordes kazakhes : 157
 Hormuz → Ormuz
 Hui (Chinois musulmans) : 164-166
 Hülegü (v. 1217-1265), ilkhan d'Iran 1256-1265 : 28, 53, 54, 117, 167
 Huns : 20, 148, 187
 Hussein (626-680), fils d'Ali : 18, 51, 127
 Hussein (Saddam) (né en 1937), h. p. irakien : 65, 66, 72, 73, 126, 130, 131
 Hussein ibn Ali (v. 1856-1931), cheikh de La Mecque, roi du Hedjaz 1916-1924 : 38, 58, 77
 Hussein ibn Talal (né en 1935), roi (hachémite) de Jordanie à partir de 1952 : 63, 67, 68
 Husseinis : 60
 Iakoutes, Iakoutie ou Sakha : 147, 189
 Iassy (t.), 1792 : 178
 Ibadites : 18, 82
 Ibérie : 99
 Ibn Abd al-Wahhab (Muhammad) (1734-1792), prédicateur : 76
 Ibn Saoud → Abd al-Aziz III
 Ibn Saoud (Muhammad) (m. 1766), chef tribal du Nedjd : 36, 76
 Ibn Tulun (Ahmad) (833-884), gouverneur d'Égypte 868-884 : 52
 Ibrahim Lodi, sultan de Delhi 1517-1526 : 134
 Ibrahim Pacha (1789-1848), pacha d'Égypte 1848 : 55
 Iconium → Konya
 Idel → Volga
 Idel-Oural : 190, 192
 Idjihad : 124
 Idrisi (Sayyid Muhammad al-), émir de l'Asir jusqu'en 1932 : 76, 77
 Iénisséï (l.) : 24, 149, 150, 159, 189
 Iermak (m. 1585), chef cosaque : 190
 Igdir (v.) : 110, 183
 Ikhwān : 76-78
 Ili (l.) : 149, 152, 165, 166, 193
 Ilkhan, Ilkhanat : 28, 30, 54, 99, 117, 120, 167, 189
 Imamites → duodécimains (chi'ites)
 Imams : 124
 Inde(s) : 14, 18, 19, 22, 28, 34, 36, 39, 57, 80-82, 113, 134-138, 141, 143
 Indo-Aryens : 14, 113

Indo-Européens : 14, 113
 Indus (fl.) : 12, 22, 24, 28, 114, 133, 135, 141
 Ingouches, Ingouchéti (ou Ingouchie) : 88, 91, 92, 95, 97-99
 Inönü (b.), 1921 : 183
 Inönü (Ismet) (1884-1973), h. p. turc : 184, 185
 Intifada : 67, 68
 IPC → Iraq Petroleum Company
 Irak : 13, 18, 22, 24, 30-34, 40, 42-44, 46, 50-54, 58, 59, 61-66, 68, 70-73, 74, 77, 79-81, 85, 87, 114, 115, 117-119, 122, 126, 129-132
 Iraki II, roi de Géorgie 1762-1798 : 100
 Iran (zone géographique) : 24-32, 50-52, 114, 116, 148, 150, 151
 Iran, Iraniens (modernes) : 18, 34, 42-44, 46, 63, 65, 70-72, 79-82, 87, 111-114, 119, 120, 122-125, 126, 129-132, 141, 168-170, 185
 Iraniens (l.), Iraniens (anc.) : 14, 20-26, 30, 48, 113, 114, 119
 Irano-Aryens : 113
 Iraq Petroleum Company (IPC) : 42, 72
 Irtych (fl.) : 28, 149, 151, 153, 190
 Isaac, fils d'Abraham av. J.-C. : 15
 Iskenderun → Alexandrette
 Islam : 16-18
 Ismaël, fils d'Abraham : 15
 Ismaéliens : 13, 18, 24, 52, 53, 139, 143
 Ismail (m. 762), imam chi'ite : 18
 Ismail (Chah) (1487-1524), chah (séfévide) de Perse 1502-1524 : 32, 54, 118, 152, 167, 175
 Ismail Pacha (1830-1895), khédive d'Égypte 1863-1879 : 55
 Isphahan (v.) : 26, 30-34, 106, 115, 117, 119, 120, 125, 135
 Israël (Ant.) : 15, 87
 Israël (moderne) : 11, 15, 44, 46, 62-64, 65-67, 69, 75, 86, 87
 Issyk-Koul (lac) : 149, 150, 157
 Istanbul (v.) (anc. Constantinople) : 111, 175, 183, 185
 Italie, Italiens : 36, 40, 106, 182, 183
 Ittifak (parti) : 191, 192
 Ivan IV le Terrible (1530-1584), tsar de Russie 1533-1584 : 32, 94, 189, 190
 Izmir → Smyrne
 Jaber al-Sabah, émir du Koweït à partir de 1977 : 81
 Jacob, fils d'Isaac : 15
 Jacobite (Eglise) : 19, 65
 Jadidisme : 161, 191
 Jalalabad → Djalalabad
 Jamiat-i Islami : 141

Janissaires : 54, 175, 179
 Jean III Sobieski (1624-1696), roi de Pologne 1674-1696 : 177
 Jérémie, prophète 627-587 av. J.-C. : 15
 Jérusalem (v.) : 15, 26, 28, 53, 58, 62, 64, 75, 86, 86, 87, 182
 Jérusalem (patriarcat) : 18, 65, 111
 Jeunes-Turcs : 108, 181, 184
 Jihād : 17
 Jih Shuren, gouverneur du Xinjiang 1928-1933 : 165
 Jordania (Noé), h. p. géorgien : 101
 Jordanie : 13, 44, 46, 50, 58, 63-66, 67-69
 Joumblatt (Kamal) (m. 1977), h. p. libanais : 68, 69
 Jourdain (fl.) : 40, 50, 58, 62, 64, 88
 Juda : 15, 87
 Judaïsme, Juifs : 13, 15, 16, 49, 51, 54, 86, 87
 Judée : 86, 88
 Kaaba : 24
 Kabardes : 88, 90-92, 93-95
 Kabadino-Balkarie : 93, 94
 Kaboul (v.) : 32, 34, 39, 132-140, 141
 Kachgar (v.) (ch. Kashi) : 24, 146, 148, 150, 164, 166
 Kachkalis : 166
 Kachkai (l.) : 126, 146, 147
 Kadhimeyn (v.) : 18, 73
 Kadjars (dyn.) : 34, 38, 118-120, 122
 Kafirs, Kafiristan → Nouristan
 Kairouan (v.) : 24, 53
 Kakhétie : 100
 Kalat (v.) : 142, 143
 Kalé : 187
 Kalmouks, Kalmoukie : 89, 92, 152, 193
 Kamaran (île) : 83, 84
 Kandahar (v.) : 34, 39, 133-138, 140
 Karabakh (Haut— ou Nagorno-) : 46, 106, 107, 110-112, 168-170, 171
 Karaites : 187
 Karakalpak : 155, 161, 162, 163
 Karakhanides (dyn.) : 24-28, 115, 150
 Kara Khitai : 28, 150, 152
 Kara Kirghizes : 157
 Kara Koum (désert) : 148, 149, 163
 Kara Koyunlu (ou Mouton Noir) : 32, 54, 105, 117, 118, 120, 167
 Karaman : 172-175
 Karasi : 172
 Karatchais : 92, 93, 94, 95, 146, 193
 Karatchaev-Tcherkessie : 93, 94
 Karategin : 143, 144
 Kara Yusuf, émir kara koyunlu 1389-1419 : 167
 Karbala (v.) : 18, 51, 73, 76

Karim Khan Zand (1705-1779), régent de Perse 1750-1779 : 34, 119, 120
 Karimov (Islam), h. p. ouzbek : 163
 Karlouks : 22, 24, 150
 Karlowitz (t.), 1699 : 177
 Karmal (Babrak) (né en 1929), h. p. afghan : 139, 140
 Kars (v.) : 101, 107, 109-111, 185
 Kars (t.), 1921 : 102, 103, 110, 169, 183
 Karthlie : 100
 Kashi → Kachgar
 Kassem (Abdel Karim) (1914-1963), h. p. irakien : 72, 130
 Kaufmann (Constantin) (1818-1882), général russe : 153
 Kayseri (v.) (anc. Césarée) : 104, 185
 Kazakhs, Kazakhstan : 11, 32, 34, 38, 44, 46, 87, 91, 146, 151-156, 157, 158, 159, 161, 164-166, 191
 Kazan (v.) : 30, 32, 188-190, 191, 192
 Kerman (v.) : 117, 125, 141, 142
 Kert (dyn.) : 30, 117
 Khadija (m. 619), épouse de Mahomet : 51
 Khaïber (ou Khyber) (passe de) : 133, 136
 Khakasses : 147, 159, 189
 Khalk : 138, 140
 Khameneï (Ali), imam iranien : 126
 Kharg (île) : 79, 121
 Kharijites : 17, 18, 82
 Khayreddin dit Barberousse (v. 1476-1546), corsaire turc : 176
 Khazars : 20-26, 95, 187, 188
 Khashani (Cheikh Muhammad) (mort en 1920), h. p. azéri : 169
 Khitan : 24, 150, 159
 Khiva (v.) : 34, 38, 40, 119, 121, 152-153, 160, 161, 162-164
 Khizir Khan, sultan de Delhi (début du XV^e s.) : 134
 Khodjas : 18, 52
 Khodjent → Khoudjand
 Khomeyni (Ruhollah) (1902-1989), imam iranien : 120, 124, 126
 Khorrassan : 22-34, 52, 114-122, 125, 127, 131, 133, 135, 150-152, 163, 167
 Khoren I^{er} (m. 1938), catholico arménien : 111
 Khorezm : 28-34, 117, 149, 150-152, 155, 161, 162-164, 187
 Khorezmien (l.) : 113
 Khosrô I^{er}, roi (sassanide) de Perse 531-579 : 20, 114, 148
 Khotan (ch. Hetian) : 148, 150, 166
 Khoudjand (sov. Leninabad) : 144, 145, 163
 Khounzak (v.) : 96, 97
 Khouzistan (anc. Arabistan) : 122, 125, 126

- Khrouchtchev (Nikita) (1894-1971) : 92, 102, 159
 Khyber → Khaïber
 Kiev (v.), Kiéviens : 24, 30, 187, **188**
 Kinik : 150
 Kippour (guerre de) : 43, 64, 67, 75
 Kitchak → Coumans
 Kirghizes, Kirghizistan (kirghize Kyrgyzstan) : 24, 44, 46, 139, 144, 146, 150, 155, 157, 159, 160, 161, 162, 166, 189
 Kirkouk (v.) : 42-44, 73, 130, 132
 Kirovabad → Gandja
 Kizil Bach (ou Têtes Rouges) : 32, 118, 119, 122, 139, 167, 175, 185
 Kizil Koum (désert) : 148, **149**, 163
 Knox d'Arcy (William) : 121
 Koh-i Baba (mts.) : 133
 Koh-i Noor : 135
 Kokand (v.) : 34, 38, 143, 152, 153, 154, 159, 160
 Komala : 129
 Komintern : 168
 Komis (ou Zyrianes) : 190
 Konya (v.) (anc. Iconium) : 26, 38, 172, 173, **185**
 Konya (b.), 1832 : 55, 180
 Kopet Dag (mts.) : 116, 163
 Kosovo (b.), 1389 : 173
 Kosovo (b.), 1448 : 174
 Kouba : 168
 Kouban (fl.) : 89, **90**, 91, 94
 Koufa (v.) : 22, 50, 51
 Kouliab (v.) : 144, 145
 Koumyks : 96, 97, 98, 146
 Koura (fl.) : 90
 Kourgan Tioubé (v.) : 144, 145
 Kouria Mouria (îles) : 82, 83, 84
 Koweït : 38, 42, 44, 46, 65, 68, 76, 79-81
 Krasnoïarsk (v.) : 149, 169
 Krasnovodsk (v.) : 39, 154, 163, **164**
 Kubrawiya : 156
 Kuldja (v.) (ch. Yining) : 152, **166**
 Kun (Béla) (1886-1939) : 187
 Kungrat (dyn.) : 152
 Kurbanmynrat (xix^e s.), chef turkmène : 163
 Kurde (l.) : 14, 114, **132**
 Kurdes, Kurdistan : 13, 14, 26, 28, 40, 44, 46, 52, 53, 59, 61, 73, 74, 94, 103, 105, 107-109, 112, 114, 115, 118, 122-125, 126-131, 132, 167, 175, 181, 184, 185
 Kurmandji (dialecte kurde) : 132
 Kutchuk-Kainardji (t.), 1774 : 178, 190
 Kyrgyzstan → Kirghizistan
 Kzyl Orda (v.) : 158
 Lahedj : 83
 Lahore (v.) : 134, **140**
 Lakhmides (dyn.) : 48, 49
 Laks : 96, **97**, 98
 Latins : 28, 30
 Lausanne (t.), 1923 : 40, 129, 183
 Lazes : 88, **103**
 Légion arabe : 61, 68
 Leninabad → Khoudjand
 Lénine (1870-1924) : 102, 168
 Lesghiens : 89, 96, **97**, 98, 163, 171
 Lesseps (Ferdinand de) (1805-1894) : 36, 55
 Levant : 50
 Liban : 13, 18, 38, 40, 44, 46, 50, **56**, 58-60, 62, 64-67, 68-72, 88, 111, 112, 118
 Libye : 36, 63, 181
 Ligue arabe : 62, 64
 Litani (fl.) : 50, 68, 69
 Lituanie : 30, 187
 Livourne (v.) : 106
 Lodi Nor : 165, 166
 Lodi : 134
 Lor (l.), Lors : 114, **125**, 126
 Louis IX ou saint Louis (1214-1270), roi de France 1226-1270 : 28
 Lvov (v.) : 106
 Maan (v.) : 61, 67
 Macédoine : 106, 179, 180
 Macédoniens (empereurs) : 105
 Machreq : 50
 Mac Mahon (sir Henry) : 57, 58
 Madhhab : 119
 Madjilis : 121-124, 126, 168
 Madras (v.) : 106
 Maghreb : 22, 47, 50-53
 Mahdi : 18
 Mahmoud de Ghazni, souverain de Ghazni 999-1030 : 26, 134, 141
 Mahmoud (Mir) → Mir Mahmoud
 Mahmud II (1784-1839), sultan ottoman 1808-1839 : 175, 179
 Mahmud Khan, émir de Kaboul 1799-1803 et 1809-1826 : 135
 Mahomet (ou Muhammad ou Mohammed) (m. 632) : 13, 16-18, 20, 46, 51
 Maïkop (v.) : 93, 94
 Maïwand (b.) : 1880, 137
 Makarios III (1913-1977), archevêque de Chypre : 186
 Makhatchkala (russe ts. Petrovsk) : 96, 97, 98
 Malékites : 18
 Mamelouks : 28-32, 52-54, **54**, 76, 93, 99, 119, 167, 174, 175, 187
 Manama (v.) : 79, 81
 Mandats : 58
 Mandchou (l.) : 15
 Mandchous, Mandchourie : 34, 151, 152, 166
 Manichéens : 150
 Mankit (dyn.) : 152
 Mansour (al-), calife abbasside 754-775 : 22, 24, 52
 Maracande → Samarcande
 Maragha (v.) : 167, 170
 Mardin (v.) : 175, **185**
 Marib (v.) : 83, **84**
 Maritsa (fl.) : 183, **185**
 Maris (ou Thérémistes) : 189, 190, **190**, 192
 Maroc : 46, 66, 87
 Maron (saint) (m. v. 410) : 69
 Maronites : 19, 56, 58-60, 65, 68, 69, 70
 Mar Shimun (m. 1918), patriarche des Assyriens : 127
 Marseille (v.) : 106
 Marwan II, calife omeyyade 744-750 : 52
 Mary → Merv
 Mascate (v.) : 34, 79, 82
 Masjed-Soleyman (v.), 121
 Massoud (Ahmad Shah) (né en 1953), h. p. afghan : 141
 Maténadaran : 111
 Mazandaran, mazandarani (l.) : 114, 122, 125, 126
 Mazar-i Charif (v.) : 133, 139, **140**
 Mazdéisme : 114
 Ma Zhongying (v. 1908-v. 1938), chef de guerre lui : 165
 Meched (v.) : 18, 120, 125, 135
 Mecque (La) (v.) : 13, 17, 20, 24, 30, 32, 36, 38, 40, 49, 51, 53, 58, 76, 78, 97, 176
 Mède (l.), Mèdes : 48, 104, 113, 114, 120
 Médine (v.) (anc. Yathrib) : 17, 20, 22, 30, 38, 49, 51, 76, 77, 78, 97
 Mehabad (v.) : 123, 128, 129, 130
 Mehemet Ali (1769-1849), pacha d'Egypte 1804-1848 : 36, 55, 76
 Mehmed I^{er} (1389-1421), sultan ottoman 1413-1421 : 174
 Mehmed II le Conquérant (1429-1481), sultan ottoman 1451-1481 : 174, 175
 Mékhitar (1670-1749) : 106
 Melkites : 19, 65
 Menchevics : 101, 102
 Menderes (Adnan) (1899-1961), h. p. turc : 186
 Mentzikert (b.), 1071 : 26, 167, 171
 Merv (v.) (auj. Mary) : 22, 38, 39, 116-118, 121, 134, 142, 148, 152, 154, 163, 164
 Meshkets : 92, **103**, 156, 161, 163
 Mésopotamie : 12, 13, 15, 16, 19, 20, 26, 38, 40, 42, 48, 50, 52, 57, 59, 74, 87, 114, 128
 Mikoyan (Anastase) (1895-1978), h. p. soviétique : 111
 Mikoyan (Artion) (1906-1970) : 111
 Millet : 106-108, 175, 179
 Ming (dyn.) : 30
 Mingrélien (l.) : 88
 Mir Ahmad Khan (xviii^e s.) : khan de Kalat, 142
 Mirian, roi d'Ibérie IV^e s. : 99
 Mir Mahmoud, chef aïghan, chah de Perse 1722-1725 : 34, 119, 135
 Mir Wais (début du xviii^e s.), chef afghan : 134, 135
 Mishna : 16
 Mjavanardzé (Vassili), h. p. géorgien : 102, 103
 MNL → Mouvement national libanais
 Moawia → Mu'awiyya
 Moghoulstan : 30, 151
 Moghols → Grands Moghols
 Mohacs (b.), 1526 : 176
 Mohammed → Muhammad
 Moïse : 15
 Moldavie : 175, **176**, 178-180
 Moldavie (actuelle) : 46, 177
 Mongka, grand khan des Mongols 1251-1259 : 151
 Mongols, Mongolie : 19, 28, 30, 36, 42, 53, 54, 99, 105, 116, 117, 134, 148, 150, 151, 156, 167, 172, 189
 Monophysisme : 19, 20, 22, 48, 105
 Montagnards (Rép. des) : 91
 Monténégro : 179-181
 Mont-Liban : 13, 50, 56, 59, 60, **68**, 69
 Mordves : 189, **190**, **190**
 Morée → Péloponnèse
 Mossadegh (Muhammad) (1880-1967), h. p. iranien : 42, 123, 124
 Mossoul (v.) : 50, 53, 54, 58, 59, 73, 108, 127-129, 182, 183
 Moubarak (Hosni) (né en 1928), h. p. égyptien : 75
 Moudanya (arm.), 1922 : 183
 Moudjahidin du peuple : 126
 Moudjahid : 124
 Moudros (arm.), 1918 : 109, 169, 182
 Moukalla (v.) : 83
 Moussa (m. 799), imam chi'ite : 18
 Moussavat (parti) : 168, 169
 Moutalibov (Ayaz), h. p. azéri : 171
 Mouton Blanc → Ak Koyunlu
 Mouton Noir → Kara Koyunlu
 Mouvement national libanais (MNL) : 69
 Moyen-Orient : 11
 Mu'awiyya I^{er} (v. 603-680), calife omeyyade 661-680 : 17, 22, 51
 Muhammad Ali, chah (kadjar) de Perse 1907-1909 : 121, 168
 Murad I^{er} (1319-1389), sultan ottoman 1359-1389 : 173
 Murad II (1404-1451), sultan ottoman 1421-1451 : 174
 Muridisme : 96, 97
 Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938), h. p. turc : 40, 128, 129, 146, 182, 183, **184**, 185, 186
 Mutasim (al-), calife abbasside 833-842 : 22, 52
 Mutawakkil (al-) (822-861), calife abbasside 847-861 : 52
 Muzaffarides (dyn.) : 30, 117
 Myriokephalon (b.), 1176 : 172
 Mzab : 18
 Nabiev (Rahmon), h. p. tadjik : 145
 Nabuchodonosor II, roi de Babylone 605-562 av. J.-C. : 48
 Nadir Chah (1800-1933), roi d'Afghanistan 1929-1933 : 137
 Nadir Khan puis Chah (1688-1747), chah (aïchar) de Perse 1736-1747 : 34, 100, 119, 120, 135, 142, 168
 Nadjar (v.) : 18, 73, 74
 Nadjran (v.) : 77, 78, 85
 Nagorno-Karabakh → Karabakh
 Naïb : 96
 Najibullah ((Muhammad), h. p. afghan : 140, 141
 Nakhitchevan : 107, 110, 168, 169, **170**
 Naltchik (v.) : 93, 94
 Napoléon I^{er} (1769-1821), empereur des Français 1804-1815 : 55
 Naqshbandiya : 127, 129, 156
 Naryn (cours supérieur du Syr Daria) : 159, **160**
 Nashedshibis : 60
 Nasir, bigler beg du Baloutchistan 1747-1795 : 34, 142
 Nasir (al-), calife abbasside 1180-1225 : 53
 Nasser (Gamal Abdel) (1918-1970), h. p. égyptien : 63, 64, 71, 74, 75
 Nations Unies (Organisation des) (ONU) : 46, 63, 64, 66, 79, 81, 87
 Navarin (b.), 1827 : 55
 Nazarbaiev (Nursultan) (né en 1940), h. p. kazakh : 159
 Nazran (v.) : 97, 98
 Nedjd : 36, 55, 76, 77, **78**
 Neguev : 62, **64**, **86**
 Nestorienne (Eglise), nestorianisme : 19, 20, 48, 52, 65, 72
 Nestorius (v. 380-451) : 19
 Nichapour (v.) : 24, 28, 115-117, 120, 125
 Nicopolis (b.), 1396 : 173
 Nil (fl.) : 12, 47, 75
 Nino (sainte) (iv^e siècle) : 99
 Nizar (xi^e siècle), fils de calife fatimide : 52
 Nizarites → Assassins
 Nizova (v.) : 79, 82
 Nogais : 96, **97**, 98, 146, 193
 Nord-Caucase (Rép. du) : 97
 Nouri al-Said (1888-1958), h. p. irakien : 61, 72
 Nouri Facha, h. p. turc : 97, 169
 Nouristan, Nouristanis (anc. Kafirs) : 133, 137, 139, **140**
 Nubie : 22, 53
 Nur al-Din (1118-1174), souverain d'Alep : 53
 Nyazov (Séparmurad), h. p. turkmène : 164
 Ob (fl.) : **149**, 170
 Obaid Allah (v. 862-934), premier calife fatimide 910-934 : 24, 52, 53
 Och (v.) : **160**, 162
 Octobre (guerre d') → Kippour (guerre de)
 Oghouz : 22, 24, 150, 167
 Oghéï (v. 1185-1241), grand khan des Mongols 1229-1241 : 28, 151, 188
 Oïrats : 151, 152, 193
 Oleg (m. 912), grand prince de Kiev : 187
 OLP → Organisation de libération de la Palestine
 Olténie : 178
 Oman : 18, 20, 24, 34, 42, 44, 46, 47, 49, 76, 79, 82, 84
 Omar (v. 581-644), calife 634-644 : 17, 20, 51
 Omeyyades (dyn.) : 22, 24, 51, 52, 115
 ONU → Nations Unies
 OPEP → Organisation des pays exportateurs de pétrole
 Orabi (Ahmad) (1839-1911), officier égyptien : 55
 Orda (xiii^e s.), khan de la Horde Blanche : 188
 Ordjonikidzé (Grigori) (1886-1937), h. p. soviétique : 90, 95, 101, 102
 Ordjonikidzé (v.) → Vladikavkaz
 Orenbourg (v.) : 39, 153, **158**
 Organisation de libération de la Palestine (OLP) : 64-68
 Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) : 42, 42-44
 Organisation sioniste mondiale (OSM) : 85
 Orhan (1288-1359), sultan ottoman 1324-1359 : 173
 Orkhon (vallée de l') : 148, **149**
 Ormuz ou Hormuz (île) : 32, **118**, **125**
 Orthodoxes : 19, 20, 56, 60, 65, 95, 104
 OSM → Organisation sioniste mondiale
 Osman (1259-1324), premier souverain ottoman 1280-1324 : 30, 172
 Osmanli (l.) : 146, 177
 Osmanlis → Ottomans
 Ossète (l.) : 95
 Ossètes, Ossétie : 26, 88, 90-92, 95, 96, 99, 104, 113

Othman (m. 656), calife 644-656 : 17, 51
 Otrar (v.) : 151
 Ottomans ou Osmanlis (dyn.) : 30-40, 54-58, 71, 72, 76, 80, 81, 83, 85, 87, 93, 94, 97, 99-101, 106-110, 118-122, 126, 127, 167-169, 172-182, 189, 190
 Oubykhts : 89
 Oudmourtes (ou Votyaks) : 189, 190, 190, 192
 Oufa (v.) : 190, 191, 192
 Ouighours (anciens) : 24, 146, 148, 150, 151, 159, 164
 Ouighours (actuels) : 44, 146, 157, 159, 164-166
 Oulémas : 18
 Oural (fl.) : 149, 153, 157
 Oural (mts.) : 28-32, 149, 188, 189
 Ourartou, Ourartides : 104
 Ourgentch (v.) : 151, 152, 161
 Ourmia (v.) : 108, 125, 127
 Ouroumtsi (v.) (ch. Wulumuqi) : 166
 Ouzbeks, Ouzbékistan : 32, 34, 40, 44, 46, 87, 114, 118, 119, 127, 134, 137, 139-141, 143-145, 152, 155, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 189, 191
 Oxus = Amou Daria
 Özal (Turgut) (né en 1927), h. p. turc : 186
 Pachtou (l.) : 113, 139
 Pachtou (singulier), Pachtout (pluriel) : 13, 34, 132-140, 141, 142
 Pachtoutounistans : 138
 Pahlavi (dyn.) : 122-124
 Pahlavi (l.) : 115
 Pakistan : 12, 18, 63, 81, 82, 114, 133, 135, 138-140, 142, 143
 Palestine : 15, 16, 24, 30, 40, 46, 48-50, 53, 54, 57-61, 62, 63, 66, 67, 85-87, 181
 Palestiniens : 44, 63-66, 67-69, 80
 Palmyre (v.) : 48, 50
 Pamir (mts.) : 143, 148, 149, 154
 Pamiris : 113, 140, 143, 144
 Pandjeh : 136, 137, 154, 163
 Panipat (b.), 1526 : 134
 Pantouranisme : 94, 191, 192
 Parcham : 138
 Parthe (l.), Parthes : 48, 104, 114, 120
 Parti démocratique d'Azerbaïdjan (PDA) : 170
 Parti démocratique du Kurdistan (PDK) : 129, 130
 Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) : 130-132
 Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : 131
 Pasdarans : 124.
 Passarowitz (c.), 1718 : 178

Pathans : 138
 Paul I^{er} (1754-1801), tsar de Russie 1796-1801 : 100
 PDA → Parti démocratique d'Azerbaïdjan
 PDK → Parti démocratique du Kurdistan
 PDKI → Parti démocratique du Kurdistan d'Irak
 Pechmergas : 130
 Peel (commission) : 61
 Péloponnèse (ou Morée) : 177, 178
 Péloupaie : 30, 134-136, 138
 Perim (île) : 83, 84
 Persan (l.) : 14, 24, 113, 115, 125, 143
 Persarménie : 105
 Perse, Perses ou Persans : 19, 20, 22, 32-40, 48, 52, 54, 81, 87, 99, 100, 104, 106, 107, 114-122, 125-127, 134-137, 142, 143, 148, 167, 168, 177
 Persopolis (v.) : 114, 116, 120
 Perside → Fars
 Peshawar (v.) : 39, 135, 136, 140, 141
 Petchénégues : 24, 26, 187
 Petra (v.) : 48, 50
 Petroline : 43, 44
 Petrovski → Makhthakala
 « Peuples punis » (déportation des) : 91, 92, 94, 95, 98, 103, 156, 191, 193
 Phalanges libanaises : 68, 69
 Phanariotes : 178
 Phéniciens (l.), Phéniciens : 13, 48
 Piandji (cours supérieur de l'Amou Daria) : 133, 137, 143, 144, 149
 Pierre I^{er} le Grand (1672-1725), tsar de Russie 1682-1725 : 152, 153, 178
 Pirates (Côte des) → Côte des Pirates
 Pishavari (Djafar), h. p. azéri d'Irak : 170
 PKK → Parti des travailleurs du Kurdistan
 Podolie : 176, 177, 178
 Poitiers (b.), 732 : 22
 Pologne : 85, 86, 106, 175, 177, 178
 Polonais (du Kazakhstan) : 157, 159
 Polovtses → Koumans
 Polyeucte (saint) (m. v. 250) : 105
 Pompée (106-48 av. J.-C.), général romain : 87
 Porte (Sublime) : 55, 78
 Portugais : 32, 34, 81, 82, 118
 Poti (v.) : 100, 103
 Pougatchev (v. 1742-1775), chef cosaque : 178, 190, 192, 193
 Proche-Orient : 11
 Protémée (dyn.) : 48

Qabous ibn Saïd (né en 1940), sultan d'Oman à partir de 1970 : 82
 Qadi Muhammad (m. 1947), h. p. kurde : 129, 130
 Qadir (al-), calife abbasside 991-1030 : 18, 53
 Qadisiyya (b.), 636 : 22, 51, 114
 Qadjar → Kadjar
 Qaim (al-), calife abbasside 1031-1075 : 53
 Qal'ayé Nao (Hazara du) → Firuzkuhi
 Qarmates : 18, 24, 26, 52, 53, 76
 Qatar : 42, 44, 46, 76, 78, 79-81
 Qazvin (v.) : 120, 125, 168
 Qing (dyn.) : 34, 152, 166
 Qom (v.) : 18, 120, 124, 125
 Qoraïchites : 20, 49, 51, 76
 Quetta (v.) : 39, 142, 143
 Rachid Ali, h. p. irakien : 62
 Ranjit Singh (1780-1839), maharadjah des Sikhs 1799-1839 : 135
 Rasfandjani (Hachemi), h. p. irakien : 126
 Rasoulides (dyn.) : 83
 RAU → République arabe unie
 Rawalpindi (c.), 1919 : 137
 Ray (v.) : 115, 117, 125
 RDPY → Yémen (République démocratique et populaire du)
 République arabe unie (RAU) : 46, 63, 64, 68, 71, 74, 84
 Reza Khan, puis Reza Chah Pahlavi (1878-1944), chah de Perse 1926-1941 : 40, 115, 122, 123, 129, 170
 Reza Chah Pahlavi (Muhammad) (1919-1980), chah d'Iran 1941-1978 : 122-124
 Riyad (v.) : 49, 76, 78
 Romains, Rome (Ant.) : 20, 48, 99, 104, 105, 114
 Rome (papaute) : 18, 19, 56, 106
 Rome (v.) : 106
 Roub al-Khali (désert) : 49
 Roum : 26, 28, 99, 150, 167, 172
 Roumanie : 179, 180, 181
 Roumélie : 173, 179, 181
 Roumélite orientale : 180
 Roustavéli (Chota) (xii^e s.), poète géorgien : 100
 Rowanduz (v.) : 128, 130
 Rukh (Chah) → Chah Rukh
 Russes, Russie (actuelle) : 44, 46, 87, 91, 94, 95, 98, 99, 104, 112, 114, 144, 145, 157, 159-161, 163, 164, 171, 191-193
 Russes (Empire russe) : 11, 30, 32, 36, 38, 39, 40, 56, 57, 85-87, 89-91, 93-97, 100-102, 107, 108, 119-122, 127, 135-137, 143, 144,

152-154, 157-163, 165, 168, 169, 178-181, 188-193
 Rutules : 97, 98
 Ryskoulov (Turar), h. p. kazakh : 168
 Saadabad (pacte de), 1937 : 129, 185
 Saba : 82, 84
 Sabra (camp de) : 69
 Sace (l.) : 114
 Sadate (Anouar al-) (1918-1981), h. p. égyptien : 64, 74, 75
 Saffah (al-), calife abbasside 749-754 : 52
 Saffarides (dyn.) : 24, 115
 Safi al-Din (1252-1334), éponyme des Séfévides : 118
 Saïda (v.) (anc. Sidon) : 44, 54, 56, 68, 69
 Saïfudîn, h. p. ouïghour : 165
 Sakartvelo → Géorgie
 Sakarya (b.), 1921 : 183
 Sakha → Iakoutie
 Salah al-Din ou Saladin (1138-1193), sultan (ayyoubide) d'Égypte 1171-1193 : 28, 53
 Salang (tunnel de) : 133, 138, 140
 Saleh (Ali Abdallah) (né en 1942), h. p. yéménite : 84, 85
 Salomon, roi d'Israël v. 975-932 av. J.-C. : 15, 82, 87
 Saloniq (v.) : 87, 179, 181, 182, 184
 Samanides (dyn.) : 24, 26, 115, 120, 132, 150
 Samarcande (v.) (Ant. Maracanda) : 30, 39, 117, 134, 137, 144, 145, 152, 153, 161, 162, 163
 Samarie : 86, 88
 Samarra (v.) : 18, 24, 52, 73
 Sanaa (v.) : 83
 Sandjak d'Alexandrette → Alexandrette
 Sanliurfa → Urfa
 Sanskrit (l.) : 14
 San Stefano (t.), 1878 : 179, 180
 Saoud ibn Abd al-Aziz (1902-1969), roi d'Arabie saoudite 1953-1964 : 78
 Saoudites (dyn.) : 76-78, 84
 Sara, femme d'Abraham : 15
 Sarai (v.) : 30, 188, 189
 Sardabars : 30, 117
 Sardarabad (b.), 1918 : 109
 Sarkel (v.) : 187
 Sarmates : 95
 Sartes : 152, 155
 Saruhan : 172
 Sassanides (dyn.) : 19, 20, 22, 48, 49, 114, 115, 120, 143, 167, 169
 Saül, roi d'Israël v. 1035-v. 1015 av. J.-C. : 87
 Saur (révolution du) : 138
 Savak : 123

Sayyed Ali Muhammad (1820-1850), fondateur du babisme : 122
 Scythes, scythique (l.) : 95, 113
 SDN → Société des Nations
 Sébastopol (v.) : 187
 Séfarades : 85, 87
 Séfévides (dyn.) : 32, 34, 54, 118-120, 126, 127, 152, 167, 168, 175-177
 Seim (de Transcaucasie) : 101, 109
 Séistan : 115, 116, 133, 134, 152
 Seldjoukides (dyn.) : 26, 53, 99, 105, 115, 117, 120, 134, 152, 167, 171, 172
 Seldjûk (x^e-xi^e s.), éponyme des Seldjoukides : 117, 150, 167
 Séleucides (dyn.) : 48, 114
 Selim I^{er} (1467-1520), sultan ottoman 1512-1520 : 54, 126, 167, 175, 176
 Selim II (1524-1574), sultan ottoman 1566-1574 : 177
 Semipalatinsk (v.) : 39, 153, 158
 Sémirétchié : 153, 157, 158
 Sémitiques (l.) : 13
 Septimaniens (chi'ites) → ismaéliens
 Serbie : 30, 173, 175, 177, 179-181
 Sevan (lac) : 90, 105
 Sèvres (c.), 1920 : 40, 110, 128, 129, 182
 Shah Shudja (m. 1843), émir de Kaboul 1803-1809 et 1839-1842 : 136
 Shaykan : 127
 Shell (Royal Dutch) : 42
 Sheng Shicai, gouverneur du Xinjiang 1933-1944 : 165
 Shir Ali (m. 1879), émir de Kaboul 1863-1879 : 136
 Shir Shah Sur, usurpateur du trône des Grands Moghols 1540-1546 : 134
 Sibérie : 32, 36, 42, 91, 152, 159, 190
 Sibir (v.) : 32, 149, 190
 Sidon → Saïda
 Sikhs : 135, 136
 Simféropol (v.) : 90, 187
 Simko (m. 1930), chef kurde : 127, 129
 Sinaï : 58, 64, 75, 176
 Sind : 22, 115, 142
 Sindjar (Djebel) : 73, 127
 Sinkiang → Xinjiang
 Sionisme : 58, 60, 61, 85, 86
 Sis (v.) : 106, 111
 Six Jours (guerre des) : 64, 66, 69, 75, 84
 Smyrne (v.) (turc Izmir) : 38, 107, 173, 182, 183, 185
 Sobieski → Jean III Sobieski
 Société des Nations (SDN) : 58
 Socotra (île) : 83, 84
 Sogdiane : 20, 148, 150
 Sogdien (l.), Sogdiens : 14, 113, 148, 150
 Soie (route de la) : 116, 148
 Soltéman (m. 1086), sultan (seldjoukide) de Roum : 26
 Soliman le Magnifique ou Süleyman le Législateur (1494-1566), sultan ottoman 1520-1566 : 32, 176
 Somalie : 36, 62
 Sorani (dialekte kurde) : 132
 Soudan : 36, 40, 55, 62
 Soufisme : 18, 96, 98, 127, 129, 156, 163, 184
 Soukhoum (v.) : 103, 104
 Sougait (v.) : 111, 170
 Soviétiques, URSS : 11, 40, 44, 46, 63-65, 67, 75, 84, 85, 91, 92, 94-99, 102, 103, 110-112, 122, 123, 129, 130, 137-141, 144, 145, 154-165, 169-171, 183, 185, 186, 192, 193
 Spahis : 179
 Stalinabad → Douchanbé
 Staline (1879-1953) : 92, 101, 102, 111, 145, 154, 156, 192
 Stalingrad (v.) : 92, 193
 Stamboul → Istanbul
 Standard Oil of California : 42
 Stepanakert (v.) : 111, 112, 170
 Stroganov (famille) : 189, 190
 Sublime Porte → Porte (Sublime)
 Sudarabiques : 20, 48, 82
 Suez (canal de) : 36, 40, 44, 55, 62-64, 75, 83
 Sulaimaniya (v.) : 73, 127, 128, 129
 Sulayman (mts.) : 133
 Süleyman → Soliman
 Sultan Husayn, chah (séfévide) de Perse 1694-1722 : 119
 Sumériens : 12, 13, 48
 Sunna : 17
 Sunnites : 18
 Suoche → Yarkand
 Svane (l.), Svantéie : 88, 100
 Sviatoslav, grand prince de Kiev 964-972 : 24, 187
 Sykes-Picot (accords), 1916 : 40, 57-59
 Syr Daria (fl.) : 12, 149-153, 156, 162
 Syriaque (l.), Syriques : 19, 65
 Syrie : 13, 17, 19, 20-32, 38, 40, 44, 46, 48-58, 59, 60, 62-67, 69, 70-72, 74, 88, 94, 111, 112, 114, 131, 176, 183, 185
 Tabassarans : 96, 97, 98
 Tabriz (v.) : 39, 117-122, 125, 129, 167-169, 175
 Tachauz (v.) : 162, 164
 Tachkent (v.) (ouzbek Tochkent) : 38, 39, 87, 148, 152-154, 161-163, 165, 191
 Tadjik (l.) : 143
 Tadjiks, Tadjikistan : 13, 15, 44, 46, 87, 113, 114, 133, 134, 137,

- 139-141, 143, **144**, 145, 152, 155, 156, 161-163
 Taëf (v.) : 49, **78**
 Taëf (accord de), 1989 : 70
 Taëf (t.), 1934 : 77, 84, 85
 Tahir ibn Hussein (775-822), gouverneur du Khorassan : 24
 Tahirides (dyn.) : 24, 115, 120
 Tahmasp (1514-1576), chah (séfévide) de Perse 1524-1576 : 118, 119, 176
 Taiz (v.) : 83, 84, 143
 Takla-makan (désert) : 148, **149**
 Takrit (v.) : 72, 73
 Talabani (Jalal), h. p. kurde : 130, 132
 Talal ibn Abdallah (1909-1972), roi (hachémite) de Jordanie 1951-1952 : 67
 Talas (b.), 751 : 22, 150
 Talmud : 16
 Talych : 91, 168
 Taman (presqu'île) : **90**
 Tamerlan ou Timur Lang (1336-1405), souverain de Transoxiane et « grand émir » 1370-1405 : 30, 32, 54, 99, 117, 126, 133, 134, 151, 162, 167, 173, 174, 189
 Tana (La) → Azov
 Tanzimat : 179, 181
 Tapis (art du) : **145**
 Tapline : **43**, 44
 Tara (steppe de la) : 189
 Taraki (Muhammad), h. p. afghan : 138
 Tarbagataï (mts.) : **149**, 152
 Tarim (fl.) : 20, 36, 148, **149**, 150, 152, 164, 165
 Tatarie, Tatarstan : **190**, 191, 192
 Tatars : 144, 159-163, 188-192
 Tatars de Crimée : 32, **92**, 93, 156, 161, 163, 178, 180, 189, 197
 Tatars de la Volga : 15, 157, 189, **190**, 191
 Taurus (mts.) : 22, 50, 58, 172, **173**, 175
 Taymani : 139
 Taymouri : 139
 Tbilissi → Tiflis
 Tchaldiran (b.), 1514 : 32, 54, 118, 168, 175
 Tchekboksary (v.) : **190**, 193
 Tchérémisses → Maris
 Tcherkesses : 88, 91, 93-95
 Tcherkessk (v.) : **93**, 94
 Tchertha : 153
 Tchetchènes, Tchetchénie : 13, 88-92, 93, 96, **97-99**
 Tchingiz Kagan → Gengis Khan
 Tchougoutchak (t.), 1864 : 153, 159
 Tchoulym (steppe du) : 189
 Tchoouvaches : 189, **190-193**
 Téhéran (v.) : 34, 115, 116, 120, 121-125, 135, 168, 170
 Tekke : 163
 Temple (de Jérusalem) : 15, 87
 Temüjin → Gengis Khan
 Terdat III, roi d'Arménie 298-330 : 104
 Terek (fl.) : 89, **90**, 91, 96
 Ter Petrossian (Levon) (né en 1946), h. p. arménien : 112
 Têtes Rouges → Kizil Bach
 Thamar (v. 1165-1213), reine (bagratide) de Géorgie 1184-1213 : 99
 Thomson, général britannique : 169
 Thrace : 36, 106, **173**, 179, 182, 183
 Tian Chan (mts.) : 148, **149-151**, 159, 165
 Tibet : 19, 36, 148
 Tiflis (v.) (géorgien Tbilissi) : 87, 89, **99-103**, 104, 107, 109
 J.-C.), roi d'Arménie 95-54 : 104
 Tigrane le Grand (v. 121-v. 54 av. J.-C.), roi d'Arménie 95-54 : 104
 Tigre (fl.) : 12, 50, 72
 Timur, chah d'Afghanistan 1773-1793 : 135
 Timur Lang → Tamerlan
 Timourides (dyn.) : 32, 117, 120, 151
 Tioumen (steppe de) : 189
 Tiran (détroit de) : 63, **75**
 Tobol (steppe du) : 189
 Tobolsk (v.) : **149**, 190
 Toktamich, khan de la Horde Blanche et de la Horde d'Or 1378-1398 : 30, 151, 189
 Tomsk (v.) : 32
 Tora : 15, 16
 Toudeh (parti) : 123, 170
 Tougousses (l.) : 15
 Tourfan (v.) (ch. Tulufan) : 150, 164, **166**
 Tourpanliks : 164
 Touviniens : **147**, 189
 TPC → Turkish Petroleum Company
 Trabzon → Trébizonde
 Trakai (v.) : 187
 Transaralien (ch. de fer) : **39**, **153**
 Transcaspien (ch. de fer) : **39**, **153**, 154
 Transcaucasie : **90**, 91, 101, 102, 108, 109
 Transjordanie : 40, 44, 58, **59**, **61**, 62, 63
 Transoxiane : 22, 26-32, 146, 148, **150**, 150-152
 Transsibérien (chemin de fer) : 39
 Transylvanie : 106, 176, 177
 Trébizonde (v.) (turc Trabzon) : 99, 108, 175, 181, **184**, **185**
 Trêve (Côte de la) → Côte de la Trêve
 Tripoli (v.) : 26, 44, 54, **68**, 69
 Tripolitaine : 22, 32, 184
 Trône des Paons : **135**
 Trucial Oman → Côte de la Trêve
 Truman (Harry S.) (1884-1972) : 61
 Tsakhours : 96, **97**, 98
 Tskhinvali (v.) : **95**, **103**, 104
 Tughluk Timur, khan (djaghataïde) du Moghoulstan 1347-1363 : 151
 Tughril Beg, sultan (seldjoukide) de Perse v. 1038-1063 : 26, 53, 117, 150, 167
 Tulufan → Tourfan
 Tulul (m. 1233), khan mongol : 28, 117, 151
 Tunis (v.) : 67
 Tunisie : 18, 32, 36, 87
 Turc (l.) : **186**
 Turco-Circassiens : 55, 56
 Turcomans : 26, 30-34, 54, 88, 99, 105, 117, 118, 120, 135, 141, 152, 167, 168, 171-176, 185
 Turcs (peuples) : 22-28, 52-54, 115-117, **146**, **147**, 148, 150, 151, 157, 163, 187
 Turcs, Turquie (moderne) : 22, 40, 42, 44, 46, 50, 59, 60, 63, 74, 102, 110, 111, 114, 128-132, 137, 139, 169, 171, 183, 184, **185**, 186
 Turgesh : 22
 Turkestan : 136, 137, 144, 146, 148, **149**, 152, **153**, 154, 161, 162, 165
 Turkish Petroleum Company (TPC) : 42
 Turkmènes, Turkménistan : 34, 38-40, 44, 46, 73, 121, 124, 127, 139, 140, 142, 145, 154-156, 161, 162, 163, **164**
 Turkmentchai (t.), 1828 : 107, 120, 168
 Turksiz (chemin de fer) : 39
 Turques (l.) : 15, 146
 Turquie → Turcs
 Türük : 20, 22, 114, 148, 150
 Udj : 172
 Ukraine, Ukrainiens : 46, 87, 91, 94, 104, 111, 157, 159-161, 163, 177
 Ulugh Beg, émir de Transoxiane puis souverain timouride 1447-1449 : 162
 Ulus : 188
 Umar → Omar
 Umma : 17
 Union patriotique du Kurdistan (UPK) : 130, 132
 Union socialiste arabe : 75
 Union soviétique → Soviétiques
 United Nations Relief and Works Agency (UNRWA) : 66
 UPK → Union patriotique du Kurdistan
 Urfa ou Sanliurfa (v.) (anc. Edesse) : 26, 53, 106, **185**
 URSS → Soviétiques
 Urumqi → Ouroumtsi
 Uthman → Othman
 Uzun Hasan, sultan ak koyunlu 1466-1478 : 167
 Vahidov, h. p. tatar : 192
 Vakil : 119
 Valachie : 175, **176**, 177-180
 Van (v.) : 107-109, 117, 128, 129, 167, 176, **185**
 Varègues : 187
 Varna (b.), 1444 : 174
 Vaspourakan : 105
 Venise (v.), Vénitiens : 106, 167, 177, 178, 186, 189
 Vernyi → Alma-Ata
 Victoria (1819-1901), reine d'Angleterre 1837-1901, impératrice des Indes 1876-1901 : 36
 Vienne (v.) : 106, 178
 Vladikavkaz (v.) (sov. Ordjonikidzé, ossète Dzaoudjikaou) : 89, 90, 92, **95**, 96
 Vladimir le Grand (saint) (v. 956-1015), grand prince de Kiev 980-1015 : 187
 Volga (fl.) (tatar Idel) : 22, 24, 28, 152, 187, **188**, **190-193**
 Voronov (Mikhail) (1782-1856) : 100
 Votyaks → Oudmourtes
 Vytautas (v. 1350-1430), grand-duc de Lituanie 1392-1430 : 187
 Wafid : 62, 74
 Wakhabites : 18, 36, 55, 76, 78, 81
 Wakhan (appendice de) : 137, 139, **140**
 Wakhtang I^{er} Gorgassali, roi d'Ibérie 446-499 : 99
 Wakhtang VI, roi de Géorgie 1675-1737 : 100
 Warba (île) : 81
 Weizmann (Chaim) (1874-1952) : 85
 Wilson (Thomas W.) (1856-1924) : 110
 Wulumuqi → Ouroumtsi
 Xibe : 166
 Xinjiang (ou Sinkiang) : 42, 44, 146, 148, 165, **166**
 Yahya (m. 1948), imam du Yémen 1904-1948 : 76, 83, 84
 Yakaniiks : 164
 Yakub, émir de Kaboul 1879 : 136, 137
 Yakub Beg (m. 1877), émir de Kachgarie 1867-1877 : 165
 Yang Zengxin (m. 1928), gouvern. du Xinjiang 1911-1928 : 165
 Yarkand (v.) (ch. Suoche) : 164, **166**
 Yasawiya, 156
 Yathrib → Médine
 Yazd (v.) : 117, **125**
 Yazid I^{er} (644-683), calife omeyyade 680-683 : 51, 127
 Yémen : 20, 24, 36, 40, 42, 44, 46-49, 62, 64, 76, 82, 83-85, 87
 Yémen (Rép. démocratique et populaire du) (RDPY) : 84
 Yenitcheri → Janissaires
 Yerki : 107
 Yermak → Iermak
 Yézidis : **73**, **127**
 Yiddish (l.) : 86, 87
 Yining → Kuldja
 Yuan (dyn.) : 30
 Yulaiev (Salavat) (xviii^e s.), chef bachkir : 192
 Zagros (mts.) : 26, 34, 42, 115, **116**
 Zahedan (v.) : 39, **125**
 Zahir (né en 1914), roi d'Afghanistan 1933-1973 : 137, 138
 Zaïd (m. 740), imam chi'ite : 18
 Zaidites : 18, 24, 36, 83, 84
 Zand : 34, 119, 120
 Zandji : 52
 Zangi (m. 1146), souverain de Mossoul et d'Alep : 53
 Zanzibar (île) : 34, 82
 Zaporogues (cosaques) : 91
 Zarathoustra ou Zoroastre (vii^e s. av. J.-C.) : 114
 Zaza (dialecte kurde) : 129, 132
 Zehab (t.), 1639 : 34, 119, 177
 Zia ul-Haq (1924-1988), h. p. pakistanaï : 143
 Zinoviev (Grigori) (1883-1936), h. p. soviétique : 168
 Zoroastrisme : 20, 114
 Zurich (accord de), 1959 : 186
 Zyrianes → Komis



Du Moyen-Orient aux confins de la Russie et de la Chine, d'innombrables conflits occupent une place croissante dans l'actualité mondiale : certains — toujours non résolus — ne sont pas nouveaux (conflits israélo-arabe, question kurde, Afghanistan...); d'autres ont éclaté — ou resurgi — avec l'effondrement de l'empire soviétique (dans le Caucase et en Asie centrale). Tous apparaissent complexes, étant donné l'extrême diversité des peuples concernés.

C'est cette complexité que cherche à éclairer l'*Atlas des peuples d'Orient*, en lui restituant ses racines historiques, selon le même principe que celui suivi précédemment par les auteurs dans leur fameux *Atlas des peuples d'Europe centrale* (La Découverte, 1991), qui a connu un succès considérable. Ils brosent ainsi une fresque passionnante, qui voit sur plus de mille ans interagir quatre grandes familles de peuples : arabe, caucasique (Géorgiens, Tchetchènes, etc.), iranienne (Persans, Kurdes, Tadjiks...) et turque (Kazakhs, Ouzbeks, Azéris, Turcs proprement dits...), sans oublier les Juifs et les Arméniens. Cent cartes en couleur accompagnent le texte, vivant et précis.

ISBN 2-7071-2222-X

JEAN SELLIER, géographe, est déjà l'auteur de plusieurs atlas, dont *L'Atlas des vins de France* et *L'Atlas de la France gourmande*.

ANDRÉ SELLIER, ancien professeur d'histoire et ancien diplomate, travaille depuis de longues années sur l'histoire des peuples européens.

